

UNIVERSITÉ PARIS 1-PANTHÉON-SORBONNE

U.F.R. Science Politique

Doctorat nouveau régime

Discipline : Science Politique

Fani KOUNTOURI

L'AGENDA POLITIQUE AU QUOTIDIEN.

La construction des problèmes publics en Grèce

Thèse dirigée par Jacques GERSTLE

Soutenue en janvier 2006

Devant le jury composé de Messieurs :

Georges CONTOGEOGIS, Professeur à l'Université de Panteion

Jacques GERSTLE, Professeur à l'Université de Paris 1

Pierre MULLER, Directeur de Recherche au CNRS, Cevipof

Michel OFFERLE, Professeur à l'Université de Paris 1

Yves VILTARD, Maître de conférence à l'Université de Paris 1

Remerciements

J'aimerais exprimer mes plus profonds remerciements à Jacques Gerstlé dont le travail de direction fut pour moi une expérience scientifique précieuse. Je lui suis très reconnaissante pour sa confiance, ses lectures attentives et la manière dont il a su chaque fois recadrer l'intérêt de cette étude.

Ce travail doit beaucoup aux activités collectives de l'Ecole doctorale et du CRPS (Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne). Merci à ses membres qui m'ont accueilli comme doctorante associée.

Les conseils et l'amitié de Marianna Psilla m'ont accompagné tout au long de ce travail dès son début jusqu'à la fin. J'aimerais la remercier tout particulièrement d'avoir été une source rare d'optimisme. Que soit aussi remerciée Ioanna Vovou qui m'a donné l'occasion d'exposer une partie de ma recherche sur un ouvrage collectif portant sur les médias en Grèce. Son amitié a été pour moi un allié important.

Merci à toutes les personnes qui m'ont accordé des entretiens lors de l'enquête et m'ont confié leurs préoccupations professionnelles.

Plusieurs personnes ont contribué à alléger l'effort de la fin de ce travail. L'amitié et le soutien de Roula Iatropoulou m'ont mis, à ce moment comme toujours, en joie. Je voudrais aussi exprimer mes sincères remerciements à Géraldine Georget qui a accepté de relire le texte.

Nikos Souliotis a été une source permanente d'inspiration et de joie aux moments difficiles de cette épreuve. Son aide et ses conseils sont inestimables.

Michalis, Eva et Dimitris Kountouris sont les personnes dont le soutien et la confiance sont les appuis les plus précieux de ce travail.

A Michalis et Eva, mes parents
Στον Μιχάλη και την Εύα, τους γονείς μου

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

LES OFFRES POLITIQUES EN CONJONCTURES ROUTINISEES..... 59

CHAPITRE 1.

LES FONDEMENTS DU POUVOIR SYMBOLIQUE DU PARTI GOUVERNANT 65

CHAPITRE 2.

LES « PRETENDANTS » ASSURENT L'INSCRIPTION DE LEUR OFFRE COMPETITIVE 125

CHAPITRE 3.

L'ATTACHEMENT SELECTIF DES PARTIS DE LA GAUCHE 187

CHAPITRE 4.

L'OFFRE DES DEPUTES : UNE OFFRE SEGMENTEE 243

DEUXIEME PARTIE

LES CONJONCTURES NON ROUTINIERS,

MOTEURS DE LA DYNAMIQUE POLITIQUE 275

CHAPITRE 5.

LA CONFRONTATION PARTISANE : IMPOSER UN ENJEU POUR ETABLIR UN GROUPE DIRIGEANT 279

CHAPITRE 6.

LA CRISE DE POLITIQUE PUBLIQUE :LA REFORME DE LA SECURITE SOCIALE..... 333

CHAPITRE 7.

LES CRISES A IMPULSION MEDIATIQUE 389

Introduction

L'actualité politique est imprégnée de problèmes qui émergent, se répandent, s'estompent, de problèmes anciens qui remontent à la surface, de problèmes nouveaux qui provoquent des discordes, qui captent l'attention publique en imposant de manière impérative leur prise en charge par les autorités publiques. La « prise en charge » du problème par une autorité est fondée sur la reconnaissance publique du caractère problématique du sujet, sur la désignation du responsable et sur la reconnaissance de l'agent approprié pour sa résolution. Nous appelons l'ensemble des problèmes qui alimentent le débat public et revendiquent une prise en charge par le pouvoir politique *agenda politique* et ce travail a pour objet de recherche les formes de son élaboration dans le quotidien.

Plusieurs sont les acteurs à intervenir publiquement à propos des problèmes. Les journalistes traitent les problèmes publics dans les journaux télévisés, dans la presse écrite, les émissions d'information. Les gouvernants élaborent des programmes d'action sur les priorités fixées. Les acteurs politiques font des déclarations, donnent des interviews, diffusent des communiqués de presse. Les forces politiques et sociales échangent des arguments à propos des sujets publics, déclarent leurs désaccords ou leurs accords, essaient d'imposer leurs propres définitions des situations problématiques. Ils choisissent, hiérarchisent et promeuvent les questions qui servent leurs objectifs, légitiment leurs actions, propagent une image de leur compétence. La complexité des processus par lesquels un problème, un enjeu, une préoccupation touchent le champ politique, et la multiplicité des acteurs qui interviennent dessus font de l'agenda politique un dispositif de l'espace public.

Nous avons voulu comprendre comment s'élabore l'agenda politique en Grèce et, notamment, le rôle qu'y jouent les partis politiques et les médias. Nous allons examiner les processus d'agenda au travers des activités de choix et de définition des problèmes par l'ensemble des partis politiques parlementaires, deux chaînes de la télévision, une privée et une publique, et six journaux, quatre quotidiens et deux du dimanche.

Les problèmes n'existent pas indépendamment de la manière dont ils sont sélectionnés et définis par les acteurs et indépendamment des médiations qui les

constituent. Ce sont ces conditions que nous nous sommes proposés d'analyser. Mais il s'agit tout d'abord, de montrer les contextes dans lesquels elles s'inscrivent.

1. Etudier les processus d'élaboration de l'agenda

Une série de travaux dans la tradition de l'« agenda-setting », qui, allant à l'encontre de la théorie des effets limités des années 60, attribuent aux médias le rôle protagoniste dans le processus d'élaboration de l'agenda (*the media set the agenda*) par leur influence sur le public. Cette hypothèse, parmi les plus florissantes au cours des dernières années, à été inaugurée par M. McCombs et D. Shaw¹. Les deux chercheurs dans leurs premiers travaux empiriques, au début des années 70, soutiennent que l'effet d'agenda consiste dans le transfert de la hiérarchie des préoccupations des médias au public². L'hypothèse de l'« agenda-setting » établit une relation causale entre l'importance que les médias accordent à certains enjeux et la perception que le public a de l'importance de ces sujets. Les recherches centrées sur les effets des médias ont, au fil des années, ajouté au modèle des variables qui pourraient influencer les effets produits par les médias, tel que le type de média, le type de thèmes et le degré d'intérêt pour la politique³.

La question de l'influence des médias a également été élargie à la recherche de l'influence des médias sur les décideurs et les politiques publiques. J. Dearing et E. Rogers, désignent l'« agenda-setting » en tant que « processus d'interaction entre les trois types de l'agenda, l'agenda des médias, des décideurs et du public⁴ ». L'interaction est perçue en tant que compétition entre les défenseurs des problèmes pour gagner l'attention des médias, des professionnels, du public et de l'élite politique. La proposition des auteurs repose sur le fait que « l'agenda des médias est très puissant dans ses effets comme il lance le processus

¹ M.E. McCombs, D.L. Shaw. The agenda-setting function of Mass Media. *Public Opinion Quarterly*, 1972, pp. 176-187. Voir de surcroît, McCombs M, Shaw D., Weaver D. (dir.). *Communication and Democracy. Exploring the intellectual Frontiers in Agenda-Setting Theory*. New Jersey: Lawrence Erlbaum, 1997.

² La recherche classique de l'agenda-setting consiste à comparer l'agenda des médias, voire les thèmes abordés et classés par les médias, avec l'agenda du public mesuré au moyen d'enquêtes connues en tant que MIP (most important problems). Il s'agit d'enquêtes où l'on demande aux gens de dire quels sont à leurs avis les problèmes les plus importants auxquels la société fait face.

³ Pour une histoire des recherches sur l'agenda-setting voir le numéro spécial « Two Decades of Agenda-Setting research » et notamment l'article de M. E. McCombs. Explorers and Surveyors : Expanding strategies for Agenda-setting research. *Journalism Quarterly*, vol. 69, n°4, 1992, p. 813-824.

⁴ J.W. Dearing, E.M. Rogers. *Agenda setting*. London : Sage, 1996, p.2.

d'agenda-setting par arriver à inscrire un problème sur l'agenda du public, ce qui peut conduire à un changement de politiques publiques⁵ ».

Les recherches scientifiques portant sur l'agenda-setting affirment le rôle protagoniste des médias dans le contrôle de l'agenda par l'influence qu'ils exercent sur la hiérarchie des enjeux dans le public et par-là sur l'agenda politique. En 1993, à l'occasion des 20 ans depuis la première recherche⁶, McCombs et Shaw, qui font figure des pères fondateurs de ce courant, parlent du nouveau déplacement des recherches sur l'agenda-setting sur la question « qui pose l'agenda des médias »⁷. M.E. Mc Combs pose la question de savoir si les médias posent l'agenda (*set the agenda*) ou s'ils reflètent simplement l'agenda qui leur est imposé par leurs sources d'information⁸. Les recherches ont été focalisées sur l'influence des sources en comparant les contenus médiatiques du discours des sources et de la presse, afin d'établir, comme c'était le cas des médias sur le public et les décideurs, une relation causale entre eux. L'influence des sources officielles sur la production des nouvelles par les journalistes⁹ est, selon certains auteurs, une hypothèse déjà confirmée en 1973 par L. Sigal¹⁰. J. Charron note que les résultats des travaux sont en partie contradictoires « suggérant que l'influence des sources sur l'agenda des médias est un phénomène plus complexe¹¹ ».

D'autres auteurs ont noté également les résultats variés et contingents des recherches traitant l'hypothèse de l' « agenda-setting ». D. Protesse et alii soulignent que « la force de la relation causale entre le contenu des médias et les agendas publics a donné des variations considérables d'une étude à l'autre comme les méthodologies utilisées par les différents chercheurs¹² ». De son côté J. Gerstlé note que « cette hypothèse aujourd'hui paraît trop forte. En revanche, l'hypothèse plus faible mais néanmoins efficiente d'une

⁵ *Ibid.*, p. 89.

⁶ Voir le numéro spécial : Symposium : The evolution of Agenda-Setting research. *Journal of Communication*, vol. 43, n°2, 1993.

⁷ M.E. McCombs et D.L. Shaw. The evolution of Agenda-setting research: Twenty five years in the market place of ideas. *Journal of Communication*, vol. 43, n°2, 1993, p. 58-67.

⁸ S. Gilbeg, C. Eyal, M. Mc Combs, D. Nicholas. The state of the union address and the press agenda. *Journalism Quarterly*, 1980, p. 585.

⁹ Voir par exemple les résultats de D. Berkowitz. TV news sources and news channels : a study in agenda-building. *Journalism Quarterly*, 1987, 508-513.

¹⁰ L.V. Sigal. *Reporters and officials : The organization and politics of newsmaking*. Lexington : Heath. 1973.

¹¹ J. Charron. Les limites du modèle d'agenda setting. *Hermès*, 17-18, 1995, p.78.

¹² D. L. Protesse, D. R. Leff, S. C. Brooks, M. T. Gordon. Uncovering rape : The watchdog press and the limits of agenda setting. *Public Opinion Quarterly*, vol. 49, n°1, 1985, p. 19.

fixation sélective de l'attention publique paraît plus proche de la réalité empirique¹³». La critique envers le modèle de l'agenda-setting a porté notamment sur l'hypothèse de l'établissement du lien causal d'influence¹⁴ et sur son caractère « médiacentrique ».

Parallèlement, en 1973 R. Cobb et C. Elder¹⁵ se sont penchés sur la question de l'agenda politique et ont élaboré l'hypothèse de l'« agenda-building » qui désigne un processus collectif de participation des différents groupes à la formation des politiques publiques¹⁶. Ces études, ainsi que d'autres¹⁷ dans la même approche révèlent la complexité des processus de construction des problèmes publics et la multiplicité des acteurs intervenant. La notion d'agenda-building est éloignée de l'hypothèse de la domination des médias dans le processus d'élaboration de l'agenda en déplaçant l'intérêt vers l'examen des processus complexes de construction des problèmes, de mobilisation collective et d'expansion. Les agendas des décideurs politiques ne sont pas contraints seulement par les médias, tel que le suggère le modèle d'agenda-setting : des groupes d'intérêt (lobbies), des syndicats, des mouvements sociaux essaient d'inscrire leurs offres sur l'« agenda formel » ou agenda gouvernemental. Par ailleurs, le gouvernement se mobilise également pour légitimer ses priorités auprès de l'« agenda public » ou « systémique » perçu par les chercheurs comme un ensemble d'« enjeux qui ont atteint un haut niveau d'intérêt public et de visibilité¹⁸ ». Trois modèles décrivent les interactions entre les deux agendas : le « modèle de l'initiative extérieure » qui correspond à la mobilisation des groupes sociaux qui cherchent à inscrire leurs offres sur l'agenda formel, le « modèle de mobilisation » où les décideurs cherchent à faire accepter leurs priorités par le public afin de mettre en oeuvre

¹³ J.Gerstlé. Introduction: Les effets d'information. Emergence et portée. *Les effets d'information en politique*/ edit. par Jacques Gerstlé, Paris : L'Harmattan, 2001, p. 23.

¹⁴ D. Gaxie a noté le décalage entre le type de sources empiriques mobilisées (les analyses de contenu des médias ou des données agrégées de sondages) et les hypothèses qui désignent des effets des messages médiatiques sur les visions ou les comportements des utilisateurs des médias et il a proposé une attestation empirique des effets de l'activité des médias sur les perceptions négatives du politique. Voir D. Gaxie. Une construction médiatique du spectacle politique ? Réalités et limites de la contribution des médias au développement des perceptions négatives du politique. *La politisation*/ ed. par Jacques Lagroye, Paris : Bélin, 2003, p. 325-356.

¹⁵ R.W.Cobb et C.D.Elder. *Participation in American Politics : The dynamics of agenda-building*. Baltimore : John Hopkins University Press, 1983, 2nd edition.

¹⁶ Nous reprenons ici Cobb, Ross et Ross lorsqu'ils écrivent que « la caractéristique essentielle de chaque 'polity' est la façon dont des groupes différents participent au processus de la formation des politiques publiques », R.Cobb, J-K. Ross et M.H.Ross. Agenda building as a comparative political process. *American Political Science Review*, vol. 70 (n°1), Mars 1976, pp 126-138.

¹⁷ J. Kingdon. *Agendas, alternatives and public policies*. Boston : Little Brown, 1984 ; J. G. Padoleau. *L'Etat au concret*. Paris : PUF, 1982.

¹⁸ R. Cobb, J-K. Ross et M.H.Ross. *Agenda building as a comparative political...*, op. cit., p. 126.

leur politique et le modèle d'« initiative intérieure » où des intérêts particuliers s'efforcent d'accéder directement à l'agenda formel sans passer par l'agenda public.

Ph. Garraud a élargit et modifié certains aspects de la typologie des Cobb et Elder en ajoutant aux processus de l'agenda politique la variable de « l'information, la communication et les médias, domaine régulièrement négligé malgré le fait que les médias constituent sans aucun doute un filtre voire un acteur essentiel de la construction de l'agenda politique ¹⁹». En élargissant les variables jouant un rôle sur l'agenda politique, Ph. Garraud ajoute deux modèles à ceux de Cobb et Elder, le « modèle de l'offre politique », en entendant par là le rôle des organisations politiques dans l'élaboration de l'agenda, et le « modèle de la médiatisation » où « les médias jouent un rôle moteur et autonome » dans le sens où ils « imposent certains champs d'action à l'autorité gouvernementale en faisant bénéficier certains événements d'une audience et d'un impact considérable²⁰».

Les recherches sur les processus d'élaboration de l'agenda politique déplacent l'intérêt des effets des médias vers l'idée de la lutte entre les groupes sociaux et politiques en mettant au coeur de l'analyse la thèse que Herbert Blumer a soulignée en 1971, à savoir que les problèmes sociaux constituent des produits de la procédure de *définition collective*. Ils existent en termes de leur définition et conception dans la société et non pas comme une condition objective²¹. Dans ce registre, la lutte entre les groupes devient une lutte pour la définition des questions politiques. « La définition d'un sujet » écrit J. Gerstlé « est centrale parce que la 'portée du conflit' va conditionner la mobilisation, l'expansion du conflit et en définitive tout processus démocratique²² ». J. G. Padioleau²³ lorsqu'il délimite le profil des problèmes inscrits ou candidats au « menu » de l'agenda, se réfère tout d'abord, au processus de définition d'une situation comme *problématique* par des élites (syndicales, administratives, politiques) ou des citoyens plus ou moins organisés et ensuite aux procédures d'*étiquetage* qui qualifient les problèmes comme relevant de la sphère de compétence des autorités publiques. Pour leur part, Cobb et Elder poursuivent leurs démonstrations de comment les caractéristiques des enjeux tendent à affecter l'expansion des problèmes. Les auteurs ne s'intéressent pas aux effets des caractéristiques des enjeux sur l'agenda public ou l'agenda des décideurs mais à l'influence des « *issues*

¹⁹ Ph. Garraud. Politiques nationales : élaboration de l'agenda. *L'année sociologique*, 1990, 40, p.18.

²⁰ *Ibid.*, p. 34.

²¹ H. Blumer. Social problems as a collective behaviour. *Social Problems*, 18,1971, p. 298-306.

²² J. Gerstlé. Introduction : Les effets d'information..., *op.cit.*, p.19.

characteristics » sur les processus d'expansion et d'inscription dans l'agenda formel. Là, nous faisons la preuve d'une différence encore entre les deux courants. Les recherches sur l'agenda-setting ont cherché, par des mesures statistiques, à établir des relations causales entre les caractéristiques des enjeux et l'influence sur l'agenda gouvernemental ou l'agenda public²⁴.

Les études précitées n'ont pas beaucoup insisté sur, d'une part, le rôle des partis politiques dans les processus d'élaboration de l'agenda et, d'autre part, sur le fait que les caractéristiques des problèmes politiques se produisent relationnellement, et que l'étude de ces relations est nécessaire afin de saisir la dynamique de l'agenda. C'est donc la condition de la compétition politique qui n'est pas si déterminante dans les approches examinées ci-dessus.

1.1. Le contexte de la compétition politique

En restant proche d'une conception de l'agenda politique en tant que processus compétitif entre les groupes sociaux et politiques pour l'émergence et la définition des questions politiques et en écartant l'hypothèse centrée sur la mesure de l'influence causale des médias, nous proposons de déplacer notre intérêt vers la *condition de la compétition politique* en lui donnant une place prépondérante dans les processus d'élaboration de l'agenda. On s'intéressera à l'étude des partis politiques en concurrence. Plus spécifiquement, on insistera sur ces aspects de la concurrence qui prennent la forme de la mobilisation sur des problèmes publics.

L'intérêt de situer la compétition politique au centre de l'analyse, repose, en premier lieu, sur la contrainte que les mobilisations des partis politiques exercent sur l'agenda du gouvernement et, en deuxième lieu, sur le fait que les « enjeux politiques sont d'abord un

²³ J. G. Padioleau. *L'Etat...*, *op.cit.*, p. 25.

²⁴ Voir par exemple le travail de S. N. Soroka. Different issues, different effects : building an issue typology for agenda setting. *Conférence Annuelle de l'Association Américaine de Science Politique*, septembre 1999. Dans cet article, S. N. Soroka examine comment les différentes caractéristiques des enjeux aboutissent à porter des effets différents dans l'interaction entre les trois agendas, des médias, des forces politiques et du public. Ainsi il différencie les enjeux « prominent » (d'expérience directe et concrets) dont la dynamique est influencée par les indicateurs objectifs, les « sensational » (d'expérience indirecte et concrets) des enjeux influencés par les médias et les « gouvernemental » (d'expérience indirecte et abstraits) qui sont des enjeux importants pour les décideurs politiques.

sous-produit de la concurrence politique et des intérêts que les joueurs investissent dans le jeu²⁵».

L'agenda du gouvernement n'est pas l'objet d'une contrainte de la part seulement des médias (l'influence des médias sur les décideurs selon Dearing et Rogers) ou des groupes sociaux (les stratégies d'expansion selon Cobb et Elder) ou des événements imprévus (le modèle de la médiatisation chez Ph. Garraud). Le champ politique de la décision subit également la contrainte exercée par la mobilisation stratégique des partis politiques et l'objectif gouvernemental est de contrôler l'agenda politique dans un espace où des offres compétitives menacent sa prééminence.

Les partis politiques sont des groupes ayant une activité quotidienne et concrète sur le marché politique en augmentant les pressions sur l'activité gouvernementale. Ils se saisissent des demandes des mouvements sociaux, des groupes sociaux moins organisés, des groupes sectoriels afin de renforcer leur influence sociale et, ce, dans le cadre de la compétition. « La prise en charge des intérêts externes s'opère ainsi en surcroît de la lutte concurrentielle sur les champs politiques pour la conquête et la reconnaissance des positions du pouvoir politique et du droit de parler au nom et à la place des profanes.²⁶»

Or, nous devons prendre en compte également les conditions spécifiques dans lesquelles s'inscrit notre hypothèse, celle du rôle déterminant des partis politiques dans les processus d'agenda. Il faut ainsi prendre en compte que les partis politiques ont une position prédominante²⁷ dans le système politique grec. Des hégémonies et des faiblesses politiques consolidées dans la société hellénique contemporaine appellent à être prises en compte car elles pèsent significativement dans les processus que nous examinons²⁸. Le

²⁵D. Gaxie, P. Lehingue. *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*. Paris : Presse Universitaire de France, 1984, p. 55.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ G. Contogeorgis note à ce propos : «On peut facilement constater que le système politique occidental ménage aux partis une position prédominante dans toutes les régions ou degrés du processus politique : dans la vie politique en générale mais aussi et plus spécifiquement au niveau du pouvoir étatique (dans le parlement, dans le gouvernement, dans l'administration, dans les collectivités locales etc.). G. Contogeorgis. *Système politique et Politique*. Athènes : Ed. Polytypo, 1985, p.30.

²⁸ Nous retrouvons cette hypothèse chez d'autres acteurs qui soulignent l'influence considérable des partis politiques dans certains pays et les effets de cette influence sur les autres espaces, comme celui des médias. D. Hallin et P. Mancini établissent une typologie des systèmes médiatiques qui s'appuie sur les systèmes politiques considérés comme jouant un rôle déterminant dans le fonctionnement des médias. La France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce se prêtent au « modèle méditerranéen » ou « modèle pluraliste polarisé ». Selon les auteurs « les partis politiques ont sans conteste une influence importante dans tous les pays méditerranéens. Cela résulte à la fois de l'histoire du conflit politique et du rôle fort de l'Etat, et du développement faible de la société civile. Cela prend des formes différentes selon les pays. C'est moins vrai

pouvoir exécutif et les partis politiques sont considérés comme des institutions fortement consolidées au sein de la troisième République Hellénique (établie en 1974), ce qui augmente leur capacité d'action tout en restreignant celle des autres institutions politiques. Selon certains politistes grecs « l'autonomisation retardée et le malaise de certaines institutions politiques après 1974, comme par exemple le Parlement, les collectivités territoriales, l'administration centrale et le syndicalisme, peuvent être attribuées, au-delà des raisons historiques, aussi bien à l'agrandissement rapide et hypertrophique des deux institutions centrales : le pouvoir exécutif et les partis politiques.²⁹ » Dans ce registre, l'agenda du gouvernement, la sélection des questions politiques, la hiérarchisation des priorités politiques et la prise en compte des demandes venant de l'environnement extérieur, est affecté par l'activité concrète des partis politiques dont les objectifs visent à délégitimer l'activité du parti au pouvoir et à la représentation politique.

La compétition politique est le contexte dans lequel on choisit, on hiérarchise, on définit les problèmes et où les problèmes émergent et se répandent. Un premier élément que l'on doit discerner est la relativité du champ politique. La compétition politique étant autonome, « les produits politiques sont produits relationnellement par opposition et par différence avec les adversaires politiques³⁰ ». Pour parvenir donc à analyser les processus d'élaboration de l'agenda, il faut déplacer notre intérêt vers les relations dans lesquelles les problèmes acquièrent leurs caractéristiques et leurs définitions.

Mais, la compétition politique est également hétéronome au sens où la « perception [des produits politiques] par les publics concernés dépend en partie de leur diffusion et de leur présentation par les journalistes et les autres commentateurs.³¹ » Le deuxième élément que l'on doit discerner est la prise en compte des médias dans les activités politiques. Les

pour la France en raison de la force de la Présidence et de la bureaucratie [...] Or, il n'est pas surprenant que, à la fois les partis auront une influence considérable sur les médias, et que les médias se focaliseront à un degré important sur leurs activités». D. C. Hallin, P. Mancini. *Comparing media systems. Three models of media and politics*. Cambridge University Press, 2004, p 142.

²⁹ C. Lyrantzis, I. Nikolakopoulos, D. Sotiropoulos. Introduction : La qualité et le fonctionnement de la troisième République Hellénique. *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (en grec) / ed. par Christos LYRINTZIS, Ilias NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS. Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 22.

³⁰ D. Gaxie note que « la compétition politique est à la fois ouverte et fermée, autonome et hétéronome. L'ambiguïté de l'action politique est une conséquence de cette nécessité de s'adresser, souvent successivement mais parfois simultanément, à deux auditoires très différents : le milieu restreint des pairs concurrents et des groupes dirigeants et le public élargi des profanes. ». D. Gaxie. *La démocratie représentative*. Paris : Montchrestien, 2003, p. 26.

³¹ *Ibid.*

médias sont des gages de ressources pour les partis politiques en compétition, et c'est dans ce cadre que leur contribution sera examinée dans cette étude.

1.1.1. Les usages politiques des médias

La prise en compte des médias par les acteurs politiques repose sur l'intrusion des ceux-ci dans l'espace public de sorte que la communication des propositions politiques devient une condition *sine qua non* de l'activité politique quotidienne. L'intrusion des médias modèle pour J. Blumler un nouvel espace public marqué par le processus de publicité moderne. Comme le commente J. Gerstlé : « Il consiste en une compétition pour influencer et contrôler ce que le public perçoit des événements et enjeux politiques à travers les principaux médias de masse ³²».

L'importance des médias par rapport à l'action politique ne peut pas être mesurée et estimée indépendamment des relations qui la constituent. L'influence des médias relève de leurs usages dans les relations de concurrence politique où elle porte également ses effets. Nous proposons, dans le contexte de la compétition politique, d'examiner les usages politiques des produits médiatiques, soit, en d'autres termes, d'examiner comment les médias se constituent respectivement en ressources et en contraintes pour l'activité politique. Il s'agit d'y trouver ce dont parle J. G. Padioleau lorsqu'il voit « l'environnement des acteurs de l'agenda politique comme une infrastructure des ressources et de contraintes.³³»

Les médias sont utilisés à plusieurs fins dans les objectifs et activités stratégiques des acteurs politiques. Ces derniers en font usage pour gagner, tout d'abord, leur accès dans l'espace de la visibilité sociale, un présupposé important de l'efficacité de l'action politique dans l'émergence des problèmes. Ensuite, les médias constituent des ressources d'influence et de sens commun permettant aux concurrents politiques d'augmenter leur force sur le marché politique et de rendre légitimes leurs offres. Enfin, ils évoluent en ressources d'efficacité majeure pour les mobilisations sociales et politiques dans la mesure où ils aident à l'expansion des questions politiques en contribuant à leur montée en saillance.

³² J. Gerstlé. *La communication...*, *op. cit.*, p. 50.

³³ J. G. Padioleau. *L'Etat...*, *op. cit.*, p. 30.

L'analyse centrée sur les usages politiques des médias montre, tout d'abord, que l'influence des acteurs politiques sur l'agenda médiatique est le produit d'un travail stratégique. La simple fonction de sélection par les médias ou les mesures d'influence des sources politiques sur les médias ne suffisent pas pour rendre compte des variations des stratégies politiques à l'égard des médias. Les acteurs politiques sont intéressés, parfois, à ce que des problèmes n'apparaissent pas sur la place publique et ils développent des stratégies de « rétention de l'information. » Comme le note Th. Vedel la « traditionnelle théorie du gate-keeping des médias et ses multiples ajustements ne suffisent pas à expliquer le processus d'élaboration de l'agenda et les stratégies d'accès aux médias.³⁴» Ensuite, bien que les usages politiques des médias montrent une influence de ces derniers sur l'agenda politique, cette influence n'est pas unilatérale. Les médias ne « réagissent » pas de la même manière face aux stratégies des différents acteurs politiques. Et ceci, est en partie fonction de la position de l'acteur politique dans le champ politique et des ressources dont il jouit. Finalement, l'analyse des usages politiques peut révéler la manière dont les acteurs politiques exploitent les « autonomies » médiatiques dans la production des thèmes et des définitions pour promouvoir leurs propres objectifs politiques. Les médias en agissant selon leurs priorités font émerger des questions qui ne sont pas à l'instigation des sources politiques mais qui seront exploités par celles-ci. Ainsi autonomisés ils se constituent en ressources ou en contraintes de l'action politique.

Pour résumer, nous pouvons soutenir que déplacer notre intérêt vers les usages politiques des médias permet de montrer les formes d'influence respectives entre les acteurs politiques et les médias dans l'étude du dispositif de l'agenda politique. Pour rendre compte des formes d'influence qui s'exercent et les manières dont elles s'exercent, il faut rendre compte des positions dans lesquelles elles s'inscrivent. Car il existe des contraintes qui limitent les choix des acteurs politiques et s'imposent sur le travail journalistique. Il s'agit chaque fois de s'interroger sur la position des acteurs politiques et leurs objectifs politiques : les « tenants » le pouvoir, les « prétendants », les « outsiders » se différencient quant aux ressources et les stratégies mises en oeuvre. Mais il s'agit également de s'interroger sur les contraintes et les ressources du travail journalistique, les différentes positions de la presse et de la télévision dans l'espace médiatique, les stratégies

³⁴ Th. Vedel a examiné les stratégies des associations à l'égard des médias. Th. Vedel. Une contribution à la construction de l'agenda : les stratégies d'accès aux médias. *Les effets d'information. VI Congrès de l'AFSP*. Cité par J. Gerstlé. *La communication politique...*, op.cit., p. 239.

différenciées des entreprises médiatiques, la sévère concurrence entre, notamment, les chaînes de la télévision privée, les routines et les pratiques déterminantes du mode de production des nouvelles, les alliances politiques des entreprises médiatiques et les variations des sources journalistiques. Il s'agit de variables déterminant les « capacités de portée ³⁵» (*carrying capacities*) de l'arène médiatique, pesant sur ses principes de sélection et influençant le rôle des médias en tant que filtres facilitant ou entravant la carrière des questions politiques.

Il ne s'agit donc pas de mesurer l'influence des médias sur les décideurs politiques ou les sources politiques sur les médias ni de se limiter au modèle de « médiatisation » tel que proposé par Ph. Garraud. Il ne s'agit pas non plus de mesurer les effets des médias sur le public ni de se limiter au rôle des médias en tant qu'indicateurs du statut de l'agenda. Il s'agit de voir les médias en tant que gages des ressources et des contraintes (en examinant parallèlement les conditions de production des ressources dans le champ médiatique) et par là d'examiner leur rôle en tant qu'acteurs participant à l'élaboration de l'agenda.

1.1.2. La dynamique du quotidien

Etudier le dispositif de l'agenda politique au travers de la multiplicité des formes d'influence qui s'exercent et la façon dont elles s'exercent, nécessite un temps bien précis et continu. On s'intéressera dans cette étude, qui se situe dans les quatre premiers mois de 2001, au temps quotidien, un temps ignoré par les recherches portant sur l'agenda politique. La focalisation sur le quotidien de la compétition politique est l'autre acquis de cette étude : elle nous permettra d'identifier les processus quotidiens d'émergence des problèmes dans la place publique.

On tend à considérer le temps quotidien en tant que temps politiquement statique, normal, le temps entre les deux élections. Le manque de recherches en témoigne. Les

³⁵ En 1988, S. Hilgartner et C.L.Bosk reprennent la position interactionniste de Blumer pour formuler un modèle des arènes publiques et de compétition dans celles-ci des problèmes publics. Les auteurs proposent un modèle d'après lequel il existe un processus dynamique de compétition entre les membres d'une large population des supporters des problèmes publics qui se battent dans les « environnements » des arènes institutionnelles pour attirer l'attention. Des caractéristiques partagées par les arènes sont leurs « capacités de portée » qui limitent le nombre de problèmes qui peuvent attirer l'attention ainsi que les principes de sélection qui influencent la probabilité des problèmes qui survivent à la compétition. S.Hilgartner, C.L.Bosk. *The rise and fall of social problems : a public arenas model. American Journal of Sociology*, vol. 94, n°1, July 1988, p. 53-78.

L'agenda politique au quotidien

élections, les crises, les études sur la carrière d'émergence d'un problème sont des domaines privilégiés par la recherche scientifique. Les deux premières conjonctures offrent des interactions denses et accélérées marquées par un début et menant à une fin, une victoire ou une défaite électorale, un changement des politiques publiques. Il s'agit de moments concrets où l'on peut estimer les effets, valoriser le rôle joué par les parties prenantes, discerner mieux les tournants. Les études portant sur la genèse des problèmes sont intéressantes du point de vue de l'analyse de tout le parcours du problème public, du moment de l'émergence jusqu'au moment de son établissement.

Or, nous considérons que la première caractéristique du quotidien tient en ce qu'il est un *temps d'organisation et de mobilisation politiques*. Quotidiennement, les acteurs politiques organisent des rencontres, des comités, des conférences de presse, des interviews, des annonces et ils font des déclarations. Il y a là toute une mobilisation quotidienne à propos de questions déjà programmées à l'ordre du jour relevant le souci de la maîtrise du quotidien. D'autant plus que les médias sont présents quotidiennement pour rapporter, commenter et critiquer les actions politiques et qu'ils participent à la construction de l'actualité politique.

Par ailleurs, le quotidien n'est pas seulement le temps des mobilisations routinisées des acteurs politiques. Et là, se trouve sa deuxième caractéristique qui fait de son étude une tâche prometteuse. Le quotidien est un *temps à succession* entre les conjonctures routinisées et non routinières, des régimes de routine et des crises. La mobilisation politique routinière et programmée se confronte à des événements dramatiques, des accidents, des réactions syndicales et des publics concernés, des réactions intra-partisanes, toutes réactions rencontrées dans le processus d'implémentation des politiques publiques. Dès lors, des crises politiques naissent, des problèmes nouveaux auxquels il faut faire face émergent, des mobilisations externes s'imposent à l'action des gouvernants. C'est là la dynamique du quotidien en tant qu'agent déstabilisant de la routine établie. Le quotidien n'est pas seulement une routine, il est également le temps des moments des interactions denses et accélérées.

Enfin, l'importance du quotidien dans l'action politique dérive de ce qu'il s'agit d'un *temps d'accumulation du capital politique* monnayé dans les périodes des élections. L'action et la mobilisation dans le quotidien ont des effets d'accumulation : les échecs, les dégâts, les tentations, les profits, les conjonctures touchent l'action politique et le capital

politique qui se fait le produit des moments successifs et quotidiens des échecs et des réussites.

L'étude du quotidien permet deux choses. D'une part, de mettre en évidence de multiples processus quotidiens de pouvoir et d'influence en restituant de façon minutieuse l'activité concrète des acteurs politiques et médiatiques. De l'autre, de mettre en évidence les fluctuations des rapports de forces en passant de la routine à la crise. Ces deux moments, des conjonctures routinisées et non routinières, montrent les différentes dynamiques régissant les luttes politiques et sociales et menant à des résultats différents dans les processus d'élaboration de l'agenda politique. Dans ce registre, le quotidien devient une variable régulatrice des phénomènes d'interdépendance.

Le contexte de la compétition politique est le présupposé initial de cette étude. En tant que moteur du dispositif, la compétition politique permet d'observer l'aspect relationnel et dynamique³⁶ de l'agenda : Les problèmes sont choisis et classés, émergent et se répandent dans les relations de concurrence qui dominent le champ politique. Les médias et les mouvements sociaux se font des ressources dans les processus d'émergence et d'expansion des problèmes dans la mesure où ils activent les relations concurrentielles dans le champ politique. L'élaboration de l'agenda politique, en tant que « l'ensemble des problèmes perçus comme appelant un débat public, voire l'intervention des autorités publiques légitimes ³⁷», relève de la dynamique de la compétition politique et de son interaction avec l'action des médias et des autres groupes sociaux. Les multiples échanges réglés par les différentes dynamiques du quotidien et faisant fonctionner le dispositif de l'agenda politique est l'hypothèse que nous allons examiner au cours de ce travail.

Il s'agit donc se demander qui est chaque fois l'agent qui, dans les échanges, influence la dynamique d'agenda. Annonçons la proposition principale de cette étude : L'agenda politique est influencé, principalement, par les mobilisations des partis politiques (certes, les positions occupées dans le champ politique correspondent aux accès inégaux à

³⁶ Nous entendons ici la dynamique selon le constat de G. Kontogiorgis que « la dynamique marque, au fond, le réseau de la confrontation ou de la composition dialectique des groupes autour des questions considérées comme essentielles pour le corps social. Il ne s'agit pas d'une composition simple des volontés ou des activités individuelles ou collectives mais de l'effet de l'implication des groupes sociaux différents dans les processus de la société dans son ensemble. G. Contogeorgis. *Système politique...*, *op.cit.*, p. 16.

³⁷ Nous reprenons ici la définition de l'agenda politique proposée par J. G. Padioleau dans J.-G. Padioleau, *L'Etat au concret*, *op.cit.*, p. 25.

la visibilité sociale, aux ressources de nature différente et à l'influence disproportionnée sur la dynamique des enjeux) ; et ce, à l'aide des ressources des médias et des agents sociaux. Les groupes politiques minoritaires (fractions), les groupes sociaux (élites syndicales) et les médias (en tant qu'agents autonomes) jouent un rôle conjoncturel dans l'orientation de l'attention publique et la détermination de l'action politique ; et, ce, à l'aide de la dynamique partisane qui augmente la capacité d'influence de ces acteurs.

Voyons comment nous allons examiner ces formes d'interdépendance pesant sur la dynamique de l'agenda dans le quotidien.

1.2. Questions de méthode

Notre but est d'appréhender le fonctionnement du dispositif de l'agenda politique au quotidien en examinant la manière dont les acteurs se mobilisent pour faire émerger les questions politiques, les rendre visibles et les inscrire dans le champ politique.

Il faut préciser que notre intérêt se limite aux mobilisations publiques. On se focalisera sur la compétition dans l'espace public pour l'émergence et la définition des problèmes sans prendre en compte l'action des groupes d'intérêt agissant de façon silencieuse³⁸. Vu sous cet angle, l'agenda politique est l'ensemble de problèmes qui font l'objet d'une revendication en public de leur prise en charge par le champ politique. Il s'agit de décrire les processus de publicité politique et par là de voir émerger un espace public en tant que produit des stratégies et de luttes pour la définition et le traitement des problèmes publics. De ce point de vue, nous sommes en accord avec la perspective de E. Macé et A. Peralva lorsqu'ils notent que l'espace public est « un lieu de structuration d'un débat public tel qu'il est configuré à partir d'un ensemble de luttes symboliques, de stratégies de communication, d'actions de légitimation et de disqualification, en un mot de

³⁸ Dans la typologie de R.W. Cobb et C.D. Elder c'est le modèle d'initiative extérieure où des intérêts particuliers s'efforcent d'accéder directement au champ de la décision. Ph. Garraud parle d'un modèle silencieux (le modèle de l'action « corporatiste » silencieuse) au sens où il ne faut pas éveiller l'attention des médias, de l'opinion publique. Dans notre étude le « modèle de l'offre parlementaire », le plus convergent avec ces deux modèles, repose sur l'hypothèse que des groupes sociaux parviennent à saisir l'autorité publique par l'intermédiaire des députés.

conflits de définition s'agissant de la réalité du monde et de 'problèmes' qu'il faut 'prendre en compte' et sur lesquels il faut 'intervenir'³⁹».

Par ailleurs, c'est dans un espace public ainsi structuré que les problèmes publics acquièrent leur réalité et leur légitimité. Le caractère public du problème découle de sa liaison avec l'intérêt général et avec la nécessité de l'action publique. Selon L.Quéré, « il fournit alors matière à controverse ou à conflit d'opinions dans l'espace public, et il se présente comme exigeant d'être pris en charge d'une action collective quelconque, celle des pouvoirs publics, celle d'une institution publique particulière ou celle de mouvements sociaux.⁴⁰» La façon dont le problème se constitue publiquement à travers les actes de dénonciation, de réclamation, de revendication ou de la simple référence rhétorique devient l'axe sur lequel s'appuie notre analyse.

1.2.1. Les stratégies

L'analyse des stratégies est utile pour approcher les compétitions autour de la mise sur agenda des problèmes publics. Prenant comme champ d'observation les informations émises par les acteurs politiques et médiatiques (dans les communiqués de presse, les discours politiques, les journaux télévisés et les « unes » des journaux) on peut restituer méthodiquement leur activité concrète du choix et de définition des problèmes publics.

On se focalisera sur les stratégies politiques, en tant qu'ensemble d'actions ordonnées en vue d'objectifs à plus ou moins long terme⁴¹. Les activités tactiques et de

³⁹ A. Peralva, E. Macé. *Médias et violences urbaines : Débats politiques et construction journalistique*. Paris : La documentation française, 2002, p. 11.

⁴⁰ Dans cet extrait L. Quéré reprend la définition de J. Gusfield. Voir L. Quéré. *L'espace public comme forme et comme événement. Prendre Place* /ed. par Isaak JOSEPH, Paris : Editions Recherches/ Plan Urbain, 1995, p.106 Voir aussi, J.Gusfield. *The Culture of Public Problems: Drinking – Driving and the Symbolic Order*. Chicago: University of Chicago Press, 1981.

⁴¹ Les stratégies en tant que modèle d'analyse ont préoccupé plusieurs auteurs. Nous nous limiterons ici aux précautions méthodologiques de P. Bourdieu notées à propos des stratégies matrimoniales. P. Bourdieu note que : « La notion de la stratégie telle que je l'ai employée a pour vertu première de prendre acte des contraintes structurales qui pèsent sur les agents (contre certaines formes d'individualisme méthodologique) en même temps que de la possibilité de réponses actives à ces contraintes (contre certaine version mécaniste du structuralisme). Comme l'indique la métaphore du jeu ces contraintes sont inscrites pour l'essentiel, dans le capital disponible (sous ses différentes espèces), c'est à dire dans la position occupée par une unité dans la structure de la distribution de ce capital, donc dans le rapport de forces avec d'autres unités. En rupture avec l'usage dominant de la notion, qui considère les stratégies comme des visées conscientes et à long terme d'un agent individuel, j'employais ce concept pour désigner les ensembles d'actions ordonnées en vue d'objectifs à plus ou moins long terme et non nécessairement posés comme tels qui sont produits par les membres d'un collectif tel que la maisonnée. P. Bourdieu. *Stratégies de reproduction et modes de domination. Actes de la*

définition sont les moyens pour que les agents des problèmes aient des possibilités de capter l'attention des divers champs publics dans lesquels ils visent à inscrire les problèmes.

Dans la mise en oeuvre des stratégies les acteurs disposent de ressources inégales. Dans ce travail nous nous occuperons des ressources de position, d'influence, partisans, de conjoncture. Il s'agit des ressources facilitant les processus d'émergence des problèmes dans les divers champs publics. Les ressources de position sont inscrites dans les positions occupées dans le champ politique et traduisent les rapports de forces entre les entreprises politiques. Les ressources d'influence⁴² traduisent l'emprise des acteurs politiques, médiatiques ou sociaux selon les objectifs visés. La mobilisation des ressources d'influence est fonction de l'objectif politique et des aspirations des acteurs : les députés ne font pas usage des mêmes ressources que les groupes dirigeants car leurs objectifs sont différenciés. Par ressources partisans on entend les ressources inscrites dans les alliances des partis, l'histoire du parti et son positionnement idéologique sur le marché politique. Finalement, les ressources de conjoncture émanent de l'expansion imprévue d'un problème et de sa forte médiatisation ou de la coordination conjoncturelle des lignes d'action des agents politiques et sociaux sur une définition commune des problèmes publics.

L'analyse des stratégies est apte à repérer les mécanismes de l'interaction dans les mobilisations pour la manipulation de l'impression politique.

Les acteurs vont mobiliser des armes politiques variables pour faire monter en saillance des enjeux qu'ils ont choisi et les définitions des situations politiques qui leur sont favorables : ils jouent des coups directs, tels que les interviews, les déclarations, les annonces, les appels aux manifestations, les rencontres officielles et des coups indirects tels que les fuites et les rumeurs. La communication de leurs offres prend appui sur ces coups de publicisation visant aux publics élargis des médias mais aussi aux publics politiques (aux adversaires politiques et publics partisans) et aux publics spécifiques (syndicalistes,

Recherche en Sciences Sociales, décembre 1994, n° 105 (pas de référence de page, citation tirée du Cd rom 'Actes de la Recherche en Sciences sociales, 1993-1999') et P. Bourdieu. *Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction. Annales*, 4-5, juillet-octobre 1972, p. 1105-1127.

⁴² Nous suivons sur ce point M. Dobry qui souligne à propos de ces ressources d'influence : « l'influence correspond à des ressources aussi différentes que l'expertise, l'emprise des médias, celles de notables locaux, et de leaders d'opinion. Ces diverses ressources ont en commun, selon Flanagan, d'une part, d'être extérieures à la sphère des institutions gouvernementales proprement dites, et, d'autre part, d'affecter les décisions gouvernementales par la persuasion et le marchandage davantage que par l'utilisation de la violence ou de la

administration). Nous allons voir que pour les deux partis de gouvernement l'ensemble de leur mobilisation passe par les médias de grande diffusion tandis que les deux partis d'opposition minoritaire disposent de canaux partisans pour communiquer leurs offres et porter leurs coups.

L'élément central dans les stratégies de formation de l'agenda est l'activité de définition, en d'autres termes, les activités de cadrage des problèmes politiques. Pour reprendre J. Gerstlé « avec le mécanisme du cadrage, on passe à l'effet de la définition d'un problème, d'une situation ou d'un enjeu politique produite par la présentation sélective, par discrimination de certaines considérations (âge, sexe, proximité...) qui induit ou oriente vers une interprétation particulière de l'objet ⁴³ ». L'opération de cadrage est une activité d'attribution d'une définition à un produit politique. Il ne s'agit pas d'une analyse du discours politique ou de l'argumentation politique mais de voir les aspects que les acteurs mettent en avant lorsqu'ils communiquent stratégiquement leurs propositions : les aspects techniques d'un problème, ses conséquences sociales ou économiques, les acteurs responsables, les valeurs éthiques menacées, les aspects émotionnels ou dramatiques d'une situation, les effets pervers de l'action de l'adversaire, l'intérêt public sont les aspects sur lesquels on peut mettre l'accent dans l'activité de cadrage d'une situation.

Dans l'observation des mobilisations pour l'émergence des problèmes on se focalisera sur les stratégies par lesquelles les acteurs médiatiques choisissent et définissent les problèmes publics inclus dans leurs agendas. A partir des informations émises dans les « unes » des journaux et les journaux télévisés, nous allons restituer la façon dont les journalistes contribuent aux processus de formation de l'agenda.

Tout d'abord, notons que les médias ne rapportent pas seulement les questions politiques ou sociales. La première observation consiste à souligner que toutes les informations qui figurent sur l'agenda médiatique ne constituent pas des enjeux politiques au sens fort du terme : les agendas médiatiques comportent des questions de contenu culturel, sportif, général⁴⁴. Comme ces reportages ne portent pas sur des problèmes publics,

contrainte nue ». M. Dobry. *Sociologie des crises politiques*. Paris : Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 1992, nouvelle édition p. 125.

⁴³ J. Gerstlé. *La communication...*, *op. cit.*, p. 101.

⁴⁴ Pendant la période que nous examinons les chaînes de télévision insistent, notamment la chaîne privée, sur des thèmes portant sur la vie de personnalités (grecques et étrangères), sur les thèmes de life-style.

nous avons établi une distinction dans le corpus médiatique entre « problèmes publics » et « problèmes non publics »⁴⁵.

Le critère, pour rattacher un thème⁴⁶ à son ensemble pertinent (problèmes publics ou non publics), fut le contenu du reportage, la façon dont le média a fait (ou non) de la nouvelle un problème public. Nous avons songé à distinguer dans la nouvelle les traits spécifiques d'un problème public. Comme nous l'avons déjà noté le caractère public du problème découle de son lien à l'intérêt général et à la nécessité de l'action publique et prend la forme de la revendication, de l'exigence de la recherche des causes et des responsabilités⁴⁷, et de la dénonciation susceptible de provoquer l'intervention des autorités politiques, de suggérer la controverse publique et d'aboutir à une décision politique. Si dans le reportage apparaissent ces caractéristiques de la revendication, de l'attribution des responsabilités, nous faisons entrer le thème dans la catégorie « problèmes publics ». Prenons un exemple pour mieux illustrer notre propos : nous ne considérons pas le reportage portant sur un accident routier comme un thème de la catégorie « problèmes publics » dans la mesure où nous ne constatons pas des réclamations, des revendications, un appel aux autorités publiques. En revanche, si l'accident est associé à la négligence politique en tant que responsable du mauvais état de la rue, nous mesurons, dans ce cas, le thème dans la catégorie des « problèmes publics ».

Nous avons songé à restituer, d'une part, les agendas médiatiques⁴⁸ afin que nous puissions observer les choix des problèmes et leurs hiérarchisations, et à examiner, d'autre part, les cadrages médiatiques des problèmes. Les choix des problèmes par les médias et la constitution des agendas médiatiques obéissent à des contraintes régissant les milieux de la presse et de la télévision. Dans cette étude nous ne focalisons pas notre intérêt sur les

⁴⁵ Nous relevons une distinction semblable chez McCombs et Shaw qui, dans leurs premiers travaux empiriques fameux, ont montré qu'un nombre considérable de sujets figurant dans la presse et la télévision lors d'une campagne électorale, ne constituent pas une discussion autour des sujets politiques majeurs de la période mais plutôt une analyse sur la campagne électorale elle-même. M.E. McCombs et D.L Shaw. *The agenda-setting function of Mass...*, *op. cit.*, pp.176-187.

⁴⁶ Cf. Annexe I pour la présentation des principes de codification et de quantification et Annexe II pour une présentation des agendas médiatiques.

⁴⁷ J.Kitsuse, M. Spector dans leur travail pionnier ont étudié des processus de revendication (*claims making*) qui à la fois pointent l'existence de problèmes sociaux, en définissent les causes, les victimes et les responsables et réclament des actions de réparation ou d'amélioration de la situation. J.I. Kitsuse, M Spector. *Toward a sociology of social problems: social conditions, value judgments, and social problems. Social Problems*, n° 20, 1973; J.I. Kitsuse, M Spector. *Constructing Social Problems*. California: Menlo Park., Cummings, 1977.

« principes de sélection ⁴⁹ » médiatiques mais plutôt sur les contraintes des entreprises médiatiques (concurrences, déficiences économiques, croyances, routines) pesant sur la sélection des problèmes.

A propos des « cadrages médiatiques » R. Entman souligne que « le cadrage implique sélection et saillance ⁵⁰. Cadrer signifie sélectionner certains aspects de la réalité perçue et les rendre plus saillants dans un texte à communiquer, de façon à promouvoir une définition particulière du problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou une recommandation de traitement pour la question décrite. ⁵¹ » Les titres des « unes » des journaux (et les chapeaux les accompagnant) et les légendes ou les extraits de reportages des journaux télévisés désignent les aspects que les journalistes privilégient lorsqu'ils rapportent les événements. Nous allons parler des cadres de configuration ⁵², des cadres de catégorisation, qui consistent à affecter l'enjeu dans une classe de problème ⁵³, ou des cadres d'imputation, d'attribution causale ⁵⁴. A propos de ces activités de cadrage J. Gerstlé, note : « l'effet de cadrage va consister à fixer l'attention sur un ou plusieurs aspects d'un problème et ainsi induire une réaction. L'effet de cadrage peut prendre la forme d'une hiérarchisation d'objectifs, d'une catégorisation d'un enjeu par affectation à une classe de problème (économique, sociale, politique, culturel etc), par assignation de rôle institutionnel comme dans l'attribution de la responsabilité d'un problème à une institution particulière. ⁵⁵ »

Par ces activités, de sélection et de cadrage, les médias jouent le rôle de filtres entravant ou facilitant les questions politiques mises en avant par les acteurs sociaux et

⁴⁸ Le lecteur pourra trouver une présentation détaillée des agendas médiatiques sur l'ensemble des journaux télévisés et des « unes » des journaux pour la période de la recherche (janvier-avril 2001) dans les annexes de cette thèse. Cf. Annexe II : Les agendas médiatiques.

⁴⁹ Nous faisons cette distinction car il y a toute une tradition des recherches sur les critères journalistiques jouant le rôle de gate-keeping dans la sélection des nouvelles. Voir, T. L. Bennett. *Les journaux télévisés. La politique des illusions*. (en grec) Athènes : Dromeas, 1997, p. 87.

⁵⁰ Comme le note D. A. Scheufele ces deux aspects, saillance et sélection, dans la définition de R. Entman différencient le cadrage en tant qu'effet médiatique des théories de l'agenda-setting et de « gatekeeping » par le fait qu'elle se réfère à la sélection et la saillance des aspects particuliers d'un enjeu plutôt qu'à l'enjeu lui-même. Voir D. A. Scheufele. Framing as a theory of media effects. *Journal of Communication*, 49, n°1, 1999, p. 109.

⁵¹ R. Entman. Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43 n°4, 1993, p.55.

⁵² D'après J. Gerstlé le « cadrage de la configuration » consiste à définir l'objet et à en construire la contextualisation. Voir J. Gerstlé. *La communication..., op.cit.*, p. 103.

⁵³ *Ibid.*, p. 102-103.

⁵⁴ A propos des cadrages d'imputation voir S. Iyengar. *Is anyone responsible ? How TV frames political issues*, Chicago : The Chicago University Press, 1991.

⁵⁵ J. Gerstlé. *La communication..., op.cit.*, p. 103.

politiques mais aussi deviennent des acteurs participant de façon dynamique par leurs propres sources et définitions à l'émergence ou à la constitution des problèmes publics en portant par cette action des effets sur le champ politique. Nous allons observer comment le journaliste va rapporter les problèmes, qui stratégiquement sont mis en avant, en termes de classement et de définition par l'établissement de tableaux qui montrent les processus d'expansion d'une question, les coups des acteurs, les réponses ou les contre-coups des adversaires et la façon dont les journalistes construisent les événements dans les « unes » de la presse écrite ou les légendes des journaux télévisés. Nous ne supposons pas que plus le classement des questions, dans les médias, est supérieur plus cela va peser sur la mise à l'agenda. La façon dont les médias vont classer et définir les questions est apte à nous révéler les accès inégaux des acteurs politiques dans l'espace de la visibilité sociale mais aussi la façon dont les médias se constituent en ressources politiques.

Nous avons également songé à restituer les conditions dans lesquelles s'inscrivent les choix et les définitions médiatiques des problèmes : les stratégies éditoriales (différentes pour la presse et la télévision), les alliances politiques des entrepreneurs médiatiques, les concurrences entre les entreprises médiatiques, le statut différencié de la télévision et de la presse écrite dans l'espace médiatique, les routines et les pratiques du travail journalistique sont parmi les conditions qui influencent les stratégies médiatiques.

1.2.2. Des processus d'émergence et d'expansion

Nous allons à partir de ces activités concrètes restituer les processus d'émergence des problèmes publics. Il s'agit de suivre les carrières des problèmes à partir du moment où ils sont inscrits dans les relations de concurrence politique. Ce « moment d'entrée » d'un problème oriente notre recherche davantage vers les modes de mobilisation et les effets d'interaction sur la dynamique des questions politiques que vers la genèse et la carrière des problèmes spécifiques⁵⁶. Il s'agit d'une délimitation de notre terrain : les problèmes qui captent notre attention sont ceux qui dans le quotidien arrivent à toucher les relations de concurrence politique.

⁵⁶ Pour une approche qui focalise sur les effets des changements de définitions des problèmes sur les politiques publiques du point de vue des carrières et des perceptions médiatiques, voir. F.R.Baumgartner et B.D.Jones. *Agendas and Instability in American Politics*. Chicago: University of Chicago Press, 1993.

P. Favre distingue deux phases dans ce qu'il appelle le « processus d'émergence » et qui « implique le passage d'un champ à un autre, qui implique la 'sortie' d'un milieu et l' 'entrée' dans un autre ⁵⁷ » : une phase première au cours de laquelle un problème « émerge de » et une seconde phase où un problème « émerge dans ». Il s'agit donc de suivre l'émergence d'un problème, notamment par les acteurs politiques, mais aussi par les élites syndicales et les médias, la façon dont le problème s'inscrit dans l'espace public et anime le champ politique et finalement l'aboutissement du processus, c'est à dire l'emprise ou non du champ du pouvoir politique. En d'autres termes, il s'agit de voir comment les offres partisans, médiatiques, syndicales, parlementaires essaient de toucher l'agenda formel ou gouvernemental.

Dans cette étude, nous considérerons trois modes d'émergence de la première phase : l'émergence des problèmes *directement par des acteurs politiques*, l'émergence des problèmes par *des acteurs extérieurs au champ politique* et l'émergence *simultanée* des problèmes par des acteurs politiques et des acteurs sociaux.

L'émergence des problèmes *directement par des acteurs politiques* a pour point de départ le champ politique et désigne les situations que les acteurs politiques perçoivent, selon leurs objectifs divers, comme problématiques. Nous allons examiner la mobilisation des groupes dirigeants des partis politiques, des députés et des fractions partisans.

Ce mode d'émergence se réfère tout d'abord à l'action des partis politiques. Il s'agit des problèmes que ceux-ci prennent en compte dans la constitution des offres partisans. Dans ce registre, la constitution de l'offre devient un acte stratégique à fins de légitimation, de dénonciation de l'adversaire, de démarcation sur le marché politique. C'est sous cet angle que l'on peut qualifier les activités de sélection et de hiérarchisation des produits politiques d'activités relationnelles. Les stratégies de communication mises en oeuvre visent à l'expansion des problèmes politiques notamment auprès des publics élargis mais aussi partisans. Ensuite, le modèle comprend les problèmes travaillés par les députés. Ceux-ci agissant en fonction de leur objectif de survie électorale, se mobilisent sur des problèmes locaux et sectoriels. L'offre parlementaire attachée à des groupes spécifiques s'adresse aux publics restreints. Finalement, ce mode d'émergence concerne les fractions partisans qui

⁵⁷ Nous reprenons ici l'analyse de Pierre Favre sur les « processus d'émergence » telle qu'elle est présentée dans P. Favre. Introduction. L'émergence des problèmes dans le champ politique. *Sida et politique : les premiers affrontements (1981-1987)*/ ed. par Pierre FAVRE. Paris : L'Harmattan, 1992, p. 5-36, ici p.6.

cherchent à travers les processus de publicité politique et des stratégies de communication à élargir leurs audiences au-delà des publics partisans pour que leurs objectifs politiques acquièrent une légitimité élargie.

L'émergence des problèmes par *des acteurs extérieurs au champ politique* renvoie à des cas où la mobilisation bien qu'extérieure au champ politique, l'activation de celui-ci y est d'une extrême rapidité. L'activation des relations de concurrence régissant le champ politique et sa convergence avec les mobilisations originelles conduisent à l'expansion du problème. La médiatisation des événements dramatiques, des faits spectaculaires ou des questions dérivant de la recherche journalistique sont des cas de ce mode d'émergence. Nous allons examiner comment le « travail » des médias consiste à faire des faits des problèmes publics et à appeler la régulation politique, en contribuant ainsi à l'émergence des problèmes dans l'espace public.

L'*émergence simultanée* des problèmes par des acteurs politiques et des acteurs sociaux renvoie à des cas où la mobilisation politique et sociale se fait en même temps et à propos de problèmes perçus comme relevant de l'intérêt commun. Le travail syndical et partisan consiste à mobiliser les publics élargis afin d'affecter l'agenda gouvernemental. Nous allons voir ce mode d'émergence à propos de la mobilisation politique et syndicale sur la réforme de la sécurité sociale.

Nous distinguerons également deux modèles *d'émergence* des problèmes *dans* le champ politique : l'*émergence complète* que nous empruntons de P. Favre et l'*émergence complémentaire* que nous proposons.

Selon P. Favre l'*émergence est complète* « lorsqu'effectivement le champ politique se met en action, lorsqu'un débat s'instaure entre les hommes politiques, lorsqu'un processus de décision s'enclenche ⁵⁸ ». L'émergence complète se caractérise par l'activation du champ politique : les prises de positions par l'ensemble des acteurs politiques, les décisions, les débats parlementaires sont des actions attestant l'inscription d'un problème sur l'agenda politique.

Or, cette étude ne se limite pas au modèle de l'émergence complète. Nous incitons à l'exploration des autres émergences pouvant influencer le champ politique.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 6.

L'*émergence complémentaire* se réfère aux stades qui précèdent (ou non) l'inscription complète d'un problème sur le champ politique. Il est peu probable que les agents inscrivent directement leurs propositions dans le champ de la décision politique. En revanche, il est davantage probable que les mobilisations activent d'autres champs ou des relations de concurrence isolées avant d'atteindre le champ de la décision politique ou gagner l'ensemble des acteurs politiques. Par ailleurs, le champ du pouvoir politique constitue un objectif majeur pour les acteurs politiques mais non exclusif à fins de légitimation de leurs propositions alternatives qui peuvent emprunter d'autres voies comme la mobilisation de la force militante, l'appropriation de la dynamique des mouvements sociaux, la captation de l'attention de la base partisane, la visibilité médiatique. Dans ce registre, l'inscription sur l'agenda médiatique, sur l'agenda parlementaire, sur les sondages, sur l'agenda de l'adversaire partisan, sur la base partisane, sur les mouvements sociaux se transforme en ressources d'influence politique qui peut par la suite (notamment dans les régimes de crise) conduire à une émergence complète.

Il faut noter que nous n'allons pas prendre en compte les non- émergences, qui d'après P. Favre signalent « l'absence de prise en compte par le champ politique qui tient généralement autant à une inaccessibilité du monde politique, voire, plus exactement, à son refus de tenir compte des actions entreprises pour le saisir, qu'aux modes adoptés pour initier l'émergence ⁵⁹».

Les processus d'émergence connaissent des variations dans leurs dynamiques. Nous allons considérer deux « moments » régissant la dynamique de l'agenda au quotidien : les conjonctures routinisées et les conjonctures non routinières. Le passage d'un moment à l'autre permet l'examen de la « fluctuation de la valeur des ressources politiques ». Nous suivons sur ce point M. Dobry lorsqu'il note que la caractéristique nodale des conjonctures non routinières est le passage « d'une forme routinisée et surtout locale d'interdépendance des acteurs à l'intérieur d'un secteur particulier, à une forme d'interdépendance élargie qui tend à confronter directement les diverses ressources et lignes d'action cloisonnées jusque là et à déterminer dans cette confrontation leur efficacité ou valeur ⁶⁰».

⁵⁹ *Ibid.*, p.13.

⁶⁰ M. Dobry. *Sociologie des crises...*, *op.cit.*, p. 161.

Nous allons suivre, tout d'abord, les *conjonctures routinisées* où l'asymétrie des rapports de forces et l'inégalité des ressources dont jouissent les acteurs jouent un rôle déterminant dans l'efficacité des stratégies d'accès dans l'espace public et de l'emprise du champ politique. On perçoit l'état global de ces conjonctures dès lors que l'on établit, à partir des stratégies de communication des partis politiques, des modèles de mobilisation qui montrent que les partis politiques parlementaires possèdent des ressources inégales et de différente nature et que leurs mobilisations ont des effets inégaux. Les acteurs politiques n'atteindront qu'une émergence complémentaire de leurs demandes pendant les régimes de routine et l'accès inégal dans l'espace de la visibilité sociale y joue un rôle décisif. Or, le gouvernement, en prenant appui sur ses ressources, arrive à inscrire, par les stratégies mises en oeuvre, ses propositions dans l'espace public en écartant les offres compétitives et en contrôlant l'agenda politique⁶¹. Dans cet environnement de prédominance des élites gouvernementales, les marges d'influence des partis politiques sont limitées. Les problèmes connaissent lors de ces conjonctures routinières des *expansions contrôlées* : l'acteur gouvernemental qui jouit de ressources efficaces parvient à rendre saillant et à inscrire le problème dans le cadre qui lui est favorable. Les offres concurrentielles ne sont pas inscrites dans l'agenda gouvernemental dans la mesure où le gouvernement réussit à s'imposer dans l'espace public et à écarter toute proposition alternative. Les problèmes mis en lumière par les concurrents ne jouissent pas d'une médiatisation forte, échouent à coordonner l'action collective autour des définitions communes et ne reposent pas sur des ressources efficaces d'accès dans l'espace public de la visibilité sociale.

Pour échapper à un modèle qui supposerait qu'en toutes circonstances les acteurs les mieux pourvus de ressources contrôlent la dynamique de l'agenda et donc que le « jeu » est déterminé, on introduira l'hypothèse que les ressources mobilisées par les acteurs dans les processus d'émergence ne sont pas statiques et qu'une redistribution de celles-ci peut avoir lieu. Dans les *conjonctures non routinières*, le partage des ressources de position (considérées comme les plus efficaces) entre plusieurs acteurs, la forte médiatisation des événements imprévus qui désorganisent la routine, qui montent en saillance et qui sont exploités par les acteurs politiques et la coordination de l'action collective en faveur des

⁶¹ Le contrôle de l'agenda politique est d'une importance majeure dans les processus politiques. P. Muller en répondant à la question « sur quoi repose le modèle français d'élaboration des politiques publiques » souligne que « d'abord sur la centralité de l'Etat dans les procédures de médiation, qui prend la forme d'une domination de l'élite politico-administrative et en particulier des grands corps de l'Etat, à travers le contrôle de l'agenda politique. » P. Muller. *Les politiques publiques*. Paris : PUF, 2000 (4ème édition), p. 124.

alternatives concurrentielles face à celles proposées par le gouvernement amènent à une redistribution des ressources en faveur des plus démunis ; ceux-ci profiteront des *ressources de conjoncture* (visibilité de leurs propositions, emprise des acteurs politiques et sociaux sur leurs lignes d'action) qui renforcent la valeur de leurs ressources routinières. Dès lors, les questions jouissent d'une émergence complète dans le champ politique en touchant l'agenda gouvernemental. Nous pouvons donc ajouter que dès lors que, pendant ces régimes exceptionnels, une question monte en saillance dans un sens qui n'est pas favorable aux acteurs gouvernementaux, il y a *expansion non contrôlée* et les concurrents profitent de l'emprise du champ politique.

En effet, l'étude dynamique des processus d'émergence nous confronte à un problème de méthode : comment évaluer les variations de la valeur des ressources des acteurs ? Une variable méthodologique assure le rôle de *modus operandi* dans l'expansion des problèmes : la vulnérabilité. Les médias et les adversaires politiques sont vulnérables aux stratégies gouvernementales lors des régimes de routine de sorte que leurs agendas sont affectés par les activités du gouvernement. Or, pendant les régimes de crise où les médias ne sont plus dépendants des sources gouvernementales et les plus dépourvus profitent des ressources de conjoncture bien valorisées, les stratégies gouvernementales perdent leur efficacité.

Les processus d'expansion, ainsi décrits, permettent de comprendre que le dispositif de l'agenda est régi par des séquences de domination. La variation de ces séquences peut être tout d'abord perçue dans la relation entre le champ politique et médiatique. Il existe des variations importantes sur l'influence respective des acteurs politiques et des médias dans les processus d'élaboration de l'agenda, ce qui permet le constat des variations à l'autonomie ou l'hétéronomie des médias à l'égard du politique.

Nous considérons que ce mode d'enquête de l'agenda débouche sur la recherche de ce que Garraud appelle « une pragmatique de l'action politique quotidienne ». Il s'agit au travers des multiples processus d'émergence et d'expansion des problèmes publics et des stratégies mises en œuvre, d'examiner des phénomènes concrets de pouvoir et d'influence et d'établir leur variété, eu égard aux situations dans lesquelles ils se déploient.

L'agenda politique au quotidien

Selon la démarche adoptée ici, on examinera, les processus d'émergence et d'expansion dans la perspective de mettre en évidence quelques-uns des effets de l'action politique dans le quotidien. Les expansions des problèmes portent des effets bien plus longs que des émergences dans le champ politique. Les conjonctures routinisées permettent d'identifier, à partir de la mobilisation politique quotidienne, l'imposition des catégories politiques et des compétences politiques dans l'espace public. Les stratégies quotidiennes ne visent pas seulement à la production d'effets sur le court terme, sur une influence immédiate sur l'agenda ; elles visent aussi à imposer sur la compétition des catégories politiques défavorables aux adversaires, à établir la compétence de certains acteurs à traiter les problèmes, à maintenir ou à mobiliser les forces sociales. Egalement, les conjonctures non routinières ne se limitent pas à affecter le champ politique par l'émergence urgente des problèmes. Les processus d'expansion non contrôlée affectent les capitaux politiques en y inscrivant des pertes et des victoires, des mémoires qui seront plusieurs fois exploitées par les adversaires politiques. L'horizon de ces effets qui se produisent dans le quotidien est la période des élections.

La recherche sur ces questions doit prendre en compte les conditions spécifiques dans lesquelles elles s'inscrivent. La prééminence du parti gouvernant du PA.SO.K., au pouvoir depuis 1993, ses alliances politiques avec les entrepreneurs médiatiques, le bipartisme et la force d'influence de l'opposition majoritaire, l'« impuissance » constatée des deux partis de la gauche parlementaire et du mouvement syndical à intervenir dans l'agenda, la prééminence de la télévision dans le domaine de l'information et le rôle valorisé dont jouit la presse écrite dans le monde politique sont parmi les conditions spécifiques helléniques pesant de façon décisive sur les processus d'agenda.

Il revient à cette étude de mettre en lumière comment l'ordre qui s'instaure résulte de phénomènes d'interdépendance : les effets d'interaction mènent à l'imposition dans l'espace public d'une offre politique bien hiérarchisée et ordonnée par ce qu'elle inclut et par ce qu'elle en exclut. Finalement, l'expression du citoyen ordinaire sur l'espace public n'est pas libre mais en partie assujettie à l'offre qu'il rencontre.

2. L'enquête

Le matériel principal sur lequel s'appuie ce travail est constitué de l'ensemble des communiqués de presse des quatre partis parlementaires, des débats parlementaires, des journaux télévisés et des « unes » de la presse écrite pour la période des quatre premiers mois de 2001, échelonnées du 2 janvier 2001 au 30 avril 2001. Nous nous focalisons sur les thèmes choisis⁶² par les acteurs et les définitions qui les encadrent. Parallèlement nous avons interviewé un certain nombre de journalistes et d'hommes politiques. C'est à partir de ce matériel que nous restituons les processus d'émergence et les stratégies.

Dans la constitution du corpus nous avons respecté deux critères : le critère de l'homogénéité et de la représentativité. Le choix des quatre mois continus répond au critère de l'homogénéité. Notre souci étant de nous pencher sur un temps précis et continu afin de pouvoir observer la dynamique du temps quotidien, nous a amené à nous limiter à une actualité bien déterminée dans le temps. La succession des quatre mois est intéressante du point de vue de l'examen des continuités et des discontinuités du temps quotidien.

Le deuxième critère dans la constitution du corpus qui est la représentativité répond notamment au choix des partis politiques et des médias. Nous avons limité cette recherche aux quatre partis parlementaires, le PA.SO.K.⁶³ (le parti au pouvoir à l'époque), la N.D.⁶⁴ (le parti de l'opposition majoritaire), le K.K.E.⁶⁵ (le parti communiste grec) et Synaspismos⁶⁶ (le parti de la gauche pro-européenne) et aux députés de ceux-ci. En ce qui concerne les médias,⁶⁷ nous avons premièrement choisi les journaux et les chaînes de télévision qui, pendant la période donnée, ont présenté le tirage le plus élevé et

⁶² Une présentation détaillée de la façon dont nous avons procédé à l'analyse des « thèmes » ou au codage des informations se trouve dans les Annexes. Cf. Annexe I- Principes de codification et de quantification.

⁶³ PA.SO.K. : *Panellinio Sosialistiko Kinima*- Mouvement Socialiste Panhellénique (nous traduisons en français les abréviations du logo du parti politique). Dans l'analyse, le PA.SO.K., sera désigné alternativement comme le parti socialiste ou le parti gouvernemental.

⁶⁴ N.D. : *Néa Dimokratia*- Nouvelle Démocratie. Nous allons dans l'analyse parler alternativement du parti de l'opposition majoritaire ou du parti de la ND.

⁶⁵ Nous allons alternativement parler du parti communiste, du K.K.E. (*Kommounistiko komma Ellados*) ou du PCG (Parti communiste grec).

⁶⁶ Nous allons alternativement faire usage du nom Synaspismos et de son abréviation, SYN.

⁶⁷ Certes, il serait intéressant de procéder à une analyse comparative, ce qui impliquerait l'élargissement de la recherche de façon qu'elle intègre l'étude d'autres chaînes de la télévision qui ne correspondent pas aux critères exposés ci-dessus. Cependant, les marges pratiques n'ont pas favorisé la mise en oeuvre d'une semblable tâche. Le fait qu'il fallait enregistrer les journaux télévisés à l'heure de leur diffusion fut la contrainte pratique la plus importante ; comme la plupart des journaux télévisés commençaient à l'époque à 19:30, il s'avérait très difficile d'en enregistrer plus d'un à la fois. L'étude profonde qui mériterait d'être menée dépend des sources audiovisuelles et d'une documentation complète les accompagnant. En l'absence de ces sources indispensables nous avons été amenés à accepter quelques présupposés dans notre analyse.

respectivement l'audience la plus élevée pour la chaîne privée. Deuxièmement, nous avons fait le choix d'une chaîne de télévision privée et d'une chaîne publique afin d'étudier la correspondance entre les différents modes d'organisation économique des entreprises médiatiques et leur contenu diffusé.

Nous avons choisi la chaîne privée *MEGA* qui, dans la période incluse entre le 1 septembre 2000 et le 31 août 2001, est regardée par 22,1% des téléspectateurs, le taux le plus élevé par rapport à l'ensemble des chaînes de télévision privées ou publiques⁶⁸. Nous avons choisi le journal télévisé de la chaîne publique qui commençait à 21:00, heure à laquelle le journal télévisé de la chaîne privée clôturait. La chaîne publique est regardée au cours de la même période, du 1 septembre 2000 au 31 août 2001, par 4,2%⁶⁹ des téléspectateurs ce qui n'est pas le taux d'audience le plus élevé par rapport aux autres chaînes publiques⁷⁰. Les deux chaînes de télévision, incluses dans notre corpus, donnent aux émissions d'information le plus grand pourcentage de leur grille de programmation. La chaîne publique (*NET*⁷¹) présente un pourcentage de 76,3% des émissions d'information sur l'ensemble de sa grille de programmation, à savoir le taux le plus élevé sur l'ensemble des chaînes de télévision. Les taux pour l'autre chaîne publique⁷² (*ETI*) et pour la chaîne privée *MEGA* sont respectivement 43,3% et 45,4%. Les deux chaînes choisies ont le profil le plus « informatif » sur l'ensemble des chaînes de la télévision pour la période choisie (2001), fait qui a joué un rôle important dans la sélection de ces deux chaînes puisque cette étude porte justement sur ce type d'émission.

⁶⁸ Toutes les informations qui suivent sur les audiences et le profil des chaînes de télévision proviennent de la revue de communication *Mediaview* janvier-février 2002. L'enquête est réalisée par AGB Hellas, la plus grande société de mesure d'audience.

⁶⁹ Dans le nouveau paysage médiatique de libération de la télévision, le sort de la chaîne publique n'a guère été florissant. Son taux d'audience n'a cessé de décroître pour arriver à des pourcentages étonnants. En 1989, avant l'apparition des chaînes privées, *ERT* (La Radio Télévision Hellénique) avait un taux d'audience qui atteignait 62%. En 1993, les deux chaînes nationales comptaient 8% et 5% d'audimat respectivement, contre 34% pour *MEGA channel* et 31% pour *Antenna*. En 1998 *ETI* bénéficie de 4% d'audience et *NET* de 3,6%.

⁷⁰ En Grèce les chaînes de la télévision publique sont au nombre de trois dont seules deux (*NET* et *ETI*) ont une diffusion panhellénique. La troisième chaîne publique (*ET3*) a une diffusion destinée principalement à la Grèce du Nord. Ainsi la comparaison pour la télévision publique se limite à deux chaînes, à savoir *NET* et *ETI*. La deuxième chaîne publique (*ET1*) pour la même période bénéficiait d'un pourcentage de 6,1%.

⁷¹ *NET* : en grec signifie la Nouvelle Télévision Hellénique.

⁷² La télévision publique a restructuré ses deux chaînes de télévision en 1997 : *ETI* se transforme de chaîne d'informations en chaîne de variétés en limitant ses journaux télévisés, alors que *ET2* s'appelle désormais *NET* et se transforme en chaîne informative avec 5 bulletins d'information par jour et des talk-shows. Voir R. Panagiotopoulou. Informations sans information. Les journaux télévisés à l'époque de la communication de masse. *Mesogeios*, n° 16, numéro spécial : *Les médias en Grèce* / ed. par I. Vovou, 2002, p. 123-154, p. 130.

En ce qui concerne la presse écrite le critère de représentativité était celui du tirage⁷³. Les ventes des journaux quotidiens de tirage national ne dépassent pas les 100.000. Pour l'année 2001, les plus fortes parutions⁷⁴ sont celles des journaux choisis à savoir : *TA NEA* 84.586, *ELEFTHEROTYPIA* 79.296, *ETHNOS* 53.644 et *ELEFTHEROS Typos* 36.948⁷⁵. Tous quatre sont des journaux du soir. Nous avons choisi le journal *TO VIMA* qui bien qu'un journal du matin au tirage quotidien⁷⁶ de 22.085, voit ses ventes augmentées considérablement dans sa parution du dimanche (181.785). Nous avons, de plus, choisi de prendre en compte ce journal non seulement en raison de son profil (il est considéré comme l'un des journaux les plus « sérieux » et les plus « crédibles » en Grèce) mais aussi en raison du fait que le journal *TA NEA* ne paraît pas le dimanche ; étant donné que le journal *TO VIMA* fait partie de la même maison d'édition que *TA NEA*, il pouvait être envisager aussi comme le prolongement de ce journal pour la journée de dimanche. Nous avons aussi choisi d'intégrer dans notre corpus principal le journal *KATHIMERINI*⁷⁷ qui, comme *TO VIMA*, est un journal du matin qui bien qu'il n'enregistre pas de fortes ventes quotidiennes (25.085), voit ses ventes augmenter le dimanche ⁷⁸ (113.028).

En ce qui concerne la télévision nous avons étudié les journaux télévisés diffusés par les deux chaînes de la télévision grecque, publique et privée, *NET* et *MEGA channel*. Les éditions des journaux télévisés sont celles du début de soirée de la chaîne privée (19h30) et de la chaîne publique (21 heures). La durée des journaux télévisés est inégalement répartie : la télévision privée y consacre en moyenne une heure et vingt minutes pour trente à quarante minutes pour la chaîne publique. Cela se traduit en une moyenne de 30 informations par journal télévisé pour la chaîne privée et en une moyenne

⁷³ Seule exception, le journal du parti communiste *RIZOSPASTIS* dont nous nous sommes servis de manière complémentaire à notre corpus de base : comme le parti ne diffuse qu'un nombre limité de communiqués de presse nous avons pris en compte la communication au travers de son organe officiel.

⁷⁴ Source: *Mediaview* janvier - février 2002 et avril 2002.

⁷⁵ Les autres quotidiens de notre corpus font les parutions suivantes le dimanche: *ELEFTHEROTYPIA* 186.864, *ETHNOS* 150.351 et *ELEFTHEROS Typos* 77.680.

⁷⁶ Le journal en question n'a décidé que récemment sa parution matinale quotidienne.

⁷⁷ Les deux journaux de dimanche que nous avons inclus dans notre corpus sont les grands journaux du dimanche tant au niveau du tirage qu'au niveau du prestige. Les deux journaux sont concurrents pour une autre raison aussi : *TO VIMA* est considéré comme plus « gouvernemental », partisan du PA.SO.K. (à l'époque de la recherche est le parti au pouvoir) tandis que *KATHIMERINI* est considéré comme le défenseur de la ND (le parti de l'opposition majoritaire à l'époque de la recherche). Leurs relations ne dépendent pas seulement de leurs préférences politiques mais aussi de leurs parcours différents dans le monde de l'édition.

⁷⁸ En Grèce, les journaux de dimanche jouent le rôle des magazines hebdomadaires politiques. Leurs ventes par rapport aux journaux quotidiens sont plus élevées ce qui est dû partiellement aux suppléments hebdomadaires accompagnant les éditions de dimanche. Ces suppléments portent sur des questions de

de 15 informations par journal télévisé pour la chaîne publique. Pour la presse écrite nous avons consulté les « unes » de quatre journaux quotidiens à tirage national et des deux journaux du dimanche. Pour certaines questions nous avons également travaillé, sauf les « unes », sur les articles de la presse écrite pour la période des quatre mois et pour des périodes avant et après les quatre mois de la recherche.

Quant aux partis politiques notons que nous avons dépouillé les communiqués de presse et les débats parlementaires pour les quatre mois. Nous avons également travaillé sur les programmes électoraux des partis et sur les discours politiques de ses leaders. Pour certaines questions, nous avons pris en compte des communiqués de presse hors de la période de la recherche.

Ce corpus de base de notre recherche a été complété par d'autres corpus secondaires. Nous avons également consulté les communiqués de presse des syndicalistes de la GSEE (Confédération Générale Hellénique des Travailleurs). Par ailleurs, nous avons choisi d'interviewer des personnalités politiques membres des groupes dirigeants des partis politiques, des journalistes de la presse écrite et de la télévision et des directeurs des journaux et des journaux télévisés.

Mais avant de poursuivre notre développement, jetons un regard sur les acteurs dont nous nous sommes servis pour notre enquête. Afin d'évaluer justement le choix fait des groupes dirigeants des partis politiques, de la presse écrite et des journaux télévisés, il convient de présenter certaines de leurs caractéristiques sociologiques.

2.1. Les groupes dirigeants

Notre intérêt porte sur les activités des partis politiques qui sont liées à l'élaboration des stratégies de communication. Pour cette raison, l'enquête porte sur les groupes partisans spécifiques qui prennent en charge l'élaboration des stratégies de communication. Il s'agit des groupes dirigeants au sein des partis politiques, qui, fonctionnant en tant qu'organes exécutifs partisans atypiques, gèrent la formation des stratégies quotidiennes visant à affronter les défis de la conjoncture, l'activité médiatique, les sondages et la mobilisation des adversaires politiques.

science, de culture, les livres mais aussi sur diverses autres questions socioculturelles s'adressant à toute la famille.

2.1.1. *Les changements des pratiques partisans*

Tout d'abord, il faut montrer les conditions qui, au sein des partis, ont imposé la nécessité de la mise en oeuvre de stratégies quotidiennes de communication et la constitution de ces groupes partisans. Une chaîne de paramètres permet d'estimer la coupure des partis politiques de leurs bases électorales, ce qui conduit, entre autres, à la dépendance des « légitimités externes » telles que les médias et les sondages. Par ailleurs, la croyance politique dans le pouvoir médiatique est une expression de la préoccupation politique face à la force acquise par les médias. Notons que bien que les deux partis de gouvernement soient les plus touchés dans leurs pratiques quotidiennes, les deux partis de la gauche vont eux aussi, dans une moindre mesure, il est vrai, se soucier de l'élaboration de stratégies de communication.

La dépendance des partis politiques des subventions étatiques est, en partie, à l'origine du détachement des bases partisans. La subvention étatique est annoncée par la Constitution de 1975, mais elle n'est entérinée que neuf ans plus tard par la loi 1443/1984, qui fixe son montant à un sur mille du total des rentrées régulières du budget national. La nouvelle loi de 1996, re-détermine le pourcentage à 12 sur mille et la loi de 2002 à 1,02⁷⁹. Pour donner quelques exemples de cette dépendance notons qu'en 2000, 88,3% des rentrées partisans du parti socialiste (P.A.S.O.K.) et 64,7% du parti de la droite (N.D.) dérivent des subventions de l'Etat ; tandis que seuls 6,9% pour le P.A.S.O.K. et 5,9% pour la N.D. viennent des cotisations des membres des partis. Pour 2001, le pourcentage des subventions étatiques atteint, pour le parti socialiste, 86,5%, et pour le parti de la droite 82,25%⁸⁰. Les cotisations partisans étaient une forme traditionnelle de participation des adhérents à la vie interne des deux partis de gouvernement.

Pour certains auteurs, comme M. Spourdalakis, la dépendance des partis envers l'Etat n'est pas seulement liée aux subventions étatiques mais aussi à d'autres « ressources étatiques » qui, à la place des ressources sociales, « assurent la perspective et la

⁷⁹ Le législateur a aussi pris des mesures telles que l'interdiction du financement par des personnalités juridiques et la limitation des fonds des personnes physiques en ayant présent à l'esprit les fonds internes des partis provenant de ses membres et en tentant ainsi le rattachement de la société et des partis. Voir L. Kotsonopoulos. *Changements des deux partis les plus importants de la période après la dictature*. Fondation Sakis Karagiorgas (9 : 2004 : Athènes) *Changement social en Grèce contemporain 1980-2001* (en grec). Athènes : Fondation Saki Karagiorga, p. 114-131, p. 122.

reproduction politique des partis politiques⁸¹ », à savoir, l'accès des membres des partis aux postes étatiques mais aussi l'accès aux canaux de communication réglementés par l'Etat. L'ensemble de ces ressources étatiques viennent à remplacer les ressources sociales du pouvoir du parti. Ces constatations sur l'entrelacement des partis et de l'Etat amènent M. Spourdalakis, à parler comme Katz et Mair⁸², de « parti-cartel », qui devenant parti d'Etat, s'oriente exclusivement vers la gestion des affaires étatiques. Cette identification n'exclut pas des caractéristiques de « partis de masse » et de « partis attrape-tout », avec « la structure organisationnelle hiérarchique et la bureaucratisation, l'affaiblissement des idéologies, la non-transparence des engagements sociaux et la marginalisation de l'importance du rôle des membres des partis comme c'était le cas des 'partis attrape-tout'⁸³».

La marginalisation de la base partisane comme effectif d'adhérents prêts à contribuer à la mobilisation électorale du parti et à la diffusion des idées politiques, est un trait important du détachement des deux partis de gouvernement. Tout d'abord, la diminution d'environ 65% des organisations partisans locales du parti socialiste⁸⁴ (de 3.285 en 1984, elles passent à 1.157 en 2002) et de 36% (de 3.056 en 1987 à 1.950 en 2002) des organisations locales du parti de la droite est un premier trait de cet affaiblissement de l'importance de l'adhésion partisane⁸⁵. Or, c'est le sens même de la question de l'adhésion

⁸⁰ L. Kotsonopoulos. Changements des deux partis..., *op. cit.*, p. 129.

⁸¹ M. Spourdalakis. Le phénomène partisan : évolutions et conjonctures. *Le futur des partis politiques* (en grec) / ed. par Dimitris TSATSOS et Xenophon KONTIADIS. Athènes : Institut du Droit Européen Constitutionnel, Papazisis, 2003, p. 39-63, ici p. 58. L'auteur soutient que « la survie politique des partis, la source de leur force n'est plus le résultat de leurs relations avec la société et les intérêts sociaux qu'ils représentent mais dérive et est analogue à leurs capacités gouvernementales et au rôle joué dans les fonctions législatives et exécutives ».

⁸² R.S. Katz, P. Mair. Changing models of Party Organization and Party democracy : The emergence of the Cartel Party. *Party Politics*, janvier 1995, vol. 11, n° 1, p. 5-28.

⁸³ M. Spourdalakis. Le phénomène partisan..., *op. cit.*

⁸⁴ Un indice de la transformation des formes traditionnelles d'adhésion partisane a été mise en oeuvre par le groupe dirigeant des « modernisateurs » du parti socialiste dans une perspective de restructuration organisationnelle du parti et de fondement du « nouveau » PA.SO.K.. Au cours des quatre ans du mandat 1996-2000, une tentative de remplacement des organisations partisans locales par des « organisations thématiques » a été faite. Celles-ci constituaient des réseaux partisans plus souples autour de groupes focalisés sur des enjeux publics. La question était celle de la refondation des relations avec « la société civile » et du renforcement de la participation des citoyens dans les partis politiques. Le but est atteint jusqu'à un certain point, si on considère l'augmentation du nombre des « membres » à cette époque là. Or, cette restructuration organisationnelle a été de courte durée et n'a visé qu'au contrôle par le groupe modernisateur de la base partisane. Voir, V. Georgiadou. Des systèmes de direction partisane et la réformation organisationnelle. *La Nouvelle Social-démocratie : des contenus politiques, des institutions, des structures organisationnelles* (en grec) / ed. par Ilias KATSOUKIS. Sideris, 2002, p. 325-423.

⁸⁵ L. Kotsonopoulos. Changements des deux partis les plus importants..., *op.cit.*, p. 119.

qui a changé puisque la « distinction entre membre et non-membre est affaiblie au sens où les non-membres sont invités à prendre part aux décisions et aux activités partisanses.⁸⁶»

La marginalisation de la base électorale est accompagnée de l'autonomisation des groupes dirigeants, ceux-ci renforcés tant sur le plan économique par les subventions étatiques que sur le plan social par l'introduction des pratiques de marketing politique, des sondages et des technocrates dans la constitution de l'offre politique. De plus cette autonomisation est lié au « recrutement » de spécialistes et d'experts durant les élections, fait qui a marginalisé à un point considérable le rôle joué par la base électorale car la mobilisation de celle-ci était assez importante tant pour les « activités de base » comme le collage d'affiches que pour la transmission des programmes politiques du parti. Comme le note un des membres les plus éminents du parti socialiste, professeur en Droit à l'Université de Salonique, Aristoteleio, et ministre des gouvernements socialistes dès 1993, « le parti en tant que mécanisme électoral et communicatif se transforme, à un haut degré, par le recours aux services des professionnels de la publicité politique et de la communication. Même pour l'exécution des travaux traditionnels comme le collage des affiches, l'organisation des manifestations, le parti s'adresse aux services de spécialistes.⁸⁷ »

Or, toute la mobilisation programmatique du parti fondée sur la participation d'un grand nombre de membres partisans se transforme par le recours aux experts, aux sondages d'opinion et « technocrates qui élaborent des offres programmatiques qui ne sont pas distingués par leur adhésion et leur recrutement partisan, mais par les relations personnelles entretenues avec le groupe dirigeant des partis⁸⁸». Cette spécialisation ne marginalise pas seulement la base partisane mais aussi les militants qui occupent des positions moyennes en les différenciant des groupes dirigeants de plus en plus autonomes. Par ailleurs, la communication inter partisane a été remplacée par la communication de masse. Comme le note E. Vénizelos « le pouvoir et la portée des médias de masse en ont fait le seul réseau de communication fiable et efficace avec l'opinion partisane et plus généralement l'opinion publique. Les bulletins d'information internes, les imprimés partisans, les meetings

⁸⁶ M. Spourdalakis. Le phénomène partisan..., *op.cit.*, p. 59.

⁸⁷ E. Venizelos. Le 'parti ouvert' comme réponse à la crise du phénomène partisan. *Le futur des partis politiques* (en grec) / ed. par Dimitris TSATSOS, Xenophon KONTIADIS. Athènes : Institut du Droit Européen Constitutionnel-Papazisis, 2003, p. 15-38, p. 15.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 15.

partisans même la presse partisane ne peuvent pas concurrencer les médias à audience et circulation élargies⁸⁹».

D'une part, l'affaiblissement des réseaux partisans de base, au niveau de la production de ressources « économiques » (cotisations), de ressources matérielles et humaines (mécanismes de mobilisation électorale) et de « ressources sociales » (courroies de transmission des demandes sociales constituées par des groupes d'intérêt sociaux) et d'autre part, l'autonomisation des groupes dirigeants, au niveau des ressources techniques (spécialistes en communication, sondages, experts), des ressources économiques (subventions étatiques) et des ressources intellectuelles (spécialisation des membres et fondation d'instituts pour la production des programmes) affectent les pratiques partisans et augmente l'influence de ce que l'on a appelé les « légitimités externes ».

L'influence des légitimités externes est présente dans les croyances du champ politique en l'effectivité du pouvoir médiatique. La recherche sur les élites politiques que nous allons présenter est révélatrice de cette croyance politique. La recherche a été réalisée entre septembre et octobre 2000 auprès des membres du pouvoir exécutif et des deux partis de gouvernement.⁹⁰

La première indication porte sur « l'estimation du pouvoir et de l'influence sur le système politique contemporain des médias, des grandes entreprises, du gouvernement, de l'église et des syndicats ». Les réponses 'grand' et 'très grand' atteignent le pourcentage absolu de 100% (très grand 89,8 et grand 10,2) en ce qui concerne les médias, 98% (très grand 53,1 et grand 44,9) en ce qui concerne les grandes entreprises, 75,5% (très grand 18,4 et grand 57,1) en ce qui concerne le gouvernement, 73,5% (très grand 10,2 et grand 63,3) pour l'église et finalement 18,3% (très grand 2,0 et grand 16,3) pour les syndicats. Les médias rassemblent le plus fort pourcentage mais aussi le pourcentage le plus élevé quant au 'très grand' degré d'influence.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 15-16.

⁹⁰ Plus précisément la population politique se constitue de : a. les membres gouvernementaux (ministres, secrétaires d'état etc) b. les têtes des partis de gouvernement (le bureau exécutif du PA.SO.K., les comités centraux de PA.SO.K. et de ND, les conseillers du Premier Ministre et du chef de l'opposition majoritaire), c. les têtes des groupes parlementaires des partis de gouvernement (secrétaires, représentants parlementaires) d. les conseillers politiques à des positions institutionnalisées (bureau du Premier Ministre, bureau du chef de l'opposition majoritaire). L'enquête a été réalisée par l'Institut de Sondages et d'Enquêtes VPRC sur une population de 135 personnages politiques ; la recherche a aussi essayé d'assurer un équilibre arithmétique entre les deux grands partis politiques. Deux cent questions constituent la somme du questionnaire. L'enquête a été publiée dans C. Vernardakis (dir.). *L'opinion publique en Grèce : enquêtes - sondages, 2002* (en grec). Athènes : Livanis, p. 133-168.

La deuxième indication vient de la réponse à la question suivante : « A quel degré les décisions gouvernementale en Grèce sont-elles influencées par... » Dans les réponses les degrés « beaucoup » et « assez » sont attribués aux : propriétaires des médias (95,9%), journalistes (91,8%), grands entrepreneurs (89,8%), Etats-Unis (81,6%), banques (75,5%), partis politiques (59,2%), église (49%), syndicats (36,7%), juges (30,6%) et fonctionnaires (22,5%).

Le pouvoir médiatique affecte les pratiques partisans une fois que la croyance en leur influence semble être bien consolidée parmi les membres des deux partis de gouvernement. Dès lors, les élites partisans se soucient de mieux répondre aux défis médiatiques.

2.1.2. L'organisation de l'action politique dans le quotidien

Le PA.SO.K., sous le leadership de Kostas Simitis, emporte les élections de 1996. K. Simitis étant à la fois président du parti et Premier Ministre formera, dès son arrivée au pouvoir, le groupe politique atypique, dit du « café matinal » (*proinos cafes*). Il s'agit d'un meeting matinal entre le Premier Ministre et certains membres du gouvernement, du parti, et des conseillers du Premier Ministre. Cet organe atypique se réunit, au début (en 1996), chaque jour et à partir de 1998 deux fois par semaine. Son rôle (n'étant pas de remplacer les organes partisans, Comité Central et Bureau Exécutif, et gouvernementaux, Conseil des ministres et Comité Gouvernemental) consiste à tracer la stratégie et l'agenda du Premier Ministre à moyen terme. Les personnages participant à ce groupe étaient : le ministre de la presse et de la communication, auteur aussi des communiqués de presse, le conseiller du Premier Ministre, le directeur du bureau de la presse du Premier Ministre, le secrétaire du conseil des ministres et, pour les quatre premières années seulement, un membre du Bureau Exécutif du parti. Il s'agissait donc de personnes politiques proches du Premier Ministre. Le groupe discute et décide de la stratégie politique et de la communication du gouvernement et plus concrètement des « visites et des rencontres du Premier Ministre, de la révision de la presse et de l'actualité et des moyens d'action du parti⁹¹.»

⁹¹ N. Chasapopoulos. Des histoires des cafés matinaux : Un voile de silence couvre les évolutions des rencontres quotidiennes à Maximou [le palais du Premier Ministre] (en grec). *TO VIMA*, 25/01/1998.

L'agenda politique au quotidien

Un autre groupe atypique met en oeuvre la politique de communication. C'est au bureau du ministre de la Presse et des Médias où le groupe se rassemble chaque lundi. Le but est clair : comment « faire passer dans les médias » les interprétations et les enjeux favorables au gouvernement. Le groupe est constitué par le Ministre et le secrétaire d'Etat de la Presse et des Médias, le ministre de l'Aménagement Kostas Laliotis, un des membres les plus éminents du parti socialiste et le planificateur des campagnes électorales du PA.SO.K., le directeur du bureau de la presse du Premier Ministre et des membres éminents du parti socialiste. Le but des meetings sera la coordination de la politique de communication du gouvernement et la recherche de modes de promotion des buts gouvernementaux et partisans.

Les meetings des deux groupes n'auront pas d'actes écrits et leurs décisions ne sont pas publiées. D'après les articles de la presse, ces organes et notamment celui du « café matinal » seront contestés par les ministres qui n'y participent pas. Les réactions prennent appui sur le fait que le « café matinal » s'occupe notamment de l'agenda du conseil des ministres, ce qui valorise le rôle des conseillers du Premier Ministre dans la formation de ce dernier⁹². Les réactions suggèrent le renversement de la hiérarchie des organes gouvernementaux et partisans. Or, l'organe sera jusqu'à la fin de l'année 2004, date de fin du mandat de K.Simitis, un des organes, bien qu'atypiques, principaux du gouvernement et il est considéré comme le « point de repère des gouvernements de Simitis ⁹³».

Le parti de la N.D. avait aussi son « café matinal » qui traçait la ligne partisane sur les enjeux aigus de la période mais aussi sur les enjeux à long terme. Cet organe atypique se tenait chaque matin dans le bureau du président du parti avec la participation du représentant de la presse, Th. Roussopoulos, du directeur du bureau de la Planification Politique, du secrétaire du groupe parlementaire et du représentant parlementaire du parti. En 2001, le groupe est élargi à trois membres éminents du parti (à ce groupe, participera aussi le secrétaire du parti, élu pour la première fois au congrès du parti en 2001) et sera dès lors dénommé « Groupe d'analyse politique ». Son rôle consiste à analyser l'actualité et à tracer la stratégie du parti une ou deux fois par semaine. Pour la N.D., il s'agit d'un organe qui est destiné à tracer la « politique de communication » du parti. En effet, en parallèle avec cet organe élargi, le principal « café matinal » poursuivait son activité régulière.

⁹² N. Chasapopoulos. Des histoires des cafés matinaux..., *op. cit.*

Il convient de s'attarder un peu sur la figure du porte-parole du parti, l'un des plus proches du leader du parti. Depuis l'arrivée du parti de la droite au pouvoir aux élections de 2004, Théodoros Roussopoulos, le porte-parole du parti, est le Ministre d'Etat et toujours le porte-parole du gouvernement. Th. Roussopoulos n'était pas membre du parti de la N.D.; il a été journaliste, rédacteur en chef du reportage politique de la chaîne privée *MEGA* et, plus anciennement, rédacteur du journal *ELEFTHEROTYPIA*. En 2000, le président du parti, K. Karamanlis, propose à Th. Roussopoulos le poste de porte-parole et celui-ci accepte, malgré les réactions exprimées par les partisans envers une personne qui, non seulement n'a jamais été membre du parti, mais n'a jamais exprimé son soutien à celui-ci.

Ce poste « sensible » tenu par un journaliste dont la trajectoire n'a rien de commun avec les trajectoires des membres éminents du parti est révélateur d'au moins deux éléments importants : d'une part, une telle entreprise indique l'importance attribuée par le dirigeant du parti au rôle de la communication et des médias et d'autre part, le fait que ce journaliste fonctionne en dehors des relations et des structures partisans a un effet majeur sur la stratégie adoptée par le parti. Le porte-parole fait partie des organes atypiques décrits ci-dessus et entretient une relation privilégiée avec le leader ; d'après des articles publiés dans la presse, il rencontre plusieurs fois dans la journée le leader du parti et joue un rôle significatif dans la prise de décisions concernant les stratégies du parti face aux événements d'actualité. En anticipant sur ce qui va être développé plus tard, nous pouvons soutenir que l'ethos « journalistique » l'emporte sur l'ethos « partisan » en changeant la logique dans la production et la communication quotidienne de l'offre du parti. Le journaliste impose un tempo différent aux acteurs partisans de par son ancrage dans l'actualité et la conjoncture.

Les deux partis de la gauche (K.K.E. et Synaspismos) ont eux aussi organisé des groupes d'analyse et de stratégie face à l'actualité. En ce qui concerne le parti communiste (K.K.E.), un meeting chaque lundi matin entre la secrétaire du parti, le responsable du bureau de la presse du parti et le responsable des organisations analyse les événements d'actualité et décide sur les stratégies à suivre à court terme et la ligne partisane à propos des enjeux actuels. Il s'agit, là encore, d'un groupe politique atypique qui détermine les « coups » de la semaine : quels sont les enjeux sur lesquels il convient de réagir et comment on s'organisera par rapport aux communiqués de presse et les organisations.

⁹³ D. Kroustalli. La dégradation du conseil des ministres et le groupe dirigeant ferme (en grec). *TO VIMA*, 3/10/2004.

L'agenda politique au quotidien

Au sein du parti de Synaspismos au cours des quatre années 2000-2004, un organe atypique appelé « direction du quotidien » (*dieuthintirio kathimerinotitas*) se réunit avec pour participants le président du parti, le responsable du bureau de la presse et le secrétaire de l'organe partisan majeur de Synaspismos, le Secrétariat Politique (*Politiki Grammateia*). Les meetings sont organisés sur une base quotidienne et prennent en charge la programmation des actions et des annonces à propos des enjeux d'actualité. Parallèlement, se tiennent des meetings hebdomadaires du Secrétariat Politique où les 21 membres élus définissent la ligne politique du parti.

Les partis politiques s'organisent dans le quotidien. Les responsables des bureaux de presse des partis participent tous à ces organes atypiques d'élaboration des produits politiques. A l'exception du parti de la N.D., tous les porte-paroles des partis sont des membres partisans, parmi les plus éminents. Leur rôle est déterminant à la fois dans le processus de production de l'offre et dans les modes de son émission envers les marchés élargis des médias. La constitution de ces organes politiques montre bien que les acteurs politiques accordent une forte attention à la préparation de leurs stratégies politiques destinées aux marchés médiatiques.

2.2. *L'espace médiatique en pleine mutation*

Les caractéristiques de l'espace médiatique grec qui nous intéresse sont au nombre de deux, une fois que la presse et la télévision sont notre terrain d'enquête. D'une part, l'autonomisation des éditeurs de la presse et leur renforcement économique dès lors que la télévision privée sera autorisée et de l'autre, la prééminence de la télévision dans le domaine de l'information en Grèce.

2.2.1. *Le processus d'autonomisation des entrepreneurs médiatiques*

Jusqu'au début des années 80, les seules propriétés communes entre les propriétaires des organismes médiatiques, étaient leurs liens étroits avec le domaine de la presse et l'absence d'activités économiques hors des entreprises éditoriales. Au-delà de leur influence politique, leur développement économique restait limité. La presse écrite, dès 1974 et jusqu'en 1986, a reproduit les controverses politiques dominantes du système

politique, et son fonctionnement se définissait par la logique du système politique. L'organisation presque artisanale des entreprises de la presse a contribué à sa dépendance vis-à-vis de l'Etat, conséquence de plusieurs prestations comme, entre autres, des remises et des emprunts⁹⁴.

Les années 1986-1989 ont été marquées par une restructuration profonde du champ médiatique du fait de l'ouverture à une nouvelle génération d'entrepreneurs, de la transformation des entreprises traditionnelles en groupes de sociétés, et surtout de l'arrivée de la télévision privée. L'entrée des nouveaux propriétaires venant d'autres secteurs d'activités économiques, tels que les transports maritimes, le pétrole, les télécommunications et les travaux publics constitue l'élément dominant de la période, marquée par ailleurs par le rachat des journaux quotidiens ou la création de nouveaux quotidiens. Cette restructuration n'a pas seulement changé l'orientation des intérêts et le rapport des forces mais surtout le contenu des informations⁹⁵. Nous assistons à l'autonomisation partielle de la presse par le système politique : l'indépendance économique des entrepreneurs les incite à la réorientation de leurs relations avec le système politique, et ainsi le contenu des informations se déplace, selon M. Komninou, d'un discours « polarisé » à un discours politique « consenti ».

Dans les années suivantes (1989-1994), les transformations du champ politique et l'ouverture à la télévision privée introduisent une phase de contestation de l'hégémonie du système politique par les éditeurs/entrepreneurs, dont la position est désormais renforcée, non seulement dans le secteur de la presse, mais aussi dans le secteur de la télévision⁹⁶. Le processus d'émancipation de la classe des propriétaires des médias bénéficie à cette époque-là à la fois de la méfiance que la crise liée au « scandale Koskotas⁹⁷ » a créée entre

⁹⁴ Voir M. Komninou. Le rôle des médias pendant la Troisième République : 1974-1994. *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (en grec) / ed. par Christos LYRINTZIS (et ali), *op.cit.*, p. 219-246, p. 230.

⁹⁵ A. Darzanou. Journalisme et médias. *L'opinion publique en Grèce : recherches –sondages 2002* / ed. par Christoforos VERNARDAKIS, *op.cit.*, p. 248.

⁹⁶ Voir M. Acheimastos, M. Komninou. La morphologie de l'agenda des informations: la presse et la télévision en Grèce. *La construction de la réalité et les médias* / ed. par Roy PANAGIOTOPOULOU, Papi RIGOPOULOU, Myrto RIGOU, Stefanos NOTARIS. Athènes : Alexandria, 1998., p. 416.

⁹⁷ En 1988-89 explose le plus grand scandale financier des années 80, avec pour figure centrale le grand entrepreneur Georgios Koskotas et ses activités économiques illégales. En l'espace de quelques années G. Koskotas avait pris le contrôle de la banque de Crète, avait créé un nouveau journal intitulé *24 heures*, acheté le grand quotidien *Kathimerini* et était parvenu à s'introduire dans les milieux du gouvernement et en général dans ceux de la politique grecque. La montée de sa puissance dans le monde des médias était souvent interprétée par les journaux comme le résultat de ses relations illégales et troubles avec les dirigeants du gouvernement. Les quotidiens se sentant extrêmement menacés se tournent contre le pouvoir politique. Le

les deux champs et du positionnement sur le marché de la télévision privée de cette nouvelle génération d'entrepreneurs de la presse.

La création d'un pôle puissant, celui des propriétaires des médias, face au pouvoir politique, se traduit plus nettement par le contrôle de la télévision. Les relations entre la presse et la télévision se précisent avec la loi 1866/1989 qui prévoit la création et le fonctionnement de la télévision « non publique », à savoir la déréglementation⁹⁸ du service public de l'audiovisuel.

L'expérience grecque de la marchandisation du domaine audiovisuel en Grèce présente une particularité qui a contribué aux relations intimes entre la presse écrite et les médias audiovisuels. Le point intéressant de la loi 1866/1989 est l'article 4 qui déclare que les licences de fonctionnement des stations audiovisuelles seront accordées, de préférence, à des entreprises dont les actionnaires témoignent d'une expérience dans le domaine des médias et de la communication ainsi qu'aux collectivités locales. Etant donné que les organismes des collectivités locales ne disposent ni des capitaux nécessaires ni de l'administration et du savoir-faire afin de créer des stations télévisuelles⁹⁹, il est évident que les bénéficiaires de la loi sont alors les propriétaires de la presse écrite. Ils sont considérés comme expérimentés en matière de médias et donc plus aptes à s'intégrer dans le nouveau cadre médiatique. Comme le note S. Papathanassopoulos, dans presque tous les pays européens des petites ou des grandes entreprises médiatiques ont construit des liens avec la télévision. La Grèce donne un exemple représentatif car il n'y a pas de chaîne privée, ou presque, qui ne soit pas liée à un organisme éditorial ou de presse écrite¹⁰⁰.

scandale Koskotas marque alors la crise profonde que traversaient les relations entre le pouvoir politique et la presse écrite.

⁹⁸Comme le note I. Vovou « le changement des systèmes audiovisuels en Europe a été appelé 'déréglementation' tandis qu'en Grèce il est appelé 'libération' ce qui est révélateur des conditions politico-idéologiques de l'époque ». I. Vovou. *La démocratie à l'ère de la télévision. Les débats politiques à la télévision hellénique*. Thèse de doctorat, Université Paris III- Sorbonne Nouvelle, 2000, p. 68. De son côté S. Papathanassopoulos soutient que la déréglementation audiovisuelle grecque n'a pas été réalisée suite à une étude qui aurait prévu les aspects économiques et techniques d'une telle entreprise. En revanche, elle fut le résultat des enjeux politiques de l'époque sans aucune organisation ni programme. S. Papathanassopoulos. *En dérégulant la télévision* (en grec). Athènes : Kastaniotis 1994, p. 293.

⁹⁹ N. Leandros. *L'économie politique des médias de masse* (en grec). Athènes : Kastaniotis, 2000, p. 210.

¹⁰⁰ Selon S. Papathanassopoulos l'entrée de ces organismes dans le secteur audiovisuel résulte d'une logique d'augmentation des capitaux plutôt que de théories de type « complots intentionnels » qui auraient comme but final le contrôle de l'opinion publique. Cette opinion trouve sa justification dans le fait que l'activité économique dans un seul secteur médiatique comme la presse est devenue périlleuse pour l'amortissement des investissements. S. Papathanassopoulos. *En dérégulant la télévision... op.cit.*

Introduction

En juin 1989, le gouvernement de coopération entre la *Néa Dimokratia* (N.D.) et la coalition des partis de la gauche *Synaspismos tis aristeras kai tis proodou*, a annoncé que deux concessions temporaires seraient accordées. La première pour la création de la chaîne *MEGA Channel* gérée par l'entreprise *Tiletipos* qui a comme actionnaires cinq organismes de presse quotidienne grecs, l'Organisme Journalistique de Christos Labrakis (DOL, *Dimosiographikos Organismos Labraki*) et les éditeurs des journaux *ETHNOS* (Giorgos Bobolas), *KATHIMERINI* (Giannis Alafouzos), *MESSIMVRINI* (famille Vardinogiannis) et *ELEFTHEROTYPIA* (Christos Tegopoulos). La deuxième concession a été accordée au propriétaire de la station de radio *Antenna FM* et grand entrepreneur- armateur Minos Kyriakou qui fait figure de cas particulier n'étant pas propriétaire de journaux.

La nouvelle classe des entrepreneurs des médias ne tarde pas à étendre ses activités économiques dans d'autres domaines économiques de sorte que l'image des médias du début des années '90 ne rassemble en rien à celle du début de 2000. La déréglementation permet aux « barons de la presse » d'étendre leurs activités dans l'audiovisuel et même au-delà de celui-ci. Le domaine de la communication devient la pomme de discorde : les vieilles maisons d'édition se transforment en maisons multimédia (journaux, magazines, chaînes de télévision et stations de radio) à l'influence politique et sociale importante dont la recherche de maximisation de leurs profits passe par l'entrée en bourse et la création d'autres entreprises (de production, de diffusion, d'informatique, de production pour le cinéma et la télévision). Les propriétaires de ces entreprises médiatiques ne dépassent pas le nombre de dix (ceux qui sont entrés en bourse).

Ces évolutions dans l'espace médiatique se révèlent dans les trajectoires des propriétaires des entreprises médiatiques comprises dans notre corpus. Jetons brièvement un regard sur les cinq actionnaires de la chaîne privée *MEGA Channel* qui sont aussi les éditeurs de cinq journaux, également faisant partie de notre corpus, ainsi que sur l'éditeur de *ELEFTHEROS Typos* qui participe à une autre grande chaîne privée¹⁰¹.

Nous allons commencer par l'Organisme Journalistique Labrakis (DOL) qui est la plus grande compagnie d'édition en Grèce. L'organisme publie le quotidien du soir *TA NEA* ainsi que le journal quotidien du matin *TO VIMA*. Christos Labrakis, le propriétaire de l'organisme, a hérité du plus grand groupe de presse grec et a pu s'adapter à la restructuration économique du secteur : issu d'une grande famille d'éditeurs en Grèce et

appartenant à la classe des éditeurs traditionnels il est entré dans le domaine de l'audiovisuel (radio et télévision) après la déréglementation, et a développé son activité éditoriale avec la création d'une maison d'édition et d'un nombre considérable de revues lifestyle, revues féminines, art- décoration etc. Il se lance dans différents domaines de l'activité économique et devient l'un des principaux actionnaires du Megaro Mousikis d'Athènes (Palais de la Musique), l'une des institutions culturelles les plus importantes en Grèce.

Christos Tegopoulos publie dès 1975 le journal *ELEFOTHEROTYPIA*. Il vient du monde de l'édition sans appartenir à la classe des anciens patrons de la presse. Jusqu'à ce qu'il devienne actionnaire de la chaîne *MEGA*, Chr. Tegopoulos ne publie que le quotidien du soir *ELEFOTHEROTYPIA*. En 2000, il a déjà étendu ses activités avec la création de maisons d'édition, d'une société de productions pour la télévision, d'une société de télécommunications et d'une société de production d'image digitale.

Giannis Alafouzos fait partie de la nouvelle génération des entrepreneurs entrés dans le domaine des entreprises d'édition avec à son actif des entreprises dans le domaine de la construction et des transports maritimes. Issu d'une grande famille de cabotage, il rachète le journal *KATHIMERINI* qui appartenait à la maison d'édition Vlachos, l'un des noms les plus reconnus du monde de l'édition. Il est aussi le propriétaire de trois stations de radio. Par la suite G. Alafouzos crée la chaîne de télévision privée *SKAI channel*.

Le quatrième actionnaire de *MEGA channel* est Giorgos Bobolas, un grand entrepreneur de travaux publics, qui publie le journal *ETHNOS*. En 1990, G. Bobolas publie *ETHNOS*, *Ethnos tis kyriakis* et le magazine *Eikones*. En 2000, il crée une grande maison d'édition (Pigassos) qui publie le journal *ETHNOS* et plusieurs magazines, coopère avec la maison d'édition *Hachette Rizzoli* pour la publication de revues féminines, d'astrologie, de santé et d'automobiles, il dispose d'une maison de productions pour la télévision, et collabore avec l'Organisme des Editions Labrakis pour la publication de magazines et de journaux tandis qu'il possède une agence de diffusion.

La famille Vardinogiannis est l'une des plus grandes familles d'entrepreneurs en Grèce. Elle est propriétaire du journal *MESSIMVRINI*, d'une équipe de football parmi les plus populaires, d'une compagnie de vidéo diffusion (*Audiovisual*), d'un bon nombre de

¹⁰¹ Il s'agit de la chaîne privée *ANTENNA* qui ne sera pas examinée dans ce travail.

compagnies de navigation et de *Motor Oil Hellas*, la première compagnie de pétrole pour les ventes en Grèce. Vardinogiannis qui a compté parmi les cinq actionnaires de *MEGA channel* est aussi l'actionnaire principal de maisons d'éditions et de la chaîne privée *STAR channel*, avec la fondation Voudouris, éditeur du journal *ELEFTHEROS Typos*. Aris Voudouris, homme d'affaires ayant des activités diverses dans l'immobilier et la construction, n'est pas parmi les cinq actionnaires de *MEGA Channel*. Il publie *ELEFTHEROS Typos*, fondé en 1983 qui est clairement proche du parti de la N.D. sans qu'il en soit, néanmoins, l'organe officiel.

Nous constatons donc, d'une part des relations d'interdépendance entre la grande presse et la télévision et de l'autre, ce qui est le plus important, l'activité économique grandissante des quelques grands éditeurs de la presse. Cette évolution amène la presse écrite à faire peu à peu un retour à un discours polarisé, en raison des liens entretenus par les propriétaires avec le pouvoir politique, afin qu'ils puissent continuer à exister, pour cause de large ouverture économique, sur le marché. Le processus d'autonomie des entrepreneurs face au pouvoir politique qui a transformé le discours polarisé en discours consenti finit par devenir une forme de dépendance du pouvoir politique touchant également le caractère du discours tenu par la presse de sorte que la polarisation de la presse, à la fin des années 90, ne ressemble pas à ce qu'elle était dans les années 80¹⁰².

Sans exclure les paramètres purement économiques ou les influences internationales pesant sur les changements du paysage médiatique, nous pensons que la télévision par son poids spécifique a affecté les évolutions dans le domaine des médias en Grèce.

2.2.2. La prédominance de la télévision dans le domaine de l'information

La télévision est en Grèce la source d'information la plus populaire. D'après la recherche de AGB¹⁰³ en 2001, 87% des ménages dispose d'un poste de télévision, tandis qu'en 1999 le pourcentage était de 78,5%. En outre, en janvier 2001 la moyenne quotidienne du temps d'audimat est de 262 minutes. L'Enquête Panhellénique sur les comportements de lecture montre aussi que 86,4% de la population grecque, à partir de 15 ans, regarde la télévision sur une base quotidienne -dont 90% regarde les journaux

¹⁰² Cf. Chapitre 2 de ce que l'on appelle la « polarisation de la presse ».

¹⁰³ AGB hellas TV Yearbook 2001-2000, source *Mediaview*, janvier –février 2002, n°13.

télévisés- tandis que respectivement le pourcentage pour la presse écrite est de 28,1%¹⁰⁴. Parmi la population usant des médias deux à trois fois par jour, la prédominance de la télévision est là encore constatée : dans ce cas, la même recherche estime le pourcentage de la télévision à 95,6% et celui de la presse écrite à 43,1%.

Au-delà des raisons du renforcement de la prégnance de la télévision dans le champ médiatique, le fondement principal de son capital est sa position hégémonique sur le marché publicitaire. En Grèce, le marché publicitaire connaît un essor important à partir de 1975 tant au niveau des prix courants qu'au niveau des prix imposés¹⁰⁵. En 1999, la distribution des dépenses publicitaires se répartit ainsi : 19,4% pour la presse, 28,9% pour les presse magazine, 5,2% pour la radio et 46,5% pour la télévision¹⁰⁶. Un autre aspect du rôle de la publicité et de la participation de la télévision est l'évolution du nombre des messages publicitaires lors de la période 1989-1998¹⁰⁷.

La prédominance de la télévision sur le marché publicitaire a affaibli le taux de participation de la radio qui, de 18% en 1970, atteint 6,7% en 1975 pour se limiter à 5,1% en 1995. En revanche, la presse s'est mieux adaptée à la compétition de la télévision ; le taux de participation de la presse et des revues au marché publicitaire reste toujours en hausse. Cependant il reste inférieur (15,3% en 1996) par rapport à d'autres pays européens (41,8%) tandis que la participation au marché publicitaire de la télévision est supérieure en Grèce (52% en 1996) par rapport aux pays européens (24,9%)¹⁰⁸.

Une recherche d'Eurobarometre nous renseigne sur les taux d'audience en comparaison des pays européens. On constate que 71% de la population grecque regarde les journaux télévisés quotidiennement tandis que respectivement la moyenne pour les pays de l'Union Européenne est de 68%. La prédominance de la télévision dans le domaine de l'information est bien illustrée, si on prend en considération la faible pénétration de la presse écrite et de la radio dans le public: ainsi seuls 17% de la population grecque utilise quotidiennement la radio comme source d'information (la moyenne pour les pays de

¹⁰⁴Nous pouvons ajouter que les pourcentages pour la radio, les livres et les magazines sont respectivement de 56,2%, 11,8% et 7,9%. Source EKEVI (1999) dans N. Leandros. *L'économie politique...*, op.cit. p. 295.

¹⁰⁵ N. Leandros. *L'économie politique...*, op.cit. p. 274.

¹⁰⁶*The European Advertising and Media Forecast*, 5 (1), Avril 1990.

¹⁰⁷Leur nombre a augmenté de 129 messages publicitaires en 1989 à 1.286 en 1995 et à 2.143 en 1998. D'après N. Leandros cette augmentation radicale est due à la multiplication des chaînes de télévision, la diffusion des programmes matinaux, l'augmentation des heures d'émission mais aussi la transfusion des régulations européennes portant sur la délimitation de la diffusion des messages publicitaires.

l'Union Européenne est de 68%) et seul 16% lit les journaux quotidiennement (la moyenne pour les pays de l'Union Européenne est 42%).¹⁰⁹

Les journaux télévisés jouissent dans la télévision grecque d'un régime exceptionnel qui mérite d'être mentionné. Tout d'abord, ils bénéficient dans la grille de programme, de la plus grande audience¹¹⁰. Ensuite, les journaux télévisés font partie des émissions les plus populaires tant pour les hommes que pour les femmes. Ceci est en vigueur pour tous les groupes sociaux, et toutes les catégories du public par groupe d'âge¹¹¹. C'est pour cela que les journaux télévisés sont considérés comme un des programmes les plus importants pour le succès de chaque chaîne de télévision.

La prédominance des journaux télévisés dans le domaine de l'information est le produit d'une forte concurrence entre les chaînes de télévision, ce qui a conduit, tout d'abord, à l'élargissement de la durée de la diffusion des journaux télévisés et à l'augmentation du temps occupé par le secteur de l'information et, ensuite, à l'esthétisation du contenu des journaux télévisés.

La concurrence entre les chaînes de télévision privée a commencé à s'intensifier en 1994 lorsque deux nouvelles chaînes privées, *SKAI tv* et *STAR Channel*, se sont ajoutées à *MEGA Channel* (première diffusion le 29 novembre 1989) et *Antenna* (première diffusion le 31 décembre 1989) qui étaient les premières chaînes de télévision privée à audience nationale. Les journaux télévisés entrent peu à peu dans la zone horaire de forte audience de télévision et se transforment en champs très concurrentiels¹¹². La splendeur acquise par les journaux télévisés intensifie la concurrence entre les chaînes spécialement après l'arrivée en 2000 d'encore deux chaînes télévisées à audience nationale, *TEMPO* (première diffusion le 30 décembre 2000) et *ALTER* (première diffusion le 28 octobre 2000).

¹⁰⁸ Source European Audiovisual Observatory, Statistical Yearbook, 1998, cité par N. Leandros. *L'économie politique...*, p. 277.

¹⁰⁹ Eurobarometer : Public Opinion in the European Union. Report number 53, (Brussels : DG/10 European Commission), p. 68-69, cité par M. Madianou. Identité Nationale et le discours télévisuel : Kosovo dans la télévision grecque. *La communication politique en Grèce* / ed. par Nikos DEMERTZIS. Athènes : Papazisis, 2002, p. 327-366, p. 340.

¹¹⁰ Enquête de Taylor Nelson dans *Vimagazino*, 16/6/2002.

¹¹¹ Seule exception les groupes d'âge entre 15 et 24 ans qui préfèrent les films étrangers. N. Leandros. *L'économie politique...*, *op. cit.*, p. 299.

¹¹² L'effet de la compétitivité galopante dans le secteur de l'information a établi, entre autres, un genre nouveau de journalistes, les présentateurs - vedettes, qui ayant des rémunérations élevées et jouissant d'une médiatisation équivalente à celle des acteurs ou des autres stars de la télé, ont totalement personnalisé le journal télévisé.

L'arrivée de la chaîne privée *SKAI* a introduit des changements multiples dans le contenu¹¹³ et la durée des journaux télévisés ainsi que de nouvelles pratiques dans la présentation des nouvelles¹¹⁴. *SKAI Channel* a commencé à diffuser en tant que chaîne d'information continue (70% de la chaîne était consacré à des journaux télévisés et à des émissions politiques). Pourtant ce modèle de chaîne « à infos » n'a pas réussi à s'imposer et *SKAI* après deux ans de fonctionnement s'est tournée vers la production d'un programme varié.¹¹⁵

Ainsi alors que les journaux télévisés du soir étaient, à l'époque, d'une durée de 40 minutes, la durée du journal télévisé de *SKAI* était de deux heures. La réaction des autres chaînes de la télévision privée fut celle de l'augmentation de la durée des journaux télévisés principaux, qui, dès lors, commencèrent plus tôt tout en allongeant leur durée totale. Notons que les journaux télévisés principaux commençaient, en 1989, à 20 :30 et duraient environ une demi-heure : chaque journal contenait de 16 à 20 sujets en moyenne. Les deux grandes chaînes de télévision privée (*MEGA* et *ANTENNA*) sont passées de la durée de quarante minutes en 1995 à une heure en 1997 et une heure et vingt minutes en 1999. A l'époque de notre recherche la durée des journaux télévisés est d'une heure et trente minutes : chaque journal comprenait de 25 à 30 sujets en moyenne.

Le prolongement de la durée des journaux télévisés s'accompagne d'une autre évolution : dès 1993, le temps total pris par le secteur d'information dans le programme de toutes les chaînes télévisées augmente continuellement. D'après G. Pleios¹¹⁶ cette augmentation du temps occupé par les émissions d'information est une conséquence de

¹¹³ Nous allons voir dans le chapitre 2 que l'arrivée de la chaîne de télévision, *SKAI* a introduit des changements dans le contenu de l'information ; les « questions sociales » occupent désormais le devant de la scène. Ce « tournant » télévisuel marque aussi une division du travail entre la télévision privée et la presse écrite.

¹¹⁴ *SKAI channel* a aussi introduit dans le champ journalistique de nouvelles « pratiques », techniques et structurelles, pionnières pour les journaux télévisés. Tout d'abord les « fenêtres », c'est à dire de courtes interviews en duplex de diverses personnes au cours du journal télévisé, apparaissent pour la première fois sur cette chaîne. Durant cette période, apparaissent aussi les liaisons en direct. Cette tactique a abouti à des interruptions continues qui donnaient aux téléspectateurs l'impression que la chaîne se trouvait toujours aux différents endroits où se déroulaient les événements. Les autres chaînes ont introduit de brefs journaux d'information d'une minute dans la zone de forte audience de la soirée pour renforcer le secteur d'information et donner l'impression de suivre continuellement les événements.

¹¹⁵ Le présentateur de son journal télévisé justifie cet échec : «La Grèce n'est pas un pays comme les Etats unis pour avoir une telle production d'informations et avoir la possibilité de faire des liaisons avec 15 capitales européennes.». Interview de Athanassiadis Thanassis à *TV guide* annexe du quotidien *TO VIMA*, 8/09/2002.

¹¹⁶ G. Pleios. La privatisation des médias et la configuration du discours politique télévisuel. *La communication politique en Grèce* (en grec) / ed. par Nikos DEMERTZIS, *op.cit.*, p. 235-280, p. 269.

l'arrivée de la télévision privée. Avant celle-ci le prolongement du temps de programmation à la télévision publique concernait la programmation d'émissions culturelles (qui sont plus coûteuses). L'arrivée de la télévision privée en 1989 renverse ces habitudes ; dorénavant, l'allongement de la programmation est lié à l'augmentation des émissions d'information, fait qui influence aussi la chaîne publique qui, en 1985, consacrait 77,52% de sa programmation aux émissions culturelles et seulement 22,48% aux émissions d'information.

La production d'un journal télévisé est bon marché ; par conséquent, étant donné les problèmes économiques affrontés par les chaînes, l'information s'est avérée un moyen d'y faire face : « [...] des problèmes économiques pour les chaînes de télévision les conduisent à une réduction des productions onéreuses et à l'augmentation des talk-shows et des émissions d'information. L'homogénéisation dans la composition du programme télévisé devient la règle et progressivement la stratégie de survie des chaînes se résume en un tournant vers les sujets d'information à caractère distrayant (par exemple la mode, la vie privée des gens célèbres etc)[...] La tendance à l'info-spectacle s'est manifestée depuis l'an 2000 avec des phénomènes d'extrême exagération et dramatisation, de personnalisation des informations et parfois la création de pseudo événements et de reportages montés de toutes pièces, destinés à impressionner ¹¹⁷».

Afin que les journaux télévisés puissent occuper le temps respectable d'une heure et quarante minutes au coût le plus bas ils sont amenés à changer de contenu. Un journal télévisé court, souple, structuré autour de reportages est plus coûteux car il a besoin d'un mécanisme avec des journalistes rodés aux techniques de reportage et des productions coûteuses¹¹⁸. Le prolongement du temps des journaux télévisés et des émissions d'information coïncide avec l'esthétisation¹¹⁹ des événements : la connexion organique des dimensions d'information et du divertissement qui, dans le cas de la télévision publique restaient séparées, constituent des caractéristiques structurelles du discours de la télévision privée. Les journaux télévisés commencent à intensifier la présentation dramatisée des informations en ajoutant un fond musical et des titres dramatiques accompagnant les

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Reportage dans le *TV Guide*, complément sur la télévision du journal *TO VIMA*, 31/03/2002, p.13.

¹¹⁹ Cette esthétisation de l'information va de pair avec l'esthétisation de l'architecture de l'espace. Ainsi la structure esthétique du journal télévisé comporte aussi le décor, l'éclairage scénique, le langage du présentateur, sa tenue, le positionnement des gens dans le studio et le choix des invités qui doivent être « aimés par la caméra », G. Pleios. *La privatisation... op. cit.*, p. 271-272.

informations importantes. Pendant la période de notre recherche (en 2001) le journal télévisé de la chaîne privée *MEGA* ne s'occupe pas seulement des sujets politiques et sociaux, mais aussi culturels et notamment de thèmes life-style (portant sur les activités des stars de Hollywood et des personnalités grecques, chanteurs, acteurs etc)¹²⁰.

Cependant, le prolongement de la durée et des infos-spectacle n'élargit pas le public des journaux télévisés. Depuis 1997 les audiences des journaux télévisés subissent une chute légère. « La part d'audience d'une minute, qui atteignait environ 11% en 1995, pour les deux chaînes *MEGA* et *Antenna* baisse à 7% en 2001¹²¹ ». Comme le note le journaliste T. Teloglou « les journaux télévisés ont perdu de 1997 à 2002 environ de 350.000 à 450.000 téléspectateurs¹²² ». Le changement de l'heure et du contenu des journaux télévisés a abouti au déplacement de son auditoire composé de la population active vers la population inactive avec pour conséquence une adaptation aux téléspectateurs plus âgés. Les groupes d'âges de 25 à 44 ans donnent 20% en moins d'audience que ceux supérieurs à 45 ans¹²³.

En 2003, après un vif débat autour de la « déchéance » de la qualité des journaux télévisés, ceux-ci changent avec l'ajout dans le programme du journal télévisé de discussions en studio entre des journalistes et des hommes politiques sur des questions politiques et sociales. Le but est encore une fois de « remplir » le temps au coût le plus bas possible.

¹²⁰ Il s'agit de cet ensemble de thèmes que nous avons appelé des « problèmes non publics » qui pendant la période de notre recherche sont très florissants dans les journaux de la télévision privée. Dans les annexes nous présentons ce type d' « infotainment » dans l'analyse quantitative des agendas des journaux télévisés grecs. Cf. Annexe II :Les agendas médiatiques.

¹²¹ R. Panagiotopoulou. Informations..., *op.cit.*, p. 138.

¹²² Voir T. Teloglou. Les journaux télévisés perdent leurs spectateurs (en grec), *TO VIMA tis Kyriakis*, 17/03/2002, p. A36.

¹²³ *Ibid.*

Le plan de l'étude

Le plan de cette étude comprend deux parties. Les parties correspondent aux deux moments des processus d'émergence. D'une part, les conjonctures routinisées où l'émergence et l'expansion des questions politiques sont régies par l'asymétrie des rapports de force entre les entreprises politiques. D'autre part, les conjonctures non routinières où la dynamique de l'agenda politique est influencée par l'expansion incontrôlée des questions politiques.

La première partie présente une typologie des mobilisations des quatre partis politiques parlementaires fondée sur l'analyse des stratégies. On verra quels sont les principes de sélection des problèmes structurant les offres partisans et l'offre gouvernementale, les ressources et les stratégies de communication et l'effectivité de celles-ci. Nous allons présenter l'« offre gouvernementale », l' « offre de l'opposition majoritaire », les « offres de l'opposition minoritaire » et l' « offre parlementaire » en tant que processus d'émergence fondés sur des activités stratégiques de sélection, de hiérarchisation de communication et de définition des problèmes. Les médias y participent en fonction de leurs priorités et contraintes. Nous allons dans cette première partie présenter certains éléments de l'espace médiatique grec pesant sur le choix des questions politiques. Nous allons considérer comment les concurrences et autres contraintes de l'espace médiatique conditionnent le choix des problèmes.

Dans la deuxième partie, nous nous focalisons sur le mode d'expansion des problèmes publics à partir toujours des modes de mobilisation des agents. Une controverse intrapartisane, une crise des politiques publiques et des crises à impulsion médiatique sont utiles afin de montrer comment ces conjonctures affectent la dynamique de l'agenda. Les stratégies des fractions partisans, les mobilisations syndicales et la constitution en problèmes publics d'événements dramatiques par les journalistes activent les relations de concurrence intra et inter-partisanes et amènent à des expansions qui touchent le champ de la décision politique.

PREMIERE PARTIE

LES OFFRES POLITIQUES EN CONJONCTURES ROUTINISEES

Introduction

Nous allons dans cette première partie établir une typologie des offres partisans au sens où l'entendent D. Gaxie et P. Lehingue lorsqu'ils soulignent que « l'offre consiste dans l'exposition et la tenue de discours, pouvant éventuellement intéresser la création des biens collectifs sur les champs et marchés du pouvoir politique.¹²⁴ » La production de l'offre devient un moyen d'action pour les partis politiques au travers duquel ils cherchent à se différencier et se positionner sur le marché politique.

Il s'agit à partir de ces offres partisans de suivre, ce que nous avons appelé processus d'émergence *directement par des acteurs politiques*, la façon dont les acteurs politiques se mobilisent pour faire émerger des problèmes et des définitions dans le champ politique, selon des objectifs politiques divers. Les mobilisations stratégiques des acteurs politiques ne visent pas exclusivement à l'*émergence complète* des problèmes (dans le champ de la décision politique) mais notamment à l'*émergence complémentaire* dans le champ médiatique, dans les agendas partisans concurrents, dans les mouvements sociaux. Nous allons également observer l'offre parlementaire dont l'analyse s'avère utile à des fins de comparaison. Les objectifs politiques des députés n'étant pas les mêmes que ceux des groupes dirigeants des partis auxquels ils appartiennent, les conditions de la production et de l'émission de l'offre changent également.

Cependant, l'espace politique est bien structuré et hiérarchisé. Attardons-nous un peu sur ce point.

La chute de la dictature des colonels (1967-1974) donne naissance à la troisième République Hellénique, une république parlementaire dans laquelle le Président de la République est considéré comme le « régulateur » du système parlementaire. Le Premier Ministre¹²⁵ est responsable devant la Vouli, assemblée unique de 300 députés élus pour quatre ans selon un scrutin proportionnel « renforcé » accentuant les majorités. Comme la loi électorale ne permet pas des gouvernements de coalition, le parti gouvernant majoritaire prédomine dans les institutions politiques en rassemblant le pouvoir exécutif.

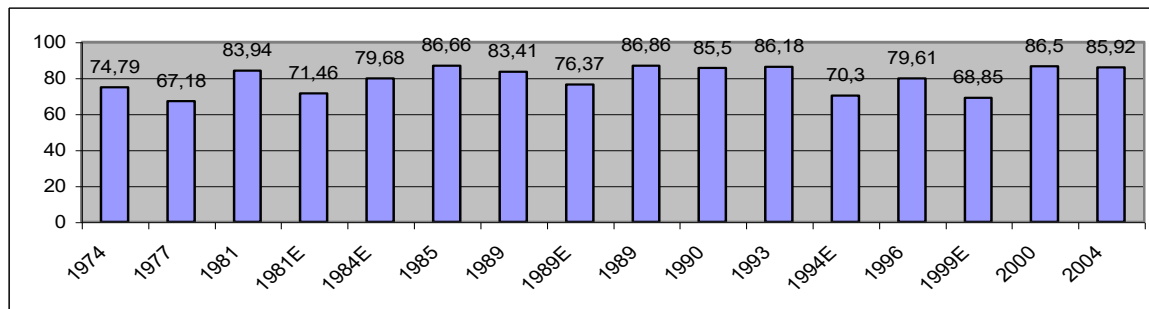
¹²⁴ D. Gaxie, P. Lehingue. *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*. Paris : Presse Universitaire de France, 1984, p.119.

¹²⁵ Jusqu'à maintenant les Premiers Ministres ont tous, parallèlement, dirigé le parti gouvernant.

Des politistes grecs classent le système politique grec dans la catégorie des systèmes bipartites. Une période de dix mois au total de gouvernement par des gouvernements de coalition (juin 1989- avril 1990) n'a pas pu altérer cette caractéristique principale du gouvernement en Grèce. Selon T. Pappas « les évolutions des deux dernières décennies confirment que les deux partis politiques (PA.SO.K. et N.D.) contrôlent tous les deux des pourcentages importants de votes (84,8% en moyenne pour la période 1981-2001), ainsi que des sièges parlementaires (92,8% en moyenne pour la même période) ¹²⁶».

Notre recherche se situe entre les élections législatives d'avril 2000 dont le parti socialiste grec, au pouvoir depuis 1993, sort une fois encore vainqueur, et les élections législatives de mars 2004, où le parti de la N.D. prend le pouvoir après dix ans de gouvernement socialiste¹²⁷. Le tableau ci-dessous révèle les pourcentages importants de votes pour les deux partis de gouvernement dès 1974 à 2004. La seule conjoncture d'affaiblissement de cette structure stable et continue pour une si longue période de la vie politique, est la conjoncture des élections européennes qui donne une meilleure place aux petits partis politiques.

Tableau 1 Les pourcentages du bipartisme en Grèce



Source : G. Mavris : *Le bipartisme après les élections*, KATHIMERINI, Mardi 9 mars 2004

Le tableau indique les pourcentages concentrés aux élections législatives et aux élections européennes (E)

La différence entre les deux partis, qui depuis les élections de 1981 sont restés les mêmes, à savoir le parti socialiste (PA.SO.K.) et le parti de la droite (N.D.), se déploie sur

¹²⁶ T.S. Pappas. Le système partisan et la compétition politique en Grèce : 1981-2001. *Elliniki Epitheorisi Politikon Epistimon*, mai 2001, n° 17, p. 71-102, p. 87.

¹²⁷ Le parti de la ND a gagné les élections de 1974 et 1977 sous la direction de son fondateur Konstantinos Karamanlis, il a perdu les élections de 1981 et 1985 contre le PA.SO.K., qui arrive pour la première fois au pouvoir en 1981, il prend de nouveau le pouvoir de 1990 à 1993. Il s'agit donc d'une longue période ininterrompue de gouvernement du parti socialiste.

une échelle qui va de 12,19% en 1981, à 4,98% en 1985, 7,59% en 1993, 3,37% en 1996, en atteignant le pourcentage le plus bas de 1,06% en 2000 pour revenir à 4,82 en 2004. Bien que troisième pôle du système politique, les deux partis de la gauche (le parti communiste K.K.E. et Synaspismos) ne concentrent de forts pourcentages que lors des élections européennes. La plus forte présence de la Gauche aux élections législatives est observée aux élections de 1989 et 1990 (13,13% et 10,28% respectivement) quand les communistes orthodoxes et les réformateurs formèrent la coalition des partis politiques de la gauche (voir le Chapitre 3).

Ce rapport de force bien établi entre les partis politiques influence les objectifs des stratégies partisanes, qui consistent à choisir, définir et communiquer des problèmes publics et les expansions de ceux-ci. Cependant, la dynamique d'émergence des problèmes publics dans l'espace public n'est pas influencée seulement par les stratégies partisanes, les ressources dont les partis sont dotés et les positions occupées mais aussi par les stratégies des médias, les routines et les pratiques journalistiques et les agendas médiatiques.

Dans cette première partie, nous aurons l'occasion d'examiner ces conditions de l'espace médiatique grec pesant sur la sélection et la définition des problèmes. Nous allons, tout d'abord, considérer les stratégies différentes des entreprises médiatiques, qui influencent les agendas médiatiques, car le profil que chaque journal ou chaîne de la télévision cherche à établir, afin de se positionner sur le marché médiatique, devient un filtre entravant ou facilitant les questions politiques. Par la suite, c'est la division du travail entre la presse écrite et la télévision privée qui est d'une importance majeure : la presse écrite produit un agenda plus politique tandis que celui de la télévision privée est plus social. Les partis font usage de cette division selon leurs objectifs politiques : l'opposition majoritaire désirant promouvoir les questions sociales prend appui sur l'agenda de la télévision privée tandis que les partis de la gauche et les parlementaires font usage de l'agenda de la presse écrite qui fait émerger des questions politiques et est considéré comme plus crédible que celui de la télévision. La presse écrite jouit d'une position valorisée dans l'espace médiatique même si la télévision est le média le plus populaire. La crédibilité de la presse fait de celle-ci une source importante de sélection des problèmes tant pour la télévision que pour les acteurs politiques. Enfin, il s'agit d'examiner les routines et les pratiques journalières dans la formation de l'actualité politique, conditions amenant aux croyances professionnelles concernant la production des nouvelles.

Chapitre 1.

Les fondements du pouvoir symbolique du parti gouvernant

Nous allons dans ce premier chapitre examiner ce que nous appelons modèle d'offre gouvernementale. Il s'agit de la façon dont le gouvernement se mobilise pour contrôler l'agenda politique et légitimer son action. Sa mobilisation consiste en exercer une influence sur l'actualité politique afin de maintenir son hégémonie politique dans le champ de la compétition politique.

Les détenteurs du pouvoir doivent faire face à de multiples contraintes et événements dans l'exercice quotidien du pouvoir et le plus souvent s'en voient imputer la responsabilité. Ces facteurs les prédisposent à mettre en oeuvre des stratégies qui consistent à gouverner l'attention portée aux questions politiques et à la définition de celles-ci. Il s'agit d'un ensemble d'efforts visant à contrôler les informations et les définitions des situations politiques, sur lesquelles les médias et les autres acteurs politiques interviennent par la production de leurs propres offres.

Le gouvernement s'appuie notamment sur des ressources liées à sa position institutionnelle qui sont d'une forte valeur dans la lutte politique quotidienne. J. Gerstlé commente à propos de ces ressources : « Il faut bien reconnaître que les gouvernants disposent d'un arsenal pour orienter voire manipuler cette attention publique qui reste hors du commun. Indépendance des gouvernants, survisibilité sociale, continuité de l'Etat constituent trois conditions de possibilité majeures pour assurer la faisabilité de la gouvernance de l'attention publique. L'agenda des gouvernants prend appui sur l'information quotidienne. Il bénéficie d'une prime de visibilité permanente, certes à double tranchant et on peut supposer que le poids privilégié qu'il acquiert par sa médiatisation lui confère de la légitimité. Le contrôle de l'attention publique participe donc déjà du travail de légitimation de l'action des gouvernants.¹²⁸»

Les gouvernants assurent non seulement le contrôle de l'attention publique mais aussi l'écartement des offres et des définitions compétitives à propos des enjeux qui sont stratégiquement mis en avant. Cette efficacité repose, en partie, sur la coordination de l'attention médiatique. La vulnérabilité des médias est fonction de la valorisation des

¹²⁸ J. Gerstlé. *La communication...*, *op. cit.*, p. 111.

sources gouvernementales riches en informations à un faible coût pour les journalistes, des routines et des pratiques du travail journalistique et des dépendances des entreprises médiatiques. La captation de l'attention médiatique a des effets sur les autres acteurs politiques qui voient leurs marges d'influence sur l'agenda gouvernemental délimitées car ils n'arrivent pas à rendre, sur les domaines accaparés par le gouvernement, leurs propositions saillantes et compétitives. Nous allons examiner dans les autres chapitres de cette première partie comment les autres partis politiques cherchent à rendre leurs offres compétitives par la production d'offres discriminantes.

1. Les métamorphoses de l'offre socialiste ¹²⁹

Pour mieux éclaircir ce processus d'influence des gouvernants sur l'agenda politique, nous allons tout d'abord, restituer les variables pesant sur l'élaboration de l'offre du parti au pouvoir, du PA.SO.K., voire les conditions influençant le travail de sélection des catégories prioritaires.

Il faut ainsi repérer en quoi le changement du leader du parti (en 1996) affecte l'offre socialiste produite et stratégiquement émise: on passera successivement en revue les déplacements programmatiques du parti, dus au changement de son leadership, les déplacements de sa base sociale qui y sont liés, les priorités socialistes d'après les élections de 2000 et l'influence exercée par les « prétendants », l'opposition majoritaire, et enfin l'émission d'une offre stratégiquement mise en avant en fonction du maintien de l'hégémonie politique. Plus particulièrement, nous allons restituer les conditions de « rupture » de 1996 au sein du PA.SO.K., qui touchent non seulement le parti socialiste (offre, base sociale, controverses intrapartisanes entre les « modernisateurs » et les autres fractions¹³⁰) mais aussi l'ensemble de l'espace de la compétition politique. Nous verrons, par la suite, les priorités (celles-ci dérivant d'un travail de tri et de codage) que le groupe dirigeant du parti socialiste met en avant associées aux stratégies de la communication de l'offre au quotidien.

¹²⁹ En tant qu' « offre socialiste » nous allons considérer à la fois l'offre du gouvernement et l'offre du parti. Les marges de manœuvre d'une offre différenciée par le parti restent faibles.

¹³⁰ La controverse entre les fractions qui s'opposent à l'imposition du groupe dirigeant des modernisateurs est l'objet du chapitre 5 de la deuxième partie de cette étude.

En considérant avec M. Offerlé les activités programmatiques des partis comme « le produit de la concurrence que se livrent dans les espaces partisans, les champs et les marchés politiques, ceux qui sont en lutte pour les trophées politiques ¹³¹», nous allons souligner ici deux points essentiels en tant que conditionneurs de la production de l'agenda gouvernemental : tout d'abord, que les produits politiques sont objets d'un travail de sélection et de codage, et que donc leurs propriétés ne sont pas « intrinsèques » ; en deuxième lieu, l'importance des produits politiques est acquise relationnellement, dans le cadre de l'interdépendance dans le champ de la compétition des partis.

1.1. Le tournant politique au sein du PA.SO.K.

En 1996, le fondateur du parti socialiste et leader du parti qui a emporté les élections de 1981, 1985 et 1993, Andréas Papandréou, a des problèmes graves de santé et son entourage l'incite à démissionner du poste de Premier Ministre. Le groupe parlementaire du parti gouvernant élit, à ce dernier, Konstantinos Simitis (1995). En juin 1996, après le décès de A. Papandréou, le quatrième congrès du parti élit Konstantinos Simitis président du parti. Un peu plus tard, en septembre 1996, K. Simitis, en tant que leader socialiste, remportera les élections législatives.

Le successeur de Papandréou a été l'un des membres fondateurs du parti socialiste en 1974 et il fut ministre de l'Agriculture, de l'Economie, de l'Education, de l'Industrie, de l'Energie, de la Technologie et du Commerce. Il est important de noter que K. Simitis, professeur de Droit à l'Université Panteion d'Athènes, n'est pas devenu leader à la « faveur d'un parrainage ¹³² » ; il a cessé d'être un des collaborateurs proches de A. Papandréou quand il est devenu l'un des opposants les plus critiques de la politique et de l'entourage de A. Papandréou. Dès 1994, K. Simitis et trois autres membres éminents du parti socialiste forment le « groupe des quatre », la fraction partisane la plus dynamique et la plus contestataire face à la politique de A. Papandréou au sein du groupe socialiste.

¹³¹ M. Offerlé. *Les partis politiques*. Paris : PUF, 2002, 4ème édition, p. 94.

¹³² M. Offerlé note à propos des titulaires de position de pouvoir : « Certains y sont à l'essai, d'autres ont acquis là un bâton de maréchal récompensant de bons et de loyaux services, d'autres sont là par la faveur d'un parrainage toujours révocable, d'autres encore comme vitrines symboliques du passé de l'organisation, d'autres comme représentants d'intérêts sociaux valorisés dans le parti, d'autres enfin parce qu'il est nécessaire qu'ils soient là afin que les décisions communes qui sont prises dans ces instances leur soient également imputées ». M. Offerlé. *Les partis...*, *op.cit.*, p. 66.

En revanche, les autres candidats à la « course à la succession », A. Tsochatzopoulos, G. Arsenis et G. Charabopoulos étaient parmi les collaborateurs les plus proches de A. Papandréou. A l'époque, A. Tsochatzopoulos apparaissait comme le « favori », comme détenteur des ressources partisans valorisantes dans la course à la succession : il était secrétaire du parti et par conséquent de par sa position était doté d'une influence au sein de la machine du parti, de surcroît il était l'homme le plus proche de A. Papandréou. A. Tsochatzopoulos perd la course à la succession, au deuxième tour, d'une voix en faveur de K. Simitis¹³³.

Le nouveau leader ne dispose pas de ressources partisans importantes, mais du capital accumulé par ses positions ministérielles, considérées comme les plus légitimes, et de ressources personnelles et politiques dans les réseaux externes au parti. En s'appuyant sur ces ressources, K. Simitis essaiera de modifier l'orientation politique du parti. En 1996, le PA.SO.K. affirmera sa victoire aux élections loin de la « guidance » de Andréa Papandréou. Le nouveau dirigeant est qualifié, dans les discours journalistiques de l'époque (mais il s'agit aussi des qualités que K. Simitis met en avant dans le jeu politique) de « technocrate », « pro européen », « assidu » et fortement « déterminé dans ses objectifs » et comme porteur d'un agenda clairement fixé et cohérent axé sur la « modernisation ».

La « modernisation » est un concept qui trouve des partisans au sein des intellectuels, des journalistes, des pro-socialistes ou d'une tranche de la gauche attirée par cette idée du changement politique et social de la Grèce moderne. K. Simitis s'appuiera sur ces alliances pour mettre en avant la « modernisation » et il mobilise « le courant modernisateur » dans sa stratégie de positionnement à la course à la succession.

Bien avant la course à la succession de 1996, K.Simitis fonde, en 1991, l'O.P.E.K.¹³⁴, le Groupe de Pensée pour la Modernisation de la Société, qui continuera d'exister après sa victoire aux élections législatives de 1996. Seules trois signatures du manifeste de ce groupe viennent du PA.SO.K. ; les autres partisans et signataires sont soit des non-inscrits, soit des membres de la gauche pro européenne. Dans le cadre de ce

¹³³ D'après Tassos Pappas, rédacteur politique au journal *ELEFTHEROTYPIA*, « K. Simitis a été sous-estimé dans la course à la succession par ses adversaires. Sûrs de leur victoire, ils n'ont pas fait une bonne gestion de leurs forces partisans et se sont divisés. Ainsi, la victoire de Simitis, que ses adversaires appelleront ensuite le « comptable de Bruxelles » n'était pas tant une 'demande sociale' comme ses partisans l'ont soutenu mais le produit d'une forte carambole. » T. Pappas. *PA.SO.K. de leur futur* (en grec), Athènes : Polis, 2004, p. 40-41.

¹³⁴ En grec, *Omilos Provlmatismou gia ton Eksichronismo tis koinwnias*.

groupe, une activité de publications, l'organisation de manifestations constituent des pratiques politiques visant à la propagation de la « modernisation » comme nouvelle vision politique.

Les signataires et les participants à ce groupe de pensée, et plus largement les partisans de la « modernisation » y investissent une nouvelle « culture politique » et une nouvelle position, renforcée, de la Grèce au sein de l'Europe. Dans ce registre, le postulat de la « modernisation » constitue plutôt un produit politique résultant de l'action des groupes intellectuels¹³⁵ et politiques mis en avant par K. Simitis dans la course à la succession. La catégorie « modernisation » sera présentée en référence à une offre politique et à un nouveau groupe dirigeant sur la scène politique, et orientera d'une façon déterminante la compétition politique pour les deux mandats de K.Simitis de 1996-2000 et de 2000-2004.

1.1.1. Le déplacement programmatique vers la catégorie politique « modernisation »

Le postulat de la « modernisation » n'apparaît pas pour la première fois sous le gouvernement de K. Simitis. La « modernisation » imprègne les discours politiques tout au long de la période qui succède au changement de régime en 1974 ; mais c'est lors des élections de 1996, puis de 2000, qu'elle devient pour la première fois la catégorie prioritaire structurant l'offre du parti socialiste.

La « modernisation » part de deux postulats. D'abord, celui de l'intégration de la Grèce à l'Union Européenne, strictement liée à l'adoption de la politique monétaire telle que codifiée dans le 'Pacte de Stabilité' que le gouvernement grec a signé avec l'Union Européenne dans le cadre du maintien dans la zone Euro. Le deuxième postulat de la modernisation, la restructuration de l'Etat, passe, d'une part, par la modernisation de la fonction publique au travers de la conception de l' « Etat –major¹³⁶ » : on fait appel ainsi à

¹³⁵ Plusieurs intellectuels et académiciens grecs énoncent dans leurs écrits, même avant 1990 le besoin de modernisation du pays.

¹³⁶ La question de l'Etat major ou de la « Nouvelle Fonction Publique » révèle une nouvelle forme étatique. D'après D. Gravaris : « On comprend par là une nouvelle forme étatique qui a perdu ou qui a cédé (formellement ou informellement) une série de prérogatives à des entités supra nationales, décentralisées (périphéries, régions) ou collatérales (entreprises, organisations non gouvernementales etc.), en ayant cependant conservé la compétence exécutive non seulement de la formulation globale de la politique, mais

l'institution de relations impersonnelles et rationalisées entre le citoyen et la société, l'instauration d'une fonction publique autonome, tenue à l'écart de la centralisation politique et des pratiques clientélistes, et le changement des rapports d'équilibre entre l'Etat et la société civile. « L'adversaire de l'Etat major sont les structures traditionnelles de l'Etat grec hypertrophique. Les dysfonctionnements majeurs, c'est-à-dire la centralisation, les dépendances clientélistes et la non-transparence, ont amené soit au blocage du progrès soit à des comportements autarciques envers le citoyen¹³⁷». D'autre part, la modernisation de l'Etat présuppose « la coopération entre le privé et le public ». L'Etat social doit devenir plus efficace et plus souple, le moins coûteux et le plus rentable possible. « Nous envisageons le rôle de l'Etat en tant que mécanisme flexible et Etat-major, tandis que nous limitons son intervention sur l'économie. On réforme, de façon dynamique, les services publics et on restructure les services publics d'utilité commune pour une politique sociale déterminée, restructurée et efficace [...] La question plus ou moins d'Etat ne préoccupe pas le citoyen. D'importance nodale est la qualité des services qui lui sont fournis¹³⁸».

Le profil européen se stabilise peu à peu dans l'agenda du PA.SO.K.¹³⁹. Or, la proposition de rationalisation et de restriction du domaine public qui ne sont pas si

aussi de la coordination de tous les réseaux formés par les figures ci-dessous.» Voir, D. Gravaris. La demande de modernisation politique - Eléments d'une idéologie politique dans Fondation Sakis Karagiorgas (8 : 2001 : Athènes) *Les courants idéologiques et les tendances intellectuelles en Grèce contemporaine* (en grec), Athènes : Fondation Sakis Karagiorgas, 2002, p. 87-114, p. 104.

¹³⁷ Programme électoral du PA.SO.K. Elections 2000, p. 130.

¹³⁸ Programme électoral du PA.SO.K. Elections 2000, p.65.

¹³⁹ Un bref retour s'impose. Lors des élections de 1977, les thèmes principaux qui ont dominé l'agenda électoral étaient l'opposition du parti socialiste à l'Otan et à l'Union Européenne, les sujets nationaux (principalement les rapports avec la Turquie), la restructuration économique et sociale, et la nationalisation des entreprises et du commerce. (Voir, S. Alexandropoulos. *Partis politiques et transformation sociale à l'horizon de 2000. La Grèce à l'horizon de 2000 : politique et société, économie et affaires étrangères* (en grec) / ed. par Ioannis KATSOUKIS, Tassos GIANNITSIS, Panos KAZAKOS. Athènes : Papazisis-Friedrich Ebert Stiftung, 1988, p. 135). En 1981, le parti socialiste arrive au pouvoir sur l'axe idéologique du « changement » (*Allagi*), ce qui marque le changement social et politique. L'agenda des élections de 1981 était de nature plus économique que sociale. D'après Katsoudas, « la première période des quatre ans du mandat du gouvernement du PA.SO.K. est la période par excellence polarisée idéologiquement de la vie politique après le changement de régime en 1974. Les discours et les choix du gouvernement de cette période-là semblent conduire à la conclusion logique que le pays se trouve, au cours de la collectivisation incontestée à l'intérieur, plongé dans un discours de politique étrangère fortement anti-occidentale. » (Voir, D. Katsoudas. *Vote et idéologie. Des élections et des partis politiques dans les années 80 : évolutions et perspectives du système politique* (en grec) / ed. par L'Association Grecque de Science Politique. Athènes : Themelio, 1990, p. 241). Dès 1988, on trouve chez les auteurs grecs de science politique la conviction de la poussée des grands thèmes idéologiques qui ont polarisé les partis politiques lors des années 1977-1981, et l'émergence des convergences idéologiques et programmatiques entre les deux grands partis politiques (voir S. Alexandropoulos. *Partis politiques... op. cit.*). Le profil européen devient une valeur partagée. Les élections législatives de 1996 en sont indicatives. Le fait le plus caractéristique du tournant des élections de 1990, qui pour la première fois seront couvertes par la télévision privée, est le déplacement, par le parti socialiste, de son axe idéologique du « changement » vers la « réforme ». Ce déplacement, à la fois idéologique et

apparentes dans le programme du PA.SO.K. jusque là, émerge fortement¹⁴⁰. La « modernisation » de K. Simitis vient à cristalliser et à renforcer les tendances qui ont, dès le début des années 90, émergés dans l'agenda du PA.SO.K.¹⁴¹.

Examinons comment ces propositions programmatiques codifiant la « modernisation » structurent l'offre politique du PA.SO.K pour les élections de 1996 et 2000.

L'agenda électoral de 1996 est dominé par une visée principale, l'intégration du pays à la zone Euro, (sous le triptyque « Stabilité- Développement- Protection sociale ») et l'agenda de 2000 met en avant la perspective de la convergence sociale avec l'Europe (sous le triptyque « Développement- Solidarité sociale- Emploi »).

Or, la mise en avant de ces axes est déterminée par la position relative du parti et les stratégies de positionnement dans l'espace de compétition partisane. Cela implique un travail de sélection et de codage d'une « vision majeure » qui saurait articuler et rendre cohérent l'ensemble de l'offre gouvernementale durant les quatre ans de son mandat. Ce travail de sélection obéit à certains principes de sélection : les buts doivent être « mesurables », selon le discours indigène, pour que leurs résultats soient visibles à la fin du mandat et avoir la possibilité d'incorporer des questions secondaires.

Le mandat socialiste de 1996-2000 avait comme priorité l'adhésion du pays à l'Union monétaire européenne. La priorité du profil européen consiste à l'adhésion du pays à la zone Euro, au renforcement du rôle du pays en Europe, mais aussi dans les Balkans, et

programmatique, repose, d'après le responsable de la stratégie électoral du parti, sur « la demande de l'opinion publique de changements là où ils sont nécessaires », et sur ce que le parti socialiste veut dorénavant représenter, à savoir « qu'il est un parti moderne, démocratique, progressiste, ayant des idées créatives et un profil européen » (Discours de K. Laliotis recueillis par le journal *TO VIMA*, « 1974-2004 : 30 ans d'élections », 29/2/2004, p. 52 II).

¹⁴⁰ Le tournant du parti socialiste vers la valorisation du domaine privé se fait encore plus visible lors des élections de 1993 où l'agenda électoral est dominé par les sujets économiques. Les privatisations mises en oeuvre par la Nea Dimokratia (ND) lors de son gouvernement (1990-1993) ont provoqué de fortes contestations sociales ce qui a fait de l'économie un champ privilégié de controverse pour le parti socialiste. Un mois avant les élections, le leader du parti, A. Papandréou, interviewé par le journaliste N. Nikolaou, déclare : « Nous sommes tout à fait déterminés à propos de la politique économique. On reconnaît le rôle important du privé. Nous considérons que sans le privé nous ne pouvons pas avoir de développement économique et une amélioration de la productivité. Et nous veillerons à l'activation et la participation du domaine privé pour que ces buts soient atteints. Certes, nous considérons, tout d'abord, que le domaine public est le moteur principal du développement. » (Interview de Andréas Papandréou à N. Nikolaou, *TO VIMA*, 19/11/2003.) A l'époque, cette nouvelle visée acquiert sa valeur relationnellement, autrement dit le parti socialiste tend à répondre à l'offre électoral du parti de la ND.

¹⁴¹ Andréas Papandréou avait déjà mis en oeuvre un programme de stabilité économique mettant la Grèce dans la course à l'adhésion à l'Union Monétaire Européenne.

à la régulation des relations greco-turques par l'intermédiaire de l'Union Européenne. Dans ce cadre, la convergence avec les critères de l'Europe s'étend à tous les domaines de l'activité étatique¹⁴² permettant ainsi « la constitution d'un Etat moderne et européen ».

Cette « vision modernisatrice » qui a articulé toute l'offre gouvernementale a été le porte-drapeau de toutes les politiques mises en oeuvre par le gouvernement socialiste. Du point de vue d'un ministre du parti socialiste¹⁴³, elle a « réussi » à imposer un « consensus social fort » :

En 1996-2000 il y avait une visée majeure, l'adhésion à la zone Euro ; tous ont été subordonnés à cette visée sans une stratégie de communication spéciale mais à cause de la grandeur du but politique et de ses effets à tous les niveaux. Le fait que la Grèce adhère au noyau dur de l'Europe signifiait économie, et aspect international du pays, sécurité par rapport à la Turquie mais aussi un soutien pour le problème de Chypre. Le poids de cette visée politique était si grand que le gouvernement a orienté les évolutions sans une stratégie de communication et les médias ont été subordonnés parce qu'on n'érige pas des enjeux [compétitifs] quand ces buts ont un consensus social majeur.

Au cours de la période 1996-2000, le but de l'adhésion de la Grèce à l'union monétaire fut la « visée politique » majeure du Premier Ministre K. Simitis, et donc celle qui articulait tout l'agenda politique des « modernisateurs ».

Aux élections de 2000, le but de l'adhésion à l'union monétaire est atteint. Le groupe modernisateur sera à la recherche de la priorité qui pourrait alimenter l'agenda politique du nouveau mandat socialiste. Certains membres du gouvernement seront en faveur de la mise en avant des Jeux Olympiques d'Athènes 2004 comme axe prioritaire du mandat. Une série de questions secondaires pouvaient être liées aux JO, telles que le développement économique du pays, le renforcement de l'aspect national du pays, le développement de la périphérie, les Grands travaux publics. Par ailleurs, il s'agissait d'une cible « mesurable », avec un début et une fin pouvant apporter des résultats bien visibles en 2004, année du déroulement des Jeux et des élections législatives :

Nous avons fait l'erreur de ne pas transformer les J.O. 2004 en pivot central des quatre années. En revanche, nous avons choisi une cible dont l'accomplissement était éloigné, la convergence Européenne. Ce qui signifie que la Grèce aurait dû atteindre, en partant de 73%, 100% de la moyenne de la communauté européenne. Un but sain et positif parce qu'il

¹⁴² « La convergence réelle du service public grec avec les principes d'efficacité et de qualité des services publics des autres pays européens constitue un facteur critique pour le renforcement de la position du pays dans le nouveau cadre international », Programme électoral du PA.SO.K. Elections 2000, p. 131.

¹⁴³ Anonymat respecté à la demande de l'interviewé.

Les fondements du pouvoir symbolique du parti gouvernant

signifie l'amélioration de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale. Au fond, il détermine l'amélioration de l'Etat providence. Mais ce but ne peut pas avoir un effet direct puisqu'il est tanguant ; on peut aller de 72% en 2000 à 77, 79, 80% en 2004. Un but qui ne s'impose pas de manière autonome et précise ne peut pas organiser de manière centrale l'agenda politique¹⁴⁴.

Le parti socialiste choisit l'axe prioritaire de la convergence économique et sociale avec l'union européenne, ce qui se traduira par une série de réformes sur les domaines de la Santé, de la Fonction publique, de l'Education, de la Sécurité sociale. La charte de la convergence sociale vise à l'investissement des acquis économiques provenant du développement et à la redistribution des revenus afin d'élever le niveau de vie des citoyens grecs à la moyenne de celui des citoyens européens. Par ailleurs, les Grands Travaux Publics, qui sont strictement liés aux J.O, constituent le deuxième axe de l'agenda gouvernemental. Ainsi, la politique de l'après 2000 est celle de la consolidation du cadre macro économique stable, du développement des infrastructures publiques à l'aide des fonds du troisième cadre communautaire, de l'accomplissement de changements structurels dans l'économie, de l'accomplissement de la déréglementation des marchés, de la modernisation du marché boursier, de la participation de la Grèce à la réorganisation des Balkans, et de l'organisation et du succès des Jeux Olympiques de 2004.

La sélection de la mise en avant des priorités sociales est liée à la position de l'opposition majoritaire qui place les « questions sociales » au premier plan de son agenda, avant même les élections de 2000. Or, il faut ici repérer une autre variable, celle des sondages qui influencent considérablement la sélection des priorités des deux partis de gouvernement. Nous allons voir par la suite, à en croire le conseiller en communication et politique de la N.D., que la mise en avant des questions sociales par la N.D. est dépendante des sondages qui présentent, dès 1998, les problèmes sociaux comme étant les plus importants auxquels les Grecs sont confrontés.

¹⁴⁴ *Ibid.*

1.1.2. Les déplacements des clivages électoraux

En référence à la catégorie « modernisation », en 1996, on transmute aussi les clivages électoraux. K. Simitis parle du pôle politique de « Centre- Gauche » (*Kentroaristera*) en essayant de déplacer le clivage politique majeur constitutif du champ politique grec, après la dictature, celui de Droite/Gauche¹⁴⁵.

Le déplacement se fait en faveur du « Centre Politique» qui s'impose dans les discours politiques des deux partis de gouvernement (nous allons voir, dans le chapitre suivant, les usages qu'en font les dirigeants de la N.D.). Le « Centre politique », comme croyance politique, tend à redéfinir la compétition politique tout en déplaçant les divisions socio-politiques qui existaient et qui déterminaient l'espace politique grec. Il s'agit d'une stratégie partisane mise en avant par les élites politiques pour désigner un espace délivré des clivages du passé. Nous considérons que plutôt qu'une réponse à un « positionnement réel ¹⁴⁶» des électeurs, les deux partis de gouvernement produisent le « centre politique » afin d'avoir la possibilité de mobiliser le plus grand nombre d'électeurs provenant soit de la gauche soit de la droite, mais aussi pour mobiliser l'électorat présentant une mobilité entre les espaces politiques ; il s'agit du phénomène de volatilité électorale¹⁴⁷ qui depuis les élections de 1996 a fait une forte apparition.

En 1996, la volatilité touche plutôt la base électorale du PA.SO.K. ; ce dernier prend 1,2% (81.000 voix) à la N.D., et perd 1,3% (88.000 voix). Les classes supérieures et

¹⁴⁵ D'après D. Gravaris le clivage Droite-Gauche « malgré son caractère simpliste est l'écho de traits caractéristiques de la vie politique grecque, telle que la Guerre Civile, le système politique succédant à la Guerre civile avec ses aberrations dans les règles parlementaires, la dictature de sept années (1967-1974)[...]Le clivage politique 'Droite- Gauche' représente la demande de démocratisation du système politique grec, avec la participation de tous ceux que les structures et le fonctionnement de l'Etat post Guerre civile ont marginalisés » D. Gravaris. *La demande de la modernisation politique...*, *op. cit.*, p. 108.

¹⁴⁶ Plusieurs politistes grecs ont commenté cette notion du « centre politique » comme le reflet de l'auto positionnement des électeurs au centre de l'échelle de la gauche et de la droite. Chr. Vernardakis parle de ce qui constitue « l'effet le plus important de la convergence idéologique et programmatique des partis politiques qui est l'augmentation impressionnante du pourcentage des auto positionnements des électeurs au 'centre' de l'échelle de la gauche et de la droite (positions 5 et 6). Dans les années 90, 45% du corps électoral se positionne de lui-même au centre de l'échelle ; au milieu des années 80, le pourcentage était de 36.2%. » Chr. Vernardakis. *Le système partisan 1995-1998: des déplacements idéologiques, des parentés politiques et espaces de la compétition partisane. L'opinion publique en Grèce : enquêtes - sondages, 1999-2000* (en grec) / ed. par Christoforos VERNARDAKIS-Institut VPRC. Athènes : Nea Synora-Livani, 1999, p. 23. Par rapport aux positionnements des partis politiques sur l'échelle gauche / droite, l'auteur note que pour l'ensemble de la période 1995-1998, le parti communiste grec (K.K.E.) reste dans les positions 1 et 2 pour toute la période, le parti de la gauche pro- européenne (Synaspismos) sur l'échelon 3, le parti socialiste (PA.SO.K.) sur les échelons 4 et 5 et le parti de la droite (ND) demeure constamment sur les échelons 7,8,9, et 10.

moyennes se déplacent de la N.D. vers le PA.SO.K. et les catégories de la population inactive (retraités- femmes au foyer) se déplacent du PA.SO.K. vers la N.D.. De même, les pertes de la N.D. vers le PA.SO.K. sont localisées dans les quartiers et banlieues aisés d'Athènes (Kolonaki, Psychiko, Philothei). Comme le souligne G. Mavris « la N.D. perd la représentation d'une partie des classes supérieures qu'elle maintenait [depuis 1974] jusqu'aujourd'hui ¹⁴⁸».

C'est à partir des élections de 1996 que nous constatons des déplacements programmatiques et de nouvelles orientations au sein du parti socialiste, ainsi que des modifications de la base électorale du parti¹⁴⁹. Le parti voit une augmentation de ses forces dans les grandes villes du pays (Athènes –Thessalonique) de l'ordre de 7-10%, une chute modérée (3-4%) dans les quartiers de classes moyennes (Athènes –Thessalonique), une chute dramatique (8-12%) dans les quartiers populaires (Athènes –Thessalonique)¹⁵⁰. Le pourcentage dans les quartiers qui ont été le noyau dur du PA.SO.K. présente une chute qui dépasse 10% par rapport à 1993 (1/4 de ses forces antérieures)¹⁵¹. La nouvelle physionomie du PA.SO.K. a comme effet des « déplacements de classe » ; lors des élections de 2000, ces déplacements consolident le nouveau paysage politique.

Aux élections de 2000, les déplacements majeurs ont lieu entre les deux partis de gouvernement uniquement, ce qui n'était pas le cas des élections de 1996 où deux petits partis (DIKKI et Synaspismos) bénéficient des fuites des deux partis politiques. Or, les petits partis alimentent les deux partis de gouvernement et notamment le PA.SO.K.. Les trois petits partis, Synaspismos, DIKKI et POLAN ont canalisé vers le PA.SO.K. le tiers de leur potentiel lors des élections de 1996. Ainsi, « le PA.SO.K. a connu une grande réussite

¹⁴⁷ G. Mavris. Les tendances déconstruction/transformation du système partisan tel que consolidé après le changement de régime en 1974 (en grec). *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, avril 1997, n° 9, p. 179-196, p. 186.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 191.

¹⁴⁹ Pourtant il faut prendre en compte un nouveau parti politique (DIKKI), fruit d'une scission du parti socialiste, qui revendique les principes de l'ancien PA.SO.K.. Nous constatons une fuite considérable des électeurs du PA.SO.K. vers Dikki (6%) dont l'influence est considérable dans la tranche d'âge 30-44 ans, traditionnellement le noyau dur du pouvoir électorale du PA.SO.K. dès 1974. G. Mavris, Les tendances déconstruction/transformation..., *op. cit.*, p. 187.

¹⁵⁰ K. Zafeiropoulos, N. Marantzidis. Des altérations sociales de la base électorale et du discours politique du PA.SO.K.. *Nouvelle Social-démocratie : des contenus de politique, des institutions, des structures organisationnelles* (en grec)/ ed. par Ioannis KATSOULIS. Athènes : Sideris, 2002, p. 303-324, p. 305-307.

¹⁵¹ G. Mavris. Les tendances de déconstruction/transformation..., *op. cit.*, p. 192.

grâce à la mobilisation des électeurs des petits partis et fait la différence, grâce à cette mobilisation, avec la N.D.¹⁵²».

L'électorat du PA.SO.K. aux élections de 2000 était composé d'employés du domaine public et privé, et de professions libérales (ce qui reflète son ancienne base électorale) ; or, « il est parvenu à augmenter son influence, sans dominer, dans les couches moyennes bénéficiaires des politiques de développement, ainsi que dans les couches supérieures (patrons, capital commercial et industriel, cadres supérieurs). En revanche, son influence a diminué considérablement chez les agriculteurs, les jeunes chômeurs (ceux qui travaillent pour la première fois), les chômeurs de longue durée, la population inactive et pauvre (retraités du secteur public et privé - femmes au foyer).¹⁵³» C'est pour ces couches de la population que le parti de la N.D. mettra au premier plan de son offre politique les questions sociales, en affectant ainsi les représentations traditionnelles de ce qu'est un agenda de Gauche et un agenda de Droite.

Nous pouvons maintenant estimer que la « rupture » de 1996 a été déterminante pour les conditions de la compétition politique : un nouveau leader, des changements dans l'offre socialiste, des mutations électorales pour le PA.SO.K.. La « modernisation » s'impose, l'adhésion de la Grèce à la zone Euro devient le « grand but de la nation », le « Centre politique » fait son apparition, des électeurs sont prêts à passer d'un parti politique à un autre, le PA.SO.K. échange des groupes traditionnels d'électeurs avec la N.D., et un « espace de grande instabilité politique s'ouvre entre les deux partis politiques¹⁵⁴». Finalement le bipartisme se révèle renforcé. Aux élections de 2000, la N.D. perd face au PA.SO.K. avec un écart de 1,06%¹⁵⁵ soit quelques milliers de voix (75.000).

1.2. Maintenir sa prédominance sur le marché politique

Nous allons soutenir que lors du mandat 2000-2004 la légitimité du PA.SO.K. tient à son aptitude à maîtriser les questions politiques. Cet objectif est fonction de plusieurs conditions dérivant de la position du parti mais aussi de la compétition partisane. Les

¹⁵² K. Zafeiropoulos. Analyse et Géographie des déplacements électoraux. *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, mai 2001, n° 17, p. 7-41, p. 34.

¹⁵³ Chr. Vernardakis. Le système partisan 1995-1998..., *op. cit.*, p. 17-18.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 19.

¹⁵⁵ Aux élections de 1996 la différence entre les deux partis est de 3,37% en faveur du PA.SO.K. tandis qu'aux élections de 2004 elle est de 4,82% en faveur de la ND.

tenants du pouvoir s'intéressent davantage à rendre légitimes leurs décisions et leurs actions politiques auprès d'un public élargi. Cela est encore renforcé dans la conjoncture que nous examinons par le fait que le parti au pouvoir, le PA.SO.K., a gagné les élections avec un écart de seulement quelques milliers de voix devant son adversaire principal.

Le parti au pouvoir s'intéresse au contrôle de l'agenda politique, ce qui se traduit par la maîtrise de l'attention portée aux enjeux qui sont mis en avant et les définitions de ces problèmes. Or, la légitimation¹⁵⁶ de son action sur un ensemble de politiques publiques et sur un ensemble de « catégories prioritaires », n'est pas assurée dans un environnement de compétition politique où d'autres entreprises politiques, et notamment l'opposition majoritaire, cherchent à maximiser leurs profits politiques au travers de la délégitimation de l'offre gouvernementale et où les médias peuvent agir de façon autonome et produire des informations concurrentes de celles du gouvernement. Il faut donc arriver à s'imposer sur l'agenda de façon à, pour reprendre P. M. Hall, « parvenir à faire accepter par autrui ses vues et ses perspectives en contrôlant sa *propre* définition de la situation, puisque faire partager sa propre réalité par autrui, c'est le conduire à agir dans le sens que l'on prescrit¹⁵⁷ ».

Parmi les acteurs en concurrence pour la mise sur agenda de leurs offres, le gouvernement est de par sa position un acteur privilégié en raison du nombre de ressources diversifiées qu'il peut mobiliser pour la promotion et la légitimation de son offre. Or, le fait qu'il constitue, de lui-même, une source valorisée d'informations sur sa propre action, une ressource inscrite dans sa position institutionnelle, compte parmi les moyens les plus efficaces de maîtrise de l'agenda politique.

L'enjeu principal consiste donc dans la maîtrise de l'actualité politique dans le quotidien pour que des offres et des définitions compétitives qui pourraient affecter la prédominance gouvernementale, qu'elles soient le produit de l'action des autres acteurs politiques ou des médias, soient écartées. Cet enjeu détermine aussi les stratégies consistant

¹⁵⁶ Cobb et Elder ont décrit ce processus comme « modèle de mobilisation » et Ph. Garraud en tant que « modèle d'anticipation ». Dans tous les cas il s'agit de l'offre que les autorités publiques essaient d'inscrire sur l'agenda de leur propre initiative, ce qui signifie une construction des situations problématiques afin que leur régulation soit légitimée auprès des citoyens. Dans notre analyse la « mobilisation par le centre » du gouvernement décrit la mobilisation des ressources permettant au gouvernement de légitimer son offre et d'écartier les offres et les définitions concurrentes. Voir, .W.Cobb et C.D.Elder. *Participation in American Politics...*, *op.cit.*; P. Garraud. *Politiques nationales ...*, *op.cit.*

¹⁵⁷ P.M. Hall. Une Analyse symbolique-interactionniste de la politique. *L'opinion publique : examen critique, nouvelles directions* / ed. par Jean G. PADIOLEAU, Paris : Mouton, 1981, p. 308.

à la gouvernance de l'attention portée aux enjeux et la maîtrise des définitions des situations politiques.

1.2.1. La production d'une offre « modernisatrice » au quotidien

Nous allons aborder les stratégies des gouvernants en commençant par un premier aspect très important de celles-ci : il s'agit de la sélection des questions qui seront communiquées au quotidien. La détermination de l'offre émise journalièrement s'avère révélatrice des efforts des gouvernants de gérer les flux de communication quotidienne à des fins de gouvernance de l'attention publique par l'influence de la visibilité des enjeux gouvernementaux dans les médias. La sélection de l'offre quotidienne obéit aux « visions majoritaires » articulant l'agenda des gouvernants pour les quatre années du mandat 2000-2004 ainsi qu'aux nécessités gouvernementales de favoriser certains domaines de son action face à son adversaire principal, le parti de l'opposition majoritaire.

La communication contrôlée repose sur l'idée que la communication centrale et régulière permet la diminution des « fuites » et des informations potentiellement négatives pour le gouvernement et donne une prime de visibilité sur le ou les points choisis par le gouvernement. Pour parvenir à expliquer ce travail nous allons nous appuyer sur un document à usage interne au PA.SO.K. définissant les sujets sur lesquels les députés et autres membres du parti doivent mettre l'accent dans leurs communications et actions diverses au quotidien. Ce document détermine la stratégie quotidienne à fins de coordination de l'action des membres du gouvernement. Il s'agit d'un mécanisme interne de coordination visant à concentrer les efforts gouvernementaux de communication sur un nombre limité de questions politiques sur lesquelles les médias se focaliseront par la suite.

Le document intitulé « Planification de la Politique et de la Communication du gouvernement » établit une distinction entre « domaines de prédominance gouvernementale » et « domaines de recul gouvernemental ». Les premiers comprennent les thèmes des Jeux Olympiques, des Grands Travaux publics, du développement périphérique, des Affaires Etrangères, du Développement économique et de l'Union monétaire. Les seconds comprennent les questions du Chômage, de la Sécurité-Criminalité, Santé- Education, Etat social, Solidarité, régions et citoyens défavorisés,

Agriculture. Voici un extrait de la « Planification de la Politique et de la Communication du gouvernement » désignant les enjeux à communiquer pour la période 2000- 2004 :

« La planification des cibles et des initiatives politiques communicatives et de pointe, et des interventions du Premier Ministre et du PA.SO.K. : A. Densité des activités et focalisation sur les domaines de la prédominance gouvernementale pour la maintenance et le renforcement de la prédominance entre le PA.SO.K. et la N.D. : Jeux Olympiques, Grands Travaux Publics et Développement Périphérique, Affaires Etrangères, Développement économique et Union monétaire. B. Densité des activités et focalisation sur les domaines en recul, pour la diminution et le renversement des différences entre la N.D. et le PA.SO.K. : Chômage, Sécurité- Criminalité, Santé- Education, Etat Social et Réseaux de Solidarité, Régions défavorisées, Citoyens défavorisés (Chômeurs, Retraités, Tsiganes), Politiques spéciales pour le Développement de la Campagne et notamment en faveur des jeunes agriculteurs¹⁵⁸ ».

On demande une densification des actions et de la communication sur une série d'enjeux, et les domaines d'actions en pointe ou en recul du gouvernement pour maintenir la prédominance ou pour diminuer la différence existant entre le gouvernement et le parti de l'opposition majoritaire : la production et la hiérarchisation des enjeux politiques sont les produits de la concurrence politique.

Notons également le rôle des sondages qui mesurent la pertinence des deux partis de gouvernement confrontés à une série de problèmes publics. Il s'agit des « mesures de compétence¹⁵⁹ » sur une série des questions « fermées » à propos des problèmes sociaux et politiques. La prise en compte de ces sondages influence les stratégies de communication des enjeux politiques car ils désignent les domaines sur lesquels les acteurs politiques doivent insister dans le quotidien afin de renverser les différences face à leurs adversaires. Les sondages constituent une menace pour leur considération en raison de la mobilisation d'une ressource importante : la représentation du public.

Nous allons voir dans l'analyse sur l'opposition majoritaire que la consolidation de la pertinence des partis de gouvernement sur un certain nombre de questions se fait à l'aide

¹⁵⁸ Ce document nous a été transmis lors de notre entretien avec l'un des ministres du PA.SO.K., responsable de la planification de la politique de communication du gouvernement. Il comprend les axes principaux de la politique gouvernementale, mais aussi la ligne partisane que les membres du gouvernement et les députés du parti doivent respecter afin de faire la preuve de la cohérence gouvernementale face à la politique déclarée et suivie.

¹⁵⁹ La question dans ce type de sondage est la suivante : « D'après vous quel est le parti (entre le PA.SO.K. et la ND) le plus apte à affronter les problèmes de : santé, éducation... » Ce type de sondage sera mis en valeur par la majorité des sociétés de sondages. Le lecteur trouvera une présentation de ce type de sondages dans l'Annexe IV.

des journalistes politiques qui à leur tour désignent de nouveau les domaines en pointe ou en recul pour le gouvernement. Nous parlons d'un mécanisme de sélection et de codage des produits politiques dans l'espace public qui enflammé par la compétition politique s'appuie sur les autres producteurs des biens politiques (journalistes, sondeurs) afin d'influencer de nouveau la compétition politique.

1.2.2. La communication sélective de l'offre gouvernementale au quotidien

Nous allons comparer ce travail de sélection partisane des enjeux au quotidien que nous avons présenté dans la section précédente avec le décompte fréquentiel des catégories thématiques contenues dans les communiqués de presse durant les quatre mois de la recherche, ce qui constitue notre base de départ (détaillée dans le tableau ci-dessous). Les chiffres ont été ordonnés à des fins de comparaisons dans l'espace politique et d'observation de la stratégie gouvernementale de communication contrôlée. L'émission quotidienne valorise les « domaines de prédominance gouvernementale » et les « domaines de recul gouvernemental ». Or, le gouvernement est aussi contraint aux « questions d'actualité », des événements qui émergent soudainement et qui, de par leur caractère urgent s'imposent sur le champ de décision politique.

La présentation des données consiste simplement à classer les catégories par fréquences d'apparitions décroissantes pendant les quatre mois et à distinguer les différentes activités qui les ont soutenues : nous avons isolé les « déclarations » du ministre de la Presse et des Médias lors des communiqués de presse ainsi que d'autres membres du gouvernement, les « discours » du Premier Ministre, les « comités » des membres gouvernementaux dans les organes gouvernementaux, qu'ils soient le Conseil des ministres ou le Comité gouvernemental et enfin les « rencontres » officielles des membres du gouvernement entre eux indépendamment des comités gouvernementaux (il s'agit plutôt des rencontres du Premier Ministre avec les ministres ou avec des autres acteurs politiques).

Les fondements du pouvoir symbolique du parti gouvernant

Tableau 2 Fréquences d'apparition des catégories thématiques¹⁶⁰ dans les communiqués de presse du PA.SO.K. (en n)

THEMES		Actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Enjeux de préoccupation régulière	Affaires Etrangères	Comités		2			2
		Déclarations	3	1	13		17
		Discours			2	1	3
		Rencontres	2	6	8	6	22
		Total	5	9	23	7	44
Jeux Olympiques		Comités	2	4	2	1	8
		Déclarations	1	1	8		9
		Rencontres	3				3
		Total	6	5	10	1	22
Sécurité sociale/Emploi		Comités		1		1	2
		Déclarations	1			10	10
		Rencontres	1	2	3	3	8
		Total	2	3	3	14	22
Aménagement		Comités	3	2			5
		Déclarations	2		2	1	5
		Discours		1	1		2
		Rencontres	3		3	1	7
		Total	8	3	6	2	19
Economie		Comités		3	2		5
		Déclarations	1		3		4
		Rencontres	1	2	2	2	7
		Total	2	5	7	2	16
Politique sociale		Comités				1	1
		Déclarations			2	2	2
		Rencontres	1	2	1		4
		Total	1	2	3	3	9
Fonction publique		Comités				2	4
		Déclarations		1			1
		Rencontres	2		1		4
		Total	2	1	1	2	6
Education		Comités		1			1
		Discours		1			1
		Rencontres	1		2	1	4
		Total	1	2	2	1	6
Régions		Comités		1			1
		Discours	1			1	2
		Rencontres			1		1
		Total	1	1	1	1	4
Enjeux de préoccupation irrégulière	Défense	Comités	2				2
		Déclarations	1				1
		Rencontres	3		1	1	5
		Total	6		1	1	8
Constitution		Comités		1			1
		Déclarations		1		1	2
		Discours	1			1	2
		Rencontres	1				1
		Total	2	2		2	6

¹⁶⁰ Cf. Annexe I : « Principes de codification et de quantification » pour la présentation des contenus des catégories thématiques et des principes de quantification.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

THEMES	Actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Santé	Déclarations	1		1		2
	Discours				1	1
	Rencontres	1			1	1
	Total	2		1	2	5
Agriculture	Comités			1		1
	Déclarations			1		1
	Discours			1		1
	Rencontres				1	1
	Total			3	1	4
Intérieur	Comités	1				1
	Déclarations	1				1
	Rencontres	2				2
	Total	4				4
Ordre public - Terrorisme	Comités		1			1
	Rencontres			1	2	3
	Total		1	1	2	4
Parité	Comités			1		1
	Déclarations			1		1
	Discours			1		1
	Rencontres			1		1
	Total			4		4
Culture	Déclarations			0		1
	Rencontres	1		1	2	4
	Total	1		1	2	4
Environnement	Comités	2				2
	Total	2				2
Immigration	Comités			1		1
	Rencontres			1		1
	Total			2		2
Agenda du Premier Ministre	Comités		1			1
	Déclarations					2
	Discours			1		1
	Rencontres		2	1	1	4
	Total		3	2	1	6
Enjeux de préoccupation extrêmement irrégulière	Uranium	Comités	1			
		Déclarations	4			
		Rencontres	1			
	Total	6				6
Bourse	Déclarations	1	1			
	Rencontres				1	
	Total	1	1		1	3
Panagiotakis	Déclarations			2		
	Total			2		2
EKAV	Déclarations	1				
	Total	1				1

Une première exploitation des données permet d'isoler, d'une part, les catégories ayant fait l'objet d'une préoccupation régulière et irrégulière de la part du gouvernement durant les quatre mois de la recherche et de l'autre, les catégories plus ou moins

fréquemment abordées. Avec une fréquence d'apparition régulière les catégories « Economie », « Affaires Etrangères », « Jeux Olympiques », « Aménagement », « Sécurité Sociale », « Politique Sociale » figurent parmi les questions à hiérarchisation importante ; les catégories « Education », « Santé », « Fonction Publique », « Régions » sont moins abordées mais leur présence est régulière dans le travail gouvernemental. Les catégories « Défense », « Constitution », « Communication », « Agriculture », « Ordre Public », « Intérieur », « Culture », « Parité », « Environnement », « Immigration » sont des catégories à présence irrégulière, qui dérive soit de leur caractère conjoncturel, soit d'une émergence imprévue dans le champ de la décision, soit d'une absence d'activité pendant la période de la recherche. Enfin, nous avons les catégories dont la présence est extrêmement irrégulière, fait qui dérive de leur caractère purement conjoncturel.

Une deuxième exploitation du tableau qui s'appuie aussi sur un traitement qualitatif permet de faire la différence entre « Catégories communes », « Catégories prioritaires », « Catégories d'actualité gouvernementale », « Catégories de mobilisation limitée » et « Catégories d'actualité »¹⁶¹. Cette typologie permet de désigner un univers de travail gouvernemental au quotidien nettement ordonné tant par ce qu'il rejette que par ce qu'il inclut mais aussi par ce qui lui est imposé.

Commençons par ce qu'on appelle « catégories communes », où sont insérées les catégories « Affaires Etrangères » et « Economie ». Il s'agit des catégories ayant fait l'objet d'un traitement quantitatif par tous les partis en compétition¹⁶². Nous pouvons parler aussi des « catégories de routine » pour plusieurs raisons : il s'agit des questions canoniques de haute importance dans l'agenda politique imposées historiquement. Les catégories comprennent des thèmes dont une grande partie sont de l'ordre du protocole (rencontres avec des chefs d'état, des ministres en visite, des visites officielles etc...), concernent des problèmes historiques (relations greco-turques, question de Chypre), des questions nécessitant des mises au point fréquentes, mais aussi des thèmes considérés dans la compétition politique comme les points forts du gouvernement des « modernisateurs »¹⁶³.

¹⁶¹ Nous n'allons pas commenter ce type d'enjeux dans cette partie. Les questions d'actualité feront l'objet du chapitre 7 de la deuxième partie.

¹⁶² Cf. Les chapitres 2 et 3 présentent les tableaux portant sur les autres partis politiques.

¹⁶³ En ce qui concerne, d'une part, les relations greco-turques les dirigeants socialistes ont considérablement changé de politique envers la Turquie en inaugurant la « politique d'amitié » qui a remplacé l'ancien dogme « ni dialogue- ni guerre ». La nouvelle politique est mise en place avec la signature de traités de collaboration dans des domaines notamment économiques. Par ailleurs, la question de Chypre après Helsinki (1999) prend de nouvelles dimensions. D'autre part, les questions économiques sont plutôt hantées par l'Europe : tout

Nous avons vu par ailleurs que, d'après la distinction « indigène », ces catégories sont incluses dans les « domaines de prédominance gouvernementale ».

Les « catégories prioritaires » comptant parmi les « visions » politiques et pour cette raison nécessitant une « densité des communications et des actions » comprennent, d'une part, les catégories « Jeux Olympiques » et « Travaux Publics », et, de l'autre, les catégories « Politique Sociale », « Santé », « Education », « Fonction publique », « Sécurité Sociale » mises en avant lors des élections de 2000 en tant que questions articulées autour de l'axe prioritaire de « la convergence avec la moyenne européenne »; après les élections, le gouvernement actualisera une série de réformes dans ces domaines.

La « Communication », la « Révision de la constitution », la « Défense », la « Parité » et l'« Ordre public- terrorisme » sont, des « catégories d'actualité gouvernementale »; celles-ci renvoient soit à une situation qui émerge soudainement, comme conséquence d'un autre problème (distribution des fréquences dans le domaine de l'audiovisuel suite aux problèmes de fréquences causés par la construction du nouvel aéroport), soit d'une conjoncture politique (Révision de la Constitution), soit de problèmes qui apparaissent au sein du gouvernement (controverse sur l'achat des avions *giourofaiter*), soit d'une régulation des problèmes de parité publiée pendant la « Journée des femmes » (le 8 mars).

Les « catégories de mobilisation limitée » (« Environnement », « Immigration », « Agriculture », « Régions ») sont des catégories sur lesquelles il n'y a pas, au moment de cette recherche, de mobilité gouvernementale sur le plan institutionnel mais juste des rencontres, des déclarations et des discours sur des questions déjà posées dans le champ politique. Enfin, les « catégories de conjoncture » sont les questions qui émergent au quotidien comme événements dramatiques, faits divers, accidents et qui se posent aux gouvernants en tant que problèmes à régler.

On peut dire que l'offre au quotidien est stratégiquement articulée autour des « domaines de prédominance » et des « domaines de recul ». Le groupe dirigeant du gouvernement communique et se mobilise sur les questions qu'il a choisit afin d'atteindre ses objectifs. Apte à repérer les enjeux privilégiés ou négligés, le décompte fréquentiel ne

d'abord à cause des fonds provenant de l'Europe censés donner une grande poussée au développement du pays, par la suite à cause de la stabilité macro économique, voire la diminution de l'inflation (de 20,4% en

rend pas compte de la manière dont le gouvernement va se mobiliser pour promouvoir les informations et les définitions qui lui sont favorables.

Nous allons essayer d'observer la mobilisation gouvernementale au travers des stratégies et des ressources dont le gouvernement fait usage. Nôtre intérêt se porte sur les stratégies gouvernementales concernant les « catégories communes » (« Economie », « Affaires étrangères ») et les « catégories prioritaires » (« Travaux publics » et « Politique sociale »)¹⁶⁴. Pour chaque mode de mobilisation nous allons examiner aussi les principes de sélection médiatique qui jouent le rôle de filtres facilitant la carrière des enjeux.

2. La gouvernance des informations politiques

La gouvernance de l'attention publique sur les enjeux n'est pas délimitée à la communication contrôlée des questions politiques; elle consiste également en la gouvernance de la diffusion des informations politiques. En tant que source d'information en lui-même, le gouvernement essaiera d'influencer le processus quotidien de production des nouvelles politiques.

Nous pourrions parler d'une stratégie des sources politiques au sens où l'entend J. Charron dans son étude sur les relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques. L'auteur commente la façon dont les autorités politiques s'appuient sur les routines journalistiques pour prévoir le comportement des journalistes et ainsi augmenter leur influence sur la construction de l'actualité politique. « Les tactiques des sources politiques s'appuient en partie sur le fait que les pratiques journalistiques sont routinières et donc prévisibles. On peut dire aussi que les sources politiques du fait qu'elles tirent avantage de cette routine journalistique, s'emploient de diverses façons, à renforcer le caractère routinier du processus de production d'actualité politique.¹⁶⁵». Nous allons voir quelles sont les routines qui rendent le travail journalistique prévisible et comment le gouvernement les exploite pour influencer la production de l'actualité politique.

1990 à 2,6% en 1999), des taux de croissance positifs (les taux de variation annuelle de AEP sont au dessus de ceux de l'Eurozone) et, enfin, ce sont les efforts de l'adhésion à la zone Euro qui sont encore en cours.

¹⁶⁴ Nous allons, dans le chapitre 6 dans la deuxième partie de la thèse, après avoir exposé les offres des autres partis politiques, examiner les questions de la Sécurité sociale et de la Santé. Les réformes gouvernementales sur ces enjeux provoqueront des mobilisations syndicales et ouvriront un champ de forte controverse politique.

¹⁶⁵ J. Charron. *La production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*. Québec : Boréal, 1994, p. 112.

Excepté ces ressources inscrites dans les routines et les pratiques journalistiques, le gouvernement s'appuie aussi sur le fait qu'il constitue une source unique quant aux informations portant sur certaines catégories comme c'est le cas des affaires étrangères. Le monopole de l'information lui servira davantage pour mettre en avant les informations qui lui sont favorables.

Par le fait qu'il est source principale d'information portant sur sa propre action, et même une source bien valorisée, et par le fait que les journalistes sont dépendants des sources riches en informations à coût faible, le gouvernement exerce un contrôle sur des informations de nature politique fortement valorisées par les journalistes.

2.1. Sur- ou sous-communicuer

Une des tactiques dont les gouvernants font usage dans la stratégie visant à la maîtrise des informations politiques est celle de la sur ou sous communication. Le gouvernement va « jouer » sur la mise en avant des informations favorables qu'il veut promouvoir, et « la dissimulation » ou la non communication des informations défavorables ou potentiellement défavorables. Nous pourrions décrire cette tactique gouvernementale dans les termes de E. Goffman: « Un des objectifs primordiaux d'une équipe consiste à maintenir la définition de la situation qu'alimente son spectacle (performance). Cela suppose que l'on 'sur-communique' à propos de certains faits, tandis que l'on 'sous-communique' à propos d'autres¹⁶⁶ ».

Le décompte fréquentiel a montré que le gouvernement sur-communique à propos d'un nombre restreint de catégories, à savoir, « Affaires Etrangères », « Economie », « Travaux Publics », « Jeux Olympiques ». Il convient de rappeler que nous avons dénommé les deux premières catégories « catégories communes » car elles ont une hiérarchisation commune au sein des entreprises politiques en compétition. Parvenir donc à maîtriser cet univers commun par le contrôle du flux des informations est d'une importance majeure dans la lutte politique quotidienne.

Voyons maintenant la mobilisation des ressources positionnelles pour la promotion des « catégories communes » (« Affaires Etrangères » et « Economie »). L'information

¹⁶⁶ E. Goffman, *The presentation of self in everyday life*. Garden City: Doubleday, 1959, p. 141 cité par P.M. Hall. Une Analyse symbolique-interactionniste de la politique..., *op.cit.*, p. 312.

médiatique suit l'activité gouvernementale en rendant celle-ci visible sur les catégories décrites ci-dessus. Le gouvernement arrive à inscrire immédiatement et de façon privilégiée son offre sur l'agenda médiatique en écartant des acteurs et thèmes compétitifs.

2.1.1. L'exploitation du monopole de l'information politique : Les Affaires Etrangères.

Le lieu où l'on peut observer cette activité tactique du gouvernement est celui des conférences de presse. Le ministre de la Presse et des Médias, Dimitris Reppas, a été, pendant la période de notre recherche, le responsable de la communication quotidienne auprès des journalistes des thèses et des activités politiques du Premier Ministre et du gouvernement. Celui-ci commence par faire un briefing de l'activité gouvernementale de la semaine à venir ou des jours précédents et suivants. Par la suite, il répond aux questions des journalistes présents. Il s'agit d'un lieu de « promotion » et d'un processus de communication qui met en interaction les acteurs politiques et médiatiques dans la constitution des nouvelles du jour. La fabrication quotidienne de l'actualité politique prend la forme d'un « jeu » de questions-réponses qui révèle au moins une condition décisive : la position privilégiée de l'acteur gouvernemental.

La catégorie des Affaires Etrangères en fait l'illustration parfaite.

Le premier indice de la détention de l'information politique sur les Affaires Etrangères est démontré par les questions des journalistes. Le nombre de questions posées par les rédacteurs politiques lors des communiqués de presse montre un intérêt très vif pour les affaires étrangères. Certes, il faut souligner l'importance de ces sujets dans la conjoncture : au mois de mars, une situation tendue concernant la République de Macédoine, pays voisin, au nord de la Grèce, bouleverse le gouvernement et ranime l'intérêt des journalistes sur les initiatives gouvernementales dans la région.

L'intérêt des journalistes reste stable et continu pendant les quatre mois de la recherche en se focalisant davantage sur la routine politique, les rencontres des membres du gouvernement avec les Premiers Ministres d'autres Etats, les visites de chefs d'Etats en Grèce, les comités et de conseils européens. N'étant ni critiques ni positifs face aux déclarations ministérielles, les journalistes seront plutôt en quête d'informations sur les événements à propos desquels le gouvernement est leur source d'information majeure.

Certes, l'intérêt des journalistes peut s'expliquer par une raison, une seule : le gouvernement est la source principale d'informations sur les affaires étrangères, aussi bien parce qu'il est source d'activité que parce que le journaliste ne peut accéder autrement aux discussions à huis clos des chefs d'Etats ou des comités gouvernementaux. C'est à ce stade que l'on retrouve le deuxième indice de contrôle gouvernemental de l'information : il s'agit du refus de la diffusion publique de l'information. Celui-ci peut se faire au nom de la sécurité intérieure. Ainsi, le ministre de la Presse et des Médias soutiendra-t-il lors d'un communiqué de presse : « Nous ne pouvons pas discuter en public de tout ce que les ministres des Affaires Etrangères ou les représentants d'Etats étrangers discutent entre eux ¹⁶⁷ ». Il s'agit d'une tactique d'« occultation » d'une information au nom de « l'intérêt national ».

Le ministre peut aussi tout simplement refuser de répondre aux questions. Quand le Président de la République rend visite au Pape à Rome, les questions des journalistes se focalisent sur l'invitation ou non du Pape à Athènes. Le gouvernement adopte la 'sous communication' à propos de la question, en raison des réactions de l'archevêque Christodoulos opposé à une visite du Pape en Grèce sans l'accord de l'église orthodoxe. Pour que la question ne soit pas visible, le ministre met en avant la non compétence du gouvernement à parler au nom du Président de la République ou évite toute déclaration avec ces mots « je n'ai rien d'autre à ajouter quant à la rencontre du Président de la République avec Pape ¹⁶⁸ » sans même évoquer l'invitation. L'invitation du Pape à Athènes se fait visible avec son annonce par le Président lui-même; une fois l'annonce faite, il est trop tard pour que l'archevêque puisse renverser la décision. Le sous traitement consiste donc à ne pas donner de visibilité à une question avant qu'elle ne soit inscrite dans le champ de la décision politique.

Une autre règle de la maîtrise de l'information est l'orientation de l'attention des journalistes. Le ministre lors de ses communiqués insiste davantage sur les rencontres du Premier Ministre avec les chefs des Etats en gouvernant ainsi l'attention médiatique sur ces événements. Par ailleurs, les informations communiquées consistent plutôt à rapporter aux journalistes les activités du Premier Ministre quant à sa présence dans l'Union Européenne (à l'occasion d'un comité européen ou d'une rencontre avec les chefs

¹⁶⁷ D. Reppas, Ministre de la Presse et des médias, Communiqué de presse, 16 janvier 2001.

¹⁶⁸ Communiqué de presse, ND, 19 janvier 2001.

européens), la lettre adressée au président des Etats-Unis, les rencontres avec les Chefs des Etats.

La détention de cette ressource par les acteurs gouvernementaux porte ses fruits. Le gouvernement arrive à manipuler l'attention des médias. L'activité gouvernementale parvient à « accaparer » la visibilité médiatique en marginalisant toute autre offre concurrente.

Nous allons voir la réception médiatique de l'offre gouvernementale en examinant le statut de la catégorie dans l'agenda médiatique (pourcentages – hiérarchies) et les aspects (acteurs - thèmes) visibles de la catégorie dans les médias. La mesure de la visibilité médiatique prend en compte, rappelons-le, les « unes » des journaux et l'ensemble des journaux télévisés de deux chaînes de la télévision.

Les journaux *ELEFTHEROTYPIA*, *KATHIMERINI* et la chaîne publique *NET* (pour qui la catégorie « Affaires Etrangères » est classée en position haute) accordent une large couverture aux questions des « affaires étrangères » dans la catégorie « Politiques Publiques¹⁶⁹». Cependant, la catégorie n'a de visibilité forte en termes de classement que dans les deux chaînes de la télévision. La chaîne publique *NET* classe 49,4% des informations sur les « affaires étrangères » sur une échelle de haute visibilité de 1-5 ; pour la chaîne privée *MEGA*, ce pourcentage est de 28%. Deux journaux, *TA NEA* et *TO VIMA*, ne font pas la « une » sur la catégorie, et, *ETHNOS* et *ELEFTHEROS Typos* lui donnent des visibilités basses dans l'ordre de leurs agendas. Cependant, nous pouvons soutenir qu'il s'agit d'une catégorie bien établie et nettement visible dans l'agenda médiatique, autrement dit, que sa présence y est assurée. En fonction de la conjoncture, la visibilité accordée aux affaires étrangères peut connaître une augmentation importante.

¹⁶⁹ En présentant la typologie des catégories médiatiques nous avons noté que la catégorie des Politiques Publiques porte sur les politiques d'une série d'enjeux. Plus concrètement, la catégorie « Politiques publiques » correspond bien davantage à *policy*, qu'à *politics*. Dans la catégorie en question nous rangeons les réactions, les critiques ou les controverses exprimées envers les actions gouvernementales de la part des citoyens, des partis politiques ou des autres groupes sociaux. Enfin, nous prenons en considération les dysfonctionnements que certaines de ces actions peuvent engendrer : c'est le cas de la construction du nouvel aéroport qui, après l'inauguration, a présenté des problèmes de fonctionnement. Les sous catégories des politiques publiques suivent dans leur majorité la distinction des ministères en Grèce : ainsi nous observons les catégories Agriculture, Affaires Etrangères, Aménagement – Travaux publics, Cabotage, Communication, Défense, Education, Environnement, Secteur public, Intérieur (municipalités- régions), Ordre public- Justice, Santé, Sécurité sociale, Sports, Transports, Emploi, Politique sociale, Gouvernement. Les deux dernières catégories sont les seules à ne pas correspondre à un ministère mais leur importance quantitative impose leur distinction. Cf. Annexe I et II pour la présentation des principes de codification et des décomptes fréquentiels des catégories thématiques dans les agendas des médias.

Passons à la visibilité des acteurs et des thèmes relatifs à la catégorie des « Affaires Etrangères » : 61% (117 unités d'information) de la couverture médiatique rapporte l'activité des acteurs gouvernementaux (Premier Ministre et ministre des Affaires Etrangères), 7,2% (soit 14) au Président de la République, 6% (11) au parti de l'opposition majoritaire, 2,6% (soit 5) au Parti Communiste Grec, 1% (ou 2 unités d'information) au parti de la gauche Synaspismos, 3,1% aux quatre partis parlementaires et 19% à d'autres personnages étrangers (la visite du pape en Grèce, les actions du ministre des Affaires Etrangères de la Turquie concernant la Grèce).

En ce qui concerne les thèmes abordés, notons la convergence des médias sur un nombre restreint de thèmes de l'agenda gouvernemental : les rencontres du Premier Ministre, les visites des chefs d'Etats étrangers, la crise au Kosovo et les déclarations politiques, la visite du président de la République en Italie et l'invitation du Pape à visiter la Grèce, monopolisent l'agenda des médias. Notamment, dans le cas des affaires étrangères, nous ne constatons pas d'autonomie médiatique au sens où tous les reportages rapportent l'action gouvernementale. Seule exception le journal *ELEFTHEROS Typos* qui développe une autonomie de reportages au sens de la production de « reportages libres ». Là il faut souligner le rôle différencié que joue *ELEFTHEROS Typos*, le journal proche du parti de la N.D. Ce journal est le seul à lancer des thèmes différents des autres médias en s'appuyant sur des sources autres que les sources gouvernementales : des positions prises par des membres du parti de l'opposition majoritaire (qui n'ont pas d'audience dans les autres médias), des publications de la presse étrangère concernant les menaces de pays voisins contre la Grèce, des rapports provenant de l'ambassade grecque en Turquie. Or, il faut bien noter que puisqu'il n'y a pas une coordination médiatique à propos de ces questions ou une exploitation politique de ces questions, on ne peut alors parler ni d'une allocation de l'attention ni d'une émergence dans le champ de la décision politique. La visibilité de ces questions dans le champ politique reste marginalisée.

Un thème que le journal *ELEFTHEROTYPIA* fait émerger, concernant un problème diplomatique entre la Grèce et son pays voisin Skopje, sera exploité par le parti du Synaspismos. Or, faute de ressources du parti, du désintérêt de la part des autres acteurs politiques à se coordonner avec le Synaspismos et du manque d'intérêt médiatique, le Synaspismos ne pourra pas, bien que fortement mobilisé, provoquer une émergence de la

question dans le champ politique¹⁷⁰. Par ailleurs, soulignons que tous les partis de l'opposition présentent une forte mobilisation autour des questions portant sur les Affaires Etrangères sans que leurs actions soient fortement médiatisées. Les rencontres du leader de l'opposition majoritaire avec des chefs d'Etats étrangers et des leaders étrangers, les déclarations portant sur le contenu de ces rencontres, les comités de l'opposition majoritaire, la réquisition au parlement sur les relations grecoturques ne jouissent pas d'une médiatisation forte.

On peut donc parler de vulnérabilité médiatique face à l'offre gouvernementale¹⁷¹ de sorte que cette dernière parvient à capter l'attention publique, au travers des médias, sur des questions déjà inscrites sur l'agenda gouvernemental et ainsi à « dissimuler » ou sur communiquer certaines informations. Cette allocation de l'attention médiatique sur les activités gouvernementales fonctionne comme une contrainte pour les partis politiques qui n'arrivent pas à attirer l'attention sur leurs offres et ainsi à les rendre compétitives. Par ailleurs, la dépendance des journalistes des sources gouvernementales limite leurs sources dans leurs reportages et délimite ainsi leurs marges de manoeuvre. Un consensus informationnel autour des thèmes et des personnages abordés s'impose, fait qui se traduit par l'absence d'une forte coordination médiatique autour d'un thème autre que ceux communiqués par le gouvernement, qui saurait attirer l'attention et orienter la controverse.

2.1.2. L'exploitation de l'intérêt journalistique

Nous allons voir comment le gouvernement parvient à exploiter l'intérêt médiatique sur un domaine communément privilégié par les partis politiques, les affaires économiques. L'intérêt médiatique doit être rapporté aux pratiques journalistiques quotidiennes qui ordonnent la diminution du risque et du coût dans la couverture des nouvelles du jour. Les entreprises médiatiques ont besoin de nouvelles sûres sur une base quotidienne et les questions « économiques » constituent des rubriques stables dans les journaux. Dans ce registre, les informations sur les affaires économiques seront orientées sur une base

¹⁷⁰ Nous allons de façon détaillée examiner ce cas dans le chapitre 3.

¹⁷¹ Nous allons voir dans le dernier chapitre de cette étude portant sur le modèle de l'offre médiatique que cette relation peut être renversée. Une crise, celle de l'« Uranium », montrera que la multiplication des sources pour les journalistes conduit à la perte du monopole gouvernemental de l'information ; dans ce cas la fabrication de l'actualité tend à s'autonomiser et à orienter l'attention sur des enjeux qui ne sont pas favorables au gouvernement.

régulière par les acteurs gouvernementaux en alimentant ainsi le travail journalistique avec de nouvelles informations sur une série de régulations gouvernementales.

Le ministre de la Presse et des Médias communique les intentions du gouvernement, les rencontres du Premier Ministre, les régulations à propos du barème officiel, des intérêts bancaires. Une première différence par rapport aux Affaires Etrangères tient à ce que les questions des journalistes sont moindres sur l'Economie. Or, la catégorie « Economie ¹⁷²» constitue pour les journaux quotidiens le noyau dur de leurs agendas quotidiens. Les quatre quotidiens accordent aux sujets économiques des forts pourcentages : *ELEFTHEROS Typôs* accorde à l' « économie » un pourcentage de 12.3% (sur l'ensemble des quatre mois et sur l'ensemble de son agenda), le journal *ETHNOS* 9.7%, *TA NEA* 11% et *ELEFTHEROTYPIA* 6.7%. Les deux chaînes de la télévision accordent des pourcentages faibles : la chaîne privée diffuse seulement 24 reportages sur l' « Economie » (sur les quatre mois) et la chaîne publique 30.

La majorité des reportages couvre l'activité gouvernementale, celle-ci portant sur le règlement des intérêts bancaires, la réforme fiscale, le barème de l'immobilier, les propositions gouvernementales sur le développement économique du pays. Aucune autre couverture médiatique ne porte sur les acteurs politiques, mais sur les acteurs économiques, à savoir les P.D.G. des banques, les dirigeants des groupes d'entreprises privées. Bien que l'activité des autres partis politiques concernant les affaires économiques soit intense (dépôt d'un projet de loi concernant les intérêts des banques par la N.D., les accusations portées par le parti de gauche Synaspismos à propos de la mauvaise gestion des fonds provenant de l'Union Européenne), elle reste marginalisée dans la compétition politique.

Pour montrer l'accès privilégié dont jouit le gouvernement à l'agenda médiatique voyons comment les propositions du parti de l'opposition majoritaire sur les intérêts bancaires échouent à capter l'attention médiatique dans un environnement de maîtrise gouvernementale de l'actualité. La régulation que le groupe économique du gouvernement veut promouvoir sera discutée lors d'un comité gouvernemental le 6 février. Un jour avant la réunion du comité, déjà annoncé à la « une » par les médias, le parti de la N.D. organise un comité sous la présidence de son leader K. Karamanlis sur la même question. Le 6 février le porte-parole de l'opposition majoritaire s'adresse au gouvernement en insistant sur le fait que le parti de la N.D. a « déposé en 1999 et 2000 deux régulations sur le

Les fondements du pouvoir symbolique du parti gouvernant

problème des intérêts bancaires qui tourmente un million de grecs.¹⁷³» Le 7 février les quatre journaux quotidiens font la «une» sur le comité gouvernemental et les projets du groupe économique du gouvernement. L'actualité sera par la suite influencée par les activités gouvernementales : les controverses du ministre de l'Economie avec le président de la Banque Nationale, les nouveaux règlements, les régulations finales. Le parti de l'opposition majoritaire dépose le 20 mars un projet de loi sur la question, fait des déclarations et après l'annonce des régulations gouvernementales, en fait la critique par le biais d'un communiqué distribué à la presse. Or, les règlements gouvernementaux feront de nouveau la «une» dans les journaux.

Tableau 3 « Intérêts bancaires » : L'action politique et la couverture médiatique

Activités (communiqués, titres et légendes)	Acteur	Date
Réunion de la N.D. sur les intérêts bancaires	N.D.	5/02
Comité gouvernemental- Déclarations du ministre	Gouvernement	6/02
Déclarations du porte-parole de l'opposition majoritaire	N.D.	6/02
Déclarations de Giannos [Papantoniou- ministre de l'Economie] Les décisions pour les intérêts bancaires – Les enchères sont illégales	ELEFOTHEROTYPIA	7/02
Les décisions sur les intérêts bancaires en mars	ELEFOTHEROS Typos	7/02
Déclarations de Giannos- Espoir pour ceux qui doivent des intérêts bancaires	ETHNOS	7/02
Attaque des banques sur les intérêts bancaires	TA NEA	7/02
Le nouveau règlement pour les intérêts bancaires : Ordre de Papantoniou et de Papadimos [le président de la Banque Nationale] d'en finir	ELEFOTHEROTYPIA	10/02
Papantoniou et les banques en désaccord pour les intérêts bancaires	Chaîne publique NET	14/02
Les intérêts bancaires divisent	ELEFOTHEROTYPIA	15/02
Controverse pour les intérêts bancaires avec les banques	ETHNOS	15/02
Banques : trois nouveaux règlements pour les intérêts bancaires	TA NEA	17/02
Dépôt de projet de loi de N.D. sur les intérêts bancaires	N.D.- Déclarations	20/03
Intérêts bancaires : le nouveau règlement	ELEFOTHEROS Typos	21/03
Intérêts bancaires : Résolution de Papantoniou	Chaîne publique NET	26/03
Le dernier règlement pour les intérêts bancaires	ELEFOTHEROS Typos	26/03
Intérêts bancaires : Le nouveau règlement	ELEFOTHEROTYPIA	27/03
Intérêts bancaires : Qui seront touchés par le nouveau règlement	ELEFOTHEROS Typos	27/03
Giannos : des solutions nettes. Qui sera bénéficiaire du nouveau règlement sur les intérêts bancaires	ETHNOS	27/03
Annonce de la N.D. sur les intérêts bancaires	N.D.	27/03
Nouvelle régulation sur les intérêts bancaires	Chaîne publique NET	5/04
Les derniers changements concernant les intérêts bancaires	ELEFOTHEROS Typos	5/04
La réaction des députés sur les intérêts bancaires	TA NEA	5/04

En général, il faut ici conclure avec l'aide de J. Charron sur le fait que « les élus de l'opposition représentent des sources d'information moins valorisées que les membres du

¹⁷² Cf. Annexe I pour la présentation des contenus des catégories thématiques.

¹⁷³ Communiqué de presse, N.D., 6 février 2001.

gouvernement. Après tout, pensent les journalistes, c'est au gouvernement à prendre les décisions et à rendre des comptes. Ainsi les informations détenues par l'opposition semblent, à priori, moins intéressantes sur le plan journalistique que les informations détenues par les membres du gouvernement¹⁷⁴».

La valorisation des sources gouvernementales a pour résultat que ces catégories communes, en termes de visibilité, deviennent le monopole de l'activité gouvernementale. Le gouvernement arrive à manipuler l'expansion des questions politiques à son faveur. La coordination de l'attention médiatique sur l'action des membres du gouvernement assure deux bénéfices stratégiques pour le contrôle de l'agenda politique : la restriction de la visibilité des acteurs et des thèmes abordés.

La vulnérabilité médiatique à l'offre gouvernementale doit être rapportée aux pratiques du champ journalistique, menant à la valorisation des sources gouvernementales et aux contraintes des entreprises médiatiques, entraînant la restriction des sources pour les journalistes.

2.2. Dépendances Routinières

La dépendance des médias des sources gouvernementales affecte les agendas médiatiques au sens où le pouvoir institutionnalisé finit par avoir un « accès habituel » aux médias. Ainsi on pourrait reprendre H. Molotch et M. Lester lorsqu'ils admettent que : « [Aux Etats Unis] l'accès habituel¹⁷⁵ est généralement réservé aux personnalités puissantes ou aux tenants d'un pouvoir institutionnalisé. Bien sûr ce pouvoir est à la fois cause et résultat de cet accès. L'accès routinier est l'une des sources et l'un des supports les plus importants des relations de pouvoir existants ».

Suggérer que la promotion des nouvelles par l'agent politique se fait dans un environnement médiatique qui lui est favorable, c'est également mettre en lumière l'importance des activités organisationnelles à travers lesquelles les nouvelles naissent.

¹⁷⁴ J. Charron. *La production de l'actualité...*, *op.cit.*, p.99.

¹⁷⁵ Dans leur modèle de carrière des événements publics, les chercheurs distinguent les événements selon leur type de promotion. L'accès habituel est un sous type d'événements routiniers où le promoteur (les acteurs gouvernementaux) d'un événement a un accès habituel auprès du monteur (journalistes, rédacteurs, rewriters) d'événement. H. Molotch, M. Lester. *L'usage stratégique des événements : la promotion et le montage des nouvelles. L'opinion publique : examen critique, nouvelles directions* / ed. par Jean Padioleau, Paris : Mouton, 1981 p. 378.

Dans ce cadre, notre but est de montrer pour quelles raisons les sources gouvernementales sont valorisées dans la pratique journalistique quotidienne ; nous allons donc examiner leur valeur pour la presse et pour la télévision.

La valorisation des sources gouvernementales n'est pas seulement liée au statut institutionnel et à la représentativité du gouvernement. Elle est aussi une question de routines journalistiques (structure par rapport aux ministères), de pratiques journalistiques (diminution du risque, assurance et importance de l'activité gouvernementale, temps limité) et de la conséquente restriction des sources alternatives qui reposent également sur les déficiences économiques, notamment des entreprises privées, et sur les déficiences du personnel y travaillant.

2.2.1. Les contraintes du travail journalistique

Les sources officielles, les ministères, les partis politiques, les services de sécurité, les services publics sont considérés comme des sources légitimes du reportage journalistique. Parmi elles, les sources gouvernementales, les ministères, ont une importance disproportionnée car les décisions gouvernementales ont une portée sur la grande majorité des personnes et de ce fait, leur intérêt est beaucoup plus grand.

Les journalistes sont de surcroît répartis dans les ministères, où ils trouvent la source principale des reportages ; c'est là que les journalistes préparent leurs reportages, communiqués ensuite à l'organisme médiatique dans lequel ils travaillent. Le comité de rédaction choisit les reportages parmi ceux provenant des ministères et en alimente l'agenda principal du journal. De ce fait, les sources gouvernementales influencent considérablement l'agenda des médias.

Le journaliste Nikitas Lionarakis¹⁷⁶ critique cette organisation des sources médiatiques qui ne peut ainsi rendre compte de la multiplicité des sujets qui produisent des informations quotidiennement :

« Cette non équivalence est le résultat du non renouvellement des structures des médias, ce qui permettrait de répondre à la réalité de multiples organes, de multiples conseils et de

¹⁷⁶ N. Lionarakis. La construction par erreur et d'erreur. *La « construction » de la réalité et les médias*/ ed. par Roi PANAGIOTOPOULOU, Pepi RIGOPOULOU, Murto RIGOU, Stelios NOTARIS. Athènes : Aleksandreia, 1998, pp. 325-326.

multiples institutions dépassant les limites nationales. Ainsi le nombre de sujets politiques et partisans se trouve considérablement limité au fur et à mesure que les médias perdent la possibilité de suivre la configuration des décisions des autres centres de pouvoir. Les médias reproduisent l'organisation des pouvoirs tels qu'ils ont été organisés au XIX^{ème} siècle ; tous les reportages se structurent en accord avec le ministère de sorte que les nouvelles concernant les affaires étrangères tirent toutes leurs origines des informations transmises par le ministère des affaires étrangères, les nouvelles économiques du ministère des affaires économiques etc. Les journalistes ne couvrent que par des commentaires et non des investigations la nouvelle réalité du monde brisé et complexe, car ce n'est pas seulement le parti socialiste qui prend les décisions mais les 6000 ONG, les réseaux multiples et les centres de pouvoir hors institutions. Or la complexité sociale a multiplié les sujets qui produisent des informations ».

L'organisation des journalistes par ministère pèse sur la hiérarchisation par les médias de la valeur des sources officielles : la dépendance des sources gouvernementales dans la fabrication de l'ordre du jour en terme d'assurance de la production quotidienne des nouvelles est strictement liée à la valorisation des sources gouvernementales.

Les sources gouvernementales constituent, pour tous les médias, l'assurance de la diffusion de nouvelles programmées et sûres pour leur couverture médiatique. Les ministères et d'autres agents gouvernementaux, et bien sûr l'information quotidienne des journalistes par le biais du porte-parole du gouvernement, sont des « lieux sûrs » de la production d'événements, fait qui diminue l'incertitude de la production quotidienne des informations. D'autant plus, que c'est au gouvernement de prendre les décisions et que les sources gouvernementales ont le plus souvent « des choses importantes à déclarer », et sont des sources « objectives » et donc compatibles avec la déontologie journalistique. D'après W.L. Bennett, les normes professionnelles des journalistes soutenant l'objectivité et la neutralité de la couverture des informations, donnent des avis favorables sur les nouvelles qui sont filtrées par les sources gouvernementales ; ceci a des effets sur la confirmation de l'objectivité de ces sources car « la prédominance d'une réalité au détriment des autres contribue à ce que cette réalité paraisse objective[...], l'illusion de l'objectivité des nouvelles se maintient à un très haut degré par la portée limitée des opinions recevables dans le domaine des informations et par la confiance envers les opinions officielles qui se vérifient comme fiables et valides¹⁷⁷ ».

Nous pouvons estimer la condition de la dépendance des sources gouvernementales dans la fréquence d'apparition élevée des thèmes mis en avant par le gouvernement dans les

¹⁷⁷ W.L. Bennett. *News. The politics of illusion* (en grec). Athènes : Dromeas, 1999, p. 275-276.

agendas médiatiques. La catégorie « politiques publiques ¹⁷⁸ » dans laquelle nous rangeons les décisions gouvernementales dans tous les domaines de politiques publiques ainsi que les réactions qu'elles provoquent, concentre les pourcentages les plus larges dans l'agenda de la presse écrite et de la télévision publique ¹⁷⁹. Le tableau ci-dessous montre comment la couverture des sources ministérielles constitue une routine dans les pratiques journalistiques. La catégorie « politiques publiques » a une fréquence d'apparition régulière pendant les quatre mois de la recherche. Le décompte fréquentiel de la catégorie contenue dans les « unes » des journaux et les journaux télévisés des deux chaînes de la télévision permet d'observer la même structure stable, ferme et journalière de la catégorie dans tous les médias en question (dans la chaîne privée la fréquence d'apparition bien que faible, est, elle aussi, cependant, régulière).

Tableau 4 Fréquences d'apparition de la catégorie thématique « politiques publiques » dans les médias

Médias	En numéros (N)	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
	En pourcentages (%)					
Chaîne Privée (MEGA)	N	32	49	82	72	235
	% dans le média	13,6%	20,9%	34,9%	30,6%	100,0%
Chaîne publique (NET)	N	69	94	149	97	409
	% dans le média	16,9%	23,0%	36,4%	23,7%	100,0%
ELEFTHEROS Typos	N	71	79	83	93	326
	% dans le média	21,8%	24,2%	25,5%	28,5%	100,0%
TA NEA	N	33	36	38	41	148
	% dans le média	22,3%	24,3%	25,7%	27,7%	100,0%
ELEFTHEROTYPIA	N	46	82	67	64	259
	% dans le média	17,8%	31,7%	25,9%	24,7%	100,0%
ETHNOS	N	53	63	63	68	247
	% dans le média	21,5%	25,5%	25,5%	27,5%	100,0%
KATHIMERINI	N	15	28	9	21	73
	% dans le média	20,5%	38,4%	12,3%	28,8%	100,0%
TO VIMA	N	9	16	11	18	54
	% dans le média	16,7%	29,6%	20,4%	33,3%	100,0%
	Total	328	447	502	474	1751
		18,7%	25,5%	28,7%	27,1%	100,0%

La large présence, de façon routinière et journalière, est vraiment frappante au fur et à mesure qu'elle révèle un accès si direct et habituel du gouvernement. Il apparaît donc que

¹⁷⁸ La catégorie correspond bien davantage à *policy*, qu'à *politics*. Il s'agit des activités et décisions gouvernementales sur une série de questions politiques. Dans la catégorie en question nous avons pris en considération également les réactions, les critiques ou les controverses exprimées envers ces actions gouvernementales de la part des partis politiques ou des groupes sociaux. Les sous catégories des « politiques publiques » suivent dans leur majorité la distinction des ministères en Grèce. Cf Annexe I pour une présentation détaillée du contenu de la catégorie.

¹⁷⁹ Cf. Annexe II pour une présentation des agendas médiatiques.

les journalistes agissent en fonction du postulat que les sources officielles sont les plus riches et les plus sûres sur une base quotidienne d'informations.

En ce qui concerne les chaînes de la télévision privée, la dépendance des sources gouvernementales correspond aussi à leur statut d'entreprises privées, à la recherche de production des informations au coût le plus bas possible. Comme le note V. Doudaki : «D'après la logique économique des organismes médiatiques, le nombre de reportages produits ne doit pas être plus grand que le nombre nécessaire pour le journal télévisé quotidien et de ce fait le nombre des camions de télévision limité. Par conséquent, les camions disponibles et les reporters doivent être placés d'une façon spécialement efficace, voire être envoyés là où on est assuré de la production d'informations qui seront diffusées par le journal télévisé ¹⁸⁰». Les contraintes économiques des chaînes privées s'imposent sur la production des nouvelles sûres qui, en même temps, s'adressent à des publics élargis.

2.2.2. La restriction des sources alternatives

Dans un tel contexte de contraintes du travail journalistique, la recherche de sources alternatives devient une tâche difficile limitée par les contraintes économiques des entreprises privées. Notre interlocuteur¹⁸¹, rédacteur en chef d'une chaîne de télévision privée parmi les plus importantes, nous donne des éléments importants concernant les déficiences des chaînes de télévision privées :

Pour diffuser des questions politiques ou des enjeux sérieux il faut avoir derrière soi un mécanisme qui pourrait supporter ce type des nouvelles ; de bons journalistes célèbres, beaucoup de techniciens, des connexions link, et un budget important pour qu'on puisse couvrir une conférence dans le cadre de l'Union Européenne [...]

Or, la restriction des sources n'est pas seulement une question de contraintes économiques mais aussi une question de restriction du temps disponible dans de dures conditions de concurrence. V. Doudaki note que « comme on doit produire un nombre de reportages quotidiennement dans des conditions de concurrence, on considère que le temps consacré à la recherche de sources alternatives, de sources différentes de celles qu'on utilise

¹⁸⁰Voir, V. Doudaki. *La production des informations à la télévision*. Thèse de Doctorat, Université de Panteion, 2004, p. 197 ; G. Tuchman. *Making News. A study in the construction of reality*. New York : The Free Press, 1978.

¹⁸¹ Entretien avec T. Michopoulos, Athènes 19/07/2004.

quotidiennement est une affaire de luxe ; le manque de temps a un pouvoir important de restriction.¹⁸² »

Par ailleurs, la restriction des sources est en correspondance avec le personnel qui travaille dans les chaînes de la télévision. T. Michopoulos¹⁸³ dit à ce propos :

Mais la question est aussi une question de personnel ; Il n'y a pas de mécanisme et de personnel suffisant... Si le journaliste a peu de choses à faire et des choses concrètes il va mieux, mais s'il a à couvrir, en même temps, cinq sujets, là ... Tu n'as pas un sujet à traiter ; tu finis vite... Tout d'abord les journalistes et spécialement ceux des chaînes de télévision ne peuvent pas analyser un projet de loi concernant le domaine de la santé par exemple. Ils n'ont pas une connaissance du cadre institutionnel. Ils s'occupent du patient décédé lors de l'opération, de l'hélicoptère qui n'a pas pu aller jusqu'à Andros [île grecque] et la grande- mère qui y est décédée et tout ça. Ils ne s'occupent pas du cadre institutionnel de leur domaine pour faire une analyse, voire si le projet de loi change vers une meilleure direction ou une pire. Ainsi ils en restent à ce que le Premier Ministre leur dira, ce qui change sur le projet de loi et les réactions que celui-ci provoquera. C'est pour cela que les présentations [des reportages] sont devenues classiques : « monsieur le ministre a présenté le nouveau projet de loi pour la santé. Le ministre a souligné... Cependant l'opposition majoritaire s'est opposée au projet et voici une déclaration de.. ». Et après, ça dépend de la prise de position des autres acteurs politiques (Konstantopoulos et Papariga) et ainsi tu as fini et tu considères que tu as donné un point de vue complet. Mais tu n'as rien ; tu n'as qu'une chose très superficielle et tu penses que tu as bien informé le public.

La question du personnel a deux aspects : d'une part, le nombre insuffisant de journalistes travaillant dans les chaînes oblige les journalistes à s'occuper de plusieurs sujets à la fois sans pouvoir, finalement, s'investir. D'autre part, le manque de spécialisation des journalistes contribue à la reprise des informations gouvernementales telles quelles. Le manque de spécialisation est lié à la restriction des sources alternatives puisque les journalistes n'ont ni le temps, ni la spécialisation pour les gérer.

La spécialisation des journalistes est une question d'équipement des chaînes de la télévision privée. V. Thomopoulos¹⁸⁴, directeur d'information d'une chaîne privée, insiste sur le fait que les embauches pour la télévision privée, au début des années 90, étaient précipitées ; on n'a pas eu le souci d'équiper la télévision privée avec des spécialistes. La question du mode de travail se pose encore une fois, trop de boulot pour peu de personnes :

¹⁸² V. Doudaki. *La production des informations...*, op. cit., p. 198.

¹⁸³ Entretien avec T. Michopoulos, Athènes 19/07/2004.

¹⁸⁴ Entretien avec V. Thomopoulos, Athènes 25/11/2004.

Tous les directeurs des chaînes demandent aux reporters de faire des propositions de sujets. Tous sont très heureux quand ils ont des reporters qui ont assez de personnalité pour proposer un sujet, le monter, le présenter et en faire une vidéo spéciale. Pourtant, dans la télévision privée, le plus grand nombre de reporters a des caractéristiques qui obligent les rédacteurs ou les directeurs à les aider d'une façon décisive dans les reportages. Il ne s'agit pas d'une ligne politique, où il faut que le rédacteur intervienne à propos d'une personne politique; pas du tout. Il s'agit plutôt de la façon dont les chaînes de la télévision privée se sont équipées ; on a fait entrer des journalistes qui ne disposaient ni d'expérience, ni de grandes qualités. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que ces journalistes sont dans les rues du matin au soir. Il n'est pas facile pour un professionnel de travailler du matin au soir. Le travail des journaux télévisés est très dur.

La question du personnel est déterminante dans la banalisation de la couverture des sources gouvernementales.

Il paraît donc que les routines des pratiques journalistiques constituent un filtre très important au fur et à mesure qu'elles facilitent l'accès habituel au gouvernement et à son agenda.

3. La gouvernance des définitions politiques portant sur l'activité gouvernementale

Le gouvernement essaiera de gouverner également les définitions politiques, afin, pour reprendre la formule de P.M. Hall, de manipuler les impressions politiques¹⁸⁵. La stratégie mise en avant consiste à la fixation sélective sur certains aspects de son activité.

Nous allons examiner cette activité de cadrage à l'aide de deux types de cadre que J.N. Druckman a appelé le « cadrage par équivalence » et « cadrage par accentuation ». J. Gerstlé le commente ainsi : « Dans le premier cas, il s'agit de présenter une situation strictement identique sous son jour le plus flatteur. Dans le second cas, il s'agit d'insister sur des considérations qui ne sont pas équivalentes¹⁸⁶».

La promotion du nouvel aéroport montre bien la fonction du « cadrage par équivalence » car on insiste sur les aspects flatteurs des apports nationaux dérivant de la construction de l'aéroport en dépit des problèmes de construction. La promotion du « réseau des pauvres » montre comment le gouvernement met en avant une régulation en privilégiant les aspects portant sur la solidarité sociale en dépit de la restriction des efforts financiers pour l'armement.

¹⁸⁵ P.M. Hall. Une Analyse symbolique-interactionniste..., *op.cit.*

En s'appuyant sur ses ressources dérivant de sa position institutionnelle et en exploitant la prime de visibilité dont il bénéficie, le gouvernement stratégiquement mettra en avant les définitions qui encadrent sa propre action. Hormis les contraintes du travail journalistique décrites ci-dessus, le gouvernement exploite également ses alliances médiatiques. Les activités gouvernementales ont un accès privilégié à l'agenda médiatique et les définitions qui les encadrent également. L'activité tactique des autres acteurs politiques est faible face aux ressources gouvernementales et ainsi leurs marges d'influence limitées.

3.2. Le « cadrage par équivalence » : la construction du nouvel aéroport

L'inauguration du nouvel aéroport et de l'autoroute y conduisant permet d'éclaircir la tactique de cadrage sur les aspects les plus flatteurs d'une situation politique. La mise en avant des bénéfices nationaux apportés par le nouvel aéroport monopolise l'actualité en dépit des problèmes de construction que le parti de l'opposition majoritaire essaie de faire émerger.

Or, la construction du nouvel aéroport appartient aux « catégories prioritaires » sur lesquelles le gouvernement se focalise stratégiquement. Nous avons déjà noté que le gouvernement sur-communique à propos de la catégorie « Aménagement » : les annonces sur l'aéroport et l'autoroute conduisant à celui-ci couvrent presque toute l'activité gouvernementale (9 rencontres et comités gouvernementaux sur 12 et 6 déclarations sur 7 portent sur l'aéroport et l'autoroute). Il représente un pari important, la construction du nouvel aéroport étant parmi l'un des « Grands Travaux » qui résument l'idéologie de la « modernisation » du pays.

Le gouvernement tire plusieurs bénéfices de la mise en avant de la construction de l'aéroport. Il en fait usage dans ses réponses aux attaques du parti de la N.D. sur le retard des travaux des Jeux Olympiques en 2004. Il lui sert comme outil de renversement de son image négative, telle qu'elle apparaît dans les sondages qui voient le jour et qui sont pris en

¹⁸⁶ J. N. Druckman. The implications of framing effects for citizen competence. *Political Behavior*, vol. 23 (3), p. 225-256, cité par J. Gerstlé. *La communication politique*. Paris : Armand Colin-Dalloz, 2004, p. 104.

compte dans l'élaboration de la stratégie¹⁸⁷. Et, finalement il lui permet d'en faire le porte-drapeau dans la controverse avec la N.D..

Le gouvernement jouit de plusieurs ressources dans la promotion de l'aéroport. Tout d'abord, la conjoncture de l'inauguration est en elle-même une ressource forte car la captation de l'attention en est assurée (la singularité de l'événement constitue un principe de sélection médiatique parmi les plus importants). Par la suite, la figure du ministre de l'Aménagement, des Travaux Publics et de l'Environnement, Kostas Laliotis, est nodale dans le processus de la mise en avant de ce projet. Le ministre est une figure emblématique du PA.SO.K. (un des membres fondateurs du parti, et parmi les préférés du Premier Ministre A. Papandréou), du gouvernement (ministre depuis plusieurs années dans les gouvernements socialistes), des médias (le planificateur de la communication politique du PA.SO.K. depuis les élections de 1987) et de la controverse avec le parti de l'opposition majoritaire. L'aéroport et la construction du nouveau métro sont des paris personnels de K. Laliotis qui est resté au même poste ministériel pendant sept ans (1995-2002). K. Laliotis sera lui-même promoteur de ces projets et agent initiateur de la controverse avec le parti de la N.D..

Le travail gouvernemental sur la promotion de l'aspect flatteur de la construction de l'aéroport est fondé sur une tactique qui vise à la fois à l'alimentation quotidienne de l'actualité politique en informations portant sur l'évolution de la construction de l'aéroport et à la promotion des significations nationales de l'aéroport et de l'autoroute y conduisant.

Sur une base régulière, le ministre organise des actions dont la visibilité est, à cause des caractéristiques de la nouvelle, assurée. Des interviews dans les journaux télévisés du ministre de l'Aménagement, des déclarations, des communiqués de presse, des attaques contre l'opposition majoritaire sont les armes utilisées à l'alimentation quotidienne de l'actualité. L'inauguration d'une partie de l'autoroute conduisant à l'aéroport, l'appareillage d'un kiosque à journaux et des extraits d'articles critiques sur le métro¹⁸⁸, l'organisation d'une fête pour les un an du métro, la publication des projets d'exploitation de l'ancien aéroport, les informations sur le déménagement de l'ancien aéroport et enfin

¹⁸⁷ Depuis 2001 la différence entre les deux partis de gouvernement n'est pas tombée en dessous du plafond de 6 points en faveur du parti de la ND.

¹⁸⁸ La construction du métro par le gouvernement du PA.SO.K. a été l'objet d'une forte controverse entre les deux partis de gouvernement. La mobilisation cette fois-ci des arguments du parti de la ND contre la construction du métro vise à dévaloriser ses arguments sur la construction de l'aéroport.

l'inauguration fantasmagorique du nouvel aéroport sont parmi les coups qui seront fortement médiatisés. Comme nous allons le voir cette communication orientée et centralisée sur une base régulière oriente aussi l'intérêt des journalistes qui y trouvent des thèmes à diffuser.

Par ailleurs, la promotion de l'importance nationale de l'aéroport se fait par la mise en avant de l'« image nouvelle » de la Grèce du XXI^{ème} siècle, du « développement économique », de la « modernisation des infrastructures publiques », du bénéfice pour « la position géostratégique et géopolitique ».

Voici quelles sont les significations nationales qui vont structurer toutes les communications publiques des acteurs gouvernementaux :

Deux grands et importants travaux publics qui montrent à la fois la modernisation des infrastructures de notre pays, le développement (économique) de la Grèce, la Grèce moderne et forte et la Grèce du XXI^e siècle, sont prêts [...] Je me réfère au nouvel aéroport international qui porte symboliquement le nom d'Ethnarque, Venizelos et l'autoroute *Attiki odos*. Ces travaux signalent la Grèce du XXI^e siècle ... Le nouvel aéroport « Eleftherios Venizelos » sera l'un des plus modernes, des plus sûrs et des plus fiables aéroports de l'Europe et du monde entier¹⁸⁹

Le nouvel aéroport est un aéroport complet, moderne, sécurisé, fiable, correspondant à tous les standards internationaux[...]L'aéroport est un travail qui montre la capacité du pays à produire. Il s'agit d'un aéroport relevant la position géostratégique et géopolitique du pays et il aura un apport considérable dans le développement du pays. Il s'agit d'un travail qui valorise notre pays¹⁹⁰.

La couverture médiatique de l'activité tactique du gouvernement porte à la fois sur la visibilité privilégiée des coups portés par le gouvernement pour la promotion de l'aéroport mais aussi sur la promotion des significations nationales de l'aéroport. Commençons par l'accès privilégié de cette priorité gouvernementale sur l'agenda médiatique.

Dans l'agenda médiatique, nous avons classé dans la catégorie « Aménagement » toutes les informations portant sur l'activité gouvernementale à propos des travaux publics. L'« Aménagement » constitue une catégorie à hiérarchisation haute, commune et convergente entre les agendas des médias¹⁹¹. Avec une fréquence d'apparition très élevée,

¹⁸⁹ Kostas Laliotis, ministre de l'Aménagement, des Travaux Publics et de l'Environnement, Parlement 7 février 2001.

¹⁹⁰ Kostas Simitis, Premier Ministre, Parlement 16 février 2001.

¹⁹¹ Cf. Annexe II pour la présentation détaillée des agendas médiatiques.

elle occupe la deuxième place (pendant les quatre mois) dans trois journaux (*ELEFThEROS Typos*, *KATHIMERINI*, *ELEFThEROTYPIA*) et la chaîne publique (*NET*), la troisième place dans le journal *TA NEA*, la quatrième place dans la chaîne privée¹⁹² (*MEGA*), la septième de l'agenda du journal *ETHNOS* et la huitième de *TO VIMA*. En même temps, en termes de classement sur l'échelle hiérarchique, il faut noter que la catégorie est bien visible dans la chaîne publique; 57% des reportages de la chaîne publique sur l'« Aménagement » sont classés sur une échelle de 1 à 5. Pour la chaîne privée le pourcentage est de 27%. De surcroît, la catégorie est représentée régulièrement pendant les quatre mois par tous les médias en question.

Quel est le contenu de cette catégorie si visible ? 61,6% des informations médiatiques portent sur le nouvel aéroport et l'autoroute (dont 87% sont focalisées sur l'aéroport et 13% sur la nouvelle autoroute), 26,6% sur les infrastructures publiques et l'aménagement au sens général (problèmes dus aux intempéries, problèmes des jardins nationaux, problèmes de la ville, le cadastre national) et 11,7% sur les autres projets gouvernementaux (métro, rénovations des places publiques, enjeux de la ville). La couverture de l'activité gouvernementale rassemble 81,4% tandis que seuls 18,6% portent sur des thèmes de revendications sur les régulations gouvernementales. Les nouvelles portant sur les problèmes concernant les infrastructures publiques¹⁹³ (les problèmes du jardin national, de la bibliothèque nationale, des gymnases publics, des rues) émergent en janvier, où on ne constate pas d'activité gouvernementale importante.

La couverture médiatique suit l'actualité gouvernementale, de sorte que les variations de la couverture médiatique sur le thème demeurent liées à l'activité gouvernementale : ainsi en mars, mois d'inauguration du nouvel aéroport, le thème monte en couverture et concentre 41% des informations portant sur «l' Aménagement ». En janvier, nous avons 15% des informations, en février 19% et en avril 24%. La conjoncture de l'activité gouvernementale, à savoir les annonces sur les nouvelles lignes du métro (en

¹⁹² L'agenda de la chaîne privée ne donne pas les mêmes pourcentages sur les autres catégories médiatiques avec les autres médias. Force est donc de constater la convergence, dans ce cas, de l'agenda différencié de la chaîne privée avec les autres médias. Cf. Annexe II pour la présentation détaillée des décomptes fréquentiels des agendas médiatiques.

¹⁹³ En ce qui concerne les informations portant sur les infrastructures publiques et signalant des négligences étatiques, il convient de noter que ceux-ci sont lancés plutôt par la chaîne privée *MEGA* et les journaux *ELEFThEROS Typos* et *KATHIMERINI*. Bien que portés par ces médias, ils restent impuissants à créer les conditions d'une coordination et d'une médiatisation forte. Pour les deux journaux c'est une question de critique gouvernementale, tandis que pour la chaîne privée c'est une question de profil que nous allons commenter plus tard.

février), la rénovation de la place centrale d'Omonoia (en février) et de l'Acropole (en février), l'inauguration du nouvel aéroport (fin mars) et de la nouvelle autoroute (en avril) orientent la couverture médiatique. La vulnérabilité de la couverture médiatique à l'activité gouvernementale est l'un des éléments les plus importants de ce processus d'imposition de l'offre gouvernementale.

Or, les médias se différencient suivant leurs profils : la chaîne privée diffuse davantage d'informations sur la controverse politique entre les deux partis de gouvernement que les autres médias et *ELEFTHEROS Typos* et *KATHIMERINI* insistent particulièrement sur la critique du nouvel aéroport, en s'appuyant sur des sources propres et sur le discours politique de l'opposition majoritaire. Il convient d'estimer que les deux journaux les plus opposés au gouvernement critiquent fortement toutes les initiatives du gouvernement sur les travaux publics. La construction du nouvel aéroport fut un enjeu de forte controverse entre les deux partis politiques de gouvernement, et la polarisation des journaux reflète cette polarisation politique. Ce qui est frappant, c'est la pluralité des « reportages » diffusés par tous les médias en question, à l'exception, bien sûr, des deux journaux d'opposition. Les reportages informent sur les évolutions de la construction de l'aéroport, l'inauguration, les détails sur le déménagement de l'ancien aéroport au nouveau. Nous pouvons dire que les journaux *ELEFTHEROTYPIA*, *TA NEA* et *ETHNOS* et les deux chaînes de télévision suivent l'actualité gouvernementale tandis que les deux journaux de l'opposition se différencient tout en produisant leur propre actualité. Ce qui montre déjà une restriction des thèmes abordés.

Malgré ces « autonomies » médiatiques, le nouvel aéroport, une des clés de la politique gouvernementale, repose sur une couverture bien établie qui montre, en effet, l'accès privilégié de l'offre gouvernementale dans les médias.

Hormis la vulnérabilité de l'attention médiatique il faut aussi noter la vulnérabilité de l'attention partisane : le parti de l'opposition majoritaire déplace son agenda en fonction de la construction de l'aéroport pour entrer dans une controverse avec le gouvernement. Le ministre des Travaux publics conduira le débat dans un champ favorable au gouvernement. Comme le décompte fréquentiel le montrera pour le parti de l'opposition majoritaire¹⁹⁴, ce dernier consacre une part importante de son action et de sa communication quotidienne au thème de la construction de l'aéroport. Les outils utilisés par le parti de la N.D. dans la

mise en place de la polémique comportent le dépôt de questions au parlement, les déclarations du porte-parole du parti, les communiqués de presse.

Dans sa critique le parti de l'opposition majoritaire ne cherche pas à altérer le cadre établi par le gouvernement, celui de la signification nationale de l'aéroport; il centre plutôt la controverse politique sur les déficiences du nouvel aéroport tels que les accès routiers au nouvel aéroport et la sécurité de son fonctionnement. Ainsi la discussion ne se place pas au niveau de l'importance et de la nécessité de l'aéroport pour la Grèce mais plutôt par rapport à son niveau de promptitude. L'opposition majoritaire met en avant aussi des dimensions absentes des cadres diffusés par les médias : le retard dans la construction de l'aéroport et le surplus d'argent dépensé. Le président du parti dans sa réquisition envers le Premier Ministre au parlement note :

Le Premier Ministre a voulu nous convaincre de l'importance de l'aéroport. Il ne faut pas avoir de souci pour cela. L'aéroport a été commencé par le parti de la N.D.... La question n'est pas celle de son importance. La question est s'il s'agit d'un travail compétent et porteur d'une amélioration qualitative pour faciliter les besoins modernes [...] Et j'en viens au coût : nous avons construit l'un des deux ou trois aéroports les plus chers d'Europe, n'est-ce pas ? [...] Et je passe aux accès. Là les problèmes sont tragiques et ils ne peuvent pas être améliorés...Le chaos des embouteillages est assuré. Il est certain que les citoyens seront pénalisés. Le temps moyen d'accès à l'aéroport sera de deux heures¹⁹⁵.

La critique mise en avant par le parti de l'opposition majoritaire sera plutôt rapportée par le journal le plus proche du parti de la N.D. quand tous les médias insistent sur l'importance nationale de l'aéroport. La prédominance de cette dimension valorise le cadre gouvernemental.

On peut maintenant parcourir l'espace de reportages suscités par le stimulus politique dont la construction de l'aéroport fait l'objet. Il ne s'agit pas de faire une analyse du contenu journalistique mais plutôt d'examiner le traitement dans les reportages et titres journalistiques du cadre de la « signification nationale de l'aéroport » porté par le gouvernement.

Nous passons de l'approbation entière quant à l'importance de l'aéroport (de la chaîne publique et de *ETHNOS*) à l'approbation nuancée (*ELEFTHEROTYPIA* et *TA NEA*) et l'approbation occultement politique, pour finir par la négation partisane (de

¹⁹⁴ Cf. Chapitre 2 pour la présentation du décompte fréquentiel de l'offre de la ND.

KATHIMERINI et de *ELEFTHEROS Typos*). Chacune des « façons de parler » constitue une affirmation différenciée du cadre gouvernemental dans la controverse politique puisqu'elle parvient occulter les thèmes de la controverse en exaltant les aspects sur lesquels le gouvernement insiste: l'importance nationale de l'aéroport, sa modernité, sa sécurité, sa rapidité.

Tout d'abord, la chaîne publique (*NET*) qui, en harmonie parfaite avec le discours gouvernemental, ne masque pas son approbation en faisant usage d'un discours ouvertement politique. Nous citons quelques légendes de la couverture de la chaîne publique :

« La porte de la Grèce », « Aéroport - exemple » (19/01), Spata: parmi les plus grands et les plus sûrs d'Europe (20/01), « Le commencement de l'aéroport : une nouvelle époque » (7/03).

De la chaîne publique on passe naturellement à *ETHNOS*, qui reproduit l'information politique « telle quelle ». Cela est en rapport avec le mécanisme de recyclage de l'information gouvernementale ; le reportage du journal ne fait que reproduire l'information diffusée par les déclarations, notamment du ministre de l'Aménagement et des Travaux Publics et les communiqués de presse. En amont, le journal ne fait usage que de la source gouvernementale, sans s'appuyer sur d'autres sources pour ses reportages.

Les problèmes qui retardent le commencement du nouvel aéroport de Spata sont minimes. Ceci a été l'objet des déclarations des ministres des Transports et des Travaux Publics après la réunion tenue au ministère des Transports (01/02).

Temps record pour aller en voiture à Spata : une heure est le maximum qu'on mettra pour arriver à l'aéroport en voiture. ... Il s'agit des résultats de l'étude faite par un groupe des spécialistes et présentée par le ministre des Travaux Publics. (13/02)

Où en ce qui concerne les accès routiers nous lisons :

La partie de l'autoroute cruciale pour le développement de la région de Attiki sera inaugurée avant le commencement du fonctionnement de l'aéroport de Spata. (25/02)

Notons que la société *AKTOR* du propriétaire du journal *ETHNOS*, G. Bobola, actionnaire aussi de la chaîne privée *MEGA*, a participé à la construction de l'autoroute

¹⁹⁵ Konstantinos Karamanlis, Président de la ND, Parlement, 17 février 2001.

conduisant au nouvel aéroport, fait qui apporte un éclairage sur les conditions de l'approbation du journal envers ces travaux.

Passons au journal *TA NEA* qui ne publie que des reportages qui suivent l'actualité gouvernementale, en finissant par présenter ses félicitations au gouvernement le jour de l'inauguration de l'aéroport. Les premiers jours du fonctionnement de l'aéroport, où on constate des dysfonctionnements, le journal consacre sa « une » au thème suivant : « Record : 600.000 voyageurs ont 'noyé' l'aéroport » (04/4/2001). Il s'agit là d'une prise de position politique camouflée qui reproduit les sources gouvernementales :

« Prêts à décoller pour le vingt et unième siècle » : hier, lors d'une cérémonie magnifique à la hauteur de l'importance du travail, en la présence de l'ensemble de l'élite politique, économique, intellectuelle, religieuse du pays ainsi que des officiels étrangers, a eu lieu l'inauguration du nouvel aéroport...Aucune des personnes présentes à l'inauguration ne s'est exprimé en mauvais termes sur l'aéroport. Les commentaires des notables et des citoyens ordinaires étaient élogieux. Certes, les critiques...connues n'ont pas été absentes. Celles-ci ont été exprimées par les politiciens de l'opposition majoritaire. (Le reportage par la suite reprend très brièvement les critiques) (*TA NEA*, 28/03)

Du journal *TA NEA* on glisse à la chaîne de télévision *MEGA* qui se focalise sur la qualité des infrastructures de l'aéroport. Ce qui frappe l'attention, c'est l'émerveillement devant l'équipement ultra moderne du nouvel aéroport, ainsi que l'équipement sécurisé :

« Les infrastructures ultra modernes du nouvel aéroport offrent aux voyageurs des nouveautés et des commodités importantes. » (20/03), « L'aéroport a ouvert ses portes et des milliers de visiteurs ont visité ses infrastructures ultra modernes » (21/03) ou « La tour de contrôle est équipée de toutes les nouvelles technologies et dispose d'appareils spéciaux pour des atterrissages sous conditions difficiles » (25/03), « Tout est prêt à l'aéroport pour la confrontation des urgences et des cas extrêmes. On l'a prouvé avec l'exercice d'urgence; tous les services sont en urgence » (16/02)

Ou pour l'autoroute donnant accès à l'aéroport :

« L'autoroute du XXI^e siècle. Une nouvelle autoroute ultra moderne a été inaugurée. Un des plus grand travaux routiers de la Grèce ; un système ultra moderne de contrôle de la circulation » (18/03)

Le journal *ELEFTHEROTYPIA* offre un parfait exemple de discours neutre en couvrant tous les aspects de la controverse. Cette objectivation tient à la diffusion de reportages portant sur tous les facteurs de la controverse autour de l'enjeu : les accusations de l'association internationale des aéroports (*IATA*) sur les accès au nouvel aéroport, les intérêts politiques et les intérêts des entrepreneurs, l'augmentation du coût des taxes, les

manques du nouvel aéroport, les discours des personnalités politiques contre le ministre des Travaux Publics, les études des scientifiques portant sur les problèmes d'accès au nouvel aéroport. En dépit de cette objectivation, qui prend la forme de concentrateur des « voix de protestation » sans pour autant leur donner une prime de visibilité, le journal finit par faire prévaloir l'importance de l'aéroport pour la Grèce :

« Les infrastructures ultra modernes du nouvel aéroport offrent aux voyageurs des nouveautés et des commodités importantes. » (20/03), « L'aéroport a ouvert ses portes et des milliers de visiteurs ont visité ses infrastructures ultra modernes » (21/03) ou « La tour de contrôle est équipée de toutes les nouvelles technologies et dispose d'appareils spéciaux pour des atterrissages sous conditions difficiles » (25/03), « Tout est prêt à l'aéroport pour la confrontation des urgences et des cas extrêmes. On l'a prouvé avec l'exercice d'urgence; tous les services sont en urgence » (16/02)

La négation d'*ELEFTHEROS Typos*, journal proche du parti de la N.D., se renforce dans le contexte de la forte polarisation entre les deux partis politiques. La médiatisation de la controverse par le journal apparaît par le grand nombre des « unes » concernant l'aéroport et l'autoroute y menant. Les « unes » consacrées à l'aéroport atteignent 28 (24 *ELEFTHEROTYPIA*, 16 *ETHNOS*, 15 *TA NEA*) et celles consacrées à l'autoroute sont au nombre de 7 (5 *ELEFTHEROTYPIA*, 3 *ETHNOS* et 1 *TA NEA*). Ce discours de dénonciation du journal est associé strictement à la responsabilité politique du gouvernement, dramatisée par la diffusion de messages de détresse :

« Spata : le cauchemar en route pour l'aéroport » (10/01), « Guerre civile dans le gouvernement pour l'aéroport » (20/01), « Aéroport de Spata : directive de survie » (19/02), « La nouvelle autoroute Attiki : le calvaire qui coûte cher » (25/01).

Le plus souvent cette rhétorique est suivie de statistiques qui « justifient » les dénonciations du journal ; elle s'appuie sur l'objectivité des données chiffrées, censées constituer une « vérité » explicite en soi. C'est la désignation ou la fabrication du coupable en les termes les plus critiques et dénonciateurs. C'est pour cette raison que le journal s'appuie sur des sources différenciées pour lancer sa critique.

Le gouvernement arrive à alimenter l'actualité politique et à capter à la fois l'attention médiatique et l'attention partisane en prévalant un aspect de son action, primordial pour sa légitimation et pour son capital politique.

3.1. Le « cadrage par accentuation » : le cas du « Réseau des Pauvres »

La politique sociale fait traditionnellement partie de l'offre électorale du parti socialiste destinée aux couches défavorisées. Lors des élections de 2000 le PA.SO.K. a davantage insisté sur la prédominance de l'Etat social pendant le nouveau mandat afin de répondre aux critiques du parti de la N.D. sur le manque de sensibilité sociale montré par le gouvernement pendant les dernières années de son mandat.

Une des régulations que le PA.SO.K., le parti au pouvoir, mettra en oeuvre pendant son mandat de 2000-2004 est ce qu'il a appelé « le réseau des pauvres », des prestations en faveur des couches défavorisées. Cette régulation repose sur la restriction des dépenses ministérielles au détriment notamment du ministère de la Défense qui a programmé l'achat d'avions de chasse de quatrième génération. Or, l'argent dérivant de ces restrictions ne sera pas orienté seulement pour la couverture des allocations de la politique sociale mais aussi en faveur des Jeux Olympiques de 2004 dont le budget principal est déjà dépassé.

Dans ce cadre, le 27 mars, le ministre de l'Economie, Giannos Papantoniou, le secrétaire d'état, Giorgos Drys, et le Premier Ministre prennent la décision d'annuler l'achat d'avions de chasse de quatrième génération pour le reporter après 2004, et ainsi de diminuer les dépenses du ministère de la défense. Le 29 mars, le comité gouvernemental se réunit pour discuter les axes de la politique gouvernementale et réorienter la politique budgétaire, déjà votée lors de la discussion du budget de 2001, en « faveur des couches défavorisées ». La décision de la restriction des dépenses ministérielles est prise (la plus grande restriction vise le ministère de la Défense) en faveur de la Politique Sociale et des Jeux Olympiques. Or, cette décision provoquera la réaction du ministre de la Défense, A. Tsoxatzopoulos, et une polémique avec le ministre de l'Economie, G. Papantoniou. Parallèlement à cette controverse intra gouvernementale, les dirigeants doivent convaincre le public que la diminution des fonds pour la défense se fait en faveur des couches défavorisées et non en faveur des Jeux Olympiques.

Le gouvernement se trouve confronté à un problème : comment favoriser l'aspect de la régulation qui porte sur l'aide aux couches défavorisées tout en minimisant l'importance du manque d'argent pour les JO et surtout, neutraliser les réactions du ministre de la Défense qui est déjà en contact avec les sociétés étrangères de construction d'avions de

chasse. La nécessité de la promotion des allocations repose sur une contrainte importante ; le gouvernement est en attente du plan pour la réforme de la sécurité sociale¹⁹⁶, et on s'attend à ce que ce soit une réforme impopulaire. Il veut donc anticiper ainsi en prenant une décision qui va atténuer l'impression d'un gouvernement « socialement insensible ».

La ressource majeure du gouvernement est le contenu de la régulation elle-même : le fait qu'un gouvernement « socialiste » ayant comme priorité la politique sociale réussisse à tenir ses promesses électorales et à renforcer la « solidarité sociale ». La conjoncture est aussi un appui légitimant de la décision : la Turquie, en crise économique grave, a besoin elle aussi de diminuer les dépenses budgétaires d'armement du pays¹⁹⁷. Par ailleurs, les médias deviennent des filtres de sélection facilitant la carrière de l'enjeu.

Nous allons restituer le processus de la mise sur agenda du « réseau des pauvres » afin d'observer la démarche adoptée pour faire prévaloir un aspect de la régulation en dépit des autres. Les coups du gouvernement visent à la mise en avant de la solidarité sociale (telle qu'elle est matérialisée dans le « réseau des pauvres ») afin de capter l'attention médiatique (pour que celle-ci ne se penche pas sur les controverses au sein du gouvernement et les manques des JO) et valoriser la « priorité gouvernementale » de la politique sociale. L'enjeu monte en couverture pour une longue période. Par ailleurs, notons que la valorisation de cet aspect « solidaire » ne laisse pas de marges de manoeuvre aux partis de l'opposition pour une polémique avec le gouvernement.

Nous allons distinguer trois phases dans la mise en oeuvre de la tactique gouvernementale : les fuites sur le contenu de la régulation, les interventions du Premier Ministre et la mobilisation des membres du gouvernement pour la légitimation des autres aspects de la régulation (surtout les diminutions des armements).

La première phase est celle des « fuites » des décisions vers la presse « amicale ». Lors de cette première phase, les médias répondent de façon homogène en rapportant l'aspect positif de la régulation gouvernementale. La première phase, qui débute par des fuites et se termine le jour même où se réunit le comité gouvernemental (le 29 mars), sera caractérisée par la mise en avant de l'aspect flatteur : la lutte contre la pauvreté, la mise en avant du dilemme 'Politique Sociale ou Tanks'.

¹⁹⁶ Cf. Chapitre 6 de la deuxième partie.

¹⁹⁷ Les relations compétitives entre la Grèce et la Turquie ont conduit les deux pays à avoir d'énormes budgets pour l'armement et la préparation à un éventuel conflit.

Le « réseau contre les pauvres » sera le cadre qui prédominera dans les « unes » des journaux « proches » du gouvernement (*ETHNOS*, *ELEFTHEROTYPIA*, *TA NEA*) et les reportages de la chaîne publique *NET* qui est la seule à intervenir lors de cette phase. Il est par ailleurs frappant d'observer que avant même les annonces officielles, l'enjeu est bien placé dans les médias ; il fait la « une » des journaux et constitue la première nouvelle dans le journal télévisé de la chaîne publique *NET*.

Tableau 5 « Réseau des Pauvres » : La couverture médiatique de la première phase de la promotion de l'enjeu par le gouvernement

Titres et légendes	Média (Ordre¹⁹⁸)	Date
Des allocations en faveur des pauvres. On cherche les fonds publics	ELEFTHEROTYPIA	22/02
200 milliards (drachmes) pour « Le réseau contre les pauvres » Qui seront les bénéficiaires ?	ELEFTHEROTYPIA	9/03
Le gouvernement étudie des mesures révolutionnaires Moins d'armes plus de prestations	ETHNOS (premier titre)	26/03
Gouvernement: En position de lutte pour l'armement	TA NEA	26/03
On se tourne vers la politique sociale: 200 milliards au « Réseau » La diminution des dépenses et de l'armement vers des buts sociaux	ELEFTHEROTYPIA	27/03
Coup de ciseaux de 1 trillion aux armements : 300 milliards pour "le Réseau des pauvres" et 200 pour la réduction des impôts	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	28/03
Le comité gouvernemental: la politique sociale et les JO	Chaîne publique NET(1)	29/03
Promesses d'allocations	Chaîne publique NET (2)	29/03
Akis [le prénom du ministre de la Défense] défend les frais de la défense : « il faut trouver des moyens pour la défense »	Chaîne publique NET (8)	29/03
Un programme de politique sociale pour les cinq années à venir Qui seront les bénéficiaires/ Combien on gagne sur les armes	ETHNOS	29/03
Giannos [ministre de l'Economie] ou les tanks : Les armements divisent le gouvernement. Aujourd'hui la discussion sur le « Réseau contre la pauvreté »	TA NEA (premier titre)	29/03

La deuxième phase repose sur la promotion de la régulation par le Premier Ministre. L'intervention gouvernementale porte sur deux moments : le premier, le 29 mars anticipe les annonces officielles et le deuxième le 5 mars annonce les régulations. La première intervention vise à anticiper la visibilité de la controverse intragouvernementale. Le Premier Ministre s'appuie sur une ressource importante : ses actes (qu'il s'agisse de

¹⁹⁸ Pour la télévision, notons que le mode de classement des informations suit l'ordre d'apparition des informations (reportages) dans les journaux télévisés. Pour la presse écrite, notons que nous n'avons pas établi un classement des titres figurant à la « une » des journaux. Or, nous avons isolé le premier titre de la « une » : En tant que « premier titre » nous avons pris en compte celui qui se trouve en gros et à gras au milieu (le plus souvent) de la une et qui est suivi par des résumés du reportage. Cf. Annexe I.

déclarations, de discours, d'interventions dans le parlement) s'inscrivent directement à l'ordre du jour médiatique. Ayant cet appui il essaiera de faire prévaloir le cadre de la solidarité sociale et d'y focaliser l'attention des médias en dépit du cadre de la diminution des armements qui a par ailleurs provoqué une forte controverse entre les ministres de la Défense et de l'Economie.

Après le comité gouvernemental, K. Simitis fait des déclarations. Il laisse de côté les autres aspects de la régulation (diminution des dépenses ministérielles, renvoi des programmes d'armement et drainage d'argent vers les JO) en insistant sur la politique sociale.

La première priorité est, d'après notre programme, la politique sociale : le renforcement de l'emploi, l'amélioration de la santé et de l'éducation, la lutte contre la pauvreté, la formation d'un réseau de solidarité sociale, la formation d'une société humaine. Le souci principal du gouvernement est la justice sociale, la redistribution des ressources en faveur de la sécurité et de l'aide à ceux qui en ont besoin. La solidarité sociale est l'élément du pouvoir de notre société. Dans les jours à suivre nous allons présenter un plan spécial pour un réseau de solidarité sociale, ayant comme but la diminution de la pauvreté et la lutte contre l'exclusion¹⁹⁹.

Le ministre de la Presse et des Médias fera lui aussi, lors du communiqué de presse, des déclarations tout en reprenant le schéma du Premier Ministre :

Le renforcement de la solidarité sociale dans un pays est un élément de son pouvoir. Il faut – et c'est notre grande priorité- renforcer encore plus le réseau de la solidarité sociale concernant les groupes défavorisés, nos concitoyens ayant besoin de l'aide de la Cité. Ceci est une provocation et un pari de ce nouveau mandat de quatre ans²⁰⁰.

Aux questions qui lui seront posées, lors de son communiqué de presse, sur la polémique entre les ministres, le ministre de la Presse répondra en tentant de neutraliser les controverses et en mettant en avant le bien commun, auquel on ne peut pas s'opposer ; une valeur éthique liée surtout à la politique socialiste. Afin de soutenir qu'il n'y a pas de dilemme entre les membres du parti socialiste, le ministre élimine toute autre objection et annule la controverse.

¹⁹⁹ K. Simitis, communiqué de presse, 29 mars 2001.

²⁰⁰ D. Reppas, communiqué de presse, 29 mars 2001.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Nous sommes tous intéressés par la solidarité sociale, nous sommes tous intéressés par les dépenses pour le renforcement de la politique sociale, parce que cela est une priorité pour tous les hommes politiques membres d'un parti socialiste et membres d'un gouvernement progressiste. Il n'y a pas d'opposition à cela. Il n'y a pas de dilemme. Il n'y a pas de bipolarité entre ceux qui mettent en avant une priorité et ceux qui mettent en avant un autre enjeu en tant qu'enjeu de priorité. Nous sommes tous d'accord et tous nous contribuerons, chacun à sa place à la réalisation de ce but²⁰¹.

La tactique gouvernementale vise donc à la promotion de la politique sociale et par-là à l'affirmation du caractère socialiste.

Tous les médias prennent position en se focalisant sur les décisions du comité gouvernemental et la controverse entre les deux ministres, de l'Economie et de la Défense. En plus, notons que l'ensemble de journaux, ainsi que la chaîne privée *MEGA*, interviennent lors de cette phase en consacrant des « unes » à la question.

Les décisions du comité gouvernemental et les déclarations du Premier Ministre seront traitées les jours suivants de différentes façons par les médias : certains valorisent le dilemme de type « controverse sociale ou défense », d'autres se focalisent sur les problèmes internes gouvernementaux en privilégiant la controverse entre les ministres, d'autres mettent en avant la crise économique en Turquie pour valoriser la nécessité des diminutions des armements, d'autres évoquent le danger existant dans les relations entre la Grèce et la Turquie, et certains autres mettent en avant strictement l'aspect flatteur de l'enjeu.

La prise de position dépend chaque fois du profil du média. La chaîne privée met en avant la controverse et les journaux opposants tiennent à diffuser les enjeux qui ne sont pas en faveur du gouvernement. Le journal *ELEFTHEROTYPIA* insiste sur les évolutions économiques en Turquie et les réactions sociales pour souligner la possibilité de la diminution réciproque des armements. Force est de constater la convergence médiatique quant à la couverture de la question, fait qui ajoute de la saillance à la question.

²⁰¹ *Ibid.*

Les fondements du pouvoir symbolique du parti gouvernant

Tableau 6 « Réseau des Pauvres » : La couverture médiatique de la deuxième phase de la promotion

Titres et légendes	Média (Ordre)	Date
Le profil social divise : Le profil social du gouvernement a des effets intra gouvernementaux graves	ELEFTHEROS Typos	29/03
"Dure controverse" entre Papantoniou et Tsochatzopoulos lors du comité gouvernemental pour les dépenses de la défense	Chaîne privée MEGA (4)	29/03
Gouvernement: l'aveu de l'échec sur la société et la défense	ELEFTHEROS Typos	30/03
On s'est battu pour l'armement	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	30/03
Controverse et dilemme: Politique sociale ou défense	ETHNOS (premier titre)	30/03
Coup de ciseaux de 4 trillions aux armements et aux ministères : En faveur de la pauvreté et des Jeux Olympiques	TA NEA (premier titre)	30/03
Le débat pour la défense	Chaîne publique NET (6)	30/03
Interview du ministre de la Défense	Chaîne privée MEGA (7)	31/03
La crise économique de la Turquie aide la Grèce dans la diminution des dépenses pour la défense	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	31/03
Comment seront distribués les 4 trillions issus des réductions : Les mesures sociales et les Jeux Olympiques seront les gagnants	TA NEA	31/03
La diminution des dépenses pour la défense découvre le chaos de la gestion économique	KATHIMERINI (premier titre)	1/04
Risques pour Simitis: La controverse pour l'armement	ETHNOS (premier titre)	1/04
Des relations dangereuses: controverse Tsochatzopoulos - Papantoniou Interview de Akis: pourquoi je ne suis pas d'accord Interview de Giannos [ministre de l'Economie]: Ce qu'on va faire avec l'argent	TO VIMA (premier titre)	1/04
Danger de renversement des forces en Mer Egée après la décision du gouvernement pour la diminution des dépenses	KATHIMERINI (premier titre)	1/04
Akis [ministre de la Défense]: je proteste mais je ne démissionne pas	ETHNOS	2/04
"La controverse s'enflamme" dans le gouvernement. Critique pour la défense.	Chaîne privée MEGA(4)	3/04
"De nouvelles critiques de Paggalos": il a parlé de la diminution du financement pour la défense	Chaîne privée MEGA(16)	2/04
Akis va trop loin : Au même moment Papandréou annonce aux médias de Turquie la diminution des dépenses pour la défense	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	3/04
Toute la presse de Turquie en faveur de la diminution des dépenses pour l'armement : Des hymnes pour Papandréou tandis que l'économie de la Turquie s'enfoncé	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	4/04

Le 5 avril, Konstantinos Simitis annonce les mesures contre la pauvreté : l'initiative gouvernementale de promouvoir l'enjeu incite au rétablissement du cadre en faveur d'un seul aspect, celui du « réseau contre la pauvreté » :

Aujourd'hui au comité ministériel ont été présenté et ratifié les directions et les actions de notre programme du plan pour la solidarité sociale. Notre but est d'atténuer les inégalités sociales, de soutenir les plus démunis, de confronter les résultats négatifs de notre adhésion à une économie mondialisée et compétitive. Il faut créer une société plus dynamique. Avec ce programme nous mettons en oeuvre notre engagement envers le peuple grec ; que la politique sociale soit au premier rang

Les offres politiques en conjonctures routinisées

de nos priorités pour les quatre ans à venir. L'engagement pour un réseau destiné à affronter les phénomènes d'exclusion et de pauvreté²⁰².

Le rétablissement du cadre gouvernemental se fera encore une fois par les médias les plus « proches » du gouvernement, ceux qui ont participé à la première phase : on n'y retrouve pas la chaîne privée et les journaux opposants au gouvernement, à savoir *KATHIMERINI* et *ELEFTHEROS Typos*. Tous les médias favorisent dans leurs « unes » « la guerre contre la pauvreté » et l'abstention des deux journaux opposants laisse davantage d'espace à l'aspect que le gouvernement veut promouvoir.

Tableau 7 « Réseau des Pauvres » : La couverture médiatique

Titres et légendes	Média (Ordre)	Date
Papantoniou présente le cadre de la politique sociale	Chaîne publique NET (5)	4/04
La lutte contre la pauvreté a commencé	ETHNOS (premier titre)	4/04
"Des mesures contre la pauvreté": [K.] Simitis défend le réseau contre la pauvreté	Chaîne privée MEGA(2)	5/04
Les réactions de tous les partis parlementaires sur la politique sociale. SYNASPISMOS, K.K.E. et N.D.	Chaîne privée MEGA(25)	5/04
"Des mesures de sensibilité sociale" annoncées par Simitis: sondage et prises de position par le K.K.E. et SYNASPISMOS. La controverse se joue entre la défense et la politique sociale	Chaîne publique NET(1)	5/04
Simitis : La réduction des dépenses pour la défense est donnée Aujourd'hui Simitis répond par le « Réseau »	ELEFTHEROTYPIA	5/04
Relance de Simitis avec 550 milliards pour le réseau des pauvres: Qui y aura droit à partir de 2002	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	6/04
Des mesures contre la pauvreté: Soins aux personnes âgées et aux pauvres	ETHNOS	6/04
600 milliards à la guerre contre la pauvreté : des milliers de personnes concernées	TA NEA (premier titre)	6/04

Comme l'attention médiatique sur l'enjeu peu à peu s'estompe, d'autres acteurs gouvernementaux se mobilisent pour la légitimation des diminutions des dépenses pour les armements et la neutralisation des aspects négatifs. Nous entrons dans la dernière phase qui se caractérise par la focalisation du débat sur la diminution des efforts financiers en matière d'armements et par la mobilisation des journaux d'opposition.

La crise en Turquie et ses besoins de diminuer ses dépenses sont une conjoncture fonctionnant de façon légitimante pour la position gouvernementale. G. Papandréou, ministre des Affaires Etrangères donne une interview au journal *TA NEA* pour promouvoir cette conjoncture spéciale. Le débat se focalise sur la défense : Les deux journaux

²⁰² K. Simitis, discours politique à Zappeio, 5 avril 2001.

Les fondements du pouvoir symbolique du parti gouvernant

opposants (*ELEFTHEROS Typos* et *KATHIMERINI*) se mobilisent de nouveau pour « sensibiliser » sur le danger de la diminution des armements, et la chaîne privée *MEGA* pour diffuser le mécontentement du ministre de la Défense. Le 21 avril la « une » du journal *ELEFTHEROTYPIA* annonce l'accord entre le Premier Ministre et le ministre de la Défense. La réforme de la sécurité sociale que nous allons examiner dans la deuxième partie monopolise, à ce moment là, l'intérêt journalistique.

Tableau 8 : « Réseau des Pauvres » : La couverture médiatique de la troisième phase de la promotion

Titres et légendes	Média	Date
"Mécontentement de Akis": controverse au PA.SO.K. pour la diminution du financement de la défense	Chaîne privée MEGA (9)	8/04
Des rouquettes de Akis [le ministre de la défense] : Plan pour son appauvrissement politique	TA NEA (premier titre)	9/04
Papandréou G. à TA NEA : « La diminution des armements en Turquie est un avancement vers la régression »	TA NEA (premier titre)	12/04
On organise le désarmement de la mer Egée	ELEFTHEROS Typos	12/04
Papandréou: pas à pas pour le désarmement en Mer Egée	ELEFTHEROS Typos	13/04
Enquête de ELEFTHEROTYPIA : Grèce et Turquie suspendent leurs passions ? Le renoncement aux armements	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	13/04
On diminue à 1.9 trillion les dépenses pour la défense	ETHNOS (premier titre)	13/04
Course aux diminutions des dépenses pour la défense sous différentes justifications par Athènes et Agira	KATHIMERINI	14/04
Simitis -Akis: des décisions cruciales pour la sécurité sociale et la défense	ELEFTHEROS Typos	17/04
Tsochatzopoulos à Paris pour la Défense	Chaîne publique NET(8)	19/04
Rencontre entre Simitis et Tsochatzopoulos pour la défense	Chaîne privée MEGA (20)	20/04
Rencontre entre Simitis et Akis pour le financement de la défense	Chaîne publique NET (5)	20/04
Accord entre Simitis et Akis pour la défense et les controverses internes dans le PA.SO.K.	ELEFTHEROTYPIA	21/04

La décision gouvernementale de mettre en avant l'enjeu du « Réseau des pauvre »s pour légitimer les diminutions budgétaires et les « trous noirs » dans l'organisation des J.O. butte sur trois défis : tout d'abord, il faut s'assurer que c'est la « politique sociale » promise et non pas les J.O. qui bénéficieront eux- aussi de la diminution des dépenses d'armement ; ensuite, assurer la légitimation de la diminution des dépenses de la défense, un secteur sensible en Grèce en raison des relations avec la Turquie, et enfin gérer la controverse entre deux membres du gouvernement parmi les plus éminents.

Les coups visant au dépassement de ces défis s'appuient sur la valorisation de la solidarité sociale et l'atténuation des dangers provenant de la Turquie. Nous pouvons décrire en quelques mots la tactique gouvernementale de la façon suivante : Anticipation

(fuites dans la presse), Promotion (directement par le Premier Ministre), Neutralisation des aspects négatifs (des doutes provenant de la diminution des armements). Les trois phases se caractérisent par la vulnérabilité médiatique aux coups gouvernementaux ce qui se traduit en inscription de l'offre gouvernementale sur l'agenda médiatique. Or, cette vulnérabilité est liée aux profils différents des médias, chacun privilégiant des aspects différents.

Il faut aussi se référer au silence de l'opposition majoritaire ; même si le ministre de la Presse provoque la controverse, le cadrage favorisant la solidarité sociale ne laisse pas de marge d'influence de la part des partis de l'opposition.

Nous allons par la suite examiner sur quoi reposent les alliances politiques du gouvernement avec certaines entreprises médiatiques.

3.2. Les alliances médiatiques du gouvernement

Examiner l'environnement médiatique où se déploie le modèle de l'offre gouvernementale, c'est examiner à la fois les structures organisationnelles, les routines journalistiques et les dépendances économiques, politiques ou même les affinités idéologiques des entreprises médiatiques. Ces conditions permettent la coordination médiatique en faveur de l'agenda gouvernemental.

Les alliances du gouvernement avec les médias sont de deux ordres: d'une part, il s'agit d'alliances reposant sur les dépendances des entreprises médiatiques (notamment de deux chaînes de la télévision) de l'Etat et de l'autre part, il s'agit d'alliances reposant sur les affinités idéologiques de certaines entreprises de presse avec le pouvoir en place. Les deux types d'alliances représentent un bénéfice pour l'influence gouvernementale sur l'actualité politique.

3.2.1. Les alliances dérivant de la position institutionnelle du PA.SO.K.

Il est généralement reproché à la chaîne publique d'être directement dépendante du gouvernement au pouvoir. On ne lui reconnaît pas l'autonomie et la liberté institutionnelles dont elle devrait faire usage dans la formation de son programme, en termes de liberté dans l'autodétermination de sa mission. D'après certains auteurs, cette dépendance

constitutionnellement institutionnalisée de la télévision publique n'a pas permis le développement d'une structure pluraliste et par conséquent elle n'a pas été considérée comme une organisation autonome par rapport à de la sphère publique²⁰³. Pour cette raison, la télévision publique est considérée comme la chaîne la plus gouvernementale ; on lui reproche souvent d'être totalement dépendante des sources gouvernementales, et de conclure ses reportages par les propos même du porte-parole du gouvernement.

Parce que l'éthique professionnelle des journalistes repose sur le postulat de la neutralité et de l'objectivité, le produit de tout média niant ce prémisses est qualifié de « propagande » ou de « dépendance absolue ». Cette qualification sous-estime le caractère informationnel de la chaîne et le rôle qu'il pourrait jouer dans le mécanisme circulaire de l'information : ainsi la chaîne publique est totalement dépourvue d'une quelconque influence sur les autres chaînes ou sur les journaux dans la production ou la diffusion de l'information.

D'autre part, les médias privés grecs sont, comparés aux médias européens, relativement plus dépendants des partis politiques et de l'Etat. Comme le notent certains auteurs : « En ce qui concerne son fonctionnement politique la télévision privée grecque, pendant le premier temps de sa réglementation ainsi qu'après 1993, se trouve dans une contradiction : d'une part en étant une organisation privée elle cherche à maximaliser son profit par le biais de l'audience et d'autre part, elle est dépendante des partis politiques et de l'Etat, comme l'illustre les suspensions intentionnelles de la distribution des fréquences ainsi que l'esprit de la nouvelle loi qui reste attachée à l'Etat ²⁰⁴. La télévision privée est indirectement dépendante de l'Etat en raison de la publicité étatique dont elle a besoin, des relations que les entrepreneurs médiatiques entretiennent avec le pouvoir en place, de la distribution des licences de diffusion²⁰⁵ et l'affranchissement dont bénéficient certains médias. Il s'agit là de l'entretien d'un régime de dépendance de la télévision privée par

²⁰³ P. Zeri. Radio, télévision et les partis politiques. Un aspect de la pathologie du système politique grec. *The greek review of social research*, n° 104-105 A' - B'2001, p. 133-154.

²⁰⁴ N. Demertzis, P. Kafetzis, Le cynisme politique, l'aliénation politique et les médias: le cas de la Troisième République Hellénique. *Société et politique : : Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994.*, *op. cit.*, p. 174-218.

²⁰⁵ La distribution des licences de diffusion n'a pas été réglée par les gouvernements grecs afin de « garder en otage » la télévision privée. Il y eut des essais de régularisation du domaine de l'audiovisuel mais jusque le temps de cette étude (2005) aucune charte pour l'attribution des licences d'antenne n'a été fixée avec pour résultat un domaine surchargé comprenant 160 chaînes de télévision privée et 1200 stations de radio (au début de 1990) où les règles du marché se sont imposées. Pour une discussion sur la question voir, S.

rapport au pouvoir en place, qui, cependant ne constitue pas leur caractéristique dominante en étant, surtout, des entreprises privées qui doivent « jouer » avec des contraintes commerciales dans la détermination de l'ordre du jour.

3.2.2. Les alliés traditionnels de l' « espace progressif »

Les trois journaux quotidiens inclus dans notre corpus, à savoir *ETHNOS*, *ELEFThEROTYPIA* et *TA NEA*, sont des journaux qui traditionnellement s'auto positionnent en faveur de « l'espace progressif », et plus spécialement en faveur du parti socialiste PA.SO.K.. Il s'agit de journaux nationaux présentant le plus grand tirage, au profil « distingué et sérieux », qui influencent l'ordre du jour des autres médias²⁰⁶. En amont, les propriétaires de ces journaux sont aussi des propriétaires de la chaîne privée *MEGA*, également incluse dans notre corpus, et qui est la chaîne privée qui pendant la période de la recherche présente les audiences les plus élevées. On y trouve là un filtre très important de sélection des nouvelles ou d'accès habituel aux enjeux mis en avant par le parti socialiste et de consensus informationnel.

L. V. Karapanagiotis, le directeur de *TA NEA* explique : « La position politique de *TA NEA* est celle de soutien du parti politique du PA.SO.K.. A part ce positionnement du côté de l'édition et de la direction du journal, son ambition est d'arriver à exprimer le monde et les préoccupations de l'espace progressiste le plus largement possible²⁰⁷»

A son tour, S. Fintanidis directeur du journal *ELEFThEROTYPIA* déclare : « *ELEFThEROTYPIA* est un journal qui fait partie de ce que l'on appelle 'l'espace des forces progressistes'. Avant 1981 son positionnement était exclusivement contre la Droite parce que nous considérons qu'il fallait que ça change dans le pays... ²⁰⁸» Et, il ajoute : « Même si notre préférence pour les forces progressistes est nette, les 'autres' aussi, et plus particulièrement la N.D., ne considèrent pas que l'on noie leurs voix. Quoi qu'on dise, ce parti concentre 40% du peuple grec et on ne peut pas le considérer comme un paria²⁰⁹ » Enfin, G. Bobolas, le propriétaire de *ETHNOS* en dit : « On s'est mis en accord, avant de

Papathanasopoulos. Media Commercialization and Journalism in Greece. *European Journal of Communication*, vol.16 (4), London : Sage publications, 2001, p. 505-521.

²⁰⁶Cf. Chapitre 4 pour l'influence des grands journaux sur l'agenda de la télévision.

²⁰⁷ Entretien de T. D. Psarakis avec L.V. Karapanagiotis, inclus dans T. D. Psarakis. *Des journaux et des journalistes : La « petite histoire » des journaux d'Athènes, de Salonique et de Nicosie* (en grec). Athènes : Nea-Sinora, Liviana, 1993, p. 196.

²⁰⁸*Ibid.*, p. 121.

²⁰⁹*Ibid.*

commencer, que le journal, tant politiquement qu'idéologiquement, serait attaché à l'espace des forces progressives²¹⁰ »

Le soutien politique de ces trois journaux est un filtre important pour le parti socialiste : leur appui, en plus du journal *TO VIMA*, dont le propriétaire est le même que celui de *TA NEA*, et de la chaîne privée *MEGA* (dont les actionnaires sont les propriétaires de ces trois journaux), qui par leur poids prédominant (il s'agit des journaux et de la chaîne privée de télévision qui jouissent des plus grandes audiences dans l'espace médiatique) influencent l'agenda des autres médias, fonctionne comme une ressource politique qui renforce la vulnérabilité médiatique et le consensus informationnel quant à l'accès à l'offre gouvernementale dans l'espace médiatique.

Le modèle de l'offre gouvernementale

On peut en effet penser qu'il existe un modèle d'offre gouvernementale (voir également le schéma ci-dessous) qui se présente comme un ensemble de stratégies pour gouverner par « la parole, le silence et l'action²¹¹ » la visibilité et les définitions des problèmes, et pour contrôler les efforts compétitifs des médias et des autres acteurs sociaux en s'appuyant sur les ressources liées notamment à la position institutionnelle du gouvernement mais aussi sur le capital politique du PA.SO.K..

Les stratégies sont fonction de la position du parti ; le gouvernement essaie de contrôler l'actualité politique pour maintenir sa prédominance dans la lutte politique quotidienne. Dans ce cadre, les stratégies consistent à inscrire sur l'agenda des informations et des définitions sélectionnées par le gouvernement pour y orienter l'attention médiatique et partisane. Or, tout le monde ne peut pas retenir l'attention des publics « médiatiques » sur la scène politique ; seuls certains arrivent à avoir des « armatures » leur assurant une telle position de visibilité sociale.

Le gouvernement, disposant de ressources de position a une influence importante sur l'agenda politique. Il arrive à capter l'attention médiatique et à écarter des offres et des définitions compétitives quant aux enjeux communément privilégiés et à gouverner les

²¹⁰ *Ibid.*, p.99

²¹¹ C'est par ces actions que J. Gerstlé décrit « l'ensemble des efforts de la présidence pour contrôler symboliquement la définition de la situation politique offerte par les médias et les autres acteurs politiques en

définitions des situations politiques quant aux enjeux qu'il a stratégiquement mis en avant dans la compétition politique. Le contrôle du parti au pouvoir sur l'agenda politique est un capital politique qui lui servira davantage dans le cadre des élections.

Les fondements du pouvoir symbolique du gouvernement sur l'influence de l'agenda politique sont au nombre de deux : la délimitation de l'autonomie médiatique et de l'influence partisane.

La délimitation de l'autonomie médiatique est clairement due à sa vulnérabilité face à l'offre du gouvernement, avec pour conséquence une restriction des acteurs et des thèmes abordés. L'efficacité de cette ressource tient au fait qu'elle ne se montre pas en tant qu'outil de domination ; elle se cache sous l'éthique professionnelle du journalisme, celle de l'objectivité et de l'information publique. Ce « pouvoir caché » de l'information porte ses effets dans la mesure où il acquiert les dimensions d'un consensus informationnel sans exclure les spécificités de chacun des médias.

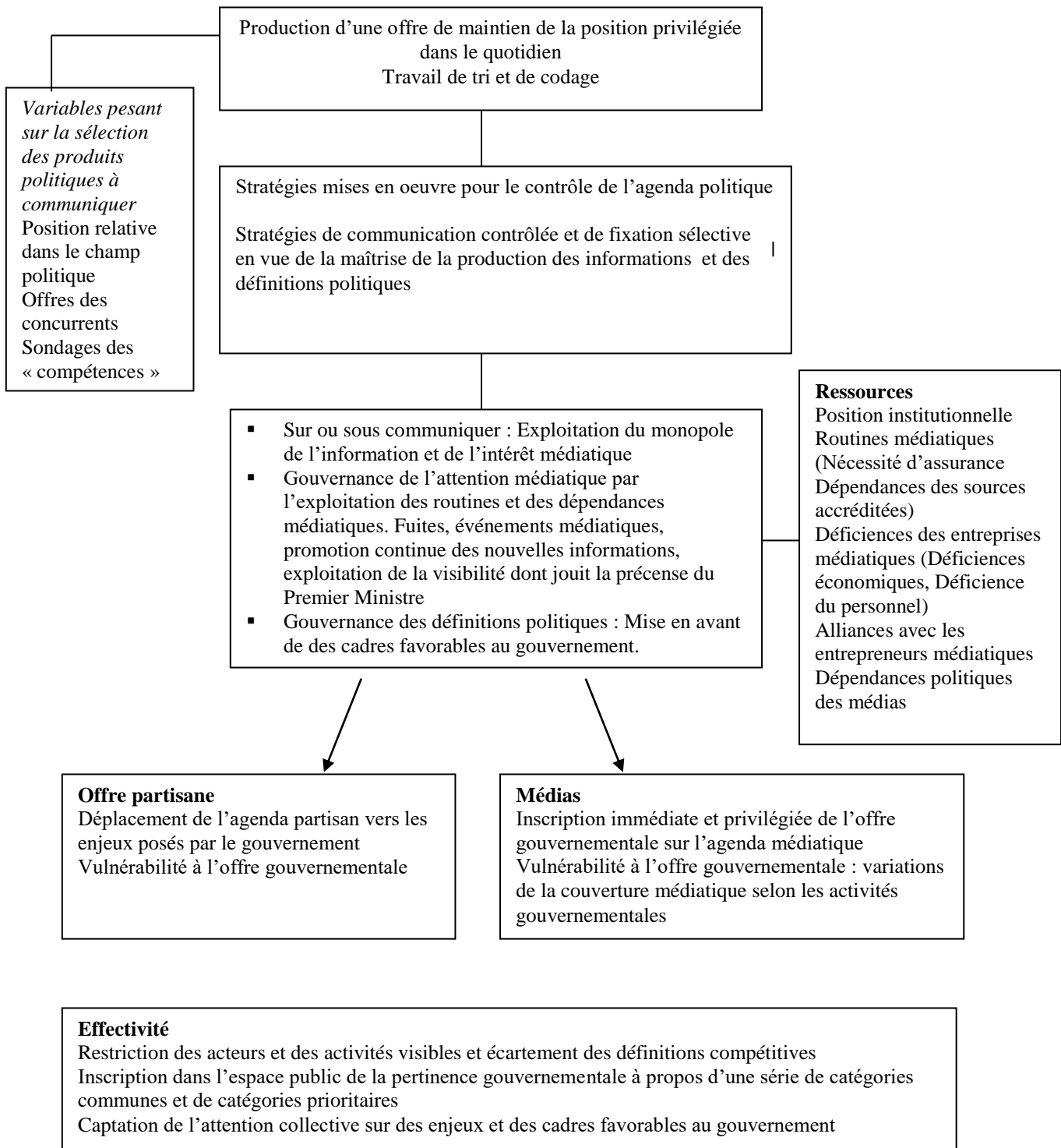
Nous avons aussi essayé de montrer de quelles conditions médiatiques cette vulnérabilité est le produit. Cette façon de parler médiatique est en relation étroite avec la dépendance des sources gouvernementales ; pourtant cette dépendance est normalisée par des routines organisationnelles, des structures d'entreprises médiatiques et des dépendances politiques directes ou indirectes. Pour cette raison, nous avons parlé de dépendances routinières et politiques. Par dépendances routinières nous entendons à la fois les modes d'organisation des routines journalières de la presse et de la télévision et les procédures professionnelles caractérisant les modes de production de l'ordre du jour. Nous avons commencé par l'organisation des sources de reportages par ministère, facteur déterminant du large pourcentage d'informations portant sur les politiques publiques dans les médias et la valorisation des sources gouvernementales dans les pratiques journalistiques quotidiennes. Par la suite, le budget bas, le personnel non spécialisé sont des facteurs déterminants de la restriction des sources alternatives. Par dépendances politiques nous entendons à la fois les dépendances directes et indirectes. La chaîne publique dépendante du gouvernement, les affinités idéologiques de la majorité de la presse de grand tirage avec le parti socialiste, et finalement les dépendances indirectes de la chaîne privée vis à vis du gouvernement (publicité, dettes au service de contrôle, licences de fonctionnement).

s'appuyant sur les ressources liées à la position institutionnelle ». J. Gerstlé. *La communication...*, *op.cit.*, p. 181.

La délimitation de l'influence partisane est bien apparemment due à la vulnérabilité de son agenda face à l'offre gouvernementale. Nous parlons des petites marges d'influence de l'agenda partisan sur l'agenda gouvernemental. Dans l'incapacité de rendre leurs offres saillantes et donc menaçantes, dans un environnement de coordination médiatique en faveur du gouvernement, les partis de l'opposition n'arrivent pas à affecter la prédominance gouvernementale sur les enjeux que le gouvernement a stratégiquement mis en avant. Nous allons voir par la suite, quand nous passerons à l'analyse de la mobilisation des partis, que les partis politiques de l'opposition dépourvus de ressources de position institutionnelle mobilisent d'autres stratégies afin d'inscrire sur l'agenda leurs offres compétitives.

Or, la vulnérabilité médiatique et partisane face à l'offre gouvernementale n'est pas une condition *sine qua non* de la compétition politique pour le contrôle de l'agenda politique. Dans les conjonctures non routinières, les marges d'autonomie médiatique et d'influence des partis changent une fois que les sources sont multipliées pour les journalistes et les ressources pour les partis de l'opposition. Dans ce registre, l'offre gouvernementale est alors vulnérable aux actions stratégiques des autres acteurs politiques et aux activités médiatiques.

Schéma 1 L'offre gouvernementale



Chapitre 2.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Le parti de l'opposition majoritaire est le groupe rival des tenants du pouvoir. Ils sont les « prétendants » au sens où l'entend D. Gaxie lorsqu'il souligne que « [les prétendants] ont occupé des positions de pouvoir dans le passé et/ou ils disposent de ressources suffisantes pour envisager d'y accéder dans un futur rapproché. Comme les tenants ils disposent d'un capital politique important et leurs positions dans le champ politique sont fermement établies. A la différence des 'tenants' ils n'ont guère d'accès aux processus de décision, peu de chances d'orienter les politiques et pas de responsabilité dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes ou dans la gestion des difficultés. Ils sont du même coup disposés à s'orienter vers les jeux politiques ouverts, cherchent à mobiliser les médias et 'l'opinion publique', développent des stratégies de politisation qui les conduisent à dénoncer l'action des tenants et à élaborer des propositions alternatives en valorisant leurs principes doctrinaux distinctifs.²¹² »

Tel est le cas du parti de la N.D. qui dispose d'un capital politique important, ayant occupé des positions de pouvoir dans le passé et aspirant y accéder lors des prochaines élections législatives. N'ayant pas d'accès aux champs de la décision politique, le parti cherche à développer des propositions alternatives qui sauraient capter l'attention, dénoncer l'action des tenants et mobiliser les médias afin d'y orienter la compétition politique et la dynamique de la représentation politique. A la différence des tenants, l'élaboration des stratégies ne prend pas appui sur la position occupée dans le champ politique : le parti est tourné vers la mobilisation des ressources « extérieures » au champ politique. L'offre compétitive de l'opposition majoritaire n'assure pas son inscription immédiate sur l'agenda politique. Elle va premièrement toucher la compétition partisane. Et, là on retrouve la deuxième différence des tenants dont les propositions ont une influence immédiate et forte sur l'agenda politique.

²¹² D. Gaxie. *La démocratie représentative*, op.cit., p. 20.

1. Produire une offre compétitive

Le parti de la N.D. est contraint de revendiquer le pouvoir dans un environnement politique où le P.A.S.O.K. est constamment au pouvoir dès les élections de 1981, à l'exception d'une interruption entre 1990-1993, et où, comme nous l'avons montré, il réussit à contrôler l'actualité politique en exploitant les routines du travail journalistique mais aussi ses alliances médiatiques.

Dans ce registre, la N.D. mettra stratégiquement en avant une offre discriminante mais aussi majoritaire pour se distinguer et pour produire des clivages stratégiques.

1.1. Sur les conditions de production de l'offre de l'opposition majoritaire

Nous allons voir que les conditions principales qui déterminent la production de l'offre de l'opposition majoritaire sont au nombre de trois : la dynamique de la compétition intra partisane, telle qu'elle résulte du tournant politique au sein du parti, la dynamique de la compétition partisane et la dynamique de la représentation politique.

Notons aussi les alliances « externes » au parti de K. Karamanlis qui influencent l'offre partisane. Deux scientifiques, alliés de K. Karamanlis, revendiqueront la paternité des axes principaux de l'offre de la N.D., à savoir la « Refondation de l'Etat » (*Epanidrisi tou Kratous*) et le « Espace de milieu » (*Messaios Choros*). Par ailleurs, nous avons déjà parlé du rôle joué par Th. Roussopoulos, le porte-parole du parti, un journaliste qui n'a pas de capital partisan et qui a imposé un ethos « journalistique » sur la gestion de l'offre.

1.1.1. La dynamique intra-partisane : L'arrivée de Karamanlis et le « tournant » politique

Le parti de la Néa Dimokratia (N.D.) a connu six leaders en 28 ans, de 1974 (date de sa fondation par Konstantinos Karamanlis) à 1997 (quand le neveu du fondateur, qui porte son nom, Konstantinos Karamanlis, devient leader du parti). Le nouveau leader ne dispose ni de l'ancienneté dans la profession, ni du capital politique provenant de positions de pouvoir ; ses ressources politiques sont fondées sur son âge (en 1997, il a 41 ans et il est le plus jeune des leaders de tous les partis politiques). L'âge du leader symbolise la

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive réformation du parti et fait valoir une image « jeune » face à l'image « vieillie » de son adversaire, le Premier Ministre, K. Simitis, âgé à l'époque de 62 ans. Dans un contexte où le pouvoir est exercé par un seul parti pendant une longue période, l'âge peut acquérir une valeur symbolique dans le processus de changement politique. Par ailleurs, le jeune leader est le neveu du fondateur ; un parrainage toujours révocable pour des raisons à la fois symboliques (l'histoire du groupe et sa forte période au pouvoir) mais aussi pragmatiques dans les concurrences intra-partisanes²¹³.

La rivalité des courants idéologiques au sein de la N.D. a été marquée par la polémique entre le profil libéral soutenu par Konstantinos Mitsotakis²¹⁴, leader du parti de 1985 à 1993, et le profil de la droite populaire traditionnelle représenté par le dirigeant Miltiadis Evert entre 1993 et 1997. Des journalistes proches de la N.D. ont critiqué la période de leadership de Miltiadis Evert comme étant une période de « décadence » : « le parti devait changer de génération politique au niveau du leadership et entrer dans une nouvelle période d'hégémonie politique²¹⁵ ». Une génération politique désireuse d'imposer une « nouvelle » période d'hégémonie politique émerge et s'incarne dans Konstantinos Karamanlis, qui remportera les élections au congrès du parti les 21-23 mars 1997.

Son principal adversaire dans cette course fut Giorgos Souflias qui, beaucoup plus âgé que K. Karamanlis, avait l'avantage d'avoir cumulé un capital politique important par l'occupation de postes ministériels et d'être soutenu par K. Mitsotakis, ex Premier Ministre et ex leader du parti. Après l'élection de K. Karamanlis, les controverses au sein du parti paraissent inévitables. En même temps que le parti socialiste se transforme au travers du projet de la « modernisation », le nouveau leader de la N.D. se trouve devant une fraction partisane concurrente et forte au sein du parti, incarnée par K. Mitsotakis.

²¹³ « Après le congrès de 1979 commencent à se développer au sein du parti des tendances idéologiques concurrentielles, les principales étant celles entre les libéraux et les traditionnels[...]Les effets organisationnels de cette concurrence étaient la cristallisation des tendances dans des fractions clientélistes et personnifiées fonctionnant comme un dissolvant du mécanisme partisan, qui sera transformé en un ensemble de manoirs personnels », L. Kotsonopoulos. *Changements de deux partis les plus importants...*, *op. cit.*, p. 117.

²¹⁴ K. Mitsotakis, l'inspirateur de la tendance idéologique du libéralisme, a été Premier Ministre entre 1990-1993 ; lors de son gouvernement, il abordera les privatisations et imposera une politique économique dure. Les manifestations seront massives et très étendues dans tout le secteur public. Ce tournant libéral a consolidé l'image d'un parti socialement très dur. Le nouveau leader, M. Evert, successeur de K. Mitsotakis et partisan de la droite traditionnelle et populaire, abandonne le libéralisme en faveur « d'un discours historique 'laïque' de la droite traditionnelle. Ce discours ne s'adresse pas à tout le monde : ses récepteurs privilégiés ont été les agriculteurs et les classes moyennes, des bastions traditionnels de la droite de l'après guerre civile [années 50] », G. Moschonas, « la ND et l'« Espace de milieu » », *TA NEA*, 15 janvier 1999, p. 6.

²¹⁵ G. Kyrtos. *La guerre secrète des pouvoirs* (en grec). Athènes : Kastaniotis, 1993, p. 274.

K. Karamanlis veut prendre la centrale du parti. Les défis sur lesquels butte le nouveau groupe dirigeant sont: l'établissement d'un nouveau profil politique, qui saurait se distinguer du libéralisme de K. Mitsotakis et le changement des hiérarchies au sein du parti afin d'écarter les « barons de la N.D. » (*varonoi*), qui dominent aux postes les plus importants. A cet effet, K. Karamanlis essaie d'imposer une nouvelle classe dirigeante par la promotion de membres jeunes et inconnus dans le parti²¹⁶, qui s'opposent aux anciens membres. A cette fin, il élimine des membres éminents du parti qui se « différencient de la ligne partisane »²¹⁷, il abandonne le tournant « libéral » de K. Mitsotakis pour consolider le profil social et instaure l'« Espace de milieu » en tant que nouvelle vision politique et électorale du parti.

Ces initiatives montrent que la constitution de l'offre de la N.D. sera influencée par deux dynamiques : la dynamique de la concurrence au sein du parti et la dynamique de la concurrence avec le parti socialiste, celui-ci ayant réussi à se renouveler tant politiquement qu'idéologiquement.

1.1.2. La dynamique inter partisane : L'interdépendance programmatique

La compétition partisane affecte de façon décisive la production de l'offre de la N.D.. La convergence programmatique des deux partis de gouvernement, la « modernisation » du parti socialiste et l'axe prioritaire de l'adhésion à l'Union monétaire délimitent les choix de l'opposition majoritaire.

La convergence programmatique des deux partis de gouvernement sur un nombre de questions qui auparavant avait structuré la compétition partisane influence alors les conditions de cette compétition.

Tout d'abord, on observe l'absence d'un désaccord absolu sur la politique que la Grèce devrait suivre dans le domaine des affaires étrangères, résultat de la tendance au rapprochement des deux pôles de gouvernement dès les années 80. « Durant les années 80, la diminution de l'importance de 'la politique étrangère' a atténué la controverse portant sur

²¹⁶ M. Alexakis. L'idéologie du centre droite et la Nouvelle Démocratie : les défis et les perspectives de 'parataksis' conservatrice. *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, n° 17, mai 2001, p. 103-139, p. 119.

²¹⁷ Ainsi, en février 1998, il élimine son principal adversaire dans la course à la succession (au congrès de 1997), G. Souflias, qui fut soutenu par K. Mitsotakis mais aussi S. Manos, D. Kontogiannopoulos (le premier se liera au parti socialiste lors des élections de 2004 et le deuxième lors des élections de 2000).

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

les 'sujets nationaux' et l'orientation internationale du pays [...] L'accord entre les deux pôles principaux du système partisan grec sur les axes primordiaux de la politique étrangère grecque diminue – par rapport aux années 70- le poids du 'national' en tant que point de controverse entre la droite et les forces anti droite.²¹⁸». Par ailleurs, dans les années 90, les deux partis se mettent d'accord sur l'union monétaire de l'Union Européenne et, fin des années 90, sur la politique envers la Turquie et les Balkans.

Les conditions de la concurrence politique se transforment considérablement lors des élections de 1996²¹⁹. Le parti socialiste s'approprie la « modernisation » qui devient la catégorie politique qui structure toute son offre politique. La dynamique de la modernisation touche aussi les publics électoraux de la N.D. ; nous avons déjà parlé des changements de la base électorale du P.A.S.O.K.. Ce dernier a attiré des publics libéraux et pro européens proches de la N.D.. A partir de ce tournant du parti socialiste, les aspects communs des axes programmatiques des deux partis de gouvernement deviennent de plus en plus visibles. La focalisation des modernisateurs, lors du premier mandat de 1996-2000, sur l'adhésion du pays à l'Union Européenne, délimite les choix de la N.D. aux « problèmes sociaux ». L'agenda de la « modernisation » est assez compétitif ; les politiques poursuivies dans les domaines des Affaires Etrangères et de l'Economie seront considérées comme des « réussites » et leur gestion pertinente sera imputée au P.A.S.O.K.. On retrouve ici le rôle des sondages²²⁰ en tant qu'outils de mesure de la « réussite politique » et de sélection des produits politiques.

G. Loulis²²¹, conseiller politique et de communication de K. Karamanlis met en avant la prédominance des « problèmes sociaux » dans l'agenda public pour convaincre de la nécessité d'y mettre l'accent. Le conseiller prendra appui sur les sondages, et notamment ceux de la compagnie MRB, pour révéler au leader la vulnérabilité du parti socialiste face à la forte hiérarchisation dans les pourcentages des problèmes sociaux dans l'agenda public.

²¹⁸ G.Moschonas. Le clivage politique droite – anti droite après le changement de régime (1974-1990) : le contenu et les aspects de la stratégie des partis du « sous ensemble anti droite ». *La culture politique grecque aujourd'hui* (en grec)/ ed. par Nikos DEMERTZIS. Athènes : Odysseas, 1994, p. 197.

²¹⁹ Il faut également noter qu'aux élections de 1996 les chefs des deux partis politiques ne sont plus les mêmes que lors des élections de 1985, 1989, 1990 et 1993, à savoir Andréas Papandréou et Konstantinos Mitsotakis.

²²⁰ Cf. Annexes IV pour la présentation des sondages de « pertinence ».

²²¹ Giannis Loulis est analyste politique détenteur d'un doctorat de l'Université de Cambridge en sciences politiques. En dehors du livre que nous allons présenter dans cette étude il a également écrit : G. Loulis. *La crise de la politique en Grèce : Elections, Opinion publique, Evolutions politiques, 1981-1985*. (en grec)

Dans son livre, le conseiller du parti note qu'en 1998 les points forts du parti socialiste «[...]sont le domaine économique (inflation) et l'Europe (l'union monétaire)[...] Or, 1998 est l'année des 'grands problèmes sociaux' qui régissent l'opinion publique grecque, tandis que l'inflation baisse constamment. L'inflation était pour les électeurs le problème prioritaire des années 80 et du début des années 90. Peu à peu, le problème prioritaire devient le chômage. Fin 1998, le chômage est le problème le plus important du pays pour 61% des personnes [...] Le triptyque 'chômage, éducation, santé', est complété par l'intérêt déclaré envers la criminalité. Un enjeu qui semblait presque sans importance peu d'années auparavant, et qui maintenant est devenu explosif, puisque de 8,7% en [juin] 1997, son importance atteint en [novembre] 1998 21,6%.²²²» Nous retrouvons ici ce qui a déterminé la distinction entre « domaines de prédominance gouvernementale » et « domaines de recul gouvernemental » dans l'agenda du PA.SO.K. : la reconnaissance de la compétence du PA.SO.K. dans les domaines de l'économie, des affaires étrangères et son recul quant aux questions sociales.

Les sondages influencent la stratégie du parti de l'opposition majoritaire qui, dès les élections européennes de 1999, se focalise sur les questions sociales. Lors des élections de 2000 et de 2004, et dans l'intervalle entre les deux, la N.D. s'affiche comme « parti des problèmes sociaux » en exploitant les « faiblesses » du parti socialiste dans ces domaines, tels que rapportés dans les sondages. Le conseiller note : « La difficulté pour la N.D. était de se différencier du parti socialiste idéologiquement décalé. Pour ceci, il a fallu que le parti de la droite se déplace plus 'à gauche' pour placer le parti socialiste 'au centre'[...] Il s'agissait parallèlement d'attaquer sur son flanc le parti socialiste dans sa sensibilité sociale[...] Cette dimension sociale serait nodale pour une stratégie efficace du parti de la N.D.[...] Ainsi le choix d'une stratégie de 'libéralisme socialement sensible' de la part de Karamanlis a été une voie à sens unique²²³». Suite à la focalisation des deux partis sur les questions sociales, le débat électoral se déplace vers des enjeux sociaux aux élections de 2000.

Par ses choix le PA.SO.K. influence et délimite les choix de la N.D., les sondages indiquent les points faibles du parti au pouvoir et les équilibres politiques au sein du parti

Athènes : Sideris, 1995 ; G. Loulis. *Trigonopoiisi : Les idées dominantes et la dynamique politique à notre époque.* (en grec) Athènes : Sideris, 1999.

²²² G. Loulis. *Les vingt ans qui ont changé la Grèce : gagnants et perdants.* Athènes : Livani-Nea Sinora, p. 321.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive ordonnent la production de nouvelles catégories politiques qui vont encadrer l'offre du parti.

Un travail de codification porte sur la production de la nouvelle catégorie politique. A cet effet le groupe dirigeant du parti invente la « Refondation de l'Etat » afin d'y intégrer des questions secondaires et de se distinguer dans la compétition partisane face à la catégorie de la « modernisation ». On y trouve là la figure d'un autre acteur important dans la constitution de cette proposition, celle de K. Makridimitris. Professeur en Administration Publique à l'Université d'Athènes, il est l'auteur de plusieurs ouvrages traitant des questions des problèmes du secteur public et de la nécessité de la refondation de l'Etat²²⁴. Or, il deviendra le conseiller du Premier ministre dès l'accession au pouvoir du parti de la N.D. en 2004.

Dans sa proclamation électorale de 2000, le parti de la N.D. fait une large part aux arguments concernant la crise de l'Etat et la nécessité de sa refondation ; cette position sera présente tout au long des quatre ans qui suivent et elle sera aussi l'axe principal de son agenda aux élections de mars 2004. Au seuil des élections législatives de 2000, le parti diffuse son « programme des thèses pour le gouvernement du pays ». Il y est noté avec emphase que la haute priorité politique est la « Refondation de l'Etat » : « Notre pays se trouve face à un point crucial : il faut choisir entre un Etat super étendu, dilapidateur et corrompu qui entreprend tout et faillit à tout, et un état flexible, moderne, efficace qui serait serviteur du citoyen... Il s'agit d'un constat communément répandu que l'Etat, et plus généralement les problèmes des services publics, sont des obstacles au développement et à la prospérité sociale de notre pays ». Dans ce cadre, les problèmes de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la sécurité du citoyen font partie du problème de « l'Etat irresponsable et arbitraire », « du régime de la corruption et de l'impunité qui gonfle comme un abcès prêt à éclater²²⁵ ». Les problèmes sociaux sont rattachés au malaise étatique ; leur résolution sera recherchée dans la « Refondation de l'Etat » pour que celui-ci devienne le « serviteur du citoyen ».

²²³ *Ibid.*, p. 310-311.

²²⁴ Voir, entre autres, A. Makridimitris. *Le grand patient. La réforme et la modernisation de la fonction publique en Grèce* (en grec). Athènes : Papazisi, 1999 ; A. Makridimitris. *Fonction Publique et Société. La fonction publique en Grèce* (en grec). Athènes : Themelio, 1999, A. Makridimitris. *L'Etat et la société civile* (en grec). Athènes : Metamesonychies, 2003.

²²⁵ K. Karamanlis, discours politique devant le groupe parlementaire de la ND, 09/01/2001.

Nous allons voir que l'axe de la « Refondation de l'Etat » s'articule dans la catégorie des « problèmes de quotidienneté » : des problèmes que le citoyen rencontre dans son rapport quotidien avec la machine étatique, dans les hôpitaux publics, dans les services publics deviennent, en partie, les thèmes légitimant la nécessité de la refondation étatique.

1.1.3. La dynamique de la représentation politique : L'« Espace de milieu »

L'offre politique orientée principalement vers les problèmes sociaux et la refondation de l'Etat se rapporte à la définition de l'« Espace de milieu » visant les publics électoraux.

Après les élections d'avril 2000, que le parti de la N.D. perd de quelques voix sur le PA.SO.K., l'opposition majoritaire organise un congrès exceptionnel où l'on désigne les objectifs de l'«Espace de Milieu ». D'après les décisions du congrès le *messaïos choros* : a) exprime l'ouverture du parti à toute la société, b) souligne la volonté de la lutte pour le renforcement de la qualité de la démocratie, c) n'introduit pas une nouvelle géographie et ne signale pas une direction idéologique à l'encontre du centre qui exclut la Gauche et la Droite, d) rejette les fossés et les distinctions, e) souligne le désir de la N.D. de lutter pour les problèmes quotidiens du citoyen, f) exprime la vision d'une société de solidarité et d'humanité, g) pose comme exemple de conduite politique la modestie, la prudence, la rigueur, l'éthique et le respect du citoyen, h) pose comme principe la synthèse des opinions et des idées et l'avancement de l'unité et de la cohérence nationale, i) souligne la position constante selon laquelle le parti s'adresse à tous les grecs, et j) est l'espace de convergence de toutes les tendances de la société ».

D'après G. Loulis, le public visé par cette stratégie est celui « des électeurs modérés, pragmatiques et qui prennent leurs distances par rapport à la politique »²²⁶. Le déplacement par le parti de la N.D. de ses référents vise à l'espace politique élargi du « centre politique » mais aussi à l'éloignement de l'identité politique de la « droite » qui jusqu'à alors caractérisait le parti dans l'espace de la compétition. Or, la N.D. ne peut pas s'autodéterminer en tant que le parti du «Centre politique » qui renvoie à un groupe politique qui existait (*Enosis Kentrou*) en Grèce et qui, en tant que détermination idéologique, est « accaparé » par le PA.SO.K..

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Il s'agit là d'une stratégie partisane déterminée par les sondages d'auto-positionnement (nous avons également traité le cas du PA.SO.K. dans le chapitre précédent), reflétant le déplacement de ces dernières années des électeurs dans l'espace médian de l'échelle Gauche/Droite (positions 5 et 6). Ce type de sondage restructure l'espace politique une fois que les acteurs politiques en prennent compte dans la structuration des offres politiques. Pour la N.D. cette stratégie de positionnement détermine également l'infirmité des « fossés » et des « clivages » du passé et l'ouverture du parti aux citoyens qui affrontent des problèmes de quotidienneté, « à tous les grecs » et « toutes les tendances de la société ».

Le parti tend, dès les élections pour les collectivités territoriales et les élections européennes de 1999, à élargir sa base électorale aux classes moyennes et aux couches populaires qui constituaient auparavant la base électorale principale du parti socialiste. G. Moschonas note que « la stratégie de *messaïos choros* tend à combiner les priorités néolibérales (privatisations, valorisation du marché, assainissement du secteur public) avec des propositions d'inspiration 'social démocrate' (réforme radicale du système fiscal 'pour qu'un allègement fiscal des bas revenus et des retraités les plus basses soit envisageable'), parallèlement à la politique de 'mesures généreuses' pour la protection des petites et moyennes entreprises et le soutien du monde de l'agriculture ²²⁷».

Pendant quatre ans, de 2000 à 2004, la N.D. élargit sa base électorale et se positionne comme le parti de la « droite populaire » ; sa base électorale acquiert des caractéristiques homogènes. Considéré lors des années 80 comme le « parti des riches », et ayant consolidé son image de parti d' « analgésie » sociale lors du gouvernement de 1990-1993, le parti parvient à créer une alliance sociale élargie qui traverse toutes les classes, des patrons aux agriculteurs, des retraités aux femmes sans profession (les couches non actives sensibles aux conditions d'insécurité sociale et économique), les couches moyennes.

L'«Espace de milieu» deviendra le porte-drapeau du parti pendant la période marquée par l'arrivée de K. Karamanlis. Produit à la fois de la compétition intra partisane (le nouveau leader cherche à se positionner parmi les fractions partisanes prédominantes), et de la compétition inter-partisane (le déplacement du parti socialiste vers l'axe Centre-

²²⁶ G. Loulis. *Les vingt ans qui ont changé la Grèce...*, op. cit., p. 308.

²²⁷ G. Moschonas, « la ND et l' 'Espace de milieu' », *TA NEA*, 15 janvier 1999, p.6.

Gauche oblige le parti de la N.D. à se décaler vers le centre), le *messaïos choros* structure l'offre politique du parti.

1.2. La différenciation majoritaire de la N.D.

L'offre produite par le parti de l'opposition majoritaire obéit aux dynamiques décrites ci-dessus et elle est fonction de sa position dans le champ politique : étant le parti de l'opposition majoritaire, il faut qu'il parvienne quotidiennement à se distinguer sur le marché politique en se démarquant de son adversaire mais aussi à se singulariser en imprimant sa marque mais toujours envers des publics élargis. A cet effet, l'opposition essaiera de se différencier sur le marché politique mais de façon à s'adresser au plus grand nombre possible. Pour ceci, son offre est à la fois une offre *omnibus*, c'est à dire que sa stratégie consiste à attirer l'attention sur des questions politiques qui sont de nature à intéresser tout le monde et une offre différenciée qui consiste à attirer l'attention sur des questions politiques discriminantes de celles proposées par le PA.SO.K..

La stratégie de la communication quotidienne vise à ces objectifs : promouvoir les catégories propres qui permettent l'identification du parti avec des problèmes et des groupes sociaux, établir une controverse avec le parti au pouvoir afin de délégitimer ses actions et ses initiatives, se singulariser par rapport aux questions classiques de la compétition partisane, comme par exemple les Affaires Etrangères et l'Economie mais aussi se positionner quant aux enjeux de l'actualité (jouissant d'une forte médiatisation) dont la majorité est, comme nous allons le voir dans le dernier chapitre de la deuxième partie, plutôt rapportée par la télévision privée.

1.2.1. La communication quotidienne d'une offre polymorphe

Nous rappelons que le décompte fréquentiel des catégories thématiques (détaillées ci-dessous) contenues dans les communiqués de presse du parti durant les quatre mois de la recherche constitue notre base de départ. Nous avons distingué, comme nous l'avons fait pour le PA.SO.K., les activités du parti destinées à promouvoir les différentes catégories thématiques : ainsi le tableau expose les « discours » politiques du leader du parti, les thèmes abordés au « congrès » du parti, les « déclarations » sur les questions faites par le

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive leader, les députés et le porte-parole et enfin les « comités » des députés désignés comme responsables des domaines ministériels (*tomearxes*).

La présentation des données consiste à classer les catégories par fréquences d'apparition et par type de catégorie : nous distinguons les « catégories prioritaires » que le parti de la N.D. cherche à imposer dans l'agenda politique, les « catégories de controverse partisane » comportant les problèmes mis en avant par le gouvernement et qui font l'objet d'une forte controverse politique, « les catégories de préoccupation conjoncturelle » abordées irrégulièrement et les « catégories d'actualité » portant sur les événements dramatiques et les faits exceptionnels.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Tableau 9 Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les communiqués de presse de la N.D. (en n)

THEMES		Actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Catégories prioritaires	Affaires Etrangères	Congrès			1		1
		Déclarations	2	2	3	2	9
		Discours	2		4		6
		Rencontre	1	2	5	6	14
		Total	5	4	13	8	30
Economie		Comité	1	1	2		4
		Déclarations	8	6	12	2	28
		Total	9	7	14	2	32
Hellénisations - Corruption		Comité	1				1
		Déclarations	5	7	1	1	14
		Rencontre	4		1		5
		Total	10	7	2	1	20
Secteur public		Comité		1			1
		Déclarations	1	3	3	1	8
		Rencontre		2	1		3
		Total	1	6	4	1	12
Régions		Comité		2	1		3
		Congrès			3		3
		Déclarations			1		1
		Discours		2	2		4
		Rencontre				1	1
		Total		4	7	1	12
Santé		Déclarations	1	2			3
		Discours		1		1	2
		Projet de loi		1			1
		Rencontre		1			1
		Réquisition	1	1		1	3
		Total	2	6		2	10
Education		Comité		1			1
		Congrès		2			2
		Déclarations		2	2		4
		Rencontre		1	1		2
		Total		6	3		9
Agriculture		Déclarations		1	4	2	7
		Discours			1		1
		Rencontre	1				1
		Total	1	1	5	2	9
Emploi		Déclarations			2	1	3
		Discours			2		2
		Rencontre	1				1
		Total	1		4	1	6
Catégories de controverse partisane	Aménagement	Comité		1	1		2
		Déclarations		7	6	2	15
		Discours		1			1
		Réquisition		1			1
		Total		10	7	2	19
Sécurité Sociale		Déclarations		1	3	10	14
		Discours				1	1
		Rencontre				2	2

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

THEMES		Actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
		Total		1	3	13	17
Communication		Déclarations			6	4	10
		Total			6	4	10
Jeux Olympiques		Déclarations	3	3			3
		Discours	1				1
		Rencontre		1			1
		Total	4	4			8
Constitution		Déclarations	1	2			3
		Discours		1		1	2
		Rencontre				1	1
		Total	1	3		2	6
Catégories de préoccupation conjoncturelle	Défense	Déclarations	1	2	2		5
		Total	1	2	2		5
Culture		Déclarations		2	2		4
		Total		2	2		4
Sports		Déclarations			2	2	4
		Total			2	2	4
Ordre public		Congrès			1		1
		Déclarations		1	1		2
		Total		1	2		3
Politique sociale		Déclarations		1	1	1	3
		Total		1	1	1	3
Cabotage		Déclarations		2	1		3
		Total		2	1		3
Parité		Congrès			1		1
		Déclarations			2		2
		Total			3		3
Environnement		Comité			1		1
		Déclarations			1		1
		Total			2		2
Immigration		Comité	1				1
		Déclarations		1			1
		Total	1	1			2
Drogues		Discours			1		1
		Total			1		1
Catégories d'actualité	Uranium	Comités	1				1
		Déclarations	5				5
		Rencontres	1				1
		Total	7				7
Bourse		Déclarations	7	5			12
		Comités	1				1
		Total	8	5			13
Panagiotakis		Déclarations			1		1
		Total			1		1
EKAV		Déclarations	1				1
		Total	1				1
Passaris		Déclarations		3			3
		Comités		1			1
		Total		4			4

Il demeure qu'avec ces catégories se trouvent délimités les choix politiques du parti de la N.D.. Les Affaires Etrangères et l'Economie, les thèmes communément privilégiés par les concurrents, la « corruption » et les questions sociales (santé, régions, agriculture, éducation, emploi), autrement dit les « catégories prioritaires » pour le parti de l'opposition majoritaire, les thèmes prioritaires du gouvernement objets d'une forte controverse politique (Aménagement, voire le nouvel aéroport, réforme de la Sécurité sociale, organisation des Jeux Olympiques de 2004) et les questions posées par l'actualité médiatique, constituent les domaines de mobilisation de la N.D..

Il s'agit d'une offre polymorphe au sens où le groupe dirigeant traite, en même temps, les thèmes par lesquels il cherche à se démarquer des autres offres concurrentes, les priorités gouvernementales qu'on cherche à dénoncer, et toute une série d'enjeux d'intérêt général et d'intérêt médiatique. A cet égard, la communication quotidienne de l'offre est un acte stratégique au sens où elle est le produit d'un travail de sélection et de classement visant à des objectifs spécifiques. Or, elle n'est pas la seule stratégie de mobilisation pour capter l'attention publique ; il en est d'autres que la N.D. met en oeuvre visant à inscrire des problèmes spécifiques sur l'agenda gouvernemental et plus largement dans le champ de la compétition partisane.

Le décompte fréquentiel ne préjuge pas de la manière dont le groupe dirigeant va se saisir d'un problème pour en faire un enjeu de controverse partisane et de préoccupation politique. Les stratégies mises en oeuvre par les acteurs politiques permettront de comprendre comment l'offre ainsi émise arrive ou non à porter des effets sur l'agenda politique et notamment gouvernemental.

L'aspiration de l'opposition majoritaire à accéder au pouvoir politique détermine ses activités stratégiques qui diffèrent de celles du gouvernement dont le souci est de contrôler l'actualité politique pour légitimer son offre politique. L'opposition majoritaire cherche à capter l'attention publique afin de pouvoir influencer la dynamique de la représentation politique. Pour arriver à rendre compétitive son offre, le groupe dirigeant de la N.D. met en oeuvre deux stratégies : la polarisation et la politisation. Toutes deux consistent en des actions ordonnées en vue de l'inscription des catégories politiques discriminantes dans le champ politique.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

2. La stratégie de la polarisation : La production des clivages éthiques

La stratégie de la polarisation consiste en des actions ordonnées visant à faire de la « corruption » une catégorie politique fondée sur le jugement éthique entre les deux partis du gouvernement.

La mise en avant de cette catégorie politique vise à la dénonciation du système « corrompu et malsain » établi par le gouvernement du PA.SO.K., en vue de la production de clivages éthiques et de la justification de la perte des élections législatives de 2000, et notamment comme une justification pour le leader du parti dont la position à l'intérieur de celui-ci ne sera pas mise en cause²²⁸.

Il faut ici repérer les aspects de la stratégie qui consistent à rendre légitime la « corruption » comme ensemble de problèmes à prendre en considération. Il s'agit d'une part des coups de promotion sur des problèmes spécifiques visant à faire monter en visibilité la catégorie, et d'autre part de la mobilisation d'un cadre qui saurait donner à l'enjeu une configuration en tant que problème de « démocratie ».

Nous allons voir que par ces activités tactiques et de définition, le groupe dirigeant du parti de l'opposition majoritaire vise premièrement à la mise en avant de l'importance politique de la catégorie et deuxièmement à la mise en avant de la responsabilité gouvernementale. La mobilisation des soutiens politiques et médiatiques (des ressources d'influence), et l'entreprise des actions législatives qui visent à « prouver » la culpabilité gouvernementale se révèlent des ressources d'une importance majeure.

2.1. L'importance politique de la « corruption »

La « corruption » est l'une des catégories principales de l'offre de l'opposition majoritaire pendant la période entre les deux élections législatives de 2000 et de 2004. Nous avons vu dans le décompte fréquentiel que le parti sur-communique à propos de cette catégorie politique, ce qui est déjà l'un des aspects de la stratégie de la promotion de l'enjeu.

²²⁸ Après les échecs électoraux le parti de la ND a pour « tradition » de préparer des congrès à fins des élections pour choisir les nouveaux leaders.

La N.D. promet deux problèmes spécifiques de « corruption » : d'une part, la *diaploki*, c'est-à-dire l'enchevêtrement des intérêts du pouvoir politique avec des entrepreneurs et propriétaires de médias, et d'autre part, les « hellénisations illégales » censées être mises en oeuvre par les services publics, avec la tolérance gouvernementale, avant les élections de 2000. Ces deux problèmes de corruption sont, pour l'opposition, les causes de la perte des élections de 2000 par le parti.

A travers la mise en avant de ces problèmes spécifiques, la « corruption » acquiert une définition spécifique: elle sera cadrée en référence à la démocratie et plus particulièrement en tant que « coup contre la démocratie ». Il s'agit par là d'attribuer à la catégorie son caractère public et son importance politique: la corruption est liée à l'intérêt public, elle désigne la situation de l'abus des valeurs publiques, de l'abus de la démocratie et de la force populaire. Ce cadre, sur lequel le parti de l'opposition se focalise sélectivement, deviendra le porte-drapeau de toutes les communications partisans pour la promotion des problèmes de *diaploki* et des « hellénisations ».

« Des pratiques non démocratiques ont été déployées tout au long de la période électorale. Le gouvernement et ses alliés ont dépassé les limites de la légalité et ont altéré brutalement la qualité de la démocratie pour arriver à un résultat extrême. Les médias, et l'argent dont ils ont disposé, ont formé les conditions d'une présence politique discriminatoire au détriment des partis de l'opposition. Or, quand le pouvoir est conquis au travers des médias et de l'argent, des problèmes se posent pour la démocratie et la force populaire.²²⁹»

Ce même cadre sera repris dans tous les discours politiques du leader :

« On a livré une lutte électorale difficile face à un adversaire, un régime malsain qui s'appuie sur des moyens économiques forts. On a vécu des pratiques qui ne correspondent pas à des régimes démocratiques[...]Pour la première fois la Grèce est plongée dans la corruption. Pour la première fois la Grèce est prisonnière des intérêts organisés. C'est la première fois qu'un gouvernement est si subordonné à ces intérêts.²³⁰»

Le parti de l'opposition tend à prolonger le climat électoral en mobilisant une forte polarisation entre un « régime malsain et corrompu » et un parti « limpide » et indépendant d'intérêts quelconques (économiques, médiatiques etc.). En mettant en avant la corruption politique, on se déplace de la polarisation idéologique vers la polarisation éthique. La convergence programmatique entre les deux partis de gouvernement étant bien reliée à une

²²⁹ K. Karamanlis, discours politique devant les présidents des comités locaux, 21 janvier 2001.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive série d'enjeux majeurs (éducation, santé, sécurité, affaires étrangères, économie), la mise en oeuvre de la polarisation produit un déplacement vers des clivages éthiques. Pour cela, les termes de la controverse politique sont assez violents.²³¹

La désignation de la responsabilité gouvernementale n'a d'efficacité politique que si l'on parvient à mobiliser des soutiens de toutes sortes, tant politiques que médiatiques. La mobilisation des soutiens repose sur le travail de la construction de l'« ennemi de la démocratie », du « coupable de corruption » pour désigner la responsabilité politique et éthique de l'adversaire. Cependant, il faut aussi imputer la responsabilité politique à travers la révélation d'actes institutionnels spécifiques qui fondent la légitimité des accusations politiques de la N.D..

Dans ce registre, la stratégie de la polarisation a deux fonctions majeures pour le part :: d'une part, elle suscite la production d'un clivage stratégique éthique dans la compétition partisane entre les deux partis de gouvernement, et de l'autre, elle légitime auprès du leader la justification de la perte des élections par le parti. Nous allons trouver cette fonction dans les meetings partisans de l'opposition où sera mise en scène l'illégitimité éthique du gouvernement.

Prenons comme exemples les deux problèmes de « corruption » pour tenter de reconstituer le travail de mise en oeuvre de la stratégie de polarisation. Nous allons examiner l'enjeu des « hellénisations » et l'enjeu de la *diaploki*. Suivons les trajectoires, presque identiques, de ces deux enjeux. Commençons par le jour des verdicts des enquêtes ordonnées par l'opposition, jusqu'à la demande d'un jury d'enquêtes parlementaires déposée également par la N.D..

2.1.1. Désigner les contraventions gouvernementales : les « hellénisations »

Le groupe dirigeant met sur le devant de la scène le problème des « hellénisations » juste après les élections de 2000. Il accuse le gouvernement d'avoir illégalement accordé la

²³⁰ K. Karamanlis, discours politique devant le groupe parlementaire de la ND, 9 janvier 2001.

²³¹ Dans un registre parallèle, G. Moschonas note que les forces politiques « poussent à l'accroissement de la controverse politique, et par conséquent à l'augmentation de la polarisation psychologique et pas nécessairement idéologique. Il est caractéristique que l'affaiblissement de la polarisation dans le système partisan grec ces dernières années n'ait pas conduit à la modération. La conservation de la polarisation psychologique *qui semble être nourrie, à un haut degré, par la 'controverse' des réseaux clientélistes*

nationalité grecque à des milliers (le nombre donné est 200.000²³²) de personnes entrées dans le pays et même à des personnes qui étaient d'origine grecque. On accuse le gouvernement d'avoir ainsi réussi leur prise en otage électoral. Une enquête sera entreprise et le verdict sera prononcé début janvier 2001.

Suivons l'activité tactique pour la mise en avant de l'enjeu. Nous allons distinguer quatre étapes consistant chaque fois, en différents coups, de la part de la N.D.. Les coups sont publics et communiqués afin de capter l'attention médiatique, la seule qui peut assurer la visibilité sociale du problème.

La première étape est la publication des résultats de l'enquête ordonnée par le leader de l'opposition et soutenue par K. Simaioforidis, ex ministre et membre du parti de la N.D.. La déclaration du leader du parti ayant trait aux résultats aura lieu le 18 janvier. Le journal *ELEFTHEROS Typos* a déjà publié le 17 janvier le résultat de l'enquête ; nous pouvons donc suggérer qu'il s'agit de l'anticipation politique d'un journal qui bien qu'il n'est pas l'organe officiel de la N.D., est un journal ouvertement proche du parti de la N.D.. Or, nous retrouvons ici la tactique des fuites que nous avons rencontrée dans la mobilisation du PA.SO.K. ; il s'agit d'une tactique qui fait usage de la presse proche pour anticiper la visibilité d'un acte politique. Le jour même de la déclaration du leader, les deux chaînes de télévision diffusent l'information, mais sa place dans l'ordre du jour ne laisse pas d'espoir à une forte médiatisation (28ème sur la chaîne privée *MEGA* et 7ème sur la chaîne publique *NET*). Seul *ELEFTHEROS Typos*, parmi les journaux quotidiens, consacre une partie de sa « une » à l'apport du verdict.

Nous pouvons distinguer une deuxième étape de la mobilisation partisane : il s'agit des rencontres du leader du parti avec les leaders des autres partis de l'opposition à propos des « hellénisations ». Afin de légitimer l'attaque contre le gouvernement, le leader du parti mettra en avant la défense de la substance démocratique : « Il faut que toutes les forces politiques du pays s'engagent dans la direction du renforcement de la démocratie et du respect de la volonté populaire intacte ²³³ ». Ce travail de mobilisation du soutien des forces politiques s'appuie sur la volonté de la construction d'un front commun des forces

adversaires, continue à produire une rhétorique politique violente et une contestation constante de la légitimité et de la légitimation de l'adversaire ». G. Moschonas. *Le clivage politique...*, *op. cit.*, p. 198.

²³² Il faut rappeler que le parti de la N.D. perd les élections de 2000 avec une différence de quelques milliers de voix seulement sur le parti socialiste. Le nombre des étrangers naturalisés grecs semble être, dans ce cadre, la justification de la différence électorale.

Les « prétendants » assurent l’inscription de leur offre compétitive « pures » contre les forces « corrompues ». Or, cette mobilisation ne sera pas médiatisée. Seule la rencontre du leader avec le député indépendant Stefanos Manos sera diffusée par la chaîne publique en 10^{ème} position. Par ailleurs, il est intéressant de noter que le journaliste qui couvre le sujet se prononce très brièvement sur l’objet de la rencontre entre les deux leaders ; le reportage, pour l’essentiel, sera consacré à un sondage publié par le journal *TO VIMA* d’après lequel les problèmes les plus importants du parti de la N.D. sont les problèmes intra- partisans.

La troisième étape concerne le dépôt au parlement de la proposition (le 12 février) de la N.D. de la constitution d’un jury d’enquête sur le verdict. Le débat parlementaire aura lieu le 27 février, et une fois encore ne sera diffusé que par la chaîne privée (en priorité basse, c’est-à-dire positions 29 et 32), par la chaîne publique (9^{ème}) et par le quotidien *ELEFTHEROS Typos* qui fera la « une » sur le débat.

La dernière étape est la rencontre le 2 mars du leader de l’opposition avec le Président de la République, à propos des « hellénisations », diffusée par la chaîne publique (11^{ème} position). Le porte-parole du gouvernement ne fait aucune déclaration sur l’enjeu évitant ainsi d’alimenter la controverse²³⁴. L’opposition majoritaire étant seule à alimenter l’actualité avec des informations sur l’enjeu, elle ne parvient pas à le médiatiser et à animer la controverse politique.

Les points du processus à retenir sont au nombre de deux : premièrement la polarisation s’appuie sur la mobilisation, entreprise personnellement par le leader de l’opposition, des soutiens politiques et médiatiques, en vue de l’inscription de l’enjeu sur l’agenda politique, et deuxièmement l’accès déclassé de l’offre de la N.D. aux journaux quotidiens (à l’exception de *ELEFTHEROS Typos* qui en fait la une) et aux deux chaînes de télévision. Ce dernier point arrive en désaccord avec l’accès privilégié (en termes de classement) de l’offre du PA.SO.K. sur l’agenda médiatique.

²³³ K. Karamanlis, déclaration après la publication du verdict, le 18 janvier 2001.

²³⁴ Nous avons déjà examiné dans le premier chapitre portant sur l’action gouvernementale comment le gouvernement a de par sa position le privilège de l’inscription de son offre sur l’agenda médiatique. Le ministre de la Presse et des Médias influence ainsi l’actualité politique en se retenant sur l’enjeu.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Tableau 10 « Hellénisations » : L'action politique et la couverture médiatique

Activités (communiqués, titres et légendes)	Acteur (ordre ²³⁵)	Date
Des hellénisations illégales: La N.D. demandera la constitution d'un jury d'enquête	ELEFTHEROS Typos	17/01
Déclarations de K. Karamanlis sur le verdict du jury d'enquête pour le contrôle des hellénisations	Communiqué- N.D.	18/01
Déclarations de K. Karamanlis sur les hellénisations	Chaîne privée (28)	18/01
K. Karamanlis sur les hellénisations. La réponse du ministre de la Presse D. Reppas	Chaîne publique (7)	18/01
Des révélations sur les hellénisations	ELEFTHEROS Typos	19/01
Rencontre de Karamanlis avec D. Tsovolas [président du parti DH.K.KI] sur les hellénisations: Déclarations de Karamanlis sur la nécessité de renforcement de la Démocratie	Communiqué- N.D.	19/01
Rencontre de Karamanlis avec les leaders politiques sur le verdict du jury d'enquête sur les hellénisations	Communiqué- N.D.	22/01
Rencontre de K. Karamanlis avec A. Papariga [la secrétaire du parti communiste grec] sur les hellénisations	Communiqué- N.D.	23/01
Déclarations du porte-parole après le comité des tomeanxes sur les hellénisations	Communiqué- N.D.	23/01
Rencontre de Karamanlis avec S. Manos [député indépendant] sur les hellénisations	Communiqué- N.D.	24/01
Rencontre de S. Manos avec K. Karamanlis sur les hellénisations. [Le reportage par la suite diffuse les résultats d'un sondage sur les problèmes que le parti de la N.D. affronte]	Chaîne publique (10)	24/01
La N.D. pour les hellénisations. La réponse du ministre de la Presse et des Médias	Chaîne publique (13)	26/01
On annule des milliers d'hellénisations	ELEFTHEROS Typos	26/01
Proposition pour la constitution d'un jury d'examen sur les hellénisations illégales déposée au parlement par la N.D.	Communiqué- N.D.	12/02
Déclaration du porte-parole sur les hellénisations illégales en réponse à D. Reppas [le ministre de la Presse] : Le gouvernement est coupable	Communiqué- N.D.	12/02
La N.D. demande un jury d'enquête sur les hellénisations	ELEFTHEROS Typos	13/02
Déclaration de Th. Roussopoulos [porte-parole de la N.D.] sur l'arrestation en Espagne de Russes ayant des passeports grecs	Communiqué- N.D.	16/02
Interview de E. Papazoi [ministre du PA.SO.K.] à propos des hellénisations	ELEFTHEROS Typos	19/02
Discussion et décision sur la proposition du leader de la N.D. Karamanlis et des 82 députés de son parti pour la constitution d'un jury sur le sujet « Enquête sur les responsabilités dans l'édition d'actes administratifs illégaux à propos de l'attribution de la nationalité grecque »	Débat au Parlement	27/02
K. Karamanlis sur les hellénisations au Parlement	Chaîne privée (29)	27/02
G. Papandréou [ministre des Affaires Etrangères] répond à Karamanlis sur les hellénisations	Chaîne privée (32)	27/02
Le débat dans le Parlement à propos des hellénisations	Chaîne publique (9)	27/02
Hellénisations: le gouvernement a eu peur de la Justice	ELEFTHEROS Typos	28/02
Déclarations de Th. Roussopoulos sur les hellénisations. Il répond à D. Reppas	Communiqué- N.D.	28/02
Déclaration de K. Karamanlis après sa rencontre avec le président de la République	Communiqué- N.D.	2/03
K. Karamanlis au président de la République à propos des hellénisations	Chaîne publique (11)	2/03

²³⁵Rappelons que nous avons isolé le premier titre de la « une » des journaux. En tant que « premier titre » nous avons pris en compte celui qui se trouve en gros et à gras au milieu (le plus souvent) de la une et qui est suivi par des résumés du reportage. Cf. Annexe I.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

2.1.2. *Le régime corrompu : la diaploki*

Le problème des relations étroites entre le pouvoir politique et les entrepreneurs médiatiques sera inscrit sur l'agenda en deux temps. Dans un premier temps, lorsque la N.D. demande la constitution d'un jury d'enquête sur les affaires « Psicharis et DOL ». Dans un deuxième temps, avec la discussion de l'enjeu lors de la Révision de la Constitution. Cette double inscription de l'enjeu sur l'agenda est suivit d'une double définition du problème. *Diaploki* est le terme utilisé par l'opposition majoritaire afin de polariser le débat car elle porte des connotations négatives (corruption, illégitimité) pour le gouvernement. Une deuxième définition sera mise en avant lors de la révision de la constitution. Les dispositions revues portant sur le droit des entrepreneurs médiatiques à contracter des contrats avec le pouvoir politique, labellisent cette situation comme « la disposition sur l'incompatibilité ».

L'opposition majoritaire a demandé une enquête juridique sur l'entreprise médiatique DOL (Organisme journalistique de Labrakis, le propriétaire de *TO VIMA* et *TA NEA* et actionnaire dans la chaîne privée *MEGA*). L'enquête porte sur l'existence ou non, entre le ministère de la presse et des médias et l'agence de voyages de l'entreprise de Labrakis 'Travel Plan', d'un contrat de prise en charge des voyages et des congrès officiels gouvernementaux. Parallèlement, on a ordonné une enquête sur la désignation par le gouvernement au poste de directeur des lieux saints du Mont Athos du directeur du journal *TO VIMA*. C'est donc contre le propriétaire des médias Chr. Labrakis que l'opposition se tourne.

Par ailleurs, la question de la *diaploki* sera débattue lors de la Révision de la Constitution au Parlement : l'accroissement des activités économiques des patrons de presse²³⁶ et leurs relations étroites avec le pouvoir politique incitent, sous la pression des forces politiques, à l'inscription sur agenda de l'enjeu. L'incompatibilité de la participation à des contrats avec le secteur public est demandée pour les actionnaires principaux d'entreprises de média. La controverse se porte sur la détermination du pourcentage qui désigne l'actionnaire principal.

²³⁶ Nous avons déjà proposé une analyse de cet accroissement dans l'Introduction.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Nous allons examiner, comme nous l'avons fait pour la question des « hellénisations » la succession de l'ordre des coups portés par le parti de la N.D. pour la publicisation du problème et les ressources dont le parti fait usage.

La première étape consiste en la prise d'initiative de la N.D. de s'emparer de l'affaire Chr. Labrakis, à savoir le verdict de l'enquête sur les contraventions gouvernementales et les relations privilégiées avec les patrons de presse. La publication du verdict sera accompagnée par la demande, de la part de l'opposition, de la constitution d'une commission d'enquête parlementaire et du débat parlementaire qui en résulte. Cette tactique est d'elle-même une activité de désignation des responsabilités gouvernementales.

Là encore la médiatisation reste très marginale ; la chaîne privée diffuse la demande de commission d'enquête en 25^e position, et la chaîne publique, le débat parlementaire en 12^e position. Par ailleurs, à part *ELEFTHEROS Typos*, *ELEFTHEROTYPIA* fera aussi la « une » sur l'affaire. Un deuxième journal s'implique dans le processus de la publicisation de l'enjeu ; ce qui n'est pas si frappant puisque la demande de commission d'enquête est déposée contre un patron de presse, et concurrent important dans l'espace médiatique. Mais un deuxième élément vient jouer un rôle dans l'émergence du sujet par le journal. Il s'agit d'un domaine de prédilection pour le journal qui accepte l'existence de la *diaploki* dans l'espace médiatique, lutte contre les entrepreneurs médiatiques qui jouissent d'un régime privilégié en tant que propriétaires de médias et entrepreneurs de travaux publics et se positionne en faveur d'une loi réglant les relations entre les propriétaires de médias et les contrats avec le secteur public.

Tableau 11 *Diaploki* : L'action politique et la couverture médiatique

Activités (communiqués, titres et légendes)	Acteurs (ordre)	Date
Dépôt du jury d'examen de la part de la N.D.	Communiqué- N.D.	26/01
La N.D. propose un comité pour les contraventions	Chaîne privée (25)	26/01
N.D. demande une pré-instruction pour Psicharis et Travel Plan	ELEFTHEROTYPIA	27/01
Diaploki: pré-instruction pour DOL	ELEFTHEROS Typos	27/01
Le gouvernement fera de la corruption le système de gouvernement du pays	KATHIMERINI	28/01
ESR [Le conseil national de radiotélévision] : la réponse à Chr. Labrakis	ELEFTHEROS Typos	31/01
Discussion et décision sur la proposition de la N.D. pour la constitution d'un jury d'examen concernant les affaires à propos du ministre D. Reppas et l'ex ministre Th.Paggalos.	Débat parlementaire	2/02
N.D.: Proposition de commission d'enquête : la proposition n'est pas acceptée	Chaîne publique (12)	2/02
La demande de commission d'enquête est rejetée	ELEFTHEROTYPIA	3/02
Parlement: la subordination du gouvernement à la corruption	ELEFTHEROS Typos	3/02

La deuxième phase se caractérise par la mobilisation des journaux autour du débat sur l' « incompatibilité des contrats entre les patrons de presse et l'Etat ». Cette phase est liée à la Révision de la Constitution qui commence le 17 janvier pour finir le 6 avril ; les questions d'intérêts mêlés font partie des dispositions à réviser sous l'appellation « dispositions sur l'incompatibilité pour les actionnaires principaux des entreprises médiatiques à passer des contrats avec l'Etat ». Alors même que la proposition d'enquête parlementaire de l'opposition n'est pas approuvée par la majorité parlementaire socialiste (le 2 février), le premier débat, dans le cadre de la révision de la constitution sur la question a lieu le 7 février. Le parti de la N.D. bénéficie de cette conjoncture pour lancer la controverse.

Eclaircissons un peu les différentes stratégies des acteurs impliqués. Tout d'abord, il faut noter que le gouvernement fera tout pour que l'enjeu n'ait pas de visibilité ; on privilégie donc la révision d'une autre disposition qui provoquera des polémiques entre les députés²³⁷ tout en attirant l'attention la-dessus. Là encore le gouvernement prend appui sur sa position pour détourner l'attention des domaines qui ne lui sont pas favorables. Le groupe dirigeant de l'opposition agit de plusieurs manières pour tirer profit de la conjoncture de la Révision de la Constitution.

Le leader de l'opposition agit sur deux plans : d'une part, par le lancement d'interviews et d'articles dans les journaux, et d'autre part, par l'animation de la controverse au parlement. Le 19 février, K. Karamanlis donne une interview au journal *ELEFTHEROTYPIA*, le 25 février il écrit un article d'opinion dans *KATHIMERINI* et le 5 mars il accorde une interview à *ELEFTHEROS Typos*. En amont, le 11 février le journal *KATHIMERINI* consacre une partie de sa « une » à deux interviews portant sur la corruption : l'une de l'ex leader du parti de l'opposition M. Evert et l'autre du président du parti de la gauche, Synaspismos, N. Konstantopoulos. Le leader de Synaspismos entretenait des relations professionnelles avec le propriétaire de *KATHIMERINI* ce qui lui ouvre un accès à ce journal qui est l'un des chef de file de la « lutte contre la corruption ».

Passons aux journaux *KATHIMERINI* et *ELEFTHEROS Typos* qui prennent appui sur la conjoncture du débat parlementaire à propos de la disposition sur l' « incompatibilité

²³⁷ Il s'agit de la disposition sur l' « incompatibilité » entre l'élection au parlement d'un député et l'exercice de sa profession.

des contrats entre les patrons de presse et l'Etat » pour parler de la *diaploki* (rappelons que cet étiquetage est celui que promeut la N.D.). *KATHIMERINI* publie quatre « unes » sur la *diaploki* en détachant le sujet des débats parlementaires sur l' « incompatibilité » (le journal publie notamment des interviews sur la question). *ELEFTHEROS Typos* publie onze « unes » sur la catégorie « Révision de la constitution » (celle-ci comprend toutes les informations portant sur les débats parlementaires pour les dispositions à réviser), dont cinq consacrées à la *diaploki*. *ELEFTHEROTYPIA* abordera l'enjeu d'une façon modérée (cinq « unes » pour l' « incompatibilité » sur quinze pour la Révision). La chaîne privée (*MEGA*) révèle encore une fois son goût pour les controverses partisans, et portera son intérêt sur les controverses sur l'enjeu (13 unités d'information sur la Révision dont 4 sur l' « incompatibilité ») qui sont bien placées dans la hiérarchie du journal télévisé. Quant à la chaîne publique *NET*, elle essaiera soit de réduire la place du sujet, soit de diffuser ses autres aspects (elle ne diffuse que deux reportages sur l'enjeu, mais 15 sur la Révision). Il faut noter l'absence de « unes » consacrées aux dispositions concernant les relations des médias et du pouvoir politique dans les journaux *TA NEA* (aucune « une » consacrée à l' « incompatibilité » sur neuf consacrées à la Révision), *ETHNOS* (une sur dix consacrées à la Révision) et *TO VIMA* (le journal donnera une seule « une » pour la Révision et celle-ci concerne le débat sur la disposition de l' « incompatibilité »).

Cette dichotomie polarisante de la couverture médiatique est due au fait que les journaux *TA NEA* et *TO VIMA* (propriété de Chr. Labrakis) et le journal *ETHNOS* (propriété de G. Bobola²³⁸) sont les journaux dont les propriétaires sont accusés d'avoir des liens avec le secteur public. Tout le débat sur la *diaploki* porte notamment sur ces deux propriétaires.

L'enjeu de la *diaploki* est un bon paradigme pour parler de la façon dont les journalistes parviennent à médiatiser les questions politiques selon les intérêts des entreprises médiatiques. Donnons un exemple : le 7 février lors de la discussion au Parlement sur l' « incompatibilité », la polémique sera animée entre le gouvernement et l'opposition. Le 8 février, quatre journaux donnent trois « unes » différentes: *ELEFTHEROTYPIA* « Vers la résolution des contrats de 'diaploki' », *ELEFTHEROS Typos* « Karamanlis a tout dit sur la 'diaploki' au Parlement », *TA NEA* « Mitsotakis [L'ex

²³⁸ Nous avons noté dans le chapitre 1 que la société de G. Bobola, AKTOR, a participé à la construction de Attiki Odo, l'autoroute conduisant à l'aéroport.

Les « prétendants » assurent l’inscription de leur offre compétitive

leader de la N.D.] s’est opposé à la N.D. sur la Constitution » et *ETHNOS* « Venizelos [ministre du parti gouvernant]: On révisé la constitution vous prisonniers de la démagogie [il s’agit d’une attaque contre l’opposition majoritaire qui se mobilise pour une question déjà inscrite dans l’agenda du gouvernement] ». *ELEFOTHEROTYPIA* parle d’un consensus entre les deux partis de gouvernement sur l’enjeu en faisant usage du label *diaploki*, *ELEFOTHEROS Typos* rend hommage au leader de l’opposition pour sa position sévère face au gouvernement à propos de la *diaploki*, *TA NEA* détourne plutôt l’attention sur l’infirmité de la ligne partisane par l’ex Premier Ministre et ex leader de l’opposition (dans un effort de montrer les problèmes intra partisans du parti de la N.D.), et *ETHNOS* consacre sa «une» à Ev. Venizelos, le représentant du gouvernement qui s’est montré critique envers la N.D.

Parallèlement, une guerre interne entre les journaux débute. Le propriétaire d’*ETHNOS* fera une déclaration accusant tous ceux qui l’accusent de corruption, et le journal *ELEFOTHEROS Typos* réagit en lui consacrant quatre « unes ».

Tableau 12 La disposition révisée sur l’« incompatibilité » : La couverture médiatique

Titres et légendes	Média (ordre)	Date
Révision de la Constitution : Le recul du gouvernement sur la corruption et les Médias	ELEFOTHEROS Typos	18/01
Révision de la Constitution : Débats sur les médias et l'actionnaire principal	ELEFOTHEROTYPIA	18/01
La vérité et les mensonges sur la corruption: les propriétaires, les entrepreneurs, les hommes politiques. La discussion au parlement	TO VIMA	4/02
Chr. Labrakis: il demande les responsabilités sur la corruption	ELEFOTHEROS Typos	5/02
"Des disputes parlementaires" sur <i>diaploki</i> entre K. Karamanlis et Ev. Venizelos	Chaîne privée (1)	7/02
"La discussion pour la Révision": disputes de K.Karamanlis et Ev. Venizelos sur la <i>diaploki</i>	Chaîne publique (6)	7/02
Interview d'un avocat sur le sujet de la Constitution : « Pas de limites à la liberté économique de la Presse »	ETHNOS	7/02
Révision de la Constitution: Vers l'annulation des contrats de <i>diaploki</i>	ELEFOTHEROTYPIA	8/02
Parlement: Ev. Venizelos pour la Constitution. Il attaque la N.D.	ETHNOS	8/02
K. Mitsotakis pour la Constitution: il s'oppose à la N.D.	TA NEA	8/02
Parlement: Karamanlis a tout dit sur la <i>diaploki</i>	ELEFOTHEROS Typos	8/02
Interview avec M. Evert: « Le gouvernement est complice de la corruption »	KATHIMERINI	11/02
Interview de N. Konstantopoulos sur la corruption	KATHIMERINI	11/02
G. Bobolas parle sur la <i>diaploki</i> :il répond à tous ceux qui l'ont accusé	Chaîne privée (16)	12/02
<i>Diaploki</i> : annonce provocation par G. Bobolas	ELEFOTHEROS Typos	13/02
Accusations par le directeur de ETHNOS, Bobolas	ETHNOS	13/02
M. Evert: réponse à G. Bobolas	ELEFOTHEROS Typos	14/02
Bobolas menace la vie de G. Kirtsos [le directeur de ELEFOTHEROS Typos] : Il a déposé plainte contre lui	ELEFOTHEROS Typos	15/02

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Titres et légendes	Média (ordre)	Date
Révision de la Constitution : la chance perdue (art. De N.Konstantopoulos)	ELEFTHEROTYPIA	15/02
La N.D. accuse G. Bobolas et D. Reppas parle pour le procureur	ELEFTHEROS Typos	16/02
La <i>diaploki</i> : des indications sur des dessous de table lors de l'achat de OTE serbe	KATHIMERINI	18/02
Interview de Karamanlis: j'aide Simitis contre la corruption mais il en a peur	ELEFTHEROTYPIA	19/02
"Tensions dans le Parlement"	Chaîne privée (9)	21/02
K. Karamanlis sur la <i>diaploki</i> / Réaction de Ev. Venizelos	Chaîne publique (14)	21/02
Controverse au Parlement sur la <i>diaploki</i> / Ev.Venizelos, K. Mitsotakis, K. Karamanlis	Chaîne privée (2)	22/02
Interview de P. Pavlopoulos [député de la N.D.]: « Les erreurs de Bobolas »	ELEFTHEROS Typos	25/02
Article de K. Karamanlis sur la corruption: « Il faut lutter contre la corruption »	KATHIMERINI	25/02
Interview K. Karamanlis: « J'incite Simitis pour la <i>diaploki</i> »	ELEFTHEROS Typos	5/03
K. Simitis sur la <i>diaploki</i> : « Je ne cède pas »	ELEFTHEROTYPIA	13/03
Constitution. A l'ombre de la <i>diaploki</i>	ELEFTHEROS Typos	6/04

Les caractéristiques à retenir sont au nombre de deux : d'une part, la mobilisation des oppositions internes entre les propriétaires des médias, entre ceux qui sont liés ou accusés d'avoir des relations privilégiées avec le pouvoir politique, ceux qui ne sont pas des « privilégiés » et qui sont contre la corruption, et enfin ceux qui luttent pour une loi réglant les problèmes de la *diaploki*, p.e. *ELEFTHEROTYPIA*. D'autre part, malgré la conjoncture de Révision, la *diaploki* ne bénéficie pas d'une forte médiatisation. Ceci est dû à la bonne gouvernance de l'attention par le gouvernement et au silence auquel est condamnée la question par trois journaux dont le rôle est très important dans la détermination de l'ordre du jour médiatique (*TA NEA*, *TO VIMA*, *ETHNOS*), car les propriétaires de ces trois journaux (avec Th. Tegopoulo l'éditeur d'*ELEFTHEROTYPIA*) sont également les actionnaires de la chaîne privée *MEGA*.

2.1.3. Les effets sur l'agenda politique de la catégorie « corruption »

Pour inscrire la catégorie « corruption » dans l'espace public, le parti de l'opposition majoritaire promeut des problèmes de corruption qui touchent la démocratie. A cet effet la stratégie de la polarisation vise d'une part, à des actes de promotion des problèmes « hellénisations » et *diaploki* dans les médias (déclarations, communiqués de presse, interviews). La mobilisation se fait au nom de la responsabilité éthique du gouvernement et au nom de la démocratie; pour cela, la mobilisation des soutiens politiques et médiatiques est nécessaire pour faire monter la question en visibilité et notamment pour

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive affirmer l'importance politique de la question. Par ailleurs, la mobilisation des soutiens politiques vise aussi à promouvoir les clivages politiques entre les « forces pures » et les « forces corrompues ». D'autre part, la stratégie consiste à des coups institutionnels (enquêtes juridiques, verdicts d'examen) qui soulignent de façon directe la responsabilité gouvernementale et révèlent la compétence de l'opposition majoritaire à gérer les problèmes.

La mise en avant de la lutte « contre la corruption » ne jouit pas d'une inscription directe sur l'agenda médiatique. La médiatisation de la question sera un échec car seuls les camps des non privilégiés se mobilisent. Dans un espace médiatique à prédominance gouvernementale, la stratégie de polarisation ne fait que polariser la prise de position dans les médias. L'exploitation des oppositions internes entre les entreprises médiatiques n'est pas une ressource très effective car on exclut les journaux dont le rôle est influent dans la détermination de l'ordre du jour médiatique.

La stratégie ne porte pas ses fruits sur le court mais sur le long terme. Même si le parti de l'opposition n'assure pas l'inscription des problèmes de « corruption » immédiatement sur l'agenda politique, il en tire bénéfice par l'inscription de cette catégorie dans l'espace public ; les sondeurs inscrivent la catégorie dans les « mesures de compétence » et, en même temps, les discours journalistiques affirment la haute importance politique de la « corruption ».

La « corruption », une catégorie qui est le produit de la dynamique de compétition partisane et de stratégie partisane s'impose dans l'espace public comme problème à traiter. Les sociétés de sondages incluent la « corruption » comme problème dans leurs questionnaires portant sur les capacités des deux partis de gouvernement à traiter les questions politiques et sociales. Dans les sondages²³⁹ de Kapa Research (25 mars 2001 et 1 septembre 2002 publiés dans *TO VIMA*) ainsi que dans ceux de la société de Metron Analysis (de novembre 2003), la « corruption » est un problème à traiter parmi les autres (chômage, économie, environnement, éducation, santé, défense etc) et le parti de la N.D. est positionné comme le parti compétent pour la gestion du problème. Les sondages de « mesure de compétence » sont déterminés par les offres politiques et déterminent à leur tour l'offre politique car les acteurs politiques s'appuient sur les « opinions publiques » qui

²³⁹ Cf. Annexe IV pour la présentation des « mesures de compétence » de deux sociétés de sondages parmi les plus importantes.

s'y reflètent pour mesurer l'efficacité de leurs propres actions et celle de leurs adversaires. L'analyse de la catégorie politique «quotidienneté» constituera une deuxième démonstration de ce mécanisme politique du cercle vicieux de légitimation de l'offre politique.

2.2. Le marché de la presse et ses publics spécifiques

Nous allons voir comment les concurrences dans le champ de la presse et les stratégies éditoriales constituent des filtres de sélection des questions politiques, des ressources ou des contraintes pour les partis politiques. D'une part, la polarisation de la presse écrite, résultat de la « guerre » interne entre les éditeurs, articulée par la relation privilégiée que certains d'entre eux entretiennent avec le pouvoir en place, et les affinités idéologiques, et d'autre part les « profils médiatiques », résultat des stratégies éditoriales, sont des éléments du champ de la presse qui produisent un discours polarisé autant qu'un agenda différencié entre les journaux.

2.2.1. La polarisation de la presse écrite

D'après M. Komninou, la sphère publique en Grèce des années 80 et début 90 se caractérise par « le processus d'autonomisation du capital des entrepreneurs qui a attaqué de façon décisive le domaine de la presse et de la télévision ²⁴⁰ ». Nous avons déjà montré qu'en 1986 la restructuration du champ de la presse aboutit à l'apparition de nouveaux entrepreneurs pour qui, la presse écrite est un domaine privilégié d'élargissement de ses activités²⁴¹. Ce processus d'autonomisation, qui sera renforcé notamment par l'arrivée de la télévision privée, est marqué par un processus parallèle d'autonomisation par rapport à l'Etat et au système partisan. Nous avons déjà montré que l'arrivée de la télévision privée donne l'occasion aux éditeurs/entrepreneurs d'élargir considérablement leurs entreprises de sorte que les rapports de force dans le système des pouvoirs se trouvent déterminés sur de nouvelles bases.

²⁴⁰ Voir M. Komninou. Le rôle des médias pendant la Troisième République : 1974-1994. *Société et politique...*, *op. cit.*

²⁴¹ Cf. L'introduction.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Ce processus d'autonomisation économique de la classe médiatique finit par devenir un enjeu politique majeur. Le fait, d'une part, que les médias soient les régulateurs de la visibilité politique, et d'autre part, que les acteurs politiques aient le pouvoir de la gestion de l'argent public, ce qui constitue un défi pour ceux qui veulent élargir le domaine de leurs activités économiques, conduit à des relations d'interdépendance forte entre les deux pôles de pouvoir. D'une part donc la volonté d'élargissement du pouvoir économique, et d'autre part la croyance en l'effectivité symbolique des médias conduisent à un emboîtement des deux champs ; ce qui en Grèce a été appelée la *diaploki*.

Diaploki est le terme qui désigne le processus par lequel les acteurs politiques et médiatiques monnayent leurs pouvoirs, l'un en offrant l'accès privilégié à l'espace public et l'autre en offrant l'accès privilégié à la gestion des activités économiques de l'Etat en tant qu'entrepreneurs de travaux publics ou fournisseurs de l'Etat. Cet échange de pouvoirs constitue une contrainte pour l'opposition majoritaire au sens où celle-ci se sent menacée ou rejetée par l'espace médiatique.

Or, il faut distinguer les paramètres de cet entrelacement entre le pouvoir politique et médiatique, à savoir le pluralisme des intérêts économiques. En Grèce l'enchevêtrement entre entrepreneurs médiatiques et politiques n'a pas pris de caractéristiques aussi menaçantes que dans d'autres pays tel que l'Italie avec le phénomène Berlusconi, ou dans d'autres pays où des sociétés de médias se confondent avec des entreprises de vente d'armes, ou ailleurs avec l'existence de monocratie dans le domaine des médias. Dans l'environnement médiatique grec, nous parlons de l'existence de plusieurs protagonistes, ce qui empêche déjà le caractère monopolisateur du système. Les conditions du pluralisme oligopole existent donc, ce qui a conduit dans le cas de la presse à la polarisation et à la « guerre civile » de l'édition. Puisque certains d'entre eux sont favorisés par le pouvoir en place, d'autres entrepreneurs sont devenus des « alliés » de l'opposition et d'autres (comme *ELEFTHEROTYPIA*) se positionnent entre les deux en prenant une position ouvertement politique contre la *diaploki*. Il apparaît donc que la « guerre civile » des entrepreneurs conduit à une nouvelle polarisation de la presse, une polarisation partisane au travers des intérêts des éditeurs.

La nouvelle phase de la polarisation du discours médiatique acquiert deux dimensions : d'une part, il s'agit d'une polarisation produite par les affinités idéologiques et politiques qui tend à reproduire la polarisation bipartite tout en marginalisant la Gauche, et

d'autre part, la polarisation qui à la fois reflète et est le produit de la « guerre interne » dans la classe des éditeurs.

C'est exactement de cette polarisation dont bénéficient les dirigeants de l'opposition pour lancer l'enjeu de la « corruption », et ainsi mobiliser le soutien d'une partie de la presse. L'exemple de la « corruption » en est indicatif car seuls les journaux dont les éditeurs s'intéressent à la visibilité de cet enjeu, soit pour des raisons d'affinités idéologiques, par exemple *ELEFTHEROS Typos*, soit pour des raisons d'implication dans la « guerre », à cause des intérêts des propriétaires, par exemple *ETHNOS* et *KATHIMERINI*, soit pour des raisons de positionnement politique contre la *diaploki* comme *ELEFTHEROTYPIA*, donnent accès au leader de l'opposition et aux autres membres du parti de l'opposition.

Il est évident que la guerre des intérêts des entrepreneurs devient un filtre de sélection et donc de promotion ou non de certaines questions politiques ou de certains acteurs. Il est donc frappant que la polarisation du discours médiatique en tant que polarisation des intérêts des entrepreneurs et des affinités idéologiques ait des conséquences sur la mise en avant ou la dissimulation des enjeux liés à ces intérêts économiques.

2.2.2. La stratégie de la différenciation sélective

Un deuxième élément articulant le champ de la presse écrite et fonctionnant en tant que filtre de sélection, est le « profil médiatique ». Chaque journal construit un « profil » du public qu'il tend à représenter dans l'espace public ; ce « profil » lui permet de se positionner dans un espace de concurrence en tant que journal différencié des autres. Les journaux s'adressent à un public avec des caractéristiques, sociales et politiques, particulières, au contraire de la télévision dont la caractéristique particulière est qu'elle s'adresse à un public beaucoup plus large. Le journal établit une relation particulière et assez personnalisée avec son public.

Le « profil » est donc le résultat d'une stratégie éditoriale qu'on peut rechercher plutôt sur la « une » des journaux et devient un filtre de sélection des thèmes ajustés à des publics qu'on prétend représenter dans l'espace médiatique. Le « profil » de chaque journal, progressiste ou conservateur, populaire ou de qualité, sérieux ou léger, de gauche ou de droite, est le produit d'une offre différenciée par rapport à un public particulier. Il

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive s'agit d'un cercle vicieux : en produisant une offre, on produit en même temps un lectorat qui, par la suite, devient une variable de la « politique » du journal dans la constitution de son offre.

De cette façon, le « profil » médiatique devient une sorte d'autocensure, dans la constitution de l'offre, traçant en même temps les frontières de la différenciation entre les journaux. Les questions correspondant au profil de chaque journal occupent les « coups de une », selon le jargon professionnel. On les met à côté des deux premiers titres, à leur gauche et à leur droite. Ainsi, la « une » est constituée par les deux – trois grands thèmes d'actualité, parfois communs pour tous, et sur le reste de la page à une place plus basse dans la hiérarchie, nous distinguons les thèmes qui différencient les journaux entre eux.

Notre interlocuteur, directeur du journal *ELEFTHEROTYPIA*²⁴², note le rôle principal des lecteurs du journal dans le choix de l'offre du jour. Il nous explique que le groupe dirigeant du journal sait grâce à de régulières enquêtes de lectorat, que les lecteurs du journal se composent d'un public constitué notamment par des jeunes, des intellectuels, des électeurs de gauche et du centre, des couches moyennes et supérieures avec un haut niveau d'éducation. La composition du lectorat est, par conséquent, très déterminante dans la constitution de l'offre du jour.

Certes, nous avons vu que ce choix est contraignant en raison d'autres facteurs de type organisationnel, routinier, historique. Pourtant, la stratégie de la différenciation sélective de la presse devient un filtre de sélection au sens où elle donne une prime de visibilité aux thèmes « compatibles » avec son profil: nous avons montré dans le cas des « hellénisations » que l'opposition arrive à « mobiliser » un public partisan, à établir un « lien partisan » à travers le journal. Par la suite, nous allons montrer d'autres « comptabilités » entre les profils médiatiques et les organisations politiques ; tel est le cas par exemple du parti de la gauche Synaspismos avec le journal *ELEFTHEROTYPIA*. A travers le profil médiatique, Synaspismos établit des liens « politiques » avec le public représenté, car le public des jeunes, des intellectuels de gauche de *ELEFTHEROTYPIA* est aussi un public « politique » cher au parti. Cette condition constitue une ressource chère bien que rare aux acteurs politiques et sociaux, les plus démunis.

²⁴² Entretien avec S. Fintanidis, Athènes, 1 juillet 2004.

3. La stratégie de la politisation: La représentation politique des demandes non constituées

Le parti de la N.D. met en oeuvre la stratégie de la politisation afin d'inscrire la catégorie « quotidienneté » dans l'agenda politique et d'y orienter la compétition politique. Nous allons examiner l'ensemble des actions ordonnées visant à faire monter en visibilité les problèmes de la « quotidienneté », à des fins de révélation du manque de compétence gouvernementale à les gérer, et finalement à la représentation politique des groupes sociaux « touchés » par les problèmes.

On tend à considérer la « quotidienneté » comme étant l'ensemble de problèmes auquel le citoyen est confronté dans sa vie quotidienne : la bureaucratie, les hôpitaux publics, les queues dans les services publics, les transports, la cherté de la vie, le manque de services sanitaires et d'éducation dans les régions éloignées sont les aspects de la quotidienneté.

Les dirigeants de l'opposition structurent une offre sur des attentes non constituées : la catégorie de la « quotidienneté » ne correspond pas à une demande exprimée par un groupe politique ou une collectivité politique. Puisqu'il n'y pas de groupe constitué porteur du problème par lequel il aurait acquis sa légitimité, les médias deviennent des ressources de légitimation ; la saillance de ce type de thèmes dans les médias et les cadres médiatiques confèrent aux revendications individuelles le statut de problème public que l'on doit régler. Nous pouvons donc appeler cette stratégie, à l'aide de W. Gamson²⁴³, la stratégie « des ressources culturelles » qui s'appuie sur les médias et le sens commun pour configurer l'enjeu. « Le discours des médias constitue une ressource parmi d'autres pour permettre aux hommes politiques de donner un sens aux enjeux politiques ²⁴⁴».

La stratégie de la politisation est donc le processus de construction d'une offre sur une demande reconnue publiquement. Comme le souligne J. Gerstlé, la politisation « consiste à affecter à une autorité publique la prise en charge du problème ainsi publiquement reconnu. Politiser une situation[...]c'est la reconnaissance de la responsabilité du traitement de la question concernée ²⁴⁵». A cet effet, les cadres et les

²⁴³ W. Gamson. *Talking politics*. Londres : Cambridge University, 1992.

²⁴⁴ J Gerstlé. *La communication politique...*, op. cit., p. 90.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 16.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive visibilités médiatiques offrent une reconnaissance publique à des problèmes, leur légitimité et leur réalité.

3.1. La « quotidienneté » : une catégorie de la compétition partisane

La « quotidienneté » devient un des axes prioritaires du parti de la N.D. durant les quatre années intermédiaires entre les élections de 2000 et de 2004 et un des principaux champs de la compétition politique lors des élections de 2004. Elle sera aussi considérée comme l'ensemble des problèmes qui a donné la victoire au parti de l'opposition majoritaire aux élections de 2004. D'après le porte-parole du parti, et par la suite ministre et représentant du gouvernement après la victoire de la N.D. aux élections de 2004, Théodore Roussopoulos :

Dès la première année du gouvernement du parti socialiste [2001] il a été évident que celui-ci perdrait les élections à cause de la stratégie du parti de la N.D. de faire émerger les problèmes de la quotidienneté du citoyen. Le parti socialiste non seulement n'a pas pu donner une solution à ce type de problèmes mais en plus il les a accrus. Karamanlis a pu réussir sur une autre cible ; il a retourné la conception consolidée et fautive que la N.D. était socialement peu sensible ²⁴⁶».

La sélection de cet ensemble de problèmes est le résultat des dynamiques que nous avons déjà présenté dans ce chapitre. La compétition partisane (l'agenda des modernisateurs pousse l'agenda de la N.D. au déplacement programmatique), la nécessité de la consolidation de la position du nouveau groupe dirigeant au sein de la N.D. (contre les autres courants idéologiques et avec les nouveaux personnages) et la dynamique de la représentation politique (la N.D. a déjà une influence sur les « couches défavorisées » dès les élections de 1996). Ainsi la N.D. s'oriente vers les problèmes sociaux afin de diriger la controverse partisane sur des questions qui ne sont pas favorables au gouvernement et pour consolider son influence sur les couches défavorisées.

Or, le premier à avoir annoncé la catégorie comme ensemble de problèmes à résoudre a été Kostas Simitis. Dès les élections municipales de 1998, qui marquent la chute des forces du PA.SO.K., les problèmes de quotidienneté émergent dans l'agenda

²⁴⁶ Théodoros Roussopoulos, interview au magazine hebdomadaire du journal *KATHIMERINI*, « K », 11 avril 2004.

gouvernemental. Le PA.SO.K. mettra en avant la « quotidienneté » aux élections de 2000²⁴⁷ également.

Pour certains membres du gouvernement²⁴⁸, K. Simitis a tort d'accorder de l'importance aux problèmes de la quotidienneté car il s'agit de problèmes auxquels un gouvernement ne peut pas s'attaquer de manière efficace :

Car la quotidienneté ne veut rien dire ; aucun gouvernement ne peut y donner une solution. Que fera le gouvernement contre la pluie intense ? Il va l'arrêter ? Ou la neige. Je veux dire que la quotidienneté est dépendante de facteurs qui ne sont pas contrôlables. Quel pays n'a pas de problèmes avec la pluie, les inondations...des morts même. Il y a des choses qui nous dépassent. Les conditions climatiques changent dans tout le monde et les infrastructures existantes étaient prévues pour affronter un autre type de problème. Donc quand on dit que mon adversaire est la quotidienneté, on me place devant un adversaire dont je ne peux pas prévoir la fin.

L'opposition majoritaire tire bénéfice du fait que cet ensemble de problèmes est un inconvénient pour le gouvernement car il s'agit de problèmes peu contrôlables et fortement médiatisés à cause de leur caractère. Aux élections européennes de 1999, la N.D. met en avant les problèmes de la quotidienneté. L'un des planificateurs de la campagne électorale explique les raisons dans une interview au journal *TA NEA* :

« Je pense que nous avons gagné parce que nous avons obligé le parti socialiste à jouer sur notre terrain, les problèmes de la quotidienneté...On avait décidé de ne pas attaquer le gouvernement sur les enjeux européens et l'union monétaire parce, tout d'abord, nous ne sommes pas si différents du gouvernement et ensuite parce que le public était indifférent sur ces enjeux. Or, nous, nous avons parlé de choses auxquelles les citoyens sont confrontés chaque jour et voici notre succès...Une partie de notre campagne visait à établir Karamanlis comme le futur Premier ministre dans l'opinion publique.²⁴⁹ »

Nous allons examiner comment la N.D. établit la « quotidienneté » en tant que catégorie politique qui domine la compétition partisane. Ce travail consiste à la définition de la « quotidienneté » par la mise en avant du cadre d'un Etat problématique qui provoque

²⁴⁷ Nous lisons dans le programme électoral du PA.SO.K. : « Notre but est l'amélioration qualitative de la quotidienneté. Notre pensée est qu'un Etat moderne ne doit pas se préoccuper seulement des 'grands' défis. Il faut également se préoccuper de ceux qui bien qu'ils soient banaux ou quotidiens sont pour celui qui les vit une angoisse et qui déterminent sa qualité de vie. Les hôpitaux, les rues, les transports, les services publics et les organismes sont des lieux où le citoyen se sent angoissé, mal assuré alors qu'il devrait y trouver du réconfort. Notre vision continue est la fondation d'un Etat efficace qui puisse offrir des services améliorés au citoyen ». Programme électoral du PA.SO.K., 2000, p. 113.

²⁴⁸ Anonymat respecté à la demande de l'interviewé, Athènes 21/11/2004.

²⁴⁹ G. Loulis entretien à *TA NEA*, 19 juin 1999.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive des problèmes aux citoyens et à des coups visant à ériger les responsabilités gouvernementales et la compétence de la N.D. à régler le problème. La saillance de l'Etat problématique dans la télévision privée sera une ressource importante pour l'opposition majoritaire qui va exploiter ce cadre médiatique bien visible dans ses coups pour la promotion de la « quotidienneté ».

3.1.1. L'Etat en tant que problème social : Le cadre médiatique

La N.D. définit la « quotidienneté » en tant qu'ensemble de problèmes des citoyens à leur rapport avec les services étatiques. Le parti a un allié fort dans ce travail de politisation qui consiste à donner à la catégorie son caractère problématique : la télévision privée qui comporte dans son agenda plusieurs reportages mais aussi des émissions d'information qui s'intéressent aux problèmes des citoyens dans leur quotidien.

En examinant les reportages du journal télévisé de la chaîne privée MEGA (pendant les quatre mois de la recherche) sur les domaines du secteur public, de la santé et des régions, nous constatons la prédominance d'un seul cadre : la revendication d'une relation causale de préjudice par l'agent de la dénonciation, la victime–le citoyen, envers le responsable, l'Etat. Ce cadre se reproduit dans tous les reportages sur des éléments de forte dramatisation et de personnalisation²⁵⁰. A travers les histoires personnelles et dramatiques, la chaîne privée se focalise sur la « victime », que la « Cité » doit protéger et surveiller, et elle fait émerger les conséquences que l'Etat doit corriger. Dans l'ensemble de ces reportages, le drame personnel devient le mécanisme qui fonctionne en dépit des dimensions politiques ou économiques. La forte mise en cause des hôpitaux publics et la dramatisation des problèmes des régions désignent une situation dans laquelle la négligence, le désintérêt ou même les problèmes structurels du secteur public causent des préjudices à un individu seul et abandonné, à une figure tragique. Une relation à la fois conflictuelle et transitive de la responsabilité du traitement des problèmes aux mécanismes étatiques par un sujet – victime sur un sujet –protecteur.

²⁵⁰ Bennett a montré comment la *personnalisation* favorise l'adoption d'une conception égocentrique des problèmes sociaux aux dépens d'une conception sociale. De l'autre côté la *dramatisation* est parmi les éléments les plus structurels de la narration des nouvelles dans les journaux télévisés. En effet, d'après, Bennett le drame est le moyen idéal pour la représentation des conflits et donc les nouvelles dramatisées sont en correspondance parfaite avec la tendance d'une information personnalisée. Voir W.L. Bennett. *News.The politics of illusion* (en grec). Athènes: Dromeas, 1999, pp 105-124.

Nous allons suivre une série de reportages de la télévision privée concernant les hôpitaux publics et une autre concernant les régions excentrées pour mieux montrer ce traitement médiatique de la relation problématique entre l'Etat et le citoyen.

Les hôpitaux publics : la dégradation

Commençons par les infrastructures du domaine de la santé. Nous examinerons le schéma décrit ci-dessus et nous essaierons d'observer l'activité de la dénonciation à travers la mise en avant à la fois du drame personnel (human interest frame²⁵¹) et du cadre de la responsabilité²⁵². Prenons comme exemple une série de reportages que la chaîne privée met en avant au début de janvier concernant l'hôpital Ippokrateio, un des plus grands hôpitaux d'Athènes. Nous reprenons toute l'évolution de la diffusion des reportages (de 11 janvier jusqu'au 17 janvier).

Tableau 13 Légendes et extraits de reportages des journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* sur les infrastructures sanitaires

Légende	Date (2001)	Ordre	Extraits du reportage
"Ippokrateio: la salle des opérations a grillé les malades"	12 /01	1	<p><i>Journaliste</i> : De nouvelles révélations sont mises au jour par Mega sur les mésaventures des cardiaques ayant subi des brûlures lors de leur opération à l'hôpital public Ippokrateio.</p> <p>Trois patients, victimes de cette erreur médicale, sans précédent, racontent à Mega cette mésaventure et les conséquences sur leur santé.</p> <p>(Les patients nous montrent les brûlures)</p> <p><i>Témoignage</i> : "Je serais mieux si j'étais à Dachau"</p> <p><i>Journaliste</i> :Le chiffre total de ceux qui ont subi des brûlures reste inconnu. Et la cause du mal inexplicable. Il est surprenant que l'administration de l'hôpital n'ait pas demandé une investigation administrative assermentée. En outre il n'y a pas seulement les brûlures des patients mais aussi le comportement des fonctionnaires publics, heureusement, peu nombreux.</p>

²⁵¹ Nous trouvons le « human interest frame » dans la typologie établie par H. Semetko et P. M. Valkenburg. Framing European Politics : A content analysis of press and television news. *Journal of Communication*, printemps 2000, vol. 50, n° 2, p. 93-109.

²⁵² L'imputation publique constitue une démarche du cadrage très importante. Il s'agit de la présentation d'un problème en termes d'attribution de la responsabilité soit de traitement soit de cause. Les différenciations d'imputation sont dues aux différents traitements, épisodique ou thématique, de l'enjeu : S. Iyengar a mis en évidence les différents traitements, celui de la présentation d'un problème à travers des figures personnelles (cadrage épisodique) faisant l'objet d'une imputation causale individuelle et celui de la présentation d'un problème dans son contexte social (cadrage thématique) qui conduit à l'imputation sociale. S. Iyengar. *Is anyone responsible ? How TV frames political issues*. Chicago : University of Chicago Press, 1991. Pourtant nous allons constater que dans le cas grec, le cadrage épisodique ne s'oriente pas vers une responsabilité individuelle mais plutôt étatique. Par ailleurs, ceci est aussi le résultat de la recherche de H. Semetko dans le cas des Pays-Bas. H. Semetko, P. M. Valkenburg. *Framing..., op.cit* .

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Légende	Date	Ordre	Extraits du reportage
Ippokrateio: "Des révélations brûlantes »	13	3	<i>Journaliste</i> : L'affaire d'Ippokrateio prend des dimensions dramatiques après la révélation d'autres cas de cardiaques ayant subi des brûlures. Les victimes dépassent le chiffre de vingt. L'administration d'Ippokrateio demande au ministre de la santé d'intervenir pour que des responsabilités soient établies. Les patients ont été lésés. Maintenant c'est la justice qui doit prendre la parole et le ministre de la santé qui doit examiner les dimensions du problème qui révèle les conditions dans certains hôpitaux publics.
« Ippokrateio: les victimes demandent réparation »	14	7	<i>Journaliste</i> : L'opinion publique écoute atterrée les révélations bouleversantes sur la situation à Ippokrateio. La question sans réponse est de savoir pourquoi l'administration de l'hôpital a permis aux médecins d'opérer alors qu'elle était au courant du problème depuis l'année dernière, comme des patients le dénoncent. Personne ne peut rester indifférent devant cette histoire dramatique dans l'un des plus grands hôpitaux publics d'Athènes. Le ministère de la Santé, même s'il est au courant, reste silencieux et la nouvelle administration de l'hôpital promet qu'elle commencera dès demain une nouvelle enquête. Qu'elle soit aussi profonde que les brûlures des ces victimes qui demandent que les responsabilités soient établies
"Cadenas à la salle d'opération"/ "Des accusations pour dissimulation"	16	6	<i>Journaliste</i> :Les patients ayant subi des brûlures ont recours à la justice. Les responsabilités de l'hôpital sont lourdes. (Le président de l'hôpital parle avec le présentateur du journal télévisé). <i>Présentateur</i> : est-ce que vous connaissez la cause de ce phénomène ? l'hôpital est diffamé. Nous diffusons ce sujet depuis 4 jours. Cette image ne convient pas à un pays civilisé.
"Ippokrateio est fermé"/ "Qui est le responsable ?"	17	6	<i>Journaliste</i> :Mais enfin qui est le responsable? L'administration a demandé une enquête pour la recherche des responsables. Les brûlures existent non seulement sur le corps mais aussi dans la mémoire. (Une femme pleure) <i>Témoignage</i> : "Une telle vie, je n'en veux pas. Moi et mes enfants, nous ne pouvons pas le supporter"

Dans cette série de reportages le problème est posé par le citoyen-patient- victime qui fait l'expérience douloureuse des manques et des problèmes du système de santé et il désigne explicitement comme responsable de cette situation les hôpitaux publics et implicitement l'inactivité étatique. Les témoignages des victimes devant la caméra, les brûlures subies, les descriptions tragiques, la musique, les plans rapprochés sur les visages en pleurs viennent construire l'image de la victime qui accuse, réclame réparation et justice. L'évidence du drame est révélée. Ce qui nous intéresse le plus est le fonctionnement de la dénonciation d'un drame qui demande réparation. Cette activité ne reste pas au niveau de la dramatisation d'une nouvelle mais elle crée les conditions de la dévalorisation de l'hôpital public comme une structure qui cause de souffrance de ses patients.

La consolidation de la dégradation de l'hôpital public devient patente au travers de sa dénonciation découlant d'une responsabilité causale. La responsabilité est imputée soit à celui qui a causé la souffrance, le médecin, soit à celui qui n'a rien fait pour l'empêcher, l'administration, soit à celui qui aurait dû assurer la protection sociale du patient, l'Etat.

Nous partons donc d'un responsable spécialisé et apparent (le médecin) pour aller vers une structure moins spécialisée et plus abstraite (l'administration ou l'Etat). Souvent la responsabilité causale découle de la responsabilité morale et dans ce cas-là il est demandé réparation de l'ordre moral. La satisfaction s'établit soit par une demande d'intervention judiciaire soit par l'expression de l'acrimonie et du drame devant les caméras.

Ce qui pour la chaîne privée est le problème majeur c'est l'hôpital public lui-même. Le système sanitaire « souffre » et avec lui les patients. Les victimes de cette souffrance accusent soit les hôpitaux dans leur ensemble, soit l'administration, soit les médecins, soit l'Etat impersonnel et demandent réparation, justification, une action publique. Lorsque l'Etat-providence, ne peut pas les aider, les victimes de la défaillance ont recours à la chaîne privée qui se charge d'aider et d'instituer une nouvelle citoyenneté réglée par l'éthique et par la pitié.

Les régions excentrées : l'abandon

Dans la série de reportages sur les régions excentrées, on se focalise sur les manques d'effectifs et d'infrastructures mais, encore une fois, au travers de la dénonciation individuelle qui s'adresse à la négligence étatique. Dans ce registre, l'évocation de l'Etat ou de la Cité se fait d'une façon plus insistante et plus directe. La dénonciation s'oriente vers la recherche de l'action publique. L'abandon, l'isolement, la solitude et les problèmes causés par l'Etat sont les éléments prédominants.

Tableau 14 Légendes et extraits de reportages des journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* sur les régions isolées

Légende	Date (2001)	Ordre	Extraits du reportage
« Oubliés dans la mer Egée, oubliés par la Cité »	14/01	17	<i>Journaliste</i> : Les citoyens de Antikithira dénoncent le fait d'être abandonnés à leur destin et demandent à la Cité de s'inquiéter de leurs problèmes. [Des images de grands-mères et des citoyens indignés] <i>Antikithira</i> : Un carrefour oublié entre l'Est et l'Ouest, le carrefour de la solitude et de l'abandon ; des gens laissés à leur destin...Les gens âgés essaient de se débrouiller avec un peu de nourriture et la mémoire des gens aimés. Les villages sont devenus des fantômes. L'école rassemble à un musée. Peu de jeunes balancent entre la solitude et le désespoir. Les citoyens n'ont qu'un cri : ils sont comme ils disent oubliés par la Cité. Les larmes aux yeux les citoyens de l'île regardent les horizons de la Cité et de l'Etat avec l'espoir qu'ils vont, une fois, se rencontrer.

Les « prétendants » assurent l’inscription de leur offre compétitive

Légende	Date	Ordre	Extraits du reportage
« Dans la mer de la solitude »	10/02	18	<p><i>Journaliste</i> : En Grèce moderne il y a encore des régions sans électricité, sans eau et sans rues. Nous avons vu l’angoisse de ces gens qui vivent isolés pendant des semaines au milieu de la mer Egée. Les citoyens demandent de meilleures conditions de vie à la Cité qui les a oubliés[...]</p> <p><i>Témoignage</i> : « Il n’y a pas de transport. L’Ekav ne peut pas envoyer d’hélicoptère. Souvent nous n’avons même pas d’eau. »</p> <p><i>Journaliste</i> Ici l’Etat c’est zéro. On est oublié par la Cité et les promesses des responsables quant à l’électricité ont fait naufrage</p>
« Trajectoire à Lipsi au bout de la Grèce »	25/03	18	<p><i>Journaliste</i> Des gens au bout de la Grèce...Ils vivent même aujourd’hui dans le cauchemar de l’isolement du reste de la Grèce. Ils vivent dans le cauchemar de l’abandon. Leur contact avec les autres îles devient de plus en plus mouvementé. Les citoyens portent leur propre croix...</p>

3.1.2. L’exploitation partisane

Nous allons voir comment le cadre de l’Etat problématique qui domine dans les reportages de la télévision privée est exploité par le parti de l’opposition majoritaire afin de rendre la quotidienneté » saillante. La télévision privée montre l’expérience sociale de la souffrance du citoyen dans sa quotidienneté, du fait de la négligence de l’Etat. Le parti de la N.D. distingue dans cette expérience la reconnaissance des problèmes liés au mauvais fonctionnement de l’Etat. Par la suite, il va associer les dysfonctionnements de l’Etat à l’image du gouvernement, et ainsi l’inefficacité de l’Etat sera liée à l’inefficacité du parti socialiste au pouvoir ces dernières années. Il s’agit du processus de politisation et d’attribution à une autorité de la responsabilité du traitement d’un problème.

Le parti exploite le cadre de l’Etat problématique et des dysfonctionnements des services étatiques afin d’établir la « quotidienneté » comme ensemble de problèmes à régler, de proposer la « Refondation de l’Etat », de désigner les responsabilités gouvernementales et de s’identifier à la résolution du problème. Les coups portés pour la promotion de la catégorie ne visent pas seulement à l’animation conjoncturelle de la controverse partisane, mais aussi à faire émerger les « problèmes de la quotidienneté » en tant qu’enjeu majeur de la compétition politique et de donner de la N.D. l’image du gestionnaire par excellence de ces problèmes.

Le groupe dirigeant du parti tend vers ces objectifs par le biais de discours politiques adressés aux publics partisans afin de diriger leur attention sur la « quotidienneté » et d’en faire l’axe prioritaire de la N.D., par l’exploitation des événements conjoncturels spécifiques qui traitent des dysfonctionnements étatiques et en attribuer les responsabilités au gouvernement, et par des visites et des rencontres avec les

publics touchés par ses problèmes afin de capter l'attention des médias et des publics touchés.

Capter l'attention des publics partisans

La présentation de L'Etat problématique devant les publics partisans s'appuie sur la constatation d'un « Etat grand, gaspilleur et corrompu qui entreprend tout et finalement échoue sur tout » et propose « un Etat flexible, moderne, efficace serviteur du citoyen²⁵³». La santé, le secteur public et les régions sont parmi les domaines qui bénéficieront de cette Refondation de la machine étatique qui « pendant les vingt ans au pouvoir du PA.SO.K. maltraite d'une façon horrible le citoyen ». « Chaque citoyen pour sa part constate que le problème le plus important est l'Etat lui-même. Un Etat qui reflète l'image du gouvernement²⁵⁴». Le parti de l'opposition met en avant le citoyen, en tant que porteur du problème; c'est l'individualité indéterminée porteuse du problème du dysfonctionnement de l'Etat. La stratégie de la politisation confère des configurations publiques aux problèmes en les orientant vers des responsabilités gouvernementales.

K. Karamanlis déclare devant le comité exécutif:

«Le plus grand problème dans notre pays est l'Etat lui-même. Un Etat avec en toile de fond la faillite d'Olympique [Airways]²⁵⁵, le naufrage du Samina²⁵⁶, les hôpitaux qui renvoient des images de honte, des services qui ont besoin de bakchich pour bouger. Un Etat synonyme de corruption, d'irresponsabilité et d'arbitraire. Le pays a besoin d'un autre Etat, d'un Etat honnête et responsable[...]»²⁵⁷

K. Karamanlis parle aux présidents des comités locaux du parti:

«La N.D. demande l'épuration de l'Etat et elle se prépare pour la construction d'une nouvelle Cité. Nous désirons que l'administration centrale ait un rôle renforcé de contrôle et d'état major. L'Etat du PA.SO.K. provoque le citoyen d'une manière brutale. La situation réelle du secteur public est à l'image de la faillite d'Olympique [Airways], du naufrage du Samina, des travaux publics louches, des hôpitaux publics qui renvoient des images de honte, des services publics qui posent des problèmes au lieu de servir le citoyen[...]L'Etat est devenu synonyme de corruption, d'irresponsabilité et d'arbitraire[...] Les problèmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la

²⁵³ «Les axes programmatiques pour la gouvernance du pays », Programme électoral de la N.D., élections 2000.

²⁵⁴ K. Karamanlis, discours politique, comité exécutif du parti, 13 janvier 2001.

²⁵⁵ Il s'agit de la compagnie aérienne grecque Olympic Airways.

²⁵⁶ Samina et le nom du bateau qui a coulé en octobre 2000. Le naufrage a causé la mort de 80 passagers.

²⁵⁷ K. Karamanlis, discours au comité exécutif du parti, 13 janvier 2001.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive protection de la vie et de la fortune du citoyen nous rappellent quel est l'Etat d'aujourd'hui. Un Etat qui est le reflet du gouvernement²⁵⁸ ».

Ces discours marqués d'une forte critique politique font de l'Etat l'enjeu majeur de la polémique. Le secteur public pose problème aux citoyens, il est corrompu et inefficace. Les appuis de K. Karamanlis dans son argumentation sont, entre autres, les images de honte dans les hôpitaux publics.

A Karpathos²⁵⁹, K. Karamanlis aborde les problèmes des îles grecques « Les problèmes de la Grèce insulaire », dans le cadre des rencontres précédant le congrès :

« Au début du XXIe siècle, il est inconcevable pour un pays européen d'être confronté à des problèmes de soin et de santé. La première obligation de l'Etat - c'est pour cela que l'Etat existe- est de servir le citoyen et d'assurer sa vie, sa santé, son honneur[...]Mais le modèle de l'Etat concentré est terminé, il a échoué, il a fait faillite. Jadis il pouvait assurer les nécessités des citoyens mais au cours des ces 30-40 dernières années, les limites ont été repoussées. Ce monstre hydrocéphale ne peut pas fonctionner. Le plus grand patient aujourd'hui est l'Etat lui-même. Les citoyens en Grèce n'ont pas de problèmes. C'est l'Etat qui crée les problèmes. L'Etat qui, au lieu d'être le serviteur du citoyen, est devenu, de manière différente, son dynaste, soit au travers de l'immense bureaucratie, soit au travers de coût excessif, soit au travers de la corruption. »²⁶⁰

K. Karamanlis s'attaque au gouvernement à travers l'exposition de l'Etat qui pose des problèmes au citoyen. La politisation de ces enjeux se fait au nom des attentes des citoyens ; nous n'avons donc pas une attente constituée par un groupe syndical mais plutôt diffuse dans les représentations publiques. Le fait de se faire le représentant de tous les citoyens confère un moyen d'accessibilité aux groupes larges et indéterminés. Or, faire des citoyens un groupe politique répond à un travail de construction des publics électoraux et d'activation non de positions politiques mais plutôt de situations sociales menaçantes pour les citoyens.

Attribuer les responsabilités gouvernementales : L'exploitation des queues des retraités

L'opposition majoritaire se mobilise sur un enjeu conjoncturel ; les « files d'attente des retraités ». Il s'agit d'un bouleversement dû au changement du mode de paiement des retraites ; des centaines de retraités font la queue afin de toucher leurs retraites. Les images de désarroi de cette population sensible est une occasion pour la N.D. de déclarer sa

²⁵⁸ K. Karamanlis, discours devant les présidents des comités locaux du parti, 21 janvier 2001.

²⁵⁹ Karpathos est une île grecque située au sud du pays, loin d'Athènes.

²⁶⁰ K. Karamanlis, discours politique, 24 février 2001.

sensibilité sociale et d'amener un des enjeux majeurs de son offre : les problèmes de la quotidienneté.

Avant d'aborder l'enjeu « des queues de retraités », notons que la majorité des reportages de la chaîne privée portant sur le secteur public, traitent un lieu commun : la bureaucratie. Or, le cadre reste toujours le même comme c'est le cas des hôpitaux et des régions : le stress provoqué par l'administration sur un citoyen non protégé.

Tableau 15 Légendes et extraits de reportages des journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* sur les files d'attentes des retraités

Légende	Date (2001)	Ordre	Extraits du reportage
« Bureaucratie qui tue »	10/01	3	<i>Journaliste</i> Une femme qui ne recevait plus sa retraite depuis deux mois a eu une surprise. Dans les archives de la caisse de retraite elle était considérée comme morte. La femme se rappelle que l'erreur a commencé par un fonctionnaire de la Poste qui ne pouvait pas la trouver pour lui donner sa retraite et il a donc considéré qu'elle était morte. Les services ont reconnu l'erreur et la femme touchera l'argent. Maintenant la femme attend la retraite qui lui permettra de la faire renaître à la vie de la bureaucratie grecque.
« Bureaucratie qui rend fou »	20/01	5	<i>Journaliste</i> La bureaucratie a conduit à l'impasse une retraité de Kavala. Cela fait un an qu'elle reçoit une allocation pour deux enfants alors qu'elle n'en a qu'un. Maintenant elle a peur qu'on lui demande de retourner l'argent [La femme] : « J'ai appelé le service compétent mais ils m'ont dit qu'ils ne peuvent pas s'en occuper parce qu'ils ont des élections. Puisque je les ai informé, je m'en fous. J'irai même jusqu'au Président de la République ».
« IKA : Les retraités font la queue »	27/02	2	<i>Journaliste</i> : Odyssée pour des milliers de retraités de Ika qui ont fait la queue pour leur retraites à cause du nouveau système de versement automatique des retraites. Les problèmes du système d'informatisation ont eu comme conséquence que 25.000 retraités n'ont pas été payés jeudi dernier et se pressent devant les banques dès très tôt le matin. Des queues et des soucis pendant des heures afin que les retraités touchent leurs retraites. Notre caméra a enregistré des images de ces problèmes. [Des images des gens qui protestent, qui crient, qui tombent évanouis] Le nouveau système est devenu un problème pour les citoyens...
« Le calvaire sans fin des retraités »	28/02	1	<i>Journaliste</i> : Le calvaire continue même aujourd'hui pour les milliers de retraités de Ika qui sont passés aux caisses pour leurs retraites. Les plus malades n'ont pas pu supporter cette épreuve. [Image : Une femme en fauteuil roulant, les réclamations des retraités]

L'événement des « queues des retraités » fera l'objet d'une forte controverse entre les deux partis politiques. Un groupe de députés de la N.D. dépose le 2 mars, un peu après l'événement, une réquisition devant le parlement. G. Giakoumatos, le rapporteur, dira entre autres:

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

L'opinion publique confuse et indignée a suivie à la télévision des images de honte et d'inhumanité ; des gens pauvres, âgés, humiliés dans les queues, défaillants. Il s'agit d'un scandale et ça me rappelle l'image des gens âgés dans un autre pays du tiers monde. En Turquie seulement on retrouve ce type d'événement. On le trouve aussi dans la Grèce de l'Union Européenne du modernisateur Simitis. Personne n'a été encore puni. C'est pour cela, que l'on n'arrive pas à améliorer la vie quotidienne du citoyen²⁶¹.

Le gouvernement a réussi la convergence monétaire. Il ne parle pas de ce qui se passe avec la convergence sociale. Sauf si la réponse à la demande du monde pour la réformation de l'Etat providence est l'image des médias, de la télévision, des images de honte, des queues des retraités en attente devant les agences des banques...Vous n'avez rien dit sur le responsable de ces images de honte vues à la télévision grecque. C'est ça l'Etat social qu'on veut²⁶² ?

Les queues des retraités seront codées en référence aux problèmes de quotidienneté et elles seront exploitées pour désigner les responsabilités gouvernementales dans le lieu de mise en oeuvre du principe d' « accountability », le parlement. Nous allons retrouver ce mécanisme de politisation des événements conjoncturels qui connaissent une forte médiatisation dans le dernier chapitre de cette étude portant sur le modèle de l'offre médiatique. L'exploitation des queues des retraités se fait à des fins d'exploitation des dysfonctionnements étatiques pour la mise en avant de la désignation des responsables.

S'identifier avec des groupes touchés : Les visites et les rencontres

Le président du parti met en oeuvre une tactique complémentaire : il fait des visites régulières dans les hôpitaux et les services publics, organise des rencontres avec les collectivités locales des banlieues ouest d'Athènes afin de constater lui-même les problèmes, en discuter avec les responsables et promouvoir des solutions. Il s'agit là d'un effort d'identification de la N.D. avec ces problèmes et leur résolution, et avec les groupes touchés.

Lors de sa visite à l'hôpital Sotiria, le 11 février 2002, K.Karamanlis constate les problèmes de l'hôpital et déclare : « M. K. Simitis est le Premier Ministre des derniers 7 ans. Il est visible qu'il ne connaît pas la réalité des hôpitaux publics même de loin²⁶³ ». Par ailleurs, K. Karamanlis rend visite au 2ème et 3ème hôpital des maladies chroniques (le 15

²⁶¹ G. Giakoumatos, député de la ND, Parlement, 2 mars 2001.

²⁶² G. Konstantopoulos, député de la ND, Parlement, 2 mars 2001.

²⁶³ K. Karamanlis, déclaration, 11 février 2002.

avril 2002) d'où il déclare : « La sensibilité sociale du gouvernement s'atteste quotidiennement par des actes spécifiques et non des grands discours et des promesses qui restent sur le papier. A l'hôpital que nous avons visité, nous avons distingué plusieurs problèmes et nous avons vu des images de honte. Les infrastructures sont problématiques. Les manques de personnel grandioses. Les laboratoires n'existent pas. Il y a des manques dans l'infrastructure de base et dans les organes médicaux.²⁶⁴ ». Notons aussi la visite de K. Karamanlis à IKA (Institution de Sécurité Sociale) le 26 mars 2003.

En mai 2003 le président du parti entreprend une série de rencontres régulières avec les collectivités locales des banlieues ouest pour discuter des problèmes des banlieues populaires d'Athènes. Le résultat de ces rencontres est la « Charte de la Quotidienneté » que le président du parti présente à la fin de la campagne électorale de 2004. Les rencontres et les visites se poursuivent tout au long des années 2002 et 2003 et même avant les élections de 2004.

3.1.3. *L'effectivité de la stratégie*

La stratégie de la politisation de la N.D. convertit un ensemble de dysfonctionnements et d'expériences individuelles douloureuses très apparentes dans la télévision, en problèmes nécessitant une régulation politique tout en désignant l'incapacité gouvernementale à résoudre les problèmes et en s'identifiant avec les problèmes et les groupes touchés. K. Simitis est le premier à l'avoir évoqué, mais K. Karamanlis parvient à établir cet enjeu : c'est lui qui impose cette catégorie comme une condition *sine qua non* de la controverse partisane.

La « quotidienneté » s'établit dans l'espace public en tant que catégorie politique comportant un ensemble de problèmes caractérisant les rapports du citoyen avec les services étatiques. L'inscription de la catégorie dans les sondages comme catégorie problématique et sa consolidation par les discours journalistiques établissent la « quotidienneté » dans l'espace public. Parallèlement, les autres producteurs des biens politiques (sondeurs, journalistes, experts en communication) reconnaissent la compétence du parti de la N.D. à gérer la catégorie. Il s'agit là de la construction d'un capital symbolique que le parti de la N.D. va mobiliser avant les élections de 2004.

²⁶⁴ K. Karamanlis, déclarations, 15 avril 2002.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Notons tout d'abord, que les problèmes de la « quotidienneté du citoyen » s'établissent en tant que catégorie politique dans les sondages. Déjà en mai 2001, la catégorie fait son apparition dans un sondage de *Kapa Research* publié dans le journal *TO VIMA* le 27 mai 2001²⁶⁵. Le sondage mesure la compétence des deux partis de gouvernement à résoudre les problèmes du chômage, de l'économie, de la perspective du pays dans l'union européenne, des questions sociales, de la sécurité sociale, de l'organisation des J.O., de la modernisation du secteur public, de l'accomplissement des grands travaux, de la défense, des affaires étrangères, de la criminalité et des problèmes de la quotidienneté.

Parallèlement, les discours journalistiques viennent consolider la catégorie pour y reconnaître un domaine principal de la compétition partisane où K. Karamanlis est le favori. Les journalistes, les experts en communication et les sondages commencent peu à peu à imposer l'ensemble de ces problèmes comme problèmes « à prendre en charge » et l'image de K. Karamanlis comme « le gestionnaire pertinent ». Les « problèmes de quotidienneté », deviennent, pour la première fois, révélateurs de l'effectivité de la compétence à gérer d'un parti ou d'un leader.

C'est, tout d'abord, la façon, dont les journalistes confirment les données des sondages en reconnaissant la faiblesse de K. Simitis et la compétence de K. Karamanlis quant aux problèmes de la quotidienneté :

On sait bien où le gouvernement est sensible. Il le montre à travers les enquêtes qualitatives –les groupes focus- qui se font sur l'ordre du PA.SO.K.. La société grecque continue à connaître des problèmes dans les hôpitaux publics, avec la cherté de l'euro, les embouteillages et la quotidienneté. La combinaison des « petits » et des « grands » thèmes est l'épine de l'agenda de K. Simitis pour cet hiver. Un ministre parmi les plus éminents disait que 'avec les seuls grands thèmes nous n'emporterons pas les élections' »²⁶⁶.

Il y a longtemps que Karamanlis a découvert que le point faible du gouvernement est la quotidienneté. La tactique du président de la N.D. est de ne pas controvertre avec le gouvernement sur les sujets de haute politique –là où Simitis domine- mais sur les sujets de quotidienneté en mettant l'accent sur les hôpitaux, écoles et succursales de IKA. Cette politique a donné des résultats sur le plan de la communication. Les sondages montrent la stabilité de l'insatisfaction des citoyens sur les problèmes de la quotidienneté ; par ailleurs,

²⁶⁵ Cf. Annexe IV pour une présentation des « sondages de compétence ».

²⁶⁶ Dimitris Mitropoulos, « Les problèmes quotidiens piègent Simitis » *TA NEA*, 26 octobre 2002.

la N.D. rassemble des pourcentages plus larges sur la question de ‘qui est le plus apte à gérer les problèmes de la quotidienneté’ »²⁶⁷

Un peu avant les élections de 2004, la catégorie s’est consolidée en tant qu’ensemble de problèmes parmi les plus déterminants de la campagne électorale et des attitudes électorales des citoyens. La reconnaissance de ces problèmes et leur consolidation comme problèmes importants a des effets sur l’agenda du gouvernement. Les journalistes incitent le gouvernement à porter attention à ces problèmes là :

Jamais auparavant ce qu’on appelle « quotidienneté » n’a été abordée d’une façon si politique que pendant les quatre ans passés [2000-2004]. Jamais auparavant les « petits » problèmes n’ont eu une si grande influence sur la formation des attitudes personnelles des citoyens face au gouvernement que pendant le deuxième mandat de Simitis²⁶⁸.

En même temps que les journalistes, les autres producteurs politiques comme les communicologues et les experts en marketing politique propagent la « dynamique » de la catégorie. Celle-ci structure le nouveau modèle de gouvernement, celui de la gestion efficace, en tant que nouvelle période de comportement politique. Le reportage ci-dessous²⁶⁹ reproduit le discours de G. Flessas, l’un des experts en communication politique les plus connus en Grèce :

Flessas est lui aussi d’accord ; l’un des plus importants messages du scrutin de 2004 est que les électeurs choisissent de plus en plus sur la base des « problèmes de la quotidienneté ». « On entre dans une nouvelle époque de comportement politique. Les élections de 2004, comme les élections de 2000, ont bien montré que le public vote avec comme critère celui qui peut le mieux affronter les exigences des temps modernes, résoudre les problèmes brûlants et mener à des perspectives plus optimistes. »

La consolidation de cette catégorie s’élargit de telle façon que pendant les quatre années entre les deux scrutins, elle devient une catégorie permanente de l’action politique et de la controverse partisane. La controverse se déplace vers ce type de problèmes et les questions de quotidienneté s’inscrivent sur l’agenda gouvernemental. Durant le mandat 2000-2004, le Premier Ministre K. Simitis donne de la priorité à la « quotidienneté » en

²⁶⁷ Panagis Galiatsos, « La Néa Dimokratia fait de la quotidienneté son porte-drapeau », *TA NEA*, 20 mai 2003.

²⁶⁸ Stefanos Tzanakis, « Les deux imposants de la vote », *TA NEA*, 6 mars 2004.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive annonçant le fonctionnement de 300 centres d'information du citoyen en Grèce dans « le cadre », d'après le reportage²⁷⁰, « de la confrontation des problèmes quotidiens du citoyen ». En même temps, K. Simitis annonce « le dépôt du projet de loi pour la lutte contre le chômage, le fonctionnement immédiat de l'hôpital de Kalamata, Alexandroupolis, Salonique et Chaidari. Dans le même cadre on s'affronte aussi à la bureaucratie et à l'édition des retraites ». Par ailleurs, aux élections de 2004, la quotidienneté devient aussi la priorité du programme électoral du PA.SO.K. sous l'égide du nouveau leader Giorgos Papandréou.

Le parti de l'opposition majoritaire arrive à s'identifier à cet ensemble de problèmes et ainsi à se positionner dans la compétition politique et dans un environnement de visibilité monopolisée où le PA.SO.K. influence considérablement l'agenda politique. L'activation de telles situations sociales ou mieux d'expériences sociales ainsi façonnées par le cadrage médiatique valorise l'offre de l'opposition de façon à ce que celle-ci touche l'espace compétition partisane en y apportant des effets. La mise en avant de l'enjeu par K. Karamanlis induit un effet d'image personnelle à propos de sa proximité et son souci d'autrui, mobilise les « catégories du sens commun et des médias » pour animer la controverse politique, montrer les « points faibles » du gouvernement et favoriser son identification avec l'image du bon gestionnaire.

Nous pouvons aussi voir la connivence des sondeurs, journalistes et politiques dans la production de l'offre politique qui domine sur les demandes sociales. La N.D. promeut un ensemble de problèmes dans la compétition politique pour l'influencer. Les sondages et les journalistes consolident l'existence de la catégorie comme ensemble de problèmes à régler et en même temps ils constituent, « en traduisant » les sondages, la compétence du parti à les résoudre et la faiblesse gouvernementale. Ils « menacent » ainsi les gouvernants, en les contraignant à les prendre en considération en tant que problèmes « importants pour les citoyens » et qui donneront « la victoire aux élections ».

La N.D. accumule du capital politique qu'elle mobilisera pendant les élections de 2004 où la « quotidienneté » sera un des axes prioritaires de la N.D. et elle aura un rôle protagoniste dans la campagne électorale. Le parti compose la « Charte de la

²⁶⁹ Dionisis Nanopoulos, « 2000 a montré la défaite : Que disent les communicologues sur les tendances relevées par les sondages », *TA NEA*, 9 mars 2004.

²⁷⁰ Loukas Dimakas, « Sévère envers ses ministres, dur envers la ND », *TA NEA*, 23 août 2002.

Quotidienneté » un programme de seize pages qui s'adresse aux citoyens de la région d'Attiki. Il s'agit de solutions aux « problèmes de quotidienneté » constatés lors des rencontres du leader du parti avec les membres des collectivités locales entre 2003-2004. La Charte sera présentée deux semaines avant le jour des élections²⁷¹ en relevant ainsi le rôle central de cette catégorie dans le programme de la N.D.. La présentation de la Charte se fera dans les banlieues de la circonscription électorale d'Athènes (B Athinon) où le parti de la N.D. a perdu avec sept points de différence en faveur du PA.SO.K. ²⁷².

La « quotidienneté » est un bon paradigme de la domination de l'offre sur la demande. Bien que la catégorie porte sur la relation des citoyens avec les services étatiques, la quotidienneté n'est pas le produit d'une demande sociale organisée. Les attentes des citoyens telles que diffusées par la télévision sont plutôt des expériences privées converties en publiques. La N.D. prend en compte ces attentes larges et diffuses dans la dynamique de la compétition partisane. Elle développe une stratégie visant à la représentation de ces attentes afin d'influencer la compétition partisane. Les sondeurs, les journalistes, les experts en communication viennent consolider cette offre de l'opposition majoritaire en tant que champ problématique nécessitant une régulation et élément indispensable de la compétition politique. Le public sera par la suite appelé à mesurer la compétence de l'un des deux partis de gouvernement sur le traitement de ces problèmes.

3.2. L'autonomisation de la télévision privée

Nous avons montré comment les dirigeants de l'opposition arrivent à politiser des réclamations, des protestations et surtout les cadres et l'attention médiatiques sur les problèmes « de quotidienneté » du citoyen. Il faut donc parvenir à restituer l'importance de ces questions dans la chaîne privée, comprendre leur valorisation à l'intérieur du champ de la télévision privée et discerner les effets dont ils sont porteurs. Il s'agit, par cette analyse, de comprendre pourquoi ce type d'enjeu est devenu à un moment donné une ressource

²⁷¹ En mai 2003 le parti présente son programme sur l'Education, en juin la politique d'Agriculture, en novembre le programme de l'administration et des Collectivités locales, en janvier de la Santé publique et le dernier mois avant les élections de l'Economie, des Affaires Etrangères, du Tourisme et de l'Environnement et finalement de la Quotidienneté.

²⁷² Le parti de la ND a perdu dans la circonscription électorale de B Athinon avec une différence de 7 points face au PA.SO.K. lors des élections de 2000. Par ailleurs, B. Piraios (Le Pyrée) compte parmi les circonscriptions électorales où la ND a de faibles pourcentages.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive politique si déterminante de la controverse politique, et comment la télévision se fait un filtre facilitant la carrière politique de ces problèmes.

Pour ceci, nous essaierons de restituer le processus : commençons par la prédominance des questions sociales dans l'agenda de la télévision privée, produit d'une concurrence interne entre les chaînes de télévision privée ; puis passons à la recherche par les chaînes privées du public majoritaire – consommateur de l'offre produite ; glissons enfin vers la valorisation du citoyen en tant que source d'information, agent privilégié de réclamation, mais surtout un public visé pour en finir avec la production d'une éthique journalistique d' « exclusion », de ce qui n'a pas d' « intérêt » pour le public majoritaire. Un cercle vicieux qui démarre avec la production d'un public ajusté à l'offre, résultat de la stratégie de différenciation majoritaire de la télévision privée, et finit avec l'incarnation du public majoritaire comme filtre de sélection de l'offre.

3.2.1. La prédominance des questions sociales dans la télévision privée

La prééminence des questions sociales dans la télévision privée dérive de la concurrence entre les chaînes de la télévision privée.

Nous allons présenter un historique de cette concurrence en nous appuyant sur l'entretien avec le directeur d'une chaîne privée²⁷³. Les deux premières chaînes de la télévision, *MEGA* et *ANTENNA*, changent le climat de la « subordination politique » de la chaîne publique au pouvoir en place. On est censé passer d'une époque de contrôle gouvernemental sur la télévision publique à la « libre expression » politique de la télévision privée. La chaîne privée *SKAI*, quatre ans après l'arrivée des deux premières chaînes, attribue une place privilégiée dans son agenda aux questions sociales ; par un effet de la concurrence interne, les autres chaînes privées suivent *SKAI* en privilégiant les questions sociales dans leurs agendas. Nous avons déjà parlé, dans l'introduction, de la façon dont la chaîne privée *SKAI* apporte de nombreux changements dans le domaine de l'information à la télévision et notamment le détournement des chaînes privées des questions politiques vers des questions sociales.

²⁷³ Entretien avec Vasilis Thomopoulos, Athènes, 25/11/2004. Cf. Annexe III pour une présentation de l'entretien.

Nous pouvons « tester » la prédominance des questions sociales par un dénombrement fréquentiel opéré sur les journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* inclus dans notre corpus, pour les quatre mois de notre recherche. Dans notre corpus, les questions sociales se distinguent²⁷⁴ entre les « questions de citoyens²⁷⁵ » et les « questions de société²⁷⁶ » ; les « questions de citoyens » abordent les problèmes de dysfonctionnement de l'appareil étatique au travers des protestations, accusations, dénonciations des « citoyens » des responsabilités étatiques. Les « problèmes de société » abordent des problèmes sociaux, la drogue, les minorités, l'immigration, au sens le plus large sans bâtir un cadre de responsabilité étatique. Nous n'allons pas, dans cette section, prendre en compte les questions d'ordre public et de délinquance²⁷⁷. Notre but est de montrer comment nous arrivons à remplacer les questions sociales « traditionnelles » par des questions sociales de « nouvel ordre » dont la société n'est pas porteuse, ni les groupes sociaux, mais bel et bien le citoyen. C'est une question de saillance de ces nouveaux enjeux dans l'agenda de la chaîne privée.

²⁷⁴ Cf. Annexe I pour la présentation des contenus des catégories thématiques des médias.

²⁷⁵ La catégorie « citoyen » ou « questions de citoyen » comprend les nouvelles se référant à la relation que le citoyen entretient avec l'Etat dans la quotidienneté : il s'agit des reportages qui ne se réfèrent pas aux actions entreprises par les autorités publiques mais aux problèmes perçus par le média, les citoyens ou des groupes sociaux comme nécessitant une action publique. Les enjeux liés au secteur public et au dysfonctionnement de l'appareil étatique, les services sanitaires, la bureaucratie, les régions abandonnées et excentrées et les infrastructures sont les plus « porteurs » dans ce type de catégorie. Il s'agit, le plus souvent, de reportages concernant les conditions de vie dans les villes et les travaux publics (Aménagement), les équipements collectifs tels que les hôpitaux et les écoles (Santé- Education), les problèmes des régions excentrées (Intérieur régions- municipalités), la bureaucratie (secteur public), les protestations (protestations) individuelles ou collectives à propos de la régulation d'une situation perçue comme problématique par les citoyens. Dans la catégorie « Citoyen » nous avons distingué la catégorie « Philanthropie ». Les informations qui entrent dans cette sous-catégorie sont celles se référant à des demandes d'argent ou d'aide d'individus: il s'agit le plus souvent de familles pauvres qui ne peuvent pas faire face à une maladie et qui s'adressent au public, à travers les journaux télévisés de la télévision privée.

²⁷⁶ La catégorie « société » ou « questions de société » recouvre des reportages de portée « sociétale » : on y range des problèmes de santé publique (risques alimentaires, épidémies, maladies mais aussi des controverses éthiques sur des questions telles que l'euthanasie), des problèmes sociaux qui touchent l'organisation de la société tels que la drogue et les minorités ainsi que des questions (figurant également dans la catégorie « politiques publiques ») telles que l'Education, l'Environnement et l'Immigration : ici les thèmes qui entrent dans ces catégories ne sont pas « posés » (dans les reportages) par les autorités publiques. Nous faisons état soit d'une demande sociale d'action politique via des discours ou des enquêtes sur des questions sociales déclarant l'existence d'une situation problématique (enquête sur les problèmes des universités, discours sur les universités etc.). Nous y avons aussi rangé des questions à connotations éthiques telles que la « Religion ». La « Religion » est examinée dans son expression purement sociale.

²⁷⁷ Nous considérons en tant qu'autonome, dans les médias, cette catégorie qui devrait faire partie de la catégorie de la « société ». Sa prédominance quantitative et sa différenciation qualitative imposent une distinction en catégorie. Dans la catégorie « sécurité publique » nous envisageons des questions d'ordre public (illégalités, désordre, corps policier, prisons, violence policière, procès, poursuites) des questions portant sur la délinquance (meurtres, violence, violence sur des enfants, disparitions) et finalement des questions de terrorisme (enquêtes de la police sur le groupe terroriste 17N).

Les « prétendants » assurent l’inscription de leur offre compétitive

Tableau 16 Fréquences d’apparition des catégories thématiques dans les journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* (en numéros et %)

Catégories	N	%
Economie	24	2
Internationaux	186	15,6
Politiques Publiques	235	19,8
Questions de citoyens	229	19,3
Ordre public- Délinquance	425	36
Questions de société	87	7,3
Total	1186	100

Tableau 17 Fréquences d’apparition des catégories thématiques « citoyen » et « société » dans les journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* (en n)

Catégories	THEMES	Total
Citoyen	Aménagement (abandon des infrastructures publiques, dysfonctionnements, protestations des citoyens)	34
	Philanthropie (demandes d’aide par des citoyens)	37
	Protestations	44
	Régions (Problèmes des régions excentrées)	23
	Santé (accusations contre des médecins, problèmes des infrastructures)	73
	Secteur public (problèmes centrés sur les dysfonctionnements de la bureaucratie)	18
Société	Démographie	7
	Drogues	11
	Environnement	12
	Immigration	17
	Minorités	7
	Religion	24
	Santé publique	9
	Total	316

Or, cette prédominance n’est pas conjoncturelle ; pendant les quatre mois de la recherche, les questions sociales, dans leur ensemble, conservent une position stable et ne connaissent pas de grandes fluctuations. Nous pouvons ainsi suggérer qu’elles constituent des questions de traitement routinier dans l’agenda de la chaîne privée, à l’encontre de la presse pour laquelle les « politiques publiques » et les « questions économiques » gardent une place prépondérante et routinière dans l’ordre du jour²⁷⁸.

²⁷⁸ Cf. Annexe II les Agendas médiatiques.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Tableau 18 La répartition des catégories thématiques « citoyen » et « société » dans les journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* pendant les quatre mois de la recherche

Catégories	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Questions de citoyens	59	51	62	57	229
Questions de société	15	10	31	31	87
Total	247	290	360	289	1186

Par ailleurs, nous pouvons soutenir que les questions de citoyens présentent une bonne répartition en termes d'ordre dans la durée du journal télévisé. 53% des informations se placent dans les 10 premières nouvelles du journal télévisé (26,5% pour les enjeux de société) et 77% (57,5 pour les questions de société) dans les 15 premières (le journal télévisé en fait 30 en moyenne).

Tableau 19 La répartition des catégories thématiques « citoyen » et « société » dans les journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA* en termes de classement des informations (en n et en %)

Classement	Citoyen		Société	
	n	%	n	%
1	9	4	1	1,2
2-5	53	23,1	5	5,8
6-10	59	25,8	17	19,5
11-16	55	24	27	31
17-22	42	18,3	29	33,3
23-30	11	4,8	8	9,2
	229	100	87	100

La prédominance des enjeux de citoyens par rapport à ceux de société est mise en évidence tant dans la répartition des catégories en termes de pourcentages qu'en termes d'ordre. Il s'agit donc d'un déplacement de l'importance de ces questions qui est bien plus saillante dans le cadre de la télévision privée que dans la télévision publique ou la presse.

La prédominance des questions sociales comme effet de la concurrence interne au champ de la télévision privée concerne l'ensemble de la télévision privée ; une division du travail se produit ainsi entre les deux types de médias, la télévision et la presse. La première consolide dans son agenda les questions sociales, la deuxième les questions politiques. La division du travail opérée entre les médias dans l'espace médiatique grec devient un filtre qui participe à la carrière des problèmes publics et de ses promoteurs. Cette division entre les deux types de médias sera renforcée par un autre paramètre : la production de publics spécifiques dans le cas de la presse (déjà examinée ci-dessus) et majoritaires dans le cas de la télévision privée.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

3.2.2. *La stratégie de la différenciation majoritaire : le citoyen comme public visé*

Une fois que la télévision privée est identifiée à des questions sociales, il faut qu'elle fixe le public consommateur de cette offre. La chaîne privée, soumise aux logiques commerciales²⁷⁹, est dépendante du « grand public », qui est, par le biais de l'audience et de la publicité, sa source essentielle de revenus. Cette recherche du public est limitée par la concurrence qui caractérise le champ de la télévision privée ; le public majoritaire en est une condition impérative. Nous allons nous appuyer sur l'entretien avec le directeur d'une chaîne privée²⁸⁰. Directeur de l'information à l'époque de l'entretien, il a travaillé comme journaliste mais aussi comme directeur de l'information de toutes les chaînes privées et de la chaîne publique aussi.

Dès le début de l'entretien il nous parle de la stratégie de la télévision privée :

Pour faire du succès [dans la télévision privée] il faut être majoritaire, différencié et compétitif. Ces trois caractéristiques : être fort, avoir ses propres caractéristiques et être majoritaire pas minoritaire... Le bon professionnel est celui qui essaie de se différencier de façon majoritaire. Ce point est critique. Sinon il n'y arrivera pas...

La stratégie de la différenciation majoritaire chère à la télévision privée oblige à l'ajustement de l'offre à la majorité. En faisant appel au public majoritaire on doit « mobiliser » une catégorie d'acteurs et de problèmes qui seront compatibles avec la nécessité d'être majoritaire. Ainsi le travail de la production du « public » de la télévision mobilisera les catégories « citoyens » et « monde ». La production du public majoritaire appelle à une offre également majoritaire, une offre qui le concerne.

Dans la pratique journalistique, le « public des citoyens » devient une source d'information bien valorisée ; le public devient lui-même l'agent privilégié de réclamation et de protestation à propos des problèmes publics. En même temps, puisque le public

²⁷⁹ En ce qui concerne la télévision privée il faut noter que la déréglementation (Loi 1866/1989) a entraîné des effets aux contenus analogues dans d'autres pays européens. Selon J. Gerstlé « L'ouverture au privé introduit la logique marchande qui se fait doublement sentir. Tout d'abord, les chaînes privées échappant aux obligations de service public sont moins astreintes à des contraintes de type civique... Ensuite l'information télévisée se trouve contrainte, comme les autres programmes, de faire de l'audience et pour cela satisfaire certains critères qui vont dans le sens de la fragmentation, de la personnalisation, de la dramatisation, bref du spectacle au pire, de la facilitation au mieux, en tout cas faire baisser pour les téléspectateurs les coûts individuels d'acquisition de l'information quitte, à la limite, à la faire disparaître. » J. Gerstlé. La persuasion de l'actualité télévisée. *Politix*, n° 47, Télévision et Politique, p. 81-96, p.86.

devient lui-même une source d'information pour les chaînes, on produit aussi des « questions de citoyens » où le citoyen-victime d'une quelconque injustice devient l'objet privilégié de traitement au détriment des autres « publics », stigmatisés en tant que partisans ou syndicaux. Les « questions des citoyens » dont les citoyens sont eux-mêmes promoteurs font prédominer des enjeux dont des groupes sociaux organisés sont promoteurs. L'« incorporation » du citoyen dans le journal télévisé, par ces voies, devient un filtre de sélection au sens où, d'une part, on donne de l'importance aux « questions de citoyens » et d'autre part, on « exclut » d'autres groupes sociaux. La mise à l'écart des groupes qui reproduisent les divisions sociales est une condition *sine qua non* de la mobilisation du public majoritaire.

Ce travail de production du public par son ajustement à une offre finit par établir l'identification des acteurs médiatiques à ce public. Une « croyance » bien établie se met en place entre les gens qui travaillent pour la télévision, qui passe par la référence aux « idéaux » du journalisme. La justification dérive du fait que le bon journalisme est celui qui est « près des inquiétudes du citoyen ordinaire », que « la télévision est près du citoyen », que « la télévision doit montrer ce qui intéresse le monde ». Finalement, l'agenda différencié de la chaîne privée est le produit d'une identification des acteurs médiatiques à la « représentation du citoyen » et à ce qui « l'intéresse ».

Or, cette « représentation » a aussi sa base matérielle qui n'est pas négligeable aux yeux d'une entreprise privée ; loin d'être innocente, elle dérive de l'organisation des chaînes de la télévision privée en tant qu'entreprises. Nous avons décrit dans le chapitre précédent les déficiences des chaînes privées au niveau organisationnel : manque de moyens économiques pour soutenir des reportages coûteux, manque d'effectifs et manque de personnels compétents. Ce manque conduit à la valorisation de reportages bon marché, qui ne demandent pas de connaissances spécialisées de la part des reporters, ce qui est le cas de ce type de reportages. De plus, ils apportent de l'« audience » puisque ces reportages sont porteurs de « valeurs » d'informations telles que le drame, la personnalisation, la négativité, l'intelligibilité.

Notre interlocuteur²⁸¹ déclare sur ce dernier point :

F : Les chaînes privées essaient de faire des journaux télévisés au coût le plus bas possible ?

²⁸⁰ Entretien avec Vasilis Thomopoulos, Athènes, 25/11/2004.

²⁸¹ *Ibid.*

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Th: C'est le but. Les cadres des chaînes privées doivent prendre en compte le coût puisqu'il s'agit d'entreprises privées[...] La combinaison souhaitable est la suivante : avoir de l'audience au coût le plus bas possible et d'autant plus près du journalisme. Garder le journalisme à sa hauteur, ne pas dénaturer la qualité du journalisme. Voici le but des chaînes privées.

3.2.3. La valorisation du citoyen : Le citoyen comme source d'information – agent privilégié de réclamation

Il faut premièrement noter que, pour la majorité des « questions de citoyens », les chaînes privées en Grèce s'appuient sur une source dont l'importance est primordiale : l'accusation portée par le citoyen. Les citoyens appellent les chaînes privées sur des numéros spéciaux (numéros destinés exclusivement aux dénonciations des citoyens) pour blâmer les services publics ou l'Etat dans son ensemble. Les reportages sur les hôpitaux et les services publics, abordés dans la section précédente, se prêtent à cette catégorie. Les accusations au travers de la télévision sont devenues une tendance qui connaît une grande expansion en Grèce. Cette tendance fonctionne aussi comme une menace du citoyen « blessé » contre le responsable de la blessure dans la quotidienneté ; la phrase « je te ferai passer à la télévision » exprime la menace de porter l'affaire sur les chaînes de télévision et est prononcée assez régulièrement dans les contacts quotidiens.

V. Thomopoulos²⁸² nous en parle :

Les chaînes de la télévision portent une grande attention aux accusations. Parce que les chaînes veulent être près du citoyen. Parce que les chaînes pénètrent dans la maison, tu ne les achètes pas dans les kiosques. Elles sont plus près du fonctionnement de la maison. Il faut donc que les chaînes, si elles veulent avoir des effets sur le monde, soient près du monde. Les chaînes n'ont pas l'alternative de snober le monde. Elles ne peuvent pas produire que de la haute politique. C'est la nature des chaînes de télévision ; cela ne veut pas dire qu'on fait des réductions sur la qualité. On peut être près du monde et fonctionner d'une façon critique. Il n'est pas juste qu'on la caractérise de qualitative ou non qualitative...C'est une mentalité fautive.

Le journaliste, la chaîne et le journal, tous doivent s'occuper des enjeux importants même s'il s'agit de l'histoire personnelle d'un citoyen, quand l'histoire érige le mauvais fonctionnement de l'Etat, le mauvais fonctionnement des services publics, la bureaucratie, les problèmes de la fonction publique, les problèmes des hôpitaux ; il faut que tout ça ait de la visibilité[...]

Ce qui nous intéresse c'est le contact authentique avec le monde. Plus on a de sujets dérivant des citoyens, mieux c'est.

²⁸² *Ibid.*

L'exigence de l'audience, surtout de la question d'être « fort » sur le marché à une époque de sévère concurrence, se transforme en exigence de proximité des problèmes des citoyens, ne pas snober les problèmes qui ne sont pas de « haute politique ». Cette transformation crée une éthique du journaliste et une éthique de la télévision tout en changeant le contenu même des questions sociales. Les nouveaux enjeux sociaux sont spécifiques et portent sur les problèmes du citoyen dans son quotidien ; l'Etat en est porteur et responsable. C'est là qu'on détecte un nouveau champ de problèmes dont finalement les journalistes deviennent agents de réclamation par l'intermédiaire des citoyens.

Ces dernières années, on a constaté une augmentation des émissions dites « émissions des citoyens » à la télévision hellénique, un lieu où l'on peut s'adresser lorsqu'on rencontre des problèmes dans le quotidien. Les émissions de ce type promettent aussi des solutions par la pression que leurs présentateurs peuvent exercer sur les hommes politiques. Cette nouvelle éthique déterminante du bon journalisme peut être détectée chez plusieurs journalistes « fameux ». Nous lisons par exemple les propos d'un journaliste qui, à l'époque de notre recherche, est rédacteur au journal télévisé de *MEGA* et qui, à l'époque de l'interview, a sa propre émission matinale sur la chaîne privée *ALPHA* (ex *SKAI*) :

Giorgos Aftias : Il n'y pas une recette de réussite. Si on fait un travail dur on réussira. Le citoyen veut que tu sois à son côté...Il faut être simple et familier [...] Tous ceux qui font de la télévision, doivent s'occuper du citoyen ordinaire [...]

Journaliste : Est-ce que le journaliste peut faire de la politique ?

G.A. : Non, mais on se fâche comme le citoyen.

J : Vous ressentez avoir un pouvoir plus grand que les politiques ?

G. A. : J'ai un contact plus régulier avec les citoyens que les politiques....²⁸³

Cette tendance des journalistes face à l'importance des problèmes de la quotidienneté est porteuse aussi d'une autre dimension: la télévision au travers de ces questions se différencie de la presse, qui, étant politisée, ne s'intéresse pas à ce type de problèmes. La sélectivité des publics de la presse, analysée dans la section précédente, va à l'encontre de la mobilisation « du plus grand nombre » par la télévision. V. Thomopoulos²⁸⁴ en dit :

²⁸³ G. Aftias, Entretien avec Nikos Nikiteas, 23 mai 2004, *TV Guide, TO VIMA*, p. 8-9.

²⁸⁴ Entretien avec Vasilis Thomopoulos, Athènes, 25/11/2004.

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive

Il ne faut pas oublier que les chaînes de la télévision ont une grande différence par rapport à la presse. La majorité de la presse soutient des partis politiques. C'est comme ça qu'on s'embarque dans un journal ; une fois qu'un journal commence à diffuser on se demande quel parti il soutient. La chaîne de télévision qui choisit de soutenir un parti est finie. La chaîne de télévision doit être près du citoyen, respecter les opinions.

Or, nous retrouvons ci-dessous, à côté de cette éthique du journalisme, la « chasse » au public large de la chaîne privée.

Gare à la chaîne de télévision porteuse d'une étiquette partisane. Est-il possible de vouloir « chasser » un pourcentage de téléspectateurs ? Cela n'a pas de sens. La télévision fait des interventions politiques au travers de son agenda ; ces interventions n'ont pas de buts politiques, elles ne sont pas liées à des buts politiques, elles sont liées à des événements. Quand un sujet est objectivement grand pour le P.A.S.O.K., la chaîne se portera contre le P.A.S.O.K.. Demain une erreur de la N.D. et le monde sera contre la N.D.. La chaîne présente les événements du jour. La dynamique de la nouvelle prédomine ; et non l'utilité des étiquettes des partis²⁸⁵.

La dépolitisation proclamée et justifiée ne s'arrête pas aux partis politiques. La division du travail et le parrainage par la télévision du « social » ne fonctionne pas seulement comme filtre de sélection des problèmes mais aussi des acteurs qui y sont impliqués.

Le « social » est conçu sous un angle tout à fait compatible avec la question du citoyen développée ci-dessus. Le citoyen devient seul objet de traitement au détriment des collectivités politiques organisées. La question de la « société civile » acquiert de nouvelles dimensions, passant par la dévalorisation de l'action syndicale :

Pour les chaînes, la question n'est pas la grève en tant que grève. Il y a 15-20 ans une grève aurait pu faire en soi un sujet à traiter. Aujourd'hui ADEDY [l'organe syndicale des fonctionnaires publics] fait par exemple une manifestation et elle n'a que très peu de monde ; quand ADEDY fait une manifestation, elle n'a pas plus de 150 personnes, je dis même beaucoup [...] Qu'est-ce que nous intéresse le plus ? Nous, nous sommes intéressés par les problèmes des gens concrets. Par exemple, une industrie qui est menacée de fermeture ou une industrie fermée ; des choses comme celles-ci où on peut montrer les problèmes des citoyens. Les chaînes de la télévision ne peuvent pas être des courroies de transmission des lignes syndicales.

F : Et, quand il s'agit d'une collectivité organisée qui proteste contre l'industrie ?

TH: Cela ne nous intéresse pas.. Les chaînes ne font pas de politique, elles ne choisissent pas les problèmes, elles n'attendent pas le syndicat afin de décider le passage ou non de la grève. Si on nous informe, quelqu'un nous appelle, et nous dit que, par exemple, à Halkida [ville grecque], dans une usine, on a licencié la moitié des employés, que l'industrie est

²⁸⁵ *Ibid.*

menacée de fermeture et que l'autre moitié rencontre des problèmes, nous allons en faire un enjeu. La société a dépassé, dans sa majorité, les partis et les syndicats. Les chaînes ne peuvent pas jouer avec les partis et les syndicats. S'ils font quelque chose de bien qui intéresse le public, les chaînes auront une couverture du sujet. Mais, que les chaînes courent parce qu'un quelconque ADEDY [l'organe syndical des fonctionnaires publics] ou un quelconque GSEE [l'organe syndical des travailleurs] ou un autre syndicat, décide de faire sa révolution...bon, les chaînes vont observer mais s'il n'y pas d'intérêt on n'en fait pas un sujet. On y va, on comprend que le sujet n'a pas d'intérêt et après, fini, on n'en fait pas un sujet. Savez-vous combien de sujets on ne fait pas dans la journée ? ²⁸⁶

Quand, par la suite, nous allons examiner la question de la couverture médiatique des grèves des syndicalistes, nous reviendrons sur la dévalorisation des formes organisées d'action. Ce travail de construction de la légitimité de l'individualité est un travail en même temps de construction de la légitimité de la télévision en tant que représentant des intérêts des citoyens, au nom de la société ; il ne s'agit pas d'une représentation politique au sens strict du terme, mais d'une représentation du social par une nouvelle forme qui n'est ni politique ni syndicale.

Dans ce registre, il devient évident que la mobilisation des catégories du « citoyen » et des « problèmes des citoyens » est utilisée d'une façon compétitive pour écarter les autres groupes-promoteurs d'enjeux qui tendent à reproduire les divisions sociales. Le découpage du « monde » par les syndicats ou les partis politiques n'est pas du tout compatible avec la question de la majorité recherchée par la télévision.

Nous avons essayé de détecter tout un travail de production du public majoritaire par la télévision privée, qui fait que le public visé, le citoyen, devient lui-même promoteur de sa réclamation et de ses problèmes. Tout en produisant le public et une offre ajustée, la télévision devient l'objet d'identification du public ; ce filtre de sélection conduit à l'exclusion des autres promoteurs mais aussi à l'uniformisation de l'offre de la télévision portant sur les problèmes des citoyens.

Le modèle de l'offre de l'opposition majoritaire

Nous avons tenté de montrer que les prétendants agissant dans un environnement de publicité politique accaparée par l'activité gouvernementale et n'ayant pas d'accès aux champs de la décision politique s'intéressent à mettre sur agenda une offre discriminante visant à la captation de l'attention de leurs propositions alternatives, au déplacement de la

²⁸⁶ *Ibid.*

Les « prétendants » assurent l'inscription de leur offre compétitive compétition partisane sur des champs qui lui sont favorables, à la dénonciation des initiatives gouvernementales et à la gouvernance de la dynamique de la représentation politique. Il s'agit donc tout d'abord, de sélectionner les questions de l'offre en prenant en compte les variables articulant le champ de la compétition partisane, mais aussi de les communiquer stratégiquement afin de les rendre visibles et efficaces dans l'espace public.

Nous avons suivi deux stratégies que le parti de l'opposition met en oeuvre pour rendre saillantes et compétitives ses propositions alternatives. Les stratégies consistent à imposer des catégories politiques, voire des ensembles de problèmes publics, prouvant l'incapacité gouvernementale à les gérer et elles sont fondées sur des activités tactiques de définition.

La stratégie de la polarisation consiste à faire de la « corruption » un enjeu de jugement politique fondé sur les clivages éthiques entre les « forces pures » et les « forces corrompues ». La conversion de la « corruption » en catégorie politique dominante et saillante, porteuse d'effets sur la compétition partisane, s'appuie sur les concurrences régissant le champ de la presse en mobilisant également des soutiens politiques.

La stratégie de la politisation consiste à faire de la « quotidienneté » une catégorie politique défavorable aux tenants du pouvoir. Il s'agit d'un travail de construction d'une catégorie par la politisation des attentes d'un public qui n'est pas constitué en tant que groupe politique, collectivité, organe syndical, groupe de pression. On produit des représentations ajustées à la représentation politique d'une collectivité non déterminée qui répond au nom de « citoyens » ; les citoyens mal traités dans les hôpitaux, par la bureaucratie, les citoyens oubliés par l'Etat.

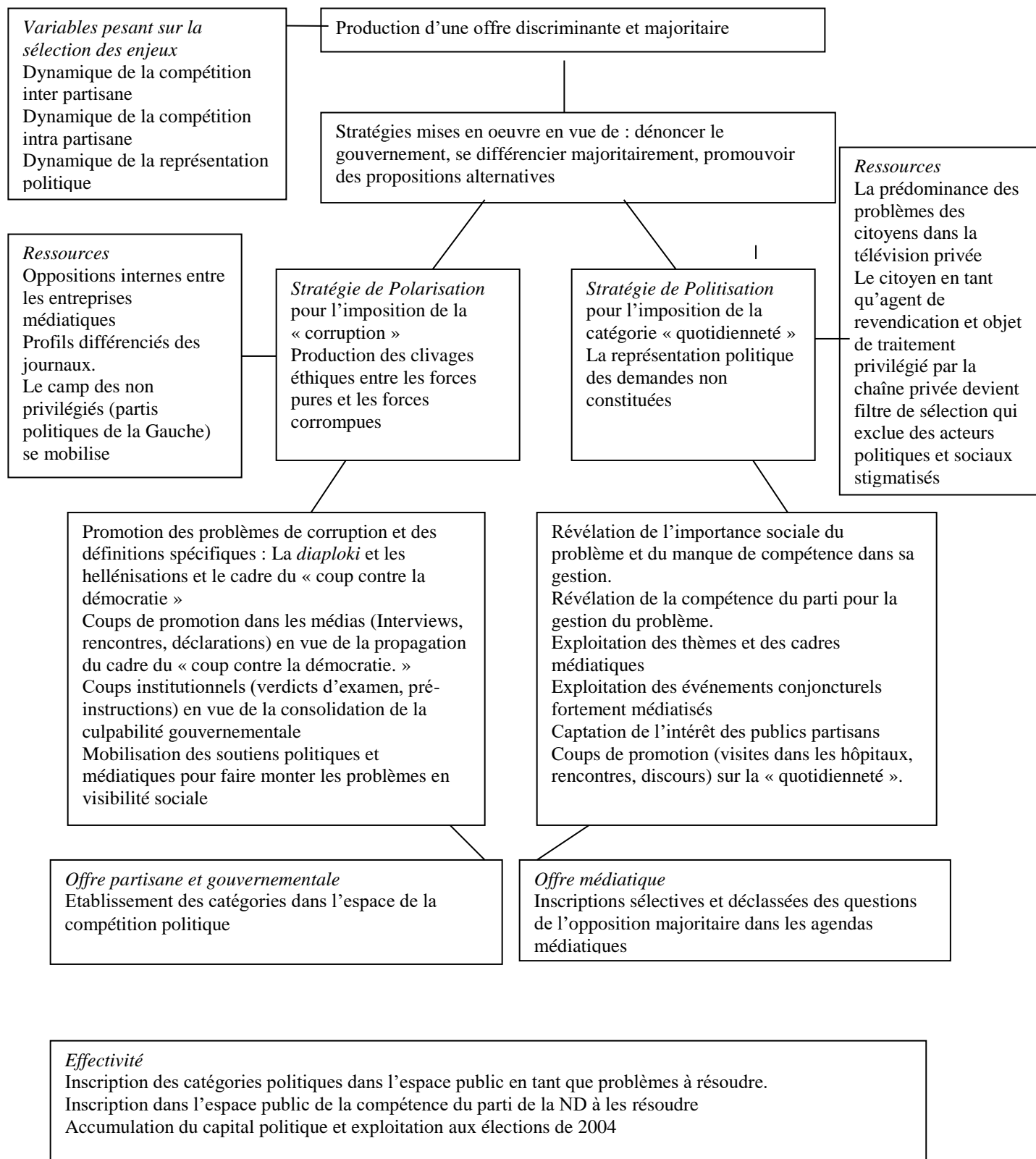
La conversion de la relation mouvementée entre les dysfonctionnements des services étatiques et les citoyens en catégorie politique, prend appui sur la saillance du cadre de l'Etat problématique responsable de préjudices envers les citoyens, créée par la télévision privée. Les reportages, les émissions traitant de ces problèmes qui prédominent à la télévision sont les produits de la concurrence interne dans le champ de la télévision privée, des stratégies des chaînes de télévision mais aussi de l'autonomisation de leurs sources. La saillance médiatique confère une légitimation à l'existence du problème par la conversion de l'expérience privée en expérience publique. Les problèmes de la

Les offres politiques en conjonctures routinisées

bureaucratie, des hôpitaux, des régions oubliées ne sont plus vécus en privé ; ils deviennent des « situations sociales publiques », et par-là acquièrent leur réalité.

Les deux stratégies sont les produits des dynamiques internes au champ de la compétition politique mais les prétendants vont mobiliser un capital extérieur au champ politique. Les médias sont les ressources, les plus valorisées, à l'aide desquelles les prétendants arrivent à rendre leur offre efficace. De visibilité délimitée au quotidien, les catégories politiques des prétendants se naturalisent et deviennent des champs *sine qua non* de la compétition partisane et des règles de l'espace public. A la différence des tenants qui assurent immédiatement l'inscription de leur offre sur l'espace public en y orientant l'intérêt des médias et des adversaires politiques, les prétendants assurent l'inscription de leur offre sur le long terme.

Schéma 2 L'offre de l'opposition majoritaire



Chapitre 3.

L'attachement sélectif des partis de la gauche

Les deux partis de la gauche parlementaire, l'objet de ce chapitre, le parti communiste (K.K.E.) et Synaspismos (SYN), sont les seuls à avoir survécu, sur une longue durée, au bipartisme. Depuis les élections de 1974, où le parti communiste, légalisé, est autorisé à participer aux élections, il remporte des sièges à chaque élection législative. Le Synaspismos, depuis sa fondation, en 1991, n'a affirmé son entrée au parlement qu'aux élections de 1993 : depuis il gagne des sièges à toutes les élections législatives.

Il s'agit de partis avec un capital de reconnaissance externe (par les électeurs) et interne (par les pairs adversaires) faible pour accéder aux positions de pouvoir²⁸⁷. Ils s'opposent aux gouvernants mais aussi aux prétendants par la mise en jeu de dénonciations radicales à des fins de singularisation et de questions nouvelles ou hardies pour se différencier. Démunis de ressources de position ou d'influence (emprise des médias ou des autres partis politiques) dont bénéficient les « établis » (les deux partis de gouvernement), ils tentent de se faire entendre, connaître et reconnaître par des actes retentissants et collectifs : des rassemblements, des manifestations, des appels aux grèves, des journées et des discussions visent à compenser leur infériorité relative par la démonstration de leur force militante. La mobilisation du nombre sur divers terrains d'action, des alliances avec des espaces syndicaux ou autres milieux spécifiques (tels que les spécialistes, les chercheurs, les universitaires) et la presse partisane se révèlent des ressources pertinentes.

L'influence limitée des deux partis de la gauche sur l'agenda est traduit par plusieurs auteurs grecs comme une « crise identitaire » des deux partis ou une « faiblesse des partis de gauche à reconstituer une identité cohérente et discernable face aux forces politiques dominantes » ce qui a comme effet la consolidation de la convergence programmatique des deux partis de gouvernement²⁸⁸. Notre hypothèse est que la constatation de la « faiblesse » des partis de la gauche à former une offre compétitive ne

²⁸⁷ D. Gaxie donne cette description pour les « outsiders » ou les « entrants ». Voir D. Gaxie. *La démocratie...*, *op.cit.*, p.20-21. Quant à nous, nous allons utiliser le terme de « prétendants » de la Gauche, en fonction de l'objectif principal de ces deux partis politiques.

²⁸⁸ Entre autres voir, Chr. Vernardakis. Les partis politiques et l' 'Espace de milieu'. Les déterminants idéologiques, politiques et culturels des partis politiques d'aujourd'hui. *L'opinion publique en Grèce 2004. Elections, partis, groupes d'intérêt espace et société/* ed. par Christoforos VERNARDAKIS. Athènes : Savalas, 2005, p. 81.

doit pas être interprétée, seulement, par les gains ou pertes électoraux mais elle doit être recherchée dans les stratégies partisanes visant à la captation de l'espace symbolique et politique de la Gauche mais aussi dans les pratiques journalistiques délimitant l'accès des deux partis à l'espace public.

1. A la recherche de la représentation de la Gauche

La dynamique principale pesant sur le champ de la production et de l'émission de l'offre par les deux partis est la revendication de l'espace politique de la Gauche. Le K.K.E. et le Synaspismos luttent pour l'appropriation du capital symbolique et électoral qui saurait leur permettre d'établir leur présence dans le champ de la compétition partisane et d'y jouer un rôle politique comme troisième pôle entre les deux partis de gouvernement.

Les « prétendants » de la Gauche se saisissent de questions politiques permettant la reconnaissance sociale et politique en tant que représentants de Gauche. L'attachement sélectif à des problèmes et des groupes spécifiques donne naissance à une « offre de physionomie » affirmant l'identification de ces groupes politiques. Etant fonction de la position de chaque parti dans la compétition politique, les stratégies mises en oeuvre pour la promotion de l'« offre de physionomie » diffèrent entre les deux partis.

Nous allons tout d'abord, examiner en quoi repose la lutte entre les deux partis pour la représentation de la Gauche. Cette première présentation nous permettra de mieux valoriser la position du K.K.E. et de Synaspismos dans l'espace de la compétition partisane mais aussi les référents qui déterminent leurs prises de position et leurs modes de mobilisation.

1.1. Les deux visages de la Gauche parlementaire : les « communistes » et les « réformateurs »

Les prétendants de la Gauche sont deux groupes politiques d'identité politique différente bien que leurs parcours aient été parfois communs. La « Coalition de la Gauche et du Progrès » (*Synaspismos tis aristeras kai tis proodou*) a été un moment de leur parcours commun et leur « divorce » a réanimé les différences entre les deux partis. La

dissolution de la « Coalition »²⁸⁹ a donné naissance au Synaspismos et à la lutte entre les deux partis pour la revendication de l'espace politique de la Gauche.

1.1.1. Des objectifs différents

En 1989, le parti communiste (K.K.E.), le parti de la gauche pro européenne (EAR²⁹⁰), la Gauche Démocratique (EDA²⁹¹), les petits groupes²⁹² et les personnalités divisés du PA.SO.K. fondent la « Coalition de la Gauche et du Progrès » (« Synaspismos »), une coalition politique des partis, des groupes et des personnalités qui, cependant, ne marque pas la fondation d'un groupe politique autonome : les partis participant à la Coalition maintiennent leur autonomie organisationnelle absolue. Certains auteurs affirment que la « Coalition » marque « la fin de l'anachorétisme politique de la Gauche²⁹³ » car les deux partis promeuvent la nécessité de l'unité de la Gauche en dépit des différences théoriques et stratégiques.

L'engagement à la formation d'un troisième pôle entre le PA.SO.K. et la N.D. semble à l'époque très prometteur, dans la mesure où la domination politique du PA.SO.K. traverse, à cette époque, une phase de méfiance considérable²⁹⁴. D'après la décision du comité central du K.K.E. en décembre 1988 « l'accord entre K.K.E.- EAR donne naissance, dans une période de crise politique et éthique et de changement rapide de la scène politique, à la fondation d'une coalition qui saurait donner la voie et l'expression politique aux couches larges de la population grecque ». C'est là l'enjeu de la Coalition : gagner les couches qui ne se sentent plus représentées par le PA.SO.K.²⁹⁵. Dans l'annonce commune est

²⁸⁹ Nous allons parler de « Coalition » (en grec Synaspismos) afin de ne pas introduire de confusion avec Synapismos le nom du parti né de la scission de la Coalition.

²⁹⁰ EAR (*Elliniki Aristera*- Gauche Hellénique) a été le produit politique de la scission du Parti communiste de 1968. Le groupe politique s'appelait K.K.E. *esoterikou* (le parti communiste de l'intérieur) et il a pris ensuite le nom EAR (en 1987).

²⁹¹ EDA (*Eniaia Dimokratiki Aristera*- Gauche Unie Démocratique) a été le groupe politique de la Gauche des années 50 et 60. En 1989, adhèrent à la Coalition tous ceux qui sont restés dans l'EDA après l'éloignement des communistes orthodoxes (K.K.E.) et des réformateurs (K.K.E. *esoterikou*).

²⁹² Nous nous référons au groupe politique *Sosialistiki Poreia*.

²⁹³ G. Moschonas. Le clivage politique droite – anti droite après le changement de régime (1974-1990) : le contenu et les aspects de la stratégie des partis du « sous ensemble anti droite, *op. cit.*, p. 180.

²⁹⁴ La maladie du président du PA.SO.K., Andréas Papandréou, le scandale Koskotas et la rupture du PA.SO.K. avec les couches de la population qui composaient sa base électorale sont les fondements du constat de la crise politique.

²⁹⁵ T. Pappas note que la rivalité de la Coalition avec le PA.SO.K. a eu le soutien d'une grande partie de la presse écrite, à savoir *ELEFThEROTYPIA*, *ETHNOS*, *PROTI* mais aussi des journalistes et des partisans du parti de la ND. Voir T. Pappas. *La chimère de la grande Gauche*. Athènes : Delfini, 1993, p.35.

déclarée la nécessité de la « coalition des forces radicalisées, progressives et véritablement démocratiques de la société pour qu'elle assure l'issue démocratique de la situation que la faillite absolue du gouvernement du PA.SO.K. a créée²⁹⁶». Par ailleurs, la crise du PA.SO.K. a attiré dans la Coalition certains de ses membres ce qui a renforcé la croyance d'un déplacement des forces politiques vers la Gauche.

La « Coalition » participe aux élections de juin et de novembre 1989 et de 1990. En juin 1989, les forces politiques qui se présentent aux élections n'arrivent pas à former le gouvernement « autonome » d'un parti politique majoritaire. La N.D. qui a la majorité des voix (44,25%) et des sièges parlementaires (125) n'arrive pas à former un gouvernement autonome (elle a besoin de 151 sièges). Suite à des contacts consécutifs de la « Coalition » avec les deux partis de gouvernement à la recherche d'une solution politique viable, la Gauche unie forme un gouvernement d'alliance avec la N.D., et pas avec le PA.SO.K.. Le gouvernement de Tzannetakis naît (du nom du Premier ministre de ce gouvernement d'alliance entre la « Coalition » et la N.D.). Le postulat qui a soutenu cette alliance de « conciliation historique » (*istorikos simvivasmos*) a été l'«épuration» (*katharsi*) de la vie politique. D'après le secrétaire de l'EAR, L. Kyrkos, l'épuration fut un axe central « non seulement comme conception de désignation des responsabilités individuelles mais en tant que vision de changement du système de gouvernement qui ne permettait ni le fonctionnement régulier du parlement, ni la transparence, ni le contrôle ni le fonctionnement des institutions.²⁹⁷»

L'alliance de la formation de la Gauche avec le parti de la N.D. a été perçu par certains auteurs comme un « déplacement politique à droite de la 'Coalition'[...]La participation au gouvernement d'alliance sera comprise comme un acte politique de 'déradicalisation' directe et tacite[...]La politique de la 'Coalition' élève la contestation sur le paradigme politique dominant en Grèce²⁹⁸». L'alliance est considérée comme la cause des pertes électorales de la « Coalition », qui de 13,1% (en juin 1989) passe à 10,9% (en novembre 1989). Au gouvernement d'alliance a succédé le gouvernement oecuménique (*oikoumeniki kyvernisi*) où participe le PA.SO.K., la N.D. et la « Coalition » car aucun parti n'a pu gagner la majorité de sièges pour former un gouvernement.

²⁹⁶ Publié par T. Pappas. *La chimère...*, *op.cit.*, p. 35-36.

²⁹⁷ *Ibid.*, p. 50.

²⁹⁸ G. Moschonas. *Le clivage politique droite – anti droite ...*, *op.cit.*, p. 182-183.

Le K.K.E. décide de se retirer officiellement de la Coalition en décembre 1991, lors de son 14ème congrès mais plusieurs de ses membres (de la nouvelle génération) décident d'y demeurer car ils considéraient que la Coalition devait se constituer en parti politique autonome avec le K.K.E.. Ces derniers seront finalement rayés du parti par le congrès car favorables à la réforme des axes principaux du K.K.E.. Un texte peut nous révéler les points qui, avec la perspective européenne (que le parti communiste ne soutient pas), ont fondé la controverse à l'intérieur de la Coalition. Un « projet de positions politiques » signé par des membres du parti communiste (ceux qui finalement sont restés au sein du Synaspismos) et de EAR, qui soutenaient la conversion de la « Coalition » en groupe politique, s'est posé en faveur de la réforme des axes principaux du parti communiste : de l'idéologie du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien et du centralisme démocratique. Les communistes orthodoxes vont réagir à ces propositions qui changeraient le caractère et la perspective du parti communiste qui pourrait ainsi être absorbé par les « réformateurs ». Après l'éloignement du K.K.E., les membres qui sont restés ont gardé le logo de « Synaspismos tis Aristeras kai tis proodou » et ils ont fondé un parti politique autonome auquel ont adhéré des groupes écologistes ainsi que d'autres formations politiques.

Dès lors, la controverse entre les deux partis le Synaspismos et le K.K.E. devient forte : des journalistes de gauche ont décrit cette controverse en termes de « guerre civile²⁹⁹ ». La guerre a un objectif : l'électorat de Gauche et la domination dans l'espace politique de la Gauche.

Le parti communiste, ayant comme objectif le renversement du capitalisme et la transformation socialiste de la société, est fondé sur le centralisme démocratique et l'interdiction des fractions, et s'oppose à l'Union européenne. Il est le parti de la classe ouvrière, d'idéologie marxiste-léniniste qui, théoriquement, n'a pas renoncé à la dictature du prolétariat. Le K.K.E. revendique pour des raisons historiques et traditionnelles (la tradition militante de la gauche en Grèce), le monopole de la Gauche. L'histoire devient une source privilégiée pour l'identification du parti avec l'action de la gauche durant la résistance grecque lors de la seconde guerre mondiale et pour toute la période des années 50 et 60 étant donné qu'en Grèce, à la fois le groupe trotskiste n'avait pas une présence bien établie, et il n'existait pas un parti socialiste bien implanté, comme c'était le cas des pays européens. Après la dissolution de la « Coalition », le parti communiste s'oppose à

²⁹⁹ P. Papakonstantinou. « Gauche : de petits gains, de grandes interrogations ». *K*, 4/3/2004, n° 42, p. 46.

tout effort de coalition des forces politiques de la gauche. Ceux qui seront en faveur d'une coalition des forces de gauche parlent de l'isolement politique du K.K.E. et de sa marginalisation.

Le Synaspismos cherche à être le parti de la « gauche démocratique ouverte et moderne » qui veut intégrer les nouvelles formes de radicalisme social tout en maintenant une position politique pro-européenne. La diversité des « origines politiques » des membres du parti (EAR, K.K.E. mais aussi d'autres groupes de gauche³⁰⁰) se manifeste dans son organisation en courants (*taseis*) dont les principales sont: le « courant de gauche » (*aristero revma*) soutenant des axes idéologiques et programmatiques radicalistes et les « réformateurs » promouvant la tendance au rapprochement du PA.SO.K.. Par ailleurs, le capital politique du président du parti rehausse le profil modéré que le parti mettra en avant. Il ne provient pas du parti communiste, mais a été membre de *Dimokratiki Amina*, un groupe politique de Gauche avec une importante activité lors de la dictature des colonels, et a adhéré au PA.SO.K. en 1974, avec d'autres membres de *Dimokratiki Amina*. Il en sera exclu un an plus tard par Andréas Papandréou.

L'organisation en tendances du Synaspismos révèle, pour certains, la « crise identitaire » du parti. Le fondement de cette « crise » se trouve dans le « flirt » de certains membres du parti avec le PA.SO.K. ce qui a donné lieu à des transferts du Synaspismos au PA.SO.K. et dans l'identité politique du parti qui n'a jamais été idéologiquement « pure ». Le « manque de pureté idéologique ³⁰¹ » est mis en rapport avec sa faiblesse à se positionner dans l'arène politique en tant que parti représentant un courant idéologique et politique spécifique et à former une identité de gauche différenciée de celle du parti communiste et du parti socialiste. Ces croyances politiques jouent comme des contraintes dans l'action de Synaspismos et déterminent ses stratégies et son action quotidienne.

La lutte entre les deux partis s'appuie sur ces référents différents. Or, elle acquiert sa dimension pragmatique avec la revendication du pourcentage de voix que la Gauche (l'ensemble des forces de la Gauche) a donné depuis les élections de 1981.

³⁰⁰ Tel est le cas de Nikos Konstantopoulos, président du parti de Synaspismos de 1993 à 2004. Il faisait partie du groupe politique *Dimokratiki Amina* qui a eu une activité politique intense durant la dictature des colonels.

³⁰¹ G. Loulis note dans son livre : « D'après les sondages de MRB en 1993, SYN est considéré comme un parti qui n'a pas « l'identité pure » caractéristique de la « pluralité d'opinions renforçant la confusion » (G. Loulis, *Les vingt ans qui ont changé la Grèce...*, op.cit., p. 406). Les sondages deviennent une arme dans la lutte politique. La croyance fondée sur l'objectivité du sondage et du nombre acquiert une place prépondérante dans la controverse partisane. Il s'agit d'un appui bien légitimé dans la critique envers Synaspismos

1.1.2. Des enracinements différents

Les forces de la Gauche obtiennent leur plus fort pourcentage aux élections de 1989 et de 1990 (13,13% et 10,28% respectivement). Ce pourcentage est du à la formation de la « Coalition » et à l'affaiblissement de la force du P.A.S.O.K.. Plus généralement, le pourcentage de l'ensemble des forces de la Gauche atteint une moyenne de 10%.

Aux premières élections, après la scission de la « Coalition », en 1993, Synaspismos ne dépasse pas le pourcentage de 3% qui, d'après la loi électorale en vigueur, la « proportionnelle renforcée », permet l'entrée au parlement. Le parti communiste, grâce à la constance de sa base électorale et de sa position idéologique, garde sa représentation parlementaire même si son pourcentage (4,5% en 1993) indique la perte de la moitié de ses forces par rapport aux années 80³⁰².

En 1996, le Synaspismos participe aux élections législatives sous la direction du nouveau leader du parti, Nikos Konstantopoulos, et réussit son entrée au parlement en parvenant à augmenter son pourcentage qui atteint 5,1% (le plus fort pourcentage que le parti ait jamais fait aux élections). L'autre gagnant des élections de 1996 est le parti communiste dont les pourcentages augmentent, aussi, (5,6%) par rapport aux élections de 1993. Nous avons examiné les raisons de cette augmentation des pourcentages de voix des partis de la gauche dans le premier chapitre de cette partie. Les transfuges du parti socialiste, les premières élections des « modernisateurs », profitent aux petits partis de la gauche.

Or, il n'en ira pas de même pour les élections de 2000 où les fuites des partis de la gauche vers le parti socialiste ont des effets négatifs sur leurs résultats. Les pertes des partis de la gauche au bénéfice du P.A.S.O.K. sont de 21% pour Synaspismos et 12% pour le parti communiste. Le Synaspismos réussit de nouveau son entrée au parlement, mais son pourcentage baisse considérablement (3,2%) ; cette baisse s'affirme aussi pour les élections de 2004 (3,3%). Même si les fuites concernent également le parti communiste, celui-ci arrive à consolider son pourcentage électoral aux élections de 2000 (5,5%) et à l'augmenter lors des élections de 2004 (5,89%).

³⁰² G. Loulis. *Les vingt ans qui ont changé la Grèce...*, *op.cit.*, p. 408.

Les bases électorales sont indispensables pour comprendre les différents stimuli dans la production de l'offre politique des deux partis. Le parti communiste se présente sur la scène politique comme le parti « populaire et ouvrier », et donc le représentant privilégié des couches populaires et ouvrières. Sa base électorale est formée par des agriculteurs, des professionnels libres, des salariés et des retraités du secteur privé.

Le Synaspismos se présente stratégiquement dans la compétition politique en tant que parti visant le public de la gauche pro-européenne, mais qui peut, par son discours de gauche modérée, gagner des électeurs provenant du parti socialiste. Or, la proximité idéologique et programmatique du Synaspismos avec le parti socialiste (et le parti communiste) multiplie les difficultés de survie dans l'arène électorale. La stratégie électorale du PA.SO.K. considère le Synaspismos comme un « réservoir de voix » et il tire davantage bénéfice de Synaspismos que l'inverse. Les fuites du parti vers le parti socialiste commencent avec 0,9% en décembre de 1996, pour atteindre 7,8% en décembre 1999 et 31,1% en mars-avril 2000³⁰³. Le Synaspismos « est conçu en tant que parti des intellectuels, des salariés mais aussi des couches qui connaissent une ascension sociale ³⁰⁴» et il présente des pourcentages de représentation élevée chez les salariés du secteur public, les professionnels libres et les jeunes étudiants³⁰⁵.

1.2. Les stratégies de positionnement sélectif sur le marché politique : produire une offre de « physionomie »

L'enjeu de la représentation politique et électorale de la Gauche détermine les stratégies de mobilisation du K.K.E. et du Synaspismos. Visant tous les deux l'espace électorale de gauche, et plus généralement l'espace politique du PA.SO.K., ils s'attachent à des questions politiques qui sauraient permettre leur reconnaissance publique et leur positionnement politique et la dénonciation des actions du parti au pouvoir le PA.SO.K.. A cet effet, ils produisent une « offre de physionomie » en insistant sur ces questions qui les

³⁰³ Sondages panhelléniques MRB, dans G. Loulis. *Les vingt ans qui ont changé la Grèce...*, *op. cit.* p. 408.

³⁰⁴ P. Papakonstantinou. « Gauche : de petits gains... », *op. cit.*, p. 47. L'auteur note aussi que lors des élections de 2004 le Synaspismos obtient des pourcentages élevés (5-7%) dans des municipalités « bourgeoises » (Papagou, Philothei, Psychiko et Vouliagmenis) où le parti communiste a des pourcentages bas (2-3%) ; à l'inverse SYN présente des pourcentages bas (2,4-4,7%) dans des municipalités populaires (Peristeri, Perama, Drapetsona, Kokkinia, Kamatero) où le parti communiste évolue entre 11-14%.

³⁰⁵ G. Mavris. « Elections 2004 : La sociologie du vote : Qui a voté et pourquoi ». *K*, 4/3/2004, n° 42, p. 39.

distinguent des autres offres « de gauche » et qui promeuvent leur démarcation quant à l'activité gouvernementale.

L' « offre de physionomie » est une offre sélective limitée à un nombre restreint de questions politiques inscrites aux programmes, à l'idéologie des deux partis depuis longtemps. Il ne s'agit pas de trouver chez les deux partis d'opposition minoritaire la structure d'une offre polymorphe telle que celle identifiée chez le parti de l'opposition majoritaire.

Quotidiennement les partis communiquent leurs offres dans une stratégie de promotion de celles-ci dans la compétition politique. Or, les partis de l'opposition minoritaire n'insistent pas autant que les partis de gouvernement sur cette stratégie de communication quotidienne ; ils vont utiliser d'autres moyens de mobilisation, considérant que ceux-ci les aident à mieux communiquer avec leurs publics partisans spécifiques.

Nous allons présenter, tout d'abord, l'offre des deux partis de la gauche telle qu'elle est mise en avant par les communiqués des bureaux de presse des partis ; ceux-ci ne présentant pas le même nombre de communiqués que les deux partis de gouvernement, nous allons nous appuyer aussi sur les entretiens que nous avons eus avec les deux porte-parole des partis à l'époque de notre recherche.

1.2.1. K.K.E. : Revendiquer le monopole de la représentation de la Gauche.

Le parti communiste en tant que joueur fort, par rapport au Synaspismos, cherche à monopoliser l'espace de la représentation politique de la Gauche. Son objectif vise au renforcement de son identité politique et de sa substance sociale sur le marché de la compétition politique. Pour ceci, il met en oeuvre la stratégie de la polarisation.

La stratégie en question ne vise pas à produire des enjeux stigmatisants pour l'adversaire politique, tel était le cas du parti de N.D. (la question de la « corruption ») mais à la production de clivages politiques qui sauraient affirmer les référents idéologiques du parti tant à l'intérieur de celui-ci que par rapport aux autres offres des deux partis de gouvernement, les partis d'« oligarchie bourgeoise », et de Synaspismos, qui est une menace de gauche pour le K.K.E.. Tout le travail de la polarisation consiste à la promotion et la justification de ses axes idéologiques constants. La ligne partisane du K.K.E. se

résume en la création d'un « front démocratique et populaire contre les monopoles et l'impérialisme ». « La constitution du Front » est l'idée de base de toute offre du parti : « Le processus de la constitution du Front populaire est fondé sur les problèmes aigus qui préoccupent le peuple et le pays et la confrontation politique et idéologique avec l'oligarchie du pays, les mécanismes multiformes de son Etat, les gouvernements et les forces politiques qui représentent ses intérêts³⁰⁶».

C'est au travers du filtre de la ligne partisane que sont commentées les positions gouvernementales, l'actualité internationale, les évolutions politiques ; la ligne de séparation avec les autres concurrents est tracée, et notamment avec le Synaspismos. La polarisation est dominée par l'idée d'un affrontement entre les axes idéologiquement purs et les politiques aux effets pervers. Par-là, le parti vise à son identification tant politique, comme le représentant de la gauche, que sociale, le représentant de la classe ouvrière et des agriculteurs.

La reproduction de la ligne partisane dans toute communication engagée est un moyen de mobilisation. Le journal *RIZOSPASTIS*, l'organe officiel du parti, est le moyen principal de communication de la ligne partisane. Le K.K.E. y prend davantage appui que sur des journaux à grand tirage ou des communiqués de presse dont le nombre est limité pendant les quatre mois de notre recherche.

Le décompte fréquentiel des catégories thématiques contenues dans les communiqués de presse³⁰⁷ du K.K.E. montre ce que nous venons de décrire : le parti mobilise ses propres ressources partisans pour communiquer ses propositions politiques. La « Sécurité sociale » que nous allons examiner dans la deuxième partie de cette étude est manifestement un des enjeux par rapport auquel le parti se mobilise davantage en public. Or, sur les catégories « Affaires Etrangères », « Education » et « Environnement » nous ne trouvons que des déclarations du porte-parole portant sur les réactions du parti à propos de l'activité gouvernementale. L'« Uranium » est une question d'une forte expansion que nous allons examiner dans le dernier chapitre (chapitre 7) de la deuxième partie.

³⁰⁶ « Les principaux axes programmatiques et les buts de la lutte », Programme Electoral du K.K.E., Elections 2000.

³⁰⁷ Rappelons la typologie des activités que nous avons soulignée également pour les autres partis politiques. Les « déclarations » désignent les annonces du porte-parole du parti ou du président et des autres membres du parti, le « comité » désigne les rencontres des organes partisans qui prennent les décisions politiques et qui font des annonces sur ses décisions, les « discours » sont les discours politiques du secrétaire du parti Aléka Papariga ou des autres membres du parti.

Tableau 20: Fréquences d'apparition des catégories thématiques³⁰⁸ dans les communiqués de presse du K.K.E. (en n)

THEMES	Actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Sécurité sociale	Comité		1			1
	Déclarations			1	2	3
	Discours		1		2	3
	<i>Total</i>		2	1	4	7
Affaires Etrangères	Déclarations			2		2
	<i>Total</i>			2		2
Constitution	Discours		1			1
	<i>Total</i>		1			1
Education	Déclarations		1			1
	<i>Total</i>		1			1
Environnement	Déclarations			1		1
	<i>Total</i>			1		1
Uranium	Déclarations	1				
	Discours	2				
	<i>Total</i>	3				3

La mobilisation du K.K.E. qui prend appui sur les communiqués de presse est limitée à un nombre restreint de questions. Le K.K.E. a un public électoral fidèle qui lui assure la plus grande partie du pourcentage électoral de la Gauche pendant les dernières vingt années. Visant au maintien de ce public, nous parlons des groupes représentés par le K.K.E. et des adhérents au parti, la production et la communication de son offre ne s'adressent qu'à ce public spécifique par la propagation de la ligne partisane sur une série de questions d'actualité nationale et internationale et par l'appel à la mobilisation. A cette fin, *RIZOSPASTIS* est une ressource importante. Or, le parti jouit d'autres ressources qu'il va mobiliser : l'histoire et son influence sur les syndicats sont deux ressources valorisées dans les pratiques et les discours partisans. L'influence marginalisée sur l'agenda politique est en partie fonction de l'attachement aux publics spécifiques qui constituent la clientèle électorale traditionnelle du parti.

1.2.2. SYN : *Survivre au marché politique*

L'enjeu majeur pour le Synaspismos est son positionnement sur le marché politique. Pour arriver à acquérir une position consistante dans le système partisan, il faut

³⁰⁸ Cf. Annexe I pour la présentation des contenus des catégories thématiques des offres partisans.

parvenir, d'abord, à se différencier tant sur le plan politique que social, ce qui reste une tâche difficile dans un marché surchargé d'offres plus ou moins « socialistes ».

Le parti déploie des stratégies de positionnement sur le champ de la compétition politique par la promotion de sa différenciation à la fois du parti communiste et du parti socialiste avec lesquels il partage des électeurs et des directions programmatiques ou idéologiques. L'objectif d'un positionnement différencié sur le marché politique est central car l'identité du parti et sa base électorale basculent entre ces deux partis. Il faut donc arriver à se singulariser tout en affirmant sa position dans la continuité historique de la Gauche, une ressource dont le détenteur est principalement le parti communiste, mais aussi sa position dans le réseau de la Gauche européenne.

Dans ce cadre, Synaspismos mettra en oeuvre la stratégie de la politisation des questions politiques qui peuvent lui assurer le marquage idéologique et politique. En produisant son marquage par rapport aux offres socialistes compétitives, et par-là, l'inscription de son offre sur l'agenda politique, le parti devient en même temps un joueur à part dans la lutte politique. Il apparaît donc que pour le Synaspismos l'enjeu du positionnement et de la survie sur le marché politique est strictement lié à la politisation des questions qui sauraient être socialistes mais qui sauraient aussi se distinguer des autres offres socialistes.

A la différence de la promotion des référents idéologiques du parti communiste envers les publics partisans et spécifiques, le Synaspismos s'intéresse à la promotion des questions politiques envers des publics spécifiques mais aussi élargis. Pour ceci, le parti choisit de communiquer son offre au travers des communiqués de presse, en même temps qu'il mobilise la presse écrite de grand tirage comme ressource de légitimation de son offre. L'entretien avec le responsable du bureau de presse³⁰⁹ nous permet de mieux discerner, le premier aspect de la mobilisation du parti à propos de son offre, la stratégie de la communication du parti au quotidien. Il y a deux aspects du travail de la publication de son offre : d'une part, l'observation quotidienne des questions mises en jeu par la presse, et d'autre part la promotion des questions « propres » au parti :

Le bureau de presse fait deux travaux. L'un est celui concernant les sujets de la presse quotidienne. Parmi les sujets de la presse quotidienne on en choisit deux ou trois et on se

³⁰⁹ Entretien avec N. Voutsis, Athènes, 20/07/2004. Cf. Annexe III pour la présentation de l'entretien.

L'attachement sélectif des partis de la gauche

met en accord avec les responsables des domaines, de l'agriculture, du droit ou des JO ou des affaires étrangères etc, et on fait une déclaration du responsable ou du bureau de presse. Celui-ci est un aspect de notre travail en dépendance des sujets que les journaux mettent en avant chaque jour.

Le second travail est celui que nous préparons seuls. Hier on a fait une conférence de presse sur l'énergie ou le black out. Jeudi on a organisé une journée sur le revenu minimum. On a invité les journalistes etc. Ceci se produit régulièrement. Il s'agit de sujets que nous abordons ou que nous voulons aborder et je ne me réfère pas aux périodes électorales ou aux élections européennes ou municipales. Nous parlons de la quotidienneté. Il s'agit d'enjeux que nous voulons aborder et dont nous faisons la planification[...]Cela se fait indépendamment des journaux. Le jour suivant les journaux écrivent que voilà ce que SYN a dit sur un tel sujet etc.

La stratégie de communication prend appui sur la mobilisation de ressources extérieures au parti. La presse écrite, non uniquement partisane, et les modes de mobilisation ouverte (conférences de presse, rassemblements, journées) sont des appuis considérables pour le Synaspimos. A la différence du K.K.E., le parti prend appui sur les communiqués de presse pour déclarer sa présence publique sur un nombre important de questions politiques. Suivant l'entretien avec le porte-parole du parti, nous allons distinguer les catégories thématiques en « agenda d'actualité » et « agenda propre » en discernant ainsi les questions qui, d'après le porte-parole du parti, dérivent de l'actualité et celles qui dérivent de l'activité du parti. Ces deux types de questions correspondent à ce que nous avons appelé « physionomie » des partis.

L' « agenda d'actualité » est constitué surtout par des enjeux de controverse partisane. Les questions sur lesquelles porte la controverse sont activées par l'action gouvernementale ou par les événements conjoncturels. Dans ce cadre, les catégories « Affaires Etrangères », « Parité », « Uranium » sont animées plutôt par la conjoncture (journée de la femme et crise dans les pays balkaniques), et celles « Economie », « Sécurité sociale », « Aménagement », « Communication » et « Education » sont des réactions à l'activité gouvernementale. Les catégories « Environnement », « Loi proportionnelle », « Jeux Olympiques », « Emploi » (propositions du revenu minimum et des 35 heures) sont des questions animées par l'activité propre du parti.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Tableau 21 Fréquences d'apparition des catégories thématiques³¹⁰ dans les communiqués de presse de Synaspismos

THEMES		Actes	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Agenda d'actualité	Affaires Etrangères	Déclarations		4	1		5
		Discours			1		1
		Rencontre		1	3		4
		Question actuelle			1		1
		Total		5	6		11
Economie		Comité		1			
		Déclarations	2	3			5
		Discours	1				
		Total	3	4			7
Sécurité sociale		Déclarations				2	2
		Discours			1	1	2
		Rencontre				3	3
		Total			1	6	7
Aménagement		Déclarations			1	2	3
		Total			1	2	3
Education		Déclarations		1	1		2
		Total		1	1		2
Communication		Déclarations	1				1
		Total	1				1
Parité		Discours			1		1
		Total			1		1
Uranium		Déclarations	2				
		Rencontre	2				
		Total	4				4
Agenda propre	Environnement	Comité	2				2
		Déclarations		1	1	1	3
		Rencontre	1				1
		Réquisition			1		1
		Total	3	1	2	1	7
Proportionnelle simple		Déclarations				1	1
		Rencontre	2		1		3
		Total	2		1	1	4
Emploi		Comité	1				1
		Discours		1	2		3
		Rencontre			1		1
		Total	1	1	3		5
Revision de la Constitution		Comité	1				1
		Déclarations				1	1
		Discours	1				1
		Total	2			1	3
Jeux Olympiques		Discours		1			1
		Rencontre			1		1
		Total		1	1		2
Sports		Déclarations	1				1
		Rencontre	1	1			2
		Total	2	1			3
Agenda		Déclarations	1				1
		Discours			1		1
		Total	1		1		2

³¹⁰ Cf. Annexe I pour la présentation des contenus des catégories thématiques des offres partisanses.

Ne prenant pas appui sur des ressources exclusivement partisans, le parti vise à la mobilisation des ressources extérieures afin de rendre visible ses propositions.

Voyons comment les deux partis mettent en oeuvre les stratégies décrites ci-dessus lors de leur mobilisation sur un nombre de questions politiques.

2. Se positionner dans la controverse partisane : Enjeux communément privilégiés avec des objectifs différents

Nous avons vu que la catégorie « Affaires Etrangères » est communément privilégiée par tous les concurrents. Il s'agit d'un « champ de bataille » traditionnel entre les partis politiques. Une crise dans le pays voisin de la Grèce, FYROM, incite les deux partis de la gauche à se mobiliser pour prendre position dans le débat politique sur les questions de politique étrangère.

Tous deux ont privilégié les questions portant sur la politique étrangère du pays dans leurs programmes électoraux. La conjoncture de la crise devient une ressource pour les deux partis qui leur permet de se positionner dans le débat politique et de mettre en avant leurs propres propositions. Or, cette exploitation suit des objectifs différents : le K.K.E. en fait usage pour justifier son référent programmatique, le Synaspismos, lui, pour rendre visibles ses propres propositions quant à la politique étrangère dans les pays balkaniques.

2.1. L'exploitation de la conjoncture

En 2000-2001 une crise éclate dans le pays voisin de FYROM³¹¹ entre des Albanais et des slavomacédoniens. Les partis de la gauche mettent en avant deux inquiétudes à

³¹¹ Skopje : ville de l'ex Yougoslavie, capitale de la République Fédérée de Macédoine, une des six Républiques Fédérées à la République Fédérale de Yougoslavie. Après la scission de la République Fédérale de Yougoslavie l'ex République Fédérée de Macédoine est devenue un Etat autonome dont la capitale est Skopja. Le nouvel Etat constitué principalement par des slavomacédoniens veut consolider l'appellation de la région historique « Macédoine », le nom, par ailleurs, d'une grande région grecque. La controverse entre les deux pays à propos de l'appellation trouve ses origines au début des années 90. En ce temps de grandes manifestations sont organisées en Grèce, soutenues par la majorité des partis politiques, en opposition à l'appellation « Macédoine » revendiquée par le pays voisin. Les deux pays entreprennent des négociations qui vont durer plusieurs années. Le nom de FYROM, c'est à dire ex République Yougoslave de Macédoine est

propos de cette situation tendue. Les conflits dans le pays voisin alimentent, d'une part, la question en suspens de l'appellation du pays et les négociations entre les deux pays et d'autre part, la question des frontières dans les pays balkaniques, avec ses effets sur la Grèce.

2.1.1. Synaspismos : La promotion des propositions en politique étrangère

A travers l'exploitation d'une information publiée par le journal *ELEFTHEROTYPIA*, le Synaspismos anime l'intérêt sur une question déjà posée, celle de l'appellation du pays voisin FYROM. En s'appuyant sur des informations auxquelles, le parti, éloigné des champs de décision politique, ne pourrait pas avoir accès, il fait usage d'une série d'armes politiques afin d'inscrire la question sur l'agenda gouvernemental et médiatique. L'information devient une ressource stratégique au sens où elle permet au parti de se positionner dans la controverse par les nouveaux éléments qu'elle diffuse sur les questions ou par la vue d'ensemble qu'elle peut apporter sur les activités politiques.

Le gouvernement ne veut pas «déclencher» le débat autour de la question de l'appellation, une question diplomatique sensible, dans une période où l'agenda est déjà chargé d'autres affaires politiques. Au moyen de stratégies que nous avons déjà décrites, le gouvernement tente d'influencer l'attention sur cette question afin d'en détourner l'intérêt médiatique. La question que fait émerger le journal *ELEFTHEROTYPIA* n'acquiert pas une forte médiatisation et la mobilisation du Synaspismos n'aura pas d'effets sur les agendas des autres partis politiques qui ne se mobiliseront pas sur la question. Or, nous constatons, pour encore une fois l'influence majeure du gouvernement sur l'agenda : la sous-communication à propos de la question et l'alimentation de l'actualité avec d'autres informations politiques détournent l'intérêt public vers d'autres domaines des affaires étrangères. Examinons ce processus.

Commençons par les reportages du journal *ELEFTHEROTYPIA*, à propos des évolutions des relations entre les deux pays, qui procurent au parti de la gauche des informations importantes pour que celui-ci puisse en faire de nouveau un objet politique de

l'appellation officiellement reconnue par l'ONU et utilisée par la Grèce. Skopja propose la solution de la double appellation qui différencie l'appellation diplomatique adoptée par la Grèce de l'appellation utilisée par la communauté internationale.

controverse avec le gouvernement. Une fois que les négociations entre les deux pays à propos du nom seront portées en public, Synaspismos lance la controverse.

Le 9 février, le journal *ELEFTHEROTYPIA* fait la « une » sur les propositions grecques adressées à la FYROM à propos de l'appellation. Le 10 février un autre reportage se réfère aux réactions de la FYROM aux propositions grecques. Le 12 février le journal continue de diffuser des reportages sur la question de l'appellation. Le 13 février le bureau de presse du Synaspismos diffuse une annonce par laquelle il demande « des solutions immédiates sur l'appellation de FYROM ». « Nous devons donner une solution directe fondée sur le consensus entre Grèce et FYROM à propos de l'appellation du pays voisin. La résolution du problème par l'adoption d'une appellation composée³¹² renforce le rapprochement des deux pays. Synaspismos a contribué par ses efforts de longue durée à ce rapprochement ». Par la suite, le parti élargit le champ de la controverse en critiquant la politique étrangère de la Grèce vis à vis des pays balkaniques. La mobilisation du parti comporte l'organisation d'une journée sur les affaires étrangères et la politique dans les Balkans (21/02), la rencontre avec le ministre des Affaires Etrangères à propos des négociations sur l'appellation (01/03) et la question actuelle au Parlement (28/02).

Le processus de la mobilisation partisane peut être décrit comme suit : tout d'abord, le parti exploite une information pour en faire un objet politique de controverse. Par la suite, les dirigeants mobilisent leurs propres ressources (organisation de la journée avec des spécialistes et des journalistes) de façon qu'ils se positionnent dans la controverse, pour se faire ensuite eux-mêmes porteurs des thèses politiques sur la situation. Cette mobilisation permet au parti d'entreprendre une initiative pour déclencher le débat sur une question déjà inscrite sur l'agenda politique. Or, le gouvernement ne veut pas que la question se pose à ce moment là. Pour ceci, les stratégies que nous avons déjà examinées se déploient pour que la question ne soit pas visible.

Tout d'abord, le ministre de la Presse et des Médias sous-communique à propos de la question posée par Synaspismos ³¹³ : il ne fait aucune annonce ou déclaration sur la question posée par la presse et le Synaspismos et ne diffuse pas non plus d'annonces sur les

³¹² Il faut noter que le parti est en faveur d'une « appellation composée » portant le nom « Macédoine ».

³¹³ Dans la deuxième partie (chapitre 6) de cette étude nous allons examiner la « Sécurité sociale ». Là, la tactique gouvernementale est la même : le gouvernement sous-communique à propos de la question afin de lui interdire toute visibilité. Or, l'expansion du problème, résultat de la coordination de l'action partisane et

rencontres du Premier Ministre qui pourraient avoir un accès immédiat sur l'agenda médiatique. On note un nombre limité de questions de la part des journalistes à propos de la question de l'appellation (le 15/02, 19/02, 23/02). Pour y répondre, le ministre déplace les responsabilités quant au traitement du problème³¹⁴ vers l'ONU en soulignant que « cette question est en débat dans le cadre de l'ONU. La discussion au sujet de l'appellation du pays voisin a un parcours spécifique et déterminé [...] C'est la position du gouvernement grec.³¹⁵ ». A la question du 23 février le Secrétaire d'Etat à la Presse et aux Médias note également la responsabilité de l'ONU dans le traitement de la question : « l'enjeu de l'appellation n'est pas résolu. L'ONU en est chargé et on cherche à trouver un accord. On espère et on souhaite que cet accord soit trouvé le plus vite possible³¹⁶ ».

Parallèlement, nous constatons une densification des actions du Premier Ministre et des communications du ministre de la Presse sur d'autres aspects de la crise. On insiste sur le comité inter-balkanique auquel la Grèce participe. Les déclarations du ministre, la rencontre du Premier Ministre avec le ministre des Affaires Etrangères et des informations sur le comité vont alimenter l'intérêt médiatique ; le comité inter-balkanique sera mis très en vue dans la chaîne publique mais aussi dans les trois journaux quotidiens (*ETHNOS*, *ELEFTHEROS Typos*, *ELEFTHEROTYPIA*) (voir le tableau ci-dessous). Nous avons déjà noté que cet accès immédiat de l'activité gouvernementale à l'agenda médiatique est un élément important du modèle d'offre gouvernementale élaboré dans le premier chapitre.

Finalement, la stratégie gouvernementale vise à déplacer l'enjeu de la mobilisation partisane sur la question de l'appellation. Lorsque, le 2 mars, est discutée la question d'actualité que le président du Synaspimos, N. Konstantopoulos, a déposée au parlement, K. Simitis y répond en accusant le parti : « Les déclarations au sein du parlement ont une résonance négative sur les négociations entreprises et je dirais qu'elles servent plutôt à la controverse interne et partisane et qu'il ne convient pas de les prendre en considération quand on discute d'affaires étrangères.³¹⁷ » La désignation par le gouvernement d'un intérêt proprement partisan de la part de Synaspimos quant au problème de l'appellation, affaiblit

syndicale et la visibilité médiatique de la question conduisent à la perte par le pouvoir de la gouvernance de l'attention des enjeux.

³¹⁴ Nous avons retrouvé cette tactique du déplacement par le gouvernement des responsabilités de traitement dans l'étude de l'affaire « Uranium » (chapitre 7 de la deuxième partie).

³¹⁵ D. Reppas, conférence de presse, 5 février 2001.

³¹⁶ T. Chitiris, secrétaire d'Etat de la Presse et des médias, conférence de presse, 23 février 2001.

³¹⁷ K.Simitis, Premier ministre, Parlement, 2 mars 2001.

L'attachement sélectif des partis de la gauche

le poids de cette intervention sur la politique étrangère du pays en le transformant en problème de controverse partisane.

Tableau 22 « L'appellation de FYROM » L'évolution journalistique de l'action politique et de la couverture médiatique

Activités (Titres, légendes, communications et rencontres)	Acteur	Date
Le compromis avec Skopje est maintenant envisageable. De la mobilité aux relations avec Skopje après la proposition grecque sur le nom (Nouvelle Macédoine ou Macédoine du Nord)	ELEFTHEROTYPIA	9/02
Skopje : Des réactions pour le changement de nom	ELEFTHEROTYPIA	10/02
Skopje : Pour une appellation proche de celle de « Macédoine » parle Georgiefski	ELEFTHEROTYPIA	12/02
Annonce du bureau de presse de SYN : Solutions directes pour le nom de FYROM	SYN/Communication	13/02
SYN demande la résolution des problèmes entre la Grèce et l'ex Yougoslavie sur l'appellation du pays voisin	SYN/Communication	15/02
Annonce du bureau de presse de SYN sur le meeting inter balkanique à Skopje	SYN/Communication	21/02
Rencontre du leader de SYN avec le ministre des Affaires Etrangères/ Déclarations de Konstantopoulos après la rencontre sur les questions de l'appellation de FYROM	SYN/Contacts personnels	21/02
Annonce du bureau de presse sur la rencontre de G. Papandréou avec K. Simitis sur Skopje	Communiqué de presse/ Gouvernement	21/02
Rencontre de K. Simitis avec G. Papandréou sur le meeting inter balkanique à Skopje /Rencontre N. Konstatopoulos – G. Papandréou	Chaîne publique NET(5)	21/02
Déclarations de D. Reppas sur le meeting inter - balkanique	Communiqué de presse/ Gouvernement	21/02
K. Simitis à Skopje pour la conférence inter-balkanique	Chaîne publique NET(1)	22/02
Rencontre de G. Papandréou sur des sujets balkaniques	Chaîne publique NET(12)	22/02
Le plan grec pour les pays balkaniques	ELEFTHEROTYPIA	23/02
FYROM : Le meeting inter-balkanique un bazar pour le nom de FYROM	ELEFTHEROS TYPOS	23/02
Simitis déclare: nous n'accepterons pas des extrémités dans les Balkans	ETHNOS	23/02
Meeting inter balkanique : Athènes est la queue de Tirana	ELEFTHEROS TYPOS	24/02
Visite de G. Papandréou à Skopje	Chaîne publique NET (2)	26/02
Journée de SYN sur les Affaires Etrangères et les évolutions dans les pays balkaniques (Participation des intellectuels, des journalistes, des ONG)	SYN/ Rassemblement	1/03
La discussion de la question d'actualité (déposée le 28/02) du président de SYN Nikolaos Konstantopoulos au Premier ministre à propos de la confrontation du problème de l'appellation de Skopje, l'assurance de la stabilité dans la région etc...	SYN/ Communication	2/03
Parlement : Simitis et Konstantopoulos sur Skopje	Chaîne publique NET (3)	2/03
Simitis sur Skopje: Nous n'acceptons pas l'appellation double, nous sommes en cours de discussion pour une appellation internationale	ELEFTHEROTYPIA	3/03

Le Synaspismos affirme une présence politique sur une question diplomatique qui est déjà une question de controverse politique, mais cette présence n'acquiert ni visibilité médiatique ni ne crée un intérêt politique. Même si la mobilisation (réquisitions, rencontres avec le ministre des Affaires Etrangères, journées organisées, rencontres avec des personnalités politiques) se fait à propos d'un enjeu déjà reconnu comme problème

politique, le parti n'arrive pas à déclencher de nouveau la controverse. Le manque de visibilité de la mobilisation du parti entrave la reconnaissance publique du problème et la reconnaissance politique du Synaspismos sur le marché politique.

La mobilisation de Synaspismos fondée sur l'exploitation de l'information médiatique n'aura qu'un accès limité à l'agenda médiatique et cela dans le cadre des rencontres du président du parti avec le ministre des Affaires Etrangères et de la question posée au parlement. C'est la chaîne publique *NET* qui diffuse ces deux aspects de l'activité partisane en raison de l'accès dont jouit l'activité gouvernementale à la chaîne publique et du respect de la règle de proportionnalité en audience des partis parlementaires à la télévision publique. Les dirigeants du parti de la gauche n'exploitent pas une information bien saillante dans les médias, comme c'est le cas de l'opposition majoritaire dont l'intérêt porte sur l'exploitation de la saillance médiatique.

La mobilisation de Synaspismos n'influe pas non plus les agendas partisans car les autres partis politiques ne réagissent pas à ses propositions. Il faut aussi noter que la question telle qu'elle apparaît dans *ELEFTHEROTYPIA* n'aura pas d'effets inter-médiatiques. Ceci est dû, en partie, aux agendas des autres journaux qui fonctionnent en tant que filtres de sélection. Ici, rappelons que les journaux *TO VIMA* et *TA NEA* ne font pas de « unes » sur les questions d'affaires étrangères et le journal *ETHNOS* y consacre un pourcentage limité³¹⁸, comme par ailleurs la chaîne privée *MEGA*. Par conséquent, la question ne peut pas connaître une forte expansion médiatique.

2.1.2. L'exploitation de la crise

Voyons maintenant la mobilisation des deux partis de la gauche à propos de la situation tendue existant dans la FYROM entre les Serbes et les Albanais. La crise sera l'objet à la fois d'une exploitation médiatique mais aussi politique : tous les partis parlementaires mais aussi le gouvernement se mobilisent pour déclarer leur inquiétude à propos de cette crise. Or, l'action des deux partis de la gauche, les plus mobilisés par cette crise balkanique, n'a aucun effet sur l'action gouvernementale. Le K.K.E. trouve dans la crise la justification de son référent anti-impérialiste et le Synaspismos essaie de rendre visible ses thèses politiques sur la politique étrangère dans la région. La mobilisation

partisane ne se révèle pas « dangereuse » pour le gouvernement car elle ne mobilise pas le principe de la responsabilité politique.

Au mois de mars, la situation dans le pays voisin s'aggrave. L'intérêt gouvernemental et médiatique (notamment de la chaîne publique) se déplacent vers la crise. Le gouvernement fait preuve d'une vive mobilisation à propos de la situation et le ministre de la Presse met davantage l'accent sur la communication quotidienne des actes du gouvernement dans le cadre de la crise dans la région : la lettre du Premier Ministre grec au Premier Ministre de FYROM (6/03), la rencontre du ministre des Affaires Etrangères avec les ressortissants de Skopje (6/03), la conversation de K. Simitis avec le Premier Ministre de Bulgarie sur la crise des pays balkaniques (15/03), les déclarations du ministre de la Presse et des Médias et le discours politique de K. Simitis passent dans les deux chaînes de télévision³¹⁹ (même si leur ordre de classement entre la chaîne privée et publique est nettement différencié, la chaîne publique classant les thèmes en hiérarchie haute).

C'est à ce moment, quand la crise acquiert une forte visibilité dans les médias, que le parti de Synaspismos se mobilise. Le 14 mars des représentants du parti de la gauche visitent FYROM et, par la suite, ils communiquent les résultats de leur visite au ministre des Affaires Etrangères et au Président de la République. La visite se fait au nom de l'observation directe des évolutions et de la communication des propositions au gouvernement sur place. Nous allons, à l'aide du tableau ci-dessous, observer que cette mobilisation n'acquiert pas de visibilité, sauf dans deux chaînes de télévision qui diffusent les rencontres du parti avec des personnalités politiques, la question actuelle de Synaspismos au parlement et la réponse du Premier Ministre. Le parti de l'opposition minoritaire s'intéresse aux enjeux d'actualité qui correspondent à la physionomie du parti, de sorte que l'information fournie, visible ou non, arrive à alimenter cette physionomie et permet son positionnement dans la compétition politique et son marquage. Synaspismos exploite une actualité « urgente » qui lui servira de tremplin à une mobilisation en s'appuyant sur ses propres ressources politiques.

³¹⁸ Cf. Chapitre 1 sur la couverture médiatique de la catégorie « Affaires Etrangères ».

³¹⁹ La visibilité des effets de la crise des pays balkaniques sur les affaires étrangères de la Grèce est forte dans la chaîne publique (32 unités d'information sur l'implication grecque dans la crise des pays balkaniques sur 93 portant sur les affaires étrangères en général, 9 sur 42 pour la chaîne privée, 9 sur 26 pour *ELEFTHEROTYPIA*, 2 sur 15 pour *ELEFTHEROS Typos*, 1 sur 11 pour *ETHNOS*, 1 sur 6 pour *KATHIMERINI*).

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Tableau 23 La crise aux pays balkaniques : L'action politique et la couverture médiatique

Activités (titres, légendes, communications et rencontres)	Acteur (Ordre)	Date
Déclarations de D. Reppas [ministre de la Presse] sur la situation critique à Skopje	Communiqué de presse/ Gouvernement	5/03
« La situation est cruciale dans Skopje. » Le Premier Ministre communique avec le Premier ministre de Skopje	Chaîne privée MEGA (26)	5/03
Déclarations du député de la N.D. D. Bakogianni [député de la N.D.] sur la situation dans l'ex- Yougoslavie	Communiqué de presse/N.D.	5/03
Lettre de K. Simitis au Premier Ministre de FYROM sur les actions terroristes et la violence dans le pays	Communiqué de presse/ Gouvernement	6/03
« Signe de danger par Skopje » « G. Papandréou a transmis un message de Skopje à Simitis »	Chaîne privée MEGA (11)	6/03
« Tension dangereuse » à Skopje: G. Papandréou visite Skopje	Chaîne publique NET (3)	6/03
Annonce du K.K.E. sur les évolutions cruciales dans l'ex Yougoslavie	Communiqué de presse/ KKE.	6/03
Les pays balkaniques entrent dans une nouvelle crise : ce que demandent Skopje, ce que répond la Grèce	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	11/03
La visite de SYN en Ex Yougoslavie: Rencontres avec des personnages politiques	SYN/ Rencontres	14/03
Rencontre de N. Konstantopoulos avec le ministre des Affaires Etrangères sur les résultats de la rencontre des représentants de SYN en ex Yougoslavie	SYN/ Rencontre avec le ministre	15/03
Le secrétaire général de l'OTAN en Grèce/ Tous les leaders politiques parlent de Skopje	Chaîne publique NET (2)	16/03
Rencontre de Konstantopoulos avec le Président de la République sur les résultats de la visite des représentants de SYN en Ex Yougoslavie	SYN/ Rencontre avec le Président de la République	19/03
K. Simitis : "Le support politique grec et non militaire"/ N. Konstantopoulos rencontre le Président de la République	Chaîne publique NET(2)	19/03
Skopje :La Grèce est le soutien politique	Chaîne publique NET(2)	20/03
Déclaration de K. Karamanlis après sa visite à Skopje	Communiqué de presse/ND	21/03
K. Karamanlis à Skopje: « L'inquiétude grecque » N. Konstantopoulos – D. Avramopoulos : déclarations	Chaîne publique NET(4)	21/03
Karamanlis à Skopje: « Voyage flash »	Chaîne privée MEGA (17)	21/03
K. Karamanlis à K. Stefanopoulos [Président de la République]/ A. Pappariga – N. Konstantopoulos sur Skopje	Chaîne publique NET (2)	22/03
K. Karamanlis au Président de la République à propos de Skopje A. Pappariga a peur d'une nouvelle guerre balkanique	Chaîne privée MEGA (24)	22/03
« Message aux insurgés » par K. Simitis et G. Papandréou	MEGA(1)	23/03
K. Karamanlis sur les problèmes de Skopje	MEGA(2)	23/03
A. Pappariga sur Skopje	NET(10)	23/03
"Le son des armes":A. Tsochatzopoulos sur Skopje	NET(11)	24/03
"Les armes en silence" à Tetovo": Déclarations de A.Tzochatzopoulos –D. Tsovolas	NET(8)	26/03
"Un message greco-britannique" pour Skopje par les ministres des Af. Etrangères de Grèce et de Grande Bretagne	NET(9)	26/03
Rencontre K. Simitis-A. Pappariga sur la crise balkanique	NET (9)	27/03
"Condamnation greco-britannique" pour Skopje	NET(10)	27/03
Rencontre K. Simitis- Président de la République sur Skopje	NET(1)	28/03
Skopje: G. Papandréou [le ministre des Affaires Etrangères]à Skopje	NET(8)	28/03

La polarisation du K.K.E. consiste à promouvoir son axe programmatique de l'anti-impérialisme pour se différencier des propositions du PA.SO.K. et du Synaspismos sur les

conditions d'expansion de la crise dans la région balkanique. Dans ce cadre, le parti communiste exploite la conjoncture de la crise en mobilisant des ressources proprement partisans en vue d'inscrire sur l'agenda la responsabilité de l'OTAN et de l'Union Européenne et ainsi de justifier son référent programmatique.

Tout d'abord, *RIZOSPASTIS* consacre une large partie de ses « unes » à la question de la crise balkanique ; elles sont au nombre de quatre sur dix-sept sans (nous comptons les diffusions du dimanche pour les quatre mois). Les quatre diffusions du dimanche du mois de mars font la « une » sur la crise ; par ailleurs, la «une» des 24 et 25 mars est totalement consacrée à la crise balkanique. Notons également la manifestation organisée par le « Centre Balkanique contre l'Otan » de Salonique ; il s'agit d'une manifestation d'une durée de trois jours portant sur le rôle de l'Otan dans la crise balkanique. Aleka Pappariga, la secrétaire du parti, intervient à de nombreuses reprises à la télévision et rencontre le Premier Ministre sur ce thème. Par ailleurs, le parti diffuse des communiqués de presse, ce qui ne constitue pas une activité routinière. Il apparaît donc que le K.K.E. cherche à avoir une présence publique à propos d'une question de « physionomie » et que la conjoncture présente en est une ressource rare. La visibilité de ces interventions sera marginalisée : une fois encore, comme c'était le cas pour le Synaspismos, seule la chaîne publique diffuse les discours d'Aleka Pappariga, et ce, dans le cadre de sa rencontre avec le Premier Ministre.

Nous parlons de justification de la ligne partisane car le raisonnement mis en avant reprend de façon constante l'argument de la position idéologique du parti dans tous les coups stratégiques de publicisation. Le parti lutte fermement pour le désengagement de la Grèce de l'Union Européenne et de l'OTAN en se montrant en faveur de la coopération des pays dans le cadre d'un système de sécurité périphérique en dehors des limites de l'Otan.

Nous lisons dans le programme du parti communiste aux élections de 2000 :

« Les axes programmatiques principaux comportent : Le désengagement de l'Union Européenne comme condition principale de la progression des possibilités de développement des forces internes du pays et d'amélioration du niveau de vie des travailleurs. La négation de participation aux plans et aux interventions d'impérialisme sous n'importe quelles conditions. L'action commune avec les autres mouvements des pays voisins pour un système de sécurité périphérique dans la région élargie du Sud (Pays balkaniques, Méditerranée, Moyen Orient). Le désengagement de l'OTAN et de l'Union de l'Europe occidentale. L'expulsion des bases militaires de l'Otan et des Etats-Unis et des armes nucléaires. Le développement de l'action commune, avec tous les pays et les peuples, pour la dissolution de l'Otan et des autres organismes politico-militaires.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

»Pour une politique nationale, défensive, qui renforce la sécurité du pays et son orientation contre l'impérialisme dans les relations internationales et dans la région.³²⁰»

La référence fondamentale et ferme du parti communiste au désengagement de l'Union européenne et de l'Otan est reprise dans toutes les conditions de crises³²¹ mais aussi dans les critiques face à des évolutions politiques. Tel est le cas de la crise balkanique :

« Lorsque l'Otan reste dans les pays balkaniques, les dangers augmentent » (annonce du K.K.E., le 6 mars 2001). « Les incendiaires de l'Otan et de l'Europe. Le feu menace les pays balkaniques. Aujourd'hui les tambours de guerre sonnent une fois encore dans la région, comme résultat de la même politique impérialiste, de l'Union Européenne et de l'Otan. » (*RIZOSPASTIS*, à la « une » du 18 mars 2001). « Des dangers provenant des intentions impérialistes. Les rouages imposés par l'intervention et l'occupation de l'Otan et de l'Union Européenne dans les pays balkaniques sont prêts à exploser. » (*RIZOSPASTIS*, le 11 mars 2001). « Aucune confiance dans les déclarations hypocrites de l'Otan, des Etats-unis et de l'union Européenne. Qu'ils garantissent les frontières dans la région et qu'ils condamnent les attaques des groupes de UCK. Ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans est provoqué par les forces impérialistes ». (Annonce du Comité central du K.K.E. le 31 mars 2001) ».

Il est évident que pour le parti en question la responsabilité de la crise balkanique doit être attribuée à l'Otan et à l'U.E. ce qui, en plus, est la justification de son axe programmatique sur le désengagement de la Grèce de ces communautés politico-militaires. On y trouve un point de différenciation majeure entre les deux partis de la gauche. A propos de la crise balkanique, le Synaspismos, se réfère à l'implication catastrophique de l'Otan dans la région, tout en acceptant le rôle régulateur de l'Union Européenne et de la Grèce dans la crise ; cette dernière doit être résolue par l'intégration de ces pays balkaniques au sein des communautés européennes :

« Il faut noter qu'on attend que l'Union Européenne prenne l'initiative de la démarche et on estime que le rôle de la Grèce y est très important. L'Union Européenne doit avoir une position politique dure qui ne permettra pas l'élargissement de la déstabilisation ; il faut éloigner tous ceux qui jouent avec le feu. La question principale qui doit préoccuper la Grèce est la suivante : peut-on élaborer une stratégie afin d'affronter le problème de la

³²⁰ « Les principaux axes programmatiques et les buts de la lutte », Programme électoral du K.K.E., Elections 2000.

³²¹ Cf. Chapitre 7 (affaire de l'Uranium) pour l'examen de la mobilisation de cet axe programmatique.

L'attachement sélectif des partis de la gauche

région dans son ensemble, sur la base des nouvelles dimensions du problème après l'implication catastrophique de l'Otan en Yougoslavie ? ³²²»

Nous pouvons observer deux politiques de gauche concernant les relations internationales de la Grèce : celle qui reconnaît le rôle politique de l'Union Européenne face à l'Otan et qui souhaite son renforcement et celle qui attribue des responsabilités dans la catastrophe à la fois à l'U.E. et à l'Otan.

Nous avons montré comment les deux partis d'opposition minoritaire se mobilisent à propos d'une question de politique étrangère. Le parti communiste estime que l'actualité de la crise balkanique justifie sa position en matière de relations internationales du pays. La reproduction de la ligne partisane, visant à la rupture avec les autres offres compétitives de gauche, a aussi comme but de tracer une ligne de séparation entre les deux partis de la gauche et de déclarer la négation de toute collaboration entre les deux. La mobilisation des ressources partisans mais aussi son ouverture vers un public plus large vise à l'affirmation de la ligne partisane envers les publics partisans et des publics plus élargis. Le Synaspismos estime que l'exploitation de l'actualité est une conjoncture rare de promotion de ses thèses politiques et une occasion pour se prononcer sur la politique de la Grèce en matière d'affaires étrangères. La visite des membres partisans en ex-Yougoslavie et la rencontre du président du parti avec les acteurs « officiels » du pays confirme son intérêt et son désir d'intervenir dans ce domaine de l'action politique.

La visibilité des deux partis reste limitée au cadre des rencontres officielles avec les acteurs gouvernementaux et le Président de la République ou des interventions des leaders des deux partis dans les médias.

2.2. Les usages politiques de la presse écrite

L'information par le biais de la presse tient donc une place prépondérante pour les partis éloignés de l'exercice du pouvoir. La presse écrite constitue une ressource précieuse pour le SYN dans la stratégie quotidienne de politisation, par l'approvisionnement du parti en informations politiques importantes. La presse partisane est un capital politique du K.K.E. car le journal *RIZOSPASTIS* jouit d'un positionnement bien établi dans l'espace

³²² Annonce du bureau de presse de Synaspismos après la visite de deux jours, les 13 et 14 mars, des représentants du parti à FYROM.

médiatique. Or, les deux partis de gauche ont établi des alliances avec une partie de la grande presse, ce qui permet aux leaders, notamment, d'y avoir accès.

Examinons en quoi reposent ces usages politiques de la presse qui font de la presse un filtre facilitant le travail partisan.

2.2.1. La presse écrite comme ressource d'organisation du travail partisan.

Nous avons déjà parlé de la façon dont la presse écrite fonctionne, pour le Synaspismos, comme une source d'organisation quotidienne du travail partisan de communication. Nous allons montrer que deux en sont les principes qui régissent la sélection de la presse dans l'organisation du travail quotidien : l'ancrage de la presse dans des publics spécifiques et son influence sur l'ordre du jour médiatique.

Loin de pouvoir mobiliser sur n'importe quoi, le travail fait par le Synaspismos de l'exploitation de l'information portant sur l'actualité ne prend pas en compte toutes les informations diffusées, ni tous les médias : le groupe dirigeant ne prend en compte que les enjeux répondant à la « physionomie » du parti et seules les questions mises en avant par la presse.

Le porte-parole du parti parle de ces choix stratégiques :

[Le facteur le plus déterminant de la stratégie du parti envers l'actualité] est la physionomie du parti. La physionomie du parti et nos priorités... On n'a pas le même intérêt pour des enjeux éphémères, qui deux jours après ne présentent pas de grand intérêt mais qui sont des enjeux porteurs pour la télévision... Face à ce type d'enjeux on n'est pas en tête comme nous n'avons pas l'angoisse de l'opposition majoritaire qui est obligée de faire chaque jour de l'opposition sur tout l'agenda afin de convaincre le monde qu'elle serait beaucoup plus efficace, en tant que gouvernement, dans la gestion quotidienne[...]

L'usage de la presse écrite dans la stratégie quotidienne est fonction de la position relative du parti et de sa stratégie d'attachement à une offre de physionomie. La position minoritaire du parti ne l'oblige pas à la promotion d'une offre « nationale », « diversifiée » ou « majoritaire » comme c'était le cas des deux partis de gouvernement. Ce choix stratégique de l'attachement sélectif se marie avec le choix stratégique de la presse écrite à s'adresser à des publics sélectifs.

Nous avons déjà examiné dans le chapitre précédent la stratégie éditoriale de la presse envers les publics sélectifs. Cette stratégie qu'on l'a appelé stratégie de différenciation sélective de la presse consiste en l'établissement des relations de lectorat avec les publics spécifiques. Il s'agit là d'une ressource pour les partis de la gauche mobilisée à des fins d'établissement de relations politiques avec ces publics ciblés de la presse.

Par ailleurs, il y a un deuxième fondement de la sélection de la presse. Il s'agit de la croyance en l'influence de la presse sur l'ordre du jour médiatique. Le porte-parole dit à ce propos :

Le centre d'information et d'actualité de ce qui passe est la presse écrite. Tous travaillent à la base des journaux. Le reportage essentiel se fait par les journalistes qui travaillent dans les journaux. Aussi bien la radio que les chaînes de télévision et les partis politiques tirent leurs sujets de la presse. Dès le matin à 6.45 jusque 8.00 il y a des émissions sur toutes les chaînes de télévision diffusant les unes des journaux et les sujets principaux. Sur la base de ces reportages, les radios et les télévisions forment l'agenda de toute la journée. C'est par rapport à ces enjeux que se positionnent les partis politiques[...]

La presse écrite jouissant d'un capital important³²³ dans l'espace médiatique devient une arme dans le positionnement des partis politiques. La croyance partagée en l'influence politique et médiatique de la presse la détermine en tant que ressource fortement valorisée par l'ensemble de concurrents.

La presse écrite ainsi valorisée sert de pont entre le parti et les publics spécifiques. En revanche, la télévision visant au grand nombre, est le lieu de communication par excellence pour les partis majoritaires. Il y a une comptabilité de la logique de construction des publics télévisuels (que dans le chapitre précédent nous avons appelé stratégie de la différenciation majoritaire) avec la logique de représentation politique des deux partis majoritaires. Visant au plus grand nombre possible et à une visibilité forte les deux partis de gouvernement s'intéressent davantage à capter l'intérêt de la télévision que les deux partis de gauche aux publics spécifiques.

L'information de la presse adressée à des publics sélectifs et valorisée par les concurrents en tant que détenteur d'un capital d'influence politique et médiatique majeur, devient une ressource pour l'organisation quotidienne de l'agenda du parti et de sa

communication dans la mesure où elle parvient à alimenter, à renforcer ou à légitimer la physionomie du parti.

Or, il y a encore un effet important de l'usage politique de la presse. L'information aide non seulement à l'organisation d'une partie de la communication politique de l'agenda partisan mais aussi à l'organisation du travail de la communication inter-partisane. N. Voutsis décrit cet égard :

Nous suivons toute la presse, la presse athénienne, la presse nationale et la presse de Salonique, c'est à dire *Aggelioforo* et *Macédoine*. On parle d'un ensemble de 25 journaux. Moi, je jette un coup d'oeil aux titres des journaux les plus sérieux, et les camarades du bureau de presse font le dépouillement. Cela veut dire que chaque jour nous produisons un bulletin de dépouillement que nous fournissons à tous les membres du Secrétariat Politique [l'organe partisan majeur de SYN] et aux autres membres du parti, c'est à dire les députés et les députés européens ; là, dans ce bulletin, nous avons tous les enjeux d'intérêt de SYN qui se réfèrent soit à SYN, soit à la Gauche en général, soit il s'agit d'une interview importante de Pronti ou de Simitis. En amont, parfois on fournit ces bulletins aux organisations.

La prise en compte quotidienne de la presse ménage deux voies : la sélection des enjeux à communiquer mais aussi la distribution des informations à l'intérieur aux fins de l'organisation partisane.

L'usage stratégique de la presse par le Synaspismos est bien sûr compatible avec le profil des journaux déterminé par leurs stratégies. Or, les leaders politiques de la gauche ont, par ailleurs, établi des « alliances » avec une partie des journaux.

2.2.2. Les alliances médiatiques des partis de la gauche

La presse devient également une ressource stratégique dans la mesure où les deux partis de la gauche sont alliés avec une partie de la grande presse. Si on examine les journaux qui accueillent des entretiens ou des articles des leaders des deux partis de la gauche, les membres qui jouissent de la plus grande visibilité dans les médias, nous allons voir que le Synaspismos et le K.K.E. ont des accès privilégiés à différents journaux.

Le président du Synaspismos publie deux articles dans *ELEFTHEROTYPIA* (le 15 février sur la loi portant sur le terrorisme et le 28 février sur la Révision de la Constitution) et un entretien dans le même journal sur l'économie ; par ailleurs, il publie un article dans

³²³ Cf. Chapitre 4 sur la position valorisée de la presse écrite dans le champ médiatique.

le journal *KATHIMERINI* concernant l'économie (le 14 janvier) et il donne au même journal une interview sur l'entrelacement entre les entrepreneurs médiatiques et le pouvoir politique (le 11 février). Il s'agit donc d'une intervention médiatique concernant les « grandes questions » de l'actualité politique dans deux des plus grands journaux quotidiens et du dimanche. Or, les questions traitées sont également celles qui intéressent les stratégies éditoriales des journaux en question.

Nikos Konstantopoulos entretient des relations professionnelles avec les propriétaires des deux journaux *ELEFTHEROTYPIA* et *KATHIMERINI* ce qui lui assure un accès, sinon privilégié et quotidien, mais tout au moins aisé à ces deux journaux, au profit de la promotion des thèses du parti. A part ces alliances, les deux journaux *ELEFTHEROTYPIA* et *KATHIMERINI* engagent des journalistes qui sont idéologiquement proches du parti de la gauche.

Or, le parti de Synaspismos n'est pas, dans la conjoncture, un allié du propriétaire du journal *TO VIMA* et *TA NEA*, Chr. Labrakis. Dans le cadre de son alliance avec le groupe éditorial de Labrakis, le PA.SO.K. a nommé le directeur du journal *TO VIMA*, Stavros Psicharis, gestionnaire du Mont Athos. Les partis de l'opposition dont SYN³²⁴ (qui est très motivé contre cette nomination) prennent position contre cet acte de nomination. En conséquence *TO VIMA* privilégie le concurrent politique du Synaspismos le K.K.E..

Le K.K.E. tire bénéfice de cette controverse : la secrétaire du parti communiste publie deux entretiens, l'un dans le journal *TA NEA* le 29 janvier, sur la nécessité d'un front populaire pour le soutien de la sécurité sociale et l'autre dans le magazine politique *Vimagazino* diffusé avec le journal *TO VIMA* (le 18 février) à propos des questions générales portant sur la physionomie et les thèses politiques du parti communiste.

2.2.3. *La presse partisane*

Le *RIZOSPASTIS* est un journal historique bien positionné dans l'espace médiatique. Fondé en 1908, ce journal matinal a été concédé en 1921 au Parti Socialiste de l'époque (SEK- Le parti socialiste travailliste de Grèce). Le journal était parmi les 26

³²⁴ Cf. Chapitre 2 sur l'« affaire Psicharis ».

journaux grecs édités jusqu'en 1926 et parmi les cinq toujours en circulation³²⁵. Le 17 octobre 1947, les années de la guerre civile, le journal ferme pour une durée longue de 27 ans; *RIZOSPASTIS* sera de temps en temps diffusé clandestinement. Le 15 septembre 1974, et après les sept ans de la dictature des colonels, *RIZOSPASTIS* retrouve une diffusion régulière.

Il s'agit d'un journal historique dont les journalistes sont dans leur grande majorité des membres du parti communiste ; cela est évident au sens où « la position politique du journal est donnée, dans le sens où on essaie au travers du journal de propager et de servir au mieux la ligne du PCG sur les enjeux internationaux et les enjeux internes. Pour que le journal aide, à la façon dont un journal peut aider à la propagation de la direction politique centrale du parti, qui est celle de la nécessité de la lutte pour un changement réel dans la perspective socialiste³²⁶».

Les propos suivants nous aident à mieux discerner comment le journal contribue à la mise en oeuvre de la polarisation du parti communiste : « Nous considérons que notre but principal est de faire passer nos idées, nos thèses politiques auprès des masses élargies des travailleurs, mais aussi des agents de la vie politique et sociale. De sorte que *RIZOSPASTIS* aide, de son côté, à la stratégie générale du parti pour le rassemblement autant que possible, de forces politiques et sociales élargies, dans la lutte pour le changement et le socialisme³²⁷ »

RIZOSPASTIS suit une politique de politisation de l'événement, à savoir que toutes les informations sont perçues au travers de leur usage potentiel dans la controverse. Ce modèle de journalisme suggère la subordination de l'enregistrement des événements à la logique de la confrontation partisane. C'est au travers de la confrontation partisane que l'offre du parti communiste se fait plus visible.

Le journal est bien positionné dans l'espace médiatique. En 1985, le tirage du journal le dimanche atteignait, en moyenne, les 110.000-135.000 exemplaires, tandis que les ventes du quotidien par mois atteignaient en janvier 51.050, février 49.077, mars

³²⁵ Les quatre autres sont, à savoir : *ESTIA* (1894), *ETHNOS* (1913), *KATHIMERINI* (1919) et *TO VIMA* (1922). N. Leandros. *L'économie politique des médias*, op.cit., p. 224.

³²⁶ Propos de G.Farakos, membre historique du PCG et directeur du journal en 1974. Interview publié dans T. Psarakis. *Les journaux et les journalistes. La 'petite histoire' des journaux d'Athènes, Salonique, Nicosie*, op.cit., p. 205.

³²⁷ *Ibid.*, p. 206

57.969, avril 57.066, mai 86.028³²⁸. En 2001, le journal atteint 8.210 exemplaires (pour les journaux du matin le tirage le plus important est celui de *KATHIMERINI* avec 25.085) et celui du dimanche 27.630 (le plus important étant celui de *ELEFTHEROTYPIA* avec 186.864). Nous constatons ainsi une chute par rapport à l'an 2000 où le journal quotidien avait un tirage de 9.074 exemplaires et celui de dimanche de 28.592³²⁹.

RIZOSPASTIS est considéré comme une source importante pour les autres journaux ; les informations sur les manifestations syndicales et sur les positions politiques du K.K.E. à propos de l'actualité comptent parmi les sources importantes pour les journalistes des autres journaux, fait attesté par plusieurs journalistes interviewés.

Par contre *AVGI*, l'organe officiel de Synaspismos ne jouit pas d'un positionnement aussi fort que *RIZOSPASTIS* dans l'espace médiatique. Cela est à la fois le produit de la stratégie éditorialiste, qui ne désire pas faire du journal un organe partisan comme *RIZOSPASTIS*, et des tirages qu'il présente. Censé être plus « ouvert » aux différentes positions politiques, sans pour autant devenir comme les autres grands journaux quotidiens, *AVGI* ne s'est pas constitué comme un journal nettement partisan qui saurait jouir de l'homogénéité dans son contenu et d'un public fidèle.

Ce trait est considéré comme un « privilège » par les journalistes qui travaillent à *AVGI*. L'ancien directeur du journal G. Giannaros précise les relations entre le journal et le parti et fait le point sur la ligne éditorialiste du journal : « Même si *Avgi* est un journal partisan, nous ne subissons pas une intervention partisane. Le parti - comme les autres lecteurs- lit le journal le matin suivant. La responsabilité des deux membres du Bureau Politique est plutôt technique. Les relations entre *AVGI* et le parti se limitent à la communication politique effectuée dans le fonctionnement politique de ses organes. La majorité des rédacteurs ne sont pas inscrits au parti. Et on ne le leur demande pas, quand ils viennent travailler chez nous.³³⁰»

En ce qui concerne les tirages, notons que l'édition matinale du journal présente un tirage de 1.974 exemplaires en 2001 (2.046 en 2000) et 4.693 exemplaires pour son édition

³²⁸ Ces numéros sont abordés par T.Psarakis, *Des journaux...*, *op. cit.*, p. 212.

³²⁹ Les tirages panhelléniques des journaux [12 mois 2001/2000]. *Mediaview*, avril 2002, n° 15, p. 32-33.

³³⁰ G. Giannaros, propos recueillis et publiés par T. Psarakis. *Des journaux...*, *op. cit.*, p. 53.

de dimanche (4.882 en 2000)³³¹. Il est évident que le journal n'a pas la même position que *RIZOSPASTIS* dans l'espace médiatique.

3. Les questions propres aux deux partis de la Gauche

La mobilisation à propos des questions propres au parti est destinée au positionnement des deux partis dans l'espace politique et symbolique de la Gauche. Les deux partis essaient d'inscrire leur offre sur l'agenda politique et par là de s'identifier sur le plan politique et social en tant que représentants de Gauche.

3.1. Des modes de mobilisation introvertis et extravertis

Les deux partis de gauche se différencient par les ressources qu'ils vont mobiliser pour rendre compétitives leurs propositions. La révélation de l'importance politique et sociale des enjeux prend appui sur la mobilisation des ressources déterminées par la nature de l'enjeu.

La mobilisation du K.K.E. peut être appelée introvertie au sens où le parti prend appui sur la presse partisane pour communiquer les enjeux propres. Par ailleurs, son influence sur le mouvement syndical est une ressource mobilisée à chaque occasion par le parti en tant qu'exposition de sa force politique. Le Synaspismos dépourvu d'une presse partisane à position valorisée dans l'espace médiatique et d'influence sur le mouvement syndical entreprend une mobilisation plus extravertie. Les spécialistes, les experts justifient l'importance des enjeux mis en avant dans des rassemblements et des journées thématiques, les rencontres avec les travailleurs consistent à augmenter l'influence du parti dans ses espaces et les rencontres officielles à rendre légitimes les enjeux promis par le parti.

3.1.1. K.K.E. : La mobilisation du capital partisan. Des questions sélectives pour des publics spécifiques

La stratégie de la polarisation du K.K.E. s'appuie sur les ressources partisans a des fins de mobilisation de la force militante du parti. Les « unes » de *RIZOSPASTIS*, les appels

³³¹ *Mediaview, op. cit.*, p. 32-34.

aux grèves, les manifestations, la désignation des responsabilités gouvernementales sont les moyens de production des distinctions politiques entre, d'une part, les politiques gouvernementales, les propositions des concurrents et, de l'autre, les propositions politiques du K.K.E. dans les publics partisans. L'objectif de la mobilisation de la force militante est la légitimation partisane.

Nous allons commenter les modes de mobilisation du K.K.E. sur les questions politiques et sociales lorsqu'il s'agit de questions constitutives de la physionomie et du programme du parti, à savoir les droits politiques, les questions sociales et l'agriculture. La communication du parti à propos de ces questions passe exclusivement par *RIZOSPASTIS*. Tandis que le journal officiel consacre de nombreuses « unes » à ces questions, il n'y a pas de communiqué de presse concernant les manifestations, les annonces, les déclarations, les conférences de presse.

Le *RIZOSPASTIS* (dont le groupe éditorial est composé uniquement des membres et des organes partisans majeurs) a une double fonction : en tant que journal sa fonction consiste à rapporter et à communiquer aux publics partisans l'actualité politique, les projets de loi ou autres actes gouvernementaux ; en tant qu'organe partisan sa fonction consiste à organiser à la fois la controverse sur le plan politique et les réactions sur le plan social. Les deux aspects de la mobilisation du journal se structurent autour du référent idéologique du K.K.E. : aucune négociation sur les droits politiques et sociales, seule solution le « front populaire et les luttes populaires ».

La mobilisation de *RIZOSPASTIS* par le K.K.E. réside en la mobilisation des adhérents partisans. Visant à la mobilisation de sa force militante à propos d'une série de questions sociales, le parti ne s'intéresse pas autant à la visibilité sociale qu'à la mobilisation de ce « gage de représentativité » qu'est le nombre. Or, pour les questions (comme les droits politiques) où la mobilisation du nombre n'est pas la ressource la plus pertinente, le parti vise à démontrer à ses adhérents les responsabilités gouvernementales et la nécessité de la mobilisation politique pour renverser les effets pervers dérivant de l'action gouvernementale.

Nous allons commencer par l'examen des droits politiques, passer par la suite à la question de la réforme sur le système sanitaire et finir avec les questions d'agriculture. L'analyse s'appuie sur les « unes » de *RIZOSPASTIS* sur ces questions. Les objectifs

passant par les « unes » du journal sont au nombre de deux: d'une part, la désignation des coupables, qu'ils soient les oligarchies nationales, les Etats-Unis ou l'Union Européenne, à l'aide parfois de spécialistes, et, d'autre part, les appels à des manifestations et des grèves.

Droits politiques : Terrorisme et Immigration

En ce qui concerne les droits politiques, deux projets de loi portant sur le terrorisme et l'immigration éveillent l'intérêt du journal. La question de droits politiques est l'un des champs programmatiques de prédilection du parti communiste ; le soutien aux minorités, la lutte pour les droits politiques, la lutte contre toute limitation des droits de l'homme sont fermement soutenus par le parti. Le journal rapporte les positions du parti sur ces projets de loi et attribue des responsabilités au gouvernement tout en démontrant les intentions d'intervention des Etats-Unis dans les affaires internes de la Grèce.

La conversion des projets de loi en problèmes nécessitant une mobilisation politique s'appuie sur la démonstration des effets pervers de l'action gouvernementale. Pour ceci, on désigne le projet de loi que le gouvernement appelle « loi contre le crime organisé » sous la marque « loi de la terreur », on démontre ses objectifs (violation des droits politiques, répression du peuple), les « relations » qui le soutient (les Etats-Unis exercent des pressions, la planification de la politique américaine) et on invite des experts (des académiciens spécialistes du droit criminel) pour justifier les dénonciations partisans.

L'activité de définition (loi de terreur, violation, attaque contre les droits démocratiques) rencontre la mobilisation des soutiens des spécialistes à fins de légitimation et d'affirmation des axes partisans. Il faut ici repérer les points communs avec la mobilisation quant à la catégorie de la « corruption » mise en avant par la N.D.. Là, le cadrage de l'« attaque contre la démocratie » et la mobilisation des soutiens politiques et médiatiques consistaient à démontrer la différence entre une force politique « pure » et une force « corrompue ».

L'attachement sélectif des partis de la gauche

Tableau 24 Les « unes » de *RIZOSPASTIS* sur les questions des droits politiques

Titres et chapeaux	Date 2001
<p>Violence Etatique et répression du « peuple ennemi » Le projet de loi sur le « terrorisme » comme celui sur l' « immigration » qu'on se prépare à déposer au Parlement constituent les ajustements d'une grande attaque contre les droits démocratiques et les libertés politiques.</p>	14/01
<p>Sous la menace des Etats-Unis Les procédés de constitution de la « loi de terreur » se trouvent à leur fin ; on attend le dépôt du projet en mars au parlement. Or, les Etats- unis exercent des pressions pour l'avancement du projet au nom de la sécurité des J.O.</p>	11/02
<p>De l'inquiétude pour la loi de terreur On vise les droits politiques Des criminalistes fameux du pays, des juristes, et d'autres scientifiques, mais aussi des syndicalistes et beaucoup d'agents collectifs, expriment leur inquiétude sur les nouvelles mesures « terroristes » préparées par le gouvernement grec qui met en oeuvre les planifications de la politique américaine. La position prise, hier lors de la discussion publique de l'union des criminalistes grecs, par le professeur de la Faculté de Droit N. Paraskevopoulos a été apocalyptique ; le professeur a posé la question de savoir si les logiques structurant les mesures conduisent notre pays au développement d'un modèle autarcique dont les caractéristiques sont adoptées par plusieurs pays anglophones, mais dont la « matrice » se trouve aux Etats- Unis.</p>	25/02
<p>« La loi de la terreur » La monstruosité est prête Aujourd'hui à « R », le professeur de Droit de la Faculté de Salonique N. Paraskevopoulos parle de la loi de la terreur, en soulignant le fait que la loi actuelle est suffisante pour affronter le crime organisé. Mais la monstruosité gouvernementale est prête à être déposée.</p>	4/03
<p>La loi sur les immigrants Elle agit en violation des droits de l'homme Le recul du projet de loi qui font des immigrés des esclaves modernes, demande le Comité des Communautés des Immigrés. Mardi 13 mars une manifestation est organisée aux Propilaia</p>	4/03
<p>La nouvelle « loi de la terreur » On viole les droits et les libertés L'ambassade des Etats- unis, le gouvernement du PA.SO.K. et de la N.D. ont fait un front pour que la nouvelle « loi de la terreur » passe. Aujourd'hui à « R » Magkakis, professeur en droit criminel et ex ministre, et Rebis ex juge d'appel analysent le projet de loi – monstruosité.</p>	18/03
<p>Loi sur les immigrants On viole les droits de l'homme Tous les pays de l'Europe, l'un après l'autre, ferment leurs portes aux déracinés qui y arrivent pour demander l'asile politique.</p>	18/03
<p>Le gouvernement insiste par le « terrorisme » La « loi de la terreur » est achevée et on attend qu'elle soit déposée dans la semaine à venir au Parlement.</p>	29/04

Il est important de noter que les réactions contre le projet de loi sur « le crime organisé », déposé le 12 mars 2001 par le gouvernement, bénéficièrent d'une bonne visibilité, surtout dans le journal *ELEFTHEROTYPIA*. Le journal consacre plusieurs « unes » aux réactions des spécialistes, des agents politiques (du Synaspismos) et des agents sociaux. Les positions du K.K.E. n'y figurent pas ce qui est caractéristique de l'isolement du parti dans une partie de la presse. Cela est certes fonction du choix stratégique du K.K.E. à s'adresser au travers de *RIZOSPASTIS* au public partisan à des fins

de légitimation de sa position et de protestation (voir la «une» du 4 mars sur le projet de loi sur l'immigration).

Questions sociales : Le Système Sanitaire Nationale (ESY) sous réforme

Le projet de loi sur « l'amélioration et la modernisation du système sanitaire », déposé au mois de février par le gouvernement, active « la lutte pour la délimitation des grandes entreprises privées dans le domaine de la santé et de la sécurité sociale ³³² ». Le journal démontre que les initiatives gouvernementales sont au service des entreprises privées et appelle à la mobilisation contre celles-ci.

Tableau 25 Les « unes » de RIZOSPASTIS sur les questions sociales.

Titres et chapeaux	Date 2001
<p>La semaine des grandes mobilisations commence Lutte panhellénique pan-populaire contre les politiques anti-populaires La semaine prochaine, sur les routes de la résistance et de la lutte, des travailleurs, des fonctionnaires, des retraités, des médecins, des infirmiers, des agriculteurs, des femmes, des jeunes femmes et hommes dans tout le pays se rencontreront. Les pas de notre peuple lutteur se croiseront dans les manifestations pour la santé, pour la sécurité, contre l'Otan, dans les manifestations des producteurs des olives, des producteurs des pêches, des organisations environnementales</p>	28/01
<p>Projet de loi pour la santé « Le clientélisme » des patients est le but Le clientélisme du patient et sa transformation en objet d'exploitation par l'« initiative privée » dans le domaine de la santé sont les buts réels du projet de loi gouvernemental annoncé sous l'appellation bâtarde de « Pour l'amélioration et la modernisation de ESY »</p>	21/02
<p>Périphérie La santé publique est nue Les postes vacants d'infirmières sont au nombre de 25.600 hors de la capitale. Une caractéristique apocalyptique de la santé publique « nue » à la périphérie, qui conduit au transport à Athènes de plus de 10.000 malades chaque année.</p>	28/02
<p>Santé publique Vers la commercialisation totale « La santé n'est pas une marchandise » mais la politique gouvernementale nous conduit à des directions inverses. On multiplie les barrières pour l'usage d'un service de santé publique. La politique de ONE [Union Monétaire Européenne] veut des clients et non des patients. Les hôpitaux se transforment de services de soins en entreprises.</p>	4/03
<p>Santé Un comité de lutte et d'espoir Un comité d'initiative pour le support de la santé publique et le recul de l'attaque du capital et du gouvernement a été formé il y a quelques jours. La mobilisation manifestée est révélatrice des nécessités modernes.</p>	22/04

³³² « Les principaux axes programmatiques et les buts de la lutte », Programme électoral du K.K.E., élections 2000.

La prise de position du K.K.E. et les mobilisations des travailleurs ne seront pas visibles dans les médias comme par ailleurs l'ensemble de la réforme et des dispositions. Or, le K.K.E. ne vise pas à la mobilisation des autres soutiens soit politiques soit médiatiques en dehors de la mobilisation de la presse partisane et des syndicalistes dans le domaine de la santé.

Agriculture

Il n'y a pas, à l'époque une initiative gouvernementale dans le domaine de l'agriculture. Or, les agriculteurs sont une alliance électorale chère au K.K.E.. Les « unes » de *RIZOSPASTIS* visent à rapporter les problèmes des agriculteurs dans les différentes régions grecques et à appeler aux luttes continues contre la politique gouvernementale. Le journal se fait le pont entre les agriculteurs des différentes régions en rapportant leurs problèmes, leurs nécessités. Il faut noter ici que les médias de grande diffusion ne se préoccupent des problèmes des agriculteurs que dans des conjonctures de mobilisations bruyantes. Seule exception *ELEFTHEROS Typos* qui, lui aussi, consacre des « unes » sur les questions d'agriculture. Or, cela entre en relation avec les alliances que la N.D. essaie d'établir avec les agriculteurs qui constitue une part importante du corps électoral en Grèce.

Tableau 26 Les « unes » de *RIZOSPASTIS* sur les questions d'agriculture.

Titres et chapeaux	Date 2001
Thessalie Les agriculteurs s'opposent et revendiquent Les manifestations des agriculteurs commencent par des meetings dans les capitales des régions, mercredi prochain, contre la politique qui conduit à la condamnation de la petite et moyenne agriculture.	11/02
Les agriculteurs de Thessalie On revendique ce qui nous appartient Les agriculteurs de Thessalie ont constaté que pour rester dans leurs villages et cultiver leurs terres, ils doivent renverser par leurs luttes la politique gouvernementale et la politique de l'Union Européenne qui s'opposent aux agriculteurs.	18/02
Mission à Arta Les oranges ne se vendent pas... A des problèmes de survie sont confrontés les agriculteurs de Arta, puisque les oranges restent sans être vendus, les producteurs n'ont pas la possibilité de changer la culture tandis que les travaux des infrastructures dans la région sont très délimités.	25/02
Le message actuel de Kileler Front pour le développement pro-populaire de l'économie agricole 91 ans après la révolte de Kileler contre les hobereaux. Même si grâce aux luttes dures de la population agricole la vie dans la région a changé, les problèmes des ménages petits et moyens augmentent quotidiennement. Les messages de ce temps là, inspirent les mobilisations	4/03

d'aujourd'hui qui se font à Larissa. A l'antipode de la politique en faveur des multinationales et de l'Union Européenne les agriculteurs revendiquent le développement de l'économie d'agriculture de notre pays. Il faut avec les autres couches populaires concentrer la force du peuple face au front néo-libéral et conservateur du gouvernement, des multinationales et de l'Union Européenne. Qu'on construise le front populaire qui montrera la route du développement pro-populaire du pays. La voie du pouvoir et de l'économie populaires.	
Trikala [région grecque] Les agriculteurs sont pétris de dettes Sous le joug des dettes et du danger de rester sans soins pharmaceutiques et retraites vivent nombre d'agriculteurs de Trikala	4/03

La désignation de la culpabilité gouvernementale par l'exposition des effets de son activité, la mobilisation des groupes syndicaux et l'appel à des manifestations sont les moyens de promotion par excellence du parti communiste sur les enjeux de physionomie. Ce type de publicisation des positions du parti, ne jouit d'une visibilité que dans le cadre d'une manifestation grande ou bruyante ou dans le cadre d'une controverse dans le parlement. Or, le processus de mise sur agenda de la ligne partisane du parti communiste bénéficie du soutien de son organe officiel, *RIZOSPASTIS*, et ne vise pas à la mobilisation des autres soutiens politiques ou médiatiques. L'influence du K.K.E. dans les mouvements syndicaux constitue un moyen d'action; nous allons dans la deuxième partie examiner la question de la crise syndicale de la sécurité sociale et constater la valeur de cette ressource du K.K.E..

La mobilisation du K.K.E. ne jouit pas de visibilité. A la différence de Synaspismos, la « langue de bois » du parti communiste n'est pas une ressource d'accès routinier aux médias, comme le confirme bien, le rédacteur politique³³³ du journal *KATHIMERINI* :

Le PCG a un discours différencié, spécial, qui n'intéresse pas la grande partie de l'opinion publique mais seulement eux-mêmes, dans la majorité des cas. Tu sais ce qu'ils vont dire, ça n'a pas d'intérêt...La couverture médiatique est plutôt typique. Or, SYN a une influence majeure et davantage de sympathies dans le monde des journalistes de la presse et des médias, plus généralement, il jouit de la couverture, mais il faut aussi être aidé par l'actualité. Il n'est pas lésé, je dirais qu'il est plutôt apprécié. Mais, il faut qu'un enjeu existe. On a besoin d'une raison. Quand rien ne se passe...

Pour le parti communiste cette délimitation considérable de la visibilité de son agenda, due en partie à sa stratégie, est contrebalancée par le rôle joué de son organe officiel, *RIZOSPASTIS*, un journal historique et bien situé dans l'espace médiatique.

³³³ Entretien avec S. Lygeros, Athènes, 17/11/2004.

La polarisation du K.K.E. consiste à démontrer les effets de l'activité gouvernementale et à appeler à la mobilisation. La justification de ses axes idéologiques au sein du parti vise à la mobilisation et à l'exposition de la force militante du parti et ainsi, par le biais de la contrainte, à rendre son offre compétitive.

3.1.2. Synaspismos : A la recherche des ressources d'influence

Nous avons déjà parlé du fait que l'agenda propre du parti est constitué par des enjeux « inscrits dans son DNA », pour reprendre la formule du porte-parole du parti, et donc mobilisés à n'importe quel moment, l'actualité étant ressource ou non. L'environnement, la loi électorale, les J.O. et l'emploi font partie de cet agenda à mobiliser. Le décompte fréquentiel des catégories thématiques a fait la preuve d'une communication privilégiée sur ces enjeux. L'entretien ci-dessous avec le responsable du bureau de la presse démontre les principes de sélection régissant le travail partisan :

[En ce qui concerne la physionomie de Synaspismos on peut faire une distinction ou mieux deux] La première différencie les enjeux de gestion quotidienne de gouvernance et de pouvoir pour lesquels nous n'avons pas de si grand intérêt et les enjeux plus stables, plus grands, les institutionnels et les diachroniques ; et, la deuxième différencie les enjeux sociaux et les problèmes populaires que nous avons ou que nous essayons d'avoir [dans l'agenda] et les enjeux institutionnels, les droits et les enjeux environnementaux pour lesquels nous avons une inscription spéciale dans le DNA du parti et par sensibilité. Vous verrez que pour ces enjeux nous nous mobilisons davantage que par rapport à d'autres enjeux comme par exemple les contrôles fiscaux pour lesquels nous ne faisons pas tant de travail. Dans ce cas on déposera probablement une réquisition au parlement mais on ne fera pas de déclarations ou d'annonces etc. Or, pour la sécurité ou pour les Jeux Olympiques nous observons de près[...] Ainsi pour des enjeux majeurs liés à la physionomie du parti nous faisons plusieurs interventions comme c'est le cas de l'Europe, du parti européen de la gauche, du forum social européen, Porto Allègre, Johannesburg, Gènes ; nous sommes les seuls à suivre ces sujets et nous les communiquons de façon privilégiée à la société hellénique.

La politisation de Synaspismos consiste à inscrire cet agenda de physionomie sur l'agenda politique à des fins de démarcation et de positionnement sur le marché politique. Par la mobilisation des ressources d'influence, notamment, le Synaspismos essaie d'attribuer à l'autorité politique la prise en compte du problème ainsi publiquement reconnu. La reconnaissance du problème s'affirme par les groupes mobilisés à son égard, bien que des groupes de pression minoritaire, mais aussi de spécialistes démontrent la nécessité de les prendre en charge.

Le Synaspismos ne disposant pas d'une influence sur les syndicalistes et sur les autres groupes sociaux tels que les agriculteurs et n'ayant pas conquis une position consolidée dans le champ politique n'a pas accès aux mêmes ressources et il n'évolue pas sur les même types de mobilisation. Le parti cherche à rendre visible son offre non seulement à des publics partisans. Pour ces raisons, il appuie sa mobilisation davantage sur les contacts personnels du président du parti, les rassemblements pour la discussion de questions, les communiqués de presse, les conférences de presse.

Commentons ce processus de politisation en prenant appui sur les questions de l'environnement, de la loi électorale et de l'emploi.

Environnement

L'environnement fait partie des questions de prédilection de Synaspimos. Il s'agit d'un thème permettant au parti en question de tracer sa ligne de différenciation d'avec le parti communiste traditionnel et de se montrer le parti de la gauche moderne et européenne. L'adoption par le parti de l'enjeu de l'environnement est liée à l'absence d'un parti « vert » en Grèce comme c'était le cas des autres pays industrialisés des années 80³³⁴. Le parti des «écologistes – alternatifs» fondé en juin 1989 échoue dans sa tentative à devenir un parti parlementaire et à acquérir une représentation politique efficace.

Le Synaspismos soutient cet enjeu de façon continue et mobilise diverses ressources d'influence (spécialistes, chercheurs), partisans (mouvements écologistes partisans du parti), institutionnelles (réquisitions au parlement) afin de démontrer la nécessité de la prise en charge de la question.

³³⁴ Pour une analyse de ce qu'on a nommé les partis de la « nouvelle politique » voir l'analyse de N. Demertzis. Les partis de la 'nouvelle politique' : les déterminants politiques et culturels (en grec). *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, janvier 1993, n° 1, p. 90-110.

Tableau 27 Environnement : La mobilisation de Synaspismos

Coups de Publicisation		Date
Rencontre du président de SYN avec des représentants du secrétariat du Réseau Panhellénique des Organisations écologistes/ Déclarations du leader après la rencontre/ Opposition à l'article 24	Contacts Personnels- Leader – mouvements écologistes	4/01
Décision du Comité Central Politique de SYN sur la promotion d'un programme écologique pour tout le pays. Des membres des mouvements écologistes, des chercheurs et des scientifiques sur l'environnement ont été invités et ont pris part à la préparation du programme écologique pour le pays.	Rassemblement (mouvements écologistes, spécialistes, académiciens)	28/01
Déclaration de SYN sur les aliments génétiquement modifiés après la décision du Parlement Européen	Communications	16/02
Déclaration à propos de la Journée mondiale de la consommation	Communications	15/03
Réquisition au parlement du groupe parlementaire de SYN sur la protection de l'environnement	Communications	30/03
Annonce du secrétariat de SYN à propos de la décision du Président des Etats Unis de mépriser le protocole de Kioto pour l'environnement	Communications	2/04

La mobilisation de Synaspismos multiplie les accès au problème amplifiant ainsi son caractère problématique afin de le rendre compétitif : de la mise en avant des sujets environnementaux de nouvel ordre (aliments génétiquement modifiés) jusqu'à la demande de la fondation d'un ministère autonome. Nous lisons l'annonce du parti sur la réquisition du groupe parlementaire concernant les problèmes de l'environnement, le 30 mars 2001 :

Le problème de la protection de l'environnement et du manque d'une politique a mis en avant le groupe parlementaire de Synaspismos en donnant de l'emphase aux questions d'aridité et de gestion des ressources aquatiques, des déchets et du recyclage, des égouts et des travaux contre les inondations, de la protection et de la gestion des forêts, de la restructuration des exploitations agricoles orientée vers des formes d'agriculture et des élevages biologiques et le contrôle continu à l'importation des produits agricoles génétiquement modifiés. Synaspismos a demandé l'exécution stricte de la législation européenne en cours et il a suggéré la création d'un ministère de l'Environnement autonome.

Malgré l'importance accordée par le parti à cette question sa visibilité reste très marginalisée. Dans notre corpus nous ne trouvons ni « unes » de journaux ni reportages à la télévision, qui se réfèrent à ces coups stratégiques de publicisation entrepris par le parti au cours de ces quatre mois. Seul le journal officiel du parti *AVGI* diffuse ces initiatives du parti.

Loi électorale

Si la question de l'environnement est pour le parti une question de construction d'identité politique, la question de la loi électorale est une question de survie politique et électorale. Le changement de la loi électorale constitue une demande consolidée des petits partis politiques, y compris du parti communiste, dans leur lutte contre la prédominance du bipartisme.

M. Drettakis note que « le bipartisme en Grèce s'appuie sur un système électoral qui par euphémisme s'appelle 'proportionnelle renforcée' tandis qu'au fond, il s'agit d'un système électoral majoritaire qui – dans tous ses aspects votés par le P.A.S.O.K. et la N.D. après les élections – vise à assurer au parti qui sort premier aux élections la majorité au parlement[...] Cette loi électorale - votée par la N.D. aux élections de 1990 et appliquée lors des élections de 1993, et adoptée par la suite par le P.A.S.O.K., malgré son contre vote en 1990, a été appliquée de nouveau aux élections législatives de 1996 et aux élections de 2000- donne la majorité au parlement au premier parti ; ceci vaut aussi dans les cas où la différence des votes entre le premier et le deuxième parti est très petite.³³⁵» De sorte que la demande de l'adoption de la proportionnelle simple, à la place de la proportionnelle renforcée, est une question de survie électorale pour les petits partis politiques, dans la mesure où la deuxième a comme trait caractéristique principal de répartir les sièges parlementaires en respectant les pourcentages des partis.

La coordination des partis politiques pour la publicisation de la cause du changement de la loi électorale semble être à sens unique. C'est donc la mobilisation des soutiens politiques qui attribue à cette demande sa réalité et sa légitimité en tant que problème à traiter. Il ne s'agit pas de la mobilisation du nombre, comme c'est le cas du K.K.E. mais des soutiens politiques légitimes dans le champ politique.

Tableau 28 Loi électorale : La mobilisation de Synaspismos

Coups de publicisation		Date
Rencontre de Konstantopoulos avec le ministre des affaires Internes sur la question du système des élections	Contact personnel-Président	26/01
Rencontre des représentants de Synaspismos avec le secrétaire du P.A.S.O.K. sur l'initiative de Synaspismos à propos du changement de loi des élections	Contact personnel-Président	30/01
Rencontre de Synaspismos et de D.I.K.K.I. [parti politique] pour la promotion de la loi proportionnelle	Contact personnel-Président	12/03

³³⁵ M. Drettakis. *Les élections législatives 1996 et 2000*. Athènes, 2000, p. 25.

Le parti parallèlement à la démonstration de l'importance politique du problème vise à l'amplification de son caractère problématique par la mise en cause de toutes les conséquences politiques de la loi en vigueur. Nous constatons un raisonnement semblable à celui de l'environnement où les accès au problème sont amplifiés :

« Pour nous le changement du système électoral et l'institution de la proportionnelle simple est une réforme structurelle et nécessaire... La cause de la pathogénie du système politique est la loi électorale qui aboutit au recyclage des mêmes partis politiques et à l'enclavement de la société, des institutions et du système politique à ce qui existe déjà. Cette pathogénie conduit finalement au renforcement de la tendance du centre-droite au détriment de la majorité nouvelle sociale et progressive dont le pays a besoin³³⁶».

Le parti essaie d'inscrire la question sur l'agenda avant la fin de la Révision de la Constitution.

Or, cette initiative n'aura pas de visibilité ; seule exception la chaîne publique qui diffuse la rencontre des deux partis politiques le 12 mars. Un article du leader de Synaspismos dans le journal *ELEFTHEROTYPIA* le 15 février à propos de « la chance perdue de la Révision de la Constitution » permet au président du parti de se référer à tous les enjeux de l'agenda du parti, tant la loi électorale que l'environnement.

Emploi

Les questions liées à l'emploi sont abordées par les dirigeants de Synaspismos au travers d'une critique portée sur l'ensemble de la politique économique du gouvernement. La demande de l'institution du revenu minimum, la réforme des 35 heures et le chômage sont des coups visant à l'identification de Synaspismos avec les propositions et les initiatives de la gauche européenne.

La mobilisation se fait au travers de rassemblements publics, de journées de discussion et de réflexion avec la participation de plusieurs agents collectifs, de rencontres avec des travailleurs, de conférences de presse et de discours politiques du leader du parti donnant ainsi à la question son importance politique.

³³⁶ N. Konstantopoulos, discours, 30 janvier 2001.

Tableau 29 Emploi : La mobilisation de Synaspismos

Coups de publicisation		Date
Le secrétariat politique de Synaspismos sur les questions de l'économie et sur les initiatives du parti: Chômage, 35 heures, Revenu minimum	Rassemblement-Secrétariat Politique	19/01
Rassemblement public politique de Synaspismos à propos des 35 heures, emploi à plein temps, état social	Rassemblement	22/01
Journée de Travail organisée par le Synaspismos. Parmi les participants : les présidents de 25 agents impliqués dans la société grecque comme les chambres scientifiques et professionnelles, les collectivités locales, la GSEE, ADEDY, les organisations des agriculteurs, SEV [le réseau des industriels] et l'union des Banques	Rassemblement	28/02
Les représentants de Synaspismos ont rendu visite aux ouvrières des compagnies Sisser- Palko	Contacts personnels-Président	8/03
Le discours de N. Konstantopoulos au Congrès de la GSEE	Communications	15/03
Conférence de presse de N. Konstantopoulos sur le droit du revenu minimum des citoyens	Communications	29/03

Le parti a également mis sur scène des propositions à propos d'une loi sur le « revenu minimum » :

« Le secrétariat politique a décidé que: Synaspismos poursuit l'initiative sur les 35 heures, pour la promotion de la coopération des forces progressives politiques, sociales, en convergence déjà face à cette demande, que Synaspismos promeut les propositions pour le soutien des chômeurs de longue durée, que sera déposé au Parlement un projet de loi sur le revenu minimum, proposition que Synaspismos a été le premier à proposer il y a deux ans ³³⁷».

Le Synaspismos promeut son agenda de physionomie en organisant des rassemblements et des meetings, des rencontres et des communications. Le président du parti est le promoteur privilégié des communications en publiant des articles dans la presse, en faisant des déclarations et des discours politiques et en organisant les rencontres avec les autres leaders, les syndicalistes, les groupes de pression. Les participants de ces meetings organisés par le parti sur différents thèmes, sont soit les diverses collectivités politiques (mouvements syndicaux, écologistes, collectivités locales, ONG, mouvements altermondialistes), soit des personnalités (politiques, spécialistes, académiciens).

Résumons en disant que la stratégie de la politisation telle qu'elle est mise en oeuvre par le Synaspismos a deux volets : d'une part, elle consiste à attribuer à la question son importance comme problème à traiter et de l'autre, elle consiste à amplifier les aspects

problématiques de la question de façon à renforcer son caractère problématique. Toutefois, les ressources mobilisées restent les mêmes (même dans le cas des affaires étrangères que nous avons examiné, le parti organise des rencontres et des meetings autour de la question). Le Synaspismos ne vise pas à l'exposition de sa force militante et sa mobilisation ne vise pas également les publics strictement partisans.

Le parti mobilise, pour ces coups stratégiques de publicisation, des ressources d'influence, voire l'emprise de l'information médiatique, les spécialistes, les mouvements des causes spécifiques, les personnages politiques, les professeurs d'université. D'après M. Dobry « les ressources d'influence affectent les décisions gouvernementales par la persuasion et le marchandage davantage que par l'utilisation de la violence ou de la contrainte nue ³³⁸ ». Or, la mobilisation des ressources coercitives aboutissant à la contrainte de la manifestation et de la grève sert la stratégie du parti communiste comme nous l'avons déjà examiné.

3.2. Logiques de télévision

L'exclusion des partis politiques de Gauche de l'actualité n'est pas seulement fonction de leur position dans le champ partisan et de leur stratégie d'attachement sélectif à des publics et des problèmes spécifiques. Elle est également fonction des modes de production des nouvelles régissant le champ de la télévision.

3.2.1. Logique majoritaire et logique proportionnelle

Passons à l'examen des filtres de la télévision, que l'on a déjà appelé exclusifs. Nous avons déjà constaté la faible présence des deux partis de la gauche dans la télévision privée. Le tableau ci-dessous nous aide à améliorer la représentation de la reproduction hiérarchisée des forces politiques du système politique grec. La recherche effectuée par le Conseil National de l'Audiovisuel, lors du dernier trimestre de 2000 en est indicative : les deux partis de gouvernement PA.SO.K. et N.D. regroupent les pourcentages de présence les plus larges dans toutes les chaînes de télévision ; seule exception, la chaîne publique (*NET*)

³³⁷ Annonce du Secrétariat politique du Synaspismos, 19 janvier 2001.

³³⁸ M. Dobry. *Sociologie des crises ...*, op. cit., p. 125.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

qui donne des pourcentages plus larges, que les autres chaînes de télévision privée, aux deux partis de la gauche ainsi qu'à DH.KI.K., l'ex parti parlementaire qui a été exclu lors des élections législatives d'avril 2000.

Tableau 30 Les partis politiques dans les journaux télévisés

Chaîne	Parti	PA.SO.K.	Nea Dimokratia (N.D.)	K.K.E.	Synaspismos	DIKKI
MEGA		33,5	59,9	4,4	2,2	0,0
ANTENNA		43,7	47,1	5,4	3,8	0,0
ALPHA		42,1	45,1	6,8	5,4	0,6
NET		39,8	34,6	12,3	10,8	2,5

Données sur les trois mois Octobre- Décembre 2000, en pourcentages (%)

Source : TA NEA, 04/05/2001, Panorama, Télévision, p. 27

Il semble donc que la chaîne publique essaie d'équilibrer la distribution de visibilité de tous les partis politiques. La télévision publique est contrainte de respecter la proportionnalité : que les partis politiques aient une visibilité analogue à leur représentation électorale. Dans ce registre, les pourcentages de la couverture consacrée aux partis de la gauche par la chaîne publique sont même doublés ou triplés par rapport à la chaîne privée *MEGA*.

Il faut donc comprendre pourquoi les deux partis politiques de gauche sont si peu représentés par la télévision privée. Une première réponse est déjà donnée dans le chapitre précédent, qui a trait à la production de la logique majoritaire dans la télévision privée.

La logique majoritaire, nous l'avons montré, excluant les minorités politiques ou sociales est fondée sur la croyance de l'intérêt d'une nouvelle, de l'importance d'une nouvelle. Ainsi l'exclusion des acteurs-porteurs d'enjeux, stigmatisés comme syndicalistes ou partisans, s'accompagne de la justification de l'« intérêt » des nouvelles, norme professionnelle du travail journalistique.

Le directeur d'information V. Thomopoulos souligne à ce propos :

F: Pourquoi les enjeux portant sur la criminalité sont-ils si nombreux ?

TH: Parce que la criminalité est parmi les enjeux qui intéresse beaucoup de monde

F: Pourquoi les deux partis de gouvernement ont-ils plus de visibilité que les deux partis de la gauche ?

TH: Parce qu'ils ont plus d'intérêt pour le monde³³⁹.

Nous allons par la suite examiner cette production journalistique, qui suit la logique du grand nombre, celle de la production de l'« intérêt » ou de l'« importance » que présentent les nouvelles pour le grand nombre. L'« intérêt » est strictement lié à l'idéologie de «ce qui se vend ou ne se vend pas ». On y trouve la production d'une croyance partagée par le monde journalistique qui arrive finalement à produire la routinisation de pratiques de sélection et donc l'uniformisation des enjeux choisis ou mieux des enjeux ou des acteurs exclus. La production de l'intérêt est liée tant à l'actualité, comme imposition immédiate, qu'aux structures internes du marché de la télévision privée ; c'est pour encore une fois un filtre de sélection des nouvelles. La croyance en l'intérêt des nouvelles est un facteur pesant sur la convergence de l'environnement informationnel sur un nombre restreint d'informations et le facteur qui empêche l'accès à la visibilité d'un nombre considérable d'enjeux publics.

Or, la banalisation du processus de sélection des nouvelles porte des effets sur l'action des petits partis politiques qui n'ont, par position, ni le même intérêt pour ce type d'actualité, ni les mécanismes pour y intervenir directement. On y trouve l'incompatibilité entre les rythmes et les normes de fonctionnement de la télévision privée et les rythmes et les normes de mobilisation des partis de gauche.

Commençons par les modes de production de l'« intérêt » des nouvelles dans le milieu journalistique pour parvenir à montrer par la suite l'incompatibilité des logiques de la télévision privée et des partis politiques de l'opposition minoritaire.

3.2.2. L'actualité et la production de l'importance des nouvelles

Nous essaierons d'expliquer comment se produit la convergence journalistique, dans les journaux télévisés de la télévision privée, à propos de ce qui est une nouvelle et, surtout, de ce qui fait l'importance d'une nouvelle. Il faut montrer les conditions qui contraignent la production d'une telle norme professionnelle. On doit prendre en compte

³³⁹ Entretien avec V. Thomopoulos, Athènes, 25/11/2004.

premièrement, les conditions de la concurrence³⁴⁰, donnant naissance à des pratiques professionnelles, et deuxièmement les stratégies des rédacteurs en chef qui, forcés par les conditions de la concurrence, visent à la minimisation du risque encouru par l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Le partage de cette logique par le milieu de la télévision produit les principes de ce qui est une nouvelle et de l'importance des nouvelles.

Le mécanisme principal consiste à la coordination des pratiques à propos de la sélection des nouvelles, et surtout de leur hiérarchisation. Il est vain de rechercher une première cause dans ce processus fondé, comme nous allons voir, sur une interaction perpétuelle, fondement de la coordination.

Tout d'abord, il faut commencer par un principe de fonctionnement des journaux télévisés de la télévision privée qui est la connaissance de « ce qui se vend ou ne se vend pas ». Cette connaissance portée par les mesures d'audience détermine aussi l'importance des nouvelles pour le journal télévisé du lendemain. Les rédacteurs en chef connaissent grâce à la précision des mesures d'audience, les pertes et les gains de leur journal télévisé.

Suivons notre interlocuteur³⁴¹ dans l'exposé du fonctionnement de ce mécanisme:

F : Vous connaissez pour chaque sujet ...

Mix : On connaît pour chaque enjeu ce qu'il vend exactement

F : Vous regardez les audiences...

Mix : chaque jour à 11 heures du matin. Dès très tôt le matin... à huit heures, j'ai sur mon ordinateur les mesures d'audiences et après à 11 heures c'est l'heure du minute par minute

C'est par-là qu'on commence à construire le journal télévisé du lendemain. C'est là un premier indice de l'importance de la nouvelle. Il faut, également, noter une caractéristique très importante du marché grec concernant les entreprises de télévision privée : il s'agit d'un marché très fermé et petit. De cette façon, on se connaît bien et on connaît la logique par laquelle chaque rédacteur en chef choisit le contenu de son journal télévisé. Notre interlocuteur nous explique qu'en même temps qu'on diffuse le journal télévisé, on regarde les autres chaînes privées pour observer leurs reportages. D'un coup, la hiérarchie du journal télévisé peut être modifiée, afin d'être les premiers à diffuser le sujet avant l'adversaire. Cela peut se produire au fur et à mesure qu'on connaît la logique de l'adversaire :

³⁴⁰ Dans l'introduction nous avons souligné la situation de sévère concurrence entre les journaux télévisés en Grèce pendant notre recherche. Les journaux télévisés dominent le secteur de l'information à la télévision en concentrant de larges pourcentages d'audience.

La hiérarchie du journal télévisé peut changer en cours en faisant des triples diverses et ainsi venir premier dans la diffusion des nouvelles. On est peu, 30-40 personnes [travaillant dans les mêmes postes] et on se connaît, on sait ce que chacun va jouer dans son journal télévisé. Trente personnes qui travaillent dans les mêmes chaînes; c'est à dire que je connais sa logique et il connaît la mienne et donc on sait ce qu'ils vont faire et on sait quelle est la hiérarchie que chacun va adopter dans son journal télévisé³⁴².

L'observation de l'adversaire consiste à la minimisation du coût au sens où on ne risque pas de se différencier et ainsi de causer des pertes à l'entreprise où l'on travaille. Ceci vaut plutôt pour les grandes questions d'actualité partagées par tous. Les « coups de différenciation » suivent les grandes questions d'actualité. Une norme se produit autour de ce qui constitue une nouvelle et de son importance ce qui dérive de la coordination de l'action :

On sait donc qu'aujourd'hui le premier sujet est le temps, les aquilons, en second ce sont les incendies, et le troisième l'eau qu'on boit...[On sait que ceci est la hiérarchisation classique] parce que ce sont celles-ci les nouvelles qu'on a et l'importance des nouvelles. Pareil pour les journaux. On peut voir un lexique différent mais le thème reste le même. Les thèmes que l'on diffuse et qui ont l'importance la plus grande sont de cinq à dix. On diffuse les trois principaux comme tout le monde et à côté des « coups » de la première page on diffuse les thèmes secondaires, ceux qu'on croit pouvoir vendre. C'est ça la logique³⁴³.

Il s'agit là des filtres de sélection et de hiérarchisation pesant d'une façon contraignante sur les journalistes. L'importance des nouvelles, la hiérarchie classique, prise comme postulat, construit une croyance collective facilitant la coordination des acteurs. L'importance est donnée de nature, elle est évidente, elle n'est pas une propriété attribuée à la nouvelle, mais elle est une valeur intrinsèque de la nouvelle. On se lit, on se connaît, on se reproduit d'une façon qui semble évidente, d'une façon qui arrive à devenir l'idéologie professionnelle et qui va jusqu'à l'autocensure:

Celle-ci est la logique qui produit la hiérarchisation. N'imaginons pas des interventions politiques. Plus que ça il y a l'autocensure et l'autodiscipline dans tout ce qu'on fait. L'intervention se trouve dans nos têtes et dans notre pensée ; comment nous allons vendre plus, comment les chiffres de AGB seront les meilleurs possibles le jour suivant. Ainsi en essayant de maintenir nos revenus nous nous impliquons dans une histoire qui n'a pas fin...Le journaliste est totalement dépendant du temps et de l'audience, il est incorporé à un mécanisme qui ne fait que produire de l'audience, il essaie de produire de l'audience³⁴⁴.

³⁴¹ Entretien avec T. Michopoulos, Athènes, 19/07/2004.

³⁴² *Ibid.*

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*

Les structures de l'entreprise privée (coût bas de production, mesures d'audience) exercent une pression sur le travail journalistique et la production journalistique aboutissant à un automatisme de pratiques journalistiques journalières sur le choix des nouvelles. La concurrence amène au mimétisme des pratiques et finalement au recyclage de l'information. Ce mécanisme qui produit de l'audience est celui qui produit des nouvelles en même temps que l'importance des nouvelles.

3.2.3. ... et l'incompatibilité avec les partis de la gauche

Or, ce mécanisme de production des nouvelles du jour et de leur importance n'est pas compatible avec l'importance que les nouvelles ont dans les stratégies et les calculs des partis de la gauche. Les stratégies des deux partis visent à la promotion des enjeux sur lesquels un travail partisan considérable a précédé ; ils ne sont pas prêts à réagir sur des sujets non travaillés, sur lesquels n'existe pas une thèse préparée, une ligne politique, une préparation quelconque.

Par ailleurs, nous avons montré que les enjeux par rapport auxquels les deux partis de la gauche se mobilisent sont des enjeux d'actualité politique et internationale pour lesquels la télévision privée n'a pas d'intérêt spécial, comme les journaux quotidiens ou la télévision publique.

En amont, c'est une question de dispositif : les deux partis de la gauche ne disposent pas de bureaux de presse prêts à se mobiliser sur n'importe quel sujet de l'actualité. Leurs bureaux sont animés par des membres du parti dont le travail est une question de bénévolat. Or, les deux partis de gouvernement disposent aussi bien de bureaux de presse prêts à réagir que de professionnels, entre autres, de journalistes, qui connaissent comment agir et comment parler à propos des enjeux de l'actualité à la télévision.

Pour le journaliste de télévision cette incompatibilité face à l'importance des nouvelles à propos desquelles on se mobilise, se traduit en faiblesse à suivre l'ordre du jour tel qu'établit par les médias. La télévision demande une intervention immédiate, vite faite, une condition de vigilance envers les enjeux de l'actualité mais aussi une organisation capable de soutenir de telles interventions. Elle demande une organisation de la

communication partisane qui non seulement se fait pour la télévision mais aussi qui la suit.

A ce sujet T. Michopoulos³⁴⁵ souligne :

Mich. : [Les petits partis] suivent une stratégie très particulière. Ils ont une chose en tête et même si le chaos se produit ...

F : Ils ne s'adaptent pas... ?

Mich. : Oui, et en plus ils ne connaissent pas les sujets. Ils ne connaissent pas les sujets et ils ne savent pas comment intervenir pour aborder un sujet et en faire un enjeu. Ils ont en tête une chose particulière et ils font une déclaration qui s'adapte dans leur boîte. Et, en plus il y a des problèmes internes dans les deux espaces politiques et pour cela ils ne...

F : Quand vous dites qu'ils n'interviennent pas, cela veut dire qu'ils ne suivent pas l'actualité.... ?

Mich. : Ils ne suivent pas l'actualité et ils n'ont pas de personnels qui pourraient produire l'actualité et préparer des choses. Par exemple, le projet de loi sur la santé. Le K.K.E. et le Synaspismos pourraient avoir dix médecins qui ne seraient pas membres des partis et qui pourraient réagir immédiatement par une note au bureau de la presse qui ferait après la rédaction et il dirait aux leaders des partis d'agir de telle ou autre façon. Et ainsi on parle de façon générale. Et ainsi rien de tout. On prend par exemple les médicaments. T'as vu une annonce ? Et les médicaments concernent toute la Grèce. Le Synaspismos et le K.K.E. ne peuvent pas faire du laïcisme avec les médicaments ? Si, ils peuvent. Mais cela nécessite du travail pour 10 choses de base. Moi je ne parle pas de choses abstraites mais de choses qui concernent notre poche. En août ce sera l'enfer avec les transports. On ne pourra pas circuler. Est-ce que quelqu'un s'en est occupé ? Non. Et ceux qui s'en occupent, personne ne les lit.

Les partis de la gauche restent marginaux parce qu'ils ne respectent pas la logique de l'actualité mais surtout la logique de la télévision. Le rédacteur en chef de la chaîne privée reproche aux partis de la gauche un refus de ce qui constitue la logique de la télévision, la logique de l'immédiat, de la prédominance de l'actualité, mais aussi de la logique 'laïciste' avec laquelle elle doit aborder les enjeux. La télévision demande une position claire mais aussi formée de façon qu'elle soit reçue facilement par les téléspectateurs. Elle exige un discours respectant les principes du grand nombre, un discours commode et accessible à tous, ce qui n'est compatible ni avec les stratégies ni avec les discours tenus par les « prétendants » de la Gauche.

Le modèle de l'offre des « prétendants » de la Gauche

Nous avons parlé dans l'introduction de ce chapitre de la croyance en la « faiblesse » des partis de Gauche à influencer l'agenda politique. Cette opinion est partagée par les membres des deux partis parlementaires de la Gauche. D'après les porte-parole des deux partis de la Gauche, l'influence de ces derniers sur l'agenda politique reste

³⁴⁵ *Ibid.*

marginalisée. Pour le porte-parole du Synaspismos³⁴⁶ ceci est fonction du contrôle des médias par les grands intérêts économiques, de l'enchevêtrement de la politique avec les intérêts et des normes professionnelles régissant le champ journalistique :

Nous n'avons qu'un contrôle limité sur l'agenda. Par ailleurs, la controverse autour de l'information est de nature politique ; on ne diffuse pas des enjeux d'opinion et pour ceci nous n'avons qu'une possibilité d'influence limitée. Ce qui s'est vraiment passé à Gènes, n'a été diffusé que par un petit nombre de médias. On n'a pas pu le passer. Or, la télévision et la presse, à un degré bas, ne s'occupent pas des enjeux économiques cruciaux qui ont à faire avec des intérêts économiques que nous faisons émerger, les casinos, la transparence et l'entrelacement. Il existe un contrôle des médias de la part des grands intérêts économiques, c'est aussi la politique, les grands intérêts économiques et les normes professionnelles alibis du journalisme, la logique de ce qui se vend ou ne se vend pas, ce qui est fameux ; ces trois facteurs sont pour nous un obstacle que nous ne pouvons pas facilement dépasser.

Le ex porte- parole du parti communiste³⁴⁷ est plus catégorique. Pour lui, il s'agit d'une question qui à trait à l'influence majeure des événements politiques, des médias et du gouvernement :

Trois choses déterminent l'agenda politique : les événements réels ou les événements objectifs, la ligne suivie par les médias, les grands médias, et le gouvernement. Ces trois facteurs sont les plus déterminants.

Les ressources sont inégalement distribuées par rapport à la position occupée dans le champ politique et la participation à la formation de l'agenda devient une question de rapports de forces, des stratégies des acteurs et des médias. La « faiblesse » des deux partis de la Gauche est le résultat de la convergence de ces facteurs. Notons par ailleurs, le rôle joué par les sondages qui excluent les deux partis de Gauche des mesures du degré de compétence à résoudre les problèmes politiques.

Nous avons montré comment les « prétendants » de la Gauche démunis de ressources dont jouissent les « établis » et agissant avec l'objectif de la représentation politique de la Gauche promeuvent une offre de physionomie visant à la captation de l'attention de publics spécifiques, à la dénonciation des activités gouvernementales et à la gouvernance de la dynamique de la représentation politique.

³⁴⁶ Entretien avec N. Voutsis, Athènes, 20/07/2004.

³⁴⁷ Entretien avec M. Kopsidis, Athènes, 18/11/2004.

Nous avons observé les stratégies que les partis mettent en oeuvre pour rendre compétitives leurs offres sur le marché politique. Etant fonction des différents positionnements des deux partis sur le champ de la compétition partisane les choix stratégiques sont différenciés. Les ressources de conjoncture, partisans, d'information, d'influence et du nombre se révèlent pertinentes à la mise en oeuvre des stratégies.

La polarisation du K.K.E. consiste à rendre visible à des publics élargis et partisans la pureté idéologique des axes partisans en démontrant les effets pervers de l'activité gouvernementale à des fins de mobilisation de la force militante. L'exposition du nombre que le parti peut mobiliser est la condition principale de l'inscription de l'offre communiste sur l'agenda politique. La communication sélective de l'offre vers les publics partisans sert à cet objectif.

La politisation du Synaspismos consiste à attribuer à l'autorité gouvernementale la prise en charge d'un problème ainsi publiquement reconnu par des associations, des groupes de pression, des spécialistes, des journaux. Le Synaspismos est le parti le plus démuné de ressources. L'exploitation de l'information médiatique et de ses alliances sociales sont les moyens les plus pertinents de démonstration de sa spécificité sur le marché politique. La révélation de l'importance politique et sociale de son offre est la condition permettant au Synaspismos d'influencer l'agenda politique. A cet effet, la visibilité sociale des questions politiques promises par le parti est un objectif important.

L'influence des « prétendants » de la Gauche sur l'agenda médiatique reste marginalisée. Etant fonction de l'objectif politique de l'ancrage dans des publics et des problèmes spécifiques, l'influence exercée par les deux partis est orientée sur la revendication de la représentation électorale de l'espace symbolique de la Gauche. Or, la dynamique de l'influence ne dépend pas seulement des conditions propres aux milieux politiques des deux partis, elle est également sous la dépendance des caractéristiques du champ médiatique.

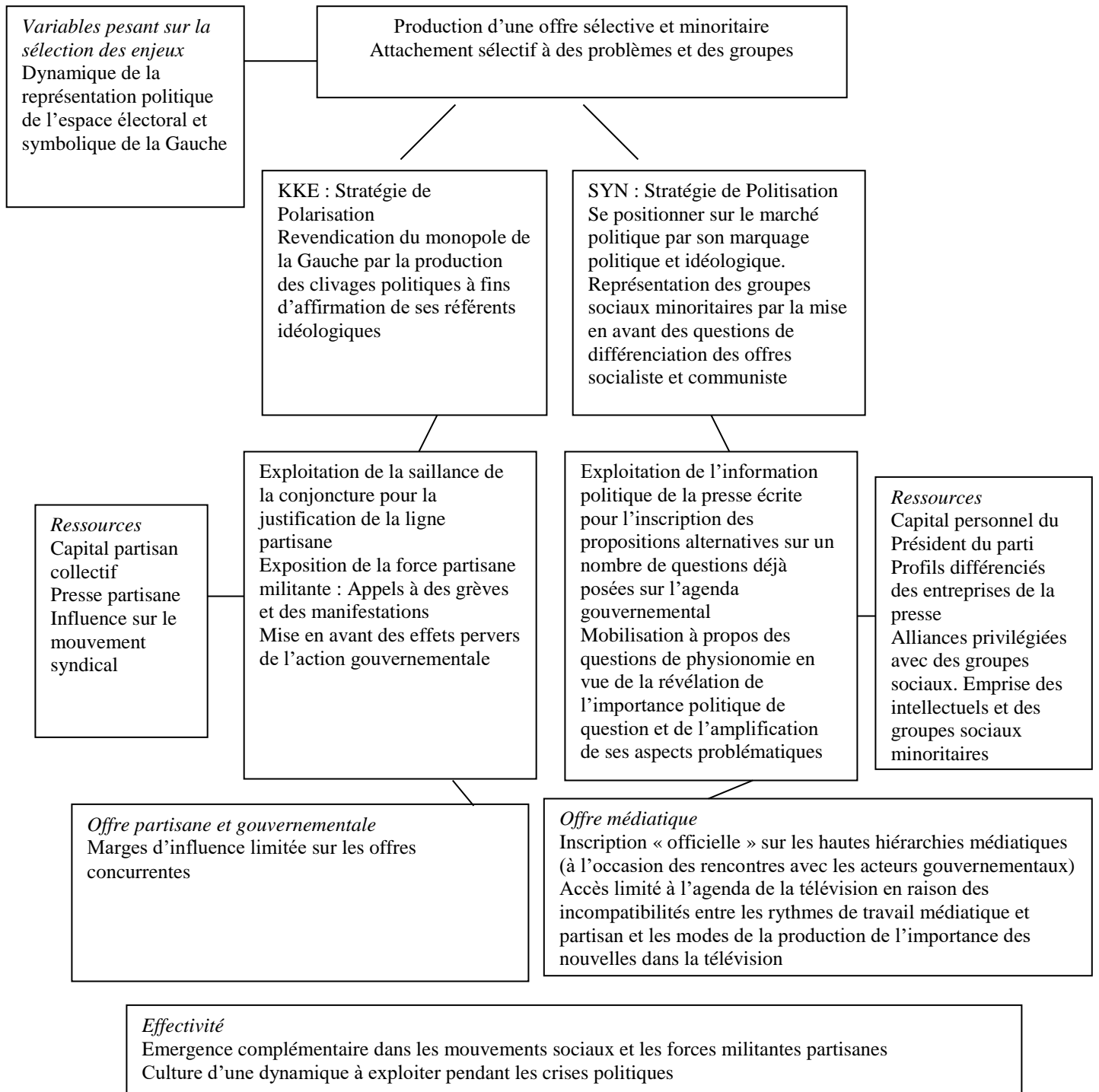
Nous avons parlé de l'incompatibilité des logiques entre les pratiques du champ journalistique et du champ de la Gauche dans la production des nouvelles du jour et dans les modes de mobilisation mais aussi de la mode de la production de l'intérêt des nouvelles dans la télévision privée (processus qui obéit aux pratiques nées de la concurrence sévère entre les chaînes privées).

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Les offres partisans restent en marge de la visibilité médiatique, ce qui suggère, pour une part, la marginalisation de leur influence sur la scène politique. La visibilité des offres de Gauche reste limitée au cadre d'une « visibilité officielle » telle qu'elle a lieu dans le cadre des rencontres officielles avec les acteurs gouvernementaux et institutionnels.

L'ancrage de ces deux groupes politiques constitue leur capital politique qui serait mobilisé dans les conjonctures non routinières de façon efficace. Lors de ces conjonctures de crise, la coordination avec les autres partis politiques et l'exploitation de l'attention médiatique valorisent les prises de position des partis de la Gauche qui se révèlent des acteurs principaux de la promotion des questions politiques.

Schéma 3 L'offre des « prétendants » de la Gauche



Chapitre 4.

L'offre des députés : une offre segmentée

Nous allons présenter le modèle de l'offre parlementaire³⁴⁸ produit de la mobilisation des députés des quatre partis parlementaires. L'action des parlementaires est largement dépendante de leur souci d'assurer leur réélection en se consacrant à la représentation des demandes sociales catégorielles. Compte tenu du fait qu'ils s'adressent, prioritairement, à des publics spécifiques et de la visibilité limitée de leurs actions par les médias, le mode d'action des députés est silencieux. Les ressources mobilisées visent à confirmer l'importance des problèmes auprès des autorités administratives : la presse écrite, la densité des demandes sociales mais aussi des variables tels que l'intérêt public, le danger et la responsabilité gouvernementale valorisent la nécessité de la régulation politique des problèmes.

1. Changement des promoteurs – différenciation de l'offre : La production d'une offre parlementaire

L'analyse du modèle s'appuie sur l'observation des questions actuelles et des réquisitions des députés pour la période des quatre mois. Notre but étant de montrer l'offre proposée par les députés nous n'avons pas pris en compte le travail législatif, c'est-à-dire, les débats sur les projets de loi et les dispositions révisées lors de la Révision de la Constitution (janvier – avril 2001).

³⁴⁸ Il faut rappeler ici ce que nous avons écrit dans l'introduction à propos de l'autonomisation retardée et du malaise de certaines institutions helléniques comme le Parlement face à l'agrandissement rapide et hypertrophique du pouvoir exécutif et des partis politiques. Nous avons alors avancé l'hypothèse des effets de ce malaise sur la capacité d'influence et de participation de certaines institutions dans l'élaboration de l'agenda. C. Lyrintzis, I. Nikolakopoulos et D. Sotiropoulos citent le fonctionnement parlementaire des partis pour donner un exemple de ce que la « consolidation partielle de certains aspects du régime » est selon eux. Nous citons : « La dégradation du parlement n'est pas une caractéristique propre à la vie politique grecque. La production des lois, abondante mais aussi inégale, la manque de controverse essentielle entre les députés, la présence faible des députés et du Premier Ministre dans le parlement, n'est pas un phénomène grec mais international ; il résulte du renforcement du pouvoir exécutif en dépit du pouvoir législatif dans la majorité des démocraties du 20^{ème} siècle. Pourtant dans le cas de la démocratie grecque, le déclin du fonctionnement du parlement est spécialement renforcé et indicatif du manque de contrôle sur le gouvernement central. » Voir C. Lyrintzis, I. Nikolakopoulos, D. Sotiropoulos. Introduction : La qualité et le fonctionnement de la troisième République Hellénique. *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (en grec) / ed. par Christos LYRINTZIS, Ilias NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS. Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 19-42, p. 22.

Trois aspects différencient l'offre proposée par les députés de celle proposée par les groupes dirigeants des partis politiques : a) les promoteurs de l'offre ne sont plus les groupes dirigeants mais les députés des partis, b) la formation de l'offre prend appui plutôt sur des demandes sociales catégorielles et régionales et c) l'émission de l'offre ne passe pas par les publics élargis (nécessairement) mais par les publics restreints, publics politiques et administratifs. Les conditions de la production et de l'émission de l'offre changent étant donné que la lutte des députés est une lutte pour la défense de leur enracinement social, régional et partisan. Le choix des problèmes rend compte de la dépendance des députés de leur objectif, celui de leur réélection dans leurs circonscriptions électorales.

Mais avant d'aller plus loin dans le développement, jetons un regard sur les conditions de la production de l'offre parlementaire. Commençons par traiter quelques questions de contextualisation.

Les deux partis de gouvernement occupent, en 2000-2004, 95% des 300 sièges parlementaires (185 le parti au pouvoir, PA.SO.K. et 125 le parti d'opposition majoritaire, N.D.). Or, le nombre des sièges gagnés n'est pas équivalent au nombre des questions déposées. Les députés des partis de gauche présentent une activité parlementaire plus intense malgré le petit nombre de sièges parlementaires qu'ils occupent. Le parti communiste (onze députés), dépose, durant la période des quatre mois de notre recherche, 68 questions, soit 24% du total des questions déposées (28% le parti gouvernant et 34% le parti de l'opposition majoritaire) (voir tableau ci-dessous).

Tableau 31 Les sièges parlementaires (2000-2004) et les questions déposées

Sièges parlementaires	Total	Athènes et Pirée	Salonique	Autres	Questions-Réquisitions
PA.SO.K.	158	39	11	108 (68%)	80 (28%)
N.D.	125	33	7	85 (68%)	95 (34%)
K.K.E.	11	4	2	5 (45%)	68 (24%)
SYNASPISMOS	6	5	1	0	31 (11%)
Total	300	81 (27%)	21	198 (70%)	282

Le tableau relève une caractéristique importante : 68% des députés sont élus dans les régions grecques (nous ne comptons pas Salonique). L'origine des députés influence largement la constitution de l'offre parlementaire de sorte que cette dernière sera constituée

dans une large partie de questions orales posées au gouvernement concernant les problèmes des circonscriptions électorales des députés.

1.1. Typologie de l'offre : des groupes dirigeants aux députés

En nous appuyant sur une première quantification³⁴⁹ des questions orales déposées par les députés, nous pouvons établir une typologie de l'offre parlementaire, qui saurait distinguer entre l'*offre régionale*, l'*offre catégorielle*, l'*offre nationale* et l'*offre d'actualité* (cette dernière fera l'objet du chapitre 7 de la deuxième partie). Le critère retenu pour la mise en oeuvre de la typologie est la « référence » aux agents du problème : les régions, les groupes professionnels, les politiques gouvernementales et les événements imprévus (problèmes d'actualité) constituent des sources de référence pour la mise sur agenda du problème.

La première catégorie, celle de l'*offre régionale*, porte sur les questions touchant les circonscriptions électorales des députés³⁵⁰ : on y range les problèmes des régions comme le manque d'équipements collectifs, les promesses gouvernementales non tenues concernant des travaux publics dans la région etc. La deuxième catégorie, l'*offre catégorielle*, porte sur les problèmes touchant des catégories professionnelles spécifiques, par exemple les agriculteurs ou les fonctionnaires dans le service public. La troisième catégorie, l'*offre nationale*, se réfère aux problèmes dépassant les clivages régionaux ou catégoriels : qu'il s'agisse de questions sociales (les questions de l'alcoolisme, de la drogue), des questions de politiques publiques (Fiscalité, Communication), des questions sociétales (Chômage, Environnement) ou des enjeux politiques (Affaires Etrangères). Il s'agit plutôt d'une catégorie où les adhésions partisans et les clivages politiques prévalent sur les ancrages locaux ou la représentation sélective des groupes sociaux.

³⁴⁹ Cf. Annexe I pour la présentation des principes de quantification et de codification.

³⁵⁰ Pour chaque député nous avons comparé la région sur laquelle porte la question et la région d'élection du député.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Tableau 32 Le décompte fréquentiel des catégories parlementaires pendant les quatre mois

Typologie	En N En %	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Actualité	N	17	4	6		27
	% dans la catégorie	63,0%	14,8%	22,2%		100,0%
Catégoriels	N	8	17	33	9	67
	% dans la catégorie	11,9%	25,4%	49,3%	13,4%	100,0%
Nationaux	N	13	25	34	12	84
	% dans la catégorie	15,5%	29,8%	40,5%	14,3%	100,0%
Régionaux	N	27	25	39	13	104
	% dans la catégorie	26,0%	24,0%	37,5%	12,5%	100,0%
Total	N	65	71	112	34	282
	% dans la catégorie	23,0%	25,2%	39,7%	12,1%	100,0%

Le tableau ci-dessus nous permet de faire deux constatations. La première est celle de la priorité des problèmes régionaux (37% du total), ce qui nous permettra de parler de la prédominance de l'offre régionale. Une deuxième constatation est la continuité temporelle des catégories, à l'exception de la « catégorie d'actualité » par nature conjoncturelle.

Nous soutenons, donc, que l'offre parlementaire est dépendante des circonscriptions régionales des députés, des catégories professionnelles spécifiques et de la position relative du député et du parti dans l'espace politique. On peut parler d'une offre régionale et segmentée, ce qui n'est pas le cas, on l'a vu, de l'offre proposée par les groupes dirigeants des partis. L'offre parlementaire est enracinée dans des intérêts régionaux et tend à représenter des intérêts professionnels très précis.

1.2. Une offre régionale : L'agenda des « qui »

Dégageons quelques caractéristiques de l'offre parlementaire. Premièrement, en ce qui concerne les deux partis de gouvernement, notons que la grande majorité des questions déposées porte sur les sujets régionaux (tableau ci-dessous) et, de même, la grande majorité des députés « mobilisés » dans le parlement est constituée de députés régionaux. Deuxièmement, en ce qui concerne les partis de gauche, notons que le parti communiste reste attaché plutôt aux enjeux catégoriels et donc aux groupes professionnels spécifiques (agriculteurs et travailleurs), tandis que l'offre des députés de Synaspismos est plutôt une *offre nationale*, car les députés du parti sont attachés plutôt à une controverse partisane au parlement qui saurait mettre en évidence l'inefficacité gouvernementale autour des questions préoccupant l'ensemble du pays. Cette tendance est strictement liée à l'absence

d'une représentation régionale³⁵¹ du Synaspismos qui implique une distanciation par rapport aux demandes locales et sectorielles.

En ce qui concerne les deux partis de gauche, notons également que les députés se mobilisent à propos de toutes les catégories de l'offre parlementaire. C'est à dire que les mêmes députés déposent des questions à la fois pour les sujets « régionaux », « catégoriels » ou « nationaux ». Tel n'est pas le cas des députés des deux partis de gouvernement qui se mobilisent à propos des enjeux « régionaux » ou « nationaux » ou « catégoriels ». Nous pouvons ainsi parler d'une certaine « spécialisation » des députés des deux partis de gouvernement. Or, il faut noter que seuls 24% (38 députés sur 158) de l'ensemble des députés du PA.SO.K. deviennent des promoteurs des enjeux, et par analogie 38% (48 députés sur 125) des députés de la N.D.. En revanche, les députés des partis de gauche sont tous promoteurs des causes au parlement. Notons que 55% et 60% des députés des deux partis de gouvernement deviennent des promoteurs une fois seulement. En revanche, les députés de gauche interviennent au moins deux fois chacun. Il existe donc un corpus solide et restreint, de députés des deux partis de gouvernement qui déploie une forte activité parlementaire, et un grand corpus de députés en rotation continue.

Tableau 33 Fréquences d'apparition des catégories de l'offre parlementaire par parti politique

	En N En (%)	Régionaux	Catégoriels	Nationaux	Actualité	Total
PA.SO.K.	N	34	18	24	4	80
	% dans le parti	42,5%	22,5%	30,0%	5,0%	100,0%
Nea Dimokratia	N	35	19	28	13	95
	% dans le parti	36,8%	20,0%	29,5%	13,7%	100,0%
K.K.E. (P.C.G.)	N	23	25	13	7	68
	% dans le parti	33,8%	36,8%	19,1%	10,3%	100,0%
SYNASPISMOS	N	9	4	16	2	31
	% dans le parti	29,0%	16,1%	48,4%	6,5%	100,0%
Les députés indépendants Karatzaferis- Kedikoglou	N	3	x	4	1	8
	% dans le parti	37,5%	x	50%	12,5%	100,0%
Total	N	104	67	84	27	282
	% dans le parti	37%	24%	30%	9%	100,0%

³⁵¹ En effet, les frontières des régions sont plus élargies dans le cas des deux partis de la gauche; celui qui est élu dans la région de Salonique représente l'ensemble de la périphérie de Macédoine ou celui élu dans celle de Achaïe représente la périphérie de Péloponnèse. Synaspismos n'a de députés qu'à Salonique (soit la Macédoine). On ne verra Synaspismos promoteur de problèmes régionaux que dans le cas où la presse ou des collectivités politiques se mobilisent autour d'une cause.

Pour conclure, il faut bien retenir les différences entre les partis parlementaires. L'*offre régionale* est le produit, notamment, des députés régionaux du parti gouvernant et de l'opposition majoritaire. En revanche, les deux partis de gauche se différencient par le fait que le parti communiste s'appuie sur des enjeux « régionaux » et « catégoriels » tandis que l'offre de Synaspismos est une *offre nationale*, ceci étant le produit du manque de répartition régionale de ses forces politiques.

1.3. Une offre segmentaire : L'agenda des « quoi »

Par *offre segmentaire* nous entendons le traitement segmenté des problèmes par les députés de tous les partis parlementaires. Les questions d'agriculture, d'environnement, d'emploi, de santé et d'aménagement sont traitées par référence aux problèmes des régions et aux catégories spécialisées de la population.

Nous allons, tout d'abord, voir les thèmes prioritaires pour chaque parti politique et ensuite la répartition des problèmes par rapport aux catégories de la typologie. Notons que les questions d'agriculture (14,5% dans l'ensemble des enjeux traités par les députés), d'aménagement (14,5%), d'emploi (11,3 %), de santé (10,1%), d'environnement (9,3%) et les questions portant sur les entreprises (8,5%) sont placées aux premiers rangs de la hiérarchie parlementaire³⁵².

³⁵² On ne s'intéressera pas dans cette partie aux questions déposées par les députés « indépendants » et aux questions « d'actualité ».

L'offre des députés : une offre segmentée

Tableau 34 Fréquences d'apparition des thèmes dans les questions actuelles des députés

THEMES	N et %	PA.SO.K.	N.D.	K.K.E.	Synaspismos	Total
Aménagement	N	11	14	9	2	36
	% dans le parti	14,5%	17,1%	14,8%	6,9%	14,5%
Agriculture	N	11	14	9	2	36
	% dans le parti	14,5%	17,1%	14,8%	6,9%	14,5%
Emploi	N	8	8	11	1	28
	% dans le parti	10,5%	9,8%	18,0%	3,4%	11,3%
Santé	N	9	10	6		25
	% dans le parti	11,8%	12,2%	9,8%		10,1%
Environnement	N	7	5	1	10	23
	% dans le parti	9,2%	6,1%	1,6%	34,5%	9,3%
Entreprises	N	4	5	10	2	21
	% dans le parti	5,3%	6,1%	16,4%	6,9%	8,5%
Ordre public	N	2	4	4	1	11
	% dans le parti	2,6%	4,9%	6,6%	3,4%	4,1%
Economie	N	6	2	1	3	12
	% dans le parti	7,9%	2,4%	1,6%	10,3%	4,8%
Education	N	3	5	4		12
	% dans le parti	3,9%	6,1%	6,6%		4,8%
Affaires Etrangères	N	4	1	1	3	9
	% dans le parti	5,3%	1,2%	1,6%	10,3%	3,6%
Communication	N	2	3			5
	% dans le parti	2,6%	3,7%			2,0%
Secteur public	N	1	3	1		5
	% dans le parti	1,3%	3,7%	1,6%		2,0%
Cabotage	N	1	2	2		5
	% dans le parti	1,3%	2,4%	3,3%		2,0%
Drogues	N	1	1		2	4
	% dans le parti	1,3%	1,2%		6,9%	1,6%
Jeux Olympiques	N	1		2	1	4
	% dans le parti	1,3%		3,3%	3,4%	1,6%
Transports	N	1	2			3
	% dans le parti	1,3%	2,4%			1,2%
Défense	N		1		1	2
	% dans le parti		1,2%		3,4%	,8%
Santé publique	N	2				2
	% dans le parti	2,6%				,8%
Alcoolisme	N	1	1			2
	% dans le parti	1,3%	1,2%			,8%
Tourisme	N		1			1
	% dans le parti		1,2%			,4%
Immigration	N				1	1
	% dans le parti				3,4%	,4%
Accidents	N	1				1
	% dans le parti	1,3%				,4%
Total	N	76	82	61	29	255
	% dans le parti	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Notons, tout d'abord, le rapprochement thématique des deux partis de gouvernement, ce qui montre, en effet, leur autonomisation d'une offre partisane. En revanche, les deux partis de gauche semblent reprendre au parlement les questions « partisans », à savoir les questions environnementales (proposées par les députés de Synaspismos) et les questions de l'emploi et de l'agriculture, questions de prédilection du parti communiste. L'attachement sélectif des deux partis de la gauche à certaines questions sociales et catégories professionnelles, que nous avons déjà présenté dans le chapitre précédent, est présent également dans l'offre parlementaire.

Une autre caractéristique frappante est la « convergence » observée entre les trois partis, le parti au pouvoir, l'opposition majoritaire et le parti communiste sur des thèmes d'agriculture, d'aménagement, d'emploi et de santé. Nous allons voir que la convergence porte davantage sur la représentation des intérêts sociaux et régionaux liés à ces questions qu'à la portée du problème lui-même. Les pourcentages exposés dans le tableau ci-dessous nous permettent de comprendre qu'à l'origine de la convergence des trois partis se trouve la segmentation des problèmes. 86% de la question de l'« aménagement » porte sur les problèmes des régions (manques d'infrastructures, de routes nationales), 75% de l'« agriculture » porte sur les problèmes des producteurs spécifiques (producteurs d'olive, producteurs de pêches etc.), 46% de l'« emploi » porte sur des catégories professionnelles spécifiques et 25% sur les régions, 72% de la « santé » se réfère aux régions et aux problèmes spécifiques des hôpitaux, des infrastructures (ambulances) et des manques en personnel, 50% de l'« éducation » concerne des groupes de fonctionnaires dans le domaine de l'éducation et 41% sur les problèmes des régions et 69,6% de l'« environnement » est lié aux régions.

L'offre des députés : une offre segmentée

Tableau 35 Fréquences d'apparition des catégories de l'offre parlementaire (par parti politique)

THEMES		Partis	N et %	Catégoriels	Nationaux	Régionaux	Total		
Thèmes majeurs et « segmentés »	Agriculture	SYN	N	1		1	2		
				% du total de l'enjeu	2,8%		2,8%	5,6%	
		K.K.E.	N	7	1	1	9		
				% du total de l'enjeu	19,4%	2,8%	2,8%	25,0%	
		N.D.	N	9	1	4	14		
				% du total de l'enjeu	25,0%	2,8%	11,1%	38,9%	
		PA.SO.K.	N	10		1	11		
				% du total de l'enjeu	27,8%		2,8%	30,6%	
		Total	N	27	2	7	36		
				% du total de l'enjeu	75,0%	5,6%	19,4%	100,0%	
Aménagement		SYN	N			2	2		
				% du total de l'enjeu			5,1%	5,1%	
		K.K.E.	N		1	8	9		
				% du total de l'enjeu		2,6%	20,5%	23,1%	
		N.D.	N		3	11	14		
				% du total de l'enjeu		7,7%	28,2%	35,9%	
		PA.SO.K.	N		1	10	11		
				% du total de l'enjeu		2,6%	25,6%	28,2%	
		Total	N		5	31	36		
				% du total de l'enjeu		13,8%	86,1%	100,0%	
Emploi		SYN	N	1			1		
				% du total de l'enjeu	3,6%			3,6%	
		K.K.E.	N	7	3	1	11		
				% du total de l'enjeu	25,0%	10,7%	3,6%	39,3%	
		N.D.	N	2	3	3	8		
				% du total de l'enjeu	7,1%	10,7%	10,7%	28,6%	
		PA.SO.K.	N	3	2	3	8		
				% du total de l'enjeu	10,7%	7,1%	10,7%	28,6%	
		Total	N	13	8	7	28		
				% du total de l'enjeu	46,4%	28,6%	25,0%	100,0%	
Santé		K.K.E.	N	2	1	3	6		
				% du total de l'enjeu	8,0%	4,0%	12,0%	24,0%	
		N.D.	N	2		8	10		
				% du total de l'enjeu	8,0%		32,0%	40,0%	
		PA.SO.K.	N	2		7	9		
				% du total de l'enjeu	8,0%		28,0%	36,0%	
		Total	N	6	1	18	25		
				% du total de l'enjeu	24,0%	4,0%	72,0%	100,0%	
		Environnement		SYN	N		5	5	10
						% du total de l'enjeu		21,7%	21,7%
K.K.E.	N					1	1		
				% du total de l'enjeu			4,3%	4,3%	
N.D.	N					5	5		
				% du total de l'enjeu			21,7%	21,7%	
PA.SO.K.	N				2	5	7		
				% du total de l'enjeu		8,7%	21,7%	30,4%	
Total	N				7	16	23		
				% du total de l'enjeu		30,4%	69,6%	100,0%	
Education		K.K.E.	N	3		1	4		
				% du total de l'enjeu	25,0%		8,3%	33,3%	
		N.D.	N	2	1	2	5		
				% du total de l'enjeu	16,7%	8,3%	16,7%	41,7%	

Les offres politiques en conjonctures routinisées

THEMES		Partis	N et %	Catégoriels	Nationaux	Régionaux	Total	
		PA.SO.K.	N	1		2	3	
			% du total de l'enjeu	8,3%		16,7%	25,0%	
		Total	N	6	1	5	12	
			% du total de l'enjeu	50,0%	8,3%	41,7%	100,0%	
Secteur public		K.K.E.	N	1			1	
			% du total de l'enjeu	16,7%			16,7%	
		N.D.	N	2	1		3	
			% du total de l'enjeu	33,3%	16,7%		50,0%	
		PA.SO.K.	N	1			1	
			% du total de l'enjeu	16,7%			16,7%	
		Total	N	4	2		6	
			% du total de l'enjeu	66,7%	33,3%		100,0%	
Entreprises		SYN	N		2		2	
			% du total de l'enjeu		9,5%		9,5%	
		K.K.E.	N	3	2	5	10	
			% du total de l'enjeu	14,3%	9,5%	23,8%	47,6%	
		N.D.	N	1	3	1	5	
			% du total de l'enjeu	4,8%	14,3%	4,8%	23,8%	
		PA.SO.K.	N		3	1	4	
			% du total de l'enjeu		14,3%	4,8%	19,0%	
		Total	N	4	10	7	21	
			% du total de l'enjeu	19,0%	47,6%	33,3%	100,0%	
Thèmes « nationaux »	Economie	SYN	N	1	2		3	
			% du total de l'enjeu	8,3%	16,7%		25,0%	
		K.K.E.	N			1	1	
			% du total de l'enjeu			8,3%	8,3%	
		N.D.	N		2		2	
			% du total de l'enjeu		16,7%		16,7%	
		PA.SO.K.	N	1	2	3	6	
			% du total de l'enjeu	8,3%	16,7%	25,0%	50,0%	
		Total	N	2	6	4	12	
			% du total de l'enjeu	16,7%	50,0%	33,3%	100,0%	
	Ordre public		SYN	N		1		1
				% du total de l'enjeu		8,3%		8,3%
			K.K.E.	N	1	3		4
				% du total de l'enjeu	8,3%	25,0%		33,3%
		N.D.	N		4		4	
			% du total de l'enjeu		33,3%		33,3%	
		PA.SO.K.	N		2		2	
			% du total de l'enjeu		16,7%		16,7%	
		Total	N	1	10		11	
			% du total de l'enjeu	9%	91%		100,0%	
Affaires Etrangères		SYN	N		3		3	
			% du total de l'enjeu		33,3%		33,3%	
		K.K.E.	N		1		1	
			% du total de l'enjeu		11,1%		11,1%	
		N.D.	N		1		1	
			% du total de l'enjeu		11,1%		11,1%	
		PA.SO.K.	N		4		4	
			% du total de l'enjeu		44,4%		44,4%	
		Total	N		9		9	
Accidents			% du total de l'enjeu		100,0%		100,0%	
		PA.SO.K.	N		1		1	
			% du total de l'enjeu		100,0%		100,0%	

L'offre des députés : une offre segmentée

THEMES	Partis		Catégoriels	Nationaux	Régionaux	Total
	Total	N		1		1
Alcoolisme		% du total de l'enjeu		100,0%		100,0%
	N.D.	N		1		1
		% du total de l'enjeu		50,0%		50,0%
	PA.SO.K.	N		1		1
		% du total de l'enjeu		50,0%		50,0%
	Total	N		2		2
Défense		% du total de l'enjeu		100,0%		100,0%
	SYN	N		1		1
		% du total de l'enjeu		50,0%		50,0%
	N.D.	N		1		1
		% du total de l'enjeu		50,0%		50,0%
	Total	N		2		2
Communication		% du total de l'enjeu		100,0%		100,0%
	N.D.	N		3		3
		% du total de l'enjeu		50,0%		50,0%
	PA.SO.K.	N		2		2
		% du total de l'enjeu		33,3%		33,3%
	Total	N		6		6
		% du total de l'enjeu		100,0%		100,0%

Le tableau révèle de façon remarquable l'« ancrage » des députés dans les circonscriptions électorales et leur intérêt pour des groupes professionnels spécifiques. Le parlement devient le lieu par excellence de l'enracinement social et régional des partis. La controverse est focalisée sur la représentation des régions et des groupes professionnels dont les députés sont dépendants pour leur survie électorale. La segmentation est la caractéristique la plus importante de l'offre parlementaire.

2. Processus de mise sur agenda gouvernemental : la légitimité des problèmes publics

L'inscription de l'offre des députés sur l'agenda gouvernemental ou administratif est l'enjeu majeur qui détermine ce processus de mise sur agenda. L'inscription sur l'agenda légitime le travail de la représentation politique des députés et « satisfait » leurs objectifs politiques, qu'ils soient collectifs ou individuels : plus concrètement, elle assure la survie électorale des députés régionaux, anime la controverse inter-partisane, justifie la ligne partisane et affirme le parti comme le représentant par excellence des groupes spécifiques.

Or, il faut rendre compte des conditions d'émission de cette offre sélective et bien ancrée. Tout d'abord, elle a lieu dans un lieu public de compétition partisane qui n'est pas

médiatisé puisque la télévision ne se préoccupe pas des questions posées par les parlementaires hormis dans les cas de controverses partisans, de « questions classiques », comme par exemple la discussion sur le budget ou de la discussion des questions posés par les leaders des partis. Par la suite, l'offre ne s'adresse pas à un public élargi. Finalement, pour parvenir à inscrire le problème sur l'agenda administratif et gouvernemental, il faut convaincre de son importance et de la nécessité de le résoudre. Une fois que les conditions de la production et d'émission de l'offre changent, les ressources mobilisées pour la configuration des causes et les modes de leur promotion, ne sont plus les mêmes.

2.1. Les fondements de la reconnaissance publique des problèmes

Lors de ce processus de promotion de l'offre, les ressources mobilisées doivent être efficaces pour affirmer la reconnaissance publique du problème. Nous allons voir que les ressources mobilisées par les députés sont inscrites dans les demandes sociales (groupes de pression, groupes professionnels, « opinion publique », agents collectifs etc.) et dans la publicité (sources officielles, presse politique etc.). La mobilisation de ces ressources fonde la légitimité du problème et incite à sa prise en compte par les autorités publiques.

2.1.1. Les demandes sociales ou l'affirmation du nombre

Parmi les demandes sociales on distingue les demandes « floues » ou imprécises et les demandes « véritables » ou constituées. Les « floues » évoquent de façon discursive la société, les citoyens, le « monde » de la région. Dans ce registre, l'imprécision du groupe social est liée à l'indétermination des réclamations dont celui-ci est porteur : l'évocation de sentiments de peur, d'agonie, d'inquiétude, d'indignation sont des appuis en vue de la légitimation des réclamations portées par les groupes indéterminés. Nous allons donner quelques exemples de cette mobilisation symbolique de l'« opinion publique » protestataire :

«Les citoyens de Nafpaktos éprouvent des désagréments, des soucis ... » (Striftaris, K.K.E., 5/02)

L'offre des députés : une offre segmentée

« Le 14 janvier 2001, quatre ans après les inondations catastrophiques à Corinthe, les citoyens de la région ont vécu, pour encore une fois des moments d'agonie et de peur... » (Kossionis, K.K.E., 25/01),

«La société de la région de Grévena éprouve, ces derniers mois, des sentiments d'inquiétude, d'agonie diffuse et d'amertume en raison des actions des agents administratifs » (Tziolas, PA.SO.K., 22/01)

« La décision surprenante du gouvernement d'exproprier... a provoqué l'indignation des citoyens de la région. » (Kanelli, K.K.E., 22/02).

« La société est à nos jours bouleversée par les coups continus de violence et elle est l'objet de sentiments d'insécurité... » (Papakosta, N.D., 12/03)

Or, les députés s'appuient aussi sur les demandes sociales « véritables » et précises. Dans ce cas, les mobilisations, les réclamations et les manifestations de certains groupes sociaux ou des agents régionaux, des organisations, des associations, des groupes de citoyens deviennent des appuis incontestables dans l'affirmation des problèmes :

« Quarante cinq agents de la région d'Evros, parmi eux le conseil régional de Evros et le conseil municipal d'Alexandropole ont rejeté à l'unanimité l'éventualité du fouillement d'or du gisement de Perama de Evros et de Saptou Rodopis » (Tzekis, K.K.E., 9/02)

« Deux semaines se sont écoulées depuis que le ministre de l'Agriculture a reçu tous les députés de Voïotia, le Préfet, les maires, des agents de la région qui ont demandé la résolution du problème ... » (Tsiplakos, N.D., 16/03)

« Les fonctionnaires de 'Evangelismos' 'Aglia Kyriakou' 'Ippokrateio' poursuivent leurs mobilisations et revendiquent la satisfaction de leurs demandes institutionnelles et économiques » (Skillakos, K.K.E., 5/04) »

« Le problème de ces dernières semaines est déjà connu qui touche les maraîchers en raison du bas prix des tomates. Les conséquences en sont, les réactions et les mobilisations des producteurs déclenchées en Crète et notamment dans les régions de Iraklion et de Lassithi» (Karxilakis, PA.SO.K., 22/02)

« Les producteurs des régions de Pellas et d'Imathias sont victimes d'un grand désagrément...Les producteurs sont indignés à juste titre et demandent du gouvernement la protection du prix institutionnel de la pêche...Les mobilisations déjà déclenchées se poursuivront.. » (Ksirotiri, SYN, 8/02)

Les demandes sociales attribuent au problème sa légitimité par le fait qu'elles se fondent sur l'affirmation du nombre. Le problème n'est pas l'affaire d'un seul individu mais de plusieurs. La pluralité des intérêts coordonnés donne au problème sa réalité et fait de celui-ci un problème nécessitant l'intervention des autorités publiques.

Or, il faut lier la mobilisation de ces ressources aux stratégies poursuivies par les députés pour mieux apprécier ce travail de représentation politique des demandes sociales.

Les députés régionaux, notamment ceux des deux partis de gouvernement, poursuivent une stratégie individualisée de survie électorale. Par la suite, nous allons voir l'articulation à ce processus individualisé de la position relative de leur parti. Pour ce qui concerne les deux partis de la gauche, notons les « relations sélectives » avec certains groupes sociaux (des groupes alliés électoraux) envers lesquels ils sont plus « attentifs ». Synaspismos s'appuie sur les « accusations de Green Peace » (Abatzoglou, le 14/02) ou sur la mobilisation de groupes tels que, l' « Initiative Contre le Racisme de Salonique », « les Représentants du Mouvement Ecologiste », les « Communautés des Immigrants » (Ksirotiri, le 5/03). Le Parti Communiste s'appuie sur les mobilisations et les protestations des producteurs de sucre (Patakis, 22/01), des producteurs du coton (Patakis, le 26/01), des producteurs des pêches (Tzekis, le 9/02), des producteurs d'huile d'olive (Skopelitis, le 12/02).

Les députés de Synaspismos poursuivent la stratégie partisane, décrite dans le chapitre 3. Le nombre restreint des députés mais aussi le rapprochement des groupes parlementaires et des groupes dirigeants, au niveau organisationnel partisan, ne laissent pas aux députés de marges de manoeuvre d'autonomisation de l'offre « officielle » du parti. Or, l'attachement sélectif du parti à certaines demandes sociales sert à la survie électorale, sinon du député mais du parti. Le parti communiste peut combiner sa stratégie partisane avec l'attachement à des régions et des groupes spécifiques qui sont des groupes privilégiés pour le parti. Nous pouvons ainsi conclure que l'ancrage social des partis de la gauche devient maintenant plus apparent en raison de la présence des « groupes spécifiques » sur lesquels ces deux partis appuient une grande partie de leur offre.

2.1.2. La Publicité

La publicité constitue le deuxième fondement de la reconnaissance d'un problème dans les processus d'inscription sur l'agenda gouvernemental de l'offre des députés. Le problème n'est plus une affaire privée, le procès de la publicisation lui a conféré le statut d'affaire publique ; au travers de la publicité le problème gagne sa légitimité et sa réalité et peut ainsi être mobilisé par les agents politiques.

La presse politique, les sources officielles publiées, les décisions gouvernementales publiées constituent des appuis considérables. La médiatisation est, elle aussi, un appui: le « bruit » informationnel, que nous allons également examiner à propos des enjeux

d'actualité dans la deuxième partie (Chapitre 7), est une ressource très valorisée dans la reconnaissance d'un problème.

Nous allons donner des exemples de ces appuis pour mieux illustrer notre propos :

Les sources officielles publiées dans la presse:

« D'après le rapport de l'Union Européenne publié dans le journal *To Vima* les élèves grecs de 15 ans viennent en première place, avec un pourcentage de 42%, en consommation de bière ; ils sont troisièmes en Europe après les Gallois et les Danois » (Nasiokas, PA.SO.K., 10/01)

« Le phénomène de la délinquance chez les élèves confirmé par la recherche du Centre de Recherches en Sciences Sociales a été publié (Journal *Eksousia* 13/02/2001) et provoque une inquiétude justifiée, chez les parents et les citoyens ... » (Loverdos, PA.SO.K., 1/03)

Les reportages de la presse :

« D'après les publications de la presse, on a trouvé en Evia du nord, des quantités de cobalt. Ce matériel radioactif acheté il y a 20 ans afin d'être utilisé à... » (Liaskos, N.D., 22/02)

« Le renvoi du président de l'OEK fut, il y a quelques jours, le sujet principal dans la presse quotidienne. Presque tous les reportages convergent sur le fait que le renvoi est lié à l'intérêt des entreprises... » (Ksirotiri, Synaspismos, 19/01)

Les décisions et les déclarations des autorités publiques :

« La décision du gouvernement de faire transiter par le port de Corinthe cent tonnes des liquides extrêmement dangereux a provoqué de l'inquiétude et du désagrément ... D'après les reportages de la presse régionale, le gouvernement a exercé des pressions sur la Préfecture et la municipalité ; tous ont consenti finalement au transport de la cargaison meurtrière » (K.K.E., Kossionis, 15/03)

« Le gouvernement a annoncé, avant les élections, la rédaction d'un plan stratégique pour le développement du secteur de la pelleterie et il a déposé une recherche décrivant les axes de l'action ... » (Aggelidis, N.D., 28/02)

Quand ces formes de publicité ne sont pas mobilisables, on a recours aux faits qui constituent des « réalités connues », qui sont des faits dont l'existence ne peut pas être omise :

« M. le ministre, il est reconnu que le problème des embouteillages à Salonique est du, à un haut degré, au manque de parking... » (Vougias, PA.SO.K., 8/02)

Les offres politiques en conjonctures routinisées

« Il est connu que dans la plupart des centres urbains où fonctionnent des Universités, il y a un gros problème d'habitation.. » (Vizas, N.D., 7/03)

La publicité attribuée à un problème le statut du publiquement « connu ». Cette reconnaissance au titre de l'information partagée par tous, s'appuie sur ce qu'on connaît déjà, à un fait déjà répandu, aux reportages de la presse, aux déclarations des autorités publiques, aux sources officielles publiées ou reconnues. Toutes ces sources de publicité ont le statut de sources crédibles, de sources valorisées car il ne s'agit pas seulement de publiciser un événement pour que celui-ci acquière le statut de problème appelant à un débat public. Il faut aussi que la source qui lui donne sa reconnaissance soit crédible et que cette valeur soit perçue par tous.

Il est évident que les sources officielles (rapports européens, enquêtes du CNRS grec) et les déclarations gouvernementales constituent des sources valorisées. Ce qui peut paraître un peu étrange est la crédibilité dont jouit la presse politique quotidienne tant nationale que régionale. Nous avons à plusieurs reprises l'affirmation de cette valorisation de la presse dans les discours des députés. La presse est, dans les usages politiques, considérée comme distinguée ; tel n'est pas le cas de la télévision. Nous donnons ici un exemple indicatif de l'usage politique de la presse mais aussi de la place de celle-ci dans l'action politique. Le secrétaire d'état de l'Economie Nationale répond à la question du député de Synaspismos à propos de l'augmentation du barème des prix dans l'immobilier.

Apostolos Fotiadis : M. le Président d'après la loi existante, la détermination du barème se fait tous les deux ans. Nous sommes déjà dans la quatrième année de la dernière réadaptation... Le barème officiel, tel qu'il est déterminé, est de 60% en dessous des valeurs objectives dans l'immobilier. Et pour preuve de la vérité de mes dires, je dépose pour les débats parlementaires, les reportages de journaux de choix comme 'To VIMA', 'KATHIMERINI', 'ELEFTHERTYPIA', 'EPENDITIS' – et d'autres journaux encore- qui montrent bien que, malgré l'augmentation du barème les prix sont toujours inférieurs.

P. Lafazanis : M le ministre, vous vous emballez et je pense que vous avez lu la presse à rebours. Là, toute la presse dans son ensemble, tant la presse de l'opposition que la presse pro-gouvernementale, vous a hué et vous a attaqué pour ces augmentations généreuses du nouveau barème officiel.

Fotiadis : M. le président. Tout d'abord nous savons lire les journaux et nous les lisons comme il faut. Et, je dirais que nous sommes les premiers à lire, même les petits articles de la presse, pour être sûrs de ne pas avoir fait du tort à quelqu'un, parce que ce n'est pas dans nos intentions de faire du tort ni même à l'un des dix millions des grecs pour le barème officiel. Ainsi, je vous renvoie aux actes, parce qu'ils font partie des actes, pour consulter tous les journaux- ceux que j'ai cités- pour voir que le barème officiel même après sa réadaptation est au-dessous des prix objectifs »

Le secrétaire d'état affirme la « vérité de [ses] dires » par le biais des reportages de la presse. La presse ne constitue pas seulement une source de publicité ; elle est également source de légitimation des actions politiques, de la vérité et de la crédibilité de celles-ci.

2.2. Coups de promotion : La mobilisation des configurations

Passons aux activités de définition des problèmes par les députés. Les définitions influencées par les positions relatives des partis auxquels les députés appartiennent, visent à la justification de la nécessité du traitement des problèmes. Trois sont les cadres qui prédominent: la responsabilité gouvernementale, la dangerosité du problème et l'intérêt public.

Commençons par articuler ces cadres dans les stratégies partisanes. L'opposition majoritaire et le parti communiste mobilisent davantage le cadre de la « responsabilité gouvernementale de cause ». Cela est lié à la stratégie de la N.D. qui vise à ériger la responsabilité gouvernementale et à la stratégie de polarisation du parti communiste. La mobilisation de cette configuration sert les deux stratégies. Synaspismos mobilise le cadre de la « dangerosité » qui ne repose pas sur l'attribution d'une responsabilité de cause mais de traitement. Ce cadre est fortement lié à la stratégie de la politisation du parti. De même pour les députés du parti au pouvoir ; ceux-ci doivent trouver un équilibre entre la discipline partisane et la survie électorale. Autrement formulé, il faut qu'ils promeuvent les problèmes de leurs circonscriptions, car ils en sont dépendants, mais, en même temps, sans qu'ils soient critiques envers leur propre parti. Dans ce registre, les cadres du « danger » et de l'« intérêt public » se relèvent pertinents, car ils mettent en cause la responsabilité politique du gouvernement sans qu'on lui attribue une responsabilité causale.

2.2.1. La responsabilité gouvernementale

La responsabilité gouvernementale est promise par l'attribution de la « responsabilité causale » au gouvernement. Ce type de cadre est mobilisé par les députés du K.K.E. et de la N.D., sur des sujets régionaux et catégoriels. La demande de réhabilitation des problèmes, causés par le gouvernement, s'appuie sur l'évocation de la

négligence, de la moquerie, de l'indifférence et de la carence gouvernementales. La mobilisation, produit de l'indifférence, aboutit à une demande d'indemnisation. La demande envers l'administration aura alors plutôt un caractère impératif et d'obligation éthique.

Quelques exemples nous permettrons de mieux illustrer notre argument :

Le 14 janvier 2001, quatre ans après les inondations catastrophiques à Corinthe, les citadins de la région ont vécu pour encore une fois des moments d'agonie et de peur. Le décor était le même. Les orages ont inondé les caves, les écoles même la nouvelle route nationale, Athènes –Corinthe- Tripolis. Après les inondations de 1997 le ministre, lors de sa visite, a annoncé une série de travaux de protection contre les inondations comportant des travaux le long de la rive de Ksirias et d'autres interventions encore. Des années après, ces travaux n'ont pas avancé et la conviction diffuse des citoyens de la région est que le gouvernement se moque d'eux. On demande à M le Ministre : Quelles seront les mesures prises par le gouvernement pour que les éprouvés soient dédommagés pour l'ensemble des catastrophes qu'ils ont subies ? (Kossionis, K.K.E., 25/01)

Les producteurs de mastic de Chio ont décidé de protester suite à la décision ministérielle 423/1.12.2000, par laquelle on a déterminé le dédommagement de la perte de production causée par l'incendie du 13 juillet 2000 à 2000 drc pour chaque arbre brûlé et 900 drc pour replanter un nouveau. C'est à dire des miettes... L'indignation des producteurs de mastic les a conduit à poursuivre les mobilisations car, à la place d'argent, vous leur avez donné... du riz et des pâtes ! [...] On demande M. le Ministre : Est-ce que vous allez tenir votre promesse d'un dédommagement satisfaisant pour les producteurs et pour remplacer les arbres brûlés ? Quand allez-vous signer la nouvelle décision pour les dédommagements ? (Varinos, N.D., 2/03)

Deux ans après le vote et l'institution du nouvel arrangement concernant l'huile par lequel on a aboli le régime d'intervention, le marché de l'olive a chuté ; en conséquence les prix de la nouvelle production ont diminué de 40% par rapport aux prix des ces dernières trois années avant l'institution de la nouvelle régulation. Devant le désespoir des producteurs d'huile d'olive qui sont des agriculteurs pauvres et qui produisent le produit d'alimentation le plus sain, le gouvernement fait figure de 'Ponce Pilate' même s'il a des responsabilités immenses. Car deux ans avant non seulement vous n'avez pas demandé l'amélioration de la régulation pour assurer un minimum de revenu satisfaisant aux producteurs d'olive, mais vous avez voté avec ses partenaires l'abolition de l'intervention. [...] On demande à M le ministre : Quelles mesures prendra-t-il pour défendre le revenu des producteurs d'olive face à l'exploitation éhontée des entreprises ? Est-ce qu'il revendiquera une régulation d'intervention améliorée ? (Skopelitis, K.K.E., 12/02)

Il s'agit de quelques exemples indicatifs de ce mode d'inscription d'un problème sur l'agenda administratif. La légitimité des problèmes s'appuie sur les demandes sociales (non constituées ou « véritables ») et la responsabilité causale du gouvernement. Le

gouvernement comme agent de la cause du problème doit passer du dédommagement, à la prise de mesures de réhabilitation.

Ces deux façons d'agir sont liées aux positions relatives des partis dans l'espace politique et aux stratégies plus générales adoptées par les partis et elles seront articulées dans les stratégies personnelles des députés. La survie électorale de ces derniers est liée à leur capacité de résoudre les problèmes de leurs régions et des groupes spécifiques qui, le plus souvent, sont leurs publics électoraux. Plus la demande de l'inscription se pose de façon impérative, plus on a de chances de sensibiliser le gouvernement et d'arriver à une solution administrative.

2.2.2. La dangerosité du problème

La mise en avant de la « dangerosité » d'une cause est un cadre de légitimation qui n'est pas toujours lié à la responsabilité de cause mais à la responsabilité de traitement. La dangerosité d'un problème émerge par la mise en avant de ses conséquences sur la santé publique, la vie humaine, la sécurité publique. Cette mise en scène du problème finit par la demande impérative de l'action publique comprise soit comme intervention directe, à cause de la dangerosité du problème, soit comme acte préventif face à une situation dangereuse dans l'avenir. Les députés agissent soit par rétroaction soit par anticipation : dans le premier cas, ce qui compte est l'urgence de l'action publique et dans le deuxième cas, c'est la nécessité de la planification d'un programme d'action pour la résolution du problème.

Les députés du Synaspismos et du PA.SO.K. mettent en avant la dangerosité dans la majorité de leurs interventions. L'évocation des faits, parfois tragiques, par les sources officielles et l'évocation de toute la gamme des conséquences est jugée nécessaire à la promotion du problème.

Des phénomènes météorologiques extrêmes ont provoqué de grands problèmes dans la région de Messini entre le 1er et le 15 janvier 2001. Spécialement dans les municipalités de Doriou et Meligala, les pluviosités intenses ont détruit le réseau routier agricole; par ailleurs, des orages ont inondé les caves, les dépôts et les équipements des éleveurs. La catastrophe a causé des dégâts dans les régions littorales peuplées du Golfe de Messini qui ont subi d'importantes érosions; cela a eu comme conséquence la mise en péril des habitants et des propriétés. La prise de mesures dans la région de Kordia de la municipalité de Kalamata, d'Akrogialiou et de Mikra Mantinea de la municipalité de Avia [...] est impérative et urgente. On demande à Mme le Ministre : Quelles mesures prendra-t-elle pour la

Les offres politiques en conjonctures routinisées

réhabilitation directe des dommages provoqués par le mauvais temps et quelle est la planification pour la résolution, une fois pour toutes, du problème causé par l'érosion des côtes du Golfe de Messini ? (Katsilieris, PA.SO.K., 25/01)

Le problème des inondations à Messini a été abordé également par le député du K.K.E. traité ci-dessus (Kossionis 25/01). Or, la différence entre les deux modes de mobilisation est clairement apparente. Pour le député du parti communiste la négligence gouvernementale envers les travaux publics, déjà annoncés, est à l'origine du problème. Pour le député du parti au gouvernement, l'extrémité des phénomènes météorologiques est la cause principale des problèmes. Les mêmes faits seront interprétés différemment ; soit à cause de la culpabilité gouvernementale soit à cause de la dangerosité du problème, tous deux requièrent du gouvernement la mise en place de mesures de réhabilitation.

Le cadre de la dangerosité est pertinent pour ériger les problèmes « nationaux », voire les questions sociétales. Là encore, la dangerosité des situations vise à la sensibilisation de l'administration pour que des mesures soient prises non en faveur d'une région ou d'un groupe professionnel particulier, mais de toute la société ; c'est le cas de la pollution, mise en avant par le député de Synaspismos, enjeu « classique » du parti, et de l'alcoolisme chez les adolescents par le député du PA.SO.K..

Après les dernières accusations de Greenpeace, le grand problème des dioxines dans notre pays est revenu sur le devant de l'actualité. Même si, il existe des sources de diffusion de dioxines comme les gaz des voitures [...] etc., même si des instituts reconnus ont mesuré les taux de concentration des dioxines dans notre pays à des niveaux qui constituent un danger pour l'environnement et la santé publique, même si au niveau national, l'influence prolongée des dioxines a été confirmée, notamment au travers de la chaîne d'alimentation, le Ministre de l'Aménagement, des Travaux Publics et de l'Environnement refuse de reconnaître le problème, de continuer les mesures pour s'informer de l'expansion et procéder à l'assainissement nécessaire des régions polluées. On demande à M le ministre, quelles mesures va prendre le ministère pour mesurer les taux des dioxines d'après les articles 15 et 16 de la loi 1650/86 et quelles mesures va-t-il prendre pour contrôler les sources suspectes de diffusion des dioxines ? (Ksirotiri, Synaspismos, 5/03)

D'après le rapport de l'Union Européenne publié dans le journal 'To Vima' les jeunes élèves grecs de quinze ans viennent parmi les premiers, avec un pourcentage de 42%, dans la consommation de la bière ; ils sont troisièmes en Europe après les Gallois et les Danois... Sur une longue durée l'abus d'alcool, dès le jeune âge, est lié à l'augmentation annuelle de maladies comme le cancer. Les conséquences de la consommation d'alcool sont lourdes sur l'organisme, et la dépendance de l'alcool est parfois également influente comme les autres substances toxiques, en provoquant aux alcooliques des problèmes de santé, et des problèmes à la société et à ses enfants. L'alcool est un sujet très important qui doit nous

L'offre des députés : une offre segmentée

préoccuper en raison des dangers qu'il provoque. Pour ces raisons, on demande à MM les ministres s'ils ont l'intention de prendre l'initiative de lancer une campagne d'information de l'opinion publique sur ces dangers, afin de commencer à envisager le problème (Nasiokas, PA.SO.K., 10/01)

La dangerosité comme type de configuration des problèmes ne sera pas orientée vers la mise en avant d'une responsabilité causale explicite du gouvernement ; autres sont les sources érigées des problèmes, mais en tout cas, le gouvernement est toujours le responsable du traitement des problèmes. Le cadre de la dangerosité ne sera pas lié à la réhabilitation d'un problème, mais à la prise en considération des conséquences d'un problème en vue de la planification d'une politique. Plutôt qu'une exigence éthique c'est l'exigence politique qu'on met en avant.

2.2.3. L'intérêt public

Le cadre de l'« intérêt public » est la configuration plus contextuelle qui lie un problème à l'intérêt public. Faute de sources précises, on ne peut pas signaler l'agent de responsabilité, ni même mobiliser un danger. Il s'agit de situations incertaines, par rapport au nombre d'informations disponibles. Par conséquent, la première demande sera la confirmation de la véracité des rumeurs ou des informations et par la suite on s'intéressera aux mesures à entreprendre. De même, il s'agit d'une façon d'articuler l'intérêt précis pour un groupe social spécifique, une région ou un problème spécifique dans l'intérêt public, au sein d'un problème plus large.

Voici des exemples indicatifs :

D'après des déclarations gouvernementales officielles, on vise à la privatisation de la caisse d'épargne par sa transformation en Compagnie Anonyme. Il est évident que cette évolution nuira au peuple hellénique qui confie à la caisse d'épargne ses petites économies. En même temps, des milliers de fonctionnaires de la caisse perdront leurs droits du travail basiques et notamment le droit à l'immutabilité et ils deviendront des objets d'exploitation. En regard de tout cela et en tenant en compte des mobilisations continues des travailleurs, on demande à MM. les ministres que la caisse d'épargne garde son caractère public et quelles mesures seront prises pour son amélioration qualitative. Si les droits des travailleurs seront protégés. (Skillakos, K.K.E., 15/01)

Les offres politiques en conjonctures routinisées

Dans cette question orale du député du K.K.E., l'intérêt spécifique pour les fonctionnaires travaillant dans la caisse d'épargne s'articule avec l'intérêt du peuple hellénique, victime de la privatisation.

D'après les annonces du Comité de Coordination des Associations et des Mouvements pour la protection des espaces libres d'Athènes, le parc métropolitain de Goudi sera transformé en espace d'équipements collectifs pour les JO. Plus concrètement, on planifie la construction du Village Olympique pour les journalistes et les bureaux centraux de Athènes 2004 [...] Puisque cet usage et les installations dans un lieu, qui a été, il y a longtemps, désigné comme parc métropolitain, privera Athènes de l'un des rares espaces libres. On demande à M le ministre : Quels sont les travaux qui doivent être entrepris dans le parc ? (Kouvelis, Synaspismos, 12/03)

Des rumeurs et des articles dans les journaux se réfèrent à l'intention du gouvernement d'évoluer vers la diminution des allocations familiales et la limitation de ceux qui ont droit à l'allocation ainsi qu'à l'abolition des exonérations des impôts ; ce fait a provoqué l'inquiétude mais aussi l'indignation chez les familles nombreuses. En même temps, une demande de la société et d'une grande partie du monde politique est l'encouragement à la famille nombreuse et la planification politique du problème démographique. Comme le sujet est très important et intéresse une grande partie du peuple et des hommes politiques qui considèrent le problème démographique comme problème national, on demande à MM les ministres : Est-ce que vous avez l'intention de diminuer ou d'abolir les allocations pour les familles nombreuses ? [...] Quelle est votre politique à long et à court terme pour affronter la sous natalité ? (Fountoukidou, N.D., 9/02)

Le rachat en 1992 d'une entreprise grecque de béton par l'entreprise italienne et également son rachat en 2000 par une entreprise anglaise est un fait connu. Récemment il a été publié que la transaction des actions de l'entreprise anglaise n'a pas été faite légalement. Parmi les conséquences visibles des ces contrefaçons, il y a le non-versement des intérêts aux caisses publics, les assemblées générales illégales, l'inexistence d'une administration légale etc. Puisque ces contrefaçons sont importantes et concernent notre économie nationale ainsi que toute l'administration de l'entreprise, nous demandons : avez-vous connaissance de ces contrefaçons et quelles mesures allez vous prendre pour les affronter ? Est-ce qu'il y a un dommage pour le secteur public, quelle est son extension et quelles sont les mesures prises pour la défense des intérêts publics ? (Mantelis, PA.SO.K., 12/02)

Le cadre de l'intérêt public permet de donner l'ampleur nécessaire au problème et ainsi de mobiliser l'intérêt administratif pour le prendre en considération. Ce type de mobilisation concerne tous les types de problèmes et sera utilisé par tous les partis politiques.

Le modèle de l'offre parlementaire

Le modèle de l'offre parlementaire diffère significativement des modèles examinés dans les chapitres précédents. Tout d'abord, les promoteurs ne sont plus les mêmes ; nous passons des groupes dirigeants aux députés. Ensuite, l'offre parlementaire ne s'adresse pas à des marchés élargis, aspirant à leur représentation : étant le produit de groupes spécifiques et s'adressant à des publics restreints, elle constitue une offre segmentée.

Le modèle de l'offre parlementaire repose sur l'hypothèse que les députés se saisissent de problèmes régionaux et catégoriels en faisant inscrire leurs problèmes sur l'agenda parlementaire pour obtenir des avantages personnels liés à leur réélection. Dans le cas du processus parlementaire la stratégie de la survie électorale devient une condition sine qua non de la constitution et de la promotion des problèmes publics. Or, les deux partis de la gauche ne seront pas éloignés de leurs objectifs d'attachement sélectif à des problèmes et des thèmes spécifiques.

Les députés mobilisent le nombre et les ressources de reconnaissance publique d'un problème ainsi que des configurations de danger, de la responsabilité et de l'intérêt public pour rendre leurs offres compétitives. Leurs mobilisations ne réussissent une inscription immédiate sur l'agenda politique que dans le cadre des problèmes dont l'expansion offre aux parlementaires des ressources incontestables et valorisées, leur permettant une émergence dans le champ politique et l'activation du champ de la décision politique.

Pourtant, nous sommes bien placés pour constater un autre trait de la publicité politique moderne, le rôle de la presse. Par la suite, nous allons examiner les paramètres de cette valorisation de la presse dans l'espace partisan et médiatique.

3. La Presse comme ressource politique valorisée : Les fondements de l'influence politique de la presse

Nous avons constaté l'usage de la presse comme source de légitimité d'un problème public. Il s'agit là de la constatation de l'influence politique de la presse quotidienne révélant de cette façon un rôle social et politique omis en raison de la prédominance de la télévision dans l'espace médiatique. Dans l'introduction, nous avons montré le rôle capital de la télévision dans le domaine de l'information ; il s'agit du média dont le capital dérive de son influence sur les publics élargis et de sa position sur le marché publicitaire.

L'influence politique de la presse n'est une affaire ni d'audience ni de détention du capital économique dans l'espace médiatique : le déclin des ventes de la presse et sa participation délimitée au marché publicitaire en font la preuve. Le pouvoir de la presse dérive de la position sociale et culturelle de son lectorat, de la crédibilité dont jouit son agenda parmi les publics politiques et journalistiques et de son rôle dans la formation de l'ordre du jour de la télévision. Nous allons examiner ces éléments valorisants de la presse, fondements de son influence politique.

Nous allons commencer par « l'influence sociale » de la presse, due à son lectorat, pour passer à son « influence médiatique », ce qui annonce son rôle régulateur dans la formation de l'ordre du jour. Ces deux aspects de la presse fondent sa légitimité en tant qu'acteur social et politique majeur.

3.1. L'influence sociale de la presse

Nous allons brièvement passer en revue les variations des tirages quotidiens de la presse à partir des années 80 et présenter, ensuite, des recherches portant sur les groupes démographiques suivant la presse et la télévision, révélatrices des différences de lectorats des deux types des médias.

3.1.1. La presse écrite politique dans l'espace médiatique

En 1980, une série de paramètres influence de façon positive l'augmentation du taux de tirage quotidien des journaux nationaux. Les nouvelles technologies, les évolutions

politiques de la période touchant l'intérêt pour la politique et les nouveaux titres qui font augmenter la moyenne des tirages, sont des facteurs qui contribuent significativement à cet accroissement important. Certes, il faut prendre en considération l'augmentation de tirage de la presse régionale qui constitue un facteur important de l'augmentation du tirage dans son ensemble³⁵³. Or, malgré l'élargissement du marché des journaux entre 1980-1989, les ventes des journaux nationaux étaient stabilisées à des taux bas par analogie avec le niveau des ventes dans les pays d'Europe occidentale.

En 1998³⁵⁴, la baisse considérable du tirage quotidien de la presse nationale atteint le record négatif des 35 dernières années; 500.893 exemplaires pour l'ensemble des journaux du matin et du soir³⁵⁵. Entre 1989 et 1998 la baisse de la moyenne du tirage quotidien des journaux nationaux est de l'ordre de 56%³⁵⁶. En d'autres termes, en 2000 les taux de tirage de la presse ont diminué de moitié en comparaison des années 80. A cette époque là, la diffusion des journaux atteignait quotidiennement la moyenne d'un million d'exemplaires. Cette crise de la presse écrite a pris en Grèce une dimension que l'on ne rencontre nulle part ailleurs dans les autres pays européens³⁵⁷.

Or, le paradoxe est que malgré la baisse du tirage, le nombre de journaux augmente. En 1989, le marché des quotidiens n'a que 20 titres, tandis qu'en 2000 leur nombre est de 25. Le premier effet de l'augmentation du nombre de titres de journaux est que, premièrement, aucun journal de tirage national ne dépasse les 100.000 exemplaires par jour et que, deuxièmement, 11 parmi les 25 journaux tirent à moins de 10.000 exemplaires sur la base d'un taux de tirage moyen par jour³⁵⁸. Notons que, selon l'Association mondiale des

³⁵³ La moyenne des ventes des journaux à Athènes et au Pirée a augmenté de 497.240 en 1980 à 585.239 en 1989. Pendant la même période l'augmentation des ventes fut plus grande à la province (262.442 feuilles en 1980 en 543.347 en 1989). N. Leandros, *L'économie politique...*, op. cit., p. 226.

³⁵⁴ En fait, la tendance à la diminution du tirage se situe vers la fin des années 80 et elle a été renforcée dans les années 90. Lors de cette crise, des quotidiens bien connus ont été contraint de fermer. Entre autres, Akropolis (le journal le plus ancien de la Grèce moderne), Vradini, Proti, Alithia ; en 1991 Epikairoitita et Exormisi, sont devenus des hebdomadaires. Les journaux qui ont survécu ont perdu, approximativement, les 15% de leur circulation entre 1986 et 1990. Voir, T. Zacharopoulos, M.E. Paraschos. *Mass Media in Greece : Power, Politics and Privatization*. Londres : Praeger, 1993, p. 68.

³⁵⁵ N. Leandros, *L'économie politique...*, op. cit., p. 227.

³⁵⁶ *Ibid.*, p. 228.

³⁵⁷ Ainsi Jacques Gerstlé note qu'en France « la diffusion annuelle de la presse d'information générale a régressé de 869 millions d'exemplaires en 1985 à 738 millions en 1998 ». Nous parlons donc d'une régression beaucoup plus légère en France qu'en Grèce. J. Gerstlé. *Presse écrite et comportements politiques : Analyse empirique de l'influence. La presse écrite : objets délaissés* / ed. par Jean-Baptiste LEGAVRE, Paris : L'Harmattan, 2004.

³⁵⁸ A. Darzanou. *Journalisme et médias d'information : une lecture alternative des enquêtes*, op. cit., p. 257.

journaux, la Grèce est, en 1998, classée en dernière place, parmi les pays de l'Europe, du rang mondial du taux de pénétration de la presse quotidienne.

3.1.2. Les publics de la presse : des publics valorisés

Nous pouvons constater une différence significative des groupes démographiques suivant l'information de la presse et de la télévision. Deux enquêtes panhelléniques en sont révélatrices. D'après l'enquête d'EKEVI³⁵⁹, les femmes regardent plus la télévision par rapport aux hommes ainsi que les gens les plus âgés par rapport aux plus jeunes. Notamment les femmes de 65 ans et plus regardent plus la télévision, en dépassant les 5,5 heures par jour (la moyenne pour la période 1998-1999). Au contraire, les enfants regardent la télévision 2,5 heures par jour dans la période 1998-1999 et les jeunes entre 15 et 24 ans, 3 heures par jour pendant la même période.

L'enquête met en évidence une autre dimension touchant les habitudes de l'audience, celle du niveau d'éducation. 91,7% de gens au niveau d'éducation bas regarde quotidiennement la télévision tandis que pour ceux d'éducation moyenne et élevée les pourcentages sont respectivement de 85,9% et de 76,6%. Il est intéressant d'ajouter ici les pourcentages concernant la lecture de la presse écrite : ainsi seul 18,9 % de la population avec un niveau bas d'éducation lisent les journaux tandis que les pourcentages pour ceux au niveau d'éducation moyen et élevé sont respectivement de 30,1% et de 39,9%.

L'enquête nationale de V-PRC de novembre 2000 porte sur 1200 individus, constituant un échantillon représentatif à l'échelle nationale. D'après les résultats de l'enquête travaillée par A. Darzanou, « le lecteur moyen des journaux est de genre masculin³⁶⁰, âgée entre 25-34 ans, d'éducation élevée, employé du service public ou privé, se positionnant dans les classes moyennes et aisées et son revenu mensuel est de plus de 1550 euros par mois ³⁶¹ ». Il paraît donc que la lecture des journaux a acquis un caractère « de classe » ; si les revenus et le niveau d'éducation augmentent, la lecture des journaux

³⁵⁹ Source EKEVI (1999) citée dans N. Leandros. *L'économie politique...*, *op. cit.*, p. 297-298.

³⁶⁰ A l'enquête de l'institut sur la fréquence de lecture des journaux, 42,6% des femmes répondent jamais (24,4% pour les hommes), 17,7% rarement (13,5% pour les hommes), 16,4% 1-2 fois par semaine (16,3% pour les hommes), et 23,1% quotidiennement et plusieurs fois par semaine (45,8% pour les hommes).

³⁶¹ A. Darzanou. *Journalisme et médias...*, *op. cit.*

augmente aussi. Le facteur du niveau éducatif est donc fortement lié à la lecture de la presse.

Tableau 36 La lecture des journaux selon le niveau d'éducation

Lisent les journaux	Education basse	Education moyenne	Education haute
Quotidiennement et plusieurs fois par semaine	21,3	39,9	4,9
1-2 fois par jour	12,1	19,0	20,5
Rarement	17,5	16,4	9,3
Jamais	49,1	24,7	19,8
NS/NR	0,0	0,0	0,5

Source : V-PRC, *Enquête de l'image des médias*

Nous pouvons ici reprendre J. Gerstlé lorsqu'il souligne l'influence politique de la presse. « Ainsi conclure que l'influence de la presse s'amenuise parce que, en France, la diffusion annuelle de la presse de l'information générale a régressé de 869 millions d'exemplaires en 1985 à 738 millions en 1998 est une chose. Cela en est une autre d'observer que la concentration sociale du lectorat sur certaines catégories renforce l'hypothèse de l'écart culturel croissant dans une population et donc celle d'une discrimination dans l'acquisition de la compétence politique. Dans ce second cas, il y a bien une influence politique croissante dans une conjoncture globale d'érosion.³⁶²»

3.2. L'influence médiatique de la presse

La presse politique est considérée comme distinguée et crédible tant par les acteurs politiques que par les journalistes. Nous allons montrer cette croyance qui consolide l'influence politique de la presse dans l'espace public en exposant des recherches et des entretiens. Les recherches montrent la crédibilité dont jouit l'agenda de la presse (comparé à celui de la télévision), et les entretiens, le rôle joué par la presse sur l'ordre du jour médiatique.

³⁶² Il s'agit là d'une idée que Jacques Gerstlé a développée pour le cas de la France et de la Grande Bretagne, voir J. Gerstlé. *Presse écrite et comportements politiques...*, *op. cit.* L'auteur souligne que « il convient donc de bien distinguer entre, d'une part, le phénomène général qui serait étiqueté 'déclin de la presse' (sous-entendu par rapport à d'autres modalités d'information médiatique ou non) et, d'autre part, les effets politiques de ces variations. Il ne faut pas confondre le problème de l'influence mesurée à l'aune de l'audience et le problème de l'influence politique, variable ou non selon le niveau de l'audience. »

3.2.1 Un agenda non contesté : la crédibilité de la presse

L'agenda des journaux n'est pas un agenda contesté comme l'est l'agenda des journaux télévisés. Malgré la prédominance de la télévision dans l'espace médiatique, celle-ci est le média le plus contesté. Selon un sondage de 2002, malgré la baisse des ventes de journaux, 51% des citoyens se déclarent satisfaits des journaux et 29,5% non satisfaits, tandis que pour la télévision les pourcentages sont respectivement de 30,4% et 67,7%. De plus, 81,1% des personnes interrogées reconnaissent des problèmes dans le secteur de l'information télévisuelle, tandis que seul 4% reconnaît des problèmes dans le secteur de l'information des journaux³⁶³.

Cette image de crédibilité de la presse écrite par rapport à la télévision privée est aussi renforcée auprès des acteurs politiques. Réalisée entre septembre et octobre 2000 par l'institut des sondages V-PRC³⁶⁴, cette deuxième enquête sur l'élite politique, interroge les hommes politiques des deux grands partis politiques sur le degré de « confiance que vous avez envers les institutions suivantes ». Les pourcentages donnés ici correspondent aux réponses données pour les degrés « beaucoup » et « assez ». La presse écrite présente un pourcentage plutôt bas, ainsi 20,4% déclare avoir beaucoup et assez de confiance en la presse écrite ; respectivement pour la radio le pourcentage est de 38,7% et pour la télévision publique 44,9%. Le pourcentage de la presse est beaucoup plus élevé que celui de la télévision privée (8,2%) ; dans le rang des institutions, la télévision privée vient avant-dernière place, la fonction publique gardant la dernière (4,1%).

Or, la crédibilité des journaux n'est pas contestée ni par les journalistes eux-mêmes. L'enquête réalisée par l'institut cité ci-dessus, V-PRC, auprès des journalistes porte sur les perceptions de ces derniers sur leur profession. D'après la recherche, les journalistes considèrent que la presse écrite est le moyen d'information le plus crédible (79%), qui diffuse l'information la plus adéquate (84%) par rapport à la télévision et la radio³⁶⁵.

La crédibilité dont jouit la presse est liée à son agenda, considéré comme un agenda qui n'est pas si fortement commercialisé comme celui de la télévision privée. La presse de type tabloïd n'a pas connu d'expansion en Grèce où la tradition de la presse politique reste

³⁶³ Recherche de KAPA Research de février 2002 publiée dans *Mediaview*, mars 2002.

³⁶⁴ Ch. Vernardakis (dir.). *L'opinion publique en Grèce: enquêtes - sondages, 2002, op. cit.* p. 158.

forte. L'information politique prédomine dans les agendas des journaux quotidiens qui n'attachent pas d'attention aux reportages, dits, « légers » pour attirer le lectorat³⁶⁶. La « légèreté » des reportages a été reprochée aux journaux télévisés ; dès le début de 2001, un vif débat s'ouvre sur le contenu des ceux-ci qui à l'époque consacraient une large partie de leurs programmations à des questions de « life style »³⁶⁷.

Les réactions face à la légèreté croissante du contenu des journaux télévisés ont été fortes tant de la part des journalistes de la presse et des intellectuels que de la part de l'autorité de la radiotélévision indépendante grecque, la E.S.R. (*Ethniko Symvoulío Radiotileorasis*). La contestation de la « qualité » de la télévision et surtout des journaux télévisés était une question abordée par les médias eux-mêmes. Le 27 février 2002, après une série de reportages parus dans la presse écrite concernant la « dégradation » des journaux télévisés et des articles d'opinion d'universitaires sur la nécessité de l'amélioration des journaux, l'autorité indépendante ESR organise une table ronde de deux jours intitulée « L'amélioration des journaux télévisés des chaînes télévisées ». Suite à ces contestations, en septembre 2002, les directeurs des journaux télévisés de trois chaînes parmi les plus importantes de la télévision privée (MEGA, ALPHA –ex Skai et ANTENNA) commencent à discuter l'autorégulation³⁶⁸.

³⁶⁵ A. Darzanou. *Journalisme et médias...*, *op. cit.*, p. 249.

³⁶⁶ Or, les journaux en Grèce ont trouvé d'autres moyens de renforcer les ventes. Au milieu des années 90 la majorité des journaux a lancé la politique des coupons. Il s'agit d'une tactique de marketing qui lance la vente de produits et de services par le biais de coupons que le journal diffuse chaque jour dans ses exemplaires. Des voyages, des produits pour la maison, des cd, des livres comptent parmi les quelques produits « offerts » par le journal. Fin 1999, alors que cette tactique n'apportait plus de bénéfices, les journaux ont lancé les « suppléments » : il s'agit des magazines qui accompagnent les journaux du dimanche et du samedi. Quelques années plus tard, les journaux ont commencé à offrir des DVD.

³⁶⁷ Notre corpus en apporte d'ailleurs la preuve. Les problèmes « non publics » font partie de cette catégorie. Cf. Annexe II pour une présentation des pourcentages des « problèmes non publics » dans les journaux télévisés des deux chaînes de la télévision.

³⁶⁸ Celle-ci concerne premièrement la diminution de la durée des journaux télévisés à une heure, deuxièmement le changement de profil des journaux télévisés en journaux « plus politiques » et troisièmement l'heure de leur diffusion. Le directeur d'information de la chaîne MEGA et présentateur du journal télévisé a même soutenu la suppression des mesures quotidiennes d'audimat. L'autorégulation n'aura lieu qu'en fin de saison télévisée, le 8 avril 2002. Les rédacteurs en chef des journaux télévisés diminuent les durées des journaux à une heure (y compris les sports et le temps), fixent l'heure du début du journal à 20:00 et essaient de changer le contenu en se déplaçant vers des questions plus politiques.

3.2.2. *L'influence de la presse sur l'ordre du jour de la télévision*

L'influence politique de la presse émane, aussi, du rôle joué par celle-ci sur l'ordre du jour médiatique. Les journalistes interviewés décrivent comment la presse constitue une source valorisée pour la télévision.

Commençons par le fait que la presse compte parmi les sources ordinaires de haute importance pour la télévision. Hormis le gouvernement et les autres sources officielles, les journaux³⁶⁹ constituent l'un des éléments parmi les plus importants dans la constitution de l'offre d'information de la télévision. Le rédacteur en chef du journal télévisé de la chaîne privée (à l'époque de la recherche) *STAR* en dit³⁷⁰ :

Le mécanisme des journaux est plus grand. Les journalistes de la presse écrite ont une tendance à mieux chercher quelques questions politiques. Ainsi, la télévision s'appuie sur la presse [pour couvrir des enjeux politiques]... Certes, on devrait fonctionner de façon inverse, puisque la télévision diffuse le soir, c'est elle qui devrait avoir l'initiative de diffuser les sujets aux journaux. Là on fonctionne à l'inverse ; on attend les journaux de matin pour voir ce qui s'est passé.³⁷¹

Les journalistes de la télévision lisent chaque jour les grands quotidiens afin de se tenir au courant des événements. Une journaliste de la télévision publique affirme le rôle de la grande presse, en tant que source officielle importante :

F.K. : Quelles sont les sources qui comptent le plus ?

K.C. : Toutes les sources officielles comptent, à savoir : Tout d'abord, les journaux politiques de grande diffusion, *TA NEA*, *ELEFTHEROTYPIA*, *ETHNOS*, *TO VIMA*, *KATHIMERINI*, *APOGEVMATINI*, *ELEFTHEROS Typos*. De même *RIZOSPASTIS*, pour les grèves du K.K.E.. Par la suite, le gouvernement et l'opposition majoritaire...³⁷²

En fait, une hiérarchie interne dans le champ de la presse s'impose ; ce sont les grands journaux, les journaux de grande diffusion, et les journaux partisans, comme *RIZOSPASTIS*, qui attirent l'intérêt tant des journalistes que des hommes politiques.

³⁶⁹ Tous les journaux ne jouent pas ce rôle majeur. Notre interlocuteur a souligné le rôle de certains journaux tels que *ELEFTHEROTYPIA* et *TA NEA*, *TO VIMA*, *KATHIMERINI*. Il s'agit de journaux de grande diffusion.

³⁷⁰ Nous retrouvons cette constatation dans Rogers et Dearing. D'après certaines recherches empiriques aux Etats Unis, on a fini par constater que la Maison Blanche et le journal *The Times* constituent les sources les plus précieuses d'informations. Voir J.W. Dearing E.M.Rogers. *Agenda setting, op.cit.*

³⁷¹ Entretien avec T. Michopoulos, Athènes 19/07/2004.

³⁷² Entretien avec K. Cavdella, Athènes 30/06/2004.

Or, d'autres journalistes de la télévision qui, bien qu'ils confirment le rôle de la presse comme source importante des reportages, cherchent à minimiser son influence sur la télévision, en déclarant de cette façon l'autonomie de la télévision privée. Notre interlocuteur étant un journaliste qui a travaillé uniquement pour la télévision, il cherche à mettre en avant les relations de concurrence entre la presse et la télévision :

F. K.: Est-il vrai qu'un grand pourcentage des sujets de la télévision dérive de la presse ou au moins des journaux à grande diffusion ?

V.TH : Ce qui est vrai c'est que les mécanismes d'information des chaînes de la télévision feuilletent aussi les journaux. S'ils trouvent des choses intéressantes, bon, ils font des reportages. Mais cela ne signifie pas que les sources des chaînes de la télévision sont les journaux. Cela n'est pas la vérité, c'est faux. Et c'est la conséquence des relations concurrentielles entre les médias, les journalistes qui travaillent dans des médias différents. Hélas, si on a tant des journaux et qu'ils ne puissent pas avoir cinq sujets.³⁷³

D'autre part, les journalistes de la presse écrite insistent davantage sur cette relation d'influence. Ceux-ci cherchent à surestimer le rôle de la presse dans le processus de la mise sur agenda. Stavros Lygeros, rédacteur en chef du journal *KATHIMERINI*, ne se limitant pas à noter le rôle de la presse en tant que source « officielle » pour la télévision, a même parlé de la reproduction par les chaînes de télévision de l'agenda de la presse :

La chose la plus importante est que les journaux font davantage l'ordre du jour que la télévision. Pourquoi ? Parce que les chaînes de la télévision reproduisent ; la télévision fonctionne davantage comme des enceintes acoustiques. Je pourrais dire que c'est la règle ; certes à part quelques exceptions. Les médias de radiotélévision fonctionnent comme les enceintes de la presse traditionnelle, des grands journaux.³⁷⁴

Cette opinion est partagée par un autre ex journaliste de la presse et présentateur de débat télévisé, et ensuite ministre, qui défend le rôle majeur de la presse dans la détermination de l'ordre du jour

En Grèce, le paradoxe est le suivant : la presse « fait sortir » les sujets et la télévision les popularise. Si quelqu'un pouvait voir, moi je le fais de façon empirique, mais si quelqu'un faisait une recherche, il pourrait affirmer que les 80-90% des sujets de la télévision dérive de la presse. Cela veut dire que la presse a les groupes professionnels qui signalent les sujets, et la télévision a les groupes qui vulgarisent les sujets en les transformant en sujets de

³⁷³ Entretien avec V. Thomopoulos, Athènes, 25/11/2004.

³⁷⁴ Entretien avec S. Lygeros, Athènes, 17/11/2004.

Les offres politiques en conjonctures routinisées

grande consommation populaire. En ce sens, le pouvoir en Grèce se trouve à la télévision mais le point de départ de ce pouvoir est la presse.³⁷⁵

Dans un registre parallèle, le directeur du journal *ELEFTHEROTYPIA*, en même temps qu'il confirme le pouvoir de la presse dans la détermination de l'ordre du jour, met en évidence le pouvoir de la télévision à « faire prendre feu » les sujets ; ce que la presse ne peut pas faire.

C'est un peu triste pour nous les journalistes de la presse, mais il faut quand même le noter : si la presse est le briquet la télévision est le feu. Autrement dit, tandis que la presse fait partir les enjeux, la télévision leur donne du feu.³⁷⁶

Dans le chapitre 5, nous aurons la possibilité de constater ce mécanisme de la circularité entre les médias, c'est à dire de la reproduction par la télévision des thèmes que la presse écrite fait émerger.

³⁷⁵ Anonymat respecté à la demande de l'interviewé.

³⁷⁶ Entretien avec S. Fyntanidis, Athènes, 1/07/2004.

DEUXIEME PARTIE

LES CONJONCTURES NON ROUTINIÈRES,

MOTEURS DE LA DYNAMIQUE POLITIQUE

Introduction

Cette deuxième partie a pour objet les processus des conjonctures non routinières. L'hypothèse principale consiste à restituer la dynamique propre de ces conjonctures et par là à rechercher leurs effets sur l'élaboration de l'agenda politique. Cette perspective d'analyse oriente l'attention vers les processus par lesquels le potentiel ou le contingent peuvent entrer dans le jeu et affecter la compétition partisane et l'agenda. Une controverse intra-partisane, une crise des politiques publiques, une crise internationale et des accidents ou événements dramatiques sont des conjonctures à examiner dans cette partie.

Notre première hypothèse est celle d'une « continuité³⁷⁷ » méthodologique. Nous allons poursuivre le mode d'analyse tel qu'il a été mis en avant dans la première partie, celui de l'examen des processus d'émergence, en changeant des promoteurs-initiateurs. Des fractions partisans, des élites syndicales et des médias définissent une situation comme problématique, ce qui s'accompagne d'une activité tactique et d'un étiquetage. Les partis politiques accompagnent et soutiennent les mobilisations de ces acteurs-initiateurs en les exploitant pour faire émerger des problèmes qui ne sont pas en faveur du gouvernement.

Dans cette deuxième partie, le sens de l'interaction devient plus complexe car une pluralité de protagonistes entre en scène. Le développement des stratégies et l'activation des ressources ont lieu dans un environnement de conjoncture contraignante ou le « jeu se joue » jour après jour. L'échange de coups entre les différents protagonistes se déroule avec pour base les coups des adversaires. Les interactions se font denses et accélérées. Les groupes ou les individus se saisissent des coups des autres, y investissent d'autres significations, intensifient les luttes et par leur entrée dans le jeu leur confèrent d'autres dynamiques. De même l'imposition de « sens » devient une affaire collective ou plutôt une « résultante d'un échange de coups³⁷⁸ ».

Ayant pris en compte, déjà, les écarts entre les stocks de ressources et les répertoires d'action des acteurs politiques, nous allons, à l'aide de l'analyse des processus dynamiques, prendre en compte les éventuelles redistributions des ressources et les modifications des

³⁷⁷ Comme le note M. Dobry « on ne postulera pas au point de départ que l'interprétation de ce type de phénomènes doive nécessairement être recherchée dans des facteurs, des variables ou des configurations causales radicalement différents de ceux auxquels le politiste ou l'historien a recours pour rendre compte des jeux politiques des conjonctures plus routinières ». M. Dobry. *Sociologie des crises...*, op.cit., p.14.

³⁷⁸ *Ibid.*, p. 33.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique
lignes d'action. La dynamique des enjeux n'est plus déductible des stratégies des acteurs
gouvernementaux : ceux-ci sont confrontés à des problèmes externes d'acuité croissante et
ils devront tenir compte de divers groupes externes mais aussi des contestataires à
l'intérieur de leur propre parti.

Il s'agit, à travers ces processus d'interactions denses et accélérées entre plusieurs
acteurs, d'observer plus en détail le *modus operandi* des interactions entre les stratégies
politiques et les contraintes médiatiques déjà examinées dans la première partie ; la
connivence entre les acteurs politiques, les journalistes politiques (de la presse écrite) et les
sondeurs dans l'imposition sur l'espace public des problèmes et des définitions, les modes
de constitution des problèmes publics par les médias et les différences entre la presse et la
télévision, le rôle différencié de la presse écrite et de la télévision dans l'expansion des
questions politiques, les autonomies médiatiques une fois que la multiplication des sources
valorisées le permet.

On pourrait appeler ces conjonctures non routinières des « policy windows » au
sens où l'entend J. Kingdon³⁷⁹. Il s'agit des « fenêtres d'opportunité » indiquant les
possibilités de changement, des occasions pour les acteurs de promouvoir leurs solutions.
Pour nous, la « fenêtre » s'ouvre une fois que le gouvernement perd le monopole de ses
ressources en raison d'une contestation en son sein, de la coordination de l'action collective
(syndicats et concurrents politiques) et de l'émergence des problèmes de l'extérieur.
L'expansion des problèmes, la condition principale de l'effectivité de ces processus, est due
à la coordination des stratégies de différents acteurs (politiques, sociaux, médiatiques) sur
les définitions des problèmes publics. Le rôle des médias en tant que régulateurs de la
visibilité sociale est important pendant ces *expansions non contrôlées* : la couverture
médiatique amplifie le retentissement des mobilisations des « contestataires » et renforce la
saillance des alternatives proposées par ceux-ci. La visibilité médiatique se constitue en une
ressource pour les groupes sociaux et les partis politiques, tandis qu'elle se transforme en
contrainte pour le gouvernement.

³⁷⁹ J. Kingdon. *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston : Little Brown, 1984.

Chapitre 5.

La confrontation partisane : Imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Tout en restant fixé sur notre objectif (examen des processus sociopolitiques de mise sur agenda) nous allons, dans ce chapitre, suivre l'action d'une fraction partisane voulant s'imposer au sein du parti. Il s'agit de la façon dont le Premier Ministre, Kostas Simitis, et d'autres membres du gouvernement et du PA.SO.K., vont se mobiliser afin d'inscrire sur l'agenda interne du parti et gouvernemental une question dont l'importance est primordiale pour leur maintien au pouvoir : la question du « renouvellement » du PA.SO.K..

La nécessité du « renouvellement » du PA.SO.K. se présente comme une demande « modernisatrice » tirant sa légitimité, comme nous allons le voir, des « changements sociaux et internationaux ». Le cadre du « renouvellement » doit être imposé pour que l'instauration, par la suite, du nouveau groupe dirigeant au sein du parti, soit légitimée.

Or, cette activité de définition s'accompagne d'une activité tactique d'une haute importance pour ce processus de publicité politique. La fraction partisane a recours à la publicité pour imposer au sein du parti le « renouvellement ». L'instauration du cadre de « renouvellement » s'effectue au travers de l'espace public et non pas au sein des organes partisans. Le recours à la publicité s'appuie sur une ressource fondamentale examinée déjà dans le premier chapitre de cette étude. Les membres du gouvernement ont de par leur position le privilège d'avoir accès à l'information et de contribuer significativement à la formation de l'actualité politique. Ainsi la publicité est pour la stratégie « modernisatrice » une ressource fondamentale dans la mise en place du « renouvellement ».

Le « camp des modernisateurs » utilisera des « armes de publicité » diverses lors de cette confrontation : les déclarations publiques et les discours politiques du Premier Ministre, les articles et les interviews dans les grands quotidiens (surtout ceux du dimanche) et les fuites en direction de journalistes « proches » sont des armes tactiques dans cette lutte politique bénéficiant de l'espace public comme espace de confrontation.

L'intervention publique des « modernisateurs » au moyen de coups tactiques en vue du changement des rapports de force provoquera la riposte des fractions visées au sein du parti. La confrontation prend la forme de coups échangés entre la fraction voulant changer

les rapports de force et ceux qui s’y opposent. Nous allons commencer par les coups des modernisateurs pour suivre par la suite tout le « réseau des occurrences³⁸⁰ » ou « l’ordre des successions³⁸¹ » des coups échangés. Ce processus pourrait être compris comme une confrontation des lignes d’action et des ressources politiques en suivant les moments successifs de l’entrée en jeu des protagonistes. Les coups échangés tendront à être déchiffrés et appréciés les uns par rapport aux autres dans les relations que leur ordre d’occurrence établit entre eux. Déchiffrés les uns par rapport aux autres, les coups échangés acquièrent leur dynamique propre et leur expansion saillante et bien médiatisée.

Chacun des deux « camps adversaires » occupant des positions plus ou moins égales dans la hiérarchie exécutive et la hiérarchie gouvernementale, leurs actions jouissent de visibilité médiatique, fait qui contribue à l’expansion du conflit et à ce que celui-ci acquière des dimensions échappant aux calculs initiaux. Voilà, ce qui nous amène à penser la publicité comme une ressource partagée. Si dans le premier chapitre nous avons commenté l’usage de la publicité par le gouvernement dans son ensemble, ici nous allons commenter son manipulation par deux groupes faisant partie du gouvernement. La condition du partage d’une ressource par chacun des deux camps est le premier volet de ce qu’on appellera l’ « incertitude informationnelle ».

L’action médiatique s’ajoute comme deuxième condition à la production de l’ « incertitude informationnelle ». La production journalistique acquiert une autonomie, le « bruit informationnel » s’engendre ; l’information produite n’est plus délimitée aux coups des acteurs. L’incertitude informationnelle affecte de manière décisive l’activité tactique et l’activité de définition des protagonistes. Dès lors, les contraintes se multiplient pour les premiers agents des coups, le « camp des modernisateurs », et le recul s’impose.

³⁸⁰ Michel Dobry note à propos de ce réseau d’occurrences : « Dans des contextes d’interdépendance élargie, l’efficacité des coups joués tendra, en effet, à être le produit de l’insertion du coup, et de son résultat direct, dans le réseau constitué par les autres coups échangés et leurs éventuels résultats locaux. » Ainsi M. Dobry désigne un processus lors duquel « les coups tendront à être déchiffrés et appréciés les uns par rapport aux autres, dans les relations que leur ordre d’occurrence établit entre eux. ». M. Dobry, *Sociologie des crises* ..., *op.cit.*, p. 181.

³⁸¹ Dans un autre registre lorsque P. Bourdieu examine les stratégies de reproduction matrimoniales et successorales, il note : « Parler d’enjeu, c’est abandonner la logique mécaniste de la structure pour la logique dynamique et ouverte du jeu, et s’obliger à prendre en compte, pour comprendre chaque nouveau coup joué, toute la série des coups antérieurs, tant en matière matrimoniale qu’en matière successorale. Bref, c’est s’obliger à réintroduire le temps - que Leibniz définissait comme ‘l’ordre des successions’ ». P. Bourdieu. *Stratégies de reproduction et modes de domination. Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 105, décembre 1994.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Nous allons donc commenter la mise sur agenda du « renouvellement » comme un processus en trois étapes : en commençant par la stratégie des modernisateurs en vue de l'établissement du cadre de renouvellement et les conditions qui l'y conduisent, nous verrons ensuite la production de l'« incertitude informationnelle » qui entraîne l'instauration de la dynamique propre de la crise, et nous finirons par l'examen de l'échec du processus et la façon dont s'effectue le retour à l'équilibre politique.

1. Le « renouvellement » comme stratégie « modernisatrice »

Nous allons aborder l'analyse de ce processus de mise sur agenda par l'étude de la stratégie modernisatrice. L'objectif sera ici, de restituer les propriétés qui la constituent. Tout d'abord, l'enjeu qui l'impose, c'est à dire le changement des rapports de forces au sein du parti. Par la suite, les conditions qui exercent une pression sur elle ou la favorisent : nous voulons parler aussi bien du système des positions intrapartisanes que du contexte de l'actualité. Finalement, les actions qui la mettent en oeuvre.

La restitution de la stratégie doit également prendre en compte les contraintes pesant sur le champ politique: une contrainte interne qui tient au fait qu'il s'agit d'un champ d'acteurs en compétition et une contrainte externe qui découle de l'existence d'agents extérieurs au champ politique (journalistes politiques, spécialistes de sondages) qui y produisent des effets³⁸².

Ces deux contraintes sont fortement présentes dans le processus que nous allons décrire. D'une part, la compétition intrapartisane impose une condition de forte relativité dans la mise en place des coups joués de part et d'autre. Ou comme le note Pierre Favre : « Un acteur parle et tous les autres lui répondent et en même temps se répondent³⁸³ ». L'existence de cette condition sera perçue dès l'élaboration de la stratégie, où les planifications et les actions des autres acteurs seront prises en considération par le

³⁸² Nous rencontrons ici Pierre Bourdieu lorsqu'il note : « Une des transformations les plus importantes de la politique depuis une vingtaine d'années est liée au fait que des agents qui pouvaient se considérer ou être considérés comme des spectateurs du champ politique, sont devenus des agents en première personne. Je veux parler des journalistes de télévision et aussi des spécialistes des sondages. Si nous devions décrire le champ politique aujourd'hui, il faudrait y inclure ces catégories d'agents pour la simple raison qu'ils y produisent des effets. ». P. Bourdieu. *Propos sur le champ politique*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2000, p. 61.

³⁸³ P. Favre. L'émergence des problèmes dans le champ politique. *Sida et politique : les premiers affrontements (1981-1987)*, op.cit., p. 32.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

camp des modernisateurs, et lors de sa mise en oeuvre, où les coups joués seront calculés et déchiffrés l'un par rapport à l'autre.

D'autre part, le rôle des journalistes politiques, en tant qu'agents porteurs d'effets sur le champ politique, se révèle déterminant pendant la confrontation. Leur contribution consiste, entre autres, à interpréter les coups en les amplifiant et à constituer leurs effets, à fabriquer des moyens de lutte et à vérifier leurs perceptions par le biais des sondages³⁸⁴. Par leur intervention dans l'ordre de succession des coups échangés, ils s'impliquent dans la dynamique du jeu qui va affecter les attentes des protagonistes et les propriétés des situations.

1.1. Etablir un nouveau groupe dirigeant au sein du parti

Kostas Simitis (le Premier Ministre) a échoué dans sa tentative d'instaurer un nouveau groupe dirigeant au sein du parti et du gouvernement et de mise à l'écart ainsi des membres « historiques ». La raison la plus importante en est que K. Simitis comptait parmi les contestataires les plus éminents de A. Papandréou, fondateur du parti. K. Simitis a pu s'imposer à travers une victoire parlementaire, faute d'avoir des appuis forts au sein du parti ; il est élu Premier Ministre avant tout par le groupe parlementaire. Ses alliances politiques étaient passées avec des personnalités et des forces réunies autour du postulat de la « modernisation de la société »³⁸⁵ en dehors du parti.

Comme le note G. Voulgaris « un trait caractéristique de la période de Simitis a été l'opposition insistante du parti envers le gouvernement. Le PA.SO.K. a été le

³⁸⁴ Sur les usages et les effets des sondages P. Champagne souligne entre autres : « Les sondages ne permettent pas seulement comme certains journalistes le dénoncent eux-mêmes, de 'faire des enquêtes' [...] ; ils sont surtout utilisés par les journaux parisiens afin d'intervenir dans le jeu politique, de préférence en fonction de la ligne politique défendue par le journal. Ils permettent par exemple de produire des effets politiques en substituant à la réalité ce que les gens sont censés penser de la réalité après une campagne de presse ayant contribué à fabriquer une certaine représentation de cette réalité... ». P. Champagne. *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris : Les Editions de Minuit, 1990, p.136.

³⁸⁵ Plusieurs membres du PA.SO.K. se sont positionnés contre le postulat de la « modernisation » qui leur paraissait aller contre la vision socialiste que le fondateur du parti mettait en avant pendant les gouvernements du PA.SO.K.. La contestation de la « modernisation » concernait deux aspects programmatiques : celui de la politique sociale et celui des affaires étrangères. Deux exemples tirés des congrès du parti manifestent cette contestation de la politique lancée par K. Simitis. Lors du 4ème congrès du PA.SO.K. en 1996, vingt un députés signent un texte contre « l'altération du profil social et patriotique du PA.SO.K. » représentée par la nouvelle politique mise en avant par le nouveau Premier Ministre. A l'époque la nouvelle politique sociale et la nouvelle ligne d'action dans le domaine des affaires étrangères seront les points les plus contestés. En

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant gouvernement de la modernisation et, en même temps, d'opposition à la modernisation [...] Le refus d'une fraction du parti et d'une série des 'barons' [*varonoi*] du parti d'accepter la prédominance de Simitis dans la lutte pour la succession de Papandréou. Le dit 'ancien PA.SO.K.' a traité les *simitikous* [supporters de Simitis] d'usurpateurs; il a ainsi élevé un mur psychologique qui était pire que les différences politiques³⁸⁶».

L'enjeu majeur lié à l'établissement du cadre de renouvellement est le changement des rapports de forces au sein du parti. K. Simitis et certains membres du gouvernement et du parti réputés composer la fraction des « modernisateurs » veulent instaurer leur pouvoir au sein du parti au détriment des ministres de premier rang qui constituent le groupe dirigeant fort du gouvernement. Le cadre du « renouvellement » du PA.SO.K., annoncé en tant que nécessité sociale et politique, sera l'outil de modification des rapports de force.

Mais pour comprendre le processus de mise en avant d'une telle stratégie, il faut saisir clairement les conditions qui conduisent à la ligne d'action choisie par le « camp des modernisateurs ». Les rapports de forces dans le parti comme les autres facteurs politiques sont des paramètres pesant de façon significative sur le choix de la confrontation.

1.1.1. Le « camp des modernisateurs » et le choix de la confrontation

Le camp des « modernisateurs » se sent menacé car cette fraction partisane qui soutient le Premier Ministre n'a pas pu s'imposer au sein du parti. La conjoncture qui suit les élections de 2000 renforce cette pression, pour deux raisons : d'une part, parce que le bruit court que Kostas Simitis ne sera pas candidat aux élections de 2004, les rumeurs par conséquent concernant la question de la succession commencent au lendemain même des élections de 2000, d'autre part, parce que les élections au sein des organisations locales du parti sont fixées au mois de janvier 2001. Le rôle de ces dernières est censé être primordial dans la mesure où elles offrent l'occasion de contrôler la base partisane.

Commençons par la question de la succession qui dès les élections de 2000 inquiète les membres du parti. G. Voulgaris note à ce propos: « le PA.SO.K. avait après les élections de 2000, deux convictions principales. D'une part, l'assurance de son immortalité, et,

décembre 1998, onze députés lancent une pétition contre l'accord signé par K. Simitis avec le gouvernement turc à Madrid.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

d'autre part, la conviction chez les nouveaux et certains anciens membres que dès ce moment là, la question de la succession était posée. Si le Premier Ministre remportait les élections de 2004, il songerait à la Présidence de la République, s'il les perdait cela voudrait dire qu'il devrait s'en abstenir. La combinaison des deux convictions a produit de mauvais résultats. Au lieu de la cohésion des membres dirigeants en vue de la victoire totale, on s'est acheminé, au cours des deux années suivantes, vers l'abandon de la solidarité partisane et les stratégies personnelles dissolvantes des soi-disant 'grands du PA.SO.K.' [on entend par là les membres éminents du parti]³⁸⁷».

Après les élections de 2000, les stratégies personnelles se font de plus en plus visibles au sein du parti et du gouvernement notamment, celles des « présidentiables³⁸⁸ », autrement dit les membres éminents du PA.SO.K., détenteurs des capitaux politiques et partisans importants : la majorité des membres éminents, et parmi eux des « présidentiables », ou, selon l'expression souvent utilisée, des « membres historiques » ont été parmi les membres fondateurs du parti, comme par ailleurs K. Simitis.

Parmi les membres qui sont considérés comme le « PA.SO.K. historique », Kostas Simitis et Akis Tsochatzopoulos sont les seuls à avoir occupé des postes ministériels importants lors des premiers gouvernements du PA.SO.K. dans les années 80. Vasso Papandréou, Kostas Laliotis et Théodoros Paggalos³⁸⁹, pour ne citer que les plus « éminents », n'ont pas, eux, occupé de postes ministériels de premier rang dans les premiers gouvernements du PA.SO.K. même s'ils ont été des membres fondateurs du parti et des protagonistes³⁹⁰. Très jeunes à l'époque où le PA.SO.K., sous l'égide de A. Papandréou, arrive au pouvoir en 1981, ils deviennent des « membres gouvernementaux de premier rang » une fois K. Simitis devenu chef du parti et Premier Ministre. Dès lors, les « anciens membres historiques » ceux qui ont participé aux gouvernements du PA.SO.K.

³⁸⁶ G. Voulgaris. *Le défi de l'hégémonie : Grèce, Europe, Amérique, Mondialisation* (en grec). Athènes : Polis, 2003, p. 25.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 26.

³⁸⁸ Parmi les présidentiables qui sont au moins trois, Akis Tsochatzopoulos et Giorgos Papandréou sont considérés comme les favoris. Le premier possède une grande expérience de l'administration en tant que ministre le plus ancien du gouvernement, il est par ailleurs une figure puissante du groupe parlementaire et de la base partisane. Akis Tzochatzopoulos est aussi très populaire dans le parti, il est considéré comme le successeur le plus approprié de K. Simitis. Le deuxième a le « brand name », il est le fils du fondateur du parti A. Papandréou, et il est assez populaire dans la base partisane; comme il fut le ministre des Affaires Etrangères, il revendique son aptitude à la gestion des affaires critiques.

³⁸⁹ Leurs parcours diffèrent au sein du parti. Parmi eux K. Laliotis fut le responsable de plusieurs campagnes électorales du PA.SO.K. tandis que Vasso Papandréou a été commissaire européen.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant dans les années 80 (1981-1989) sont remisés au second plan; le nouveau « PA.SO.K. historique » occupe les postes ministériels de premier rang dans les gouvernements de K. Simitis (1996-2004). Théodoros Paggalos devient ministre des Affaires Etrangères³⁹¹, Vasso Papandréou ministre du Développement et des Affaires Intérieures tandis que Kostas Laliotis, déjà ministre de l'Aménagement, des Travaux Publics et de l'Environnement en 1995, conserve ce poste jusqu'en 2001.

Ce « PA.SO.K. historique » ne constitue pas, au sein du parti, une fraction. Or, ils ont tous solidement enraciné leur pouvoir au sein du parti. Ils sont membres de l'organe partisan suprême, du Bureau Exécutif, qui ne compte que douze membres, et ils contrôlent une bonne partie de la base partisane; même si K. Simitis a obtenu au dernier congrès du parti 65% des votes des congressistes, cette victoire ne peut pas être considérée comme absolue car 35% des congressistes ont voté pour Akis Tsochatzopoulos, notamment, et pour les autres candidats. Les membres éminents ont leur propre parcours politique au sein du gouvernement et du PA.SO.K.. Ayant fondé leur propre capital politique qui leur permet de se positionner de façon autonome dans le parti, ils poursuivent des stratégies personnelles.

D'autre part, la fraction partisane des modernisateurs n'occupe pas de positions clé au sein de l'organe suprême du PA.SO.K., le Bureau Exécutif (*Ektelestiko Grafeio*), et lui fait défaut un capital partisan égal à celui des « membres historiques ». Le « camp des modernisateurs » bénéficie d'une présence forte au sein du gouvernement mais pas du parti. Nikos Christodoulakis³⁹² passe du poste de conseiller économique de K. Simitis au ministère du Développement, D. Reppas³⁹³ est le ministre de la Presse et des Médias, Michalis Chrissochoidis devient ministre de l'Ordre Public, Christos Verelis³⁹⁴ est le

³⁹⁰ Vasso Papandréou et Théodoros Paggalos avec Paraskevas Avgérinou ont soutenu la candidature de K. Simitis en 1996.

³⁹¹ Th.. Paggalos se fait limoger du poste de ministre des Affaires Etrangères en 1999 à la suite de ses manœuvres considérées comme erronées dans « l'affaire Occalan ». Il sera ensuite, pour une courte période, ministre de la Culture mais son limogeage du ministère de la Culture marque la rupture avec son ancien collaborateur K. Simitis. Dès lors, Th. Paggalos, qui est membre du Bureau Exécutif, sera un des contestataires permanents des choix politiques de K. Simitis.

³⁹² Professeur d'Economie à l'Université d'Athènes il est élu député avec le PA.SO.K. aux élections de 1996. Conseiller économique de K. Simitis, il sera ministre du Développement et il succédera à Gianni Papantoniou au ministère de l'Economie Nationale et des Finances en 2001.

³⁹³ Dimitris Reppas a été ministre de la Presse (1996-2001) et ministre de l'Emploi (2002-2004)

³⁹⁴ Christos Verelis sera pour la première fois élu député avec le PA.SO.K. aux élections de 1996 mais il perdra son poste après contestation de Christos Rokofyllos. Elu de nouveau député aux élections de 2000 il sera ministre des Transports.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique ministre des Transports et des Communications, Petros Efthimiou³⁹⁵ ministre de l'Education et enfin Christos Protopapas cet ancien président des syndicalistes de G.S.E.E. (la Confédération des Travailleurs) est vice-ministre de l'Emploi. Tous ces *simitofylakes* (les gardes de Simitis), d'après l'expression préférée des journaux, ont brillé à l'époque de K. Simitis; leurs parcours politiques commencent avec son élection au poste de Premier Ministre. Avec eux, les conseillers du Premier Ministre vont jouer un rôle important lors de ce processus de confrontation. Giorgos Pantagias est le conseiller de la presse du Premier Ministre et Michalis Neonakis est le « leader » des modernisateurs sur le plan partisan. Ces derniers demeurent en dehors du gouvernement.

Parmi les « membres historiques », celui qui paraît être le concurrent le plus sérieux de Simitis est Akis Tsochatzopoulos. Nous avons déjà commenté, dans le premier chapitre, le fait que le Premier Ministre a gagné la course à la succession, au deuxième tour, en 1996, face à son adversaire, Akis Tsochatzopoulos, proche ³⁹⁶» du fondateur du parti, A. Papandréou, et à l'époque secrétaire du parti. Kostas Simitis a remporté la course à la succession par une seule voix de différence. Dès lors, A. Tsochatzopoulos en contrôlant une large partie de la base partisane, joue le rôle de « second » dans le parti et de meneur souvent de la critique envers les « modernisateurs ». Il représente ainsi une menace envers les « modernisateurs » et plus spécialement envers le Premier Ministre. Et d'autant plus que ses pourcentages de popularité sont parmi les plus élevés au sein du parti.

La menace représentée par Akis Tsochatzopoulos a deux volets principaux : celui de la succession et celui de la « dyarchie »(*dyarchia*).

Selon la proposition de la « dyarchie » les postes du chef du gouvernement et du chef du parti seraient occupés par deux personnes différentes. La proposition d'une double direction du parti et du gouvernement a été faite pour la première fois par Akis Tzochatzopoulos, au congrès de 1996. Il met ainsi en oeuvre une stratégie préparatoire à sa candidature à la présidence du parti lors du prochain congrès. La « dyarchie » a trouvé dès le début de nombreux supporters au sein du parti, en vue de restreindre les pouvoirs de K.

³⁹⁵ Petros Efthimiou était journaliste politique au journal *TO VIMA*. En 1999 il sera élu député européen avec le PA.SO.K.. De 2000 à 2004 il sera ministre de l'Education sans être député. Il sera élu député avec le PA.SO.K. pour la première fois aux élections de 2004.

³⁹⁶ Nous avons exposé dans la première partie de cette étude les fondements de la dynamique de A. Tsochatzopoulos au sein du parti. Il est l'un des jeunes membres du parti dans les années 80, et un proche collaborateur de A. Papandréou.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant Simitis³⁹⁷. A ce moment là, comme l'enjeu principal pour K. Simitis était le contrôle le parti, il a posé le dilemme de l'acceptation de son leadership à la fois à la tête du parti et du gouvernement ou sa démission du poste de Premier Ministre. K. Simitis parvint à s'imposer en ce temps là, mais au début de 2001 cette demande fut posée de nouveau et devint l'objet de débat au sein du parti.

Face à ces pressions et ces menaces K. Simitis mettra en avant la nécessité du « renouvellement » du parti pour que celui-ci « renouvelé », il remporte les prochaines élections. K. Simitis lance l'idée du renouvellement pour la première fois juste après les élections de 2000. La confrontation deviendra plus dure au début de 2001 et ce jusqu'en juin 2001, où le congrès est alors avancé de cinq mois.

C'est en juillet 2000 qu'a lieu le premier coup. D'après le reportage du journal *TA NEA* « en ce temps là des fuites vers la presse provenant du Megaro Maximou [le siège du Premier Ministre] portaient sur la nécessité 'de la constitution d'un nouveau groupe dirigeant' et de l'attribution de la responsabilité de l'inefficacité gouvernementale aux membres éminents.³⁹⁸» Entre juillet et septembre un certain nombre de coups est porté: un article du conseiller de la presse du Premier Ministre Giorgos Pantagias³⁹⁹, un dîner secret chez le secrétaire K. Skandalidis (le Premier Ministre n'était pas présent) et le discours politique de K. Simitis après l'Exposition Internationale de Salonique en septembre consistaient tous en des coups portés par le camp des modernisateurs. En octobre 2000, un événement dramatique (le naufrage du bateau Samina qui a causé la mort de 80 passagers) a entraîné, entre autres, le recul gouvernemental. D'après *TA NEA*⁴⁰⁰ « les collaborateurs proches de Simitis ont conseillé au Premier Ministre –et ils ont été entendus – d'arrêter la controverse au sein du parti pour faire l'économie des forces et surmonter le climat négatif ». Ainsi la controverse a pris fin sans avoir duré et notamment sans prendre de larges dimensions.

Début 2001, plusieurs faits favorisent la mise en oeuvre de la stratégie d'instauration du cadre de renouvellement comme appui légitimant l'instauration du nouveau groupe dirigeant. Tout d'abord, les élections pour la désignation des secrétaires

³⁹⁷ T. Pappas, *PA.SO.K. de leur futur...*, *op. cit.*, p. 46.

³⁹⁸ « Des scénarios fatigués », *TA NEA*, 29 janvier 2001.

³⁹⁹ En Août 2000, Giorgos Pantagias publie un article dans le journal *ELEFTHEROTYPIA* dans lequel il parle « d'un régime qui ne désire pas le nouveau mais qui reproduit l'ancien ». T. Pappas, « Quand le conseiller parle, l'orage avance », *ELEFTHEROTYPIA*, 25 février 2001, p. 6.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique des organisations locales prévues le 11 février 2001. Les élections locales (les dernières s'étaient déroulées quatre ans auparavant) sont considérées comme d'une importance majeure en vue de la consolidation des rapports de forces qui vont déterminer le déroulement du congrès prévu en mars 2002. Les deux fractions partisans s'organisent pour cette confrontation qui leur permettra de mieux évaluer leurs forces au sein du parti. Or, les autres « présidentiables » se mobilisent aussi pour que leurs alliés proches se fassent élire dans les comités locaux. Les forces modernisatrices gagneront la majorité des postes de secrétaires, ce qui en fait accélère le processus de la confrontation.

Le postulat du « renouvellement⁴⁰⁰ du parti » devient à la fois une activité tactique et une activité de définition : d'une part, elle constitue pour le Premier Ministre une ligne d'action orientée vers la restriction du pouvoir des présidentiables, et notamment de Akis Tzochatzopoulos, en vue du congrès, d'autre part vers l'imposition d'un nouveau groupe dirigeant qui serait sous son influence, et le maintien de sa propre prédominance dans le gouvernement de façon à assurer sa candidature pour les élections de 2004.

En même temps, le renouvellement du parti est un acte de définition marquant les nouveaux membres du parti, les « modernisateurs », mais aussi de restriction des marges de manoeuvre des membres « historiques ». Le renouvellement, en tant que renouveau des idées, des personnalités et des symboles marque une ouverture vers les « nouveaux besoins de la société », vers un nouvel agenda politique plus « dynamique », plus « moderne », proche des inquiétudes des citoyens dans le nouveau contexte. Ainsi défini, le postulat du « renouvellement » sera utilisé dans tous les coups portés par les « modernisateurs » lors de leur confrontation avec les membres éminents du parti.

1.1.2. Le contexte de l'actualité

Début 2001, l'actualité favorise le faire valoir du « renouvellement ». Tout d'abord, les taux élevés de popularité de Simitis, par la suite la chute du PA.SO.K. dans les

⁴⁰⁰ Stefanos Tzanakis, « Et après c'était le renouvellement », *TA NEA*, 24-25 février 2001, p. 15.

⁴⁰¹ La question du « renouvellement » n'est pas nouvelle pour le parti. Elle a pris d'autres définitions comme « renaissance », « refondement » mais son annonce est toujours liée à des dysfonctionnements observés. En 1983, A. Papandréou le leader socialiste parle de « Changement sur le changement » car les problèmes de ses premiers gouvernements apparaissent déjà. En 1987, K. Laliotis parle de refondation, une idée qui serait dès lors devenue « reconstitution », « renaissance », « recomposition », « réformation » selon les conditions.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant intentions de vote, et finalement l'entrée dans le jeu politique d'un nouvel acteur politique notoire et bénéficiant d'une forte présence dans les pourcentages. Or, ces trois éléments ne sont pas de simples indicateurs de l'actualité politique de l'époque. Ce sont des variables, des appuis légitimant la mise en évidence de la nécessité du « renouvellement ». Le PA.SO.K. (mais pas Kostas Simitis) semble (dans les sondages) avoir fatigué ses électeurs qui préfèrent fuir vers le nouveau parti de Dimitris Avramopoulos. La mobilisation de ses ressources dans le processus d'inscription à l'agenda du renouvellement se fait à l'aide de sondages et des commentaires de journalistes politiques.

Kostas Simitis est « jugé » comme le plus « approprié » à gérer la situation face à son adversaire politique K. Karamanlis. La popularité, ainsi produite, devient une arme considérable pour le groupe des modernisateurs, notamment lorsque les sondages, neuf mois après les élections se font les indicateurs de la chute du PA.SO.K. K. Simitis est donc détenteur d'une ressource importante sous la forme de sa popularité et de la crédibilité dont il jouit en tant que Premier Ministre. Au sein de la compétition intra- partisane, la « popularité » telle que justifiée en public (et par le public) par les sondages, est une ressource favorisant la construction du « charisme » par l'accumulation des « avantages personnels » et donc du capital politique.

En janvier 2001 est publié le premier sondage de la nouvelle année⁴⁰². Il en sort trois éléments d'importance. Tout d'abord, à la question « Pensez –vous que le PA.SO.K. a des chances de remporter les prochaines élections législatives sous : le leadership Simitis, sous un autre leadership, Je ne sais pas/Je ne répond pas ? » 56.5% répondent K. Simitis, 32.1% un autre leader et 11.4% ne savent pas ou ne répondent pas. Et, de même, à la question « Indépendamment de la personne pour qui vous votez, qui pensez-vous être le plus apte à affronter le mieux les problèmes du pays (en tant que Premier Ministre) ? », 45% répondent Kostas Simitis, 34.4% Kostas Karamanlis et 20.5% ne savent pas ou ne répondent pas. Le sondage sera utilisé comme arme dans la lutte au sein du parti. Les réponses aux questions satisfont le « camp des modernisateurs » et, plus important, ils l'affichent face aux « concurrents ». K. Simitis est majoritairement la personne la plus appropriée au sein du parti mais aussi au sein du gouvernement pour mener le PA.SO.K. à la victoire électorale.

Depuis le milieu des années 80 où le terme fait son apparition, elle sera dès lors partie prenante de l'histoire du PA.SO.K..

Or, la même enquête révèle un autre trait caractéristique, la popularité en hausse du parti de Dimitris Avramopoulos (qu'il tente de fonder).

Dimitris Avramopoulos maire d'Athènes depuis 1994, élu avec le support du parti de la N.D., voit sa popularité en hausse dans tous les sondages d'opinion dès les premiers jours de son élection. Dès 1998 le « parti Avramopoulos » est inclus dans le sondage de la société des sondages MRB sur les tendances du corps électoral. La question était de savoir si les personnes interrogées pourraient voter pour ce parti «au cas où D. Avramopoulos décid[ait] de le fonder ». La même question est reprise par les sondages portant sur les tendances de vote en décembre 1998, décembre 1999 et décembre 2000⁴⁰³. Un sondage panhellénique en janvier 2001 offre de nouveaux présupposés dans le jeu politique puisqu'il considère le parti politique de D. Avramopoulos, avec les autres partis politiques, comme objet de sélection électorale; à ce moment là son futur fondateur s'engage publiquement de lancer une nouvelle proposition politique. A la question « pour quel parti considérez-vous le plus possible de voter dans les élections à venir », 29.2% des sondés répondent le PA.SO.K., 29.4% la N.D. et 14.7% des sondés le parti de D. Avramopoulos.⁴⁰⁴

La contribution du sondage tient en ce qu'il en vient à «constituer» le parti de D. Avramopoulos en le considérant sur un pied d'égalité avec les autres partis politiques. Il s'agit là d'un acte de constitution dont la légitimité est acquise par le «soutien du peuple», représenté par le pourcentage donné par les sondés. Cependant non seulement les sondages rendus publics constituent le « nouveau parti politique » en mesurant ses effets sur le système politique, mais de surcroît les journalistes interviennent en renforçant la dynamique de ses effets. Voici le commentaire du rédacteur politique du journal qui a publié le sondage : « Le parti d'Avramopoulos paraît être le facteur qui modifiera les paramètres du jeu politique. Il obtient 14.7% dans les sondages sur l'intention de vote et ainsi crée un effet considérable...⁴⁰⁵ »

⁴⁰² Il s'agit de l'enquête panhellénique réalisée par *Kapa Research* entre le 10 et le 17 janvier 2001 sur un échantillon de 1600 ménages. L'enquête a été publiée dans le journal *TO VIMA*, rubrique *To Théma*. Voir G. Lakopoulos, « Le jeu des partis politiques », *TO VIMA*, 21 janvier 2001, p. A3-A8.

⁴⁰³ T. Kafetzis, « Des lacunes et des particularités dans les sondages pour Avramopoulos », *ELEFTHEROITYPIA*, 3 février 2001, p.4.

⁴⁰⁴ Les autres partis : PCG 4.4%, SYN 2.9%, Autre parti 2%, Blanc 1.4%, Pas décidé 15%, Je ne sais pas/ je ne réponds pas 1.1%, Enquête panhellénique, G. Lakopoulos, « Le jeu des partis politiques », *TO VI MA*, *op. cit.*

⁴⁰⁵ *Ibid.*

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Quelques jours plus tard une autre enquête publiée⁴⁰⁶ dans le journal *TA NEA* pose la question du « meilleur Premier Ministre du pays ». 32.4% répondent Simitis, 26.6% Karamanlis et 20.7% Avramopoulos. Le rédacteur politique écrit : « l'entrée d'Avramopoulos dans la liste des leaders politiques change radicalement la hiérarchie de leur popularité d'après les résultats du sondage de VPRC. Le maire d'Athènes est le plus populaire⁴⁰⁷ ». Les pourcentages en hausse du parti de Dimitris Avramopoulos seront interprétés comme une expression d'insatisfaction envers les partis politiques existants : « Au-delà des réserves méthodologiques qu'on peut exprimer, le pourcentage de 16.5% en faveur du parti d'Avramopoulos [en réponse] à la question de l'intention de vote révèle un mouvement existant et massif d'insatisfaction politique⁴⁰⁸ ».

L'enquête mesure aussi les migrations des deux partis (PA.SO.K. et N.D.) : 16% des personnes qui ont voté pour le PA.SO.K. aux élections de 2000 signalent leur intention de voter pour le parti de D. Avramopoulos et respectivement 17.9% de celles qui ont voté pour la N.D.. Or, une autre enquête⁴⁰⁹ signale l'insatisfaction du corps électoral de la N.D. et du PA.SO.K.. D'après l'enquête 28.7% des sondés se déclarent « beaucoup » et « assez satisfaits » du gouvernement (3.7% et 25% respectivement), tandis que 37.5% se déclarent « peu satisfaits » et 33.9% « pas du tout » (satisfaits). En ce qui concerne la N.D.: 13.2% se déclarent « beaucoup » et « assez satisfaits » (1.2% et 12% respectivement) et 40.3% « peu satisfaits » et 46.5% « pas du tout ». D. Avramopoulos représente le nouveau, l'« homme neuf » face aux forces politiques établies de la Grèce.

La popularité de Kostas Simitis, en tant que Premier Ministre le plus approprié, la menace que représente Dimitris Avramopoulos et finalement la chute du PA.SO.K. (dans les sondages) sont des raisons légitimant la nécessité du « renouvellement ». La conversion des « données objectives » des sondages en ressources s'effectue à l'aide des journalistes politiques de la presse écrite. Ceux-ci font des estimations des sondages des variables d'importance majeure pour les équilibres politiques.

Citons un extrait de ce type d'article politique:

⁴⁰⁶ Enquête panhellénique de V-PRC sur 1076 personnes (sans les îles de la mer Egée et Ionienne) réalisée entre le 8 et 25 janvier 2001. Voir S. Tzanakis, « A la hausse Simitis, Néa Dimokratia et Avramopoulos », *TA NEA*, 30 janvier 2001, p. 12-13.

⁴⁰⁷ S.Tzanakis, « A la hausse Simitis, Néa Dimokratia ... », *op.cit.*

⁴⁰⁸ G. Mavris, « Le profil des électeurs de Avramopoulos », *TA NEA*, 31 janvier 2001.

⁴⁰⁹ Enquête réalisée sur 600 personnes dans la région de Attiki (Athènes) entre le 24 et 25 janvier 2001. Voir C. Tavoulari, « PA.SO.K. et N.D. inférieurs aux attentes » *ELEFTHEROS Typos*, 29 janvier 2001. p. 4.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

« Le gouvernement recherche la porte secrète de sortie de cette conjoncture difficile. Les derniers sondages montrent le marécage dans lequel le parti au gouvernement est tombé, ce qui a un effet considérable sur ses pourcentages d'acceptation par le corps électoral : pour la première fois et neuf mois juste après sa victoire électorale, le PA.SO.K. perd cinq points par rapport à la N.D. [...]. Or, ce n'est pas le seul problème. Le soutien au parti, en construction, d'Avramopoulos en troisième position dans les intentions de vote révèle deux problèmes pour K. Simitis [...] La seule chose encourageante est la crédibilité dont jouit personnellement K. Simitis et notamment le fait que sa capacité en tant que Premier Ministre n'est pas contestée par la majorité des électeurs qui déclarent sans hésitation être déçus du gouvernement. Autrement dit, K. Simitis doit aller de l'avant avec des actions rectificatives tant au plan de la politique qu'au plan des personnes pour restaurer le soutien envers son gouvernement du corps électoral. Sinon il sera menacé non par un mais par deux adversaires.⁴¹⁰ »

Le journaliste transforme les données des sondages en variables qui font pression sur les décisions gouvernementales et il incite même le Premier Ministre, qui est le seul à jouir d'une crédibilité, à procéder à des changements de personnalités car le PA.SO.K. est « usé ». Il parvient ainsi à renforcer les effets des sondages tout en fabriquant des présupposés qui doivent être pris en compte. Ce jeu des commentaires politiques et des sondages repose sur une connivence entre les sondeurs, les acteurs politiques et les journalistes. Les opinions exprimées et diffusées et les sondages qui mesurent la « potentialité » et les « effets réels », sont pris en compte comme des données par les acteurs politiques dans la planification des activités tactiques. C'est dans ce climat, à l'ombre des sondages précités, lors d'une visite en Crète que Kostas Simitis portera le « coup inaugural » du processus de confrontation.

Le premier coup sera porté un peu avant les élections des organisations locales. A ce moment là, l'actualité est alimentée par les préparations en vue des élections des deux principaux camps, des « modernisateurs » d'une part, et des *tsochatzopoulíkous* [proches de Tsochatzopoulos] de l'autre. Des reportages sur les deux camps, des interviews avec les « modernisateurs » à propos des élections internes visant à la mobilisation des membres partisans et des articles analysant la situation, occupent le devant de la scène.

En même temps, l'actualité s'alimente aussi d'une forte controverse interne. Théodoros Paggalos, un ancien collaborateur de K. Simitis, ancien ministre des Affaires Etrangères et parmi les membres éminents du PA.SO.K. ouvre une campagne, à travers une série d'interviews, contre K. Simitis, en abordant la question du leadership, et en ouvrant

⁴¹⁰ S. Liarellis, « Des sondages –poison », *Kyriakatiki ELEFTHEROTYPIA*, 4 février 2001, p. 4.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant ainsi la question de la succession. Il s'agit de coups visant à nier la légitimité de K. Simitis en vue des élections des organisations locales. La contestation de la personne de K. Simitis à la veille des élections partisans vise à l'affaiblir au sein du parti. Th. Paggalos parvient ainsi à se positionner dans la controverse intrapartisane comme le pôle adversaire et à s'inscrire dans le rapport des forces intrapartisanes. Le Premier Ministre choisit de ne pas lui répondre, dans une tactique d'apaisement de la visibilité de la controverse. Or, il laisse circuler des rumeurs sur l'éventuel limogeage de Th. Paggalos du groupe parlementaire ou du Bureau Exécutif. Nous allons retrouver cette « tactique de fuites », comme nous pouvons l'appeler, plus loin; il s'agit des fuites lancées par l'environnement du Premier Ministre et notamment de son conseiller auprès de la presse, G. Pantagias. Son rôle est de « faire circuler » les informations, au nom du Premier Ministre, vers la presse, de façon que K. Simitis ne fasse pas de déclarations sur des sujets d'actualité. Tant les interviews critiques que les fuites passent par la « grande presse », à savoir *TO VIMA*, *TA NEA*, *ELEFTHEROTYPIA*, *ETHNOS* et dans une moindre mesure *ELEFTHEROS Typos*. Nous avons ainsi les premières traces d'un débat qui acquiert sa réalité et sa légitimité à travers la presse écrite.

Dans cet environnement alimenté par les controverses internes et la contestation envers le Premier Ministre par les membres éminents, la préparation des élections internes, la contradiction entre l'image « pessimiste » du gouvernement et la considération dont jouit K. Simitis comme la personnalité la « plus approprié[e] pour le poste de Premier Ministre », le premier coup des modernisateurs sera porté peu avant les élections internes par le Premier Ministre lui-même.

Toutes ces données sont prises en compte dans la préparation du conflit car elles représentent pour le « camp des modernisateurs » une dynamique à la fois interne au parti (les élections locales) et externe (les sondages). Or, elles reposent sur la certitude que cette dynamique est également prise en considération par les autres acteurs dans la préparation de leurs activités tactiques.

1.2. Les coups des modernisateurs : L'emprise de la publicité

Les premiers coups portés viennent des modernisateurs, puisqu'il est de leur intérêt de changer l'équilibre politique. Nous allons montrer que la stratégie des

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

« modernisateurs » acquiert sa légitimité par son cadrage comme « renouvellement » et sa réalité par sa publicité. L'emprise de la publicité sous toutes ses formes (discours, interviews, déclarations aux médias) devient le moyen par excellence de l'imposition du cadre de « renouvellement » .

Ainsi les modernisateurs, par leurs coups, convertissent l'espace de la publicité en espace de confrontation. Le transfert d'une controverse intrapartisane au public est lié au manque chez les modernisateurs d'une ressource importante : ils ne font pas partie du groupe éminent des « membres historiques » et ne jouissent donc pas de ces capitaux partisans qui leur permettraient de les affronter dans les organes partisans. La publicité constitue donc une ressource forte importante qui leur permet d'imposer le renouvellement au sein du parti.

1.2.1. La production de la rupture entre les « anciens » et les « nouveaux »

Fin janvier K. Simitis se rend en Crète à l'occasion de l'inauguration d'un hôpital et de l'annonce des programmes concernant cette région. Dans son discours politique, il se prononça aussi sur les affaires internes du gouvernement : « Certains paraissent être fatigués après l'effort des dernières années. D'autres préfèrent s'occuper de choses faciles, de choisir des expressions agréables. Je ne suis pas adepte de cette logique en politique. Il n'y a qu'une seule vérité : ceux qui veulent que les affaires progressent doivent s'engager à trouver leur solution⁴¹¹».

Nous avons déjà traité dans le premier chapitre de la première partie de la ressource positionnelle du gouvernement qui consiste à produire l'information politique et surtout l'actualité politique. Notamment, le Premier Ministre a la possibilité d'inscrire directement ses propositions, ses déclarations et ses annonces sur l'agenda médiatique. Tel est le cas de cette déclaration lancée par K. Simitis. Ce coup sera immédiatement médiatisé ; même si sa visibilité reste limitée dans la mesure où seul le journal *ELEFTHEROS Typos* consacrera sa une à ce sujet et que la chaîne *MEGA* lui donnera la cinquième place dans son journal télévisé, la production par les journalistes de l'effectivité du coup est le trait le plus important de sa médiatisation.

⁴¹¹ Kostas Simitis, discours politique, Crète, 26 janvier 2001.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Les journalistes politiques vont isoler cette phrase dans le discours du Premier Ministre et commenceront la recherche des réactions auprès des acteurs politiques. Rapidement des articles politiques commencent à parler d'un remaniement ministériel. Les reportages font appel à l'« opinion publique » ou à la « société » pour affirmer le besoin de remaniement et de changement de personnalités dans le gouvernement: « La société cherche le renouvellement » ou « L'opinion publique est convaincue que le gouvernement est usé beaucoup plus vite qu'on ne l'attendait »⁴¹². On peut ainsi dire que les journalistes politiques par leur activité d'interprétation des événements politiques, fabriquent la « demande sociale » qui sert à l'affirmation de leurs jugements politiques.

Le coup inaugural annonce la volonté de distanciation de K. Simitis vis-à-vis des ministres de premier rang (qui sont les membres éminents, les membres historiques du PA.SO.K.). K. Simitis essaie d'établir une rupture au sein du gouvernement entre ceux qui sont « usés » et les « nouveaux » qui sont des personnages frais et incorruptibles. Cette rupture s'appuie sur un « public mood » de l'époque confirmé par les sondages, démontrant « l'insatisfaction des citoyens⁴¹³ » quant à la situation du pays et leur niveau de vie (au niveau économique).

Or, un coup provenant cette fois du parti de l'opposition majoritaire annule la volonté du Premier Ministre de procéder à un remaniement. La N.D. dépose une plainte contre le ministre de l'Economie en lui attribuant la responsabilité de l'affaire de la Bourse⁴¹⁴. Cette évolution oblige le parti gouvernant à se montrer uni. K. Simitis n'effectue pas le remaniement car il serait perçu comme un signe de faiblesse dans cette controverse avec l'opposition majoritaire. Il fait usage toutefois du vote contre la plainte pour consolider sa position au sein du parti en la transformant politiquement en vote de soutien à son gouvernement.

Kostas Simitis met fin lui-même à tous les scénarios de remaniement. En rentrant d'un voyage en Inde le 10 février, il annonce aux journalistes qu'il n'a pas l'intention de procéder à un remaniement et il revient sur sa position concernant les « ministres usés » à

⁴¹² T. Pappas, «Frein au remaniement.» *Kyriakatiki ELEFTHEROTYPIA*, 11 février 2001, p. 6.

⁴¹³ Le PA.SO.K. est au pouvoir depuis presque 17 ans. Pendant toutes ces années ses membres historiques ont joué un rôle très important et ont toujours occupé des positions clés au sein du parti. Si d'après les sondages le public semble être insatisfait du gouvernement, cette insatisfaction devrait être attribuée aux « anciens combattants », aux ministres de longue date. K. Simitis essaiera de montrer ceux qui sont usés tout en se distanciant d'eux. Cette tactique de la distanciation tient à la conservation de l'image du Premier Ministre.

⁴¹⁴ Cf. Chapitre 7 pour une présentation de l'affaire de la Bourse.

travers une déclaration soutenant « nous ne sommes pas usés ; nous sommes vivants et dynamiques ». Le premier coup paraît avoir perdu sa chance d'être effectif : le remaniement n'aura pas lieu et le renouvellement du gouvernement s'en trouve remis.

A ce moment là, le 11 février, le jour des élections pour les organisations locales du PA.SO.K., le ministre de l'Ordre Public, un jeune ministre modernisateur parmi les plus proches de K. Simitis, Michalis Chrissochoidis accorde une interview au journal *TO VIMA* sous le titre « Nouveau parti, nouveau symbole ». M. Chrissochoidis ministre de l'Ordre public (1998-2003), n'a que 46 ans à l'époque et est déjà passé par les postes de vice-ministre du Commerce (1994-1996) et du Développement (1996-1998)⁴¹⁵. Le radicalisme des propositions relance la discussion autour du « renouvellement » en changeant le cadre : le remaniement n'est pas la solution, suggère le ministre, le changement exige l'établissement d'un nouveau « schéma politique ». La contestation du PA.SO.K. historique est au tout premier plan dans cette proposition radicale émise par ce jeune ministre :

M. Chrissochoidis: le PA.SO.K. est une machine qui progresse. Certes, avec beaucoup de problèmes qui peuvent néanmoins être affrontés. Maintenant, dans la conjoncture présente, quelqu'un pourrait poser la question : est-ce qu'au lieu de réparer la machine, il ne pas serait préférable de procéder à un schéma suivant ?

Stavros Theodorakis : C'est à dire, un nouveau parti ?

M. Ch.: Un nouveau schéma. En Grèce, il y a des forces sociales vivantes, apparues ces dernières années mais qui, politiquement, sont désarmées. Elles n'ont rien à voir avec le PA.SO.K. historique, avec nous, qui avons fondé et lancé le PA.SO.K.. En même temps, elles sont attirées par la modernisation de la société et de la politique qu'exprime aujourd'hui K. Simitis. Elles vont se rapprocher uniquement si nous avançons des actions de réforme du parti dans son ensemble; cest pour cela que j'ai parlé de schéma nouveau. La réformation du parti démocratique qui a survécu plus d'un siècle. C'est à nous de reprendre le fil conducteur de la continuité historique tout en restant le mouvement progressiste majoritaire de la société grecque.

St. Th.: Quelle serait l'appellation de ce nouveau schéma ?

M. Ch.: Je ne vois pas la nécessité de changer d'appellation.

St. Th. : Et comme symbole ? Le soleil vert ? [Le soleil vert est le symbole du PA.SO.K. depuis sa fondation]

M. Ch.: On pourrait, éventuellement, changer de symbole. Les symboles doivent correspondre aux nécessités nouvelles, servir les besoins du citoyen ordinaire, même de celui qui n'a rien à voir avec le PA.SO.K. historique [...]

⁴¹⁵M. Chrissochoidis sera élu secrétaire du Comité Central du PA.SO.K. en 2003. A l'époque le secrétaire du PA.SO.K. était Kostas Laliotis qui sera poussé à démissionner. Dès lors, K. Laliotis s'éloigne de K. Simitis et du PA.SO.K.. Aux élections de 2004 il ne dépose pas sa candidature; il préfère garder la dernière place, non éligible, dans la *lista epikrateias*. Ce remplacement est encore un coup des modernisateurs afin d'occuper des postes au sein du parti.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

St. Th.: Le nouveau schéma aurait comme leadership de nouveaux personnages en marge de ceux qui participent aujourd'hui à la pyramide du «leadership» du PA.SO.K.

M. Ch.: J'envisage une grande table, car elle doit être grande pour que tous les grands sujets de la société se rassemblent et pour que plusieurs se rassemblent autour de la table.

St. Th.: Au nouveau schéma participeront des gens du centre ? Participeront des gens de gauche ? Est-ce que [Maria] Damanaki ou [Giorgos Souflias] participeront ?

M. Ch.: Comme vous l'avez dit. Le Centre peut être présent, Synaspismos, des non-inscrits de gauche et beaucoup d'autres. Tous ceux qui veulent lutter ensemble pour une société de citoyens en créant les consensus nécessaires pour avancer vers les grandes réformes. Tous ceux qui se regroupent sous le terme de *parataksi* démocratique.

St. Th.: Et quand tout cela aura-t-il lieu ?

M. Ch.: Moi, je pense que le congrès à suivre doit être le congrès de l'évolution. On doit y faire entendre la voix de toutes les forces sociales vivantes et inquiètes de ce pays.

St. Th.: J'imagine que le nouveau schéma aura comme leader [K.] Simitis.

M. Ch.: Certes, il a comme leader [K.] Simitis. [K.] Simitis est celui qui marquera par ses grandes actions cette transformation; comme leader de ce grand effort pour la reconstruction du nouveau parti démocratique.

Que retenir de cette interview ? Tout d'abord, les conditions du coup choisi. Il s'agit d'une interview dans le journal *TO VIMA*, un allié des modernisateurs et le journal, au tirage le plus élevé le dimanche. Par ailleurs, le journaliste qui procède à l'interview, Stavros Theodorakis, est l'un des journalistes politiques les plus connus. Il fait toutes les interviews politiques dans le journal du dimanche et a également une émission politique, sur la chaîne publique, à la suite du journal télévisé quotidien de 21:00. Comme nous l'avons déjà montré, la chaîne publique est dépendante du contrôle étatique : les directeurs de la Radio Télévision Hélienne (ERT) étant sous l'autorité du ministre de la Presse et des Médias, les journalistes y travaillant sont considérés comme proches du parti gouvernant. Or, la complicité entre les deux hommes est tout à fait visible dans cet extrait d'interview, car les questions suivent le développement naturel de la pensée de l'interviewé.

Ce coup sera suivi par une redéfinition du renouvellement : la re-fondation du parti doit prendre en compte les nouvelles forces sociales auxquelles le PA.SO.K. historique n'est pas sensible. En amont, le nouveau parti doit être ouvert à des personnalités venant de la gauche et de la droite. La refondation saurait aussi changer les symboles. Et même si l'on conteste toute l'ancienne structure historique du PA.SO.K., son leader, K. Simitis, mais aussi la modernisation comme «demande, moyen, outil», restent les fondements de ce «nouveau schéma». L'évocation des nouvelles forces sociales et

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique politiques qui ne font pas partie du PA.SO.K. historique sont les appuis légitimant le «renouvellement».

La presse dès le lendemain reproduira des extraits de l'interview en se mettant à la recherche des réactions. Par ailleurs, les journaux proches des modernisateurs chercheront à créer un climat positif à propos de ces propositions⁴¹⁶. Nous lisons dans *ETHNOS* : «Malgré les réactions que la problématique de [M.] Chrissochoidis provoquera dans un groupe des membres dirigeants mais aussi dans le champ qui se présente comme la continuité du PA.SO.K. historique, elle trouve écho auprès de plusieurs membres du parti gouvernant et hors de celui-ci dans cette partie de la société qui a confiance et qui attend [des initiatives] de [K.] Simitis mais pas de Ch.Trikoupi [le siège du parti socialiste]. Il est caractéristique qu'une grande partie du bloc des modernisateurs, indépendamment de la position prise aujourd'hui envers les propositions de [M.]Chrissochoidis, apprécie que le 'gouvernementalisme' soit l'adversaire le plus grand de [K.] Simitis.⁴¹⁷»

Le trait le plus caractéristique de cet extrait de reportage est la délégitimation des organes partisans dans la prise de décisions concernant le gouvernement : le parti et ses organes seront mis en marge de ce processus. La raison de cette marginalisation est que K. Simitis et les modernisateurs n'ont pas une influence majeure sur les organes partisans qui sont « envahis » par le PA.SO.K. « historique ». Le manque de cette ressource est la raison principale pour laquelle la manifestation des modernisateurs et de leurs propositions à propos du renouvellement ont lieu dans la presse, et notamment la presse politiquement « proche » comme c'est le cas de *ETHNOS*, *TA NEA*, *TO VIMA* et dans une moindre mesure *ELEFTherotypia*.

La complicité entre cette partie de la presse et les modernisateurs sera manifeste dans une autre tactique, celle des fuites. Là nous allons trouver un autre personnage au rôle très important dans ce processus, le conseiller auprès de la presse de K. Simitis, G. Pantagias. Ainsi nous lisons dans le même reportage que ci-dessus, du journal *ETHNOS* du 12 février, l'annonce du coup à suivre de la part des modernisateurs, fait qui suppose la complicité entre certains modernisateurs et une partie des journalistes politiques et la tactique des fuites: «Le responsable du Bureau de presse du Premier Ministre G. Pantagias,

⁴¹⁶ En amont, les journaux feront des reportages et des « themas » sur les symboles, le futur des partis politiques en Europe et en Grèce tout en orchestrant le débat autour de ces sujets et en familiarisant le public à propos de ces changements.

⁴¹⁷ V.Skouris, « On ouvre le débat pour le nouveau PA.SO.K. », *ETHNOS*, 12 février 2001, p. 4.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant prendra position à propos du sujet [des déclarations Chrissochoidis] vendredi prochain, lors de la présentation du livre de M. Damanaki⁴¹⁸ «Le retour de la politique ⁴¹⁹».

Le Dimanche 18 février⁴²⁰ un coup majeur, dans le même but, la délégitimation du PA.SO.K. historique, renforce les effets du processus. Il s'agit de l'article de G. Pantagias, dans le journal *ELEFTHEROTYPIA* intitulé «Les symboles et la politique». Par ailleurs, le 19 février, le ministre du Développement, Nikos Christodoulakis, modernisateur et proche de K. Simitis donne une interview à *TA NEA* sous le titre : «Le PA.SO.K. peut avoir un rôle de protagoniste mais seulement par la voie du renouvellement et de l'élargissement».

Nous allons nous pencher sur l'article de G. Pantagias, le plus discuté, à la fois parce que ce coup est lié à celui du ministre de l'Ordre Public et parce que, étant l'un des collaborateurs les plus proches du Premier Ministre, son article est considéré comme révélateur des considérations du Premier Ministre. Le discours de G. Pantagias rassemble à celui de M. Chrissochoidis au niveau des propositions. Tout d'abord, la nécessité de dépasser les organisations politiques du passé et deuxièmement la nécessité d'élargissement du PA.SO.K. vers une intégration des personnalités de la gauche. Ce qui prédomine dans le discours du responsable du bureau de la presse du Premier Ministre est le terme «nouveau» : «nouvelle époque» «nouvelles idéologies», «nouvelle politique», «nouveaux sujets politiques». Une fois de plus le nouveau est encadré par les nécessités sociales modernes et les changements sociaux qui ne sont pas pris en compte par les structures des anciennes organisations politiques :

⁴¹⁸ M. Damanaki est une personnalité emblématique du mouvement contre la dictature des colonels, député sortant du parti Synaspismos et présidente de Synaspismos de 1991 à 1994. Elle a toujours soutenu l'ouverture de Synaspismos vers le PA.SO.K.. Finalement, en 2003 elle va quitter sa place de député de Synaspismos et aux élections de 2004 elle intègre la « *lista Epikrateias* » du PA.SO.K. (M. Damanaki sera placée en deuxième position). En Grèce la « *lista Epikrateias* » constitue une sorte de liste d'honneur dans les partis politiques. Les 12 candidats de cette liste sont élus proportionnellement selon le pourcentage national du parti.

⁴¹⁹ V. Skouris, « On ouvre le débat... », *op. cit.*

⁴²⁰ Deux autres interviews qui traitent de questions semblables sont publiées ce dimanche 18 février. D'une part, l'interview de D. Reppas au journal de *ELEFTHEROS Typos*. Le ministre se montrera réticent à propos des changements dans le parti, affaiblissant ainsi le poids des propositions de M. Chrissochoidis à propos des changements de symboles. D'autre part, l'entretien de G. Papandréou dans *ETHNOS* qui sera titrée : «Heure de crise pour la génération de 74». Le ministre des Affaires Etrangères sera radical à propos des changements qui doivent avoir lieu au sein du parti. «Chacun doit soit changer soit permettre que de nouvelles forces brillent et se mettent de côté». Or, nous ne considérons pas cette interview comme venant du camp des modernisateurs car son auteur n'en fait pas partie et elle n'aura pas d'effets sur les coups des autres acteurs. Cependant, l'entretien vient alimenter le débat car elle s'ajoute aux autres voix qui demandent le recul du PA.SO.K. historique.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Les grands changements internationaux affectent aussi notre pays. Or, ces changements n'ont pas trouvé un accord dans le cas de la Grèce. Et ce parce que les agents politiques traditionnels manifestent des signes d'usure, d'ankylose idéologique et de retardement politique, ce qui a comme conséquence une incapacité à répondre aux nécessités de la nouvelle époque.

En fait, certaines de ces forces établies ont liées leurs chances au maintien de la scène politique existante, même au prix d'un impôt majeur pour la société. Les forces de la conservation et de l'inertie qui prédominent la scène politique soutiennent des structures politiques fossilisées et des hiérarchies partisans imaginaires, car c'est comme ça qu'elles assurent leur survie.⁴²¹

Les organisations politiques existantes sont les produits d'une époque précise, celle de *Metapolitefsi* [l'époque qui suit la dictature des colonels en 1974 marquée par le changement de régime politique], de l'après dictature et du changement de régime[...]Et les pigeons fatigués du changement de régime (*metapolitefsi*) ont donné tout ce qu'ils ont pu donner

Il faut parler la langue de la synthèse, de la convergence, personnelle et collective, des forces de *kentroaristera* [centre gauche]. Et pourquoi pas, résoudre enfin, le problème des coalitions gouvernementales qui est exprimé aujourd'hui par K. Simitis et qui ne se limite pas aux tranchées partisans fixées.

Les propositions portant sur le changement deviennent de plus en plus radicales. Dans cet article, G. Pantagias fait un pas en avant : il délégitime profondément les structures partisans en les assimilant à des forces conservatrices qui reproduisent les hiérarchies partisans pour assurer leur survie électorale. L'élargissement vers la gauche et la personnalité de K. Simitis peuvent assurer la nouvelle époque qui n'est plus celle de l'époque de *Metapolitefsi* « car ainsi on peut nager dans l'archipel d'un monde mondialisé ». Pour ajouter que « grâce à la vie politique de notre pays nous avons des présences importantes qui peuvent exprimer la nouvelle époque ».

Une fois encore, la marginalisation des structures partisans et des forces établies est mise en cause. On attaque le P.A.S.O.K. historique considérée comme une force conservatrice et une source d'inertie qui a fait son cycle. La bipolarité est évidente dans cet extrait de l'article : le traditionalisme, usé, retardé et idéologiquement ankylosé se trouve confronté à des changements internationaux, aux nécessités sociales nouvelles, aux forces de la *kentroaristera*.

⁴²¹Il est frappant combien cet extrait de déclaration ressemble aux paroles prononcées par K. Simitis en septembre 2000 devant les membres du parti après son discours à l'Exposition Internationale de Salonique. A l'époque le Premier Ministre disait : « Les forces de conservation soutiennent des structures politiques fossilisées et des hiérarchies partisans imaginaires car c'est comme ça qu'elles peuvent assurer leur survie ». S. Tzanakis, *TA NEA*, 24-25 février 2001, p. 15.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

La confrontation commence à acquérir des caractéristiques personnelles. D'une part, ceux qui font partie du P.A.S.O.K. depuis sa fondation en 1974 et qui ont joué un rôle protagoniste tout au long des années 80, à savoir, K. Laliotis, V. Papandréou, Ap. Kaklamanis, Th. Paggalos, A. Tzochatzopoulos. D'autre part, les nouveaux personnages qui ont fait leur entrée sur la scène grâce à K. Simitis, tels que M. Chrissochoidis, N. Christodoulakis, D. Reppas, A. Diamantopoulou, P. Efthimiou, Chr. Verelis, Chr. Protopappas pour se référer à tous ceux qui vont jouer un rôle important dans ce débat.

Le « renouvellement » est légitimé et s'impose comme une rupture entre les « forces anciennes » et les « nouvelles forces » de la société et de la vie politique. La délégitimation du « P.A.S.O.K. historique » se fait par des coups radicaux au travers de la grande presse. Leur médiatisation reste limitée⁴²² mais non leurs effets sur les coups des autres acteurs. Les membres « attaqués » du P.A.S.O.K. historique ne vont pas encore réagir officiellement aux propositions « hérétiques » des collaborateurs de K. Simitis. Le bureau exécutif du P.A.S.O.K. du 19 février ne discute pas ces propositions. D'après les publications dans la presse il semble qu'il n'y ait pas eu, de la part du « P.A.S.O.K. historique », de réactions « intenses » aux deux interventions de M. Chrissochoidis et de G. Pantagias. Le comité du Bureau Exécutif du P.A.S.O.K. ne constitue donc pas une menace importante à ce moment là.

Or, les réactions des « anciens » se manifestent lorsque K. Simitis lui-même prend position dans le débat car par son intervention il consolide le cadre du renouvellement tel que ses collaborateurs l'ont mis en avant.

1.2.2. La consolidation publique du cadre : Les déclarations du Premier Ministre

La stratégie du Premier Ministre en vue du congrès prévu en mars 2002, dont l'objectif est le changement des rapports de forces intra-partisanes et par-là la maintenance du leadership et donc de la candidature aux élections prochaines, passe par le plan de renouvellement lancé par le slogan « nouvelles personnalités, nouvelles idées ». Le congrès

⁴²² L'interview de M. Chrissochoidis dans le journal *TO VIMA* est annoncée à la « une » du journal. La chaîne privée *MEGA* consacre son premier sujet de son journal télévisé du 11 février aux élections du P.A.S.O.K. et le même reportage inclut un extrait de l'entretien de M. Chrissochoidis. La télévision dans ce cas cherchera des réactions auprès des éminences du P.A.S.O.K. Ces réactions « secondaires » seront par la suite reproduites par la presse. Tel est le mécanisme de circularité entre la presse et la télévision que nous allons mieux examiner par la suite.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique est la marche vers l'affirmation de sa prédominance dans le parti mais aussi de la politique gouvernementale.

Les déclarations de K. Simitis seront faites devant des publics partisans, les députés et les secrétaires des organisations partisans locales. L'intervention de K. Simitis sera tout d'un coup médiatisée, fait qui tient à sa position privilégiée dans la production de l'actualité.

La première intervention aura lieu le 20 février, deux jours après la parution de l'article de G. Pantagias, lors de la rencontre de K. Simitis avec un groupe de députés. Suite à la rencontre, le bureau de presse du Premier Ministre (dont le responsable est G. Pantagias) diffuse un communiqué de presse qui, entre autres, constate :

Nous avons besoin de sang nouveau. Nous avons besoin d'un organisme vivant. On a besoin de nouvelles idées. On a besoin de nouvelles cellules. Il faut développer la lutte des idées et des opinions tant à l'intérieur du parti qu'avec la société des citoyens. Il faut créer un nouveau parti moderne et ouvert à la société, recomposer et élargir la base politique et sociale. Pour atteindre ces buts il faut se libérer du passé et d'une logique traditionnelle qui considère la réalité comme immuable. On ne peut pas regarder le monde moderne avec le regard orienté vers le passé »⁴²³

Ces déclarations seront considérées par la presse comme celles du soutien de K. Simitis aux propositions des modernisateurs. Le jour suivant (le 21 février) lors du discours du Premier Ministre adressé au public partisan des secrétaires locaux, des ministres et des membres dirigeants du parti, K. Simitis parle du cadre des changements partisans :

« Un mouvement de changement ne peut pas s'appuyer toujours sur les mêmes forces et les mêmes personnalités. Un mouvement de changement demande d'intégrer, d'absorber et d'activer dans son espace toutes les nouvelles sensibilités nécessaires. Pour cela, nous avons besoin toujours de nouvelles personnalités, de nouvelles idées et d'une nouvelle ouverture vers la société. »

⁴²³ D'après le reportage de *TO VIMA* et de G. Pretenteris, rédacteur politique, K. Simitis a modifié au dernier moment son discours adressé aux secrétaires des comités locaux car il avait été gêné par les fuites, dans la presse, du contenu des conversations tenues lors de la réunion du Comité Exécutif le 19 février. Les membres y participant y avaient montré leur volonté de dévaloriser l'article de G. Pantagias. L'image de la dévalorisation des propositions du responsable auprès de la presse du Premier Ministre diffusée dans la presse avait gêné ce dernier qui l'avait conduit à soutenir par son discours ces propositions pour ne pas permettre leur mise en cause. G. Pretenteris, *TO VIMA*, 25 février 2001, p. A3.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Le «renouveau» et l'«élargissement» seront les postulats évoqués dans le discours du Premier Ministre qui affirme ainsi son soutien aux opinions exprimées les jours précédents. Il est caractéristique que K. Simitis fasse ce coup un jour après la réunion du comité du Bureau Exécutif, l'organe suprême du PA.SO.K., là où les «modernisateurs» sont en position de faiblesse en terme de rapport de force.

Encore une fois les journalistes cherchent les réactions à ses déclarations, parlent de « tribus », élaborent des scénarios sur les coups suivants et résument les évolutions des derniers jours. La majorité des analyses sera focalisée sur les relations entre K. Simitis et le «PA.SO.K. historique», le nouveau groupe dirigeant, les controverses entre les « anciens » [palioi] et les « nouveaux » [néoi]. Ce type de «contribution médiatique» au débat reste jusqu'ici presque «innocente». Nous allons par la suite voir comment ce type de reportages politiques peut à un moment particulier avoir bien des effets sur le processus.

La production de l'actualité est assurée. Le coup du Premier Ministre est le premier, parmi ceux que nous avons examiné, qui bénéficiera d'une large couverture dans les médias. Le journal *ELEFTHEROTYPIA* consacre sa « une » au discours du Premier Ministre sous le titre « On demande de nouvelles personnalités⁴²⁴ » et *TA NEA* un reportage titré « Simitis cherche le renouvellement du PA.SO.K.⁴²⁵ ». La chaîne publique, *NET*, donne la première place de son journal télévisé au discours du Premier Ministre sous le titre « Besoin de renouvellement au PA.SO.K. » et finalement la chaîne privée, *MEGA*, donnera le titre « Demande de renouvellement » en 10ème position dans son journal télévisé.

Une fois que le renouvellement sera assuré comme demande, nécessité ou besoin, la démarche suivante du Premier Ministre est le concours à une manifestation portant sur la « société civile »⁴²⁶. La presse attend ce coup considéré comme l'ouverture symbolique vers les nouvelles forces sociales et politiques car les différents groupes participant à l'organisation de la manifestation viennent tant du Centre-gauche que du Centre-droite. On

⁴²⁴ *ELEFTHEROTYPIA*, 22 février 2001.

⁴²⁵ *TA NEA*, 22 février 2001.

⁴²⁶ La manifestation porte le titre «Pour une société ouverte- pour une société de citoyens». Parmi les organisations qui sont en tête de la manifestation on compte entre autres : l'OPEK, le mouvement des citoyens pour une société ouverte, l'Union des citoyens pour l'Intervention, La Cité et l'Initiative des citoyens de la gauche réformatrice et d'Ecologie. Il s'agit d'organisations provenant de divers espaces politiques: ainsi par exemple L. Kyrkos, une figure emblématique de la gauche en Grèce, est le président du mouvement des citoyens pour une société ouverte (OPEK) et Papaleksopoulos, l'ex président des industriels, est le vice président du mouvement précité.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

s'attend donc à ce que K. Simitis mette en avant la nécessité de l'élargissement, un des aspects du renouvellement.

Il est donc évident que les modernisateurs essaieront de «lancer» la nécessité du renouvellement et de l'élargissement de deux façons: d'une part en produisant le clivage entre les « nouveaux » et les « anciens » au sein du parti et d'autre part, en mobilisant des ressources extérieures au parti. Or, c'est à ce moment là, juste après le coup de K. Simitis, que commence à se faire jour ce qu'on a appelé l' « incertitude informationnelle ».

2. La production de l'incertitude informationnelle et ses effets

L'incertitude informationnelle sera le facteur décisif de «l'effondrement de l'efficacité des instruments routiniers d'évaluation et d'interprétation⁴²⁷», fait qui conduira au recul du camp des modernisateurs.

L'incertitude informationnelle est le produit de deux conditions.

La première est l'alimentation de l'actualité par les coups portés en réponse par ceux qui jusqu'alors en avaient été «affectés», ce qui produira une surchauffe d'informations. Les modernisateurs n'ont pas le monopole de la ressource de la publicité. Leurs «adversaires» bénéficient eux aussi de la même ressource ce qui amène à la visibilité de leurs coups et de leurs cadres compétitifs. Or, ceux-ci sont détenteurs d'une autre ressource : ils occupent des positions de pouvoir au sein des organes partisans les plus légitimés, comme le Bureau Exécutif.

La deuxième condition est l'autonomisation de l'activité médiatique, ce qui amène à la production du «bruit informationnel». Les paramètres de la production journalistique qui engendre ce « bruit » sont au nombre de deux : le premier est le rôle joué par les rédacteurs politiques de la presse qui, au bout d'un moment, commencent à produire des reportages et à faire circuler des informations qui ne sont plus alimentés par les coups des acteurs. Et le second paramètre est la reproduction de ces reportages de la presse par la télévision et la recherche des réactions secondaires ce qui renforce significativement le « bruit ».

⁴²⁷ M. Dobry. *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., p. 198.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

2.1. La publicité comme ressource partagée

Cette première composante de l'incertitude informationnelle montre bien que la publicité étant une ressource partagée par les membres du gouvernement donne la possibilité au « camp affecté » de rendre visible leurs propres définitions et ainsi de les rendre compétitives. Nous allons présenter les actions qu'ils mirent en place et le changement du cadre de «renouveau» qu'ils essaient d'imposer. Le renouvellement n'est plus une affaire de changement de personnalités et de dévalorisation du PA.SO.K. historique. Il s'agit d'une question de changement de politique et de «valorisation de la société comme source des idées ». Or, tous les coups auront comme cible les «modernisateurs» et leurs propositions, notamment celles de M. Chrissochoidis portant sur le changement des symboles mais aussi de G. Pantagias qui a demandé la mise à l'écart des forces conservatrices, identifiées avec « le PA.SO.K. historique ». La saillance produite par les ripostes du « camp affecté » vient appuyer l'instauration de leurs propres définitions du « renouvellement ».

2.1.1. Les ripostes portées par le « camp affecté »

Les réactions envers les coups des « modernisateurs » permettent l'élargissement de la confrontation par l'entrée en jeu des autres membres partisans en lui donnant d'autres dynamiques. Les coups « de riposte » constituent un effet plutôt de la stratégie modernisatrice et auront comme objectif d'affecter le cadre que les modernisateurs cherchent à imposer. Le renouvellement et l'élargissement » qui va de pair, ont acquis à travers les coups des modernisateurs un contenu très particulier, et par-là ils ont pu avoir des effets sur les définitions des autres protagonistes.

Les réactions des ministres de premier rang, considérés comme étant le PA.SO.K. historique verront le jour le lendemain de l'interview de M. Chrissochoidis. Ces réactions prendront la forme de « déclarations » et seront plutôt orchestrées et recherchées par la télévision et la presse. Nous pourrions donc soutenir que les réactions sont modérées bien que critiques envers les propositions de M. Chrissochoidis.

Les réactions les plus critiques seront exprimées après le discours de K. Simitis (les 20 et 21 février). Akis Tzochatzopoulos déclara le 21 février, lors d'une manifestation : « Il

est étrange de choisir pour thèmes de discussion des sujets qui donnent l'impression 'de bavardages'. Parce qu'ils sont sans objet. On a besoin de propositions, d'initiatives, de contenu dans une série d'enjeux, en termes de participation, de démocratie, de poser la question du comment de la participation du peuple et de la société à la réalisation de ces objectifs.⁴²⁸». Vasso Papandréou⁴²⁹, ministre de la Fonction publique et de la Décentralisation, donne une interview à Stratis Liarellis du journal *ELEFTHEROTYPIA* le 25 février. L'interview porte le titre « Le renouvellement ne se fait pas avec des ordres mais avec des actes ». Il est important de voir comment ce membre éminent du PA.SO.K. essaie de changer le cadre du renouvellement en dévalorisant les interventions des collaborateurs de K. Simitis, et notamment de G. Pantagias.

Voici un extrait de l'interview :

Vasso Papandréou : Il faut en finir avec les plaisanteries. Qui pense qu'il ne peut pas répondre aux demandes, aux nécessités du peuple grec doit se retirer. Il faut cesser cette introversion particulière, de chercher qui est usé et qui ne l'est pas. Il ne faut pas chercher d'alibi pour les retards et pour nos faillites, aux symboles, aux noms et à un renouvellement par en haut. Le renouvellement décrété est un appauvrissement pour un agent politique. Le renouvellement est un acte. [...]

Stratis Liarellis : Et la discussion sur les « pigeons usés » qui a commencé après l'intervention du conseiller de la presse du Premier Ministre ?

V. P. : Je ne veux pas commencer une telle discussion car je pense qu'elle n'a pas de valeur. On ne vote pas PA.SO.K. parce que nous avons de beaux symboles mais parce que nous disposons de programmes et de membres fiables. Et je voudrais insister sur ce point là. Le PA.SO.K. dispose d'une pléiade de membres qui forme un groupe fort qui a la possibilité de parler en termes de société. Personne ne peut les dévaloriser. Nous ne laisserons pas des diviseurs de nouveau type et des lignes de scission [dans le parti]. Personne n'est de reste dans le PA.SO.K.. S'il faut faire une discussion sur les symboles du parti ou sur les changements du mode d'élection de ses membres ce ne sont des choses qui ne préoccupent pas la société grecque. Il s'agit d'une question qui concerne les affaires intérieures du PA.SO.K.. On ne peut pas ennuyer les citoyens avec des choses comme celles-ci qui n'ont rien à voir avec la politique et notre programme. [...] Je vous rappelle et –il faut que les autres s'en rappellent- que nous avons gagné les élections avec le message « tous ensemble ». [...] Je n'ai pas peur d'être usée ou que d'autres dans le PA.SO.K. soient usés. J'ai peur de fatiguer les citoyens avec des broutilles.

⁴²⁸ *ELEFTHEROTYPIA*, 22 février 2001.

⁴²⁹ Vasso Papandréou est membre du Bureau Exécutif dès 1975. Maître de Conférences à l'Université ASOE d'Athènes (Université Economique) elle a été élue députée avec la « lista Epikrateias » du PA.SO.K. aux élections de 1985 et députée de la deuxième circonscription d'Athènes (B'Athènes) aux élections de 1993 et 1996. Elle fut Commissaire de la Grèce à l'Union Européenne (1989-1993), vice- ministre du Commerce, vice-ministre de l'Industrie, de l'Energie et de la Technologie et ministre du Développement, des Affaires Intérieures, et du Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux Publics.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

V. Papandréou essaie de dévaloriser le débat sur le « renouvellement » et ce au travers de la valorisation des membres éminents qui sont, d'après elle, le visage « fiable » du PA.SO.K. Or, elle traite tout ce débat comme des plaisanteries, des brouilles et elle évoque le slogan de « tous ensemble » qui a été utilisé par le PA.SO.K. aux élections de 2000 et qui est considéré comme la raison de la victoire aux élections. Enfin elle soutient que ce type de débat ne concerne pas la société et qu'il devait avoir lieu au sein du parti. La « société » devient l'appui légitimant dans le discours de V. Papandréou : on est jugé par la société et c'est là qu'il faut chercher le renouvellement. « Les politiques abordées et pas les personnalités » est donc le message lancé par le « camp des affectés » qui ne constituent pas un groupe homogène au sein du parti.

Un reportage du dimanche 4 mars renforce leurs réactions. Il s'agit d'une information que publie⁴³⁰ le journal *TO VIMA*⁴³¹. On y utilise l'expression de « dîner secret » pour désigner la rencontre qui eut lieu le jeudi 1er mars à la maison de Chr. Protopapas, vice-ministre de l'Emploi, avec la participation du Premier Ministre K. Simitis, du ministre de la Presse et des Médias D. Reppas, du Commissaire Européen A. Diamantopoulou, du secrétaire de l'organisation des affaires partisanes M. Néonakis et du conseiller du Premier Ministre N. Thémélis. D'après le reportage, le « dîner a eu pour objet la formation d'un groupe dirigeant atypique qui aurait comme fonction la promotion de la nécessité des changements radicaux au sein du PA.SO.K. et la promotion d'une liste de personnalités jouant un rôle protagoniste au conseil des ministres, une fois le remaniement effectué, et dans les organes partisans suprêmes après le congrès de 2002. Par ailleurs, la discussion portait aussi sur l'activité de certains ministres qui occupent le devant de la scène au cours de cette dernière période, sur la situation dans le groupe parlementaire et

⁴³⁰ Parallèlement à la publication de cette fuite, *TO VIMA* publie des sondages, censés être aux mains du Premier Ministre et mauvais pour le gouvernement. La société des sondages *Metron Analysis*, dément le reportage en notant que « ces informations n'ont pas de bases réelles et qu'elles ne concernent pas ses données » (*ELEFOTHEROTYPIA*, 5/03/2001, p. 5). Cet élément n'est pas sans intérêt lorsque K. Simitis attribue par la suite les fuites et ces informations lancées par les journaux de Chr. Labrakis, aux intérêts éditoriaux qui menacent, afin que la proposition gouvernementale contre la corruption ne passe pas.

⁴³¹ Le 4 mars deux autres entretiens à propos des changements dans le PA.SO.K. seront diffusés; l'un est celui de G. Papantoniou dans *kyriakatiki ELEFOTHEROTYPIA* titrée « Il y a plein de choses qui nous unissent avec Souflias et Damanaki » (Interview de G. Papantoniou à Tassos Pappas). La deuxième est celle de A. Diamantopoulou dans *ETHNOS* titrée « Il faut que de nouvelles personnalités entrent dans le gouvernement » (Interview de A. Diamantopoulou à A. Delatollas). Toutes deux parlent du « renouvellement » en abordant l'une l'aspect de l'élargissement et l'autre du renouvellement des personnalités. Or, les deux interviews seront toutes les deux lénifiantes en ce qui concerne le « PA.SO.K. historique » tout en soutenant l'ouverture du PA.SO.K. à des nouvelles personnalités qu'il s'agisse de jeunes membres ou de personnalités venant d'autres espaces politiques.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

dans les grandes organisations locales telles qu'elles s'étaient formées ces derniers jours. Il y avait aussi des réactions à propos de l'activité de membres comme K. Laliotis, V. Papandréou, Th. Paggalos, K. Skandalidis, A. Kaklamanis et G. Papandréou [...] La majorité était d'accord pour estimer que pour les élections à suivre, le PA.SO.K. a besoin non seulement du travail gouvernemental mais aussi de nouvelles personnalités⁴³² ».

Le reportage sur le « dîner secret » fera la « une » du journal *TO VIMA* et la chaîne privée *MEGA* lui consacre un sujet en 2ème position dans son journal télévisé du dimanche 4 mars. Le jour d'après les journaux reproduisent le reportage de *TO VIMA*.

Les participants au dîner s'empresseront de parler du « caractère purement social [de ce dîner] où il n'y eut pas de discussion politique » en ajoutant qu'il s'agit de « reportages construits favorisant une fiction politique ». Le Premier Ministre parlera de « romans ». L'interview que le ministre des Médias accorde, le lendemain de la fuite, à *ELEFTHEROTYPIA* vise au détournement du débat sur le renouvellement. C'est un premier pas en arrière. Or, la fuite concernant ce dîner inaugure la période de l'incertitude informationnelle qui affectera les lignes d'action des modernisateurs.

Les coups⁴³³ les plus « forts » et les plus médiatisés proviennent de Th. Paggalos⁴³⁴ et seront lancées après la fuite. Th. Paggalos envoie, le 6 mars, une lettre de protestation à la fois au Bureau Exécutif et à la presse. La lettre accuse « l'existence et le fonctionnement des para-synagogues et des centres d'initiatives intra partisans », se méfie de « la procédure par laquelle on vise au renouvellement partisan » et affirme « que la fluidité politique affecte le pays. » La lettre de Th. Paggalos a comme motif le renvoi de la réunion du secrétariat exécutif. Il accuse le Premier Ministre d'avoir voulu remettre ce meeting pour empêcher qu'on pose le sujet de « l'actualité politique courante ». La lettre fera la « une » du journal *TA NEA* du mardi 6 mars et sera en 9ème position dans le journal télévisé de la

⁴³² « Dîner secret avec Simitis en vue des changements dans le PA.SO.K. », *TO VIMA*, 4/03/2001, p. A4.

⁴³³ Or, le dîner diffusé le 4 mars ne sera pas commenté par les membres dirigeants de PA.SO.K. Une seule phrase semble être attribuée à K. Laliotis. Celui-ci s'est exprimé devant des députés et des membres du PA.SO.K. lors d'une manifestation publique en disant : « Les locataires sont venus pour chasser les propriétaires ». Cette phrase sera reprise par les journalistes politiques sans que K. Laliotis soutienne en public qu'il s'est exprimé ainsi. Nous retrouvons là la méthode journalistique de la reproduction des rumeurs.

⁴³⁴ Rappelons un peu le parcours de Th. Paggalos. Membre fondateur du PA.SO.K. il a fait preuve aussi d'une activité intense avant la dictature des colonels en tant que membre fondateur de la jeunesse de gauche *Labrakis*. Dès 1981, il se fait élire député avec le PA.SO.K.. Il a été vice-ministre du Commerce, sous-ministre des Affaires Etrangères et ministre des Affaires Etrangères, ministre des Transports et des Communications et ministre de la Culture. Il a été maire candidat d'Athènes en 1994. Th. Paggalos a joué un rôle protagoniste dans la course à la succession en 1996 en soutenant K. Simitis. Leur relation s'est troublée avec l'affaire Occalan quand K. Simitis a demandé sa démission du ministère des Affaires Etrangères.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant chaîne privée *MEGA*. Le 6 mars, le jour de la lettre de Th. Paggalos, est le jour de la manifestation portant sur la « Société Civile ». Les reportages parlent de l'importance de ce discours de K. Simitis quant au débat portant sur le renouvellement. Tous les membres historiques, et membres du Bureau Exécutif, sont absents de la manifestation sauf A. Kaklamanis, le président du Parlement. En amont, plusieurs membres du Comité Central et du groupe parlementaire manquèrent alors qu'ils étaient invités. Or, tous les « modernisateurs » étaient là (N. Christodoulakis, Chr. Protopappas, D. Reppas, Chr. Verelis, Chr. Chrissochoidis, P. Efthimiou).

Le lendemain de la manifestation (le 7 mars), Th. Paggalos prend la parole à la station de radio *Flash* dans l'émission de Nikos Kakaounakis sur la proposition d'élargissement du PA.SO.K. en intégrant des personnalités de gauche : « Je ne peux pas comprendre de quelle sorte est cet élargissement qui s'effectue avec des bribes de gauche ». Cette ironie de Th. Paggalos porte sur le fait que la promesse du « nouveau » faite par K. Simitis se fait au nom de l'élargissement vers des personnalités qui sont soit âgées soit se trouvent aux marges de leurs propres espaces politiques. Le même jour, il rencontre le ministre de la Marine Marchande Christos Papoutsis qui pendant cette période s'opposait aux expressions « modernisatrices » de renouvellement. Par ailleurs, ce dernier lors d'une interview déclara qu'« il y a ce dernier temps un effort visible de certains membres du gouvernement, du mouvement et d'autres pour apparaître comme des porteurs de nouvelles opinions, qui tentent la dévalorisation du fonctionnement politique. Et sans communiquer avec les organes du parti, ils essaient de placer de telles opinions dans l'opinion publique. Qui légitime de telles procédures ? » Les deux coups seront fortement médiatisés.

Un peu plus tard, le 11 mars, Théodoros Paggalos porte deux coups en un jour. Une interview qui fera la « une » du journal *ELEFTHEROS Typos*; ce journal, rappelons le, est proche de la N.D.. Et une interview dans une émission politique de la chaîne publique *NET* animée par le journaliste Nikos Chassapopoulos. Dans les deux interviews Th. Paggalos conteste le processus de renouvellement tel qu'il se présente dans les dernières interventions. Nous lisons dans l'entretien donné à *ELEFTHEROS Typos* :

Ce genre de choses n'est pas sérieux. J'ai lutté pour que le PA.SO.K. soit ouvert à la société. Et maintenant j'entends que le renouvellement sera le produit de changement de symboles. Le renouvellement sera le produit de notre effort pour retrouver nos liens avec la société. La société nous nourrit d'idées nouvelles et de nouvelles perspectives. Mais

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

maintenant nous parlons d'une épuration artificielle du PA.SO.K. de tous ceux qui ne font pas partie d'un groupe défini par rapport à ses caractéristiques politiques; et d'autre part, c'est l'ouverture à des espaces qui n'ont pas d'intérêt politique. Les restes de la Gauche réformatrice n'ont pas d'intérêt. C'est là que nous allons faire le renouvellement ? [...]

Si le Premier Ministre n'est pas satisfait de ses ministres, il faudrait les changer. Il faudrait discuter ses insuffisances dans les organes partisans, le Bureau Exécutif et le Comité Central. [...]

Moi, je demande quelque chose de simple. Que les organes fonctionnent de façon régulière et là de mener des discussions de fond et non des discussions académiques. [...]

Le parti des arrivistes n'a pas d'avenir. Certes, je parle de ceux qui ne peuvent pas attendre. Et qu'ils essaient de monter à la direction du PA.SO.K. au travers de procédures qui ne sont pas ouvertes et démocratiques. [...] Ils feraient mieux de se retenir, ceux de Maximou [le siège du Premier Ministre] parce que l'opinion publique, et notamment l'opinion publique partisane, a bien compris de quoi il s'agit et ne les supporte pas. Les gens de Maximou [le siège du Premier Ministre] ne peuvent pas imaginer l'ampleur de l'indignation de la base partisane, du groupe parlementaire et des membres du parti.

Théodoros Paggalos conteste la façon dont on impose le renouvellement, n'accepte pas la dévalorisation des membres historiques et dévalorise aussi le contenu de l'élargissement et la façon dont le « renouvellement » est imposé par les « arrivistes ». Ce qui semble être le plus effectif c'est la menace de l'« indignation de la base partisane, du groupe parlementaire et des membres du parti. » Bref, son discours ressemble beaucoup à celui de Vasso Papandréou. Tous les deux promeuvent la société comme la cellule primordiale du renouvellement du PA.SO.K. avec de nouvelles idées. La « société » devient le support de légitimité qui s'oppose à la procédure introvertie du « renouvellement ». Dans l'entretien que Th. Paggalos donne à la chaîne publique *NET*, il s'en prend à l'entourage de K. Simitis et notamment à G. Pantagias. Cette interview sera le premier sujet de la chaîne privée *MEGA* dans son journal télévisé du 11 mars. Les coups de Paggalos alimentent l'actualité, font pression sur le camp des modernisateurs et contribuent à l'amplification de la mise en avant du renouvellement.

Enfin, voyons le coup d'Akis Tsochatzopoulos exécuté face à une organisation partisane ; c'est le seul à s'adresser à un public partisan et pas aux grands médias. Lors de son discours politique à Düsseldorf en Allemagne, le 10 mars, devant les électeurs du PA.SO.K., A. Tsochatzopoulos conteste ceux qui veulent changer les symboles, les drapeaux et le nom. « Nous leur disons qu'ils font une erreur. Ils donnent l'impression de faire la guerre comme de nouveaux Don Quichotte contre des moulins à vent. Ils essaient au nom du renouvellement de changer tout ce qui n'intéresse personne. Messieurs, soyez

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant sérieux. Le pari n'est pas le renouvellement des personnalités mais des politiques afin qu'elles soient davantage sociales et politiques. »

Ainsi s'opère un processus d'activité de définition où les définitions portant sur le renouvellement émergent et s'élaborent dans les confrontations, dans l'échange des coups entre les « modernisateurs » et les « affectés ». Le « renouvellement » présenté par les modernisateurs comme un processus de « nouveauté » et de progrès contre les forces rétrogrades en sera fortement affecté. Ses deux éléments, le renouvellement des personnalités et l'ouverture vers d'autres forces politiques seront dévalorisées par les coups des « adversaires ». D'une part, c'est le renouvellement des politiques qui sera proposé, à la place du renouvellement des personnalités, et d'autre part, l'ouverture à la société, aux nouvelles forces sociales, à la place de l'écartement des personnalités de l'intérieur du parti. Cette activité de définition trouve une aide importante auprès de la saillance médiatique : c'est cette dernière qui la rend compétitive face à celle des « modernisateurs ».

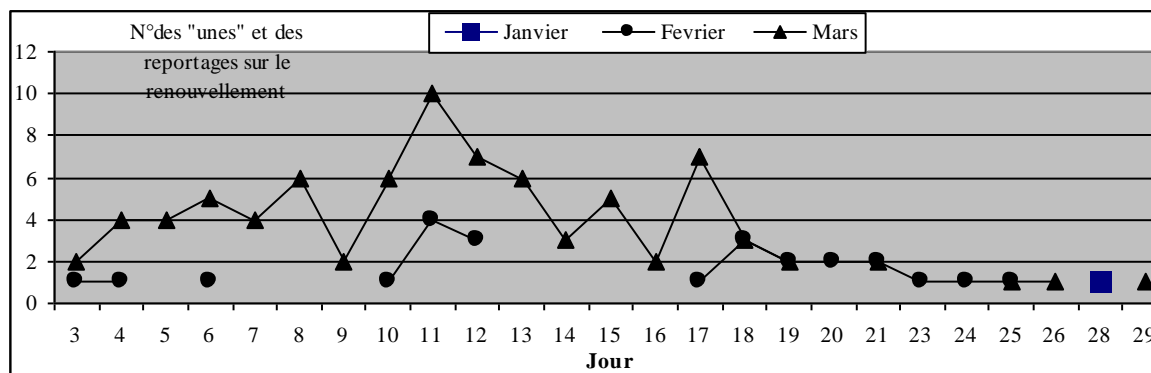
2.1.2. Participant à la production de l'actualité : La saillance médiatique

La courbe de la couverture médiatique de l'enjeu montre bien cette première condition de l'incertitude informationnelle, la saillance de l'enjeu. Nous avons mesuré les occurrences portant sur le « renouvellement » dans les unes des journaux quotidiens et du dimanche et les unités d'information dans les deux chaînes de la télévision privée et publique. Le 28 janvier est la date du discours de K. Simitis en Crète, où il parle des ministres usés. Distinguons au mois de février deux courbes continues : l'une les 10, 11 et 12, (il s'agit du coup de M. Chrissochoidis et les élections dans les organisations locales) et l'autre entre le 17 et le 25 comportant les coups des modernisateurs (article Pantagias et autres), le soutien de K. Simitis au renouvellement dans les deux meetings partisans (le 20 et le 21) et les réactions des mis en cause et notamment l'interview de V. Papandréou le 25. Or, le mois de mars est celui qui concentre 73% d'occurrences concernant le jeu politique du PA.SO.K.. La médiatisation est forte dès le 3 mars, et ce jusqu'au 21. C'est la période du « bruit informationnel » : les rumeurs, les fuites, les coups « spectaculaires » de Théodoros Paggalos renforcent la saillance de l'enjeu, ce qui montre que la publicité est une ressource partagée (entre les membres du gouvernement). Même la déclaration de Th. Paggalos à la radio (le 8 mars à propos des 'bribes de la gauche') fait la une dans tous les

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

journaux. Th. Paggalos disposant en outre d'une capacité rhétorique assez spectaculaire et provocatrice est une «figure» médiatique très attirante.

Courbe 1 La médiatisation du « renouvellement » du PA.SO.K pendant les quatre mois



La ressource à la production de l'actualité politique dont jouissent K. Simitis et les modernisateurs dans leurs premiers coups afin de poser en public et d'imposer à l'agenda la question du renouvellement et de l'élargissement est convertit en contrainte car, au bout d'un moment la production de l'actualité politique s'appuie à la fois sur les coups spectaculaires des « adversaires » et sur le bruit informationnel des fuites, des rumeurs que nous allons examiner par la suite dans les reportages politiques. Il s'agit là du second paramètre de l'incertitude informationnelle, celui de l'instauration du bruit informationnel.

2.2. Le bruit informationnel : L'instauration de la dynamique propre

Kostas Simitis a soutenu à plusieurs reprises dans ce processus de confrontation que, tant les médias que ceux qui alimentent les reportages sont responsables de la crise. Il parle de reportages « fictions » et de « menaces » de la part des organismes éditoriaux contre lui. Michalis Néonakis, le secrétaire du secteur de l'organisation partisane parle d'altération de la vérité : « Ces derniers jours nous vivons dans un environnement d'exagération et de contorsion. Il existe un problème de gestion des informations et de présentation des événements. Cela ne signifie pas que nous n'en sommes pas responsables mais je pense que ce qui se passe ces derniers jours altère de façon brutale la vérité. Le renouvellement et l'élargissement du parti ont été victimes de cette altération.⁴³⁵ ». Le constat est fait du rôle joué par les médias dans l'intensification de la confrontation.

⁴³⁵ *ELEFTHEROS Typos*, 24-25 mars 2001

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Entre les coups échangés lors de ce processus de confrontation publique, le rôle des médias sera important en ce qui concerne l'autonomisation et l'établissement d'une dynamique propre. Parallèlement aux coups intentionnels et saillants du « camp des affectés », les médias produiront ce que nous appelons le « bruit informationnel » et qui constitue la deuxième condition de l'incertitude informationnelle. Le « bruit » sera le produit de deux activités de la presse et de la télévision: d'une part, la production de reportages politiques par la presse écrite qui ne se limiteront pas aux coups portés par les acteurs politiques et, d'autre part, le renforcement du « bruit » par la télévision au travers de la recherche des réactions secondaires.

Le « bruit informationnel », résultat à la fois des pratiques et des routines journalistiques, touche les tactiques des protagonistes et les ressources qui conditionnent ces tactiques par l'instauration d'une dynamique propre au processus. Enfin, la publicité s'impose comme une contrainte exercée sur le camp des modernisateurs de façon à ce que leurs calculs deviennent vulnérables à la saillance médiatisée⁴³⁶. Ce qui est donc le trait le plus caractéristique de cette incertitude informationnelle est le détournement des ressources politiques en contraintes touchant ainsi les tactiques des protagonistes.

2.2.1. Les rédacteurs politiques : La production de la rupture

Nous allons donc commencer par la presse qui tient un rôle de protagoniste dans ce processus, ce qui révèle déjà ce que nous avons décrit comme l'influence politique de la presse. Passons donc à l'examen des reportages du mois de mars à la forte médiatisation, pour comprendre comment se produit ce bruit informationnel dont le premier trait caractéristique est la multiplication des « unes » des journaux portant sur la « crise du P.A.S.O.K. ».

⁴³⁶ Comme le note par ailleurs M. Dobry « Privés de point de repère que définissent dans les contextes routiniers, les logiques sectorielles, les calculs des acteurs deviennent dans les contextes d'interdépendance élargie davantage dépendants de la disponibilité de ces saillances et de leur émergence dans la confrontation dans l'échange des coups lui – même. M. Dobry. *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., p. 198.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Tableau 37 Le « renouvellement » du PA.SO.K. : les « unes » de la presse écrite (3 mars – 12 mars)

Titres et chapeaux	Journal	Date
Interview de Papadopoulos [ministre de la Santé] « Renouvellement avec les capables de tout espace politique »	ELEFThEROTYPIA	3/03
Les relations affectives sont mortes au PA.SO.K. Les controverses avec les membres historiques Le renouvellement divise	TA NEA (premier titre)	3/03
Une découverte de TO VIMA sur les coulisses des évolutions politiques « Le dîner secret de Simitis à propos des problèmes du gouvernement et du PA.SO.K. » Qui a mangé avec Simitis Jeudi à Chalandri Quels sont les ministres qui veulent des changements radicaux et le remaniement Un Gallup à Maximou : La pire image des cinq dernières années	TO VIMA (premier titre)	4/03
Le PA.SO.K. et les bandes Interview de G. Papantoniou [ministre de l'Economie]: « Nous avons des points communs avec Souflias et Damanaki » Interview de G. Pasxalidis: "Nous ne pouvons pas faire la <i>kentroaristera</i> avec des fêtes et des galas"	ELEFThEROTYPIA (premier titre)	4/03
Interview de Anna Diamantopoulou : « Le PA.SO.K. n'a pas besoin de nouveaux symboles mais de nouvelles politiques »	ETHNOS	4/03
Simitis: A quoi pense-t-il et vise au renouvellement ?	ELEFThEROTYPIA	5/03
PA.SO.K.: Record en chute de popularité. Moins de 50 % le retrait du PA.SO.K.	ELEFThEROS Typos	5/03
Interview de Reppas : Je n'ai peur que de nous-mêmes.	TA NEA	5/03
Lettre- piège au Bureau Exécutif du PA.SO.K. Paggalos accuse les para synagogues du PA.SO.K.	TA NEA (premier titre)	6/03
Laliotis: Non aux loueurs du PA.SO.K.	ELEFThEROS Typos	6/03
Simitis: Le discours sur le renouvellement. « Fuite vers l'avenir ».	ELEFThEROTYPIA	7/03
Coup double pour Simitis	ELEFThEROS Typos	7/03
Les membres dirigeants du PA.SO.K. ont ignoré l'invitation de Simitis [pour la manifestation sur la Société des Citoyens]	TA NEA (premier titre)	7/03
Le mouvement de Paggalos : Simitis « Ignorez- le »	ELEFThEROTYPIA	8/03
Paggalos en rupture avec Simitis pour les « bribes »	ELEFThEROS Typos	8/03
Paggalos: Attaque violente contre Simitis	ETHNOS	8/03
Paggalos s'est attaqué aux bribes de la gauche	TA NEA	8/03
Restaurant: "le Beau PA.SO.K.": Qui « cuisinent » le climat par des dîners existants ou imaginaires La gêne de Simitis	ELEFThEROTYPIA (premier titre)	9/03
Alerte de danger pour Simitis Gêne pour les 'para synagogues', grogne pour les mutations	ETHNOS (premier titre)	9/03
Simitis se fait tirer pour le remaniement : Dimensions de guerre civile au PA.SO.K.	ELEFThEROS Typos	9/03
Simitis pour les dîners : Des mauvais romans Laliotis en faveur du renouvellement	ELEFThEROTYPIA	10/03
PA.SO.K.: « Tous ensemble » devant les nouveaux défis	ELEFThEROS Typos	10/03
La conférence Panhellénique du PA.SO.K.: retour de Simitis à la tactique du "tous ensemble"	ETHNOS	10/03
Simitis: Tous ensemble nous disons non aux romans	TA NEA	10/03
Tous ensemble et tout seul Simitis et les cadres du PA.SO.K. devant des décisions cruciales Coordination du gouvernement, unification du parti, élargissement et Centre- Gauche au Bureau Exécutif et au Comité Central Interview Tsoukatos; "Je ne regrette de rien" / Interview Damanaki : « Discussion maintenant entre le PA.SO.K. et le Synaspismos »	ELEFThEROTYPIA (premier titre)	11/03

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Titres et chapeaux	Journal	Date
Interview de Paggalos: « Il est temps que Maximou [le siège du Premier ministre] se retienne » Propositions de Skandalidis: des changements de rôles pour Akis, Vasso, Laliotis	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	11/03
PA.SO.K. : Une lutte permanente Jusqu'ou ça va aller la crise au PA.SO.K. Les déclarations à ETHNOS du Dimanche de six membres dirigeants La controverse intra partisane semble être la plus critique de ces dernières années.	ETHNOS (premier titre)	11/03
La crise au PA.SO.K.	KATHIMERINI	11/03
Tabler et poignarder Les dîners secrets, les fractions et les intrigues au PA.SO.K. Interview de G.Papandréou: il parle en faveur des évolutions	TO VIMA	11/03
Tzochatzopoulos enfonce un coin : Il veut le renouvellement mais sous la mise à l'écart de Simitis	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	12/03
Paggalos fait le point sur Pantagias	ELEFTHEROS Typos	12/03
Protopapas parle à ETHNOS: Ce qui s'est passé au dîner secret Akis [Tsochatzopoulos] à ETHNOS : Nous avons besoin de quelque chose d'autre que la modernisation Défis de Paggalos : Simitis ne peut pas m'éloigner	ETHNOS (premier titre)	12/03
Interview- Intervention de Laliotis à NEA Soutien à Simitis de Laliotis avec des tirs contre plusieurs	TA NEA (premier titre)	12/03

Le tableau montre la quasi monopolisation de l'actualité pendant les quinze premiers jours du mois de mars (dès le 3 mars et jusqu'au 19). Le « recul modernisateur » apaise « le bruit » et incite au retour à l'équilibre. Or, les titres des « unes » des journaux révèlent la « négativité » du bruit. Les coups bruyants de Th. Paggalos monopolisent l'actualité (le 8 et le 11) de même que les titres qui ne sont pas liés à un coup mobilisent le cadre négatif du renouvellement (la rupture, les controverses, les conflits, la « guerre » etc). La typologie des reportages à laquelle nous procédons ci-dessous révèle mieux le contenu de ce cadre négatif.

Les reportages politiques peuvent être classés en «reportages de fuites orientées et de rumeurs» et en «reportages de généalogie et de scénarios». Chaque type de reportage parvient à renforcer le «bruit» par rapport aux évolutions qui ont lieu au sein du PA.SO.K. et à produire des effets. Pendant la période de forte médiatisation les six journaux que nous examinons en ont publié de semblables parallèlement aux reportages portant sur les coups produits par les acteurs impliqués dans le processus. Nous pouvons nommer ces derniers « reportages d'actualité » en faisant ainsi une distinction entre ce type de reportage qui reprend l'actualité politique telle qu'elle est produite par les acteurs politiques et le type de reportages qui ne se limite pas à cette actualité politique.

Les reportages des fuites orientées et des rumeurs

Il s'agit de reportages qui s'appuient sur des sources qui ne sont pas explicitées par le journaliste⁴³⁷. Ce type de reportages tend à diffuser des informations produites grâce au réseau de connaissances du rédacteur politique et il montre bien que la maîtrise des informations n'est pas absolue surtout quand quelqu'un a avantage à ce que les choses soient connues. Et comme on ne peut pas empêcher l'information de circuler, ces reportages de rumeurs et de fuites forment l'agent premier d'instauration du bruit.

Lisons un reportage pour mieux observer ce type de reportage et la façon dont il produit la controverse au sein du parti:

Les relations de fureur de Simitis avec les membres éminents du PA.SO.K. ⁴³⁸

V. Papandréou l'alliée traditionnelle de Simitis, ne l'est plus aujourd'hui [...] Comme ne l'est plus Théodoros Paggalos qui s'éloigne de plus en plus de Simitis. Pour ce qui concerne K. Laliotis les voyages à Doliana [le lieu d'habitation de K. Laliotis] sont terminés sans retour. Akis s'arrange de la place de second sans oublier le sommet. Et les autres membres éminents expriment leurs regrets à l'égard du Premier Ministre et de son environnement. G. Papandréou pour les « fuites », E. Venizelos pour son limogeage de l'année dernière du gouvernement tandis que G. Papantoniou comprend que l'époque de l'ONE [Union monétaire Européenne] est passée, il y a longtemps.

Par la suite, le reportage expose le conflit entre Kostas Simitis et chaque membre éminent. La narration est abstraite sans citer la source. Nous pouvons à titre d'exemple citer :

« La réponse de tous ceux qui connaissent V. Papandréou doit rendre sceptique le Premier Ministre. »

« Tous ceux qui parlent avec lui [avec Paggalos] ces derniers temps savent bien que l'ex-ministre conteste fortement plusieurs choix du Premier Ministre et de son entourage. Et il est presque certain que Simitis l'a de façon ordonnée exclu du gouvernement en novembre passé. »

« En marge donc V. Papandréou et en marge Th. Paggalos de la liste des alliés de K. Simitis. Qui reste-t-il donc ? K. Laliotis. Le temps est bien passé où Simitis appelait Laliotis pour lui demander son opinion lorsqu'il avait une décision majeure à prendre. »

Une fois que les relations conflictuelles sont décrites G. Papachristos finit par exposer la proposition alternative

⁴³⁷ Nous pouvons à titre d'exemple citer : « la réponse de ceux qui connaissent V. Papandreou est... », « ceux qui appartiennent à l'entourage de Simitis disent que... », « un des supporters parmi les plus connus de Akis [Tsochatzopoulos] note que ... » « l'opinion qu'on laisse circuler est que... ».

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Le nouveau groupe dirigeant

Est-ce qu'il y a une proposition alternative maintenant que -ceci n'est pas une hypothèse de travail- Simitis montre s'être éloigné des membres éminents du PA.SO.K. ? Il en existe disent tous ceux qui sont autour de lui. Et ils parlent de tous ceux que lui-même essaie de proclamer comme le nouveau groupe dirigeant du PA.SO.K. : à savoir, N. Christodoulakis, Chr. Verelis, M. Chrissochoidis, D. Reppas, A. Diamantopoulou. Plusieurs notent l'attention spéciale (ou s'agit-il d'une faveur ?) qu'il montre en faveur du ministre du Développement N. Christodoulakis.

La question existante est quels sont les points de repère de ces membres tant dans le microcosme du PA.SO.K. que dans la société. Et l'opinion qui circule est que même s'ils n'ont pas d'influence majeure dans la société, ils ont le temps de se faire reconnaître à travers leur oeuvre. La réalité est que le temps est très pressant. Le temps est-il suffisant pour que le schéma successeur soit prêt ? La réponse est non. Et c'est ça qui fait que K. Simitis accélère tout en entrant lui-même dans le jeu de la « construction » du « PA.SO.K. successeur ».

Dans le cas que nous examinons, ce type de reportages fut le plus efficace car il est parvenu à produire, à plusieurs reprises, le cadre de la crise au sein du PA.SO.K. entre les « anciens » et les « nouveaux ». Le reportage diffusant le « dîner secret » de Kostas Simitis fait partie de cette catégorie de reportage politique. Le cadre de la crise sera renforcé par une autre information lancée par le biais de ce type de reportage. Les reportages « des rumeurs » tendent à parler davantage des « sentiments » et des « situations » qui ne sont pas manifestés publiquement : « Simitis est gêné par le comportement... », « L'intention de Simitis ...⁴³⁹ ». De cette façon ils produisent non seulement l'information mais aussi la réaction à propos de l'information qu'ils diffusent.

Et puis, les journaux comme *TO VIMA* et *TA NEA*, les alliés traditionnels de K. Simitis voulant suivre des stratégies propres montent des coups eux aussi. Or, ces journaux constituent une source de valeur pour les autres médias et bien sûr pour la télévision qui, en tout cas, est dépendante de la presse quant à ce type d'information politique. Ces reportages tendent à produire le clivage politique, par l'alimentation de l'actualité avec des informations nouvelles portant sur les conditions de la rupture politique à l'intérieur du PA.SO.K.

⁴³⁸ G. Papachristos, *TA NEA*, 3-4 mars 2001, p.14-15.

⁴³⁹ G. Pretenteris, *TO VIMA*, 24-25 février 2001

Les reportages de généalogie et de scénarios

Si les reportages de rumeurs tendent à produire le clivage politique par la diffusion d'informations inédites, les reportages de généalogie tendent à reproduire la rupture politique par la répétition des informations déjà diffusées. La récapitulation des réactions, des coups, des événements reproduit le climat négatif tout en renforçant le bruit. L'historique du processus de « renouvellement », les personnages et leurs trajectoires et le rappel des coups montent en saillance. Les reportages insistent sur les analyses des rapports de forces intrapartisanes, les « tribus » du parti, les fractions partisans, les favoris de Kostas Simitis etc. Le discours des journalistes est souvent polémique de sorte qu'ils parviennent à mettre l'accent sur le conflit dans le PA.SO.K., ce qui est le point le plus fort du reportage.

En amont, ce type de reportage alimente l'actualité avec des scénarios sur les tactiques adoptées par le Premier Ministre ou les autres membres du gouvernement et du parti : Que fera Kostas Simitis dans ce cas ? Comment réagissent les autres membres du gouvernement ? Les journalistes produisent des scénarios et font des hypothèses en s'appuyant à la fois sur les rumeurs et les informations qui circulent par le biais de sources intéressées et sur les reprises des coups échangés. Par là les scénarios et les hypothèses ne font qu'alimenter l'ordre du jour et circuler des informations plutôt sur les actions futures que sur des actions antérieures (tel est le cas des reportages de rumeurs).

« Le plan du nouveau PA.SO.K. est une énigme. Les scénarios portant sur les changements de K. Simitis en vue du congrès s'enflamment. » (V. Skouris, *ETHNOS*, 27 février, p.6-7).

« Les dîners 'mangent' le travail et la cohésion du gouvernement : signal d'alarme pour Simitis avant les grandes luttes pour la Sécurité Sociale et la vente de [la compagnie aérienne] Olympique. Gêne et grogne des membres » (V. Skouris, *ETHNOS*, 9 mars, p. 7.)

« Tous ensemble dans le conflit. Une lutte d'endurance au sein du PA.SO.K. Leur contre-attaque aux plans de K. Simitis en vue des changements préparent les membres éminents » (P. Sianis, *ETHNOS TIS KYRIAKIS*, 11 mars, p.11-12-13)

« Simitis change les ministres fatigués. Les conflits imposent au Premier Ministre le remaniement. » (N. Karagianni, *ELEFTHEROS Typos*, 9 mars)

« Tous les hommes du président. Qui constituent l'entourage du Premier Ministre, la fraction modernisatrice et les bouleversements. » (N. Karagianni, *TYPOS tis Kuriakis*, 4 mars, p. 22-23)

Par tous ces moyens les journalistes politiques arrivent à alimenter l'ordre du jour avec des informations qui ne font qu'accentuer l'incertitude informationnelle. De nouvelles

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant informations, des récapitulations et des scénarios à propos des plans, des remaniements constituent des reportages en plus des reportages portant sur les coups. Ces discours produisent un climat bruyant tout en produisant et renforçant l'image de la rupture au sein du PA.SO.K..

Or, il faut essayer de restituer la place de ces reportages dans la production journalistique. Nous pouvons ainsi constater qu'ils sont les produits notamment de deux paramètres : a. de la relation entre la source politique et le journaliste et b. de l'intégration du reportage portant sur le « jeu politique »⁴⁴⁰ dans les pratiques journalistiques journalières.

Pour ce qui concerne le premier paramètre notons que la relation entre la source et le journaliste repose sur la « connivence » entre les journalistes et les hommes politiques permettant aux premiers d'avoir accès à des informations importantes pour leurs reportages et aux seconds de lancer des rumeurs, des déclarations non officielles et des informations confidentielles orientées. Cette relation de connivence rend possible la production de ce type de reportage. Il s'agit en effet d'un usage parallèle : les journalistes font usage des hommes politiques et les hommes politiques des journalistes. L'extrait de notre entretien avec un rédacteur en chef politique du journal *KATHIMERINI* est révélateur du *modus operandi* de cette relation. A l'interrogation de comment les journalistes connaissent des informations provenant de réunions à huis clos des organes partisans la réponse est :

[Il existe deux niveaux dans la production de ce type de reportages]. Le premier est une communication officiellement non officielle. On appelle le responsable du bureau de la presse ou il fait lui-même la communication. On lui demande... ce qu'ils ont dit et il te fait un briefing oral. Il te dit ce que le leadership veut qu'il te dise. Lui aussi [le responsable du bureau de la presse], il faut alimenter [l'actualité] et il te donne des points. Si tu es plus...[proche de celui-ci] il te donne cinq choses de plus. Ce reportage suffit pour faire le reportage. Après tu commences [à les joindre] un par un. Il y avait des gens qui me faisaient confiance et dont je connaissais bien la position, ce qu'ils pensaient : et donc je les taquinais pour qu'ils me parlent ou je leur disais.... Je savais par exemple que pour tel sujet un tel est en désaccord avec un tel. Je lui disais « je sais que Giorgos t'a attaqué sur tel

⁴⁴⁰ Nous reprenons ici la distinction faite par J.Gerstlé et al. entre le « jeu » et les « enjeux ». Nous trouvons cette distinction dans: J.Gerstlé, Dennis K. Davis, O.Duhamel. Television news and the construction of Political Reality in France and the United States. *Mediated Politics in two cultures : Presidential Campaigning in the United States and France* / ed. par Lynda Lee KAID, Jacques GERSTLE, Keith R. SANDERS. New York :Praeger, 1991 ; J.Gerstlé, O. Duhamel, D.K. Davis. La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1989 aux Etats- Unis et en France, *Pouvoirs*, 1992, PUF n°63. Cf. Annexes I et II sur les principes de codification et de quantification et sur les agendas médiatiques.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

sujet » car je sais qu'ils sont en désaccord. « Non, ce n'est pas vrai », il me répondait « il m'a dit ça mais moi je lui ai dit... ». Après j'appelais Giorgos et je lui disais...Et pour compléter le puzzle on a des gens qui te disent telle chose ou telle autre. Parfois ils ne veulent pas te piéger et ils te disent ce que eux considéraient comme important dans la réunion.⁴⁴¹

Le deuxième paramètre de l'émergence de ce type de reportage portant sur le « jeu politique » est que ce dernier s'est, après un temps, instauré dans la production journalistique quotidienne, il est devenu une « routine journalistique ».

Ce type de reportage a fait son apparition quand les informations officielles lancées par les acteurs politiques dans les manifestations publiques ont commencé à paraître dépassées. Il fait ses débuts en 1974 dans la logique d'apporter après la dictature quelque chose de nouveau dans la production journalistique. Voilà ce qu'en dit le rédacteur de l'époque du journal *TA NEA*, le premier journal à diffuser un tel reportage :

Nous avons fait un effort pour donner quelque chose de nouveau, quelque chose que le monde demandait, quelque chose qui n'aurait pas de relation avec les choses dépassées, quelque chose qui pourrait satisfaire la nouvelle mentalité mais aussi la soif du lecteur de voir l'aspect non visible de la vie politique, car il avait soif d'une expression libre de l'activité politique, avec tous ces avantages et ses déficiences.⁴⁴²

Dès lors, ce type de reportage s'établi dans l'agenda médiatique. En fait la preuve, la saillance dont « le jeu politique » jouit dans les médias durant les quatre mois de la recherche ; par ailleurs, il s'agit d'une catégorie qui jouit d'un traitement convergent par les différents médias dont cette étude prend en compte⁴⁴³. Il s'agit d'informations que les journalistes politiques peuvent facilement se procurer par leurs contacts personnels, par les fuites express et les déclarations en y ajoutant leurs propres jugements. Les sources étant accessibles et les reportages « bon marché », ce genre de reportage portant plutôt sur le

⁴⁴¹ Entretien avec S. Lygeros, 17/11/2004. Athènes.

⁴⁴² Entretien avec Vassilis Korachais par T. Psarakis. *Les journaux et les journalistes...*, *op. cit.*, p. 184.

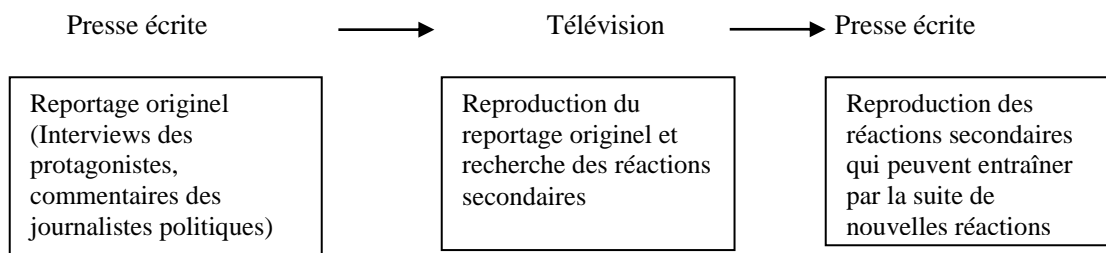
⁴⁴³ Cette catégorie que nous appelons « jeu politique », comprend l'ensemble d'informations sur les pratiques partisans, les débats autour des sondages, les controverses partisans, l'activité des personnages politiques dans les institutions partisans et les reportages sur les mobilisations des personnalités politiques à propos de leurs positions politiques. La catégorie « jeu politique » et la catégorie « actualité » sont celles qui jouissent de la plus grande convergence dans leur traitement par les différents médias. Cf. Annexe I pour la présentation des principes de codification et de quantification et Annexe II pour la présentation des agendas médiatiques.

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant « politics » que sur le « policy » assure une présence routinière dans les médias en produisant des effets sur le champ politique.

2.2.2. Reportages originels et réactions secondaires : les rôles distincts de la grande presse et de la télévision

Une des caractéristiques (déjà examinée dans le chapitre 4) majeures de la publicité politique dans l'espace grec est l'influence politique de la presse : ainsi même dans le cas que nous présentons ici, le renouvellement du PA.SO.K., la presse écrite aura le rôle de protagoniste. Le rôle de la télévision sera limité à celui de renforçateur du bruit par la recherche des « réactions secondaires » et la saillance qu'elle va lui conférer. Les coups majeurs seront diffusés au travers de la presse, sauf ceux de Kostas Simitis qui ne s'adressent pas à un certain média. Le rôle majeur de la presse dans ce processus peut être figuré par le schéma suivant :

Schéma 4 L'influence de la presse écrite sur la télévision



La presse écrite est la première à publier les reportages qui seront reproduits par la télévision. Par la suite celle-ci va chercher les réactions auprès des acteurs politiques. La presse utilise certaines de ces réactions diffusées par la télévision en donnant matière à de nouvelles réactions de la part des acteurs politiques.

La recherche des réactions constitue par ailleurs une fonction routinière de la télévision. Les reporters politiques se postent à l'extérieur du Parlement ou des sièges des partis pour recueillir des agents politiques des réactions à propos de certains événements. En prenant en compte les dépendances médiatiques que nous avons examinées dans le premier chapitre de la première partie, la garantie qu'offre les lieux politiques ordinaires est une valeur importante dans la pratique journalistique quotidienne. Le Parlement, les locaux

partisans sont des lieux sûrs de la production de déclarations fait qui diminue le risque dans la production quotidienne des informations.

Par ailleurs, la recherche des réactions assure à la télévision un rôle important dans la production des informations sur le jeu politique tout en cadrant de façon privilégiée la rupture au sein du PA.SO.K.. Voyons comment se fait la recherche des réactions mais surtout quelles sont les réactions qu'on choisit de diffuser. Prenons comme exemple premièrement le reportage que diffuse le journal *TO VIMA* sur le « dîner secret » et deuxièmement le reportage sur le premier coup de Th. Paggalos. Aucun ne sera diffusé par le journal télévisé de la chaîne publique. En revanche, le premier sera placé en deuxième position dans le journal télévisé de la chaîne privée et le second en neuvième (voir tableau ci-dessous).

Présentateur : la rencontre du Premier Ministre K. Simitis chez Chr. Protopapas a provoqué de nombreuses discussions ; et, d'après les informations, des réflexions autour des changements dans le parti et le gouvernement ont eu lieu. Le Premier Ministre a répondu en faisant de l'humour quand on l'a questionné à propos du dîner secret, comme on a appelé la rencontre, tandis que Chr. Protopapas a parlé d'une rencontre à simple caractère social.

Reporter : Kostas et Dafni Simiti sont accueillis avec des applaudissements à la manifestation du député du PA.SO.K. Kotsoni. [Images de la maison du député où il y a du monde et du Premier Ministre qui salut les invités]. De bonne humeur le Premier Ministre salue les invités et se montre satisfait de la discussion autour de la table festive. Certains invités lui demandent de faire un commentaire à propos du reportage de *VIMA Tis Kyriakis* d'après lequel le Premier Ministre lors du dîner auquel il a participé, jeudi passé, a proposé un plan de changements dans le parti et dans le gouvernement. [Le commentaire du Premier Ministre] : « Si six personnes font un dîner secret, que dire des 200 qui se trouvent ici ? » a dit le Premier Ministre en souriant et il a ajouté. « J'étais invité pour dîner et je me suis trouvé faire un dîner secret. Combien de personnes font un dîner secret ? Six en font un et pas huit ? » Au dîner du vice-ministre ont participé la commissaire européen A. Diamantopoulou, le collaborateur du Premier Ministre N. Thémélis, le secrétaire du domaine organisationnel N. Néonakis, le ministre de la Presse D. Reppas, et leurs épouses.

Dans les cercles du Megaro Maximou [le siège du Premier Ministre] on a affirmé qu'à la rencontre de jeudi passé, il n'y a pas eu de discussion politique. « Les discussions n'ont pas eu de caractère politique. Le Premier Ministre accepte des invitations de ses amis. Il n'est pas possible qu'une manifestation soit perçue en tant que motif des évolutions politiques. » [Déclarations de Chr. Protopapas devant les caméras] N'attendez pas que je commente les invités de ma maison et la société[qui la fréquente] surtout quand ils n'ont rien à voir avec les questions politiques. » Néonakis a été catégorique [légende à côté de la photo de Néonakis] : « On n'a pas eu de discussions politiques. » Pour le reportage on a aussi demandé A. Kaklamanis qui paraît être parmi les membres dont les activités ont été commentées au dîner de jeudi. [Déclarations de Kaklamanis devant les caméras] : « Je n'ai aucune idée de choses concernant le jeu para politique ». Pourtant le cycle des discussions à propos des caractéristiques du nouveau parti politique reste ouvert. Anna Diamantopoulou qui a été parmi les invités de Protopapas en parlant au journal *ETHNOS tis Kuriakis* dit

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

entre autres « Le groupe dirigeant ne doit pas être fermé. Il doit être un lieu ouvert où l'ancien coexistera avec le nouveau. Mais Papantoniou dans son interview demande des ouvertures vers d'autres espaces politiques. « Je respecte et j'estime aussi bien Souflias que M. Damanaki. Je cite ces deux noms parce que ces noms sont discutés et je pense que tous les deux ont beaucoup de points communs avec nos positions idéologiques et politiques »⁴⁴⁴.

Reporter : Le dîner du Premier Ministre avec 6 membres du PA.SO.K. chez Chr. Protopappas a provoqué la réaction intense de Paggalos. L'ex-ministre dans sa lettre envers le secrétaire du PA.SO.K. K. Skandalidis, diffusée aujourd'hui par le journal *TA NEA* parle de parasynagogues. Paggalos a envoyé la lettre en protestant contre le report du comité du secrétariat de bureau exécutif, qui, comme il le note, doit se réunir à des heures et des jours réguliers. Parce qu'une telle chose peut avoir des effets sur le processus de renouvellement interne. [Légende] : Des choses comme ça peuvent avoir des effets à une époque marquée par l'existence des parasynagogues et des centres des initiatives intrapartisanes. » Le Premier Ministre gêné par les dimensions politiques que le dîner de jeudi a pris, quand il a reçu la lettre de Paggalos a déclaré, d'après ses collaborateurs : On laisse Paggalos sur le chemin solitaire qu'il a choisi. Quand le ministre de la Presse a été questionné, il a évité de commenter tout ce que Paggalos constate dans sa lettre. [Déclarations de Reppas] : « Dans le cadre des procédures intra partisanes chaque membre peut prendre des initiatives qui ne doivent pas nous préoccuper dans le cadre du communiqué de presse. » K. Skandalidis qui a reçu la lettre a évité de commenter la lettre ; il a répondu à tous ceux qui disent que le dîner avait de l'importance politique. [Déclarations de Skandalidis] : Personne ne peut limiter la liberté gastronomique et la compagnie sociale. Cela ne signifie pas que ce que chacun mange se convertit en évolution politique ou parasynagogue. » Venizelos a montré qu'il n'est pas d'accord avec Paggalos, pourtant il a pris ses distances d'avec tous ceux qui pensent qu'au travers de dîners on peut faire de la politique [Déclarations de Venizelos] : « Pour certains il serait préférable et en vérité très bien que la politique soit faite au travers de dîners. Mais, hélas, la politique ne se fait pas comme ça. Elle a lieu dans le noyau dur de la société et c'est là qu'on est tous jugés. » [Déclarations de Floridis] : « Des rencontres de tel type ont lieu partout et toujours et ce ne sont pas elles qui déterminent le futur du pays. Je pense qu'eux-mêmes ont parlé de compagnie sociale. »⁴⁴⁵

Parallèlement à cette fonction de la télévision, un trait important à prendre en considération réside dans le statut public ou privé des chaînes de la télévision. Regardons à ce sujet les reportages des deux chaînes de télévision portant sur la question du renouvellement (dès le 20 février jusque le 11 mars). Nous citons les légendes des reportages (entre guillemets) et des éléments des reportages.

⁴⁴⁴ Reportage diffusé par la chaîne privée *MEGA*, 4 mars 2001.

⁴⁴⁵ Reportage diffusé par la chaîne privée *MEGA*, 6 mars 2001

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Tableau 38 Le « renouvellement » du PA.SO.K. : légendes et extraits de reportages des journaux télévisés de deux chaînes de télévision (20 février - 11 mars)

Légendes	Média	Ordre	Date
« Les symboles divisent »	MEGA	7	20/02
Rencontre de K. Simitis avec les députés du PA.SO.K.	NET	10	20/02
« Le chemin du renouvellement »/ « Simitis pour le PA.SO.K. » [Reportage sur le discours de K. Simitis aux élus des comités locaux du PA.SO.K.]	MEGA	10	21/02
« Besoin de renouvellement du PA.SO.K. » K. Simitis avec les représentants du PA.SO.K.	NET	1	21/02
Le « Dîner secret » [Reproduction du reportage <i>TO VIMA</i> et recherche des réactions]	MEGA	2	4/03
L'interview de Giannopoulos dans une émission politique de la chaîne privée. Rediffusion des extraits concernant le renouvellement du PA.SO.K.	MEGA	17	5/03
« Paggalos a mis le feu »-« Réactions des membres du PA.SO.K. »	MEGA	9	6/03
« Simitis pour la société des citoyens et la gauche »	MEGA	10	6/03
Simitis à une conférence des Citoyens : « Fuite en avant »	NET	2	6/03
Paggalos : « Les bribes de gauche »	MEGA	2	7/03
Le dîner secret de Vasso Papandréou- Akis Tsochatzopoulos [Reproduction du journal <i>TO VIMA</i>]	MEGA	8	8/03
PA.SO.K. : « Des discussions et des dîners »	MEGA	1	10/03
Conférence Panhellénique du PA.SO.K. sur le développement	NET	2	10/03
« Explosion de Paggalos » [Rediffusion des extraits de l'interview de Paggalos et recherche des réactions]/ 2ème reportage « La réponse de Tsochatzopoulos »- « Des nouveaux Don Quichottes »	MEGA	1	11/03
Tsochatzopoulos à Munich à une manifestation partisane. Discours sur le renouvellement	NET	4	11/03
Extraits de l'interview de Paggalos dans l'émission politique de la chaîne publique	NET	7	11/03

Les traits à retenir sont au nombre de trois : tout d'abord, l'intensification de la saillance le 4 mars date où *TO VIMA* publie le reportage sur le « dîner secret » de Simitis avec les membres du PA.SO.K.. Par la suite, l'insistance de la chaîne privée à donner de la visibilité aux coups de Th. Paggalos et aux reportages des journaux *TA NEA* et *TO VIMA* (dont le propriétaire Chr. Labrakis est actionnaire aussi à la chaîne *MEGA*). Finalement, les différences dans la hiérarchie : Toutes les interventions de K. Simitis (son discours aux élus des comités locaux le 21 février et la « société civile » le 6 mars) sont placées en priorité basse sur la chaîne privée (les deux reportages sont en 10ème rang) et en priorité haute sur la chaîne publique (le discours de K. Simitis aux élus des comités locaux est le premier sujet et son discours à la conférence sur la société civile en 2ème position). Or, tous les coups bruyants (de Paggalos et les reportages des journaux) sont bien placés sur l'échelle hiérarchique de la chaîne privée, ce qui n'est pas le cas de la chaîne publique qui ne contribue pas au bruit informationnel.

Nous pouvons donc constater les éléments constitutifs de ce que l'on a appelé, le « bruit informationnel » : d'une part, la presse, voire les unes et les reportages politiques, et

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant
d'autre part, la télévision, qui, par son poids spécifique, renforce la saillance de l'événement.

2.3. Le recul : Retour à la tactique de « tous ensemble » et à l'équilibre politique

L'incertitude informationnelle touche les tactiques des protagonistes et oblige le camp des modernisateurs au recul. L'actualité est prise entre les coups du «camp des affectés» et le cadre de la rupture entre les « anciens » et les « nouveaux ». Le renouvellement ainsi cadré monte en visibilité tout en orientant l'attention vers la rupture et la controverse intrapartisanes. Dès lors, la publicité se mue en contrainte pour le «camp des modernisateurs ».

Or, les « affectés » sont par leur position détenteurs d'une autre ressource importante⁴⁴⁶ : ils font partie de l'organe partisan suprême, le Bureau Exécutif⁴⁴⁷. Les modernisateurs sont exclus de cet organe, élu par le Comité Central lors du congrès partisan. Et là, la conjoncture va jouer un rôle important dans l'obligation du recul du Premier Ministre. Les comités du Bureau Exécutif et du Comité central⁴⁴⁸, le 14 et le 16 mars respectivement, ne laissent aucunes marges de manoeuvre au Premier Ministre. La mise sur agenda de la rupture et de l'indignation des « affectés » représente une menace un peu avant la réunion des deux comités des organes partisans.

C'est la raison pour laquelle K. Simitis prend lui-même l'initiative d'apaiser la « crise » au sein du PA.SO.K.. Le premier coup aura lieu le 9 mars lors de la Conférence Panhellénique pour le Développement où il mettra de nouveau en avant le message de « tous ensemble » (« tous ensemble pour gagner. Nous avons tous travaillé ensemble et

⁴⁴⁶ Un autre atout du camp des «adversaires» qui s'inscrit dans les relations de concurrence structurant le champ politique est que K. Simitis a besoin des membres historiques comme « alliés » en vue du congrès prévu en mars 2002.

⁴⁴⁷ Le gouvernement de K. Simitis a été caractérisé par la marginalisation du Bureau Exécutif en faveur de l'organe gouvernemental, voire le Comité Gouvernemental auxquels participent A. Tzochatzopoulos (ministre de la Défense), K. Laliotis (ministre des Travaux Publics), V. Papandréou (ministre de l'Intérieur), G. Papandréou (ministre des Affaires Etrangères), G. Papantoniou (ministre de l'Economie), N. Christodoulakis (ministre du Développement), P. Efthimiou (ministre de l'Education). La marginalisation est liée au fait que K. Simitis n'a jamais pu contrôler la base partisane et ainsi contrôler le Bureau Exécutif. Il a donc transféré des initiatives du Bureau Exécutif au Comité gouvernemental, organe constitué par des ministres de sa volonté.

⁴⁴⁸ Le meeting du comité central présente un risque pour K. Simitis car la controverse peut prendre la forme d'une confrontation ouverte entre ses 150 membres, tous élus par le congrès. Il est ainsi fort possible que K. Simitis soit fortement critiqué pour ses choix, ce qui délégitimerait son image et ses actes.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

c'est pour cela que nous avons réussi »), faisant ainsi appel à l'unité du PA.SO.K. et à la cohésion du gouvernement. Il dément à la fois les scénarios portant sur le remaniement ministériel, la controverse dans le PA.SO.K. mais aussi le cadre du renouvellement incluant l'exclusion des membres historiques du PA.SO.K..

Le soir du 11 mars, le jour du coup double de Th. Paggalos et étant donné que la visibilité de la controverse atteint un pic, Kostas Simitis invite Kostas Laliotis, le ministre de l'Environnement, de l'Aménagement et des Travaux Publics, à son domicile, inaugurant ainsi un cycle de rencontres avec le « PA.SO.K. historique » un peu avant les comités des organes partisans. Kostas Laliotis est le seul à ne pas avoir pris position dans la controverse par la voie publique. Le lendemain de la rencontre, une interview est publiée dans le journal *TA NEA*. Il s'agit d'une interview de K. Laliotis à propos du « renouvellement ». Elle paraît avoir été orientée et vite préparée. Or, il semble que l'interview a été accordée après la rencontre avec K. Simitis, le dimanche soir. Le nom du journaliste n'apparaît pas (!) et il n'y a pas de photo de l'interviewé comme cela est d'usage dans de tels cas. L'interview commence un peu brusquement sans qu'un résumé ne la précède. Par ailleurs, le format de l'interview ressemble plutôt à celui d'un article.

La rencontre des deux hommes et l'interview marquent un tournant important dans le processus. Kostas Simitis restera le leader incontournable mais son entourage sera nettement délégitimé. Voici un extrait de l' « interview » de K. Laliotis :

Des portes et des coeurs ouverts

Comment K. Laliotis voit le renouvellement

Kostas Laliotis : Les scissions entre nouveaux et anciens, fatigués et reposés, sont des exposés naïfs et sans histoire. Elles sont liées à de petites ambitions partisanses des personnages qui veulent cacher leur médiocrité et leurs défaillances et ils produisent et reproduisent les logiques des tranchées, des scissions. Le PA.SO.K. renouvelé émergera en tant que « Autre PA.SO.K. » ou « Nouveau PA.SO.K. » à travers le « PA.SO.K. dans son ensemble ». La refondation signifie qu'il faut prouver par des actes le « Tous ensemble ». [...] Dès les élections et un peu après certains membres du PA.SO.K. musardent ; quelques-uns considèrent que seul Simitis a gagné les élections (comme s'il n'y avait pas de PA.SO.K.) et d'autres parce qu'ils ont l'illusion que le PA.SO.K. a perdu. Tous ont oublié les bornes du PA.SO.K. avec la droite néo-libérale et son populisme. Ils ont oublié qui sont les adversaires. Ils ont déplacé la confrontation au sein du PA.SO.K. sans conditions et sans principes. Kostas Simitis a la confiance et le soutien de tous. Le Premier Ministre et le président du PA.SO.K. a conduit notre parti à deux victoires, il a conduit et il conduit sous conditions de développement, de démocratie et de cohérence sociale la Grèce dans le groupe fort de l'Europe. Kostas Simitis, en tant que Premier Ministre du pays et président

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant du PA.SO.K., est leader à long terme et il n'est pas un politique consommable et conjoncturel.

L'intervention de K. Laliotis redresse le cadre : il soutient le leadership de K. Simitis et il attaque son entourage. Par ailleurs, K. Simitis change sa tactique et son discours. Le 12 mars le jour de la publication de l'interview, K. Simitis rencontre les députés du PA.SO.K. et il déclare : « Il n'y a pas de dîners secrets⁴⁴⁹ et de décisions secrètes. Il n'y a pas de scénarios préparés par certains au détriment d'autres. Tout cela, ce sont des scénarios extérieurs au PA.SO.K. visant à nous diffamer et à appauvrir le gouvernement. Ils essaient de nous affaiblir. Depuis tant d'années au PA.SO.K. nous étions tous ensemble et voilà ce que nous allons faire maintenant. 'Tous ensemble' est notre choix stratégique. Il n'inclut pas nécessairement le sens de renouvellement des personnes et des idées. Renouvellement ne signifie pas exclusion de certains.» Par la suite, le 13 mars, K. Simitis entame des rencontres avec des ministres et tout premièrement avec V. Papandréou.

Les jours suivants, K. Simitis met en oeuvre la tactique du « retour à l'équilibre » dans le cadre de la réunion du Bureau Exécutif et du Comité Central. Il qualifie de fictions tous les scénarios qui veulent créer des clivages entre les « anciens » et les « nouveaux ». Et il rassure les membres éminents du PA.SO.K. en leur disant que le renouvellement ne les exclut pas et qu'il sera la résultante d'un effort commun. En amont, il déclare qu'il sera candidat à la présidence du parti au congrès de 2002 et que s'il est élu, il sera candidat aux élections de 2004. Lors du meeting du Bureau exécutif, il a aussi ajouté qu'il fallait former des comités au sein du Bureau Exécutif, qui seraient chargés de préparer le renouvellement. Il annonce ainsi le transfert de la procédure du renouvellement au sein du parti, ce qui est le résultat, entre autres d'un rapport de forces bien établi et fortement contraignant.

Lors du meeting du Comité Central K. Simitis reprend le même discours ; affirmation de la cohésion et de la convergence dans l'effort du renouvellement. Pour renforcer la certitude il a confirmé : « Je peux vous garantir une trajectoire solide, une trajectoire de renouvellement à travers des procédures transparentes et collectives. Le renouvellement ne veut pas dire en éliminer quelques uns pour les remplacer par d'autres ». Même si des membres partisans du Comité Central se sont exprimés de façon critique

⁴⁴⁹ Le fait que le Premier Ministre reproduise le vocabulaire des reportages de la presse est très intéressant. Il consolide de cette manière ce que nous avons décrit comme effet du bruit que les « reportages des rumeurs et des fuites orientées » produisent.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique surtout sur la façon dont l'élargissement et le renouvellement se font jour hors des organes partisans, une sorte d' « armistice » sera décidée pour « dépasser la crise et l'introversion ».

La fin, provisoire, de la confrontation est marquée par un acte provenant de l'entourage du Premier Ministre qui a lancé la controverse; il s'agit d'une interview de M. Chrissochoidis accordée au journal *TA NEA*, un jour après la fin meeting du Comité Central (le 19 mars). Il se réfère à la génération de 74 « ces gens sont notre trésor » et à sa proposition de changement des symboles « moi, j'ai parlé de la transformation du parti, pas de la nécessité absolue du changement des symboles ».

Une autre caractéristique est que les médias suivent le redressement de cadre proposé par ces derniers reculs. L'enjeu continue de jouir d'une forte médiatisation mais le cadre principal sera orienté par les opérations de recul du Premier Ministre. Les tableaux ci-dessous permettent de visualiser ces nouveaux cadrages :

Tableau 39 Le « renouvellement » du PA.SO.K. : les « unes » de la presse écrite (13 mars-19 mars)

Titres	Média	Date
Le serial PA.SO.K.: On soutient Simitis et on s'attaque à son entourage	ELEFTHEROTYPIA	13/03
Le dîner secret de Laliotis et Simitis	ELEFTHEROS Typos	13/03
Membres du PA.SO.K.: De haute volée pour l'entourage	ETHNOS	13/03
Tête à tête de Simitis avec Laliotis pour le PA.SO.K.	TA NEA	13/03
PA.SO.K.: des controverses aujourd'hui au Bureau Exécutif	ELEFTHEROS Typos	14/03
Simitis au Bureau Exécutif d'aujourd'hui : Qu'on se tourne vers les problèmes	ELEFTHEROTYPIA	14/03
Simitis au comité exécutif: Je serais candidat- Je serais le leader des élections 2004	ELEFTHEROTYPIA	15/03
Simitis: Je serais le leader des élections à venir: Apaisement des réactions dans le bureau Exécutif	ETHNOS	15/03
Simitis: Même en 2004 je serai candidat	TA NEA	15/03
Vasso [Papandréou] a jeté le gant à Simitis lors du meeting du Comité Exécutif	ELEFTHEROS Typos	15/03
PA.SO.K.: La guerre des tranchées au Comité Central	ELEFTHEROS Typos	17/03
Comité central du PA.SO.K.: tous ensemble avec des doses de grogne	ETHNOS	17/03
Simitis au PA.SO.K.: Nous devons être ouverts à la société	TA NEA	17/03
PA.SO.K.: Tous ensemble malgré les discordances	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	18/03
Interview de Chrissochoidis à Néa: les symboles ne sont pas des tabous	TA NEA	19/03

La confrontation partisane : imposer un enjeu pour établir un groupe dirigeant

Tableau 40 Le « renouvellement » du PA.SO.K. : légendes et extraits de reportage de journaux télévisés de deux chaînes de télévision (12 mars-17 mars)

Légendes	Média	Ordre	Date
Contre attaque de Simitis Rencontre du Premier ministre avec les députés et déclarations sur le renouvellement	MEGA	1	12
Simitis répond à des publications sur le PA.SO.K. : Notre but est: « Continuité- renouvellement- élargissement »	NET	2	12
« Des cogitations intenses au PA.SO.K.»- « Des discussions apaisantes » [Les rencontres de Simitis avec les membres éminents du PA.SO.K. - Déclarations de ceux-ci]	MEGA	11	13
Message de K. Simitis montrant le chemin de détente du climat dans le champ intrapartisan [Les rencontres de Simitis avec les membres éminents du PA.SO.K.- Déclarations de ceux-ci]	NET	2	13
Comité exécutif du PA.SO.K.	MEGA	2	14
Comité exécutif du PA.SO.K. : Les déclarations des membres du comité	NET	5	14
« Simitis au Comité Exécutif » - «Je serais candidat » [Le reportage sur les discussions dans le Bureau Exécutif]	MEGA	17	15
Satisfaction des membres du PA.SO.K. après le Comité Exécutif	NET	2	15
« Message de Simitis : ‘ Tous ensemble’ » [Reportage sur le Comité Central du PA.SO.K.]	MEGA	9	16
Le Comité Central du PA.SO.K.: Attaque envers la N.D./ Besoin d'élargissement, renouvellement	NET	3	16
Simitis au comité central du PA.SO.K. : "Les erreurs ne sont pas justifiables" [Reportage sur la nouvelle intervention de Simitis au comité central]	MEGA	2	17
Les travaux du comité exécutif du PA.SO.K. sont achevés : Discours de Simitis	NET	2	17
Tsochatzopoulos –Kaklamanis – Christodoulakis parlent des travaux du Comité Exécutif	NET	3	17

L'enjeu, peu à peu, s'estompe. Il se positionne plus bas sur l'échelle hiérarchique et suit l'actualité telle qu'elle est proposée par le Premier Ministre. Seule exception le journal de *ELEFTHEROS Typos* qui continue de parler de la « guerre des tranchées ». Le tableau ci-dessus révèle le recul de l'enjeu de l'agenda également sur la chaîne privée. Or, il y a bien un effort de la part de la chaîne publique d'appliquer un cadre positif aux réunions du Bureau Exécutif et du Comité Central. A la fois les positions en hausse sur l'échelle hiérarchique de ces reportages, mais aussi les exclusions, dans les reportages, des voix « contestataires », sont indicatives de l'effort fait pour conférer de la saillance au redressement du cadre.

L'expansion d'une confrontation partisane

Que retenir de cette controverse ? Tout d'abord, le fait que nous sommes en présence d'un ensemble de stratégies et de ressources personnelles et collectives en confrontation mais aussi, et surtout, de ressources collectives partagées. La constitution du problème a lieu dans les relations de concurrence politique et son définition est fonction de

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique la position de l'acteur et des intérêts qui y sont liés. La publicité devient l'espace de confrontation des lignes d'action et de ressources.

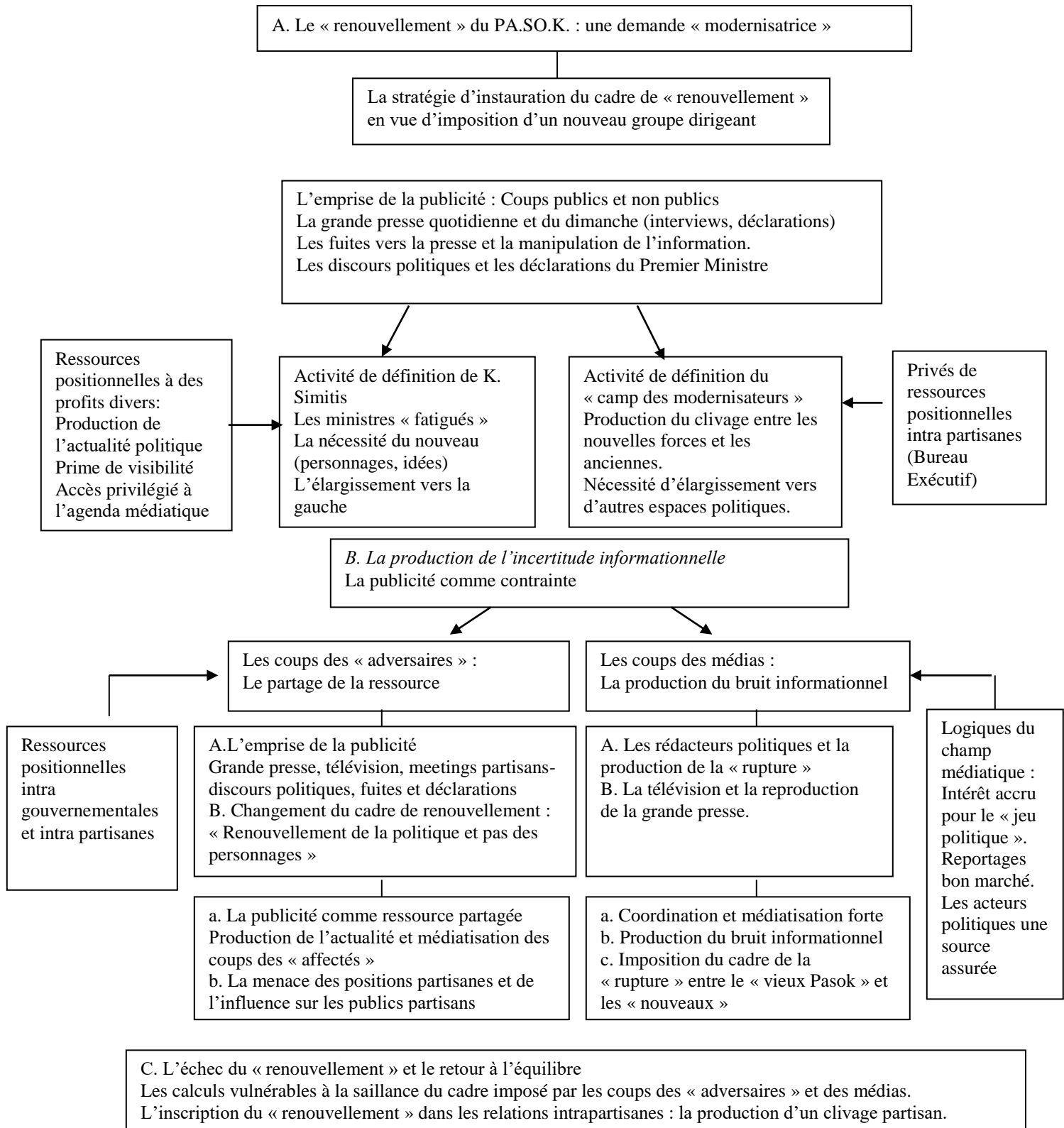
Le Premier Ministre et son environnement essaient d'imposer le changement de l'état d'équilibre politique à travers des coups publics et médiatisés. Or, le Premier Ministre ne porte que des coups très sélectifs, soit inauguraux de la confrontation, en donnant le feu vert de frappe à ses proches, soit de fin de confrontation. En tout cas, il est l'homme qui maîtrise le fil d'ordre des successions.

Les coups de riposte ne seront pas immédiats ; cependant, ils s'appuient sur les mêmes ressources. En se saisissant des coups des « adversaires » on intensifie la lutte par l'entrée dans le jeu, tandis qu'en même temps on bénéficie des mêmes ressources de publicité mais aussi des ressources liées au statut, à la position au sein du parti, des ressources partisans. L'échange des coups et l'intensification de la lutte transforment les calculs et les objectifs poursuivis par les acteurs. La définition même du renouvellement sera vulnérable et bousculée par l'entrée des différents acteurs qui s'opposent et par des coups échangés. Finalement, l'incertitude informationnelle oblige à un retour à l'équilibre politique.

En effet, le renouvellement finit par s'inscrire dans les relations intrapartisans comme un clivage partisan entre deux camps adverses. La confrontation des deux camps ne finit pas par le recul gouvernemental de mars 2001. Les évolutions s'accélérent après la crise de la sécurité sociale (que nous allons examiner par la suite) et le Premier Ministre demande l'avancement du congrès prévu pour mars 2002. Au congrès qui aura lieu en octobre 2001, K. Simitis demande un « mandat en blanc » aux 65000 congressistes. Il sera de nouveau élu par la majorité et il formera le nouveau Bureau exécutif de son choix.

Schéma 5 La confrontation partisane

La publicité comme moyen d'imposition d'une ligne d'action



Chapitre 6.

La crise de politique publique : La réforme de la sécurité sociale

Ce chapitre est consacré à une crise, celle de la réforme de la sécurité sociale. Il ne s'agira pas d'une étude de cas du problème de la sécurité sociale. L'examen de cette « crise » ou mieux de cette « conjoncture non routinière », nous offre la possibilité de développer des concepts sur les divers modes de constitution de l'agenda politique. Nous n'étudierons pas les circonstances de la préparation de la réforme et nous ne ferons pas non plus une analyse de la réforme. Notre intérêt porte sur les tactiques des protagonistes grâce auxquelles ils essaient d'imposer une définition et les enjeux de la lutte politique quotidienne. Ce processus non routinier de mise sur agenda politique est le plus conflictuel de tous ceux que nous venons d'examiner. Parmi les agents promoteurs de la cause, les syndicats constituent un acteur de premier rang. Nous avons appelé, dans l'introduction, ce mode d'émergence du problème dans le champ politique, *émergence simultanée*, au sens où la mobilisation sociale et politique se fait en même temps. Nous allons voir comment les activités syndicales et partisans, font émerger la question et conduisent à l'expansion du conflit et au recul de la position gouvernementale.

La « crise » qui a accompagné le lancement de la réforme de la sécurité sociale présente un double intérêt. En premier lieu, la mobilisation des syndicats des travailleurs et des fonctionnaires a atteint ses objectifs, en ayant même des effets d'une certaine durabilité. En second lieu, la crise de la sécurité sociale a fait monter sur scène tous les acteurs politiques et sociaux impliqués dans la vie publique, ce que nous tenterons d'analyser en termes d'« action conjointe⁴⁵⁰ ». La « crise » elle-même résulte de cette mobilisation collective. Celle-ci peut être vue, pour reprendre l'approche de M. Dobry, comme une

⁴⁵⁰ P. M. Hall note à propos de cette notion utilisée par H. Blumer : « Pour ce qui est de la coordination de l'action collective nous nous intéressons à ce que Blumer appelle l' 'action conjointe', c'est à dire la mise en concordance, le processus de convergence, l'harmonisation des lignes d'action, distinctes entre les membres d'un groupe [...] L'action conjointe repose sur l'élaboration de définitions communes de la situation par un processus d'interaction interprétative ». P.M. Hall. Une Analyse symbolique - interactionniste de la politique/ ed. par Jean G. PADIOLEAU. *L'opinion publique : examen critique, nouvelles directions, op.cit.*, p. 293-294. H. Blumer en souligne : « Les situations sont couvertes par l'élaboration d'actions conjointes où les participants doivent harmoniser leurs différents points de vue. Chaque participant le fait en interprétant les actes des autres, et, réciproquement, en donnant les indications aux autres sur la façon dont ils devraient agir. Les actions conjointes sont élaborées par ce processus d'interprétation et de définition[...] C'est sous cet aspect de processus social diversifié, où les gens sont engagés dans la constitution d'action conjointes destinées à faire face aux situations auxquelles ils se trouvent confrontés, que Mead décrivait la société. » H. Blumer. *Symbolic Interactionism. Perspective and method.* Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall, p.72.

« forme d'interdépendance élargie » qui « tend à confronter directement les diverses ressources et lignes d'action, cloisonnées jusque là et à déterminer dans cette confrontation leur efficacité ou valeur »⁴⁵¹. Nous allons examiner ce processus effectif « où les ressources gagnent ou perdent leurs valeurs » en analysant les usages de ces ressources ainsi que les modes de mobilisation des acteurs impliqués dans la controverse.

Nous allons donc présenter la crise de la sécurité sociale en deux étapes⁴⁵².

La première étape est celle « d'anticipation »⁴⁵³. Il s'agit d'une étape préparatoire du conflit qui présuppose tout un travail de publicisation, de sensibilisation de l'opinion publique sur la réforme à venir. Cette première étape est marquée par la mobilisation des ressources et des lignes d'actions distinctes. Nous allons commenter une série d'actions s'appuyant sur des ressources différentes comme le travail de l'anticipation gouvernementale, mais aussi le travail des « groupes d'identification »⁴⁵⁴, voire la

⁴⁵¹ M. Dobry, *Sociologie des crises ...*, op. cit., p. 161.

⁴⁵² J. G. Padioleau considère quatre moments typiques dans la carrière d'une controverse. La phase de l'émergence d'un problème, la phase de spécification du problème, la phase de diffusion du problème dans le public et finalement l'entrée dans le système formel de décision politique. Nous n'allons pas, dans le cas qui nous occupe, examiner ces étapes une par une. Nous allons plutôt considérer ces phases à travers l'interdépendance stratégique mettant en présence les différents acteurs cherchant à faire émerger, spécifier et diffuser les enjeux, chacun par ses propres ressources et ses propres modes de mobilisation. Voir, J. G. Padioleau. *L'Etat au concret*. Paris : PUF, 1982.

⁴⁵³ Nous pouvons identifier cette première phase à ce que R. Cobb, J.-K. Ross et M.-H. Ross décrivent comme « mobilization model » ou à ce que Ph. Garraud entend par « modèle de l'anticipation ». Pour l'ensemble de ces auteurs ce modèle vise à rendre intelligible la manière dont un problème de l'agenda formel arrive à passer à l'agenda public. « The mobilization model describes the process of agenda building in situations where political leader initiate a policy, but require the support of the mass public for its implementation ». Comme la question de la sécurité sociale est inscrite à l'agenda gouvernemental depuis fort longtemps, dans cette première phase le gouvernement cherche les moyens de faire accepter la réforme. Or, il faut aussi voir dans cette première phase l'action collective, à savoir comment des « groupes d'identification » se mobilisent à propos de la réforme. Nous pouvons ainsi constater des traits du « modèle de mobilisation » au sens où l'entend Ph. Garraud ou de l'autre modèle proposé par R. Cobb, J.-K. Ross et M.-H. Ross le modèle de « outside initiative model ». Nous avons donc, lors de cette première étape, la combinaison de deux différents modèles mettant en présence non seulement les acteurs gouvernementaux mais aussi les acteurs sociaux et les acteurs politiques, tous cherchant à imposer leurs propres définitions à propos de la question de la sécurité sociale. Voir, R. Cobb, J.-K. Ross, M. H. Ross. *Agenda building as a comparative political process. The American Political Science Review*, op.cit., p. 126-138; Ph. Garraud. *Politiques Nationales : Elaboration de l'agenda*, op.cit., p. 17-41.

⁴⁵⁴ Nous pouvons classer d'après la typologie de R. Cobb et C. Elder, la G.S.E.E. et les partis de la gauche comme « groupes d'identification ». Les auteurs distinguent dans leurs « outside initiative model » plusieurs publics participant au conflit, à savoir « identification group », « attention group », « attentive public » et « general public ». En ce qui concerne le groupe d'identification les auteurs notent : « The ties between the members of an identification group will vary in strength, but will, nonetheless, tend to be relatively stable and lasting. The members of such a grouping will tend to be the most sensitive segment of the general population should conflicts involving any of its member-group arise. They will be the first segment of the audience to become involved in a conflict should it expand beyond those initially involved in a dispute. » R.W. Cobb, C. D. Elder. *Participation in American Politics. The dynamics of agenda- building*. Baltimore -London: The Johns Hopkins University Press, 1983, 2ème édition, p. 105-106.

mobilisation des partis de la gauche et du syndicat G.S.E.E.⁴⁵⁵. L'étape de l'anticipation n'est pas socialement visible. Il s'agit plutôt d'une étape silencieuse (par rapport à la deuxième étape) mais importante quant au positionnement des acteurs politiques et sociaux face au conflit.

La deuxième étape, celle « de l'expansion du conflit ⁴⁵⁶», est lancée une fois que le gouvernement annonce la réforme. L'expansion du conflit s'effectue grâce à la consolidation de la « critique », voire le partage d'une définition négative de la réforme par l'ensemble des acteurs sociaux. L'harmonisation des lignes d'actions et des ressources s'étend des syndicats (qui auront un rôle protagoniste dans la recherche des alliés pour élargir le conflit et consolider une « crise externe ») jusqu'à l'intérieur du parti gouvernant, ce qui entraîne une « crise interne ». Le gouvernement se trouve confronté à une dynamique externe, qui finit par se « matérialiser » lors de la grande manifestation du 26 mai, et à une dynamique interne, produit de la controverse intragouvernementale et intrapartisane. L'« harmonisation des contestataires » est le trait caractéristique de cette phase de la confrontation. La coordination des actions rend possible la fluctuation conjoncturelle de la valeur des ressources politiques du gouvernement et conduit au recul de la position gouvernementale. Le retrait du projet de la réforme est le premier d'un ensemble d'effets considérables que nous allons examiner par la suite.

1. L'anticipation de la réforme

La première phase, celle de « l'anticipation », précède l'annonce officielle des propositions gouvernementales. La perspective d'une réforme de la sécurité sociale apparaît très tôt sur l'agenda politique après les élections de 2000. Les premiers à se mobiliser, les syndicalistes de la G.S.E.E. et les partis de la gauche, et notamment, le parti communiste, réagissent, eux-aussi, bien avant l'annonce officielle. Leur mobilisation vise à l'élargissement de la négation du projet de réforme. En ce qui concerne le gouvernement, il

⁴⁵⁵ Il s'agit de l'organe syndical suprême en Grèce : Confédération Générale des Travailleurs Grecs (G.S.E.E.)

⁴⁵⁶ Nous trouvons le concept de l' « expansion du conflit » chez Schattschneider. Les perdants cherchent des alliés dans une stratégie visant à élargir le conflit. Par-là, on arrive à inscrire la cause sur l'agenda politique. Pour ceci la « critique » (*criticism*) est nécessaire. E. E. Schnattschneider. *The semi sovereign people*. New York : Holt, Rinehart and Whinston, 1960. F. R .Baumgartner et B. D. Jones utilisent ce concept pour étudier les politiques dans le contexte des questions sur le tabac aux Etats- unis lors du 20ème siècle. En examinant l'action des contestataires des industries du tabac et leurs modes de mobilisation, ils arrivent à considérer le

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

s'appuie sur ses propres ressources en essayant de « manipuler », dès ce premier stade, les impressions politiques.

1.1. Les premiers à se mobiliser

Le gouvernement, les deux partis de la gauche et les syndicalistes de la G.S.E.E. sont les premiers à se mobiliser sur la réforme. Visant leurs propres objectifs politiques et mobilisant les ressources apparemment les plus fortes pour atteindre leurs objectifs, les acteurs inaugurent, par leurs coups, l'entrée en confrontation.

1.1.1. La mobilisation gouvernementale précoce : une stratégie à long terme

Dès novembre 2000, les réformes de l'emploi et de la sécurité sociale sont au premier rang de l'agenda « formel ». La réforme sur la flexibilité de l'emploi précède la réforme de la sécurité sociale tout en l'annonçant : la réforme du marché de travail est révélatrice du premier conflit du gouvernement avec les forces du travail, notamment celles du domaine privé. Il s'agit d'une confrontation intense mais non radicale redevable au développement plus faible du syndicalisme chez les employés du secteur privé⁴⁵⁷

Il existe avant la phase de l'anticipation, une phase d'action gouvernementale précoce qui s'élabore sur des axes stratégiques à long terme. La stratégie gouvernementale, au cours de cette phase, se développant toujours sur les ressources positionnelles dont jouit le gouvernement, peut être explicitée par trois choix : tout d'abord, le choix du moment de la réforme, deuxièmement le choix du ministre de la réforme et troisièmement le choix du lieu de l'élaboration de la réforme. Ces trois choix stratégiques révèlent à la fois l'importance de la réforme et l'attention portée par le gouvernement à sa « mobilisation ». Examinons-les.

« Schattsneider mobilisation » comme un mécanisme « self-reinforcing » amenant à un changement dramatique. F. R. Baumgartner, B. D. Jones. *Agendas and Instability in American Politics*, *op.cit.*, p. 90-93.

⁴⁵⁷ D'après l'enquête de V-PRC datée de 1995 les fonctionnaires syndiqués du secteur public atteignent 77.8% (contre 22.2% qui ne sont pas syndiqués). Or, en ce qui concerne le secteur privé, les pourcentages changent considérablement : seuls 31.3% employés du secteur privé sont syndiqués contre 68.7% qui ne le sont pas. Source : V-PRC, Enquête de la G.S.E.E., Février 1995. Cité par M. Givalos. *Massivité – Rôle - force des syndicats. L'opinion publique en Grèce. Enquêtes-Sondages 1999-2000*. Athènes : Nea Synora-Livani, 1999, p. 175.

Le gouvernement socialiste lance les deux réformes, de l'emploi et de la sécurité sociale, au cours de la première année de son mandat, après les élections législatives de 2000. Parallèlement, il met en avant deux autres réformes à teneur sociale, l'une concernant l'éducation et l'autre le système sanitaire. Cette surchauffe des projets de lois révèle bien la volonté gouvernementale de faire passer toutes les réformes d'importance majeure au cours de la première année de son mandat, dans une stratégie d'atténuation du «coût politique», en vue des élections de 2004. Là encore, les ressources gouvernementales font leur apparition. La possibilité de la gestion du moment de l'action politique est, dans la lutte politique, une arme considérable relevant de la position occupée dans le système politique. De cette façon, le groupe dirigeant au gouvernement peut choisir le moment du lancement des réformes et le mode de lancement de la manière qui lui est la plus favorable. Le PA.SO.K. annonce déjà la réforme sur la sécurité sociale dans son programme électoral des élections de 2000 et il promet une réforme fondée sur le dialogue social.

Voici ci-dessous un extrait du programme électoral de 2000 du PA.SO.K. prouvant que la réforme de la sécurité sociale est un enjeu de haute priorité politique déjà inscrit à l'agenda gouvernemental.:

La modernisation du système de la sécurité sociale présuppose une réforme de longue durée pour que les problèmes de la 'sécurité sociale' soient résolus définitivement, pour que les injustices soient assainies, pour que la solidarité entre générations fonctionne de façon juste et pour que le travail et le développement soient facilités. La réforme découlera d'une analyse de fond des nécessités de survie du système de la sécurité sociale, elle sera mise en avant sans surprises et après le dialogue social.⁴⁵⁸

Le gouvernement promet une réforme fondée sur le dialogue social. On y trouve une réponse à la façon dont la sécurité sociale a été réformée en 1993 par le gouvernement de Néa Dimokratia⁴⁵⁹, alors au pouvoir. A l'époque, la « loi Sioufas » (du nom du ministre

⁴⁵⁸ Le programme gouvernemental du PA.SO.K. : 2000-2004, p. 94.

⁴⁵⁹ Attardons-nous un peu sur les lois antérieures portant sur la sécurité sociale. Pendant les trois années où la ND est au pouvoir elle fait voter (les partis de l'opposition ont voté contre) les lois 1902/1990, 1976/1991, 2084/1992 (cette dernière, la loi Sioufas fut la plus contestée). D'après S. Robolis et G. Romanias « par ces lois on a recherché la transformation des caractéristiques structurales principales du système de la sécurité sociale[...] Dans la période entre 1993-2002 ces trois lois continuent d'exister [quelques régulations pendant cette période ne portent pas sur des changements structuraux de ces lois] et de reproduire, au travers de la prédominance du principe de coût d'assurance élevé, de remboursements d'assurance diminués et de conditions défavorables d'accès aux remboursements, les mêmes résultats négatifs dans la procédure de l'assurance sociale.» D'après les auteurs « les propositions Giannitsis » (se trouvent dans la même direction) dérivent de la même logique que les lois précédentes « en essayant de compléter les trois lois ». S. Robolis, G.

qui a introduit la loi) a surpris le monde politique et social qui l'a fortement contestée. La promesse que les socialistes font, occupe une place relative dans le débat politique à propos de la sécurité sociale.

Passons au deuxième choix, le choix du ministre. Le Premier Ministre nomme ministre de l'Emploi et de la Sécurité Sociale Tassos Giannitis qui n'est pas un élu : il est *exokinovouleftikos* (« hors parlement »). Professeur d'Economie à l'Université d'Athènes, il a été le conseiller économique de Andréas Papandréou. Il conserve sa position après la succession (en 1996) et se place parmi les collaborateurs les plus proches de K. Simitis. T. Giannitsis est nommé ministre pour la première fois. Etant un ministre non élu par le peuple, il est plus libre de préconiser des changements profonds du système de la sécurité sociale. Le choix des hommes politiques qui ne sont pas dépendants du corps électoral et donc du coût électoral est une tactique dont le Premier Ministre K. Simitis a beaucoup usée lors de ses gouvernements⁴⁶⁰.

Le troisième choix porte sur la décision prise par le P.A.S.O.K. de confier à un groupe de spécialistes anglais⁴⁶¹ l'élaboration des propositions sur la sécurité sociale, trait indicatif de la volonté gouvernementale de transposer la réforme à des spécialistes qui ne seront pas comptables à l'intérieur du pays. Le choix de confier l'élaboration des propositions à des spécialistes étrangers sera profondément contesté par l'Institut du Travail de la G.S.E.E.⁴⁶² et par d'autres acteurs (notamment les deux partis de la gauche) qui ont, eux- aussi, déposé des propositions concernant la réforme de la sécurité sociale. Les

Romanias. Des politiques étatiques à la sécurité sociale dans Fondation Sakis Karagiorgas (9 : 2004 : Athènes) *Changement social en Grèce contemporain 1980-2001* (en grec). Athènes : Fondation Saki Karagiorga, p. 538-539.

⁴⁶⁰ Dans son mandat de 2000-2004, K. Simitis nomme trois « *exokinovouleftikous* » ministres de premier rang. M. Stathopoulos professeur de Droit à l'Université d'Athènes lance quelques mois après les élections de 2000 le débat avec l'archevêque Christodoulos ayant pour objet la suppression de la mention de l'appartenance religieuse sur les pièces d'identité (rappelons que la Grèce n'est pas un Etat laïc et que l'Eglise est très présente dans la vie sociale). Ce débat sera vif et très controversé et affectera les relations entre le P.A.S.O.K. et l'Eglise dont l'influence politique reste grande. En amont, M. Stathopoulos lance la loi contre le « crime organisé », une loi qui sera fortement contestée par les acteurs sociaux mais aussi des agents universitaires. Enfin, K. Simitis nomme ministre de l'Education P. Efthimiou qui lui aussi lance la réforme du système de l'Education. Celle-ci provoque une importante controverse entre le ministre et les universitaires avec pour conséquence une forte mobilisation.

⁴⁶¹ Le rapport sur la sécurité sociale a été assigné à la société *Government Actuaru's Department*. Il s'agit d'une société dont le siège est en Grande Bretagne et est composée de spécialistes qui entreprennent l'élaboration de propositions tenant à des questions sociales.

⁴⁶² INE : Institut du Travail attaché au G.S.E.E.. L'institut a dans la structure du G.S.E.E. le statut de « structure spécialisée de soutien ? » (*eksidikevmeni ipostiriktiki domi*). Deux autres structures avec l'INE ont le même statut. Le KEPEA (Centre d'information des Travailleurs et des Chômeurs) et le centre ARISTOS (Archive de l'Histoire des Syndicats).

premières mobilisations s'effectuent donc à l'ombre de l'attente des « propositions anglaises » car les acteurs sociaux et politiques se sentent mis à l'écart par le gouvernement dans le processus de la constitution des propositions.

Ces choix stratégiques du gouvernement (le ministre et la société des spécialistes) vont dans la direction de l'écartement du coût politique dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la réforme. Car aussi bien les spécialistes étrangers et le ministre *eksokoinovouleftikos* sont libérés des contraintes sociales et politiques qui pourraient limiter les marges de manoeuvre dans le processus de mise en oeuvre de la politique publique.

1.1.2. Les « prêts » à l'action : les partis de la gauche

Nous avons vu, dans la première partie, la manière dont certains groupes politiques réussissent mieux que d'autres dans la compétition politique, de sorte que les groupes les moins puissants, comme le K.K.E. et le Synaspismos, peinent considérablement quant à l'accès aux capacités et aux ressources. Ils restent attachés à des groupes sociaux spécifiques et cherchent à se mobiliser autour d'enjeux liés à ceux-ci. L'emploi et la sécurité sociale sont deux enjeux privilégiés des partis de la gauche, ils vont donc se mobiliser pour que l'enjeu gagne en visibilité sociale et pour que l'idée du rejet du projet se propage.

Les types de mobilisation à propos de la sécurité sociale sont identiques à ceux que nous avons examinés dans la première partie. Les deux partis de gauche font usage des armes politiques dérivant de leur position dans le champ politique, de leur capital historique, de leurs « enracinements sociaux ⁴⁶³» et de l'objectif auquel ils sont attachés et qui détermine leur stratégie de positionnement sur le marché politique.

Commençons par le K.K.E. qui est le plus intensivement et le plus bruyamment mobilisé, lors de cette première phase.

Nous avons, dans la première partie, montré comment le parti communiste se mobilise sur une série d'enjeux d'actualité politique (les droits politiques, la santé,

⁴⁶³ M. Offerlé souligne : « Les intérêts sociaux externes pénètrent à l'intérieur de l'entreprise par le canal de l'enracinement social du parti dans une multiplicité de groupes relais, de réseaux, d'associations, qui sont censés orienter la vie du parti et lui servir d'appareil d'écoute des populations ». M. Offerlé. *Les partis...*, op. cit., p. 84.

l'agriculture) en prenant appui, notamment, sur *RIZOSPASTIS* pour lancer des appels à des manifestations et propager ses positions politiques. Dans le cas de la sécurité sociale, la mobilisation ne passe pas seulement par *RIZOSPASTIS*. Le parti multiplie les coups et les modes de publicisation. Visant à la préparation du conflit, le K.K.E., notamment avec sa secrétaire générale Aleka Papariga porte plusieurs coups visant au rejet de la réforme en faisant usage de plusieurs ressources. Fort d'une influence considérable dans les mouvements syndicaux, multipliant les appels à la mobilisation au travers de son organe officiel *RIZOSPASTIS* tout en portant des coups destinés à des publics élargis, le parti communiste commence à gêner les autorités gouvernementales par son activité intensive.

Tout d'abord, le K.K.E. choisit de s'adresser à des publics plus larges pour anticiper le « non » à la réforme. Le 29 janvier 2001, Aleka Papariga inaugure la controverse autour de la question de la réforme par une interview au journal quotidien *TA NEA* titrée « Front [populaire] contre la question de la sécurité sociale ». Par la suite, le parti se présente de plus en plus en position de lutte en vue de l'annonce des propositions, prévue, initialement, pour le mois de février. Le 3 février, le comité central du parti diffuse un communiqué de presse annonçant les « Positions politiques du K.K.E. sur la Sécurité Sociale ». Le comité central présente les thèses politiques et lance un appel « au peuple ouvrier afin qu'il bloque les mesures que le gouvernement a en vue de prendre ». La « une »⁴⁶⁴ de *RIZOSPASTIS* du 18 février porte sur les positions prises par le comité central, et titre : « Front populaire contre la sécurité sociale ». Le 28 février Aleka Papariga diffuse les positions politiques du parti à propos de la réforme et lance un appel à la « lutte populaire » lors d'un discours politique à l'hôtel *Titania*. Le 2 mars elle se trouve à Lesbos⁴⁶⁵ et le 7 mars à Ioannina⁴⁶⁶ d'où elle appelle les ouvriers à lutter contre la réforme. Ces deux discours de Aleka Papariga seront diffusés par la chaîne publique *NET*, dans son journal télévisé, avec une visibilité⁴⁶⁷ basse (positions 17 et 12 respectivement), soit les dernières informations

⁴⁶⁴ Sur les 17 unes du dimanche de *RIZOSPASTIS* la sécurité sociale figure sur les 10. Les titres en sont les suivants: 4/02 : « Front contre la sécurité sociale », 11/02 : « Actions pour la défense de la sécurité sociale », 18/02 : « Front populaire pour la sécurité sociale », 25/02 : « Le peuple défend la sécurité sociale », 11/03 : « Nous confirmons notre présence militante pour la sécurité sociale lors de la manifestation du 14 mars », 01/04 : « Tous au meeting du 5 avril pour la sécurité sociale », 8/04 : « Sécurité sociale : Une lutte pour la vie », 22/04 : « Jeudi toute la Grèce est en grève », 29/04 : « Tout le peuple ensemble pour le droit à la sécurité sociale ».

⁴⁶⁵ Ile de la mer Egée.

⁴⁶⁶ Capitale du département de Ioannina.

⁴⁶⁷ Cf. Annexe II pour une présentation de la visibilité du thème « Sécurité sociale » dans les agendas médiatiques.

politiques avant les informations culturelles⁴⁶⁸. Le 14 mars le parti invite⁴⁶⁹ à une manifestation à Athènes et dans 40 autres villes de la Grèce « pour la défense de la sécurité sociale ». Le 31 mars, le bureau de presse du parti diffuse un communiqué annonçant ses propositions face à une série d'enjeux politiques d'actualité, dont la sécurité sociale.

Finalement, le coup le plus éclatant et efficace du parti est l'organisation d'une manifestation des ouvriers du bâtiment le 5 avril. Tandis que l'appel du 14 mars n'a pas été médiatisé et n'a pas provoqué de controverse politique, la manifestation fera la « une » de la chaîne privée *MEGA*, du journal *ELEFTHEROTYPIA* et du journal *ELEFTHEROS Typos*. La chaîne publique *NET* lui accorde la 6ème place. En amont, cette manifestation des ouvriers du bâtiment provoque une forte controverse politique entre le gouvernement et le parti communiste au parlement. En fait, la manifestation fut efficace car retentissante. Les ouvriers du bâtiment envahirent le ministère de l'Emploi et s'affrontèrent avec les MAT (policiers des forces spéciales). C'est justement ce caractère violent de l'occupation qui a donné à la manifestation une telle visibilité⁴⁷⁰.

Nous constatons donc, et nous allons le voir plus clairement par la suite, que le parti communiste s'est fortement mobilisé sur le thème de la sécurité sociale. L'objectif majeur pour le parti est la constitution du Front populaire, d'une ligne d'action organisée autour de la mobilisation populaire des travailleurs face non seulement à la réforme mais aussi à l'ensemble de la politique gouvernementale. En s'appuyant sur des ressources coercitives, mais aussi en élargissant les publics auxquels il choisit de s'adresser, le K.K.E. prépare le conflit.

⁴⁶⁸ Nous avons déjà examiné, dans la partie précédente que les offres des deux partis de la gauche ne jouissent pas d'un accès privilégié à la sphère de la visibilité sociale contrôlée par les grands médias. Cf. Chapitre 3.

⁴⁶⁹ Clarifions un peu le rôle et la position de l'organe syndical du parti communiste P.A.ME. (Front Militant Panhellénique). L'organisation syndicale du parti communiste participe à la G.S.E.E., tout en refusant, cependant, de participer à l'administration de la G.S.E.E.. Ayant accusé plusieurs fois la Confédération pour sa position « consensuelle » face à des conjonctures de confrontation, le PAME essaie dès le début des années 90 d'acquiescer son autonomie par rapport à la G.S.E.E. et de fonctionner séparément. Le PAME co-participe aux manifestations organisées par la G.S.E.E. mais il organise aussi ses propres manifestations. Or, dans le cas de manifestations communes il affiche chaque fois sa différence en donnant à ses militants des rendez-vous à des heures différentes avec un parcours distinct.

⁴⁷⁰ Il existe certaines dispositions médiatiques qui régissent la production journalistique d'actualité. Dans la pratique journalistique le « fait » qui mérite d'accéder au statut « d'information à diffuser » est celui qui concentre un certain nombre de caractéristiques qui le rendent « spectaculaire ». Le caractère « controversé » ou le caractère « événementiel » de certains faits rendent ceux-ci particulièrement attractifs pour les routines journalistiques.

De l'autre côté, le parti du Synaspismos poursuit une autre stratégie, moins conflictuelle, abordée, elle- aussi, dans la première partie⁴⁷¹. Les types de mobilisation du parti dans cette première phase d'anticipation sont au nombre de deux. Le 12 mars le parti organise une conférence de presse où il présente devant les journalistes ses propositions politiques concernant la sécurité sociale. L'appel lancé par le Synaspismos est différent de celui du parti communiste. Le président du parti, N. Konstantopoulos, appelle les forces politiques et intellectuelles à aborder la discussion sur la sécurité sociale⁴⁷². Dans ce cadre, le parti prend une deuxième initiative. Il organise une journée portant sur « la protection constitutionnelle du minimum en matière de sécurité sociale, de la protection du niveau de vie et de salaire dignes ». Les participants à cette journée sont des acteurs politiques de tous les espaces politiques, à l'exception du parti communiste, mais aussi des syndicalistes de la Confédération des Travailleurs Grecs (G.S.E.E.).

Or, le parti communiste qui a déjà pris le chemin de la lutte se moque de l'initiative de Synaspismos tout en mettant sur scène la nécessité de la lutte sociale. La secrétaire Aleka Papanicolaou en dit : « Nous voulons nous rencontrer dans une action commune à travers nos luttes. Il faut mettre fin aux débats, aux galas et aux journées de discussion. C'est l'heure de l'action. C'est l'heure de l'action des travailleurs eux-mêmes. Et de ce point de vue nous continuons tout en pensant que le Front peut et doit s'élargir. Mais nous serons jugés sur la lutte populaire et ouvrière. Et regardez. La question de la sécurité sociale est une question fondamentalement politique. Donc, l'action commune peut exister mais en même temps il faut que les conceptions différentes se maintiennent.⁴⁷³ »

Les deux partis politiques, chacun avec ses ressources propres, se mobilisent bien avant l'annonce officielle des propositions gouvernementales. Nous y retrouvons les modes de mobilisation que nous avons déjà examinés dans les conjonctures routinisées de la première partie. Cette fois, les appels des communistes et les rencontres de Synaspismos

⁴⁷¹ Le mode d'organisation du parti autour de la question de la réforme de la sécurité sociale, c'est-à-dire la conférence de presse et l'organisation de la journée, constituent pour celui-ci les modes de mobilisation par excellence, de la mise en avant des « enjeux de physionomie ». Cf. Chapitre 3.

⁴⁷² « Mon opinion est qu'on ne peut pas soutenir que les mesures concernant la politique sociale mises en avant par le gouvernement constituent une perspective modernisatrice pour le pays. Et pour ceci, il est nécessaire que la société en parle, que les forces intellectuelles en parlent, que les forces politiques en parlent aussi, toutes celles qui s'opposent aux politiques à sens unique qui font grandir les déficits économiques, [pour aboutir] à des propositions alternatives de modernisation progressive. Et nous déposons une proposition concrète. » N. Konstantopoulos, conférence de presse, 12 mars 2001.

⁴⁷³ Conférence de presse de A. Papanicolaou après les déclarations du Premier Ministre sur la sécurité sociale, le 19 avril 2001.

seront particulièrement efficaces pour le maintien de la visibilité sociale de l'enjeu et pour la préparation du conflit. Leurs ressources sont en effet bien plus valorisées dans un environnement où l'intérêt collectif est déjà orienté, au travers de canaux médiatiques comme nous allons le voir par la suite, vers les questions de la politique sociale.

1.1.3. L'anticipation des syndicalistes

Le grand protagoniste est la G.S.E.E., la Confédération Générale des Travailleurs Grecs, l'organe syndical suprême des travailleurs. La confédération des travailleurs anticipe la réforme de façon efficace : l'efficacité de la ligne d'action syndicale est en mesure d'être comprise par les usages politiques qui en est fait. La ligne d'action de la Confédération, lors de cette première phase du processus, se résume au dépôt d'une contre-proposition sur la sécurité sociale, l'organisation de son congrès au mois de mars et finalement la mise en place de négociations avec le gouvernement. Ce mode de mobilisation a comme objectif le positionnement sur la ligne de confrontation politique : les syndicalistes visent au travers du dépôt de la contre-proposition et de l'organisation du congrès à renforcer leur statut d'interlocuteur⁴⁷⁴. Or, ce processus de positionnement de la G.S.E.E. dans la lutte politique doit beaucoup au soutien dont le syndicat bénéficie auprès des acteurs politiques. Examinons comment la confédération construit l'affirmation de son rôle.

⁴⁷⁴ Les groupes syndicaux en Grèce se caractérisent, d'après certains spécialistes grecs, par leur dépendance des partis politiques et du parti au pouvoir. Pour certains « les groupes syndicaux ne sont pas des organisations syndicales au sens restreint et juridique du terme mais des unions de membres des partis qui transfèrent au mouvement syndical les positions politiques des partis relatifs. » A. Tsakiris. *Etat-Parti-Syndicat 1980-1981 : Entre Intégration et contestation*. Fondation Sakis Karagiorgas (9 : 2004 : Athènes) *Changement social en Grèce contemporain 1980-2001* (en grec). Athènes : Fondation Saki Karagiorga., p. 180. Ce cadre de relation caractérisé comme un système de « corporatisme étatique » a conduit à l'atténuation de la force revendicatrice du mouvement dans les années 90. D'après S. Zabarloukou entre 1974-1989, l'Etat contrôle le leadership officiel du mouvement syndical de sorte que nous parlons de l'absence totale d'autonomie de la G.S.E.E.. Voir S. Zabarloukou. *Le mouvement syndical et l'interventionnisme étatique en Grèce après 1974 : une approche comparative. Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (en grec) / ed. par Christos LYRINTZIS, Ilias NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS. Athènes : Association grecque de science politique-Themelio, 1996, p. 19-42, p. 92. De surcroît, la dévalorisation du rôle des syndicats a pour pendant la diminution du taux de syndicalisation, voire du pourcentage des fonctionnaires syndiqués sur l'ensemble des fonctionnaires. D'après les enquêtes sur l'ensemble du mouvement syndical, en 1989 le taux est de 40.7%, en 1995 ce pourcentage baisse et atteint 31.8% et en 1998 29.1%. Par ailleurs, les membres (qui ont le droit de vote) de la G.S.E.E. sont au nombre de 447000 en 1989, chiffre qui accuse une baisse en 1998 avec 413800 membres tandis que pour l'A.D.E.D.Y. (le syndicat des fonctionnaires publics) les chiffres sont respectivement de 202000 en 1989 et 240500 en 1998. Source A. Tsakiris. *Etat-Parti-Syndicat 1980-1981...op.cit.*, p. 237. Nous pourrions observer que la G.S.E.E. grâce à sa capacité mobilisatrice dans le cadre de la contestation de la réforme de la sécurité sociale valorisera le rôle et la force revendicatrice du mouvement syndical. Dans ce cas de figure, la G.S.E.E. se positionnera comme un acteur puissant dans les processus de mise sur agenda des questions sociales.

Tout d'abord, c'est par la collaboration de la G.S.E.E. et de l'organe syndical des fonctionnaires publics, l'A.D.E.D.Y.⁴⁷⁵, avec les scientifiques et les spécialistes de l'Institut du Travail de la G.S.E.E. dans le but de préparer une contre-proposition⁴⁷⁶ sur la sécurité sociale. En raison de la ligne d'action syndicale lors de cette phase d'anticipation, la G.S.E.E. n'aura pas encore recours à la manifestation. Pour le moment le groupe syndical opère sur des arènes plus discrètes, mais non moins efficaces, en recourant à l'expertise. La mobilisation de l'expertise, même s'il s'agit d'un « lieu commun de l'action des groupes ⁴⁷⁷» d'après M. Offerlé, se révèle, en l'occurrence de la réforme de la sécurité sociale, particulièrement efficace, vu les usages que les acteurs politiques en font.

Il est indicatif que cette proposition de la confédération ait l'accord de tous les partis politiques, hormis le parti communiste qui ne s'exprime aucunement sur la proposition syndicale. Le dépôt de la contre-proposition, rendu public le 20 février, constitue un acte visant à la contestation de la proposition de la société anglaise et il acquiert sa valeur relationnellement à la réaction des acteurs bien positionnés dans le système politique et médiatique. Le soutien dont la contre-proposition jouit auprès des acteurs politiques et sociaux valorise et propage la méfiance envers le choix gouvernemental de confier le dossier aux spécialistes anglais.

Déjà, le 18 février le journal du dimanche *TO VIMA* fait la « une » sur la contre-proposition sous le titre : « La contre-proposition de la G.S.E.E. sur les retraites. Comment le 'trou noir' de 53 trillions drachmes fermera ». Le parti de la Néa Dimokratia se positionne par rapport à cette contre-proposition le 21 février : un communiqué de presse diffusé par son bureau de presse annonce l'accord du parti, par l'intermédiaire de la députée Marietta Giannakou, sur les principales lignes de la proposition et souhaite que le dialogue commence entre les forces politiques et sociales. Le 21 février un jour après la diffusion de la contre-proposition, le journaliste K. Michail demande lors d'une conférence de presse au ministre des Médias si le gouvernement prendra en compte la contre-proposition de la

⁴⁷⁵ A.D.E.D.Y.. Administration suprême des fonctionnaires publics.

⁴⁷⁶ Les points principaux de la contre-proposition de la G.S.E.E. à propos de la sécurité sociale, sont : Le renforcement du travail visant à la diminution du chômage, la lutte contre l'évasion des subventionnés par les patrons, la suppression de l'exploitation étatique des ressources des caisses en vue de couvrir des manques budgétaires, la maintenance de la retraite principale sous responsabilité étatique, l'adhésion des immigrés sans sécurité sociale et la suppression du marché noir, et la participation de l'Etat dans un système tripartite de sécurité sociale.

⁴⁷⁷ L'appel à l'expertise constitue une des ressources majeures des groupes d'intérêts cf. M. Offerlé. *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris : Montchrestien, 1998, notamment pp.118-122.

G.S.E.E.. Le ministre répond que le gouvernement s'appuiera sur les « propositions anglaises » et que, dans le cadre du dialogue social, il prendra en compte les propositions des agents sociaux. Le parti de Synaspismos de la conférence de presse du 12 mars, dénonce la commande de la proposition aux spécialistes anglais tout en se rangeant aux côtés de la G.S.E.E. :

Le système de la sécurité sociale est étudié de façon exhaustive par des scientifiques grecs et l'Institut de la Confédération des Travailleurs et les organisations sociales et tous les agents qui font la preuve de la connaissance et des études crédibles. Le fait d'avoir confié l'étude du système de sécurité sociale à cette société anglaise, sans connaissance du cas grec dans de semblables domaines, nous amène à considérer comme efficaces et fiables les études et les propositions des scientifiques grecs et de l'Institut de la G.S.E.E., et nous considérons comme non fiables les propositions de la société anglaise. Nous considérons que ces propositions et les garanties ne peuvent pas devenir le cadre, dans notre pays, d'une politique sociale capable d'apporter une solution aux graves problèmes de la sécurité sociale.

Ce coup de la part de la G.S.E.E. a pour effet la délégitimation de l'appel fait auprès de spécialistes étrangers d'une proposition de réforme, et ainsi la contre-proposition des syndicaux parvient à rassembler l'ensemble des contestataires sur des axes communs. Nous sommes en présence déjà d'une harmonisation de l'action collective lors de la première phase d'anticipation.

Dans un deuxième temps, la G.S.E.E. se positionne par l'organisation de son congrès, qui a lieu entre le 14 et le 18 mars. Le syndicat parvient avec le congrès à montrer une potentialité conflictuelle et à valoriser son rôle d'interlocuteur. Cette valorisation doit beaucoup à une position politique de plus exprimée en faveur de la confédération. Lors de son discours au congrès, le 15 mars, le Président de la République, Kostas Stefanopoulos, défend le rejet des propositions pour la réforme, notamment en ce qui concerne la diminution des retraites et l'augmentation de la limite d'âge pour la retraite et met en avant l'obligation des gouvernements de trouver les moyens économiques de défendre le système de sécurité sociale.

Le poids de l'intervention présidentielle ne tiendra pas seulement au fait qu'elle exprime une réaction face aux plans gouvernementaux mais aussi par l'écho qu'en donne les médias. L'intervention du Président fait la « une » de trois journaux quotidiens le 16 mars : *ETHNOS* (« Surprise au congrès de la G.S.E.E.. Le frein présidentiel à la sécurité

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

sociale »), *ELEFTHEROTYPIA* (« Intervention présidentielle pour la sécurité sociale. Stefanopoulos pour les retraites : les gouvernements doivent trouver les moyens ») et *ELEFTHEROS Typos* (en 1ère position « Stefanopoulos : Non à l'augmentation de l'âge limite et à la diminution des retraites. Intervention pour la sécurité sociale »). Les deux chaînes de la télévision donnent également de la visibilité à l'enjeu : la chaîne privée place l'enjeu en 27ème position (en insistant sur la désapprobation par les syndicalistes du ministre de l'Emploi lors de son discours adressé aux congressistes) et la chaîne publique en cinquième position. Par ailleurs, la chaîne publique consacre encore deux reportages le 17 et le 18 sur les travaux du congrès et les résultats des élections (11ème et 10ème position respectivement). *ETHNOS* et *ELEFTHEROS Typos* font la « une » du 19 mars sur les résultats des élections au sein des syndicalistes. Jusqu'alors, le congrès de la G.S.E.E. sera, de tous les modes de mobilisation provenant des contestataires de la réforme, l'événement le plus en vue.

La G.S.E.E. s'établit comme un acteur de poids dans la confrontation en vue de la réforme, ce qui, bien sûr, limitera les marges d'action du gouvernement. Hors la visibilité, la réception, également, journalistique du congrès affirme le renforcement de la position de la G.S.E.E.. L'article qui figure à la « une » du journal du dimanche *KATHIMERINI* est indicatif de cette reconnaissance publique du rôle joué par le groupe syndical. Au moment même où est affirmé le rôle protagoniste de la G.S.E.E., elle est intronisée comme l'interlocuteur qui de droit peut accéder aux champs de la décision politique :

« Le congrès de la G.S.E.E. se termine, mais la question à poser est comment cette bureaucratie syndicaliste vieillie, qui n'a même pas pu inscrire dans les syndicats 30% des travailleurs, qui 'chasse' les femmes et qui est incapable d'attirer de nouveaux membres, parvient à intervenir sur le fond et à avoir un rôle protagoniste et hors des évolutions politiques. Sa réussite concernant la sécurité sociale [symbolisée] par le soutien qu'elle a eu de la part du Président de la République en est révélatrice. Le congrès de la G.S.E.E. s'est terminé, au fond, avec le discours de M. Stefanopoulos, et dès lors la balle est passée dans le camp du gouvernement qui sait que maintenant il a face à lui une résistance bien organisée et beaucoup plus renforcée.⁴⁷⁸»

⁴⁷⁸ « GSSE : le retour de la vieille dame. Malgré ses échecs elle intervient de manière considérable dans les évolutions politiques », *KATHIMERINI*, 18/03/2001.

Le 30ème congrès de la G.S.E.E. donne encore une fois la victoire aux syndicalistes du PA.SO.K.⁴⁷⁹. Christos Polyzogopoulos, le président de la confédération est aussi membre du PA.SO.K.. Né en 1948, il a étudié l'économie à l'Université d'Athènes. Ayant participé à la jeunesse de gauche « Labrakis » et à des organisations opposées à la dictature des colonels (1967-1974), il adhère au PA.SO.K. en 1975. Depuis 1991, Chr. Polyzogopoulos est membre du comité central du PA.SO.K.. En 1996, il est élu président de la G.S.E.E. et son mandat sera renouvelé lors du congrès de 2001. L'adhésion au parti du président de la G.S.E.E., qui précède le leadership de la confédération, est déterminante, lors de cette phase, pour la prise de position de l'organe syndical.

Etre membre du comité central du PA.SO.K. ne signifie pas d'emblée un positionnement sur une ligne d'action d'opposition au gouvernement⁴⁸⁰. Et, d'autre part, le gouvernement est dépendant, pour des raisons de consensus social, de son alliance avec les syndicalistes. Pour cette raison, tous les deux engagent des négociations bien avant les annonces des propositions par le gouvernement, ce qui est le troisième aspect de la stratégie de positionnement de la G.S.E.E..

Ainsi le 9 avril peu après la manifestation des ouvriers du bâtiment organisée par le parti communiste, K. Simitis rencontre T. Giannitsis, le ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale et le président des syndicalistes, Chr. Polyzogopoulos. Lors de la rencontre le gouvernement s'engage sur un certain nombre de sujets, et K. Simitis déclare le souci du gouvernement de la permanence de la cohérence sociale. La rencontre engendre l'optimisme de la presse : la « une » du journal *ELEFTHEROTYPIA* en est indicative. En voici un extrait:

« Le gouvernement, qui s'oriente vers des régulations légères de la sécurité sociale donnera des raisons de rester au travail, avec augmentation de la retraite, quand l'assuré atteint l'âge limite de la retraite, au lieu du relèvement général des limites d'âge [...] Une déclaration qui a pris la forme des principaux axes gouvernementaux, a été faite lors de la rencontre Simitis- Giannitsis et le leader de la G.S.E.E. il y a deux jours. En amont on s'est mis

⁴⁷⁹ Résultats du 30ème congrès de la G.S.E.E. (élections de 18 mars 2001) : PASKE (47.7%) [PA.SO.K.], DAS (22.48%) [K.K.E.], DAKE (20.18%) [Néa Dimokratia], Aftonomi Paremvasi [SYN] 6.65%, ASKE (13 votes) [nouvelle organisation dérivant de DAKE].

⁴⁸⁰ Cette ligne d'action politique de la G.S.E.E. ainsi que l'adhésion partisane du président de la G.S.E.E. seront fortement contestées par le K.K.E. qui favorise une ligne d'action polarisante. C'est pourquoi le K.K.E., par le biais de son organe syndical le PAME cherche l'autonomisation de sa ligne d'action.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

d'accord sur les fonds tripartites des caisses, tandis que K. Simitis s'est engagé sur le fait que les régulations concernant la sécurité sociale serviront la cohésion sociale ⁴⁸¹»

Il est donc bien évident que Chr. Polyzogopoulos ne cherche pas, dans cette phase, à animer le conflit avec le gouvernement mais plutôt à accéder au statut d'interlocuteur politique. Le fait que le président de la G.S.E.E. ne se présente pas dans les médias pour mobiliser le plus grand public possible, ce qu'il fera dans la deuxième phase d'expansion du conflit, en est également indicatif. Le rôle primordial de la G.S.E.E. lors de cette première phase ne consiste pas seulement en ce que le syndicat devient un acteur bien positionné dans la lutte politique mais à ce qu'il devient un appui considérable pour les autres acteurs politiques. Non seulement la G.S.E.E. réussit à faire accepter sa contre-proposition par les autres acteurs politiques mais elle parvient aussi, dans la deuxième phase du processus, à faire partager sa ligne d'action.

De l'autre bord, la recherche du consensus avec les syndicats n'est pas le seul moyen d'anticipation des effets du lancement de la réforme. Le gouvernement va s'appuyer sur ses ressources positionnelles pour manipuler les impressions sur la réforme.

1.2. Les gérants de l'information sur la réforme

Nous considérons le gouvernement et la presse écrite comme des gérants de l'information sur la réforme, car ce sont ces deux acteurs qui exercent l'influence la plus grande sur la production de l'actualité politique pendant cette phase d'anticipation où l'action syndicale et partisane n'ont pas encore acquis une grande visibilité. La stratégie du groupe dirigeant du parti au pouvoir est orientée vers une manipulation du flux d'informations politiques tandis que la presse parvient à une autonomisation partielle par rapport aux sources du noyau dur gouvernemental.

⁴⁸¹ « Sécurité sociale : Prime de retraite au lieu de l'augmentation des limites d'âge. Vers des motifs pour rester au travail. », *ELEFTHEROTYPIA*, 11/04/2001.

1.2.1. La manipulation gouvernementale : une stratégie à court terme

Comme nous l'avons montré dans la première partie, la stratégie mise en oeuvre par le groupe dirigeant cherchant à dominer l'agenda politique, correspond à la mobilisation des ressources dérivant de la position institutionnelle elle-même. Lors de cette première étape du processus, le gouvernement anticipe en déployant deux tactiques : celle de la sous-communication pour tout ce qui concerne la réforme, et celle du lancement d'une régulation en politique sociale, le « réseau des pauvres ». Le gouvernement s'emploie à « manipuler » la production de l'actualité politique par la « rétention » des informations sur la réforme et par la production d'un cadre positif de politique sociale.

Voyons maintenant de plus près le *modus operandi* de ces tactiques gouvernementales.

La tactique de la sous-communication consiste en la diminution des informations concernant la réforme. Sa mise en oeuvre, dans ce contexte-là, vise à écarter la possibilité de création d'une forte visibilité de l'enjeu ce qui conduirait à une prise de parole sans cesse plus large des différents acteurs sociaux et politiques. La « rétention » gouvernementale prend appui sur la non-communication officielle, par le ministre de la Presse et des Médias lors de la conférence de presse, des plans gouvernementaux sur la réforme. On peut rappeler, ce qui fait l'objet du premier chapitre de cette étude, que les sources politiques s'appuient, en partie, sur le fait que les pratiques journalistiques sont routinières, ce qui les rendent prévisibles⁴⁸². De ce fait, les sources gouvernementales, comptant parmi les plus officielles, parviennent à exercer des influences sur le processus d'actualité politique.

Or, le gouvernement fait preuve d'une mobilisation intense par rapport à la réforme de la sécurité sociale. Dès le 2 février, les rencontres entre les membres gouvernementaux se font de plus en plus fréquentes⁴⁸³ notamment entre le ministre de la Sécurité Sociale

⁴⁸² Jean Charron décrit cet usage des routines journalistiques par les sources politiques, dans le cadre de son étude portant sur les relations entre les attachés parlementaires et les autorités politiques. Cf. Chapitre 1. J. Charron. *La production de l'actualité*. Québec : Les Editions du Boréal, 1994. Voir notamment Chapitre 3, Les stratégies des politiciens (II), pp. 111-156.

⁴⁸³ 2 février, rencontre entre K. Simitis et T. Giannitsis, 14 février, rencontre du secrétaire du parti K. Skandalidis avec les syndicalistes de OTOE [le syndicat des fonctionnaires dans les banques], le 15 février le comité gouvernemental discute la réforme, le 14 mars, rencontre du Premier Ministre avec le ministre et le secrétaire d'état à l'Emploi et à la sécurité sociale, le 26 mars et le 28 mars, rencontre du Premier Ministre avec le ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le 5 avril, rencontre du Premier Ministre, du ministre de la Sécurité sociale et du ministre de l'Economie Nationale, le 9 avril, rencontre du Premier Ministre avec le ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale et le président des syndicalistes Chr. Polyzogopoulos.

Tassos Giannitsis et le Premier Ministre K. Simitis. Nous comptons, entre le 2 février et le 9 mars, quelques jours avant l'annonce de la réforme, six rencontres entre deux hommes politiques⁴⁸⁴. La surchauffe des rencontres ne s'accompagne pas de déclarations de la part du ministre de la Presse ou des participants à ces rencontres. Le ministre, lors de la conférence, informe les journalistes sur les rencontres sans avancer, comme il le fait déjà à propos d'autres enjeux, sur les détails de la rencontre. Lors des conférences de presse, les attachés de presse montrent pour leur part l'intérêt qu'ils portent à la sécurité sociale quand le ministre annonce une rencontre ou que l'actualité offre à la question une occasion de visibilité⁴⁸⁵ (comme par exemple c'est le cas pour le congrès de la G.S.E.E.). On ne peut donc pas dire que les attachés exercent une pression telle sur le ministre que celui-ci ne peut échapper aux questions des journalistes. Le tableau exposant l'« offre du gouvernement » dans la première partie montre bien que toutes les déclarations à propos de la sécurité sociale eurent lieu au mois d'avril où l'expansion du conflit oblige les membres du gouvernement à prendre publiquement position et les journalistes à se montrer plus insistants au titre de l'urgence de l'actualité⁴⁸⁶.

Le ministre de la Presse, afin de justifier la « rétention » gouvernementale fera usage d'un appui plausible, et peu contestable. Il évite chaque fois de parler des rencontres à propos de la réforme en évoquant la non réception des « propositions anglaises »⁴⁸⁷. Dès le mois de février, la réception des propositions se déplace continûment. Ainsi le ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale, sortant d'une rencontre avec le Premier Ministre le 2 février, déclare aux journalistes que l'étude sera prête dans le courant du mois de février :

J : Monsieur le ministre, quand est-ce que vous aurez l'étude sur la sécurité sociale ?

T.Giannitsis. : Nous aurons l'étude dans le courant du mois de février

J. : Monsieur le ministre, quand pensez-vous que le dialogue va commencer ?

⁴⁸⁴ Cf. le tableau dans le chapitre 1 de la première partie. La mobilisation gouvernementale à propos de la sécurité sociale est égale à celle concernant l'Aménagement (les travaux publics, l'aéroport) et l'Economie.

⁴⁸⁵ Les jours des questions des journalistes sont les suivants : 20/02,21/02,15/03,26/03,3/04,11/04.

⁴⁸⁶ Nous avons essayé de montrer, dans le chapitre 3, comment l'urgence de l'actualité est fabriquée par les pratiques du champ journalistique. Dans le cas de la sécurité sociale la multiplication des informations par les sources politiques, autres que le gouvernement, et syndicales, et l'intérêt accru manifesté par l'ensemble des entreprises médiatiques, a un tel retentissement que la valeur de la réforme s'en accroît pour les journalistes, et, en l'occurrence, les attachés de la presse. Alors la valeur de l'actualité pèsera beaucoup plus sur les journalistes qui vont se montrer plus insistants envers les ministres lors de leurs communications.

⁴⁸⁷ Autre argument légitimant dans les déclarations des acteurs gouvernementaux : les restrictions imposées par l'Europe et notamment par EKOFIN concernant le programme des stabilités économiques du pays. Cf. Communiqué de Presse. Athènes, 21 février 2001.

La crise de politique publique : la réforme de la sécurité sociale

T.Giannitsis : Cela, je ne peux pas vous le dire. Je ne peux pas m'engager.

J. : A Pâques ?

T. Giannitsis : Je pense qu'on aura définitivement commencé à Pâques.⁴⁸⁸

Ainsi on atteint le mois de mars et le gouvernement déclare ne pas avoir encore reçu le rapport. Le 26 de ce même mois, lors de la conférence de presse D. Reppas répondant aux questions des journalistes, dit :

J. : Est-ce que M. Giannitsis a reçu les propositions des anglais ?

D. Reppas : Le gouvernement n'a pas encore pris connaissance de ce rapport. Je pense qu'il s'agit d'une question de jours. Je pense que dans les prochains jours le rapport sera entre les mains du ministre compétent qui en discutera avec les autres membres du gouvernement dans le cadre des organes gouvernementaux.

J. : Pourquoi le Premier Ministre reçoit-il deux fois M. Giannitsis, alors que vous avez dit que le comité gouvernemental s'occupait du sujet ? Eux, ils n'auront pas les propositions. Sur quoi vont-ils discuter ?

D. Reppas : Je vous ai déjà dit qu'il s'agit d'une question de jours. En effet, ces jours-ci on attend le rapport de la maison britannique avec laquelle le gouvernement a passé la commande de l'étude.

Finalement, le 11 avril, D. Reppas annonce que la discussion sur la réforme commencera après Pâques, plus précisément après le 15 avril. Le caractère indéterminé qui flotte sur l'ouverture des discussions et la réception de la proposition signale la stratégie gouvernementale qui gagne du temps afin de trouver le « bon moment » pour lancer l'enjeu. Ce « bon moment » dépend des autres questions inscrites dans l'agenda gouvernemental, comme celle du « renouvellement du PA.SO.K.⁴⁸⁹ » qui alimente négativement l'actualité au mois de mars, et, de la situation de la compétition partisane, celle-ci pouvant orienter l'attention sur des questions touchant négativement le gouvernement. Ainsi, le gouvernement fabrique, stratégiquement, les conditions de la bonne réception de la réforme par la mise en avant des enjeux qui alimentent positivement l'actualité, comme le « réseau des pauvres ».

⁴⁸⁸ Communiqué de presse, 2 février 2001.

⁴⁸⁹ Cf. Chapitre 5.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Nous avons vu dans la première partie⁴⁹⁰ comment le gouvernement arrive à manipuler le cadre et à présenter le « réseau des pauvres » comme un engagement de politique sociale malgré les controverses intragouvernementales. Le « réseau des pauvres », annoncé par le Premier Ministre lui-même le 5 avril, au moment où les syndicalistes et les communistes préparent le conflit, monte en visibilité dans les médias pour toute la période allant du 26 mars au 19 avril. La manipulation de l'actualité effectuée par le lancement de l'enjeu vise à présenter le gouvernement comme garantie de la sensibilité sociale. Nous reprenons le discours du Premier Ministre le 5 avril lorsqu'il lance l'enjeu :

Aujourd'hui au comité ministériel ont été présenté et ratifié les directions et les actions de notre programme de solidarité sociale. Notre but est d'atténuer les inégalités sociales, de renforcer les plus démunis, de confronter les résultats négatifs de notre adhésion à une économie mondialisée et compétitive. Il faut créer une société plus dynamique. Avec ce programme nous mettons en oeuvre notre engagement envers le peuple grec. Nous nous engageons à ce que la politique sociale soit au premier rang de nos priorités pour les quatre ans à suivre. L'engagement de la mise en place d'un réseau pour affronter les phénomènes d'exclusion et de pauvreté⁴⁹¹.

L'usage du cadre du « gouvernement socialiste » qui a comme objectif principal la politique sociale, vise à alimenter positivement l'actualité et à manipuler les impressions en vue de la réforme tout en orientant la discussion vers ces régulations de solidarité sociale.

Le gouvernement dispose donc de ressources⁴⁹² afin de porter des coups d'anticipation efficaces. La ressource, inscrite dans la position du gouvernement, est la maîtrise des flux principaux de l'information sur l'action étatique, ce qui permet le développement de deux types de tactiques : la « rétention » et l'alimentation de l'actualité politique. L'usage gouvernemental de cette ressource sera manifeste une fois que le conflit sera déclenché. Dès lors, dépourvus de ces ressources, les dirigeants gouvernementaux

⁴⁹⁰ Cf. Chapitre 1.

⁴⁹¹ K. Simitis, discours politique, Zappeio, 5 mars 2001.

⁴⁹² Or, cette ressource gouvernementale présente d'autres aspects, à en croire le député de la ND et ancien ministre de l'Emploi et de la Sécurité Sociale qui a déposé au parlement une réquisition par laquelle il met en cause la pratique gouvernementale «de la proclamation d'une compétition internationale pour 'la planification et la réalisation de la stratégie de communication concernant la réforme du système de la Sécurité sociale' de l'ordre de 236 milliards de drachmes, sous la charge du Compte pour l'amélioration de la Sécurité sociale. C'est à dire pour la propagation des choix du gouvernement.» Le député y ajoute un extrait de la proclamation qui se réfère au fait que le gouvernement demande au conseiller en communication « l'offre des conseils de la politique de communication pendant la durée du dialogue social et de la promotion des interventions législatives. Il apparaît donc que le gouvernement ne s'occupe pas seulement de la gestion des ressources symboliques en vue de la manipulation de l'information mais aussi des ressources matérielles.

perdent la bataille, et ils chercheront à trouver les causes du conflit dans les tactiques de communication défailtantes et, en même temps, ils chercheront à donner des solutions par la mise en avant de nouvelles tactiques de communication.

1.2.2. La « visibilité d'attente » : la presse écrite

Enfin, nous allons, pour cette première phase d'anticipation, examiner un autre acteur politique : la presse écrite. Celle-ci anticipe aussi la réforme au travers de ses reportages qui tendent à s'autonomiser par rapport à la production politique de l'actualité. En procédant à une typologie des reportages parus dans la presse nous pouvons les classer en *reportages de routine*, *reportages d'actualité* et finalement *reportages d'anticipation*.

Les *reportages de routine* concernent les changements en cours à propos des retraites, des caisses d'assurance etc. Les journaux, incluent parfois des suppléments qui concentrent des informations, techniques pourrait-on dire, à propos des retraites. Les journaux *ETHNOS* et *ELEFTHEROS Typos* notamment font circuler ce type de reportages.

Les *reportages d'actualité* suivent l'actualité politique. Les déclarations du Premier Ministre, des ministres, le congrès de la G.S.E.E., les annonces gouvernementales, les manifestations du parti communiste sont parmi les questions qui acquièrent une certaine visibilité.

Finalement, les *reportages d'anticipation* instaurent une dynamique propre à la question de la réforme. Il s'agit de reportages qui anticipent la réforme par la diffusion d'informations concernant les « propositions anglaises » et les changements apportés par la réforme bien avant son annonce par le gouvernement. Ces reportages se différencient des reportages de routine du fait qu'ils anticipent les changements apportés par la réforme, sans en rester à la situation existante, et se distinguent également des reportages d'actualité par le fait que les informations diffusées ne s'appuient pas sur des sources provenant du noyau gouvernemental dur. Ce sont les « fuites » et les enquêtes journalistiques autonomes (études pour le régime de la sécurité sociale dans les autres pays de l'Europe) qui alimentent ce type de reportages. A ce propos, nous constatons (comme le relève le tableau

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique
ci-dessous) que la majorité d'entre eux paraissent dans les journaux « proches » du
gouvernement. (*ETHNOS, ELEFTHEROTYPIA, TA NEA, TO VIMA*)

La crise de politique publique : la réforme de la sécurité sociale

Tableau 41 « Sécurité sociale » L'anticipation de la réforme : les « unes d'anticipation » de la presse écrite (2 janvier-4 avril)

Titres	Journal	Date
L'Etat a volé 15 trillions aux caisses d'assurance: Ainsi elles sont devenues problématiques	TA NEA (premier titre)	2/01
La sécurité sociale: les six coupures dans le nouveau système de sécurité sociale. La proposition des Anglais est prête.	ETHNOS (premier titre)	12/01
Le plan final pour les retraites	TO VIMA (premier titre)	14/01
Retraites: toutes les mesures que le gouvernement promet. Les changements de limites d'âge. Qui est touché	ELEFTHEROS Typos	15/01
Les 3 scénarios pour les retraites	ETHNOS	20/01
SOS pour la sécurité sociale pour le trou de 50 trillions. Six mesures proposées par les Anglais à propos du déficit des caisses.	ELEFTHEROTYPIA	4/02
Sécurité sociale: les 10 changements dans le système des retraites	ELEFTHEROS Typos	4/02
Sécurité sociale: la décennie qui « brûle » les fonctionnaires publics	ETHNOS	10/02
Retraites: des changements de limites d'âge. Des pressions de l'Union Européenne sur la réforme de la sécurité sociale	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	12/02
Sécurité sociale: les personnes de 40 ans paieront pour toutes les retraites. Le coût sera payé par les retraités de la décennie 2020	ELEFTHEROTYPIA	18/02
La proposition britannique sur la sécurité sociale est prête et sera donnée au gouvernement. ETHNOS présente les lignes directrices	ETHNOS (premier titre)	19/02
Une enquête britannique sur la sécurité sociale des états européens	ELEFTHEROTYPIA	21/02
Enquête de ELEFTHEROTYPIA sur le portrait de la sécurité sociale en Europe	ELEFTHEROTYPIA	24/02
Le K a commencé le dialogue pour la sécurité sociale	KATHIMERINI	25/02
Le grand renversement de la Sécurité Sociale: des réponses aux questions	ETHNOS (premier titre)	28/02
La nouvelle carte de toutes les retraites	TA NEA	1/03
Les propositions- incendie pour les retraites. <i>Exclusif</i> : le plan secret des Anglais	TO VIMA (premier titre)	11/03
Les mesures pour la sécurité sociale. Double coupure sur le niveau et le moment de la retraite	TA NEA (premier titre)	14/03
Sécurité sociale. Les retraites sont plus minces- l'âge reste le même	TO VIMA	18/03
Ce que les femmes perdent avec les nouvelles réglementations de la sécurité sociale	ETHNOS (premier titre)	21/03
Les mesures pour la sécurité sociale: un horizon de 10 ans pour les mesures	ELEFTHEROTYPIA	26/03
Les retraites –les changements	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	28/03
L'angoisse des personnes de 40 ans au sujet de la sécurité sociale On se dirige vers les assurances privées. Les perdants des changements	TA NEA (premier titre)	31/03
La sécurité sociale Les fantômes des assurés provoquent des problèmes aux caisses	TA NEA (premier titre)	3/04
Le rapport sur la sécurité sociale : on cherche à comprendre	ELEFTHEROTYPIA	4/04
Retraites: les versements aux Banques et DEKO Les limites d'âge- les retraites- unification des caisses	ETHNOS	4/04
Les assurés sont 3 milliards plus de la population	TA NEA	4/04

Ce type de reportages va garder la réforme en « visibilité d'attente » pendant une longue période avant les annonces gouvernementales. L'anticipation des journaux est un appui précieux en raison des informations qu'elle fournit aux acteurs sociaux et politiques pour leurs propres actions d'anticipation. Premier effet donc, la circulation d'informations

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

utiles pour ceux qui, n'appartenant pas aux organes gouvernementaux, ne peuvent être informés que par les médias. Cela apparaît clairement dans la question posée au Parlement par Dimitris Sioufas, député de la Néa Dimokratia, à l'adresse du ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale à propos de l'action du gouvernement sur les régulations institutionnelles de la réforme du système de la sécurité sociale. Nous lisons :

Le gouvernement a confié à une société anglaise le rapport d'étude sur la réforme du système de la sécurité sociale. Or, tandis que la presse diffuse des extraits entiers, le ministre compétent déclare que nous sommes en attente du rapport⁴⁹³.

Ainsi la presse diffuse des extraits avant que le gouvernement annonce les mesures de la réforme. Le climat négatif qui commence à se propager au travers de la presse constitue une contrainte pour le gouvernement qui essaie de tout faire pour que le climat ne se polarise pas. La presse diffuse l'image de changements « dévastateurs » qui affectent profondément la situation existante et les droits acquis des assurés. Le ministre T. Giannitsis, voulant rejeter ces informations, déclare à propos de ces « reportages d'anticipation » :

Le plan temporel n'est pas fixé et je ne l'ai pas discuté avec le Premier Ministre. Nous allons voir ce que le rapport proposera et les propositions gouvernementales vont s'appuyer sur ces propositions. Il n'y a pas de raison d'écrire des choses qui n'ont pas de sens, qui ne dérivent pas d'une source gouvernementale. Les personnes qui auront, au moment du vote de la réforme, fondé leur droit à la retraite, n'ont rien à craindre. Les droits acquis seront respectés et nous allons avancer vers une réforme de la sécurité sociale qui crée un système viable, un système juste et un système qui ne provoque pas de bouleversement et d'inquiétude dans la population⁴⁹⁴.

Par ces reportages la presse donne accès à des informations qui permettent l'anticipation des acteurs politiques, offrent de la visibilité, cultivent un climat d'attente auprès des acteurs sociaux et finalement mettent dans l'embarras les acteurs gouvernementaux qui ne veulent pas perdre le monopole de la production de l'actualité politique, spécialement en ce qui concerne une question si délicate comme c'est le cas de la sécurité sociale.

⁴⁹³ Question n° 758/19.3.2001 du député de la ND, Dimitrios Sioufas. Discutée au parlement le 21 mars.

L'action collective reste distincte pendant cette phase d'anticipation. L'anticipation des acteurs politiques, sociaux et médiatiques suit les normes de mobilisation des conjonctures routinières. Il est important de souligner l'alignement du cadre de l'action collective bien que les lignes d'action et les usages des ressources restent distincts. L'ensemble des actions et des informations diffusées traite du contenu de la réforme en constituant ainsi un environnement informationnel homogène, voire un cadre d'anticipation orienté exclusivement vers la réforme. Ce «cadre cohérent d'action collective» dérivant des différents modes de mobilisation et orientant l'action collective se fait particulièrement efficace dans la deuxième phase de l'expansion du conflit, lorsque les acteurs arrivent à harmoniser leurs lignes d'action.

Schéma 6 La réforme de la sécurité sociale.

La phase de l'anticipation : Modes de mobilisation distincts dans un cadre d'action cohérent

Gouvernement Manipulation des impressions politiques	G.S.E.E. Positionnement dans la confrontation- Revalorisation de son rôle	K.K.E. Polarisation Préparer le conflit Appel à la mobilisation	Synaspismos Appel au dialogue
Usage des ressources positionnelles <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sous communication à propos de la réforme ▪ Promouvoir une autre régulation sociale ▪ Entreprendre des négociations avec les syndicalistes 	Usage des ressources d'influence <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appel à l'expertise Diffusion de la contre-proposition ▪ Exposition de la potentialité de la base syndicale- Congrès ▪ Négociations 	Usage des ressources coercitives et d'influence <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ouverture à un plus large public (interviews, discours politiques ouverts) ▪ Appels au conflit (<i>Rizospastis</i>, syndicalistes) ▪ Lancer le conflit 	Usages des ressources d'influence <ul style="list-style-type: none"> ▪ Journée ▪ Conférence de presse
Visibilité de la première phase : Presse : Reportages d'anticipation à la réforme, reportages de routine, reportage d'actualité politique NET : Reportages d'actualité politique MEGA : Reportages d'actualité politique			

⁴⁹⁴ Communiqué de presse, 2 février 2001.

2. De l'émergence à l'expansion du conflit

La deuxième phase de l'expansion du conflit commence par l'annonce gouvernementale des mesures de la réforme. Après une série de rencontres entre le Premier Ministre et le ministre de l'Emploi, des comités du gouvernement et des partis, le ministre de l'Emploi et le Premier Ministre, après une réunion du Bureau Exécutif et du Comité gouvernemental, font l'annonce des mesures le jeudi 19 avril. Le même jour les syndicats annoncent la grève panhellénique du jeudi 26 avril et l'ensemble des partis politiques prennent position contre la réforme. La réforme et les réactions font la une des médias, les syndicalistes et les partis politiques portent des coups importants jour après jour. Le jour précédant la grève panhellénique, le 25 avril, le ministre de l'Emploi bloque les propositions gouvernementales, en annonçant le «dialogue sans préalable». C'est le début du recul gouvernemental qui finira par le retrait de la réforme.

La contestation des dispositions de la réforme portant sur l'augmentation des limites d'âge pour la mise à la retraite et la diminution du montant de la retraite est vive et portée par l'ensemble des acteurs sociaux et politiques et même des acteurs intragouvernementaux. Le rejet collectif de la réforme amène à la crise de la légitimité gouvernementale, résultat justement de l'action conjointe, de l'harmonisation des lignes d'action entre les acteurs. Or, cette harmonisation ne saurait être possible sans le partage de la ligne d'action syndicale dont la visibilité sociale est importante. Ces deux caractéristiques, le partage et la saillance de la ligne d'action syndicale, comptent parmi les plus « efficaces » dans l'expansion du conflit et le recul gouvernemental.

Le conflit s'étend au travers des actes constitutifs de la crise de légitimité gouvernementale, portés notamment par les syndicalistes et les acteurs intragouvernementaux. Mais il est aussi d'autres acteurs, à savoir les partis politiques, la presse écrite et la télévision qui contribuent significativement à l'expansion du conflit. Nous allons donc examiner l'ensemble des actions qui obligent le gouvernement à passer de la manipulation à la négociation, et finalement au retrait de ses propositions.

2.1. *Le passage au conflit : l'harmonisation des lignes d'action*

Le groupe dirigeant des syndicalistes et les contestataires du parti au pouvoir exercent une contrainte sur le gouvernement car ils mobilisent des ressources fortement établies. Nous sommes là, face au tournant marquant, le passage au conflit, mais aussi à la potentialité de celui-ci fondée sur la coordination de l'action collective. La G.S.E.E. se positionne comme l'interlocuteur « légitime ⁴⁹⁵ » affermi et il valorisera encore son statut par la mobilisation de ressources efficaces comme le soutien des forces politiques et des médias et la manifestation grandiose du 26 avril.

2.1.1. *Les syndicalistes lancent le conflit*

Les syndicats sont les protagonistes principaux de l'expansion du conflit. Leurs réactions aux mesures annoncées par le gouvernement sont immédiates et vives tout en changeant de ligne d'action par le passage de la négociation au conflit. L'arrêt immédiat des négociations, l'organisation des manifestations, le refus de participer au dialogue social proposé par le gouvernement et la demande du retrait de la proposition gouvernementale constituent des coups majeurs déclaratoires d'une présence fortement militante. Or, une fois encore, la G.S.E.E. trouve un appui considérable auprès des autres acteurs, de sorte que le partage de la ligne d'action syndicale produira une forte vague de contestation.

La rupture des négociations entre les syndicats et le gouvernement a lieu lors d'une rencontre « secrète » entre le ministre et le secrétaire général à l'Emploi et à la Sécurité Sociale, les leaders de la G.S.E.E., de l'A.D.E.D.Y. et le responsable du domaine syndical du P.A.S.O.K., Roviros Spyropoulos. Le ministre annonce les propositions

⁴⁹⁵ Dans la théorie d'agenda-building proposée par W. Cobb et C. D. Elder le champ de la décision politique est « un système de participation limitée » ne permettant l'accès qu'aux groupes ayant un statut légitime. « The pressure system is thus limited to 'legitimate groups', which includes only those that have already gained access to the political arena. ». W. Cobb, C. D. Elder. *Participation in American Politics...*, *op. cit.*, p. 5. Schattschneider pour sa part, pense que la participation au conflit où les alternatives politiques se déterminent est très limitée. Pour lui, cette arène de décision politique est « essentially the politics of small groups ». E. E. Schattschneider. *The Semi Sovereign op.cit.*, p. 12. De surcroît, d'après Cobb et Elder les groupes légitimes doivent mobiliser l'audience la plus large possible afin d'inscrire leurs demandes dans l'agenda politique. « The wider the audience, the greater the chance that the dispute will reach the docket of problems confronting decision-makers. » R. W. Cobb, C. D. Elder. *Participation in American Politics...*, *op. cit.*, p. 158. La G.S.E.E. arrive à se positionner comme un groupe légitime renforcé dans la phase d'anticipation pour mobiliser par la suite la ressource la plus contraignante, les publics élargis mais aussi les publics spécifiques politiques et médiatiques.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique gouvernementales aux syndicalistes, qui d'après le reportage de *TO VIMA*⁴⁹⁶, pensent que la rencontre peut convaincre le gouvernement de modifier la réforme. Cependant, lors de la réunion on informe le président de la G.S.E.E., sur son téléphone portable, que les propositions gouvernementales sont déjà diffusées dans la presse. D'après le reportage, la controverse fut par la suite intense entre les syndicats et les rapporteurs gouvernementaux. Les leaders des syndicats, qui sont par ailleurs bien positionnés dans le PA.SO.K., considéraient, jusqu'à ce moment là, que les négociations pourraient être poursuivies. La diffusion des propositions dans la presse marque l'arrêt des négociations car l'acte de publication rend les propositions non changeables et non négociables.

Dès le lendemain, la réaction syndicale fait usage de toutes les armes de contestation : des déclarations dans la presse, des manifestations, des annonces et des réunions entre les organes syndicaux manifestent la disposition syndicale militante envers le gouvernement et la réforme.

Voyons les actions des syndicats jour après jour après l'arrêt des négociations du 18 avril.

Le président de la G.S.E.E., Chr. Polyzogopoulos déclare, pour la première fois, au journal *ELEFTHEROTYPIA* du 19 avril (la déclaration a eu lieu le 18) que ces « mesures ne passent pas ». Le même jour, le 19 avril, la réunion du comité gouvernemental et du bureau exécutif qui se tient au Megaro Maximou, fait l'objet d'une manifestation syndicale à ses portes. Les syndicalistes du PAME⁴⁹⁷ se rassemblent le matin à l'extérieur du Megaro Maximou. Les syndicalistes de la G.S.E.E., de A.D.E.D.Y. et de OLME, et parmi eux le président de A.D.E.D.Y., Spyros Papaspyros, membre lui-aussi du PA.SO.K., et d'autres syndicalistes du PA.SO.K., tentent de rejoindre les syndicalistes du PAME, mais les forces de l'ordre bloquent tous les accès. La controverse sera assez bruyante, révélant le changement de la ligne d'action adoptée par les acteurs syndicaux face à la réforme.

Le même 19 avril, les deux syndicats, la G.S.E.E. et l'A.D.E.D.Y., rédigent une déclaration commune et se mettent d'accord sur l'organisation de la grève panhellénique du 26 avril. Le changement de la ligne d'action est rendu possible par le « stock de ressources » dont les syndicats sont détenteurs, à savoir la potentialité de la base syndicale.

⁴⁹⁶ P. Lampsias, « La révolution des syndicalistes », *TO VIMA*, 22/04, p. A12.

⁴⁹⁷ Le soir du 19 avril, le PAME organise des manifestations au centre d'Athènes mais aussi dans les autres municipalités d'Athènes. 1500 personnes ont manifesté au centre d'Athènes.

Les syndicalistes déclarent :

Les interventions gouvernementales sur le système de la sécurité sociale si discutées annoncent les pires présages. Les mesures sont arbitraires, fragmentaires, mais surtout antisociales et inefficaces. De telles mesures non seulement ne sont pas acceptées mais de plus tous les travailleurs et les syndicats déclarent qu'elles ne passent pas.

Le 20 avril, le comité exécutif de la G.S.E.E. prend une décision cruciale pour l'expansion du conflit : celle de ne pas participer aux discussions avec le gouvernement à propos de la réforme (le Premier Ministre et le ministre de l'Emploi cherchent la solution au dialogue social et invitent chaque jour les agents sociaux à y participer avec leurs propositions) et de demander le recul des propositions gouvernementales.

Le message « Oui au dialogue mais sur une base zéro » résume les deux décisions du comité exécutif de la G.S.E.E., et servira de porte drapeau à la ligne d'action syndicale. Dès lors, les syndicalistes essaieront de la propager par tous les moyens. Chr. Polyzogopoulos donne sa première interview, bien que courte, au journal *TA NEA* le lundi 23 avril pour affirmer cette ligne d'action. Le président de la G.S.E.E. réitère sa position de non participation au dialogue avec le gouvernement si ce dernier n'accepte pas de retirer entièrement ses propositions et de commencer le dialogue à zéro. De surcroît, les syndicalistes cherchent à imposer leur ligne d'action par le biais de rencontres avec le Synaspismos et la Néa Dimokratia. La position syndicale, considérée comme implacable par le gouvernement, porte ses fruits : elle est adoptée à la fois par le journal *ELEFTHEROTYPIA* (le 24/04), les partis politiques de Synaspismos et de la Néa Dimokratia mais aussi par les contestataires de la réforme au sein du parti gouvernant.

La demande du recul des propositions gouvernementales et de l'ouverture du dialogue sur une base zéro tire aussi sa force de la grève qui constitue un autre moyen, plus contraignant, pour les syndicats d'imposer leur ligne. Notons que la grève panhellénique du 26 avril fût la plus grande manifestation de ces 20 dernières années⁴⁹⁸, ce qui a renforcé la force revendicative des syndicats. A la suite de ce grand succès, la fête du 1er mai offre une

⁴⁹⁸ P. Favre reconnaît trois types de manifestation, la manifestation initiatrice, la manifestation de crise et la manifestation routinière. Nous pouvons classer la grève panhellénique de 26 avril comme *manifestation de crise* car elle concentre plusieurs caractéristiques de celle-ci. Elle avait comme destinataire le gouvernement, elle a été susceptible de s'étendre à la population toute entière, ses revendications étaient focalisées sur l'objectif politique décisif, l'engagement des manifestants a été induit par la crise, l'orientation quant au temps a été centrée sur la crise présente, le réservoir des forces manifestantes est considérable (manifestation « attrape-tout »). Voir P. Favre. *La manifestation*. Paris : Presses FNSP, 1990, p. 34.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique excellente occasion pour une deuxième exhibition de la dynamique des forces sociales. Les syndicats renouvellent le rendez-vous de la protestation contre la réforme et s'assoient comme une contrainte menaçante pour le gouvernement.

La ligne d'action des syndicats est efficace pour deux raisons: d'une part, parce qu'elle mobilise le soutien des acteurs sociaux et politiques qui sont bien établis dans le système politique ou médiatique, la presse écrite et deux partis politiques, et d'autre part, parce qu'elle mobilise la contrainte nue à la place du marchandage entrepris dans la phase de l'anticipation. La mobilisation du nombre⁴⁹⁹ par les syndicats, que celui-ci soit le nombre restreint des leaders politiques ou des chefs de rédaction de la presse écrite ou le nombre large des manifestants, constitue un support de représentativité et de légitimité du groupe syndical. Les syndicalistes augmentent ainsi leur force revendicative, acquièrent une position stratégique dans le champ des rapports politiques et parviennent à avoir un accès renforcé aux champs de la décision politique.

Par la suite nous allons voir que la ligne d'action syndicale est reprise par les contestataires de la réforme au sein du parti au pouvoir, ce qui est un coup fort de délégitimation de la position gouvernementale.

2.1.2. Les coups « internes »

Les réactions exprimées au sein du parti et du gouvernement exercent une contrainte sur le gouvernement de deux manières: d'une part, les contestataires gouvernementaux de la réforme font usage de leur ressource positionnelle, en menaçant de voter contre la réforme au parlement, et d'autre part, ils s'accordent avec la ligne d'action de la G.S.E.E. et demandent une discussion sur une base zéro, contestant ainsi la ligne d'action « officielle » et affaiblissant la position gouvernementale.

L'acte de contestation intra-gouvernementale le plus vif a lieu le 24 avril. 63 membres de l'organe suprême du P.A.S.O.K., du Comité Central, dont 22 députés, signent un texte par lequel ils contestent la politique gouvernementale sur la sécurité sociale et demandent une réunion extraordinaire du Comité Central avec le groupe parlementaire.

⁴⁹⁹ Sur les usages du nombre par les groupes d'intérêt cf. M. Offerlé. *Sociologie des groupes d'intérêt, op.cit.*, pp. 110-118.

« Le gouvernement, par ses choix et sa pratique, a fini par provoquer, en un an, la coupure entre le P.A.S.O.K. et sa base sociale. Mais de plus, il a réussi à créer un climat d'insécurité et d'inquiétude dans le peuple. Ce climat peut conduire au refus total de toute orientation progressive et pro populaire qui est la notre [...] Nous demandons à notre organe suprême, dans le cadre de la politique sociale nécessaire, de discuter depuis le début la proposition sur la sécurité sociale. Nous demandons l'engagement de la discussion politique dans le cadre de nos promesses électorales sous de nouvelles perspectives concernant la cohérence sociale et le développement. »

La lettre envoyée au Premier Ministre, au Bureau Exécutif et au secrétaire du Comité Central signale la renaissance d'une fraction interne au parti, autrefois bien présente. Parmi les 63 qui signent le texte, 62 font partie du bloc « perdant » de la course à la succession de 1996, comme proches du ministre des affaires étrangères Akis Tzochatzopoulos⁵⁰⁰. L'efficacité du coup réside dans son caractère original: c'est la première fois, dans l'histoire du P.A.S.O.K., qu'un texte est signé contestant la politique gouvernementale et demandant la réunion d'urgence du comité gouvernemental et du groupe parlementaire⁵⁰¹. Ajoutons la réserve dont font preuve les membres éminents du P.A.S.O.K., dont l'absence de la scène publique, privent de leur soutien le projet de réforme.

Par ailleurs, cinq syndicalistes et membres du comité gouvernemental envoient une lettre au secrétaire du P.A.S.O.K. demandant d'urgence la réunion parallèle du Comité Central avec le groupe parlementaire. Parmi eux, Chr. Polyzogopoulos signe le texte qui conteste la politique gouvernementale.

La double contestation, externe et interne, des propositions gouvernementales, sera renforcée par la contribution des médias et des partis politiques. Ceux-ci affermissent par leurs propres actions la saillance de la question.

2.2. La contribution au conflit : le partage et la saillance de la ligne d'action syndicale

La position et le rôle de la presse écrite et des partis politiques dans l'extension du conflit sont très importants dès lors qu'ils concordent avec la ligne d'action syndicale. Seul le parti communiste restera fidèle à sa propre ligne d'action inaugurée dès la phase de l'anticipation. Dans ce cadre, leur mobilisation en vient à renforcer la crise externe de la

⁵⁰⁰ V. Skouris, « Mouvement des '63' », *ETHNOS*, 25/04, p. 7.

⁵⁰¹ *Ibid.*

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique légitimité gouvernementale par la saillance qu'ils vont conférer à la ligne d'action syndicale.

2.2.1. La presse écrite : l'orchestration de la crise

La presse écrite tient le rôle de l'orchestration de la crise par la diffusion et la consolidation des aspects négatifs de la réforme et la visibilité qu'elle va attribuer aux acteurs syndicaux et surtout à leurs positions. Les quatre journaux que nous examinons font leur « une » sur ce sujet en anticipant les mesures gouvernementales, juste avant l'annonce officielle des mesures, le 19 avril. Comme nous l'avons vu, les propositions gouvernementales ont été diffusées par le ministre de l'Emploi peu avant leur annonce officielle. Les gros titres des journaux sont indicatifs du mode de réception des mesures par la presse, bien avant les réactions des syndicats :

ELEFTHEROTYPIA : « Les propositions de Giannitsis : Le premier tremblement à la sécurité sociale. Demi-solde la retraite à 65 ans. »,

TA NEA : « Sortie à 65 ans pour les femmes et les hommes. »,

ETHNOS, « La proposition du gouvernement pour la sécurité sociale. 40 ans de travail. La retraite à 65 ans. »,

ELEFTHEROS Typos, « Sécurité sociale : Les propositions choc du gouvernement renversent le système existant. Tous à 65 ans et réduction des retraites ».

La réforme, c'est bien visible, est cadrée par rapport aux changements qu'elle apporte concernant l'allongement du temps du travail et la diminution de la retraite. Ces deux points, les plus contestés, sont mis en avant et cadrent ainsi l'ensemble de la réforme. Cette fois-ci la presse écrite adopte une position négative face à la réforme, avant même le lancement du conflit par les syndicats. Par la suite, la presse écrite offre de la visibilité aux acteurs syndicaux, en promouvant leurs coups et en prenant parfois position en faveur de la proposition de discussion sur une base à zéro.

Commençons par la visibilité qu'offre la presse écrite aux coups et aux propositions des syndicats. C'est la première fois que le gouvernement n'aura pas accès à la presse politiquement proche « pour faire passer » certaines informations qui lui sont favorables. Aucun des grands journaux quotidiens, ni même du dimanche ne se positionne en faveur des propositions gouvernementales. Examinons les « unes » des journaux dès le 20 avril, le

La crise de politique publique : la réforme de la sécurité sociale

lendemain des annonces officielles, et jusqu'au 25 avril. Les journaux consacrent leurs « une » à la sécurité sociale en cadrant notamment sur les réactions à la réforme, surtout de la part des syndicats, mais aussi à l'intérieur du gouvernement et du parti.

Tableau 42 « Sécurité sociale » L'expansion du conflit: Les « unes » de la presse (20-25 avril)

Titres	Journal	Date
Sécurité sociale : Après le choc trois reculs tactiques. Le comité à Maximou [le siège du gouvernement] a duré six heures pour.. la communication Manifestation jeudi, grèves en mai	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	20/04
Qui va payer la nouvelle sécurité sociale Cogitation des membres éminents du PA.SO.K. Des réactions de la part des travailleurs et du PASKE	ETHNOS (premier titre)	20/04
Le nouveau système de la sécurité sociale apporte l'orage Une première grève panhellénique jeudi	TA NEA (premier titre)	20/04
Les 12 trous de la sécurité sociale G.S.E.E.- A.D.E.D.Y. : Dialogue à base zéro	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	21/04
Les changements dans le secteur public et dans les caisses: la proposition du gouvernement	ETHNOS	21/04
Rupture avec la G.S.E.E. et A.D.E.D.Y. Les syndicats rejettent le dialogue- les grèves commencent	ETHNOS (premier titre)	21/04
Tissu rouge les limites d'âge- la diminution des retraites G.S.E.E. : Nous ne discutons pas ce cadre	TA NEA (premier titre)	21/04
L'orage dans les caisses La sécurité sociale est l'aventure politique la plus grande pour Simitis Ce que demandent les syndicats. Jusqu'où le gouvernement peut aller	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	22/04
Sécurité sociale: le recul double devant les réactions. Le gouvernement cherche à sortir de l'orage	ETHNOS (premier titre)	22/04
Sécurité sociale : Double recul devant les réactions Le gouvernement cherche à sortir de la crise	ETHNOS	22/04
Les pièges de la sécurité sociale: ce qui change dans le régime des retraites/ Les termes de la G.S.E.E. pour le dialogue	KATHIMERINI (premier titre)	22/04
Sécurité sociale : Quatre pas en arrière Où cédera le gouvernement De quoi parle-t-on dans les coulisses	TO VIMA (premier titre)	22/04
Sécurité sociale: Piège pour le dialogue- reculs Apportez-nous des propositions dit le gouvernement G.S.E.E.- Syndicats : Nous avons déjà donné la nôtre. Retirez la vôtre	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	23/04
On a ouvert une fenêtre pour les femmes : les premiers reculs pour la Sécurité sociale / R. Spiropoulos interview: les propositions du responsable pour les syndicalistes du PA.SO.K.	ETHNOS	23/04
La rupture entre le gouvernement et les syndicats à propos de la sécurité sociale / Giannitsis parle à TA NEA et donne des explications sur les points de la controverse. Polyzogopoulos parle à TA NEA: la réponse est la grève de jeudi	TA NEA (premier titre)	23/04
Hors contrôle Le gouvernement est pressé de reculer Recherche des moyens à la place de l'augmentation des limites d'âge et de la diminution des retraites	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	24/04
Giannitsis sur la sécurité sociale : Soit vous me soutenez, soit je démissionne Les assurés parlent de la sécurité sociale La réforme interdit aux femmes de faire une famille	ETHNOS	24/04
Embarras pour la sécurité sociale auprès des assurés, des caisses et du gouvernement Interview à TA NEA de l'anglais qui a fait le plan pour la sécurité sociale	TA NEA (premier titre)	24/04
Sécurité sociale. Si le gouvernement veut le dialogue Solution uniquement à base zéro Comité du PA.SO.K. dans un climat de guerre	ELEFTHEROTYPIA (premier titre)	25/04

Des pressions internes pour un dialogue à base zéro. Des ministres, des députés, des syndicalistes demandent le recul gouvernemental	ETHNOS (premier titre)	25/04
Explosive la première confrontation entre les syndicalistes et les ministres	TA NEA (premier titre)	25/04

Les titres des unes ne sont pas le seul moyen pour les journaux d'orchestrer la crise. Parfois, ils prennent aussi position en faveur d'une ligne d'action : c'est le cas de *ELEFTHEROTYPIA*. A la « une » du journal du mercredi 25 avril figure l'article de son directeur : « Article- intervention de *ELEFTHEROTYPIA* devant l'impasse ». Le titre principal du journal qui reflète aussi l'opinion exprimée dans l'article, est la reprise de la position des syndicalistes : « Solution uniquement à base zéro ». Cette reprise journalistique aura un effet considérable sur le renforcement de la ligne d'action syndicale. Nous citons l'extrait qui figure à la une du journal :

« Le gouvernement recherche désespérément des moyens pour que les syndicats participent au dialogue sur la réforme de la sécurité sociale. Mais il n'y arrivera pas parce que sa proposition sur la réforme est rejetée entièrement et elle n'est pas soutenue, même au sein du PA.SO.K.. Personne ne veut discuter la proposition gouvernementale et notamment ses deux axes : l'augmentation des limites d'âge pour la mise à la retraite et la diminution des retraites. La seule solution donc est que le gouvernement accepte le dialogue à zéro. C'est à dire que la réforme sur la sécurité sociale devra être posée sur la table avec tous ses paramètres, et que devront être examinés aussi ces éléments considérés comme fournis par le rapport des Anglais, qu'eux- mêmes considèrent déjà comme incertains. »

La presse se fait acteur politique participant à la crise de légitimité externe et donc à l'expansion du conflit de plusieurs manières : par la diffusion et la critique des mesures gouvernementales avant qu'elles ne soient annoncées officiellement, par la délimitation du cadre de la réforme aux changements les plus touchants, par la prise de position politique comme acteur social parmi d'autres, par la propagation d'une image de « rupture entre les syndicats et les agents gouvernementaux » et d'une crise « hors contrôle » et surtout par l'offre de visibilité sur les positions syndicales.

2.2.2. Les partis politiques : objectifs différents sur une ligne d'action commune

Les deux partis de la gauche, protagonistes de la phase d'anticipation, le K.K.E. et Synaspismos, réagissent immédiatement à l'annonce officielle de la réforme par le Premier Ministre, le 19 avril. Les leaders des deux partis font des déclarations contre les propositions gouvernementales, et notamment les questions de l'augmentation des limites

d'âge et de la diminution de la retraite. Or, les deux partis ne partagent pas la même conception en ce qui concerne ce qui est le plus important dans la confrontation pour la sécurité sociale : pour le Parti Communiste c'est l'occasion de réactiver la lutte populaire et de mobiliser les travailleurs, tandis que pour le parti de Synaspismos c'est une occasion pour redéfinir la relation entre le citoyen et la politique. Les deux partis vont chercher des moyens différents pour propager leurs conceptions. Le parti communiste fait une campagne d'annonces, d'interviews, voire d'actes destinés aux publics élargis, tandis que le Synaspismos rencontre ceux qui pourraient défendre sa proposition, le référendum sur la sécurité sociale.

Le parti communiste reste fixé sur sa propre ligne d'action et trouve dans le mouvement de la contestation de la réforme, l'occasion de propager l'idée de la nécessité du Front et de la lutte populaires comme seul moyen pour les travailleurs d'imposer leurs droits et leur hégémonie. La mobilisation du parti est intense comme par ailleurs lors de la phase de l'anticipation, et articulée autour de la figure de la secrétaire du parti. Le 19 avril, Aleka Pappariga donne une conférence de presse pour commenter les annonces gouvernementales; le 22 avril, la secrétaire donne une interview à la télévision publique, *NET*, sur la réforme de la sécurité sociale; le 24 avril, le Bureau Politique du Comité central du parti publie une annonce à propos de la réforme et le 2 mai, A. Pappariga, commente la fête du 1er mai lors d'une conférence de presse. L'activation du mouvement Syndical des Travailleurs et l'intensification de la lutte contre les mesures gouvernementales constituent les axes majeurs lancés par le parti :

Aujourd'hui plus qu'hier, la vie demande la constitution d'un mouvement populaire majoritaire ayant comme axe le mouvement syndical des travailleurs, une alliance des travailleurs fonctionnaires avec les mouvements des agriculteurs, des femmes, des jeunes, des intellectuels et des artistes qui résistent. La lutte commune pour que le gouvernement recule, pour que ce dialogue-duperie ne se réalise pas, doit mettre en avant les revendications populaires en faveur d'un système de sécurité sociale public, de nouveaux droits qui sauraient satisfaire les nécessités modernes des travailleurs dans le domaine des retraites, de la santé et des affaires sociales.

Le K.K.E. appelle les travailleurs (à commencer par la manifestation du 26 avril et du 1^{er} mai) à passer à une nouvelle phase d'unité combattante et de classe et d'alliance sociale, par la graduation des actions et de la lutte polymorphe⁵⁰².

⁵⁰² Annonce du Bureau Politique du Comité Central du K.K.E., le 24 avril 2001.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Le K.K.E. ne reprend pas la position de la G.S.E.E., mais il est en accord avec le refus du dialogue et à l'expansion du conflit à travers l'appel aux mobilisations militantes. Le parti soutient les mobilisations de la G.S.E.E. et de l'A.D.E.D.Y. puisque les syndicats adoptent une ligne d'action militante envers le gouvernement. Cependant, il n'est pas question pour le parti communiste, qui est le premier à lancer la nécessité du conflit, de « reprendre » la ligne d'action syndicale. Cela est certes, en rapport avec la valeur des ressources propres du parti, car le K.K.E. est en mesure de jouer sur le nombre, vu son enracinement dans le mouvement syndical.

Une fois encore la mobilisation du Synaspismos se démarque. Le 19 avril le président du parti N. Konstantopoulos annonce le rejet de Synaspismos des propositions gouvernementales en reprenant les axes principaux des propositions de la G.S.E.E.; le 24 avril N. Konstantopoulos rencontre le président de la République K. Stefanopoulos à propos de la sécurité sociale; le 25 avril, le leader rencontre le président de la G.S.E.E.; le 27 avril, N. Konstantopoulos rencontre le président de A.D.E.D.Y., et le 30 avril le parti diffuse un manifeste pour la fête du 1er mai.

Lors des rencontres des représentants du parti avec le président de la République et les leaders des syndicats, N. Konstantopoulos reprend la proposition syndicale de la discussion sur une base zéro et promeut la proposition d'un référendum qui saurait exprimer « le soutien populaire et l'engagement de fond des gouvernements » :

La sécurité sociale, à cause de son caractère global et de son importance, peut devenir un catalyseur important pour la redéfinition de la relation du citoyen avec la politique et les problèmes de sa vie et pour la redéfinition de la société en rapport avec le fonctionnement des institutions de notre système politique. Nous proposons donc le référendum, parce que nous considérons que le renforcement du pluralisme institutionnel de la démocratie est nécessaire. Il nous faut le renforcement de la participation de la société. Il nous faut le renforcement de la demande de solidarité sociale⁵⁰³.

C'est donc pour promouvoir cette conception plus « institutionnelle » et moins « militante » que le Synaspismos entreprend des rencontres et lance des appels par le biais de rencontres officielles.

⁵⁰³ N. Konstantopoulos, déclarations après son rencontre avec le président de la République, 24 avril 2001.

Or, les deux partis contribuent par leurs mobilisations à donner de la saillance à la réforme, à mobiliser leurs militants qui vont participer à la manifestation du 26 avril et à renforcer ainsi l'expansion du conflit et la crise de la légitimité gouvernementale.

De l'autre côté, dans le parti de l'opposition majoritaire, l'exploitation de la cause se fait dans une stratégie plus conjoncturelle. Le parti de l'opposition majoritaire, qui n'a pas participé à la phase de l'anticipation, organise sa première réunion sur la question de la sécurité sociale le 18 avril, pour se préparer en vue des annonces officielles gouvernementales. Au début, la N.D. essaie de politiser la question par l'attribution des responsabilités aux gouvernements du PA.SO.K. « qui ne surent rien faire au cours de leurs 8 années passées au pouvoir ».

Le porte-parole du parti déclare après la première réunion de la N.D. :

Avant d'annoncer les mesures, le gouvernement de Simitis devrait penser à ses responsabilités. Premièrement, parce qu'il n'a rien fait depuis sept ans pour le renforcement du système de sécurité. Deuxièmement, parce qu'il n'a pas appliqué dans toute son ampleur la réforme déterminée et de fond de la N.D. et troisièmement, parce qu'il n'est pas allé de l'avant dans les changements structureaux dans le domaine de l'économie pour anticiper la situation d'aujourd'hui des caisses d'assurance.⁵⁰⁴

Le 19 avril une nouvelle réunion de la N.D. à propos de la sécurité sociale a lieu. Cette fois-ci c'est le président de la N.D. qui prend la parole suite aux annonces du Premier Ministre. Les déclarations de K. Karamanlis vont dans le même sens que celles du porte-parole de son parti. « Depuis huit ans les gouvernements du PA.SO.K. n'ont rien fait pour la résolution du problème de la sécurité sociale. Ils n'ont même pas appliqué la réforme déterminée et à long terme du gouvernement de la N.D.. Une réforme qui, jusqu'en 2006, aurait permis d'affronter de manière efficace le problème de la sécurité sociale. Une réforme qui a beaucoup aidé l'adhésion du pays à l'Eurozone.⁵⁰⁵ » Parallèlement, le président du parti en vient à exposer les propositions de la N.D., et marque aussi son refus de l'augmentation des limites d'âge. Les propositions sont en faveur de l'application de fonds bipartites, de la lutte contre le marché noir et le chômage, et de la réalisation de «changements structurels », pour que le système puisse survivre.

Le 20 avril la responsable du domaine de la sécurité sociale présente les propositions de la N.D. sur la sécurité sociale en suivant la même ligne d'action que les

⁵⁰⁴ Th. Roussopoulos, Communiqué de presse, 18 avril 2001.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

autres déclarations. Il est intéressant de noter l'opinion de M. Giannakou, selon qui « les problèmes ne se résoudre pas dans la rue ou au travers des manifestations », tandis que les syndicalistes de DAKE (l'organe syndical de la N.D.) déclarent leur présence militante contre la réforme. Le 24 avril, le président du parti rencontre les syndicalistes de la G.S.E.E. et de A.D.E.D.Y. et déclare que « les travailleurs sont les seuls qui ne sont pas responsables de la situation existante; le seul responsable est le gouvernement » en insistant sur le fait que « [le problème de] la sécurité sociale peut et doit être résolu sans injustices sociales au travers d'un dialogue de fond et franc, sans délimitations temporelles, comme c'était le cas de tous les pays européens ».

K. Karamanlis adopte les propositions de la G.S.E.E., en se positionnant en faveur des syndicalistes, et il rencontre T. Giannitsis le 25 avril. Lors de la rencontre il va dire au ministre de l'Emploi que le gouvernement doit retirer ses propositions et commencer un dialogue franc sans préalables⁵⁰⁶. Parallèlement, K. Karamanlis encourage les syndicalistes à «conduire leurs luttes » en donnant le feu vert aux syndicalistes pour participer aux manifestations.

Les « unes » du journal *ELEFTHEROS Typos* sont indicatives de la position prise par l'opposition majoritaire. Dès le 20 avril, et jusqu'au 23 avril où tous les journaux cadrent la rupture entre le gouvernement et les syndicats, le journal ne cède pas d'espace aux syndicalistes de la N.D. qui demeurent totalement absents de la couverture journalistique de la cause, y compris dans les autres journaux. Le journal traite de façon plutôt routinière des évolutions des premiers jours en diffusant les changements de la réforme et les nouvelles mesures, des informations aux assurés etc. Exactement après les rencontres des syndicats avec K. Karamanlis où celui –ci prend une position plus militante, le journal redéfinit sa position. Après le recul gouvernemental et la grève panhellénique le journal se montre plus critique envers les positions gouvernementales. Dès ce moment là, le journal se tourne vers une exploitation partisane de la cause et la défaite gouvernementale est le thème le plus traité.

⁵⁰⁵ K. Karamanlis, Communiqué de presse, 19 avril 2001.

⁵⁰⁶ Chr. Tavoulari, « Retirer vos propositions et commencez un dialogue franc », *ELEFTHEROS Typos*, 26/04, p. 4.

Tableau 43 « Sécurité sociale » Les « unes » d'*ELEFTHEROS Typos* (20- 23 avril)

Titre	Journal	Jour
Quand et quelle sera votre retraite. Des exemples pour tous les assurés	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	20/04
Les 3 points-clés des nouvelles retraites	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	21/04
La retraite des quarantaines M.Apostolaki et M. Giannakou: deux interviews qui analysent les propositions sur la sécurité. <i>Révélation</i> : Ce que Simitis disait à propos de la sécurité sociale il y a un an	ELEFTHEROS Typos	22/04
Retraites: les directives du ministre de l'Emploi. Qui est dispensé des nouvelles dispositions. Alogoskoufis: les immigrés «une épine » pour la sécurité sociale	ELEFTHEROS Typos	23/04
Sécurité sociale: les grèves de jeudi paralysent le pays	ELEFTHEROS Typos	24/04
La réforme bombe pour les examens panhelléniques Karamanlis: les mesures du gouvernement ne passeront pas	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	25/04
Voilà les retraites de... fureur Syndicats : la grève la plus grande. Record de participation dans tout le pays. Le « PA.SO.K. historique » secoue Simitis	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	26/04
Retraites : Ce que le réfrigérateur de Simitis cache Sécurité sociale : Image de défaite présente le gouvernement	ELEFTHEROS Typos (premier titre)	28/04
Les 10 jours qui ont dé sécurisé le gouvernement Crise: Les coulisses du recul/ Les propositions de la G.S.E.E.	ELEFTHEROS Typos	29/04
Interviews avec les présidents de la G.S.E.E. et A.D.E.D.Y. pour la controverse avec le gouvernement	ELEFTHEROS Typos	30/04

On peut dire que le Synaspismos et la N.D. s'alignent sur la position syndicale afin de tirer profit des ressources dont la G.S.E.E. fait la preuve. La N.D. se trouve confronté à un public élargi qui soutient la mobilisation syndicale : étant donné sa position, comme parti de l'opposition majoritaire, elle ne reste pas indifférente aux publics majoritaires. Pour le Synaspismos la question est surtout le positionnement dans le mouvement syndical où le K.K.E. est, par ailleurs, plutôt bien ancré.

2.2.3. La télévision : L'apport de la saillance

Le rôle primordial de la télévision, privée et publique, dans l'extension de la crise réside dans la saillance qu'elle va conférer au conflit⁵⁰⁷. Entre le 2 mars et le 6 avril les

⁵⁰⁷ La télévision est la source d'informations de base des fonctionnaires à propos des sujets portant sur les activités des syndicalistes ou les réformes des relations de travail. Dans une enquête de V-PRC 65% des fonctionnaires déclarent s'informer sur les sujets politiques et économiques du pays par le biais de la télévision, 19,2% par la presse écrite, 7,1% par la radio et seulement 1,8% par les bulletins publiés et diffusés par les syndicats (pour 2% d'entre eux la famille et les amis sont considérés comme des sources d'information et 2,5% déclarent ne pas être intéressés par la politique). Le rôle extrêmement important de la télévision dans cette phase de l'expansion du conflit devient donc visible car par l'éminence qu'elle lui confère, elle assure la

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

reportages des deux chaînes de télévision consacrés à la réforme sont en petit nombre. La chaîne publique *NET* diffuse les discours de A. Pappariga à propos de la réforme le 2 et 7 mars, les déclarations de T. Giannitsis le 12 mars, d'autres déclarations gouvernementales le 14 mars, des informations à propos des travaux de la G.S.E.E. dès le 15 et jusqu'au 18 mars, et finalement elle produit un reportage sur la mobilisation du bâtiment le 5 avril. Nous pouvons donc dire que la chaîne publique suit l'actualité politique des réformes avec un total de 8 reportages. D'autre part, la chaîne privée *MEGA* ne diffuse que deux reportages, un sur le congrès de la G.S.E.E. et l'autre sur la manifestation du bâtiment le 5 avril.

Or, du 17 au 30 avril, l'enjeu se trouve dans les premiers titres des deux chaînes de télévision offrant ainsi au public de façon spectaculaire la controverse entre les acteurs sociaux, comme le met en évidence le tableau ci-dessous. Le cadre reste donc cohérent dans tous les reportages en donnant de la visibilité à la réforme et aux réactions des agents syndicaux..

Tableau 44 : « Sécurité sociale » : La couverture de deux chaînes de télévision (17-30 avril)

Légendes	Chaîne	Ordre	Date
Le premier sujet de l'agenda gouvernemental est la sécurité sociale	NET	2	17/04
"La justice sociale"	NET	3	17/04
Le comité gouvernemental examine le plan de la sécurité sociale			
Les premières propositions pour la réforme de la sécurité sociale voient le jour. Simitis en discute avec les ministres. Réactions de la N.D.	MEGA	2	18/04
"Le dialogue social": la question de la sécurité sociale	NET	1	18/04
Le gouvernement élabore « le plan d'action nationale »			
La réforme de la sécurité sociale	MEGA	1	19/04
La réforme de la sécurité sociale: Les réactions	MEGA	21	19/04
La réforme de la sécurité sociale : déclarations de K. Simitis	NET	1	19/04
Les réactions contre la réforme de la sécurité sociale	NET	2	19/04
Sécurité sociale: la négociation des enjeux	MEGA	1	20/04
Les syndicalistes			
"Le dialogue commence"	NET	1	20/04
Rencontre de K. Simitis et K. Stefanopoulos sur la sécurité sociale			
Les premières réactions sur la sécurité sociale	NET	2	20/04
"Les changements". Une présentation analytique des changements de la sécurité sociale	NET	3	20/04
Les réformes de la sécurité sociale dans toute l'Europe	NET	4	20/04
La réforme de la sécurité sociale et les réactions	MEGA	1	22/04
Les changements sur la sécurité sociale	NET	1	22/04
Sécurité Sociale: le gouvernement, les réactions	MEGA	1	23/04

visibilité sociale de l'enjeu. Source : V-PRC, Enquête de G.S.E.E., février 1995. Cité par M. Givalos. *Massivité - Rôle-force des syndicats...*, op. cit., p. 192.

La crise de politique publique : la réforme de la sécurité sociale

Légendes	Chaîne	Ordre	Date
"On discute tout": le gouvernement cède. Les réactions	NET	1	23/04
La discussion autour de la sécurité sociale. Les réactions et les prises des positions	MEGA	1	24/04
"On demande une solution" pour la sécurité sociale. T. Giannitsis. N. Konstantopoulos rend visite au président de la république	MEGA	2	24/04
Discours de Chr. Protopapas à MEGA sur la sécurité sociale	MEGA	3	24/04
"Le dialogue sur la sécurité sociale": les réactions du monde politique	NET	1	24/04
"On demande une solution": discussion sur la sécurité sociale	MEGA	13	25/04
Sécurité sociale: rencontre de T. Giannitsis et K.Karamanlis Demain la grande mobilisation	NET	1	25/04
Karamanlis à la rencontre des ONG à l'hôtel « Grande Bretagne » à Athènes. Déclarations de Karamanlis sur la sécurité sociale	NET	7	25/04
Sécurité sociale: les mobilisations, les épisodes	MEGA	1	27/04
Simitis pour la sécurité sociale "Discussion dès le début". Toutes les opinions des ministres	MEGA	2	27/04
Simitis parle au comité exécutif sur la sécurité sociale: "On commence un dialogue sans préalables"	NET	1	27/04
Rencontre des représentants de G.S.E.E. et A.D.E.D.Y. avec les hommes politiques. Déclarations des partis politiques	NET	2	27/04
L'expérience de l'Allemagne sur la sécurité sociale	NET	3	27/04
Sécurité sociale: des controverses dans le PA.SO.K. et les mobilisations	MEGA	2	28/04
Comité exécutif du PA.SO.K. Discours de Kostas Skandalidis, Vasso Papandréou sur la sécurité sociale	NET	2	28/04
Sécurité sociale: la négociation des enjeux: les syndicalistes	MEGA	1	29/04
G. Papandréou à l'exposition des livres : déclarations sur la sécurité sociale	MEGA	23	29/04
Rencontre de Kostas Skandalidis avec les secrétaires de PA.SO.K. Déclarations sur la sécurité sociale	NET	3	29/04
Les réactions et les déclarations sur la sécurité sociale	NET	4	29/04
Rencontre de Simitis avec Kostas Laliotis Discours des ministres sur la réforme de la sécurité sociale	MEGA	2	30/04
La discussion sur la réforme sociale Tassos Giannitsis, Giorgos Papandréou, Dimitris Sioufas, Christos Polizogopoulos	NET	1	30/04

Dès lors que les syndicats changent de ligne d'action en passant à la confrontation, le partage de leur ligne d'action par les autres acteurs politiques et sociaux constitue l'action la plus efficace face à la proposition gouvernementale. La coordination des actions contestataires est renforcée par la saillance que la ligne d'action syndicale acquiert dans les médias. Or, ajoutons ce qui a été aussi la caractéristique de la phase de l'anticipation : le cadre de l'action collective reste cohérent, car orienté exclusivement sur le contenu de la réforme.

La crise de légitimation gouvernementale est le produit de l'action conjointe qui oppose l'ensemble des ressources des contestataires (coercitives, de position, d'influence, d'information) aux ressources des acteurs gouvernementaux.

Schéma 7 La réforme de la sécurité sociale.

La phase de l'expansion du conflit : Les effets de l'action conjointe

G.S.E.E.	Contestataires intragouvernementaux	K.K.E.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Arrêt des négociations ▪ Demande de retrait de la réforme. Discussion sur une base zéro ▪ Appels à des publics élargis ▪ Appels à des grèves- Manifestations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Voter contre la réforme au parlement ▪ Contester la réforme dans les organes du parti ▪ Demande de retrait de la réforme. Discussion sur une base zéro 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appels à des grèves- Manifestations ▪ Appels à des publics élargis
		Synaspismos
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conférences ▪ Rencontres ▪ Demande de retrait de la réforme. Discussion à base zéro ▪ Changement Institutionnel - Référendum
		N.D.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en avant des responsabilités gouvernementales- ▪ Demande de retrait de la réforme. Discussion sur une base zéro ▪ Rencontres 		
<p>Médias Presse écrite : Forte visibilité de la réforme et de la ligne d'action syndicale Télévision publique et privée Forte visibilité de la controverse sur la réforme</p>		

3. Du recul gouvernemental à l'échec de la mise sur agenda

En nous attachant à ce qui se passe pendant le conflit, nous avons voulu proposer une vision interactionniste du pouvoir afin d'avoir un éclairage sur le champ des possibilités des parties en présence, les choix faits des stratégies pour entrer en jeu, les contraintes pesant sur ces choix et les ressources dont ils disposent pour les mettre en oeuvre.

Dans ce cadre d'analyse, nous avons tenté de décrire un processus de confrontation, une forme d'interdépendance élargie. Nous avons décrit ce processus au travers de deux phases d'action collective, la phase d'anticipation et d'expansion du conflit. L'étape de l'anticipation offre une vue d'ensemble des protagonistes, de leurs ressources et de leurs modes de mobilisation distinctes; pendant cette phase les choix de mobilisation sont identiques à celles des registres de routine. La deuxième étape du processus, l'extension du conflit, révèle la dimension de l'action conjointe comme un processus effectif où les

ressources gagnent ou perdent leurs valeurs. On peut dire que la dynamique du conflit redistribue les ressources et les possibilités d'action des acteurs.

Nous allons donc examiner ici comment la dynamique du conflit parvient à affecter l'action gouvernementale sur le court et le long terme et en quoi consiste cette effectivité du processus.

3.1. L'harmonisation effectuées des lignes d'action et des cadres contestataires : Des effets à court terme et à long terme sur l'action gouvernementale

Le mérite d'une approche interactionniste est qu'on peut échapper à un modèle qui supposerait qu'en toutes circonstances l'acteur le mieux pourvu en ressources (en l'occurrence le gouvernement) resterait le maître du jeu. Les ressources du groupe dirigeant perdent leur valeur une fois confrontées aux ressources des adversaires, ce qui entraîne une chaîne d'effets à court et long terme difficilement maîtrisables.

3.1.1. Le recul gouvernemental : l'efficacité de la confrontation face à face

La stratégie gouvernementale consistait à aller de l'avant en évitant le retrait de ses propositions sur la réforme et à adresser « [une] invitation ouverte en vue d'un dialogue, sans gagnants ni perdants, qui aurait comme but la synthèse de toutes les opinions.⁵⁰⁸ » La ligne d'action gouvernementale face aux pressions exercées souligne la nécessité de la réforme⁵⁰⁹ et insiste sur le dialogue social. Pendant toute la semaine, dès l'annonce officielle et les premières réactions syndicales, le gouvernement passe de la manipulation, que nous avons observée dans la phase d'anticipation, à la négociation. Chaque jour, le ministre de l'Emploi fait un pas en arrière. Tout d'abord, la date limite fixée pour le dialogue social est levée et on déplace à après 2006 la diminution des retraites, par la suite c'est au tour des propositions sur le départ en retraite des femmes d'être levée et finalement les propositions sont bloquées. A partir de cette période, le gouvernement cherche à convaincre les syndicats, par ces reculs, à participer au dialogue social.

⁵⁰⁸ Communiqué de Presse, 23 avril 2001.

⁵⁰⁹ Cette nécessité sera imposée par le gouvernement sous forme de dilemme qui se résume en la phrase suivante : « Soit la réforme toute de suite, soit le système s'effondre ». Le dilemme fait usage des ressources de manipulation du gouvernement.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

L'harmonisation sur la ligne d'action syndicale et la saillance qu'elle acquiert, exerce une contrainte forte sur le gouvernement. C'est la confrontation qui expose le gouvernement à un face-à-face avec la dynamique d'ensemble des contestataires. Lors de ce processus de confrontation, le gouvernement se trouve en présence de la double contrainte des syndicalistes et des contestataires qui, ensemble, portent le coup le plus efficace.

Nous allons décrire la confrontation en face-à-face des représentants du gouvernement rapporteurs de la réforme, des syndicalistes et des contestataires du PA.SO.K..

La réunion du domaine parlementaire du ministère de l'Emploi avec les domaines du Syndicalisme et des Affaires Sociales du PA.SO.K. a lieu le mardi 24 et le mercredi 25 avril. Cette réunion constitue pour le gouvernement une occasion d'inaugurer le dialogue social même au travers de procédures partisans⁵¹⁰. Une quarantaine de députés et une quarantaine de membres syndicaux et du parti y prennent part. Exception faite des ministres (de l'Economie, de la Sécurité Sociale, et le secrétaire général à la sécurité sociale) et du secrétaire du PA.SO.K. K. Skandalidis qui se sont positionnés en faveur des mesures entreprises par le gouvernement, tous les autres sont opposés à la réforme⁵¹¹.

Un député lit un extrait de l'interview préélectoral de K. Simitis à Zappeio où le Premier Ministre promettait un dialogue de fond avec les agents sociaux avant la réforme de la sécurité sociale. Il déclare que la réforme ne sera pas votée au Parlement si le gouvernement ne modifie pas les dispositions à propos de l'augmentation des limites d'âge et de la diminution des retraites. Lors de la réunion, le président de la G.S.E.E. s'exprime encore une fois contre le gouvernement « qui a exposé le PA.SO.K. de sorte que toute la société nous invective » et contre le ministre de l'Economie qui a offensé les syndicalistes en disant qu'ils n'ont pas « la culture du dialogue ». Chr. Polyzogopoulos lui reproche au gouvernement d'avoir été le premier à ne pas respecter le dialogue.

⁵¹⁰ D'après le reportage de *TA NEA*, l'embarras gouvernemental face aux réactions sociales s'est manifesté par son intention d'annuler cette réunion. Mais le gouvernement a finalement considéré que le renvoi de la réunion produirait plus de problèmes qu'elle ne pourrait en résoudre. G. Papachristos, « Des manoeuvres pour le dialogue », *TA NEA*, 24/04, p. 7.

⁵¹¹ Toutes les informations à propos de cette réunion sont tirées des reportages suivants : Voir, Panos Sokos, Chr. Megas, « Même le parti ne soutient pas le gouvernement », *ELEFTHEROTYPIA*, 25/04, p. 6-7 ; V. Skouris, G. Foskolos, « Des pressions pour un dialogue sur une base zéro », *ETHNOS*, 25/04, p. 4 ; Chr. Papachristos, « Explosion des syndicalistes contre les ministres », « une contrainte forte » *TA NEA*, 25/04, p. 7.

La confrontation entre les deux bords s'est poursuivie le deuxième jour, le mercredi 25 avril. Le soir de ce jour là, vers la fin de la réunion, le ministre de la Sécurité Sociale déclare le « blocage » des mesures gouvernementales. Ayant subi une forte critique de la part des syndicats et des contestataires du parti et face à la manifestation du jeudi 26 avril, il appelle le Premier Ministre et ils décident ensemble le recul. Le ministre accordera une déclaration à la presse, le soir même :

« Le pouvoir gouvernemental consiste à apporter des solutions réelles aux problèmes de la société au travers d'un dialogue social et de fond. On doit avancer vers un dialogue en vue d'un résultat de fond qui aboutira à de vraies propositions et non à de fausses. Moi, je me suis engagé à bloquer les propositions que j'ai déposées pour être débattues afin de discuter toutes les autres propositions qui seront présentées. Et au cours de 2001 on peut arriver à un résultat. ⁵¹²»

Par ailleurs, tous les ministres du gouvernement vont soutenir cette action de T. Giannitsis en faveur de laquelle ils vont s'exprimer lors de la réunion du Conseil Ministériel le 26 avril⁵¹³. Le 27 avril, le lendemain même de la manifestation, très importante du 26 avril, K. Simitis fait des déclarations qui vont dans le sens du ministre de l'Emploi à propos du blocage des propositions. Extrait de la déclaration du Premier Ministre lors du meeting du PA.SO.K. sur les collectivités locales :

Dialogue sans préalables sur tous les sujets. Les évolutions ont montré que la proposition gouvernementale, au lieu de contribuer à la réalisation du dialogue social, empêche le dialogue. C'est pour cela que le gouvernement a déclaré par la voix du ministre de l'Emploi que seront examinées depuis le début les propositions et les opinions qui seront déposées, au cours d'une discussion structurée afin de trouver, tous ensemble, une meilleure solution. Nous pensons que nous avons tous la responsabilité de contribuer à la solution du problème de la sécurité sociale. Nous n'avons ni idées fixes, ni dogmatisme. Nous désirons une vraie solution qui ne soit pas une solution de déplacement du problème.

Nous sommes prêts [à recevoir] toute solution qui donne une assurance aux travailleurs et nous discuterons toute solution. Plus le consensus est grand, plus le système peut durer longtemps et rapporter des choses bénéfiques.

Le président de la G.S.E.E. Chr. Polyzogopoulos considère le « blocage » des mesures comme une position de procédure. Et il déclare « nous allons continuer les manifestations jusqu'à la fin mai et nous allons convoquer l'Assemblée Nationale de la

⁵¹² T. Giannitsis, déclarations, 25 avril 2001.

⁵¹³ V. Skouris, « Le gouvernement cherche l'issue après l'échec », *ETHNOS*, 28/04, p. 4-5.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Sécurité sociale, organisée par la G.S.E.E. et A.D.E.D.Y., y participeront les leaders de tous les partis et les organisations en vue d'une discussion panhellénique, pour que chacun prenne ses responsabilités. Nous n'accepterons pas que les retraites se fassent des pourboires ⁵¹⁴» Les syndicalistes organisent une deuxième manifestation, le 17 mai. Un peu avant la manifestation fixe du 1er mai, et devant l'éventualité d'une deuxième grande manifestation, le gouvernement recule encore plus. Le « blocage » des propositions devient « retrait » et le ministre de l'Emploi se déclare prêt à discuter le sujet des ressources des retraites.

Les ressources positionnelles du gouvernement que nous avons décrites dans la phase d'anticipation perdent leur valeur dans le processus de confrontation qui les oppose à l'action conjointe. L'harmonisation des lignes d'action et des ressources des nombreux acteurs sociaux constitue une contrainte qui s'impose au gouvernement de toute sa force. Face aux réactions des syndicats, le gouvernement agit de manière continue en vue de parvenir à la négociation en cédant sur le terrain de la manipulation à la négociation et au marchandage jusqu'au retrait définitif.

3.1.2. Le processus de perte par le gouvernement du monopole des ressources ou l'effondrement de l'efficacité des ressources routinières de gouvernement

L'action conjointe est efficace grâce à l'harmonisation des lignes d'action et des cadres des contestataires de la réforme. Cette convergence rend particulièrement efficace les ressources contestataires de sorte qu'elles menacent le monopole des ressources gouvernementales.

Voyons ce processus de convergence à propos de la sécurité sociale. La première étape se caractérise par une action collective mais distincte. Les acteurs s'appuient sur les ressources propres et mènent une lutte politique quotidienne qui ressemble aux conjonctures routinières que nous avons examinées dans la première partie de ce travail. Les partis de la gauche, et notamment le parti communiste, sont les acteurs les plus préparés à la mobilisation et à la diffusion de la cause. Ceci est le résultat de ce qu'on a appelé l'attachement sélectif de la gauche à des problèmes et des publics politiques. Les syndicalistes prennent la voie de la négociation et le gouvernement, en prenant appui sur sa

⁵¹⁴ Interview de Chr. Polyzogopoulos à K. Mardas, *ETHNOS*, 28/04, p. 12-13.

position, est un acteur qui cherche à manipuler les impressions à propos d'un problème qui ne lui est pas favorable. La presse écrite reste une courroie de transmission des informations d'alerte, ce qui aide beaucoup les acteurs à organiser leurs actions. Les acteurs anticipent la réforme par rapport aux ressources dont ils sont détenteurs: les partis de la gauche, par la mobilisation des ressources coercitives et des ressources d'influence, les syndicalistes par l'usage des ressources de position et par leur accès à la négociation, le gouvernement par l'usage de l'accès à la diffusion de l'information.

La deuxième phase est marquée par l'action collective, mais cette fois-ci conjointe. L'harmonisation des lignes d'action des acteurs contestataires de la réforme engendre une crise de légitimité gouvernementale qui oblige le gouvernement au recul. L'harmonisation est marquée par le passage des acteurs syndicaux de la négociation au conflit et par le parti pris ouvert des acteurs intrapartisans et intragouvernementaux contre la réforme aux côtés des syndicats. Cette mobilisation conflictuelle des syndicalistes et des acteurs politiques s'accompagne d'une action parallèle de tous les partis politiques et des médias qui contribuent à l'élargissement du conflit.

Or, il faut aussi prendre en compte la concordance des cadres d'action collective qui a commandé l'harmonisation des lignes d'action et a rendu efficace l'action conjointe. Le conflit sur la sécurité sociale est marqué par un élément très important : l'environnement informationnel porte exclusivement sur les dispositions de la réforme dont le contenu est l'objet de tout débat, qu'il soit politique, médiatique ou syndical. Il n'y a rien d'autre qui pourrait provoquer un quelconque « bruit » affectant ainsi le cadre de la réforme. Les propositions gouvernementales sont les seules à être débattues et contestées par tous les acteurs en place et toutes les actions et les mobilisations ne concernent que le contenu de la réforme.

L'action collective devient efficace par la coordination des lignes d'action et des cadres. Certes, en ce qui concerne, notamment, les partis politiques, les objectifs continuent d'être distincts. L'opposition majoritaire cherche au travers du conflit à ériger la responsabilité gouvernementale ; pour le Synaspismos l'enjeu majeur est la mise sur le devant de la scène des « vides institutionnels » de la République hellénique, comme l'absence de référendums, et la redéfinition institutionnelle de la relation du citoyen à la politique; pour le K.K.E. l'objectif reste toujours le renforcement du Front populaire des

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique travailleurs; et, pour les contestataires du PA.SO.K., l'enjeu majeur est le renforcement de leur position au sein du parti et du gouvernement.

Le passage de l'étape d'anticipation à l'étape d'extension du conflit est égal au passage de la manipulation gouvernementale à la négociation. Le recul gouvernemental est imposé par la perte du monopole de ses ressources qui, dans les conjonctures routinières, se révèlent particulièrement efficaces. La ressource de la position institutionnelle n'est plus efficace car les contestataires au sein du groupe gouvernemental en font usage pour exercer une pression sur le gouvernement : n'ayant pas la majorité au parlement, le gouvernement ne peut pas faire passer le projet de loi. La ressource de la manipulation de l'information n'est plus à sa disposition : la saillance du cadrage des aspects négatifs de la réforme, la visibilité des réactions syndicales et la conversion de la presse écrite en acteur social prenant position pour le conflit, renversent le rapport de forces au détriment du gouvernement. Finalement, les ressources coercitives dont un gouvernement peut disposer ne sont plus efficaces devant les manifestations et les mobilisations à grande échelle, notamment lorsque les participants majoritaires aux manifestations sont les électeurs du parti gouvernant.

3.1.3. La production de l'incertitude politique : la contestation profonde de la politique gouvernementale

Les effets politiques de la crise de la sécurité sociale ne se limitent pas au recul gouvernemental. La crise de la réforme sociale affecte profondément les équilibres politiques intra et inter partisans : premièrement, elle affecte les rapports de force au sein du parti gouvernant, deuxièmement elle a des effets sur la base sociale du parti et troisièmement elle affecte la compétition partisane.

L'effet le plus spectaculaire au sein du PA.SO.K. porte sur la contestation des choix du Premier Ministre, liés à son environnement et aux politiques mises en avant. D'une part, en ce qui concerne les adversaires politiques, au sein du parti, de K. Simitis, c'est l'occasion de contester les choix politiques du Premier Ministre, et d'autre part, pour les « membres historiques » du PA.SO.K., c'est l'occasion de contester « l'environnement politique » du Premier Ministre pour ses « erreurs de tactique ».

Akis Tsochatzopoulos, le ministre de la Défense, donne une interview au journal *TA NEA* du 28-29 avril où il parle de « responsabilité politique » pour les erreurs commises à propos de la sécurité sociale en déposant ses propres propositions politiques. Par ailleurs, il note avec emphase la nécessité d'entreprendre une politique sociale en contestant ainsi, encore une fois, la façon dont « la vision modernisatrice » s'impose. Il conteste ainsi le contenu des politiques entreprises, éloignées des visions socialistes d'autrefois. « Vous posez un sujet parmi les plus importants. Le contenu de nos politiques. Pour qu'elles soient des politiques du PA.SO.K., il faut qu'elles soient liées aux angoisses, aux vœux mais aussi aux nécessités de la grande majorité de notre peuple. Ce n'est pas par hasard si, lors de notre campagne électorale, mais aussi après, on disait 'le citoyen vient en premier'. Il n'y a pas pour nous de développement économique, s'il n'est pas accompagné de développement social, s'il n'y a pas de solidarité ni de cohérence dans la société grecque.⁵¹⁵»

Cette contestation indirecte de la politique poursuivie par le gouvernement des modernisateurs s'accompagne de la dé-légitimation du groupe dirigeant proche du Premier Ministre. Le groupe des conseillers du Premier Ministre est contesté et attaqué par les membres du « PA.SO.K. historique ». Le 30/04 le journal *ETHNOS* se réfère à l'insatisfaction de Vasso Papandréou à propos des manoeuvres tactiques du Premier Ministre : « Mme Vasso Papandréou demande à K. Simitis de changer le modèle de gouvernance en se posant directement contre le 'café matinal' ⁵¹⁶ ». Les membres éminents mais aussi le Premier Ministre et d'autres membres du gouvernement attribuent la responsabilité de l'expansion du conflit à des erreurs de communication. Rappelons qu'au 'café matinal', au groupe atypique de planification des tactiques politiques et de communication, ne participe aucun des « membres éminents ». Les conseillers du Premier Ministre y tiennent un rôle protagoniste. Par ailleurs, ce groupe a plusieurs fois été soupçonné d'avoir prédisposé les choix politiques du Premier Ministre sans que les membres du conseil des ministres en soient informés d'avance.

⁵¹⁵ Interview de Akis Tsochatzopoulos à G. E. Diakogiannis. *TA NEA* 28-29/4/2001. Par ailleurs, le 30 avril, le journal *TA NEA* diffuse une autre interview, cette fois-ci de Vasso Papandréou. L'interview titre : « Nous avons subi un coup violent. Il faut prouver qu'on en a pris conscience ». Vasso Papandréou va t-elle aussi faire des propositions à propos de ce qu'il faut faire pour la réforme de la sécurité sociale. *TA NEA* 30/4/2001 p. 10-11.

⁵¹⁶ V. Skouris, « Laliotis dans le rôle de vice-président atypique ». *ETHNOS*, 30/4/2001, p. 4-5.

Devant ces réactions et en assumant les « problèmes de communication » comme des problèmes majeurs de tactique, le Premier Ministre assigne à Kostas Laliotis la constitution d'un groupe atypique de planification politique et de communication. D'après les reportages, « le groupe se réunira deux fois par semaine pour examiner la situation politique en cours et conseiller au Premier Ministre une approche de communication concernant les problèmes qui ont vu le jour. Le but de cet organe n'est pas de remplacer le 'café matinal', ni le fonctionnement de ses conseillers mais de soutenir le Premier Ministre dans son travail ⁵¹⁷».

Pour le groupe dirigeant, l'échec de la mise sur agenda de la réforme, se transforme en problème de communication marquant ainsi l'attachement politique à certaines armes censées rendre le travail politique plus efficace. La communication est considérée comme une ressource politique de grande valeur dans le travail politique d'implémentation des décisions ce qui conduit à l'organisation de l'activité politique au quotidien en fonction de celle-ci.

Or, l'effet de la crise sur la base partisane est le plus critique. La mobilisation des fonctionnaires le 26 avril est fortement soutenue par les électeurs du PA.SO.K., et c'est la première fois que les électeurs du PA.SO.K. réagissent si massivement et si violemment à une politique entreprise par leur parti. D'après les enquêtes qui vont suivre la crise, la perte par le PA.SO.K. d'un des bastions principaux de sa base partisane, les fonctionnaires du secteur public, atteint le pourcentage de 20% entre avril 2000 et septembre 2001⁵¹⁸. En ce qui concerne les employés du privé, la perte atteint 12% pour la même période.

Finalement, la crise affecte la compétition partisane. Les sondages qui suivent la crise en juillet 2001, révèlent une image de défaite pour le parti gouvernant. Pour la première fois la différence entre les deux partis du gouvernement touche 11,5% des intentions de vote⁵¹⁹. Par ailleurs, à la question de « qui peut, entre le PA.SO.K. et la N.D., mieux affronter le problème de la sécurité sociale », 20% répondent : le PA.SO.K., 26,9% : la N.D., 9,1% : les deux partis à égalité et 38,1% : aucun des deux⁵²⁰. Cette différence de six points reste stable même quelques années plus tard. Ainsi en septembre de 2002, à la même

⁵¹⁷ « Le groupe du Megaro Maximou entre au frigo », *ETHNOS TIS KYRIAKIS*, 29/4/2001 p. 23.

⁵¹⁸ G. Mavris, « Ce qui a changé à la base sociale de PA.SO.K. après les élections », *TA NEA*, 9/10/2001.

⁵¹⁹ Chr. Vernadakis. Des reclassements politiques et des déplacements sociaux. *L'opinion publique en Grèce : Enquêtes - sondages 2002 (en grec)*/ ed. par Christoforos VERNARDAKIS. Athènes : Livanis, 2002., p. 26-27.

question, 27,1% répondent: le PA.SO.K., 30,4%: la N.D., 9,3%: les deux, 27,8% : aucun des deux et 5,3%: je ne sais pas/ je ne réponds pas⁵²¹. Enfin, pour la première fois le président de la N.D. apparaît comme un candidat « plus pertinent » pour le gouvernement du pays, en « volant » au Premier Ministre K. Simitis la primauté qui lui appartenait depuis longtemps.

Nous constatons, ce qui est un des faits caractéristiques du bipartisme, que le parti de la N.D. est celui qui tire les bénéfices, sur le plan politique, de la crise de la réforme. Cet effet de bipartisme semble encore plus automatique, dans son fonctionnement, si on considère la position de la N.D. dans le processus: d'une part, sa participation au conflit a été limitée à la critique gouvernementale, après l'annonce officielle des propositions, et de l'autre, le parti de la N.D. est endetté, lui aussi, d'une crise de sécurité sociale, datant de la période de 1992. Les partis de la gauche qui ont entrepris tout un travail de « montée en saillance » de la cause dès la phase de l'expansion et qui ont critiqué dès le début les propositions gouvernementales semblent être les perdants et n'avoir pas tiré de bénéfices politiques de la crise.

Tous ces effets de la crise seront des effets à long terme. Pendant les mois qui suivent la crise, la controverse, la contestation intrapartisanes et les sondages publiés signalant les multiples pertes du PA.SO.K. bouleversent le leadership gouvernemental. Fin juin, Kostas Simitis lors d'une réunion du Bureau Exécutif, déclare qu'il ne peut plus continuer à gouverner sous la pression de contestations continues. Il dira que « le gouvernement ne peut pas fonctionner en étant pris en otage » et il demande l'avancement du congrès prévu pour mars 2002. La réaction des membres du Bureau Exécutif face à cette décision soudaine fait naufrage devant la menace de démission du Premier Ministre. A la suite de cette réunion qui a duré six heures le Premier Ministre fait la déclaration suivante :

Mesdames et messieurs,

Aujourd'hui domine l'incertitude à propos de la volonté du PA.SO.K. d'affronter les défis du pays, sa capacité de gérer des situations de crise, comme celle, par exemple qui a dérivé de la Sécurité sociale. Cette incertitude a des conséquences sur le gouvernement. Elle limite son efficacité et son pouvoir d'affronter les problèmes. Mais le pays, spécialement maintenant que nous bénéficions de notre adhésion à l'Union Monétaire Européenne, et qu'il faut stabiliser et renforcer le développement de notre économie, a besoin d'un

⁵²⁰ Sondage de KAPA RESEARCH, *TO VIMA* 27/05/2001.

⁵²¹ KAPA RESEARCH, *TO VIMA*, 1/09/2002.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

gouvernement renforcé et efficace. Un gouvernement dont la légitimité politique n'est pas contestée lorsqu'il met en avant des réformes.

Un gouvernement que les membres du PA.SO.K. soutiennent et ne contestent pas.

La situation politique actuelle est au détriment du pays. Il nous faut une solution nette. Une solution qui permettra au PA.SO.K. qui a reçu le mandat populaire de compléter son cycle, en oeuvrant à ce pourquoi il a reçu le mandat: une Grèce plus développée, une société renforcée, la promotion de la convergence réelle avec les pays de l'Union Européenne, un effort tendant vers la prospérité dans un environnement stable et propice au développement.

Cette situation actuelle a comme causes diverses :

La gestion de la sécurité sociale de la part du gouvernement

Les différentes approches économiques et sociales des membres du PA.SO.K.. Mais pas seulement.

La situation actuelle est le résultat de la contestation continue du gouvernement :

De ceux qui s'opposent à la modernisation du pays et ne veulent pas qu'il progresse

De ceux qui ne veulent pas l'organisation rationnelle de l'Etat

De l'effort de limitation des pouvoirs économiques et corporatistes [...]

La réaction face à l'incertitude d'aujourd'hui doit être rapide, efficace et ne pas donner lieu à des contestations. Le Bureau Exécutif a décidé d'accélérer les procédures du Congrès et d'en faire le rapport au Comité central, qui se réunit les 13 et 14 juillet, afin que le congrès ait lieu les quinze premiers jours d'octobre. Le congrès sera le congrès de la victoire et de la cohésion.

La Sécurité sociale est reconnue lors de cette annonce du Premier Ministre comme une grande « épine » de l'action gouvernementale. L'intervention de Kostas Simitis montre aussi les contestations des membres du PA.SO.K. comme facteurs de déstabilisation du gouvernement et d'un climat d'incertitude qui délégitime la pratique politique quotidienne. Le leader gouvernemental fait montre d'une incertitude politique, produit, entre autres, de la crise de la sécurité sociale. Le congrès est censé être un choix de sortie de cette crise politique.

Cependant, le processus d'expansion d'une politique publique n'est pas toujours le même. Par la suite, nous allons examiner un autre processus de mise en oeuvre d'une réforme où l'action conjointe échoue.

3.2. La réforme sur le système sanitaire: l'échec de l'harmonisation

Nous allons voir que dans le cas de la réforme du système sanitaire, l'action collective (qu'elle soit syndicale, politique ou médiatique) ne repose ni sur les mêmes lignes d'action, ni sur les mêmes cadres.

La réforme du système sanitaire fut une réforme importante qui a changé la carte sanitaire de la Grèce. Nous allons constater l'absence de mobilisation des partis politiques, le silence gouvernemental, l'absence de visibilité de l'action syndicale et tout un environnement informationnel portant sur les déficiences du système sanitaire mais pas sur la réforme. Dans cet environnement de divergence, la réforme sur le système sanitaire reste dans l'obscurité sociale en devenant finalement loi de l'Etat.

En 2000, au seuil des élections législatives, le problème du système sanitaire constitue un enjeu de haute priorité pour le PA.SO.K.. Le 2 mars 2000, un mois avant les élections législatives, le Premier Ministre, K. Simitis, annonce la réforme radicale du système sanitaire. Dès les premiers mois de son nouveau mandat, en juillet 2000, le gouvernement du PA.SO.K. annonce les 200 points du programme «Santé pour le citoyen», un programme de restructuration radicale du système national de santé (ESY). Ce programme réformateur a été élaboré par le ministre de la Santé Alekos Papadopoulos, ancien ministre de la Fonction Publique. Il comprend d'une part un ensemble de projets de lois et de réglementations concernant la structure et l'administration de l'ESY, le contrôle économique du système et le nouveau système d'approvisionnement, et d'autre part un programme fonctionnel d'amélioration des infrastructures et des établissements publics.

Début septembre, le Premier Ministre dans son discours annuel lors de l'exposition commerciale de Salonique a signalé par deux fois la nécessité de réformer le système sanitaire. Un peu plus tard, le 7 septembre le ministre de la Santé fait la première réunion officielle et annonce les premiers points de la réforme. «Notre but est de nous attaquer à la privatisation, qui est mise en oeuvre par des relations clandestines attachées aux intérêts. La réforme est l'espoir pour contrer la privatisation clandestine galopante du secteur public de la santé. La réforme renforcera les structures pour que le système retrouve de nouveau son caractère public⁵²²».

⁵²² TA NEA, 08/09/2000.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Le 30 novembre 2000, le ministre de la santé Alekos Papadopoulos annonce officiellement les deux projets de loi de la réforme, celui de « l'amélioration et de la modernisation du système national de la santé » et celui du « corps des inspecteurs des services sanitaires ». Lors de la présentation des projets de loi, le ministre de la Santé déclare : « La réforme peut avancer. Notre bouclier est le peuple et la société. Les projets de lois constituent le tissu des interventions institutionnelles ayant comme but un ESY nouveau et efficace. Pour que l'ESY ne soit pas une branche à part que quelques-uns pensent pouvoir exploiter et dévaster⁵²³»

Les deux projets de loi ont été déposés afin d'être discuté au parlement dans les deux premiers mois de 2001. La première loi édictée par le parlement en février 2001 et publiée en mars 2001 au Journal Officiel, est la loi 2889/2001 sur « l'amélioration et la modernisation du système sanitaire national ». Il s'agit de la loi primordiale de la réforme qui introduit une série de changements importants dans les structures d'organisation et de gestion du système national sanitaire.

Examinons comment les mobilisations des acteurs politiques et sociaux restent distinctes même dans la phase du vote parlementaire de la réforme.

La discussion de la réforme au parlement commence le 22 janvier pour finir le 16 février, jour où le Parlement adopte le projet. Tous les partis politiques parlementaires ont rejeté le projet de loi. Malgré les réactions, le ministre de la Santé n'a pas opéré de changements dans les dispositions du projet de loi, voté finalement par la majorité gouvernementale.

Lors de cette période de discussion au parlement du projet, ni le ministre de la Presse et des Médias, D. Reppas, ni les journalistes présents aux conférences de presse n'aborde la question de la réforme. Le 1er mars, D. Reppas annonce les noms des nouveaux « managers » des hôpitaux publics, et un peu plus tard, en avril, le Premier Ministre les rencontre. Les seuls coups publics sur la réforme de la part des acteurs gouvernementaux proviennent du ministre de la santé, A. Papadopoulos. Deux interviews du ministre sur le système sanitaire font la « une » : le premier interview est donné au journal du dimanche *TO VIMA*, le 28 janvier, et l'autre au journal du dimanche *KATHIMERINI* le 11 février.

⁵²³ *TA NEA* 1/12/2000.

Par ailleurs, les partis politiques parlementaires ne portent pas de coups publics affectant le projet de loi. Les députés des partis se préoccupent des questions de « santé » mais dans leurs dimensions « catégorielles » et « régionales », comme nous les avons examinées dans la première partie⁵²⁴. Le parti de la N.D. se mobilise pour faire monter en visibilité les problèmes du système sanitaire mais cette mobilisation n'aborde pas le contenu de la réforme. Le président de la N.D., K. Karamanlis, se rend à l'hôpital public de Komotini d'où il critique la dégradation du système sanitaire en attribuant la responsabilité au gouvernement. Et le responsable du domaine de la santé de la N.D., N. Kaklamanis dépose au parlement un projet de loi sur la « protection de la santé publique ».

Or, les seuls à se mobiliser contre la réforme, lors de cette période, sont les médecins et les universitaires⁵²⁵. La disposition du projet de loi qui a le plus touché les médecins était celle qui supprimait l'inamovibilité des nouveaux médecins. En janvier, lors de la discussion du projet de loi au parlement, des grèves ont été organisées par les groupes syndicaux. L'autre pôle contestataire, les médecins universitaires, a eu recours à la justice pour attaquer l'inconstitutionnalité de la loi: la disposition contestée concernait l'obligation pour les médecins travaillant dans le secteur public, d'avoir un cabinet privé ou d'avoir une collaboration avec les cliniques privées.

La visibilité de la réforme reste limitée, presque, pourrait-on dire marginalisée. La chaîne publique diffuse (en troisième position) le discours du ministre de la Santé au parlement lors de l'inauguration du débat parlementaire sur la réforme et le 23 janvier la chaîne publique (en position huit) diffuse un reportage sur la grève des médecins. Parallèlement, *ELEFTHEROTYPIA* et *ELEFTHEROS Typos* font la « une » sur la grève des médecins (mais en position de visibilité basse sur la une). Le 30 janvier la chaîne publique (en position 12) informe sur la grève des médecins sans en faire un reportage. La chaîne privée *MEGA* ne fait aucun reportage sur la réforme. Le seul reportage sur l'actualité politique concerne le discours du président de l'opposition majoritaire à Komotini, le 10 février (en position huit).

⁵²⁴ Cf. Chapitre 4.

⁵²⁵ L'ensemble des syndicats médicaux s'opposent à la réforme, à savoir : La Fédération des médecins des hôpitaux publics de la Grèce (OENGE), l'Union des médecins des hôpitaux publics d'Athènes et du Pirée (EINAP), la Fédération Panhellénique des fonctionnaires dans les hôpitaux publics (POEDHN) et l'association médicale d'Athènes.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Si le projet de loi et les réactions syndicales à propos de la réforme restent marginaux, le système sanitaire ne l'est pas. Nous pouvons, lors de cette période de la discussion au parlement du projet, constater une visibilité médiatique intense portant sur les déficiences du système sanitaire. La chaîne privée *MEGA*, le journal *ETHNOS* et dans une moindre mesure le journal *TA NEA* pendant toute cette période diffusent une série de reportages, d'articles d'opinions, concernant les problèmes des régions excentrées, les problèmes d'infrastructures et le manque de personnel médical et paramédical des hôpitaux publics. Au travers de ces reportages, l'hôpital public, le système sanitaire dans son ensemble, se posent en tant que problème public⁵²⁶.

On pourrait caractériser l'ensemble des ces nouvelles comme des nouvelles d'« offre médiatique », voire des nouvelles produites par l'enquête médiatique et posées par les journalistes en tant que situations problématiques. Ainsi la production journalistique portant sur les déficiences du système sanitaire s'autonomise. Nous avons affaire à une production journalistique autonome, qui n'est pas dépendante de l'actualité politique ou des actes intentionnels (comme par exemple les fuites). En revanche, nous avons vu que dans le cas de la réforme sur la sécurité sociale la production journalistique est sous l'emprise de l'actualité politique; l'environnement informationnel porte sur le contenu de la réforme et les activités des acteurs politiques et médiatiques.

La réforme du système sanitaire ne se caractérise pas par une phase d'expansion du conflit, voire par une phase d'harmonisation des lignes d'action (dans le cas de la sécurité sociale rendue possible par le partage de la ligne d'action syndicale). La réforme sanitaire ne se caractérise même pas par un cadre cohérent de l'action collective. Cette segmentation des cadres et des lignes d'action portant sur les différents aspects du système sanitaire rend le processus de la contestation inefficace.

⁵²⁶ Cf. Annexe II pour une présentation des agendas médiatiques, voir plus particulièrement la présentation de la catégorie « Citoyen ».

Chapitre 7.

Les crises à impulsion médiatique

Nous avons parlé, dans l'introduction, des processus d'émergence des problèmes *par des acteurs extérieurs au champ politique* ; dans ce registre nous allons dans ce chapitre examiner le rôle des médias comme porteurs des problèmes nécessitant d'être pris en charge par les autorités gouvernementales. En d'autres termes, il s'agit d'examiner ce que Ph. Garraud appelle le « modèle de la médiatisation » où les médias « jouent un rôle moteur et autonome » ce qui permet « en effet de penser qu'il existe un agenda médiatique qui impose certains champs d'action à l'autorité gouvernementale en faisant bénéficier certains événements d'une audience et d'un impact considérables⁵²⁷. ».

Nous allons prendre appui sur trois aspects de ce modèle d'offre médiatique.

Tout d'abord, nous étudierons les traits distinctifs de cette offre médiatique, à savoir la saillance des événements et le mode de leur conversion en problèmes publics. Deuxièmement, il s'agira d'examiner comment l'offre médiatique, ainsi déterminée, se constitue en une ressource facilitant le travail de la politisation par les partis. Cette opération confère aux situations problématiques une dimension spécifiquement politique que les médias, par leur position ne peuvent donner. Il s'agit de l'interpellation parlementaire du gouvernement. Le troisième aspect relève de la façon dont la forte médiatisation et l'activation des relations de concurrence partisane touchent l'agenda gouvernemental en y inscrivant un problème d'une extrême rapidité⁵²⁸.

Il y a donc, d'une part, le mode de constitution de l'agenda médiatique : des faits, des accidents, des événements, qui étant donné leurs aspects dramatiques et imprévus s'inscrivent directement sur l'agenda médiatique, profitant ainsi d'une médiatisation forte, et se convertissent par le travail journalistique en problèmes publics interpellant les pouvoirs publics. Il s'agit là d'une « étape de publicisation » de l'événement où on

⁵²⁷ Ph. Garraud. Politiques Nationales : Elaboration de l'agenda. *op.cit.*, p. 34.

⁵²⁸ Nous retrouvons ici ce que P. Favre appelle « émergence instantanée » qui « renvoie à des cas qu'il est aisé d'évoquer tant ils sont spectaculaires : la situation problématique initiale y a des caractères de soudaineté et de gravité tels que l'activation du champ politique y est d'une extrême rapidité. C'est le cas lors de catastrophes qui satureront rapidement tous les canaux de transmission au champ politique: un Tchernobyl français serait évidemment de cette nature, comme tel accident de train meurtrier ou telle pollution dramatique ». P. Favre. Introduction. L'émergence des problèmes... , *op.cit.*, p. 8.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

« reconnaît son existence en tant que problème, en tant qu'écart par rapport à une situation désirable ⁵²⁹ ».

La reconnaissance du caractère problématique de l'événement est liée à la reconnaissance de son caractère public comme lié à l'intérêt général et à la nécessité de l'action publique. La reconnaissance de l'écart par rapport à une situation désirable passe par la revendication, l'exigence de la recherche des causes et des responsabilités, et la dénonciation susceptible de provoquer l'intervention des autorités politiques, de suggérer la controverse publique et d'aboutir à une décision politique. Comme le note D. Cefai « à chaque fois est ouvert un contexte symbolique de représentations, d'images ou de discours, portant sur des acteurs qui élaborent des scénarios, revendiquent des droits et des devoirs, invoquent des principes de vérité ou de justice, réclament des explications et critiquent des justifications, évaluent des bénéfices et des dommages, attribuent des responsabilités et demandent des réparations ⁵³⁰ ».

Nous allons voir comment le travail journalistique de la *publicisation* s'appuie sur des sources diverses et multipliées pour *rationaliser* le fait (par son intégration dans des « cadres rationnels » qui essaient d'expliquer le drame et le contingent) et *amplifier* ses aspects (par la multiplication des accès aux problèmes).

Ainsi constituée l'offre médiatique s'inscrit immédiatement sur l'agenda partisan. L'exploitation par les partis politiques des événements suit de très près la couverture médiatique de sorte qu'une fois que la saillance de l'enjeu baisse, l'intérêt politique s'estompe. La vulnérabilité aux fluctuations de l'intérêt médiatique est un aspect très important réglant la temporalité de l'émergence du problème dans le champ politique. La politisation partisane consiste en la demande de prise en charge du problème par le gouvernement. Pour cette raison, les partis politiques se mobilisent afin de mettre en avant la négativité du problème et les responsabilités gouvernementales face aux causes du problème. Ces deux volets du travail partisan suivent de très près le travail journalistique de publicisation (que celui-ci soit les cadres médiatiques ou les informations et les révélations journalistiques).

⁵²⁹ J. Gerstlé. *La communication politique...*, *op.cit.*, p. 16.

⁵³⁰ D. Cefai. La construction des problèmes publics. Définitions des situations dans des arènes publiques. *Réseaux*, n° 75, 1996, p. 45-60.

Or, ce processus d'expansion touche l'agenda gouvernemental car il oblige le gouvernement à réagir « dans la mesure où les faits rapportés et les représentations accréditées portent atteinte gravement, directement et très rapidement à son crédit et à son image.⁵³¹ »

Afin de montrer la fonction du modèle d'offre médiatique nous allons nous appuyer sur quelques cas : Une « crise » internationale, la crise de la Bourse, un accident meurtrier, la mort d'un petit enfant et l'évasion d'un prisonnier qui se solde par le décès de deux policiers. Ces questions ont connu une expansion immédiate, fortement médiatisée et conjoncturelle; elles prirent la dimension de problèmes nécessitant une prise en charge et activèrent le champ de la compétition partisane entraînant des prises de décisions de la part du gouvernement.

Nous allons examiner tout d'abord un événement de dimensions internationales, les « bombes d'uranium » ou « le syndrome des Balkans »; celui-ci présente des caractéristiques qualitatives différents des autres événements car il arrive à mobiliser l'ensemble de partis politiques mais aussi des groupes de spécialistes et des groupes sociaux, et sa visibilité est d'une durée étendue de vingt jours. Par la suite, nous allons examiner la crise de la Bourse et finalement les trois événements intérieurs où la médiatisation est beaucoup plus courte et la mobilisation partisane limitée.

1. La « crise » de l' « Uranium »

En décembre 2000 le ministre de la défense belge André Flacho envoie une lettre au ministre homologue de Suède, Vjork Von Sintof, dont le pays préside l'Union européenne au 1er janvier, où il propose une enquête à échelle européenne à propos des problèmes de santé présentés par les militaires ayant servi en Bosnie (1994-1995) et au Kosovo (1999). La lettre a été envoyée après le constat d'un médecin belge, inquiet de l'augmentation du nombre de cancers chez les militaires belges ayant fait parti des forces pacifiques de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Début janvier, le gouvernement italien réagit à son tour, suite à la mort du sixième militaire ayant servi en Bosnie, et demande des éclaircissements à l'OTAN. La réponse de l'OTAN qui évoque l'insuffisance des informations provoque une vive réaction de la part du gouvernement italien avec pour résultat une médiatisation de

⁵³¹ Ph. Garraud. Politiques nationales..., *op. cit.*, p. 35.

l'événement. C'est à partir de ce moment là que la presse italienne en vient, la première, à diffuser des informations sur l'événement en Europe.

Dès début janvier les révélations se succèdent rapidement : cinq soldats belges ayant servi en Bosnie et au Kosovo sont morts du cancer, ainsi que six soldats italiens, anciens « soldats de la paix », quatre soldats français sont hospitalisés pour leucémie et d'autres cas suspects sont aussi enregistrés au Portugal, en Espagne et en Allemagne. Les cas de leucémie diagnostiqués vont bientôt être liés à la présence d'uranium appauvri⁵³² dans les pointes d'obus antichars employés par les troupes américaines en Bosnie et au Kosovo. Peu à peu une vingtaine de pays en Europe est touchée par ce qu'on va appeler le « syndrome des Balkans » (décès, hospitalisations, cas suspects). L'OTAN à Bruxelles admet avoir fait tirer 31.000 obus de ce type au Kosovo au printemps 1999 et 10.000 munitions de ce genre ont été utilisées en Bosnie entre 1994 et 1995. Le 7 janvier, le ministre allemand de la défense révèle que l'OTAN avait averti, en 1999, les pays membres, des risques probables existant pour la santé de leurs armées et des civils oeuvrant sur le terrain, liés à l'emploi de munitions à uranium appauvri (UA) par les troupes américaines au Kosovo.

Tout l'enjeu de cette lutte se focalise sur le lien de causalité entre l'uranium appauvri et ses effets sur la santé humaine et l'environnement. Les opposants et les défenseurs du lien entre l'uranium appauvri et les leucémies ou les cancers se divisent en camps adverses. Toutes les positions prises et les mobilisations viseront à faire la preuve ou non de cette relation de cause à effet. Divers protagonistes entrent en scène, le Pentagone⁵³³, le parlement européen⁵³⁴, les départements spéciaux des Nations unies⁵³⁵, les spécialistes, les experts médicaux⁵³⁶, les gouvernements des pays membres de l'Alliance⁵³⁷.

⁵³² L'uranium appauvri est issu de l'enrichissement de l'uranium naturel et du retraitement des combustibles usés. Sa radioactivité est de 50 à 80% celle de l'uranium naturel.

⁵³³ Le Pentagone, essaie tout au long de la période des révélations, de minimiser les dangers potentiels de l'uranium appauvri sur la population et les combattants.

⁵³⁴ Le groupe des Verts du Parlement européen demande que Javier Solana, devenu secrétaire général du Conseil de l'union européenne, vienne s'expliquer devant le parlement qui s'est réuni du 15 au 18 janvier. De plus, ils invitent leurs collègues à voter une résolution interdisant l'utilisation de munitions à uranium appauvri, ce qu'ils vont faire le 17 janvier; l'OTAN rejette le moratoire sur les munitions à uranium appauvri le 10 janvier.

⁵³⁵ Le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement constate la présence de radioactivité autour des sites bombardés par l'OTAN au Kosovo et recommande l'examen des civils concernés et l'isolement des 112 sites bombardés par l'OTAN avec des munitions à uranium appauvri.

⁵³⁶ Les experts médicaux des 19 pays de l'OTAN se sont réunis le 15 janvier à Bruxelles et ils ont estimé qu'aucune preuve scientifique ne venait étayer un quelconque lien de cause à effet.

Pour les défenseurs du lien existant entre les munitions à uranium appauvri et les divers symptômes, l'uranium appauvri est considéré comme le matériau à l'origine du « syndrome des Balkans ». Par ailleurs l'existence d'un précédent avec le « Syndrome du golfe ⁵³⁸», nom donné aux divers symptômes et maladies dont furent atteints les soldats qui participèrent à la guerre contre l'Irak en 1991 mais aussi les civils, avait déjà eu pour résultat un étiquetage de l'uranium appauvri comme en étant la cause. La lutte sur la définition de la responsabilité reste un enjeu de haute importance pour la désignation des causes et des responsables. Pour cette raison, le porte-parole de l'Alliance Atlantique récuse, lors d'une déclaration le 16 janvier, l'expression de « syndrome des Balkans » et annonce le lancement d'une étude épidémiologique « destinée à examiner, de façon plus approfondie, les causes de ces maux. » et ajoute qu'« il faut voir s'il y a d'autres causes aux symptômes observés et ne pas se concentrer seulement sur l'uranium appauvri ⁵³⁹».

Nous considérons la lutte pour la définition de l'enjeu comme le point le plus déterminant du processus. Les représentants de l'OTAN récusant le fait que l'uranium appauvri représente un risque pour la vie humaine et l'environnement, se battent pour éviter l'émergence de l'enjeu. Mais, les gouvernements européens, la presse et les experts vont participer à la lutte pour sa définition par ses propres « étiquetages ».

En Grèce, la question connaît une forte expansion début janvier, parallèlement aux autres pays européens, lorsque est diffusée l'information qu'un militaire grec ayant servi en Bosnie est atteint de leucémie. Dès lors, parallèlement aux évolutions sur le plan européen, les révélations sur le plan national commencent à occuper le devant de la scène. Le gouvernement grec décide de soumettre les militaires concernés à des examens médicaux, des enquêtes sont ordonnées sur les conséquences de l'usage de ces munitions sur la population et l'environnement, cent quarante soldats grecs (par la suite ils deviendront 200) stationnés au Kosovo au sein de la KFOR demandent leur retour en Grèce après les révélations sur l'utilisation de munitions à uranium appauvri dans les Balkans, les étudiants grecs qui étudient en ex Yougoslavie demandent leur transfert dans les universités

⁵³⁷ Plusieurs gouvernements européens réclament des informations supplémentaires sur les risques éventuels auxquels auraient pu être exposés les militaires ayant servi dans les Balkans. Les représentants des pays membres de l'Alliance atlantique se réunirent spécialement le 9 janvier à Bruxelles, pour répondre aux inquiétudes relatives à l'emploi de munitions à uranium appauvri au cours des interventions en Bosnie et au Kosovo.

⁵³⁸ L'armée américaine a utilisé des armes contenant de l'uranium appauvri pendant la guerre du Golfe. Les conséquences sanitaires en ont été prouvées par le nombre de tératogénèse et de cancers chez les civils.

⁵³⁹ *Le Monde*, « Uranium appauvri : l'OTAN lance une enquête épidémiologique », 18 janvier 2001.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique grecques, le leadership de l'armée affirme que la Marine grecque utilise des obus à uranium appauvri et les inquiétudes augmentent quant à l'importation de produits alimentaires provenant de l'ex Yougoslavie.

La lutte pour la définition de l'enjeu passe, en Grèce, par le travail journalistique de publicisation et le travail partisan de politisation. L'affectation de prise en charge du problème par le gouvernement est ainsi publiquement reconnue. Le gouvernement, pour sa part, essaiera de nier toute responsabilité en détournant les causes et les responsabilités.

Voyons donc comment, d'une part, le travail journalistique attribue à l'événement son caractère problématique et comment, d'autre part, le travail partisan fait de l'enjeu un problème gouvernemental.

1.1. La production de l'offre médiatique

Les médias sont les premiers à « sortir » la question qui fait son apparition à la « une » de deux journaux quotidiens (*TA NEA* et *ELEFTHEROTYPIA*) le 3 janvier 2001. L'accès au premier titre de la « une » est le résultat du fait que l'événement acquiert une dimension « ethnocentrique⁵⁴⁰ », c'est à dire que le problème concerne dorénavant la Grèce également. Une fois qu'on apprend qu'un soldat grec est touché par la leucémie, le fait monte en premier titre (en gros et gras au milieu de la « une »).

Les aspects spécifiques de l'offre médiatique sont au nombre de deux. D'une part, la forte médiatisation de l'événement et d'autre part, la conversion de l'événement en problème public. La conversion de l'événement en problème public se fait par la configuration de l'événement et l'amplification des ses aspects problématiques.

⁵⁴⁰ L'ethnocentrisme est l'une de six « valeurs durables » que Gans a reconnu dans l'information « au double sens de normes sociales à respecter et d'instruments de cotation et de présentation de l'information ». Dans le cadre de l'ethnocentrisme les articles valorisent ce qui relève de la communauté nationale. Voir H. Gans. *Deciding what's news*. New York : Vintage, 1980. Pour une présentation des « valeurs durables » de Gans voir E. Neveu. *Sociologie du journalisme*. Paris : La Découverte, 2004, p. 68.

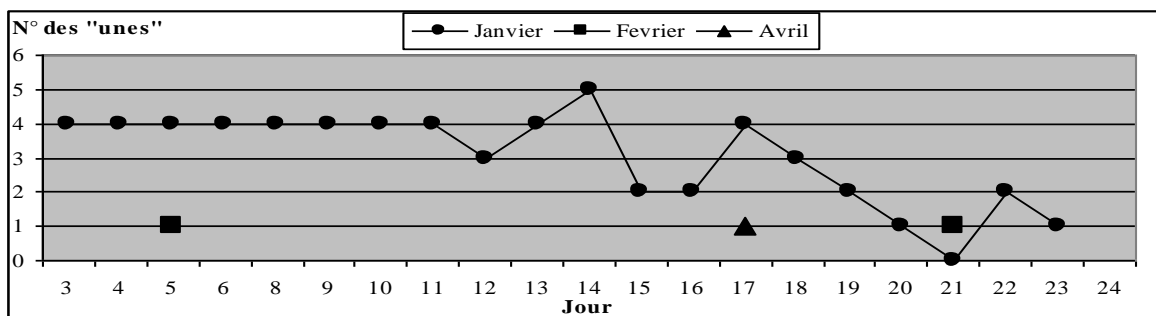
1.1.1. Les composants de la médiatisation

La médiatisation consiste dans le caractère conjoncturel de la couverture médiatique (lié aux fluctuations de l'attention médiatique), à la forte visibilité de la question dans la presse et la télévision et à la convergence quantitative de la couverture médiatique.

La question de l'uranium appauvri est très médiatisée pendant tout le mois de janvier. Chaque jour les enquêtes journalistiques sont génératrices de nouvelles informations. Nous proposons deux graphiques montrant les fluctuations journalières de l'enjeu dans les médias. Le premier porte sur les « unes » de la presse et le deuxième sur les reportages de deux chaînes de télévision sur des « bombes à uranium appauvri ».

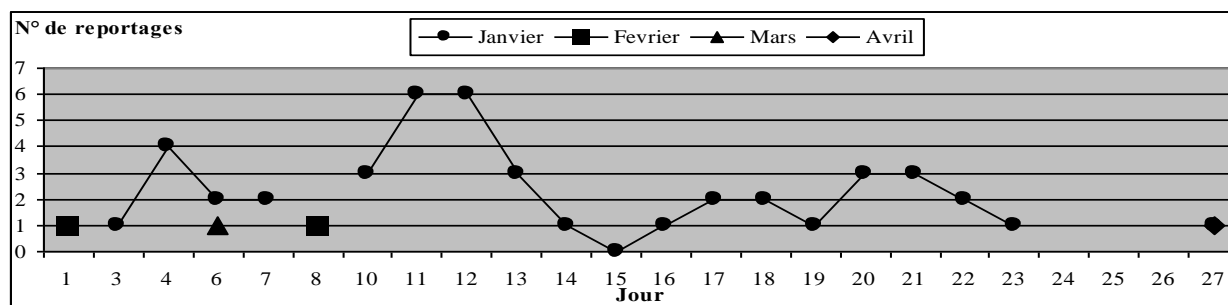
Même si dans le graphique ci-dessous consacré à la presse nous ne prenons en compte que les « unes » des journaux, notons que ceux-ci pendant cette période de vingt jours ont consacré plusieurs reportages à la question de l'uranium appauvri. Les pages consacrés, journallement, à l'affaire de l'uranium atteignent parfois, le nombre de 10 pour chaque journal. Nous y trouvons des reportages venant des correspondants spéciaux au Kosovo, à Rome, à Bruxelles, des entretiens avec des spécialistes, des reportages sur les mobilisations des partis, des entretiens avec des hommes politiques, des articles d'universitaires et de journalistes. La saillance de la question n'est pas seulement le produit de la « une ». Elle est le résultat de toute la surchauffe informationnelle figurant à la une et à l'intérieur des journaux.

Si pour la presse nous prenons en compte les « unes » des quatre journaux quotidiens et de deux journaux du dimanche, pour la télévision nous mesurons tous les reportages diffusés dans les journaux télévisés.



Courbe 2 : « Uranium » : L'évolution journalière des « unes » des journaux

Courbe 3 « Uranium » : L'évolution journalière des reportages dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision ⁵⁴¹



Que retenir de ces deux graphiques ? Tout d'abord que 94% de la production journalistique à propos de l'affaire de l'uranium se concentre au cours du mois de janvier entre le 3 et le 23 janvier, ce qui indique déjà le caractère conjoncturel de la médiatisation de l'enjeu. Deuxièmement, notons, en ce qui concerne la presse écrite, que, entre le 3 et le 11 janvier (et le 13, 14 et 17) l'événement fait la une dans l'ensemble des journaux quotidiens tandis que pour tous les autres jours jusqu'au 23 janvier l'« uranium » fait la une au moins d'un journal quotidien.

Passons à la télévision : la représentation constante et parfois abondante des reportages portant sur la question de l'uranium est très nette dans les deux chaînes de télévision que nous examinons. La courbe de couverture par la télévision suit celle de la presse écrite. La forte visibilité des premiers dix jours connaît une baisse le 14 janvier. A cette date du 14 janvier un autre événement dramatique que nous allons examiner par la suite, « chasse » la question de l'uranium des premières positions de l'agenda médiatique. Ce fait montre par ailleurs la fluctuation de l'attention médiatique.

Examinons l'ordre de l'événement sur l'agenda de la télévision.

⁵⁴¹ Les chaînes de la télévision sont deux mais elles ont consacré plus d'un reportage, dans le même journal télévisé, à l'affaire d'uranium. Pour ceci, nous arrivons à compter 6 reportages pour les deux chaînes. Les reportages soulignent des aspects différents de la même question. Par ailleurs, notons que nous n'avons pas enregistré les journaux télévisés des 5, 8 et 9 janvier 2001, il n'y a pas par conséquent pour ces jours là d'indication sur la courbe.

Tableau 45 « Uranium ». Le classement des informations dans les deux chaînes de télévision

Uranium	Ordre	Chaîne privée MEGA	Chaîne publique NET
N	1-5	11	19
% de l'enjeu		52%	70%
N	6-11	5	8
% de l'enjeu		24%	30%
N	12-	5	0
% de l'enjeu		24%	0
N total		21	27

Le tableau révèle la forte visibilité de l'enjeu : 52% de l'ensemble de la couverture de la télévision privée est placé parmi les cinq premiers sujets de ses journaux télévisés et respectivement 70% pour la chaîne publique.

Notons également un autre trait de la médiatisation : la convergence quantitative de la couverture médiatique de l'enjeu. Même si le journal *ELEFTHEROTYPIA* est le plus « concerné » par l'événement (le journal y consacre 20 unes) par rapport aux autres journaux (*ETHNOS* 14 unes, *TA NEA* 15 unes, *ELEFTHEROS Typos* 12 unes), cet écart est assez minimisé par rapport aux autres couvertures des problèmes, que nous avons examiné dans cette étude, où nous constatons des divergences plus élargies. Il en va de même pour la télévision : 21 reportages pour la chaîne privée et 21 pour la chaîne publique.

1.1.2. La conversion de l'événement en problème public

Les médias lancent le débat en cadrant l'événement à la façon dont, à ce moment là, l'entendent les défenseurs du caractère nocif de l'uranium, voire au travers du lien existant entre l'uranium les leucémies et les cancers. Cette configuration⁵⁴² affirme l'écart par rapport à une situation désirable et convertit l'événement en problème public nécessitant une prise en charge.

On pointe le problème public en définissant les victimes (les soldats et la population), les causes (les bombardements) et parallèlement on désigne aussi les responsables (l'OTAN, ou le gouvernement en raison de son silence, c'est le cas des deux journaux d'opposition *ELEFTHEROS Typos* et *KATHIMERINI*). Nous distinguons ici ce

⁵⁴² Nous pouvons ici faire usage de ce que J. Gerstlé appelle le « cadrage de la configuration » qui consiste à définir l'objet et à en construire la contextualisation. Voir J. Gerstlé. *La communication...*, op.cit., p. 102.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

que S. Iyengar appelle le « cadrage d'imputation », d'attribution causale, de mise en cause de la responsabilité face à un fait⁵⁴³.

Par ailleurs les journaux donnent des titres- logos qui accompagnent les reportages concernant l'affaire de l'uranium. Ces logos figurent en haut à gauche et à droite de toutes les pages consacrées à des reportages sur la question de l'uranium. *ELEFTHEROTYPIA* a donné le logo « Un crime à l'uranium⁵⁴⁴ », *TA NEA* parle « Des obus de la mort » et *ETHNOS* du « Cauchemar de l'uranium ». Par tous ces moyens, les médias⁵⁴⁵ font de l'enjeu un problème en établissant le lien entre l'uranium appauvri et les maladies et en attribuant des responsabilités.

Les médias arrivent à une première définition qui présentent les caractéristiques de la dénonciation et de l'exigence de la réparation. Le vocabulaire utilisé souligne tous les aspects dramatiques de l'affaire. Des mots comme « assassiner », « cauchemar », « inquiétude » évaluent les dommages et dénoncent des situations dangereuses nécessitant d'être prises en charge. Citons quelques titres « initiateurs » du problème :

Tableau 46: « Uranium » : La couverture médiatique

Titres et légendes	Média	Date
Les bombes en Serbie diffusent le cancer	TA NEA	3/01
Un crime uranium	ELEFTHEROTYPIA	4/01
Angoisse en Europe, indifférence à l'OTAN	(premier titre)	
Kosovo : Menace nucléaire pour les soldats grecs aussi	ELEFTHEROS Typos	4/01
Premier cas suspect en Grèce	ELEFTHEROTYPIA	5/01
Un Sergent grec touché par la leucémie	(premier titre)	
« Syndrome des Balkans »:	ELEFTHEROS Typos	5/01
Aveu gouvernemental : « On connaissait le cas grec »		
Le cauchemar d'Uranium pour 7000 grecs	ETHNOS (premier titre)	5/01
C'est maintenant que l'Europe découvre les responsabilités de l'OTAN		
Un soldat grec victime de l'Uranium	TA NEA (premier titre)	5/01
Il souffre de leucémie. Des tests auprès des 3.553		
"Le syndrome de l'inquiétude"	MEGA	6/01
"Le syndrome de Balkans"	NET	6/01
L'OTAN provoque de graves maladies	ELEFTHEROTYPIA	6/01

⁵⁴³ S. Iyengar. *Is anyone responsible ?...*, *op.cit.*

⁵⁴⁴ En grec le mot uranium a la même origine que « ouranos », c'est à dire le « ciel ». Le journal fait ici un jeu de mot avec uranium.

⁵⁴⁵ Les unes et les reportages révèlent différents aspects du problème chaque jour. Entre autres notons : La protestation élevée par l'organisme des Etats unis contre les mesures de radioactivité faites par l'OTAN au Kosovo, les rapports secrets de l'armée anglaise, dissimulés par le ministère de la Défense anglais établissant le lien entre l'uranium et le cancer, les accusations de Greenpeace qui évoque des conséquences « de cauchemar » pour l'environnement, l'article de Robert Fisk, journaliste du journal « The Independent » qui parle de « 300 tombes par uranium en Bosnie », la déclaration du procureur du Tribunal Pénal International de La Haye, Carla del Ponte, sur l'attribution de peines contre les responsables dans le cas ou preuve serait faite du lien entre l'uranium et le cancer et finalement la révélation et puis la confirmation par le Pentagone de l'utilisation de Plutonium (une matière chimique beaucoup plus dangereuse que l'uranium) dans les bombes.

Les crises à impulsion médiatique

Les « bombes humanistes » continuent à assassiner	(premier titre)	
Le cauchemar s'étend Orage de révélations sur les bombardements de l'OTAN	ETHNOS (premier titre)	6/01
Uranium: Athènes était au courant mais elle gardait le silence Elle a été informée par l'OTAN sur les conditions que nos forces rencontreraient en Bosnie- Kosovo	KATHIMERINI (premier titre)	6/01

L'initiation au problème par les médias se fait par référence à la presse étrangère. L'adoption de l'étiquetage « Syndrome des Balkans », que nous observons dans les titres grecs, a pour origine la presse étrangère utilisée comme un appui de valeur. Les journalistes se référant à leurs sources pour la couverture journalistique citent les journaux « Times », « La Repubblica », « Sunday Telegraph » et « Le Monde ». Dans un premier temps, les journalistes grecs vont s'appuyer sur ces sources dans leur activité de définition.

Par la suite, lorsque l'enjeu acquiert des dimensions « intérieures » de plus en plus « inquiétantes » les médias vont diversifier leurs sources; ils s'appuient sur des experts, des universitaires et des chercheurs pour obtenir toute information sur les thèmes concernant les dangers de la cause sur les soldats (ayant servi au Kosovo), les étudiants grecs en ex Yougoslavie (qui revendiquent leur transfert dans les universités grecques), la pollution environnementale et les produits alimentaires importés d'ex Yougoslavie.

Notons que les experts ont la plus forte participation au débat qui se déploie dans la presse et la télévision. Ils diffusent quotidiennement des entretiens, font des commentaires et des déclarations, écrivent des articles, organisent des journées. Etant donné l'indétermination scientifique à propos de la relation de cause à effet entre l'uranium appauvri et les maladies et la pollution environnementale, les experts ajoutent du « bruit informationnel » au processus d'émergence. De plus, la diversité des opinions scientifiques en fonction des laboratoires ou des universités, contribue à l'intensification du débat.

Ayant diversifié leurs sources, les journalistes sont moins vulnérables aux informations officielles gouvernementales et plus autonomes dans la production journalière de l'information. L'autonomisation de la production journalistique engendre des reportages qui alimentent le caractère problématique de la cause, renforcent ses aspects dramatiques et donnent naissance à l'apparition de nouveaux thèmes.

Notons par quels moyens les médias arrivent à amplifier le débat autour de la cause et à renforcer les aspects problématiques de la question. Le journal *TA NEA* diffuse le 8

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

janvier un thème qui va avoir des effets sur le débat « intérieur ». On diffuse que la Marine grecque a fait tirer 40.000 obus à uranium appauvri dans la mer Egée lors des exercices militaires. Le reportage provoque la réaction du ministère de la Défense qui confirme l'information, et des partis politiques qui vont en faire une controverse politique. Notons aussi une autre « une » qui provoque des réactions. Il s'agit de la une du journal *ELEFTHEROTYPIA* du 11 janvier portant le titre « Voici l'OTAN innocent ! Choc : des documents cauchemardesques sur les bombes contre les civils ». Il s'agit de photos provenant d'un album titré « Des obus à uranium » exposant les conséquences des bombardements à uranium appauvri en Irak. Par ailleurs, des reportages sur les camps de tirs grecs où des obus à uranium appauvri sont supposés avoir été utilisés lors des exercices militaires sont au nombre de plusieurs. Les civils des villes et des villages autour de ces camps sont les premiers à dénoncer auprès des journalistes une augmentation des cancers et du taux de mortalité des animaux. Là encore, le « témoignage » devient une source fortement valorisée du travail journalistique.

Soulignons les différents intérêts des médias liés à la position relative de chaque entreprise dans l'espace médiatique. La chaîne privée *MEGA*, consacre plusieurs reportages aux thèmes liés aux étudiants et à leurs « témoignages », la chaîne publique *NET* donne davantage la parole aux spécialistes à propos des dangers de pollution environnementale, *ELEFTHEROTYPIA* parle plutôt des responsabilités de l'OTAN et des conséquences environnementales de la guerre et *ELEFTHEROS Typos*, nous l'avons déjà cité, pointe les responsabilités gouvernementales. *ELEFTHEROS Typos* va même « prouver » la responsabilité gouvernementale par la publication d'un sondage portant sur le « Syndrome des Balkans » où 76% des sondés considèrent que le gouvernement en est responsable. Il s'agit là d'une tactique du journal que nous allons montrer lors de la « crise de la Bourse » : le journal commande des sondages afin de montrer par des moyens divers les responsabilités gouvernementales.

Nous parlons donc de l'autonomisation journalistique une fois que les médias ne sont pas dépendants des sources gouvernementales. Les sources telles que la presse étrangère, les discours des spécialistes et les actions des autres défenseurs de la cause qui veulent faire « sortir » des informations sur les conséquences sanitaires de l'uranium appauvri multiplient les accès au problème et amplifient la controverse.

La mobilisation des partis renforce la saillance de la cause. Il s'agit d'un cercle vicieux ; les informations « sortant » des médias-promoteurs touchent l'action partisane qui alimente par sa mobilisation l'ordre du jour médiatique et la saillance. Cette production journalistique d'informations nouvelles, génératrice d'une forte médiatisation, ne s'arrête que par l'irruption dans l'agenda médiatique d'autres événements dramatiques.

1.2. La politisation partisane : l'information médiatique comme ressource de reconnaissance publique

La production journalistique portant sur l'uranium appauvri devient une ressource considérable pour les partis de l'opposition majoritaire de sorte que l'action de ces derniers est vulnérable aux définitions et informations médiatiques. La diffusion médiatique des nouvelles informations à propos de la cause, incite les partis politiques à en faire usage pour se dresser contre le gouvernement. Or, quand l'attention médiatique se déplace vers de nouveaux « événements », l'intérêt politique s'estompe. L'offre médiatique devient ainsi une « ressource de conjoncture » pour les partis de l'opposition majoritaire.

Nous allons nous pencher sur deux aspects de la mobilisation partisane : l'activité de définition des partis politiques promouvant les aspects les plus proches de leurs offres et de leurs dispositions politiques d'une part, et l'interpellation gouvernementale au parlement, le lieu par excellence de la confrontation, de l'autre. Les deux aspects révèlent tout un travail de politisation de la cause appuyée sur la «reconnaissance publique» des médias : la mobilisation partisane suit la définition médiatique en insistant sur les responsabilités gouvernementales et sur les conséquences dangereuses du problème pour la santé et l'environnement.

1.2.1. L'interpellation gouvernementale

Les partis politiques, nous l'avons déjà dit, se mobilisent à la fois sur le plan parlementaire, l'arène de la confrontation, et sur le plan public, voire par des pratiques politiques de communication publique. Il y a donc une « armature partisane » des modes de mobilisation, déjà examinée à plusieurs reprises dans cette étude, utilisée pour les conjonctures routinières et non routinières. L'ensemble des pratiques politiques,

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique réquisitions au parlement, communiqués de presse, conférences de presse, journées de publicisation constituent une armature constante de l'action politique. Or, dans les cas de crises, comme l'affaire de l'uranium, la multiplication des « ressources de conjoncture » rend ces pratiques politiques beaucoup plus efficaces que dans les conjonctures routinières car les offres des partis touchent l'espace de la visibilité sociale et l'agenda gouvernemental.

Commençons par les deux partis de la gauche dont les pratiques de mobilisation suivent les normes de la mobilisation routinière. Le parti communiste et le Synaspismos, diffusent des communiqués de presse le 4 janvier dès que les médias commencent à parler du soldat grec atteint de leucémie. Les communiqués de presse mettent en évidence à la fois les responsabilités de l'OTAN et les responsabilités du gouvernement grec tout en mettant en avant l'ampleur des conséquences des bombardements même après des années :

Les conséquences horribles des bombardements, dont la première et la plus grande victime est le peuple de Yougoslavie ne sont pas encore manifestes. Leur ampleur ne sera manifeste qu'après un certain nombre d'années. Et, en ce temps là la liste sera longue. Le gouvernement du P.A.S.O.K reste responsable parce qu'il a consenti aux bombardements et signé⁵⁴⁶.

Les forces de l'Otan n'ont pas hésité à répandre le cancer pendant les bombardements mais aussi pour plusieurs années à venir. Elles n'ont pas entendu, intentionnellement, les accusations de l'opinion publique et elles ont continué à oeuvrer de façon abominable avec [la participation] du gouvernement hellénique comme consignataire. L'OTAN a des responsabilités criminelles, mais, de même, le gouvernement hellénique est responsable, car il connaissait la grandeur de la catastrophe et les dangers auxquels il exposait les troupes⁵⁴⁷.

Le gouvernement et l'OTAN sont accusés par les deux partis de la gauche qui vont déployer, par la suite, des modes différents de mobilisation.

Le K.K.E. organise une conférence de presse le 10 janvier à Zappeio Megaro sur « les thèses du K.K.E. sur les conséquences fatales de la guerre criminelle de l'OTAN contre la Yougoslavie ». Le rapporteur principal est Aleka Pappariga, la secrétaire générale du parti. Une fois encore la production journalistique devient un appui considérable. A. Pappariga fait usage des unes des journaux (comme la une de *TA NEA* le 8 janvier sur

⁵⁴⁶ Annonce du bureau de presse du Comité Central du K.K.E., 4 janvier 2001.

⁵⁴⁷ Communiqué de Presse, Synaspismos, 4 janvier 2001.

l'emploi par la Marine grecque de 40.000 obus à uranium appauvri) pour exposer les divers effets de l'uranium appauvri. Par la suite, les membres du parti et la secrétaire visitent Belgrade où ils demeurent 4 jours. Après son retour la secrétaire du parti donne une conférence de presse le 29 janvier. Le 25 janvier le parti organise une manifestation pour « un mouvement massif et renforcé contre l'OTAN et contre la guerre ». Le message lancé, ce qui est par ailleurs une position permanente du K.K.E., est la constitution d'un « mouvement pour la dissolution de l'OTAN ».

La mobilisation du parti communiste sera soutenue par *RIZOSPASTIS* où la dénonciation de l'OTAN et la défense de la position du parti sont accompagnées de sévères accusations. Citons quelques titres : « Un crime permanent des américains et de l'OTAN contre les peuples. En Grèce, des contaminations de leucémie et de cancers ⁵⁴⁸» (6/01/2001), « Le mouvement des peuples contre l'OTAN se renforce. Fureur contre l'hypocrisie des gouvernants ⁵⁴⁹». (14/01/2001), « Manifestation de tout le peuple jeudi aux Propilaia » (21/01/2001), « Des manifestations contre l'OTAN : Nouvelle manifestation à Athènes le 8 février » (28/01/2001), « Le nouvel ordre diffuse l'enfer. Mission en Yougoslavie ». (4/02/2001). Le journal arrête de consacrer des unes à l'affaire en même temps que les autres médias. Les deux titres du 28 janvier et du 4 février sont placés au-dessous du premier titre, ce qui indique une baisse relative de la visibilité de l'enjeu. Il est aussi intéressant de noter que le journal ne prend pas en compte les révélations des autres journaux dans la diffusion des questions en reprenant les thèses et la mobilisation du parti; en d'autres termes, le journal profite de la visibilité de l'enjeu pour répandre les thèses politiques du parti.

Par ailleurs le K.K.E. affiche une forte mobilisation au parlement où ses députés déposent, dans le courant du mois de janvier, six questions et une réquisition⁵⁵⁰. Au

⁵⁴⁸ Citons aussi l'appel que lance le journal figurant à la « une » au-dessous du titre principal : « Cette forme de manifestation du crime de l'OTAN, est encore un élément qui révèlent que notre peuple n'a pas d'autre voie que l'organisation du front populaire contre le 'nouvel ordre', pour que l'OTAN se retire des Balkans, pour que l'armée grecque rentre des pays Balkaniques ».

⁵⁴⁹ L'article figurant à la « une » au-dessous du titre, se réfère aux cinq axes principaux de la proposition du K.K.E. qui sont : 1. Le retour de tous les soldats de Bosnie et du Kosovo 2. La non participation de la Grèce aux nouvelles guerres en préparation. 3. La destruction de toutes les armes nucléaires et l'éloignement des infrastructures militaires du pays et des Balkans. 4. Des examens médicaux pour les soldats, les citoyens et les étudiants et le retour des étudiants grecs 5. La constitution d'un comité parlementaire inter-partis avec pour but la recherche des conséquences et la révélation des responsabilités politiques criminelles.

⁵⁵⁰ Il s'agit de la question de Orestis Kolozof envers le ministre de la Défense Nationale sur les conséquences des bombardements de l'OTAN en Yougoslavie et le contrôle médical des soldats grecs de Kosovo, de celle de Antonis Skylakos envers le ministre de la Défense sur les informations concernant l'usage d'obus

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique parlement, les députés du parti communiste seront plutôt préoccupés par les responsabilités gouvernementales et les actions que le gouvernement doit entreprendre pour réparer les dommages. L'activité de définition du parti est strictement liée aux offres et dispositions politiques du parti, examinées dans les conjonctures routinisées de la première partie.

De l'autre côté, le Synaspismos exploite plusieurs opportunités institutionnelles et publiques pour ajouter de la saillance à la question. Le 8 janvier le président du parti publie un article dans le journal *ELEFTHEROTYPIA* (le titre de l'article et le nom de l'auteur figurent à la une du journal) concernant la détention par l'armée grecque d'armes à uranium appauvri. Le même jour N. Konstantopoulos visite l'institut de physique nucléaire Dimokritos pour s'informer sur les conséquences des bombardements (pollution par radioactivité mesurée par Dimokritos) dans les régions bombardées. Le 9 janvier le Synaspismos organise une journée consacrée à l'affaire de l'uranium appauvri avec la participation de spécialistes et d'acteurs politiques. Le 10 janvier N. Konstantopoulos rencontre le ministre de la Défense Akis Tzochatzopoulos pour prendre connaissance des initiatives gouvernementales sur les questions concernant la Grèce. Par ailleurs, le 12 janvier on discute au parlement la question du président du parti adressée au Premier Ministre sur les conséquences des bombardements et les mesures de protection de la population. Le 19, la députée Athina Ksirotiri pose une deuxième question consistant en une demande de contrôle des importations de produits alimentaires originaires de l'ex Yougoslavie.

Nous présentons un extrait de la question posée par N. Konstantopoulos au Premier Ministre au parlement dont le titre est : « Les conséquences de la guerre au Kosovo et les responsabilités politiques du gouvernement. »

La guerre du Kosovo a fait naître au coeur des Balkans un nouveau Tchernobyl. Les termes « armes intelligentes et conséquences collatérales » cachent un crime contre l'humanité [...] Il est temps que l'hypocrisie finisse. Tous en avaient connaissance et tous se sont mis d'accord. Tous savent que le syndrome de l'OTAN est un grand danger et continu contre l'humanité et la planète.

Nous posons la question à M. le Premier Ministre.

contenant de l'uranium, dans les parcs d'artillerie, des deux questions de Lianna Kanneli, une sur l'information des journalistes grecs à propos des dangers éventuels pour leur santé avant leur mission au Kosovo et sur les intentions du ministère de l'Education concernant le transfert des étudiants grecs des universités de Yougoslavie, de la question de Nikolaos Gatzis à propos des accusations de décès de fonctionnaires dans les industries militaires de Velesino et de Larissa et finalement la réquisition des députés sur l'usage de bombes à uranium dans les guerres de Bosnie, du Kosyfedio et dans les autres régions de la Serbie.

Les crises à impulsion médiatique

Pourquoi n'a-t-il pas informé le peuple grec et a ignoré les avertissements des grecs et des étrangers, quand il a choisit l'envoi des forces dans la région ? Pourquoi a-t-il consigné la décision de l'OTAN sur l'usage d'armes à risque pour la santé publique et l'environnement, alors même qu'il savait que s'étaient ces armes, à retombées radioactives et toxiques, dont dispose et fait usage l'OTAN ? Est-ce que le gouvernement demandera l'arrêt de l'usage et la destruction de ces armes par l'OTAN et les pays membres, et détruira les armes à charge radioactive ou chimique dont le pays est approvisionné ? Est-ce que le gouvernement demandera le recul des soldats grecs et décidera l'éloignement des étudiants des régions dangereuses ?

L'interpellation gouvernementale au parlement s'appuie sur la non-information par le gouvernement des risques et des dangers auxquels les soldats et les populations ont été exposés. Or, on doit noter que les informations de la grande presse sont un appui considérable dans cette interpellation. Toutes les questions mises en avant par N. Konstantopoulos prennent appui sur des journaux.

Il existe une ligne de définition commune des causes et des responsables dans les deux partis de gauche de l'opposition même si les modes de mobilisation restent distincts. Or, pour les deux partis de la gauche les manifestations publiques qu'elles soient des rassemblements à grande échelle (les manifestations du K.K.E.) ou des rassemblements à petite échelle (les journées du Synaspismos) restent des modes de publicisation par excellence. Ce qui n'est pas le cas du parti de l'opposition majoritaire, la N.D..

La N.D. se mobilise pour la première fois le 5 janvier une fois que le gouvernement annonce officiellement qu'un soldat grec est atteint de leucémie. La première réaction vient de la part du président du parti, K. Karamanlis, qui s'attaque au gouvernement. Nous allons voir que le président du parti ne commence pas par interpellier l'OTAN, comme ont fait les deux partis de la gauche; l'interpellation au gouvernement occupe le devant de la scène :

Jusqu'à hier le gouvernement affirmait qu'il n'y a pas de danger pour les soldats grecs, en ce qui concerne le « Syndrome des Balkans ». Maintenant, il avoue qu'un soldat grec ayant servi en Bosnie, est atteint de leucémie. L'effort gouvernemental de cacher ce cas, d'atténuer l'importance du sujet et de désorienter l'opinion publique renforce l'inquiétude sur les conséquences éventuelles sur la santé des milliers de soldats qui ont fait leur service au Kosovo et en Bosnie ces dernières années. De plus on est sûr que l'OTAN a fait usage d'obus à uranium appauvri dans des régions situées près d'Urosevac où les forces militaires grecques sont stationnées⁵⁵¹.

⁵⁵¹ Déclaration de K. Karamanlis « à propos de la position gouvernementale sur l'uranium appauvri », 5 janvier 2001.

Le 7 janvier le président du parti rencontre le ministre de la Défense afin de s'informer des conséquences de l'emploi de l'uranium appauvri et le 19 janvier une réunion a lieu dans les locaux du parti de la N.D. où sont discutées les conséquences environnementales et autres, dues aux « opérations militaires au Kosovo ». L'exigence de la vérité exprimée par le parti de la N.D. trouve des appuis dans les informations publiées par les journaux et devient l'axe principal articulant sa critique.

Le gouvernement non seulement est irresponsable face au « syndrome des Balkans », cette grande question qui nous touche tous, mais il ment au peuple grec [...] Le gouvernement a caché ce que les journaux ont révélé, que l'armée grecque dispose de munitions à uranium appauvri.⁵⁵²

De même, la responsabilité gouvernementale est mise en avant au parlement. Les députés du parti de l'opposition majoritaire déposent sept questions et une réquisition au parlement⁵⁵³. Les responsabilités politiques du gouvernement, et notamment du ministre de la Défense, et les accusations de dissimulation des informations articulent les questions parlementaires du parti de la droite. Les questions portent notamment sur les conséquences sur la santé des soldats et sur l'importation de denrées alimentaires d'ex-Yougoslavie.

Les demandes des partis peuvent se résumer en deux grandes thématiques : le retrait et l'interdiction des munitions à uranium appauvri et le retour des soldats grecs et des étudiants grecs. Toute action politique s'alimente quotidiennement des informations médiatiques et alimente, elle aussi, par la suite, l'ordre du jour médiatique, en ajoutant de la saillance aux « coups médiatiques » quotidiens. Mais c'est aussi le tempo de l'action conduite par les partis qui change par rapport aux conjonctures routinisées. Les coups portés par eux sont quotidiens renforçant ainsi la médiatisation quotidienne. Or, un fort pourcentage de leur action a lieu au parlement où les questions actuelles des députés envers

⁵⁵² Communiqué de presse de la ND « à propos de la position gouvernementale sur les résidus toxiques », 8 janvier 2001.

⁵⁵³ Il s'agit de la question de Iordanis Tzamtzis sur la sécurité des troupes grecques au Kosovo en raison des résidus radioactifs provenant des bombardements de l'OTAN de celle de Miltiadis Evert sur les articles de la presse qui parlent des controverses des membres du gouvernement par rapport à l'envoi des troupes au Kosovo. La réquisition des députés de la ND sur l'emploi de l'uranium appauvri. La question de Athanassios Nakos sur les contrôles des viandes et des légumes provenant de Serbie et d'autres pays voisins. La question de Georgiou Salaggoudi sur l'usage d'obus à uranium appauvri dans les camps de tir de Laggada. La question de Parthena Fountoukidou sur le contrôle des fruits et des légumes des régions bombardées d'ex-Yougoslavie. La question de Christo Zoi sur le transport à Larissa des voitures de la force grecque à Kosovo pour remodelage. La question de G. Garoufalia sur la prise de mesures de sécurité pour la santé des employés des formations 303 et 304 où des voitures de l'armée du Kosovo sont transférées.

le gouvernement tirent leur légitimité de la publicité faite à la cause en mettant en avant les dangers encourus par les soldats, les étudiants, l'environnement et les produits alimentaires.

L'apport de la production médiatique est très important pour les partis de l'opposition. Il s'agit d'une « ressource de conjoncture » qui tend à rendre leurs offres compétitives face à l'offre gouvernementale. Dans un espace de publicité politique contraignante dans lequel le gouvernement arrive à « contrôler » une large partie de l'agenda médiatique (par la manipulation, notamment, de part sa position en tant que source de haute importance pour le travail journalistique), ces conjonctures non routinières de l'autonomisation de la production journalistique par rapport aux sources gouvernementales, constituent une rare occasion pour les partis de l'opposition de donner à leurs actions un caractère de menace pour le gouvernement, et d'affecter la permanence de la compétition politique.

Voyons en quoi ces offres des partis de l'opposition arrivent à se faire compétitives ; en d'autres termes, comment l'agenda gouvernemental est touché.

1.2.2. Les contraintes et les ressources gouvernementales : les effets sur l'agenda

Les coups médiatiques et des partis affectent à la fois l'action gouvernementale car ils intègrent un événement-problème dans l'agenda gouvernemental comme structure mobilisant des décisions. Tels événements-problèmes obligent les autorités gouvernementales à réagir immédiatement par l'entreprise d'actions visant à la réparation. Nous pouvons donc parler d'événements-contraintes pour l'action gouvernementale.

En ce qui concerne le « cas de l'uranium », le gouvernement est exposé à quatre contraintes : la première est celle de la presse qui quotidiennement révèle de nouveaux aspects du problème, les plus menaçants étant ceux qui portent sur le pays. La deuxième est la visibilité de l'enjeu dans la presse et surtout dans la télévision. La troisième est l'exploitation partisane de l'enjeu qui, par la multitude des voies de mobilisation quotidienne oblige le gouvernement à prendre en compte les demandes⁵⁵⁴ des partis

⁵⁵⁴ Nous allons par la suite voir que les demandes les plus contraignantes pour le gouvernement sont: le retrait des soldats grecs stationnés au Kosovo et en Bosnie et le transfert des étudiants grecs d'ex Yougoslavie. Ces deux demandes sont soutenues par la réaction des soldats eux-mêmes (dont une centaine exigent leur retour en Grèce) et la vive réaction des familles des étudiants.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique politiques. Et enfin, la quatrième est la mobilisation des organisations écologiques et politiques des citoyens ⁵⁵⁵.

Devant ces contraintes soutenues par le « bruit informationnel » autour de la cause, le gouvernement est obligé de réagir. Ainsi est prise la décision de soumettre les militaires concernés à des examens médicaux, de diligenter des enquêtes sur les conséquences dues à l'utilisation de munitions à uranium appauvri sur la population et l'environnement, d'autoriser le retour, suite à leur demande, des 142 militaires stationnés à Urosevac au sein de la KFOR. De plus, les 5000 obus investis à uranium appauvri dont disposait la Marine grecque⁵⁵⁶ sont retirés, le gouvernement soutient, avec l'Allemagne, la demande de l'Italie à l'OTAN de suspendre pour une certaine période l'usage de ce type d'armes et finalement les armes nucléaires de la station militaire américaine de Araksos⁵⁵⁷ sont retirées.

Les demandes que le gouvernement récuse sont celles qui parlent du retrait de l'ensemble des soldats grecs, du retour des étudiants grecs des universités d'ex Yougoslavie et d'une démarche auprès de l'OTAN visant à interdire toutes les munitions à uranium appauvri. Le gouvernement mobilise deux ressources, notamment, pour récuser ces demandes et éloigner les responsabilités qu'on cherche à lui imputer : la prise de position « officielle » européenne et les experts. Voyons comment le gouvernement arrive par le biais de ces ressources à « manipuler » la question, autrement dit, comment il essaiera de convertir le problème en problème européen (l'OTAN n'a pas informé les états européens) et en problème scientifique (les enquêtes scientifiques sont les seules à prouver la relation causale entre l'uranium appauvri et les maladies). Par ces deux conversions nous avons un détournement important : le problème n'est ni exclusivement « grec » ni exclusivement politique.

⁵⁵⁵ Notons ici, excepté les manifestations du K.K.E., la manifestation de 11 janvier du Comité Grec pour la Paix Internationale qui a eu lieu à Athènes (5000 personnes) et Salonique. Par ailleurs, le 9 janvier, 300 jeunes, membres des organisations contre la guerre et étudiants grecs d'ex Yougoslavie, protestent devant le ministère de la Défense en demandant le retrait des soldats grecs du Kosovo. Les familles des étudiants grecs constituent un autre groupe de pression très important dans la conjoncture. Leur mobilisation comprend des protestations (le 9 et le 10 janvier), des rencontres avec le ministre de l'Education et des interventions notamment au travers de la chaîne privée *MEGA*.

⁵⁵⁶ Le retrait des obus se fait juste après la diffusion du reportage du journal *TA NEA* où on révélait l'emploi de 40.000 obus à uranium appauvri par la Marine grecque lors des opérations d'entraînement. Le leadership du Ministère de la Défense annonce par la suite que la Marine disposait de 50.000 obus dont il a retiré les 5000 restants. «Dès 1990, la Marine disposait d'obus pour les exercices. Ils étaient au nombre de 50.000, dont 5000 sont en réserve dans les cales des bateaux. Les autres ont été utilisés ». (Déclaration du ministre de la Défense A. Tsochatzopoulos le 8 janvier 2001)

⁵⁵⁷ Araksos (région du Péloponnèse) était, en Grèce, la base américaine où étaient stockées des armes nucléaires.

Commençons par le recours à la prise de position européenne sur la question. Nous avons déjà noté que plusieurs gouvernements européens se mobilisent contre l'OTAN en demandant des éclaircissements à propos de l'uranium appauvri et en accusant l'OTAN de ne pas avoir donné des informations suffisantes. Le Premier Ministre dans sa première intervention publique, tardive déjà par rapport à l'évolution de la question, attribue, lui aussi, des responsabilités à l'OTAN en raison de l'insuffisance des informations fournies concernant les munitions sur l'uranium appauvri. Cette première intervention publique du Premier Ministre a lieu après le comité gouvernemental du 11 janvier consacré à l'affaire de l'uranium⁵⁵⁸ :

Nous avons été les premiers à poser la question des conséquences éventuelles à l'Union Européenne. En avril 1999 nous avons effectué des enquêtes en Grèce et nous avons pris toutes les mesures de protection des soldats au Kosovo. [Nous avons pris] des mesures de protection même si l'OTAN a caractérisé et caractérise [encore] les dangers de négligeables. Nous avons pris toutes les mesures même si de la part de l'OTAN nous n'avions pas l'information détaillée nécessaire⁵⁵⁹.

Ce déplacement des responsabilités au niveau de l'Alliance Atlantique est accompagné de l'annonce d'initiatives qui, elles, déplacent la résolution du problème, voire la mise en place d'actions, du côté des organes européens et internationaux :

Le gouvernement a assigné au Comité grec de l'Energie Nucléaire l'observation des infrastructures militaires et des camps de tir sur terre et sur mer afin d'en examiner les taux de radioactivité. Le gouvernement considère comme nécessaire la suspension de l'usage des munitions à uranium appauvri en vue des exercices jusqu'à ce que les résultats des nouvelles enquêtes soient connus.

Le gouvernement considère que l'OTAN et les pays qui y participent doivent donner tous les éléments qui sont à leur disposition sur les conséquences de l'usage de ces armes. Il demande aussi à l'OTAN de collaborer avec les autres institutions internationales et les agents scientifiques pour que la recherche de la cause soit la plus complète possible et pour qu'il n'y ait pas de marges de contestation des résultats des enquêtes.

Le gouvernement considère comme nécessaire la poursuite des recherches de la part du comité des Nations unies UNEP, de l'organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation Internationale de l'Energie Nucléaire. Il considère comme impérative la

⁵⁵⁸ Le 4 janvier deux comités gouvernementaux se sont concertés sur la question de l'uranium. D'après les reportages, les éléments sont à ce moment là en petit nombre de sorte que le gouvernement ne peut pas prendre de décisions définitives. Aucun comité ne se rassemblera jusqu'à ce que les premières mesures de radioactivité attendues par le gouvernement montrent que les taux de radioactivité dans les campements des soldats grecs au Kosovo sont normaux.

⁵⁵⁹ K. Simitis, déclarations, 11 janvier 2001.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

constitution d'un comité au sein de l'OTAN pour la collection des informations et l'évaluation des éléments. [...]

Le gouvernement considère que le sujet doit préoccuper les organes de l'Union européenne. L'Union européenne doit considérer la question des conséquences des combats comme un problème concernant la santé et l'environnement dans la région et s'y affronter dans le cadre du pacte de stabilité des Balkans occidentaux, mais aussi d'autres programmes spécifiques⁵⁶⁰.

L'intervention publique du Premier Ministre trouve un appui dans les premiers résultats des enquêtes de radioactivité. Celles-ci montrant des taux négatifs dans les camps où les soldats grecs sont stationnés, elles viennent consolider les décisions gouvernementales. Le 10 janvier le porte-parole du gouvernement D. Reppas annonce aux journalistes qui assistent à la conférence de presse :

Avant d'aborder vos questions, permettez-moi de vous informer que le groupe de scientifiques du Comité Hellénique d'Energie Nucléaire, sous la direction de M. Kamarinopoulos, avec la collaboration des médecins du Service Sanitaire de l'armée, ont les résultats des premières mesures effectuées à Polie, près de Pristina, où siège la 34eme Brigade. Les enquêtes effectuées ont donné tous de bons résultats, voire des résultats négatifs. Les enquêtes effectuent des contrôles dans l'air, au sol et chez les hommes ayant servi dans ces régions là. L'examen des soldats est préliminaire. [...] Mais je dirais que les indications jusqu'à maintenant sont bonnes puisque les résultats sont négatifs. Elles ont montré que les taux de radioactivité sont normaux. Les mesures se poursuivront.

Les premiers résultats offrent au gouvernement un appui auquel il aura recours pour refuser le retrait des soldats grecs du Kosovo ; ainsi est évité une controverse au sein de l'OTAN et de l'union européenne. Parallèlement, le gouvernement arrive à se légitimer auprès de l'opinion publique et les partis de l'opposition. Dès lors, les enquêtes scientifiques vont devenir une ressource de grande importance dont les membres du gouvernement soulignent le « bien-fondé » à chaque intervention publique.

Voyons comment le porte-parole du gouvernement et le Premier Ministre font usage de cette ressource dans leurs communications pour légitimer la décision gouvernementale⁵⁶¹. Le porte-parole met en avant l'autorité scientifique pour affaiblir les hésitations journalistiques. Il en dit :

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ Par ailleurs, les enquêtes scientifiques seront l'appui primordial pour la question du retour des étudiants. Le ministre de l'Education, P. Efthimiou répond à la question de la députée de K.K.E., L. Kanelli (le 12 janvier 2001) : « Il n'y aura pas d'initiative de la part du ministère quant au transfert des étudiants grecs avant que la vérité ne soit mise à jour en des termes scientifiques les plus sévères possibles ».

Les scientifiques eux-mêmes ont choisi les lieux des enquêtes et les éléments qu'il fallait prendre en compte pour faire ces enquêtes. Il s'agit d'une oeuvre scientifique que je ne crois pas juste de commenter, pour nous qui ne sommes pas des connaisseurs du sujet, nous qui ne sommes pas des spécialistes. [...] Nous ne devons pas mettre en doute le bien-fondé, l'autorité et l'autonomie scientifiques parce qu'ainsi nous posons une question par rapport à l'éthique scientifique de ces gens qui ont choisi une mission sensible. Ne posez pas de questions qui contestent le rôle de ces scientifiques. Nous ne devons pas en arriver là⁵⁶².

Le 12 janvier, le Premier Ministre dans sa deuxième et dernière intervention à propos de l'uranium, répond aux questions parlementaires du député et ancien président de la N.D. Miltiadis Evert et du président du SYN, N. Konstantopoulos. Les enquêtes scientifiques non achevées des organes nationaux et internationaux sont mises en avant pour dénier toute responsabilité et pour ne pas promettre le retrait des soldats grecs, objet de la question de N. Konstantopoulos. Notons aussi que l'évocation de l'autorité du Comité Nationale de l'énergie Nucléaire par le Premier Ministre répond à la diversité des opinions exprimées par une multitude d'experts notamment au travers de la presse et de la télévision.

La Grèce a pris des initiatives. Elle a rapporté la question aux Nations unies. Mais dès lors même jusqu'à aujourd'hui ni l'Organisme des Nations Unies, ni le Comité pour l'Environnement, ni l'Organisme National de la Santé n'ont encore déposé des éléments qui documentent divers dires. Nous, nous ne pouvons pas suivre les dires ou les opinions scientifiques, les théories d'un tel ou d'un tel autre. Parce qu'il faut que l'Etat fonctionne de façon déterminée. Et, l'Etat pour avoir un fonctionnement cohérent, doit avoir des conseillers.

Est-ce que vous contestez le fait que le Comité National de l'Energie Nucléaire avec lequel collaborent toutes les universités et Dimokritos est l'organe indiqué pour nous désigner, s'il faut prendre en compte ou non certains dires, quelles devront être nos actions, s'il y a de la radioactivité ou pas ? [...] Celle-ci est la responsabilité du gouvernement et pour cela il s'adresse au Comité National de l'Energie Nucléaire⁵⁶³.

Le gouvernement renvoie la responsabilité de la décision du retrait des soldats aux experts en tant que « les seuls indiqués pour désigner » au gouvernement les décisions à prendre. Les enquêtes seront achevées le 22 janvier et elles feront l'objet du premier titre du journal télévisé de la chaîne publique, *NET*, sous le titre « Les scientifiques se prononcent ». Le reportage diffuse l'information de la façon suivante : « Il n'y a pas de motifs d'inquiétude pour les forces militaires stationnées à Urosevac. Les résultats des

⁵⁶² D. Reppas, conférence de presse, 10 janvier 2001.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique enquêtes ont été publiés, il y a quelques minutes, et ils sont plus qu'encourageants. Pas de danger pour les soldats d'après les enquêtes larges puisque les taux de radioactivité sont normaux. »

Le déplacement du problème comme problème dont les responsabilités sont à étudier avec les organes internationaux et scientifiques est un appui considérable, pour le gouvernement, dans cette crise. Le problème peu à peu s'estompe. L'attentat contre un député de l'opposition majoritaire et la crise de la Bourse « chassent » l'affaire de l'uranium de l'actualité.

2. La « crise » de la « Bourse »

Nous allons examiner une autre « crise ». Il s'agit de la « crise » de la Bourse, qui dénudée de ses caractéristiques économiques spécifiques est devenue une crise de nature sociale. Le travail journalistique de la publicisation des protestations des actionnaires, de la médiatisation des suicides des joueurs en bourse et le travail des partis à des fins de politisation de ces événements, vont attribuer à la baisse de l'indice des caractéristiques sociales qui toucheront le travail du gouvernement.

Commençons par le fait du boom du marché boursier ces dernières années.

En Grèce, au cours des dernières années, le nombre de citoyens possesseurs d'actions a augmenté considérablement. Comme le note Ch. Vernardakis : « En juillet 1998, la détention d'actions en Bourse en Grèce atteint 3.9% de la population adulte du pays. En février 1999, le taux est de l'ordre de 8.1%, pour atteindre en avril et décembre 2000 14.8% et 15.8% respectivement. Au bout de deux ans, on a constaté une tendance à une entrée massive à la Bourse grecque. Sur le nombre total de citoyens, la détention d'actions en bourse a fini par concerner plus de 1.200.000 grecs/ques. Pour sa plus grande part, ce tournant vers la Bourse a été soutenu par des couches sociales moyennes et supérieures et bien sûr les couches les plus assurées économiquement. L'épargne des capitaux de ces couches s'est présentée comme un 'investissement' en Bourse.⁵⁶⁴»

L'investissement en Bourse a été lié aux aspirations socio-économiques des foyers. En se rapprochant des élections législatives de 2000, le boom du marché boursier a été

⁵⁶³ K. Simitis, Premier Ministre, Parlement, 12 janvier 2001.

identifié à la bonne marche de l'économie et ainsi reconnu comme un succès du parti au gouvernement, le PA.SO.K.. A l'époque on parlait du « Parti de la Bourse » en liant ainsi l'euphorie économique de ces années-là à l'approbation de la politique économique du parti socialiste.

La question de la Bourse est donc une question qui a déjà été politisée bien avant les élections législatives de 2000. Il ne s'agit donc pas d'un fait qui se convertit en problème tel qu'on l'a examiné jusqu'à maintenant. Or, des « faits exceptionnels » donnent à la question un caractère très saillant et ses caractéristiques spécifiques lui confèrent la dimension d'une question sociale. Notre intérêt porte sur ces « faits exceptionnels », à savoir les protestations des joueurs pour la chute boursière, qui, au travers du traitement médiatique et des partis, touchent de nouveau le champ politique.

Un peu avant et surtout après les élections de 2000 et au début de 2001, l'indice a atteint les niveaux les plus bas. Fin janvier 2001, le suicide d'un banquier lié à la baisse boursière annonce les limites d'une « crise » et stimule l'intérêt journalistique. C'est donc l'occasion pour les dirigeants de l'opposition de s'attaquer à la politique économique du gouvernement, un des points forts de celui-ci lors des dernières années. L'importance médiatique de l'enjeu constitue une ressource considérable pour l'opposition qui procède au dépôt d'un blâme contre le ministre de l'Economie afin de montrer la responsabilité gouvernementale.

2.1. La Bourse : une crise sociale

La crise de la Bourse acquiert, dans un premier temps, le caractère d'une « crise sociale » à travers le cadrage médiatique. Le suicide d'un banquier, le 23 janvier, qui, dans sa dernière lettre adressée à sa mère, dit qu'il est lui aussi « une victime de la Bourse⁵⁶⁴ », la révélation (le 24 janvier) de la disparition d'un autre banquier qui aurait joué à la bourse l'argent des clients de la Banque, sont des faits qui déplacent l'intérêt purement économique de la question vers ses conséquences sociales. Par ailleurs, la chaîne privée cherchera dans la Grèce entière à trouver les autres victimes de la Bourse.

⁵⁶⁴ Ch. Vernardakis. Des reclassements politiques et des déplacements sociaux, *op.cit.*, p. 15-34, p. 20.

⁵⁶⁵ Voici l'extrait de la lettre d'après les reportages : « Je ne suis pas un voleur. Je n'ai pas dilapidé l'argent de la banque. J'ai essayé de servir autrui. Je suis moi aussi, une victime de la bourse. »

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Voyons tout d'abord les composantes de la saillance médiatique, le premier volet de l'offre médiatique.

2.1.1. La saillance médiatique

Les composantes de la médiatisation de la question de la Bourse diffèrent de celles examinées pour la « crise de l'uranium ». Le caractère conjoncturel de la question ne s'affirme que pour les deux chaînes de télévision, et la quantité des reportages et des unes consacrées à la question diffère d'un média à l'autre. Or, la visibilité de la question reste forte dans la presse écrite et la télévision également.

La chute continue de l'indice boursier et les protestations des actionnaires les plus défavorisés à l'extérieur de la Bourse alimentent l'ordre du jour de la presse écrite qui donne à la question une visibilité large avant même le suicide du banquier le 23 janvier (voir la courbe ci-dessous). Les protestations et la baisse phénoménale de l'indice (début janvier) sont des « faits exceptionnels » permettant l'inscription de l'enjeu sur l'agenda de la presse écrite. Les deux chaînes de télévision, qui ne font pas de reportages sur les questions de la Bourse jusqu'à ce moment là, se coordonnent avec la presse au moment du premier suicide (le 24 janvier). Dès lors, nous assistons à une médiatisation coordonnée et ajustée à l'ordre du jour. Le dépôt du blâme de l'opposition majoritaire (le 30 janvier) renforcera la médiatisation.

Tableau 47: « Bourse » La couverture médiatique (les unes des journaux et les unités d'information des chaînes de télévision) (en N)

Bourse	Chaîne privée	Chaîne publique	Eleftheros Typos	Kathimerini	Ta Nea	To Vima	Eleftherotypia	Ethnos	Total
N	16	9	49	5	21	6	31	18	155

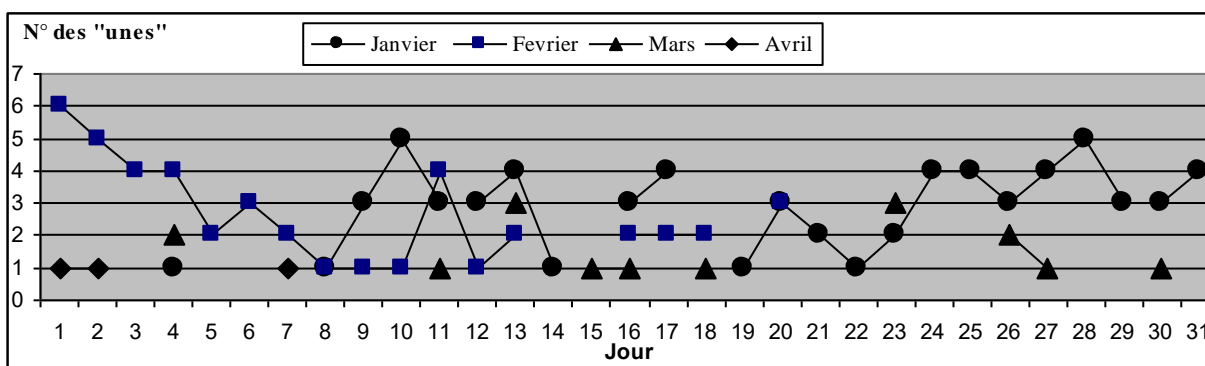
La forte médiatisation de ces « faits exceptionnels » est la première caractéristique de la saillance de la question. En ce qui concerne la presse écrite, constatons qu'entre le 4 janvier jusqu'au 23 janvier la couverture de la presse (les « unes ») portant sur la question atteint 28% de l'ensemble des unes, le 24 janvier, jour de la révélation du suicide du banquier, jusqu'au 4 février où la répercussion du dépôt de blâme s'estompe, elle est de 38%, et finalement pour les deux mois qui suivent entre le 5 février et le 7 mars elle couvre

Les crises à impulsion médiatique

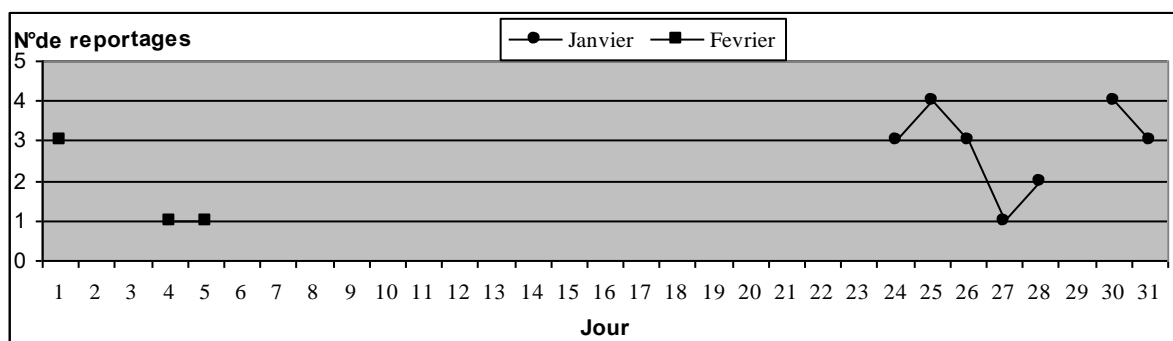
34% de l'ensemble de la couverture. 66% de la couverture de l'enjeu par la presse se concentre le premier mois entre le 4 janvier et le 4 février. Une succession d'événements justifie la médiatisation : baisse de l'indice, protestations des actionnaires, suicides et disparitions, dépôt du blâme contre le ministre de l'Economie.

Fin février, et lors des mois de mars et avril, la visibilité sera maintenue en particulier par le journal *ELEFTHEROS Typos* qui poursuivra des enquêtes sur les sociétés accusées de spéculation. Par ailleurs, le journal consacre une couverture large de la question (voir le tableau ci-dessus), ce qui donne de l'élan à la stratégie de la N.D.. Le journal proche de la N.D. essaie de garder la question visible le plus longtemps possible pour toucher le gouvernement. 47% de l'ensemble des unes que le journal consacre à la question de la Bourse porte sur la période postérieure au 3 février (et donc après la discussion du blâme au parlement). Pour les autres journaux les taux des unes publiées après le 3 février sont : *ETHNOS* 22%, *TA NEA* 19%, *ELEFTHEROTYPIA* 29%.

Courbe 4 « Bourse » : L'évolution journalière des « unes » des journaux pendant les quatre mois



Courbe 5 « Bourse » : L'évolution journalière des reportages dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision



chaînes de télévision

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Or, le caractère conjoncturel de la question est beaucoup plus fort pour les deux chaînes de télévision : l'ensemble de la couverture des deux chaînes se concentre entre le 24 janvier et le 5 février⁵⁶⁶ (chaîne privée) et jusqu'au 1er février (chaîne publique). Même si elle est limitée dans le temps, la visibilité est forte dans les chaînes de télévision : la chaîne privée positionne 75% de ses reportages sur la Bourse sur l'échelle de 1-5 (contre respectivement 44.4% pour la chaîne publique).

Tableau 48 « Bourse » : Le classement des informations dans les deux chaînes de télévision

Bourse / Ordre	En N En %	Chaîne privée MEGA	Chaîne publique NET
1-5	N	12	4
	% de l'enjeu		
6-11	N	1	3
	% de l'enjeu		
12-	N	3	2
	% de l'enjeu		
Total	N	16	9

La question de la Bourse est, elle aussi, une question nettement visible dans les médias même si la coordination médiatique ne se fait que pour une période limitée. Comme nous allons voir par la suite, la forte médiatisation a des effets sur la compétition entre les partis de sorte que l'opposition majoritaire dépose sa proposition de blâme pendant la période de forte saillance.

2.1.2. La catégorisation de l'enjeu

La baisse de l'indice se convertit en problème social une fois que des faits exceptionnels (suicides, disparitions) s'inscrivent à l'ordre du jour. Le travail journalistique arrive à la publicisation de la question à travers un « cadrage de catégorisation », qui consiste à affecter l'enjeu dans une classe de problème⁵⁶⁷ (en l'occurrence social et politique). Cela ne saurait pas être possible sans l'existence de « faits exceptionnels » comme le suicide du banquier et la disparition d'un autre ainsi que les protestations vives des actionnaires à l'extérieur de la Bourse.

⁵⁶⁶ Nous ne prenons pas en compte des informations portant sur la Bourse en tant qu'objet d'intérêt économique, comme par exemple les sociétés introduites en bourse etc. Nous ne nous intéressons qu'aux dimensions « sociales » de la question.

⁵⁶⁷ J. Gerstlé. *La communication...*, op. cit., p. 102-103.

Nous allons trouver ce travail de définition dans le passage de la question dans une rubrique spécifique et les discours journalistiques (titres et extraits de reportages).

On peut représenter la façon dont les médias arrivent à catégoriser l'enjeu par le changement de rubriques où sont rangées les informations sur la Bourse : nous passons de la rubrique de l'économie (informations sur l'indice), à la rubrique société (les conséquences sociales de la chute de l'indice) pour passer à la rubrique politique (les débats parlementaires à propos du dépôt du blâme déposé contre le ministre de l'Economie) pour revenir à la rubrique de l'économie (après la forte médiatisation on revient aux routines médiatiques de la couverture des sujets économiques et à la couverture des évolutions des poursuites judiciaires ayant trait à la Bourse).

Nous présenterons quelques titres pour mieux montrer ce « cadre de configuration » qui arrive à donner à l'enjeu ses dimensions sociales. Commençons par les unes des journaux :

« Le P.D.G. d'une banque se suicide car il a tout perdu à la Bourse » (*TA NEA*, 24/01), « Krach : les conséquences sociales de la crise font boule de neige » (*ELEFTHEROS Typos*, 25/01/2001), « Les tragédies de Sofokléous⁵⁶⁸ : Des révélations sur les tragédies familiales augmentent » (*ETHNOS*, 26/01), « La menace des dominos : Danger d'élargissement de la crise à toute l'économie » (*ELEFTHEROTYPIA*, 28/01), « Le syndrome de la Bourse : Des réactions en chaîne dans tout le pays » (*TO VIMA*, 28/01).

Nous allons nous pencher sur des extraits de reportages de la chaîne privée. Celle-ci apporte l'élément du « témoignage des victimes » en première place, comme par ailleurs, c'est le cas pour les autres événements dramatiques aussi, que nous allons examiner par la suite. L'ensemble des reportages reste fixé sur les « tragédies familiales » partout en Grèce, sur les impasses auxquelles sont confrontés les petits rentiers, sur les problèmes de santé et les tentatives de suicide des joueurs, sur l'endettement des foyers. L'enjeu de la Bourse prend dans les journaux télévisés de la chaîne privée des dimensions sociales importantes ; l'enjeu n'est plus de nature économique, il est de nature sociale et pour cette raison il est traité par la chaîne privée.

⁵⁶⁸ Il s'agit d'un jeu de mots : Sofoklis (Sophocle) est l'un des grands auteurs de tragédies de l'Antiquité et la rue Sofokléous est le siège de la Bourse à Athènes.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Tableau 49: Bourse : Légendes et extraits de reportages des journaux télévisés de la chaîne privée (MEGA)

Date et ordre	Légendes et extraits du reportage
24/01 En 4ème position	<p><i>Légende</i> : « La bourse est devenue panneau ».</p> <p><i>Reporter</i> : La société de Pyrgos Ilias reste ébahie de l'information diffusée du suicide du directeur de l'agence de Pyrgos. Dans sa lettre adressée à sa mère il explique qu'il est à bout car les pertes connues à la bourse sont devenues d'un poids insurmontable. Le dernier acte du drame s'est joué hier après-midi quand les parents du suicidé l'ont accompagné à sa dernière demeure. La souffrance de ses parents est indicible... Une lettre à sa mère explique le pourquoi de son suicide : 'Je ne suis pas un voleur. Je n'ai pas dilapidé l'argent de la banque. J'ai essayé de servir autrui. Je suis moi aussi, une victime de la bourse. ». [Un citoyen parle]. « Il est lui aussi une victime de la bourse »...</p>
25/01 En première position	<p><i>Légende</i> : « Le sommet de l'iceberg ».</p> <p><i>Reporter</i> : Les conséquences de la chute continue de l'indicateur de la bourse d'Athènes acquièrent des dimensions de boule de neige. Aujourd'hui, on a encore découvert qu'un petit rentier qui, d'après des informations, a perdu son argent à la Bourse, a tenté de se suicider. En même temps, à Pyrgos les questions demeurent et des accusations [s'élèvent] quant au suicide du directeur de la banque à qui les caisses de la banque avait prêté une grosse somme d'argent ...</p>
25/01 En deuxième position	<p><i>Légende</i> : « A l'autel de la Bourse ».</p> <p><i>Reporter</i> : Un père de deux enfants qui d'après des informations a perdu de l'argent à la bourse a essayé de mettre fin à sa vie à 50 ans. L'homme a tenté de se suicider par pendaison dans sa maison mais heureusement sa femme l'a aperçu et a averti l'ambulance. Maintenant il est à l'hôpital et sa situation demeure critique[...] Comme ses voisins disent, même si cela n'est pas encore confirmé, l'homme était désespéré à cause de pertes à la bourse. [Voisin interviewé] « Il a perdu une grosse somme d'argent et il est désespéré »...</p>
26/01 En première position	<p><i>Reporter</i> : Les seize mois de chute de la bourse ont provoqué plusieurs tragédies familiales dans des milliers de familles partout en Grèce. Ceux qui connaissent la situation disent que cette année sera spécialement critique puisque les fonds familiaux diminuent. Le rêve devenu cauchemar a provoqué de grands problèmes sur le marché. Le chiffre d'affaires en raison de la baisse de la demande a diminué jusqu'à 30%. Les découverts et le retard de paiement des chèques dépassent les 6 mois[...] La chute de l'indicateur a provoqué des controverses politiques et l'opposition en attribue les responsabilités au gouvernement. [Le leader de l'opposition parle] : « Pour que la crise soit atténuée, M. Simitis doit écarter les responsables directs, priorité pour le ministre de l'Economie ». [Le ministre de la Presse répond] : Chacun peut exprimer ses opinions pour des raisons d'utilité politique. Ce qui est important c'est que les hommes politiques s'éloignent de la bourse parce qu'ils peuvent faire du mal à l'institution ».</p>
27/01 En première position	<p><i>Légende</i> : « Le sommet d'iceberg »</p> <p><i>Reporter</i> : Les petits rentiers qui ont perdu leur argent à la Bourse porteront plainte. A Iraklion un jeune entrepreneur est décédé suite à une crise cérébrale. Il était arrivé au bout du rouleau ne pouvant rembourser les prêts qu'il investissait à la Bourse[...] Le jeune entrepreneur est un cas, parmi de nombreux, de personnes qui se sont trouvés dans l'impasse suite à ouvertures économiques. La chute de la Bourse a transformé les rêves en cauchemars. Un retraité s'est suicidé quand les poids économiques sont tombés sur lui [...] Les codes ouverts à la bourse après 1998 dépassent les 500 mille. Le banquier fonctionnaire qui s'est suicidé à cause du poids insupportable [de ses dettes] est le sommet de l'iceberg. « Plus la bourse tombe, plus l'indignation augmente »...</p>

Par ailleurs, les journalistes multiplient les accès au problème social par des reportages tournés dans des villes de province où les actionnaires en bourse exposent face à la caméra les effets de la crise, et accusent l'Etat qui n'a pas pu les protéger ; ils mettent ainsi sur le devant de la scène toutes nouvelles, non confirmées, qui pourraient lier les

tentatives de suicide à la chute boursière. C'est dans ce cadre d'informations, qui rehaussent les dimensions sociales de la crise, que le parti de l'opposition majoritaire dépose un blâme contre le ministre de l'Economie en convertissant ainsi le problème social en problème politique de responsabilité gouvernementale.

2.2. Le processus de politisation

Cette coordination médiatique autour de l'enjeu devient, comme nous l'avons déjà remarqué, une ressource considérable pour la N.D.. L'opposition a déjà dans le passé essayé de faire valoir dans la compétition les « effets sociaux » de la Bourse. La conjoncture devient une ressource fort rare de visibilité de la controverse partisane. Les dirigeants de l'opposition vont politiser la cause de la Bourse en mettant en avant deux aspects : d'une part, le fait que la cause de la Bourse n'est pas un problème d'ordre économique mais social et politique, et de l'autre, la responsabilité gouvernementale dans les conséquences dramatiques de la chute de la Bourse. L'opposition arrive à produire des représentations ajustées à cette « reconnaissance publique » du problème en proclamant la responsabilité gouvernementale comme la cause du problème. Puisqu'il n'y pas un groupe politique constitué à revendiquer ses propres intérêts, l'opposition fait usage de la reconnaissance médiatique de l'enjeu. La manipulation des impressions politiques dans le sens de la culpabilité gouvernementale sera faite au travers du dépôt du blâme contre le ministre de l'Economie, au moment de la médiatisation la plus forte, le 31 janvier. Le parlement devient ainsi le lieu de confrontation et d'interpellation du gouvernement. Certes, les hommes politiques feront usage d'autres armes politiques d'intervention publique comme les déclarations. Dès que, le 10 janvier, la presse diffuse les protestations des actionnaires, le député de la N.D. responsable du domaine de l'Economie parle d'un « enjeu social majeur » :

« Le gouvernement doit comprendre que la tactique de Ponce Pilate par rapport à la Bourse accentue le climat et le drame de milliers de familles qui sont enfermées dans la bourse. Il faut que le gouvernement comprenne que nous avons affaire à un enjeu social majeur et qu'il ne peut pas s'en 'laver les mains'. La N.D. a plusieurs fois dans le passé, montré les responsabilités uniques du gouvernement quant à la situation à la Bourse...⁵⁶⁹ »

⁵⁶⁹ G. Alogoskoufis, responsable du domaine de l'Economie de ND, déclaration, 10 janvier 2001.

Le président du parti K. Karamanlis n'intervient qu'après la nouvelle du suicide du banquier. Sa déclaration sur les dimensions sociales et politiques de l'enjeu n'a lieu que le 26 janvier un peu avant le dépôt du blâme au parlement. Le président du parti dans sa définition de l'enjeu n'insiste pas seulement sur la nature sociale de l'affaire de la Bourse : il stimule également les responsabilités gouvernementales et il met en exergue la négativité du problème. Par l'usage des mots comme « crime à la Bourse », « gens qui sombrent », « cauchemar », « familles[...]détruites », « délits du parti au pouvoir » il renforce la nécessité de la prise en charge du problème :

« Les responsabilités du gouvernement de Simitis face au crime continu de la bourse sont patentes et elles sont exclusives. Alors que des gens sombrent, des familles sont détruites et les fonds d'une vie entière s'envolent, M. Simitis doit arrêter l'hypocrisie et affronter la réalité. L'enjeu n'est plus purement économique. Le problème est social et politique majeur.⁵⁷⁰ »

« Nous avons vécu et nous vivons un rêve qui est devenu un cauchemar. Le rêve de l'enrichissement facile que le gouvernement a promis est devenu un cauchemar pour 1.500.000 rentiers sous la responsabilité du gouvernement. Et au lieu de s'expliquer, au lieu de trouver des justifications, ceux qui ont causé le drame se présentent comme des dénonciateurs....Le ministre de l'Economie soutient que la N.D. veut 'casser la Bourse' ! Une fois encore il fait preuve d'arrogance, d'irresponsabilité, fait de la provocation[...] Parce qu'à Sofokléous [la Bourse se trouve rue Sofokléous] on a assisté à un des plus grands délits du groupe gouvernant. C'est la vérité. On a commis des délits par affluence et en continue, des délits calculés avec cynisme et un manque de sensibilité totale [...] Quelqu'un doit se soucier réellement du monde que vous avez trompé et conduit au désastre. S'il y a des responsabilités, vous êtes responsables, s'il y a des crimes vous êtes criminels. On ne peut plus supporter le régime de l'impunité⁵⁷¹.

Lorsque le parti de la N.D. essaie de faire monter la responsabilité du gouvernement par la mise en avant des conséquences sociales de la question, le gouvernement tente, comme on l'a vu déjà pour l'affaire de l'uranium de déplacer la catégorisation de l'enjeu vers ses dimensions économiques. Le parti au pouvoir a intérêt à faire prévaloir les dimensions purement économiques de la question. Le ministre de l'Economie dans son discours au parlement le 31 janvier insiste sur deux points : d'une part sur la bonne gestion de l'économie qui a conféré une dynamique à la Bourse (la Bourse a connu une ascension grâce au renforcement de l'économie) et sur la modernisation organisationnelle et

⁵⁷⁰ K. Karamanlis, déclaration, 26 janvier 2001.

⁵⁷¹ K. Karamanlis, Parlement, discours sur la proposition de blâme contre le ministre de l'Economie, 31 janvier 2001.

institutionnelle de la Bourse et, d'autre part, sur le fait que la baisse de l'indice est un phénomène lié aux marchés boursiers matures, comme c'est le cas de la Bourse grecque. La discussion sur le blâme au parlement est une lutte sur la définition des responsables qui passe par la détermination de la nature de l'enjeu.

L'association du cadre des conséquences sociales du problème, avec celui de la responsabilité gouvernementale aide l'opposition à passer à l'attaque, à animer la controverse partisane dans un environnement défavorable pour le gouvernement et par là, à tirer des profits politiques et surtout électoraux⁵⁷². La mobilisation sur la « Bourse » inscrit et établit dans l'espace public, à travers les sondages et leurs reprises journalistiques⁵⁷³, les responsabilités gouvernementales. De ce fait, la « Bourse » se transforme en « talon d'Achille » du gouvernement et elle sera mobilisée, à plusieurs titres, par le parti de la droite, à des fins de manipulation des impressions.

3. Les événements dramatiques

Nous allons examiner l'expansion de trois événements dramatiques ayant des caractéristiques communes. Il s'agit du crash de l'hélicoptère de l'EKAV, de la mort par leucémie d'un jeune enfant et de l'évasion sanglante d'un prisonnier. L'expansion de ces événements suit le même parcours : production d'une offre médiatique, transfert de la saillance et impact sur l'agenda des partis et finalement émergence dans l'agenda gouvernemental.

⁵⁷² Ch. Vernardakis note que la crise de la Bourse a eu des conséquences sur « le comportement électoral des couches moyennes : une grande partie déclare son intention de se détourner, aux élections, du PA.SO.K., en s'orientant d'abord vers la ND. Le « Parti de la Bourse », l'alliance du parti gouvernant, sera remplacée par les « enclaves de la Bourse » que l'opposition dorénavant représente. Ce déplacement a pu être réalisé puisque la Bourse a été liée à la bonne direction du pays et finalement à l'intention de vote en faveur du PA.SO.K.. Ch. Vernardakis. Des reclassements politiques et des déplacements sociaux. *L'opinion publique...*, *op. cit.*, p. 23.

⁵⁷³ Deux sondages réalisés à l'époque de la « crise » montrent que les responsabilités du gouvernement sur la crise de la Bourse sont bien partagées. Le premier, celui de V-PRC réalisé entre le 1er et le 4 février 2001 lors de la discussion au parlement du dépôt de la plainte, donne 78,9% de sondés qui considèrent que le gouvernement est beaucoup ou peu responsable de la « crise » de la bourse (56,3% et 22,6% respectivement). Le sondage a été réalisé par la société de sondages V-PRC sur 603 personnes entre le 1er février et le 4 février 2001. Le sondage a été commandé et publié par le journal *TA NEA* qui titrera : « La chute de la bourse : blessure pour l'économie ». Un autre sondage réalisé entre le 31 janvier et le 1er février relève que presque 95% des sondés considère que le gouvernement a des responsabilités (petites 25% et grandes 68,6%) à propos de la Bourse. Le sondage a été réalisé par la société de sondages ALKO sur 600 personnes entre le 31 janvier et 1er février 2001. Le sondage a été commandé et publié par *ELEFTHEROS Typos* le 4 février 2001 avec pour titre : « Sept personnes sur dix attribuent les responsabilités du crack à Simitis ».

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Faisons un bref récit de ces événements dramatiques.

Commençons par le crash de l'hélicoptère de l'EKAV. L'Ekav est le centre national des urgences en Grèce ; il fait partie de l'ESY (Système National de la Santé). Il dispose d'ambulances et, depuis septembre 2000, l'Ekav dispose aussi de cinq hélicoptères de type Agusta Bell pour la couverture aérienne des îles grecques. Les hélicoptères sont de fabrication italienne, et leur entretien et leur exploitation ont été attribués à la compagnie italienne « Helitalia ». La présentation des hélicoptères a été faite par le Premier Ministre K. Simitis à l'époque de la campagne électorale de 2000. Le soir du 14 janvier 2001, l'un de ces nouveaux hélicoptères de l'Ekav transportait un patient d'une île grecque vers Athènes, et a percuté un rocher. Le temps était mauvais et à l'heure de l'accident la région était secouée par un fort orage. Les cinq occupants trouvèrent la mort dans l'accident.

Le deuxième événement dramatique que nous allons examiner nous allons l'appeler le « cas Panagiotakis ». Il s'agit de la mort d'un enfant de 3 ans atteint de leucémie. Un compte de collecte a été ouvert au nom de la famille à la Banque Nationale pour lui permettre de faire face aux dépenses de traitement de l'enfant et son hospitalisation. Les médias ont aidé la famille à ouvrir ce compte à travers la diffusion dans le journal télévisé de son appel. Après l'échec des opérations à l'hôpital d'Athènes, la famille a demandé une part de l'argent collecté afin d'hospitaliser l'enfant à l'hôpital du Mémorial aux Etats Unis, considéré comme étant plus spécialisé dans le traitement de ces pathologies. L'existence d'une loi de 1931 sur le contrôle de l'activité philanthropique a été la raison du blocage, de la part de la Banque Nationale, du compte de collecte. Le gouvernement a changé la législation pour que l'argent puisse être débloqué mais il était trop tard. Deux jours après, le petit garçon est mort sans que sa famille puisse bénéficier du compte pour transférer l'enfant aux Etats-Unis, à l'hôpital Mémorial.

Une évasion de prison est le troisième événement que nous allons appeler « le cas Passaris ». En mars 2001, un prisonnier, Kostas Passaris, accusé de meurtres, est transporté à l'hôpital Geniko Kratiko afin d'être soumis à des examens médicaux. A l'hôpital un complice du prisonnier informé de sa sortie de prison lui passe une arme (dans des conditions inexplicables car il est accompagné par des policiers) à l'aide de laquelle K.Passaris tirent sur les deux policiers et l'employé du tribunal correctionnel qui l'accompagnent et s'évade. L'arrestation de K. Passaris n'aura lieu qu'un an plus tard en Pologne.

La démarche adoptée est homologue à celles des autres crises ci-dessus ; nous allons examiner l'expansion et la mise sur agenda de ces événements au travers des deux étapes de la publicisation médiatique et de la mobilisation politique.

3.1. La production médiatique

Commençons par les deux aspects de l'initiation médiatique : la médiatisation et la publicisation de l'événement. Pour ce qui est de la médiatisation, sa structure est très proche de celle de l'affaire de l'uranium, le caractère conjoncturel et la forte visibilité de l'événement. Or, ce qui différencie ces événements par rapport à l'affaire de l'uranium c'est que la définition des événements repose sur un « champ problématique » déjà connu, jouant le rôle de « lieu commun » qui donne de l'intelligibilité à l'imprévu et au contingent.

3.1.1. La médiatisation des événements dramatiques : Le rôle de la télévision privée

La médiatisation a la même structure pour les trois événements. Cependant, notons le rôle distinct que joue la chaîne privée *MEGA*. La couverture de la télévision privée quant aux trois événements est quantitativement plus « lourde » et plus durable : les événements sont mieux représentés quantitativement dans la chaîne privée et pour une durée qui dépasse le temps de la forte expansion des premiers jours de la diffusion. (voir tableau ci-dessous)

Tableau 50 « Evénements dramatiques » : La couverture médiatique

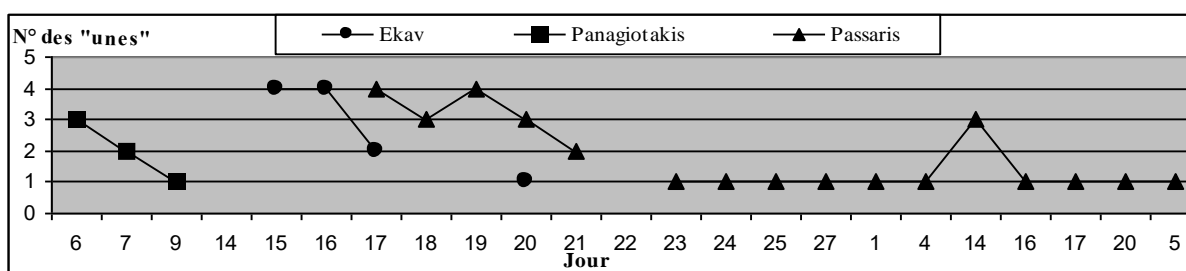
	N	Chaîne privée <i>MEGA</i>	Chaîne publique <i>NET</i>	Eleftheros Typos	TA NEA	ETHNOS	Eleftherotypia	Kathimerini	TO VIMA
EKAV	N	22	10	3	3	3	3	0	0
Panagiotakis	N	7	4	2	2	0	2	0	0
Passaris	N	27	7	12	3	4	9	0	1

La télévision privée *MEGA* présente, comme nous l'avons déjà cité, les pourcentages les plus élevés pour l'ensemble des événements. Or, il est d'un intérêt particulier de noter que les deux journaux du dimanche *KATHIMERINI* et *TO VIMA* ne font pas de une sur ces questions ce qui montre déjà le caractère conjoncturel des événements

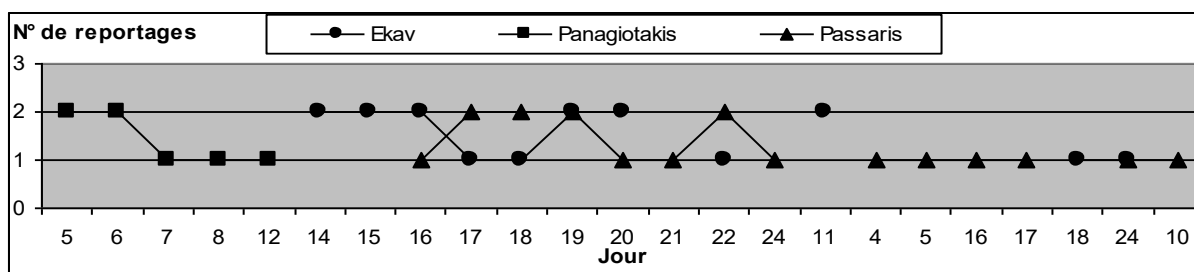
dramatiques; ce type d'événements est caractérisé par une expansion forte qui ne dure pas plus de quatre jours.

La courbe ci-dessous expose les « mouvements » des « unes » des journaux pour les trois événements et montre que la période de leur forte visibilité dans la presse est limitée. La question de « Passaris » sera soutenue par le journal *ELEFTHEROS Typos* qui lui consacre une large couverture. La courbe de la télévision (nous ne mesurons que les unités d'information d'ordre 1 à 5) est d'une durée plus longue ce qui est, par ailleurs, un effet plutôt de la chaîne privée qui « garde » longtemps les questions dramatiques dans son journal télévisé.

Courbe 6 « Evénements dramatiques » : L'évolution journalière des « unes » des journaux



Courbe 7 « Evénements dramatiques » : L'évolution journalière des reportages d'ordre 1-5 dans les deux chaînes de télévision



Dans les deux chaînes de télévision les trois événements ont une visibilité importante. Plus concrètement, 50% de la couverture de la télévision privée sur la question de l'Ekav est placé parmi les cinq premiers sujets de ses journaux télévisés (respectivement 70% pour la chaîne publique), 71,3% de la couverture sur l'affaire Panagiotakis (50% pour la chaîne publique) et 52% de la couverture sur l'affaire Passaris (57% pour la chaîne publique).

Les crises à impulsion médiatique

Tableau 51 « Evénements dramatiques » : Le classement dans les deux chaînes de télévision

		Ordre	Chaîne privée	Chaîne publique	Ordre	Chaîne privée	Chaîne publique	Ordre	Chaîne privée	Chaîne publique
Ekav	N	1-5	11	7	6-10	3	3	11-	8	
	%		50%	70%		14%	30%		36%	
Panagiotakis	N		5	2		1	2		1	
	%		71.3%	50%		14.3%	50%		14.3%	
Passaris	N		14	4		6	3		7	
	%		52%	57%		22%	43%		26%	

Nous avons à faire à une expansion forte et conjoncturelle des événements dramatiques. Le pourcentage élevé de la chaîne privée *MEGA* est la conséquence de la diffusion de reportages avec pour objets les recherches des débris de l'hélicoptère de l'EKAV et des restes des victimes, les recherches policières pour la localisation du prisonnier Passaris etc. Or, après la forte expansion des premiers jours ces reportages rétrogradent dans le journal télévisé. Ainsi même si dans la chaîne privée les événements restent plus longtemps à l'ordre du jour du journal télévisé, ils conservent cependant le caractère de saillance conjoncturelle. Voici ci-dessous le tableau exposant jour par jour la position de chaque événement dramatique dans les deux chaînes de télévision :

Tableau 52 « Evénements dramatiques » : Evolution journalière du classement des reportages dans les deux chaînes de la télévision

	EKAV (Date : Ordre)		Le cas Panagiotakis (Date : Ordre)	Le cas PASSARIS (Date : Ordre)	
Chaîne privée (MEGA)	14/01 :1	11/02 :2*	4/03 :9	16/02 :1	02/03 :6
	15/01 :1	12/02 :13	5/03 :2	17/02 :1	03/03 :6
	16/01 :1	14/02 :12	6/03 :2	18/02 :1	04/03 :5
	17/01 :1	18/02 :4	7/03 :3	19/02 :1	05/03 :5
	18/01 :4	13/03 :8	8/03 :1	20/02 :1	11/03 :8
	19/01 :1	18/03 :5	12/03 :3	21/02 :1	13/03 :21
	20/01 :3	19/03 :12	15/03 :16	22/02 :1	16/03 :2
	22/01 :4	23/03 :23		24/02 :1	17/03 :5
	1/02 :17	24/03 :4		23/02 :9	17/03 :7
	7/02 :10	26/03 :17		24/02 :1	19/03 :15
				26/02 :17	24/03 :5
				28/02 :13	4/04 :6
				01/03 :21	5/04 :20
					10/04 :5
Chaîne publique (NET)	14/01 :1	7/02 :8	05/03 :5	17/02 :1	
	15/01 :1	11/02 :1	06/03 :3	18/02 :1	
	16/01 :3	18/03 :8	07/03 :9	19/02 :1	
	17/01 :4		08/03 :8	20/02 :7	
	18/01 :6			21/02 :7	
	19/01 :1			22/02 :4	
	20/01 :3			4/03 :7	

3.1.2. *La conversion des faits en problèmes publics*

La conversion des faits en problèmes publics s'effectue au travers d'un processus double.

Tout d'abord, c'est le processus de la *rationalisation* de l'événement. Ce travail a deux aspects celui de *l'explication* des conditions spécifiques de l'événement (qui, quand, comment, où) et celui de *l'intégration* des événements dramatiques dans des « champs problématiques⁵⁷⁴», voire des ensembles de problèmes plus larges qui rendent intelligibles le contingent et l'imprévu. Le deuxième processus est celui de *l'amplification* de l'événement : nous parlons d'une mobilisation informatrice qui va *multiplier les accès aux faits*, ce qui renforce leurs aspects problématiques. Examinons ces deux processus en ce qui concerne les trois événements dramatiques. Dans ce but, nous allons étudier à la fois les titres des « unes » rapportant les événements dramatiques et les séries de reportages qui vont suivre.

Regardons tout d'abord, les unes et les reportages des journaux télévisés sur ces trois événements afin de montrer comment s'effectue l'intégration du fait dramatique dans des champs problématiques, dans des « lieux » rationnels de causes et de responsabilités. Notons par ailleurs que *l'intégration* se fait par rapport aux propriétés des médias : ainsi, la chaîne privée se différencie, du fait du poids donné aux reportages portant sur les familles des victimes, comme par ailleurs le journal *ELEFTHEROS Typos* politise les questions par l'attribution de responsabilités au gouvernement.

Le crash de l'hélicoptère de l'EKAV

Le crash de l'hélicoptère sera, dans sa toute première appréhension par les médias, cadré par rapport aux mauvaises conditions météorologiques : L'orage et les forts coups de vent seront considérés comme les raisons principales de la chute (voir les premiers reportages du 14/01 dans les deux chaînes de télévision et du 15/01 dans les journaux). Par la suite, les accusations des médecins « volants » chargés des opérations de survie, qui mettent en cause la faiblesse du cadre juridique et administratif, déplacent le cadre vers les

⁵⁷⁴ Dans ce chapitre nous nous servirons abondamment du terme « champ problématique». Ce terme de G. Deleuze est repris par L. Quéré afin de discuter l'« événement ». Nous citons : « Pour reprendre une définition de G. Deleuze : [les événements] sont des singularités qui se déploient dans un champ

déficiences du système sanitaire en Grèce. Les problèmes des îles grecques au niveau des infrastructures, le manque de personnel et les autres manques du système en Grèce continentale constituent le « champ problématique » qui rationalise le crash de l'hélicoptère. Les discours des acteurs politiques, comme par exemple Fragglinos Papadelis (voir Ethnos 17/01) viennent s'ajouter à cette intégration ; l'ex ministre de la Santé parle de l'échec du projet d'amélioration sanitaire des îles grecques, le « projet Ippokratis », dont il a été l'initiateur.

Or, notons les propriétés distinctes des médias, porteuses d'effets quant à l'attribution des responsabilités. *ELEFTHEROS Typos*⁵⁷⁵ parle de responsabilités gouvernementales, la chaîne privée donne davantage la parole aux familles des victimes qui vont chercher des responsables au sein de l'administration de l'EKAV et le journal *ELEFTHEROTYPIA* par une approche plutôt « neutre » parle de responsabilités partagées.

Tableau 53 Le crash de l'hélicoptère de l'EKAV : Titres et chapeaux figurant aux « unes » des journaux

Titres et chapeaux	Journal	Date
Temps : L'orage de la mort Le crash d'un hélicoptère de l'Ekav avec 5 passagers	TA NEA	15/01
Acte de dévouement : Vol fatal pour le sauvetage d'un homme de 75 ans qui avait des problèmes cardiaques Des destructions et des morts de l'orage Le vol de la vie est devenu le vol de la mort: dévouement des pilotes, du médecin et de l'ambulancier qui ont bravé le mauvais temps pour sauver l'homme de 75 ans qui souffrait d'un engorgement du myocarde	ELEFTHEROTYPIA	15/01
Après le scandale, la tragédie Hélicoptères de l'Ekav : l'orage a eu raison de l'«Agusta Belle » 'tout temps' Trahis par l'hélicoptère 'tout temps'; des recherches pendant toute la nuit pour les cinq disparus de l'Ekav/ Hélicoptères de l'Ekav: leur inefficacité apparaît d'une façon tragique. L'orage meurtrier a dénudé le mécanisme étatique même si le service météorologique avait prévu l'orage.	ELEFTHEROS Typos	15/01
Le temps- assassin : double tragédie La tragédie de l'hélicoptère; il transportait un patient de Patmos à Athènes. Des recherches pendant toute la nuit pour sa localisation	ETHNOS	15/01

problématique, et au voisinage desquelles s'organisent des solutions.». L. Quéré. L'espace public comme forme et comme événement..., *op. cit.*, p. 103.

⁵⁷⁵ Restons un peu sur le cadrage du journal *ELEFTHEROS Typos* qui mêle l'incident à la compétition politique. L'incident devient l'occasion de critiquer le gouvernement pour l'achat de ces hélicoptères. Nous citons : « l'achat des hélicoptères de l'Ekav a été une bonne chose uniquement pour la campagne électorale du Premier Ministre. L'intempérie meurtrière a mis à nu le mécanisme étatique, même si le service météorologique avait annoncé de violentes intempéries...Des responsabilités énormes se font jour pour l'ensemble du gouvernement, le ministère de la santé et l'administration de l'Ekav.» Les deux points soulignés par le reportage sont, premièrement, les soupçons de corruption dans les appels d'offre pour l'équipement de l'Ekav et, deuxièmement, le problème de la concentration des unités hospitalières à Athènes.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Titres et chapeaux figurant aux unes des journaux	Journal	Date
<p>Cri d'alarme des médecins après la tragédie La fatigue est probablement la cause de l'accident Les médecins sous le coup de l'émotion ont décidé de ne pas voler, en estimant qu'il n'y a pas de cadre juridique. Jusqu'ici les indications montrent que le pilote a surestimé ses forces et qu'il est entré dans l'orage. Cri d'alarme des îles grecques: les déficiences de l'équipement des hôpitaux et des centres sanitaires transforment des incidents médicaux quotidiens en urgences</p>	TA NEA	16/01
<p>Coup de vent meurtrier, coups de l'Ekav La moitié des vols de l'Ekav sont inutiles. Le coup de vent est la cause du crash d'après les appréciations des opérateurs de l'armée. Le crash a provoqué des turbulences au sein de l'Ekav. Deux médecins refusent de voler jusqu'à l'établissement d'un cadre juridique et l'amélioration de leurs conditions de travail.</p>	ELEFTHEROTYPIA	16/01
<p>Orage de responsabilités : Simitis faisait de la publicité des « Agusta » comme étant de « tout temps ». L'hélicoptère qu'on proclamait, avant les élections, comme un hélicoptère de « tout temps » a fini par se transformer en un hélicoptère de « temps permis ». Le crash de l'hélicoptère n'est pas seulement une conséquence des conditions du temps mais aussi des « soldes » intéressées faites lors de l'achat de ce type d'hélicoptère. Par ailleurs, les médecins refusent de voler. Ils demandent un cadre de fonctionnement Des combines étranges dans les appels d'offres pour les hélicoptères de l'Ekav/ Les recherches pour la localisation des disparus restent sans résultat: les familles des disparus espèrent un miracle/ Egée: des manques tragiques en médecins et l'équipement: l'incapacité de la Cité d'équiper les hôpitaux et les centres sanitaires émerge de façon tragique</p>	ELEFTHEROS Typos	16/01
<p>Nous volons à tort et à travers... L'Ekav désuni, les îles « dénudées », inaptes les hélicoptères Les gens qui participent aux opérations de survie comparaient les vols à des acrobaties sans filet. Manque d'administration, absence de cadre juridique dit le personnel. Et les îles, dans la majorité de cas, sont dénudées au niveau sanitaire. Les médecins préviennent : nous ne volons plus. On accuse l'administration de l'Ekav. Une pluie d'accusations après la tragédie.</p>	ETHNOS	16/01
<p>Santé à deux vitesses dans la mer Egée Miroir- choc Les responsabilités étatiques. Les médecins sont réticents Dans certaines îles, il existe des hôpitaux dont seraient jaloux même les hôpitaux les plus complets d'Athènes. Ailleurs, il n'y a pas de médecin. Ailleurs, on n'a pas où faire atterrir des avions. ELEFTHEROTYPIA donne une carte sanitaire montrant les deux vitesses. Qui est responsable ? La responsabilité est partagée.</p>	ELEFTHEROTYPIA	17/01
<p>La dernière conversation avec le pilote Sans résultats les recherches pour les disparus sLes accusations de la famille du médecin se trouvant dans l'hélicoptère Le ministre de la santé se cache: la critique de la Nouvelle Démocratie</p>	ELEFTHEROS Typos	17/01
<p>Interview avec Fragglinos Papadelis Des intérêts ont freiné le plan « Ippokratis »</p>	ETHNOS	17/01

Les crises à impulsion médiatique

Tableau 54: Le crash de l'hélicoptère de l'EKAV : Légendes et extraits de reportages des journaux télévisés

Légendes et extraits de reportages	Chaîne	Ordre	Date
[Première diffusion du crash de l'hélicoptère : Le crash est cadré part rapport aux problèmes de l'intempérie] « Les problèmes de l'intempérie : un hélicoptère a disparu »	MEGA	1	14/01
<i>Reporter</i> : En évolution se trouve une opération de l'aviation maritime pour la localisation de l'hélicoptère de l'EKAV. Les opérateurs de l'aviation maritime ont affirmé que les conditions météorologiques étaient extrêmes	NET	1	14/01
<i>Légendes</i> : « La trajectoire du vol fatal »/ « Démissions des médecins qui refusent de voler »	MEGA	1	15/01
Légendes : « Les espoirs se perdent »/ « Des missions dangereuses ». L'hélicoptère a décollé de Pathmos sous la responsabilité du commandant de bord pour transférer un homme de 75 ans.	NET	1	15/01
<i>Légendes</i> : « EKAV : Des accusations contre l'administration »/« L'odyssée des malades » [Citons un extrait du reportage] « Journaliste : La famille de Befon accuse les responsables de l'Ekav en leur reprochant d'avoir commis une action criminelle. « Père de la victime : 'Nos enfants ont été sacrifiés à cause du président de l'Ekav. Je le considère comme le coupable principal. Il n'a pas su apprécier les mauvaises conditions atmosphériques et il a fait embarquer le personnel dans un hélicoptère qui ne pouvait pas répondre aux conditions et aux nécessités du moment' »	MEGA	1	16/01
<i>Légende</i> : « En recherchant le début de la trame ». [Le reportage parle de l'enquête : le temps, les accusations des médecins, le secrétaire général de la santé. Or, les familles des victimes qui portent des accusations contre les responsables de l'EKAV n'interviennent pas sur la chaîne publique]	NET	3	16/01
Déclarations du ministre de la Santé	MEGA	25	17/01
Déclarations du ministre de la Santé	NET	4	17/01

A la suite de la première diffusion, l'encadrement de l'incident acquiert une homogénéité en ce qui concerne les aspects problématiques traités : les journalistes ont plutôt mis en avant les problèmes des régions excentrées et celui du transport aérien des patients, les problèmes de manque d'effectifs et d'une mauvaise administration surtout dans les accusations de la famille du médecin qui était dans le groupe de sauvetage. Dans un article d'opinion du journal *ELEFTHEROTYPIA*, du 17 janvier, tous ces problèmes sont décrit, de la façon suivante :

« Nous le savons tous : le manque de personnel médical et para-médical dans les centres sanitaires des îles, les déficiences des hôpitaux dans les grandes îles, les responsabilités des médecins eux-mêmes qui refusent d'aller exercer leurs métiers dans les îles, et les responsabilités des hommes politiques (des députés et des ministres) qui exercent des pressions pour le transport des patients »

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

En outre, nous constatons que la chaîne privée *MEGA* a accordé davantage de place à la famille (nous parlons de la famille du médecin qui se trouvait dans l'hélicoptère). Cela est intéressant non seulement parce que la chaîne privée est davantage portée à la dramatisation et à la personnalisation mais aussi parce que les accusations de la famille mettent en avant une autre définition de la situation, qui n'est pas reprise par la chaîne publique. Il s'agit de la mise en avant des responsabilités de l'administration de l'EKAV et personnellement de son directeur. La source devient dans ce cadre le premier définisseur des responsables, ce qui par ailleurs est lié à la visibilité accordée par la chaîne privée à la famille de la victime.

A la suite de la phase de la *rationalisation*, nous entrons dans la phase de l'*amplification* du problème par la mobilisation informatique ; les médias entreprennent des recherches dans les îles grecques et ailleurs en Grèce à la recherche des déficiences au niveau sanitaire. Il s'agit donc d'une autonomisation de la production journalistique, telle que nous l'avons discuté dans le cas de l'uranium et d'une banalisation du problème, car le caractère dramatique de l'événement est atténué.

Ainsi la chaîne privée diffuse, juste après l'accident, une série de reportages sur les déficiences de l'Ekav dans les différentes régions de Grèce.

« *Journaliste* : Hier soir à Argos une femme âgée blessée a eu besoin d'être transportée. Comme Argos ne dispose pas d'ambulance on a dû demander de l'aide à Nauplie (la ville voisine). Mais il n'y avait pas de médecin pour accompagner la patiente. Il a fallu une heure pour que l'ambulance de l'Ekav arrive mais il n'y avait pas de médecin. » (MEGA, 17/01/2001)

« *Journaliste* : Une nouvelle aventure avec le transport aérien d'un patient. Trois jours après le crash de l'hélicoptère il a fallu transporter deux jeunes de Samos à Athènes. Les médecins de l'Ekav n'ont pas accepté de prendre part au transport. L'intervention d'un député a été jugée nécessaire » (MEGA, 17/01/2001).

Par ailleurs, le journal *ETHNOS*, dès le 29 janvier, inaugure une série de reportages concernant les déficiences sanitaires de la périphérie sous le titre « La santé en mer Egée : Itinéraire dans la mer Egée - Radiographie de l'ESY ». Chaque jour, dès le 29 janvier jusqu'au 24 février, le journal visite les îles de la mer Egée. Les reportages se réfèrent soit aux infrastructures matérielles (« Skiathos : le centre sanitaire de l'île en ruine » 15/02/2001), soit au manque de personnel médical (« Milos : l'île a besoin de médecins »

3/02/2001). Le circuit d'Ethnos dans les îles grecques vise au « diagnostic du système et à la proposition de solutions ». Par ce tour d'horizon des régions excentrées de la Grèce et par la mise en lumière de leurs problèmes au niveau sanitaire, le journal *ETHNOS* crée une mobilisation qui donne une multiplication d'accès au problème du système national de la santé.

Le « cas Panagiotakis »

Il est important de noter que la diffusion du sujet sera, dès le début, cadrée sur la bureaucratie et les dysfonctionnements que celle-ci engendre. L'événement dramatique s'intègre automatiquement à un « lieu commun », celui de la bureaucratie et des responsabilités administratives. La définition apportée par l'ensemble des médias en question est lancée parallèlement aux accusations de la famille de l'enfant. La famille rend responsable l'Etat et la bureaucratie du blocage du compte et portera plainte.

L'expansion médiatique sera forte après la mort du petit enfant. Les journaux font la « une » sur la cause le 6 mars tandis que la télévision privée a commencé dès le 4 mars à diffuser des reportages. La chaîne privée *MEGA* est la première à cadrer l'événement par rapport à la bureaucratie, ce qui, par ailleurs est le cadre d'imputation que la famille de la victime lance. Dans ce registre, la bureaucratie, la négligence des responsables étatiques qui n'ont pas réagi avec rapidité et efficacité dans le sens du déblocage de l'argent seront considérés comme les seuls responsables de la mort du petit.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Tableau 55 Le « cas Panagiotakis » : Légendes et extraits de reportages des journaux télévisés de la chaîne privée *MEGA*

Légendes et extraits de reportages	Chaîne	Ordre	Date
<i>Légendes</i> : "Lutte pour la vie"/ "Famille de Panagiotakis : L'Etat nous a privés de l'argent de mon enfant »	MEGA	9	4/03
<i>Légendes</i> : « Si la bureaucratie avait une âme »/ « A la recherche des responsabilités : Qui est responsable de la mort du petit Panagiotakis ? » <i>Reporter</i> : Deuil pour le petit Panagiotakis qui a été emporté par la leucémie. L'émotion provoquée par sa mort est panhellénique. Des donateurs ont offert 100 millions drc pour qu'il soit transféré à l'étranger. La bureaucratie a été la cause du blocage de l'argent. Le petit Panagiotakis est mort hier deux jours après le déblocage de la loi.	MEGA	2	5/03
<i>Légendes</i> : « Qui est responsable pour le petit malheureux ? »/ « Les accusations de la famille » <i>Reporter</i> : La mort du petit Panagiotakis provoque des réactions violentes. La famille a déclaré aujourd'hui que l'enfant a été tué par la bureaucratie, les députés ont demandé les démissions des responsables. Le ministre de la Presse a déclaré que les services publics ont fait de leur mieux tandis que le ministre de la santé a décidé que l'argent collecté dans la banque de la part des agents privés sera mis à la disposition de fondations pour enfants. [...] La mort du petit a laissé derrière elle comme un anathème le chagrin et la négligence des responsables étatiques. Une seconde chance ne lui a pas été donnée. Ses beaux yeux regardent avec optimisme et demandent une aide qui va tarder.	MEGA	2	6/03
<i>Légende</i> : « Les accusations » Echange sur le plateau entre le présentateur, la famille de l'enfant, le journaliste de <i>ELEFTHEROTYPIA</i> , le directeur périphérique de la banque Nationale et le président de l'Hopital des enfants malades [Paidon]. (La durée de l'échange est de 40 mn)	MEGA	3	7/03

Le lieu commun de l'inertie bureaucratique sera « adoptée » par les journaux aussi. Certes, *ELEFTHEROS Typos* personnalise la bureaucratie sous le visage du gouvernement. Or, la Banque Nationale reste le responsable principal de cette inertie.

Tableau 56: Le « cas Panagiotakis » : Titre et chapeaux figurant aux « unes » des journaux

Titres et chapeaux	Journal	Date
« On l'a sacrifié: un enfant- victime de la bureaucratie et de l'irresponsabilité » Mort à cause d'une feuille de papier: On l'a sacrifié. L'histoire tragique du petit garçon de 3 ans de Mytilène mort à cause de la bureaucratie. Le rôle de la télévision, de la banque et des personnages politiques	<i>ELEFTHEROTYPIA</i>	6/03
Tragédie: La bureaucratie à tué Panagiotakis	<i>TA NEA</i>	6/03
Bureaucratie- criminelle: on l'a privé de son dernier espoir de vie. Qui a condamné ce petit garçon à la mort ? Le formalisme de l'état passif et de la Banque Nationale ont privé d'espoir un petit garçon de Mytilène	<i>ELEFTHEROS Typos</i>	6/03
Bureaucratie criminelle: Récital d'hypocrisie du gouvernement qui essaie d'échapper à ses responsabilités dans la mort de Panagiotakis La famille: Que les coupables de la mort de notre fils soient punis Barrage de réquisitions au parlement pour l'insensibilité gouvernementale/ Parlement: hilarité face aux justifications du ministre de la santé	<i>ELEFTHEROS Typos</i>	7/03

La chaîne de télévision privée se mobilisera afin de mettre sur le devant de la scène d'autres cas d'enfants avec de graves problèmes de santé et d'argent. La demande de l'action, découlant de la demande de la réglementation éthique, sera entreprise par les journalistes eux-mêmes. Une opération de médiatisation est entreprise entre l'Etat et ceux qui ont besoin d'aide ou de protection sociale et que l'Etat inefficace et inactif ne peut pas protéger. Par-là, la télévision devient le médiateur pour l'attribution d'aides, à ces «victimes de la vie » que la « Cité » ne peut pas protéger. En sont caractéristiques les paroles d'un journaliste à une mère dont la fille est paralysée et qui rencontre des problèmes d'argent: « Vous n'êtes plus seule. Nous les journalistes qui avons rendu public votre problème, nous allons exercer des pressions pour qu'une solution soit trouvée pour votre fille. » (voir *MEGA* 7/03 ci-dessous).

Tableau 57 : L'amplification du « cas Panagiotaki » dans la chaîne privée

Extraits de reportages	Chaîne	Date (2001)
<i>Présentateur</i> : Après le petit Panagiotakis deux autres cas d'enfants sont mis en lumière. Les familles font appel à l'aide et au déblocage de l'argent. Les médecins ne donnent pas d'espoir.	MEGA	6/03
<i>Légendes</i> : « Deux cas analogues. On demande de l'espoir. Ne soyons pas nous aussi victimes de la bureaucratie »	MEGA	7/03
<i>Présentateur</i> : « C'est l'Etat qui bloque le droit à l'assistance. (Envers la mère) Vous n'êtes plus seule. Nous les journalistes qui avons diffusé votre problème, nous allons exercer des pressions pour qu'une solution soit trouvée pour votre fille. <i>Journaliste</i> : « La bureaucratie est plus forte que le gouvernement. Il y a un problème : qui gouverne ce pays ? Le gouvernement ou les bureaucrates ? La chose la plus facile en Grèce est de se cacher derrière de la bureaucratie. De dire c'est la loi qui ordonne. Cependant, le plus important est l'homme lui-même.	MEGA Echange sur le plateau entre le présentateur, un journaliste et la mère d'une fille malade dont le compte est engagé. La durée de l'échange est de 30mn	8/03

L'évasion de Passaris

Le crash de l'hélicoptère de l'EKAV étant cadré en référence aux dysfonctionnements du système sanitaire et la mort du petit Panagiotakis aux dysfonctionnements des services publics et de la bureaucratie, l'évasion de Passaris est cadrée en référence aux dysfonctionnements du système correctionnel. L'administration de la prison (il s'agit de la prison de Korydallos, l'une des plus importantes en Grèce) qui a donné l'autorisation de transfert à l'hôpital, l'accompagnement déficient du prisonnier

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

(deux policiers seulement qui ne portaient pas de gilets à l'épreuve des balles) sont parmi les points qui posent questions. La rationalisation de l'inattendu, du contingent, oriente le discours sur le champ du probable, voire les problèmes déjà connus ; le problème de la criminalité s'intègre aux problèmes de l'administration, du mauvais fonctionnement de l'Etat et de l'inefficacité de la machine étatique qui n'est pas en position non seulement de prévenir mais aussi de se confronter à de telles crises.

La chaîne privée est la première à diffuser l'événement le 16 février. Les journaux feront la une sur l'évasion le 17 janvier. Comme le révèle le tableau, ci-dessous, qui présente les unes de la presse, le cadrage de l'événement se fait en référence aux erreurs et négligences des forces policières. Les causes et les responsables de l'événement sont recherchées dans des ensembles problématiques comme la corruption des prisons et les problèmes de la Police Hellénique (ELAS). Les journalistes, font un travail de définition primaire en faisant de l'évasion sanglante un problème de dysfonctionnement des prisons.

Tableau 58: L' « évasion de Passaris » : Titres et chapeaux figurant aux « unes » des journaux

Titres et chapeaux	Journal	Date (2001)
Le massacre fait naître plusieurs questions Comment le malfaiteur a-t-il pu trouver une arme dans l'hôpital ?	ELEFROTYPYPIA	17/02
On a condamné à mort les 3 policiers Les dysfonctionnements de Korydallos [Prison] et d' ELAS [Police Hellénique]	ETHNOS	17/02
ELAS [Police Hellénique] et la Justice sont les responsables Le système de transfert des prisonniers dans les hôpitaux est ajouré ? Des négligences fatales et tragiques de ELAS et du ministère de la Justice ont armé la main du prisonnier K. Passari et ont conduit au massacre.	ELEFROTHEROS Typos	17/02
Le meurtrier a disparu, la décomposition est présente Peur des coups dans les prisons après le massacre de l'hôpital Geniko Kratiko	ELEFROTYPYPIA	18/02
La Cité n'est pas sous bonne garde L'événement criminel et la radiologie du meurtre Des policiers effrayés et inexercés, des criminels intrépides et décidés	TO VIMA	18/02
Comment on ordonne les évasions des criminels Le massacre dans le Geniko Kratiko est juste le sommet des scandales des transferts sans but et des évasions ordonnées	ELEFROTHEROS Typos	18/02
On a ouvert à Passaris la route de l'évasion Groupes de percussion pour le crime après le fiasco	TA NEA	19/02
Le criminel le savait sept jours à l'avance. Comment Passaris était-il au courant de son transfert tandis que l'ELAS ne l'était pas. Les résultats des enquêtes des services de sécurité qui voient le jour, révèlent la non communication et le chaos qui existe entre les services étatiques, les prisons et la Police, qui concourent au transport du dangereux criminel K. Passaris dont les tirs ont, samedi, causé la mort du deuxième policier. La police a été informée du transport un jour en avant, tandis que le plan d'évasion a été programmé.	ELEFROTHEROS Typos	19/02

La mobilisation informatrice engendrée après l'évasion se réfère aux nouvelles caractéristiques de la criminalité en Grèce. Le fait de l'évasion constitue, d'après les discours médiatiques, une indication sur les changements d'aspects du problème de la criminalité. Le processus d'amplification rend compte de ces changements et des « réseaux » illégitimes d'évasion. Dans ce cadre d'amplification du problème font leur apparition divers reportages. Entre autres, un reportage dans le journal *TO VIMA* du dimanche 18 février sur les nouveaux modèles de crimes et les nouveaux profils des criminels. Le journal *ETHNOS* parle, le 17 février, de corruption dans les prisons et la chaîne privée *MEGA* diffuse le 20 février une enquête sur les évasions des prisons.

3.2. Les effets sur l'action politique

Nous allons voir que pour ces trois événements la mobilisation partisane reste limitée à l'action du parti de l'opposition majoritaire. Les députés de la N.D. font usage de « champs problématiques » reconnus par le travail médiatique comme propre à toute intervention publique.

3.2.1. La politisation conjoncturelle du parti de l'opposition majoritaire

Le parti de l'opposition majoritaire est le seul à se mobiliser une fois que les événements dramatiques sont médiatisés. Le travail de politisation des événements dramatiques fait usage de l'armature de mobilisation déjà examinée, voire le dépôt de questions au parlement, des déclarations et des réunions. Par ces modes de mobilisation, on essaiera d'inscrire l'enjeu dans l'agenda gouvernemental. Or, tout un travail de définition de l'enjeu reprend les « champs problématiques » mis en avant par le travail journalistique, stimule les responsabilités gouvernementales et renforce les aspects négatifs des problèmes par l'évocation de la dangerosité et de la menace que le problème représente pour l'intérêt public et national.

En ce qui concerne le crash de l'hélicoptère de l'EKAV les députés du parti de l'opposition majoritaire ont déposé des réquisitions au parlement concernant les conditions

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

d'acquisition des hélicoptères et le cadre juridique de leur fonctionnement⁵⁷⁶. L'événement dramatique est exploité par la N.D. d'une autre façon : par sa mise en scène lors de la discussion au parlement du projet de loi concernant la modernisation du système sanitaire. Le député du parti de l'opposition majoritaire encadre l'événement par rapport aux déficiences de la couverture sanitaire des îles :

« La discussion du projet de loi coïncide et s'associe à l'événement dramatique de la chute de l'hélicoptère et de la mort de cinq personnes. Cet événement a fait émerger les problèmes, les déficiences, les faiblesses et les négligences dans le domaine des transports aériens et plus généralement de la couverture sanitaire des îles grecques. La plupart de ces problèmes ont été notés par notre parti dans nos réquisitions. ⁵⁷⁷»

Par ailleurs, dans leurs interpellations ils vont attribuer la responsabilité au ministre de la Santé en tant que « chef politique du centre national des urgences ».

Dans le cas de la mort du petit Panagiotakis et de l'évasion Passaris où les définitions médiatiques sont, elles aussi, menaçantes pour le gouvernement, les députés de l'opposition majoritaire seront beaucoup plus agressifs dans leurs interventions parlementaires et autres. Prokopis Pavlopoulos et Parthena Fountoukidou interviennent au parlement à propos de la question de Panagiotakis : le premier dépose une question envers le Premier Ministre, et la deuxième envers le ministre de la Santé et celui de la Sécurité sociale. Le représentant parlementaire (Pr. Pavlopoulos) de la N.D. dans sa réquisition contre le Premier Ministre note :

« Les phénomènes de la décomposition du mécanisme étatique ont acquis des dimensions endémiques dans notre pays. Ils menacent la cohérence sociale, la sensibilité mais aussi le prestige du pays à l'étranger. La vie d'un enfant innocent est broyée par les pierres meulières de la bureaucratie et de l'insensibilité étatique⁵⁷⁸ ».

La député de l'opposition majoritaire ira jusqu'à demander la démission des responsables de la direction politique du ministère de la Santé en les incitant à répondre « s'ils se sentent politiquement et moralement responsables ⁵⁷⁹». Le cadrage autour de la bureaucratie reste bien fixé dans les interventions de l'opposition majoritaire. Au delà de la

⁵⁷⁶ Il s'agit de la question de Nikitas Kaklamanis, le 15/01, de la question de Ioannis Chomatas (493/17.1.2001) le 19/01 et de la question de P. Melas (523/24.1.2001) le 29/01.

⁵⁷⁷ P. Melas, Parlement, 22 janvier 2001.

⁵⁷⁸ Prokopis Pavlopoulos, Parlement, 7 mars 2001.

⁵⁷⁹ Parthena Fountoukidou, Parlement, 7 mars 2001.

bureaucratie, l'élargissement des aspects négatifs du problème consiste à faire de celui-ci un problème dangereux aux effets considérables (menace pour la cohérence sociale et le prestige du pays à l'étranger). La demande de la prise en charge du problème par le gouvernement devient ainsi plus contraignante.

Dans le cas de Passaris, la politisation suit deux axes : il s'agit d'une part, d'attribuer les responsabilités politiques (cela est rendu possible par la mise en cause des dysfonctionnements des prisons et du ministère de la Justice) et de l'autre d'amplifier la question par la mise en avant du problème de la criminalité en Grèce.

Voici comment le député de la N.D. et ancien ministre de l'Ordre public parle de l'événement :

Il faut dire qu'au lieu de chercher des responsables pour des questions formelles, il faut chercher des responsabilités politiques et gouvernementales. Il faut dire que dans le domaine du ministère de la Justice et du ministère de l'Ordre public, il existe des manques considérables [...]

Il y a aussi la question de la prison de Korydallos. Le nombre de prisonniers a doublé. La prison est devenue une prison pour tous les types de prisonniers[...] Le tout doit rendre sceptique le gouvernement. Celui-ci doit avancer très vite dans deux directions, à savoir la Police et les régulations correctionnelles. Le gouvernement doit entreprendre des mesures pour que le citoyen grec soit en sécurité. Parce qu'on sait que les citoyens grecs du centre et de la périphérie ne se sentent pas en sécurité aujourd'hui. Et au niveau des statistiques nous sommes en position basse par rapport aux autres pays d'Europe et du monde. Je dois dire qu'auparavant on n'a pas expérimenté le crime organisé en Grèce tel qu'il s'est développé ces dernières années.

Je dois dire que l'atrocité dont font preuve les malfaiteurs est dangereuse et indicative d'un mauvais climat que nous vivons et que nous devons faire disparaître [...] Je dois vous confirmer que dans la région grecque où je me fais élire et j'en ai connaissance, l'insécurité des citoyens est phénoménale. De telles conditions n'existaient même pas lors des périodes d'anomalie politique en Grèce. [...] Le gouvernement doit inspirer de nouveau le sentiment de sécurité au citoyen grec et faire progresser un sentiment de sécurité dans le pays. ⁵⁸⁰»

La politisation consiste, tout d'abord, en la contextualisation de l'événement par rapport à des problèmes plus larges (dysfonctionnements de la machine étatique, criminalité) et à des aspects plus dangereux. Par la suite, une fois que la question est cadrée par rapport aux problèmes touchant l'action du gouvernement, il est plus aisé de lui en imputer les responsabilités.

⁵⁸⁰ Manolis Anagnostopoulos, Déclarations, 20 février 2001.

Les conjonctures non routinières, moteurs de la dynamique politique

Pour le parti de l'opposition majoritaire la « ressource de conjoncture » principale est le champ problématique, voire la révélation d'une situation problématique qui a acquis un caractère « national ». La mobilisation de la N.D. sur l'offre médiatique répond au souci de la mise en avant d'une offre polymorphe, la plus élargie possible, pour qu'elle « incorpore » les demandes sociales les plus diversifiées et pour qu'elle réponde aux « demandes » du plus grand nombre possible. Or, nous avons déjà vu que les médias sont dans la constitution de cette offre une ressource importante pour la « reconnaissance publique » des demandes non constituées.

Ainsi, nous pouvons soutenir que ce type d'offre médiatique est une ressource considérable pour le travail de représentation politique auquel vise le parti de l'opposition majoritaire, voire pour le processus de mise en avant d'une offre politique ajustée sur des attentes larges, indéterminées et diffuses. Les médias offrent la reconnaissance publique, en termes dramatiques, de ces situations problématiques et confèrent ainsi au parti de la N.D. une fonction légitimante de la mise en avant de la nécessité de leur prise en charge par l'action gouvernementale, et des responsabilités politiques.

3.2.2. La réaction gouvernementale

Finalement, le gouvernement est obligé de réagir. Sa réaction consiste à mettre en place des mesures réglant le problème, comme d'ailleurs c'était le cas pour l'affaire de l'uranium, et à « jouer » sur la définition des causes et des responsables du problème.

Commençons par ce que nous pouvons appeler effets institutionnels, voire les actes institutionnels entrepris en vue de la régulation du problème. Pour la question de l'EKAV, le ministre de la Santé a fait des annonces politiques qui font état d'un « programme pour l'amélioration des services de l'Ekav ». Il a reconnu l'intérêt du renforcement de l'Ekav en personnel médical et para-médical et annoncé l'embauche de 18 médecins ainsi que l'institution de primes spéciales pour les médecins chômeurs afin de les encourager à intégrer les unités hospitalières dans les régions excentrées.

Par ailleurs, la loi sur les comptes de collectes datée de 1931 est modifiée : le déblocage des comptes de collectes à but philanthropique ne nécessite plus d'actes bureaucratiques compliqués.

Finalement dans le cas de Passaris le Garde des Sceaux demande la démission du médecin qui a donné l'autorisation de transfert du prisonnier à l'hôpital pour examens médicaux et des trois fonctionnaires du conseil de la prison qui l'ont confirmé. Parallèlement, la nouvelle loi sur la lutte du crime organisé est renforcée par des dispositions visant à faire face à de telles situations.

Or, parallèlement à ces actes institutionnels, le gouvernement essaiera de manipuler la définition des causes et des coupables. Il essaiera de segmenter le problème et de détourner les responsabilités par la mise en avant du caractère accidentel et dramatique des événements.

Le ministre de la Presse et des Médias déclare à la conférence de presse du 15 janvier, sur le crash de l'hélicoptère de l'EKAV, que « cette évolution tragique est, le plus vraisemblablement, le résultat des mauvaises conditions météorologiques spécifiques à la région. L'enquête se poursuit ». Le problème redevient, dans le discours ministériel, un accident dû à l'orage. Ce type de spécification du problème nous amène à parler de la segmentation de l'événement, voire de l'effort gouvernemental à présenter le fait comme produit de conditions spécifiques et non comme le résultat de déficiences étatiques.

Le 6 mars à propos du cas de Panagiotakis le ministre en répondant à un journaliste déclare « ne parlons pas des responsabilités de façon générale. Parce qu'il y a des responsabilités morales, politiques, administratives et pénales. Nous considérons que de la part des services publics, a été fait tout ce qui était possible. Malheureusement, la santé du petit Panagiotakis s'est aggravée et a conduit à ce résultat dramatique. [...] Ces sujets ne peuvent pas faire l'objet d'une controverse ». Le caractère dramatique de la cause sera mis en avant pour détourner toute responsabilité et délégitimer la controverse politique.

Ces interventions gouvernementales seront inefficaces à gérer et altérer le cadre dominant. La surchauffe des informations produites par les médias, ce que nous avons appelé la multiplication des accès aux problèmes, intensifie le caractère problématique des événements de sorte que le gouvernement ne peut que s'attendre à ce que de nouveaux événements attirent l'intérêt médiatique.

L'expansion des « crises médiatiques »

Que retenir de ces processus d'expansion et de mise sur agenda des « faits exceptionnels » ? On peut en effet penser qu'il existe une offre médiatique qui porte des effets sur l'action politique en faisant bénéficier certains événements d'un impact considérable. Cette offre se caractérise par la coordination médiatique, celle-ci entraînant une médiatisation forte, bien que conjoncturelle.

Mais elle est également touchée par la convergence relative aux définitions adoptées. Ce qui nous amène au deuxième aspect de la production de l'offre médiatique qui est la conversion de l'événement en problème public c'est-à-dire le travail de publicisation auquel s'engagent les médias une fois qu'un événement imprévu ou peu familier émerge.

Nous avons dégagé deux processus par lesquels les médias arrivent à constituer un problème public : il s'agit du processus de rationalisation, d'une part, par lequel on intègre l'événement contingent et dramatique dans des « cadres » rationnels de définition, de contextualisation, de catégorisation et d'imputation ; et du processus d'amplification, de l'autre, par lequel on arrive à multiplier les accès aux problèmes et ainsi à renforcer ses aspects problématiques. Certes, les deux processus se déploient par rapport aux propriétés distinctes des entreprises médiatiques, ce qui veut dire que certains aspects du problème vont être davantage traités que d'autres dans certains médias mais sur une définition commune.

Finalement, le troisième aspect de cette offre est l'autonomisation du travail journalistique par rapport aux sources gouvernementales. La multiplication et la diversification des sources conduit au défaut pour le gouvernement des ressources d'influence dont il profite abondamment dans des conjonctures routinières. Les sources utilisées par les journalistes sont liées à l'événement lui-même : les experts, les familles des victimes, la presse étrangère sont, entre autres, parmi les sources les plus valorisées dans les cas que nous avons examinés.

Ainsi constituée l'offre médiatique porte des effets sur l'offre politique.

En premier lieu, elle devient une ressource aux partis politiques qui demandent la prise en charge du problème par le gouvernement. Ce travail de politisation consiste, tout d'abord, en la définition des enjeux : l'amplification de la négativité du problème et la conversion du problème en celui de responsabilité gouvernementale de cause sont deux

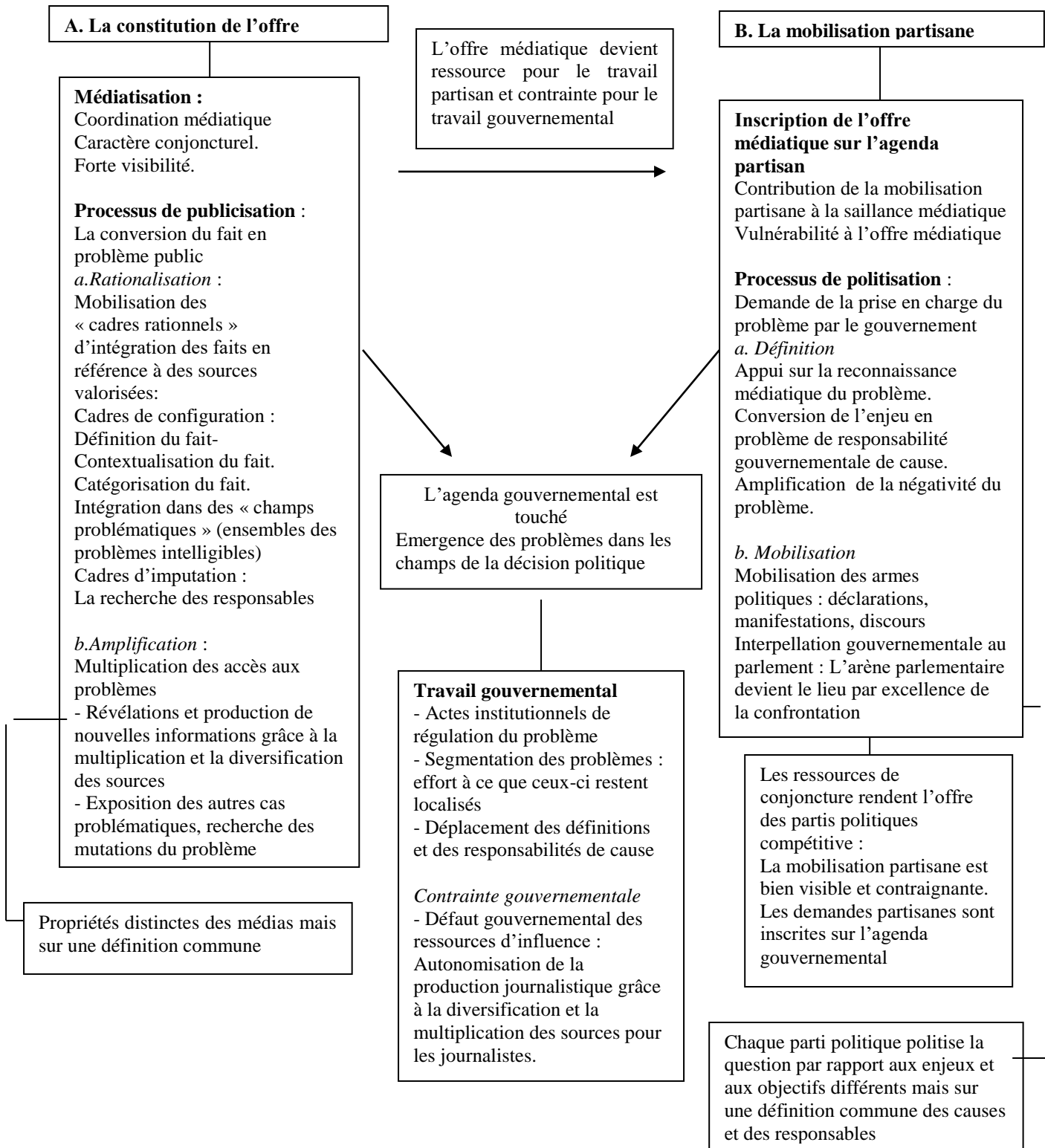
aspects de l'activité de définition. Le travail de définition prend appui sur la « reconnaissance publique » du problème tel qu'il est mis en avant par son initiateur, les médias.

Or, chaque parti politise la question par rapport à des enjeux et des objectifs différents (bien que sur une même ligne de définition). Les partis de la gauche ne se mobilisent que pour des causes qui font déjà partie de leur propre offre tandis que le parti de l'opposition majoritaire est prêt à intégrer de nouveaux problèmes « majoritaires » dans son offre, une fois que ceux-ci sont bien médiatisés. Or, l'armature de mobilisation dont les partis font usage n'a pas de différences avec celles utilisées dans les conjonctures routinières, sauf qu'on privilégie le dispositif parlementaire pour attribuer des responsabilités politiques et pour exploiter politiquement l'enjeu.

La mobilisation des partis renforce les effets de l'offre médiatique sur l'action gouvernementale par deux aspects institutionnels que les médias, par leur position, ne possèdent pas. Le premier est l'interpellation gouvernementale au parlement et le deuxième est la proposition des solutions et des actions particulières.

Ainsi le gouvernement est obligé de réagir ; sa réaction consiste à l'ordonnance de certains actes institutionnels pour la régulation spécifique du problème et au détournement de la définition des causes et des responsables. Dans le cas de l'affaire de l'uranium nous avons vu que les experts et les dimensions internationales de la crise sont manipulées par le gouvernement pour déplacer les responsabilités dans le traitement de certaines questions sur lesquelles insistent les partis de l'opposition. Les enjeux portant sur la Bourse seront orientés par le gouvernement vers un traitement purement économique. Et, en ce qui concerne les événements dramatiques, le caractère dramatique et accidentel des faits est mis en avant pour détourner les responsabilités.

Schéma 8 L'offre médiatique



Conclusion

Dans cette étude nous nous sommes interrogés sur la constitution des problèmes publics en Grèce par l'observation du dispositif de l'agenda politique. L'agenda politique est perçu comme l'ensemble des problèmes publics qui revendiquent leur inscription dans le champ politique en tant que problèmes à régler. Nous nous sommes efforcés de restituer les processus quotidiens d'émergence dans l'espace public des thèmes et des définitions au travers des formes d'interdépendance entre, notamment, les acteurs politiques et les médias.

L'objet de l'analyse a été défini comme un ensemble de mobilisations stratégiques des acteurs politiques et sociaux pour que leurs offres accèdent à l'espace public et s'inscrivent dans le champ politique. Les activités concrètes des acteurs interagissent avec le travail quotidien des médias qui font émerger et codifient, en fonction de leurs contraintes et de leurs priorités, des problèmes publics. L'implication des médias dans l'élaboration de l'agenda politique a été perçu comme un environnement des ressources et des contraintes par les stratèges politiques. C'est la croyance politique en l'effectivité médiatique sur laquelle reposent les usages politiques des médias dans l'élaboration des offres politiques. Les routines organisationnelles, les pratiques professionnelles, les croyances journalistiques, les stratégies et les déficiences des entreprises médiatiques influencent le travail de sélection des questions à l'ordre du jour médiatique et règlent l'accès des forces politiques et sociales à l'espace de la visibilité sociale.

L'agenda politique au quotidien, en tant qu'ensemble de problèmes qui captent l'attention des gouvernants et du monde social, est le produit de l'interaction entre les mobilisations stratégiques politiques et sociales et les contraintes médiatiques. La résultante de cette interaction détermine l'émergence dans l'espace public des problèmes politiques et l'inscription de certains d'entre eux dans le champ de la décision politique.

1. Les deux moments de l'agenda : de la permanence au changement

L'interdépendance des acteurs politiques, sociaux et médiatiques dans le quotidien est influencée par deux différents moments : les conjonctures routinisées et les conjonctures non routinières. Le processus d'élaboration de l'agenda politique sera touché par les propriétés différentes des régimes de routine et de crise.

L'imbrication de l'ensemble des acteurs est mieux perçue lorsqu'on avance la proposition suivante: les partis politiques dans leur lutte concurrentielle quotidienne et en fonction des positions occupées dans le champ politique sont les moteurs routiniers de l'élaboration de l'agenda politique ; c'est dans ce cadre que les « demandes » externes, telles qu'elles sont communiquées par les médias ou par les agents sociaux divers, sont prises en compte par les agents politiques, et qu'elles acquièrent leur dynamique d'accès dans le champ politique. Les groupes politiques minoritaires, les syndicats et les médias (en rapportant les événements dramatiques, les questions exceptionnelles d'intérêt national) ont une influence conjoncturelle sur la formation de l'agenda politique. Une fois que leurs mobilisations animent les relations de la concurrence politique, les problèmes peuvent connaître une forte expansion et aboutir à l'emprise immédiate du champ de la décision politique.

On perçoit l'état global des conjonctures routinisées, où les partis sont les moteurs de l'agenda, dès lors qu'on établit une typologie des offres politiques en commençant par l'offre du parti au pouvoir pour passer aux partis de l'opposition majoritaire et minoritaire et aux parlementaires.

Les offres politiques sont le produit des relations de compétition régissant le milieu politique, c'est à dire que les problèmes proposés sont choisis et définis relationnellement selon leur rentabilité politique : les acteurs politiques choisissent, définissent et communiquent les problèmes à fins de légitimation, de délégitimation, de mobilisation, de différenciation, de survie électorale. Selon les positions occupées et les objectifs visés, ils mettent en oeuvre des stratégies par lesquelles ils chercheront à accroître leur influence sur le marché politique. Ils se saisissent des questions dont ils peuvent tirer profit par leur investissement sur le marché et influencer la dynamique de la représentation politique. Les ressources inscrites dans la position, dans l'histoire du parti mais aussi celles venant des

alliances et de l'environnement extérieur seront mobilisées pour que leur influence soit la plus grande possible.

L'efficacité des stratégies mises en oeuvre est dépendante des rapports de force au sein du champ politique. En effet, le contrôle de l'agenda par les gouvernants, dans les conjonctures routinières, ne laisse que des marges d'influence limitées aux autres acteurs politiques. L'influence des acteurs est distribuée de façon inégalitaire: la position occupée dans le champ politique distribue les ressources et pèse sur les stratégies et les tactiques mises en oeuvre. Elle affecte également les couvertures médiatiques : dans les interactions quotidiennes avec le travail médiatique, le parti au pouvoir bénéficie des dépendances journalistiques à son égard. Plusieurs contraintes inhérentes au mode de production journalistique placent les gouvernants dans une position avantageuse. Les pratiques et les routines obligent les journalistes à être dépendants des sources officielles et notamment des sources gouvernementales qui sont les plus valorisées. La mobilisation gouvernementale parvient à exclure des thèmes, des acteurs et des définitions compétitives de l'espace médiatisé de la compétition politique et ainsi à contrôler l'agenda politique.

Les mobilisations des partis politiques ne seront pas compétitives puisqu'elles échouent à toucher immédiatement l'agenda gouvernemental (uniquement sur le long terme, comme la mobilisation de l'opposition majoritaire). Les partis d'opposition réussissent des émergences complémentaires des questions dans l'espace public (des sondages), dans les agendas médiatiques, parlementaires, dans les mouvements sociaux ou dans les forces militantes. Ces inscriptions des problèmes dans des champs autres que celui du pouvoir politique soufflent une dynamique qui sera activée dans les conjonctures de crises politiques, là où une série de facteurs touchent la prédominance gouvernementale et distribuent des ressources de conjoncture aux autres acteurs politiques. Lors de ces conjonctures non routinières où les problèmes connaissent une forte expansion, l'emprise du champ politique est immédiate.

La fluctuation de la valeur des ressources gouvernementales est le produit du passage des régimes de routine à des régimes de crise, de la permanence de l'agenda au changement de celui-ci. Le partage des ressources de position institutionnelle dont jouissent les acteurs gouvernementaux (et qui sont considérées comme les plus efficaces) entre plusieurs acteurs politiques, la coordination de l'action collective autour d'un nombre restreint de thèmes et de définitions et l'autonomisation du travail médiatique des sources

gouvernementales et sa coordination avec les mobilisations sociales et politiques, rendent les stratégies gouvernementales inefficaces, font émerger des questions et des définitions qui ne sont pas de l'intérêt du gouvernement et leur confère une expansion telle que le gouvernement est contraint d'inclure dans son ordre du jour les problèmes émergés. Le gouvernement perd le monopole de ses ressources. Ses opposants ayant, par leurs mobilisations routinières, conquis une présence militante sur un certain nombre de questions, parviennent, pendant ces conjonctures non routinières, à rendre leurs offres compétitives et toucher le champ de la décision politique.

Ainsi les gouvernants en tant que « définisseurs primaires » ne sont pas toujours en position de maintenir le contrôle de l'agenda politique. Il y a des situations où ils ne parlent pas d'une seule voix (la crise partisane est révélatrice sur ce point), ils ne peuvent pas prévenir les fuites ou les propos dissonants à l'intérieur du gouvernement (notamment lorsqu'il y a des intérêts contraires entre les membres du parti), d'autres définisseurs passent en premier plan en jouissant du devant de la scène (les syndicats) et finalement, les journalistes peuvent se comporter en tant que définisseurs primaires des événements en problèmes (le modèle de l'offre médiatique).

Les propriétés des situations changent en touchant l'élaboration de l'agenda ainsi que l'influence respective des acteurs politiques et médiatiques sur l'agenda politique. Bien que les sources officielles pèsent considérablement sur l'agenda des médias en orientant la sélection médiatique, leur relation ne se limite pas à cette influence unilatérale. Dans les situations où les sources des journalistes se multiplient et se diversifient (les événements dramatiques), des sources bien valorisées émergent (en raison du statut de leur représentativité et légitimité, le cas des syndicalistes), le travail journalistique tend alors à devenir autonome par rapport au politique. Nous avons vu que les journalistes choisissent et sollicitent des sources selon les concurrences régissant le champ médiatique et les stratégies des entreprises (les questions portant sur les citoyens dans la télévision privée), selon les caractéristiques de certains événements (les événements dramatiques, les faits divers), selon les intérêts propres au champ (l'émergence des questions sur la réforme de la sécurité sociale) ou selon les lignes éditoriales de certaines entreprises (certains journaux sont par exemple plus sensibles face à des questions d'écologie en donnant la parole à des associations écologistes).

L'analyse que nous avons présentée fait également réfléchir aux rôles différents joués par la presse écrite et la télévision dans l'élaboration de l'agenda. La presse écrite disposant d'une position valorisée dans le champ médiatique grec se pose en acteur politique et social prenant, parfois, une position active, selon les lignes éditoriales, face aux questions politiques et sociales. Sa contribution à l'agenda politique est justement liée à sa position valorisée: jouissant d'une crédibilité parmi les acteurs politiques, elle arrive à influencer l'agenda des gouvernants par son statut bien légitimé. L'influence de la télévision privée est fonction de son poids spécifique dans l'espace médiatique: étant source d'information principale pour la majorité de la population, elle exerce une pression sur les gouvernants par son statut de « représentativité ». La presse et la télévision évoluent en ressources ou en contraintes pour l'action politique et sociale selon les propriétés des situations.

2. La reproduction du bipartisme au quotidien au travers du dispositif de l'agenda politique

Le dispositif de l'agenda politique ainsi décrit, permet une approche du phénomène du bipartisme. La science politique grecque s'est beaucoup intéressée aux phénomènes de clientélisme, à la convergence programmatique, à l'affaiblissement de la polarisation idéologique entre les partis politiques. Pour notre part, nous focalisons notre intérêt sur la gestion privilégiée de la visibilité sociale par les deux partis de gouvernement et ses effets sur le système politique grec.

Suivant les deux moments de l'agenda, les régimes de routine et de crise, nous pouvons mieux apprécier les conditions de reproduction du bipartisme: la participation inégale des partis à la formation de l'agenda politique lors des conjonctures routinières et la distribution inégale des profits politiques lors des crises politiques.

Le groupe dirigeant du PA.SO.K. met en oeuvre des stratégies qui visent au contrôle de l'agenda politique. Détenteur du pouvoir depuis plusieurs années, ses ressources ne se limitent pas aux positions institutionnelles. Le potentiel des ressources que le parti peut investir dans la compétition politique lui assure sa prédominance sur l'agenda: des ressources collectives partisans, des capitaux personnels attachés à son leader, des alliances avec des réseaux sociaux forts tels que les entrepreneurs médiatiques, les

contraintes économiques, politiques et organisationnelles des médias pèsent de manière à ce que le P.A.S.O.K. ait un accès direct sur l'agenda médiatique et une influence importante sur l'agenda partisan. La vulnérabilité des médias et des adversaires politiques par rapport aux stratégies gouvernementales assure au parti une influence directe et majeure sur la gestion de la dynamique des problèmes et de leurs définitions dans l'espace public.

La N.D. met en avant des stratégies à fins d'imposition des catégories politiques par lesquelles elle cherche à recueillir les profits de distinction qui y sont attachés. Ses membres dirigeants dépourvus de ressources partisans fortes (notamment le président et le porte-parole du parti), mobiliseront des ressources de l'environnement extérieur, et notamment des médias. Là où la presse et notamment la télévision se libèrent de leur dépendance par rapport aux sources gouvernementales, elles servent les objectifs politiques de la N.D.. Le parti de l'opposition majoritaire réussira à rendre son offre compétitive. La N.D. pèse sur la dynamique des problèmes dans l'espace public et ses propositions touchent l'agenda gouvernemental une fois qu'elles s'imposent dans la compétition politique. Les sondages incluent les catégories (nous avons suivi les cas exemplaires de la « corruption » et de la « quotidienneté ») comme problèmes à traiter et les journalistes politiques viennent confirmer la compétence de la N.D. à les résoudre. Cette alliance permet d'imposer sur le marché politique des problèmes qui sont les produits des concurrences inter-partisanes et des stratégies de positionnement sur le marché politique.

La mobilisation des deux partis de la gauche parlementaire dont les objectifs visent à la représentation politique de la Gauche, reste d'une influence limitée sur l'agenda politique. Dans les conjonctures routinisées les deux partis attachés à des problèmes et des publics spécifiques n'arrivent à toucher ni la dynamique des problèmes dans l'espace public ni l'agenda gouvernemental. Cependant, les positions, les objectifs et les stratégies mises en oeuvre par les deux partis de l'opposition minoritaire diffèrent significativement.

Le K.K.E. en fondant sa stratégie sur ses ressources partisans valorisées cherche la monopolisation de l'espace symbolique de la Gauche. Le parti travaille quotidiennement sur les problèmes de son public et allié traditionnel (travailleurs, agriculteurs) en visant la mobilisation à fins d'exposition de ses forces militantes, son capital valorisé. Les appels aux grèves et aux manifestations seront mieux valorisés dans les conjonctures non routinières, où l'extension de certains problèmes dans les médias, et avec l'aide des autres partis politiques, fait monter en visibilité et rend efficace la mobilisation du parti. Le

Conclusion

Synaspismos essaie de se positionner sur le marché politique en se différenciant des autres offres proches de la gauche, du K.K.E. et du PA.SO.K., partis mieux pourvus en ressources. Sa quête de ressources passe par l'établissement d'alliances avec des organisations minoritaires dont les demandes ne sont pas représentées politiquement ou en exploitant l'information médiatique de la presse écrite.

La participation inégale des partis à la dynamique de l'agenda politique, fondée sur l'accès inégal à l'espace public est associée à la compatibilité des deux partis de gouvernement avec les logiques des médias.

Tout d'abord, c'est la stratégie de la télévision privée, celle de la représentation des problèmes des citoyens. Nous avons vu comment la production des chaînes de télévision privée fondée sur les plaintes des citoyens a été exploitée par le parti de la N.D. dans la constitution de son offre. Et comment les deux partis de gouvernement ont, pratiquement, la possibilité de suivre le rythme de l'actualité tel qu'il est imposé par les médias et d'intervenir sur un éventail élargi de l'actualité médiatique. Ce qui n'est pas le cas des deux partis de l'opposition minoritaire qui ne portent pas attention aux questions qui ne sont pas compatibles avec leur profil politique et leur offre partisane. Les deux partis de gouvernement ont également la possibilité d'alimenter quotidiennement les médias avec des nouvelles « attractives » (visites dans les hôpitaux et constatation des dysfonctionnements, production de documents juridiques). Or, les modes de mobilisation des deux partis de la gauche (grèves, manifestations, journées, rassemblements des spécialistes pour le traitement des questions) ne sont pas des événements médiatiques qui peuvent attirer l'intérêt notamment de la télévision privée. Nous avons vu que cette incompatibilité de la télévision privée avec les deux partis d'opposition minoritaire repose sur une croyance, fondée sur les pratiques journalistiques, de ce qui est nouvelle et de l'importance de la nouvelle. L'exclusion des thèmes et des groupes « stigmatisés » et/ou minoritaires obéit à une condition très importante de la télévision privée, être majoritaire, suivre les nouvelles concernant la majorité.

L'accès inégal des partis à l'espace public est la première condition de la reproduction du bipartisme dans le quotidien. Il y en a une deuxième : les deux partis de gouvernement capitalisent leurs mobilisations quotidiennes même quand leur contribution à la dynamique des questions politiques n'est pas la plus déterminante. Les partis de la gauche bien qu'ils jouent un rôle important dans l'expansion des questions sociales, ne

parviennent pas à capitaliser (convertir en audience électorale) leurs profits sur le marché politique, même pendant les crises politiques.

Nous avons déjà parlé de l'affaiblissement de l'hégémonie gouvernementale lors des crises politiques. Les partis de l'opposition jouissent des ressources de conjoncture qui rendent leurs offres compétitives : une fois que les questions politiques montent en saillance, l'exploitation partisane a bien plus de chances d'être effective en assurant une inscription sur le champ politique. Cependant, même si les expansions non contrôlées fonctionnent en dépit des gouvernants et en faveur de ses opposants, elles n'arrivent pas à modifier les hiérarchies politiques dominantes.

Les partis de la gauche ont une contribution importante lors de ces processus d'expansion incontrôlée. La mobilisation des ressources coercitives et la coordination de ses lignes d'action avec les autres acteurs politiques sont des facteurs d'expansion. Bien que les mobilisations des partis de la gauche soient les plus dynamiques, ces derniers n'arrivent pas à imposer leur propre cadre d'action car les acteurs-moteurs des crises, à savoir les fractions partisans, les syndicalistes et les médias imposent aux autres acteurs politiques leurs propres définitions. Les offres de la gauche ne deviennent pas compétitives même si les caractéristiques des situations ont changé et que le maître du jeu n'a pas le rôle primaire dans l'expansion.

Les deux partis de la gauche arrivent à renforcer leur capital partisan collectif (car leurs mobilisations sont dynamiques) mais cette influence ne sera pas convertie en audience électorale. Les trophées politiques seront de nouveau partagés entre les deux partis de gouvernement.

La résultante de ces deux conditions de la production quotidienne du bipartisme, de l'accès privilégié à l'espace public (en régimes de routine) et de la capitalisation des gains politiques (en régimes de crise) par les deux partis du gouvernement, amène à une troisième condition importante. Il s'agit de l'imposition dans l'espace public d'un agenda délimité à un nombre restreint de problèmes mis en avant par les orientations stratégiques des deux partis de gouvernement, répercutés par les médias et attribués à un nombre délimité (entre les deux partis de gouvernement) d'acteurs politiques « compétents » pour les résoudre. Cet agenda politique, produit des relations inégales, capte l'attention publique (des gouvernants

et du monde social et politique), jouit d'une montée en saillance et s'impose comme ensemble des propriétés communes d'une collectivité politique.

L'agenda politique ainsi élaboré, s'impose et se naturalise dans l'espace public en tant qu'attente collective. Il s'agit d'un cercle vicieux de légitimation et d'imposition d'un ordre politique qui peut exister même dans des conditions de changement. Le travail des sondeurs et des journalistes y est déterminant : ils traduisent les problèmes publics stratégiquement mis en avant, en demandes sociales, au travers de la production des statistiques et des discours célébrant l'objectivité de celles-ci. C'est avec cette proposition que nous voulions clore cette étude : l'agenda politique imposé en tant qu'attente collective dans l'espace public délimite l'horizon des choix ordinaires. Le citoyen est en partie assujéti à cette offre construite par un jeu dynamique d'interaction où les rapports de force sont bien établis.

Cette proposition nous indique aussi la voie d'élargissement de l'enquête. Celle-ci consisterait en la prise en compte de groupes qui interviennent indirectement dans le fonctionnement de l'agenda. Nous parlons des intellectuels (mais aussi de groupes de pression) qui, agissant d'une façon silencieuse, arrivent à influencer les choix et les définitions des problèmes publics. Leurs alliances avec les groupes dirigeants sont déterminantes dans l'élaboration et l'imposition d'un agenda bien légitimé dans l'espace public. Mais, il y a une autre voie. Il s'agit de la façon dont cette construction symbolique que nous avons examinée est liée à l'exercice du pouvoir, c'est à dire au programme d'action mis en avant une fois que les acteurs politiques s'emparent d'une question politique. La recherche consisterait à analyser comment les produits politiques ainsi élaborés et configurés au travers des interactions diverses se traduisent en politiques publiques et services collectifs.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons divisé la bibliographie en deux parties selon notre objet empirique et notre problématique. Dans la première partie, le lecteur trouvera des ouvrages portant sur l'espace politique et les médias (et dans une moindre mesure sur l'action collective). Dans cette partie de la bibliographie nous avons isolé les ouvrages portant plus spécialement sur notre terrain d'enquête, celui des partis politiques parlementaires et des médias nationaux grecs (et moins sur le syndicalisme). Dans la deuxième partie, nous avons compris des ouvrages sur les questions spécifiques d'« agenda politique », de « cadrage » et des « problèmes publics ».

1. Bibliographie générale sur l'espace politique et les médias

- BALLE François, PADIOLEAU Jean G. *Sociologie de l'information. Textes fondamentaux*. Paris : Larousse, 1973.
- BENNETT Lance. *News. The politics of illusion* (Ειδήσεις. Η πολιτική των ψευδαισθήσεων). Athènes : Dromeas, 1999.
- BOLTANSKI Luc. *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*. Paris : Métailié, 1993.
- BOURDIEU Pierre. La représentation politique. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984, n° 52-53.
- BOURDIEU Pierre. La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, février - mars 1981, n° 36/37, p. 3-24.
- BOURDIEU Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Seuil. 2001.
- BOURDIEU Pierre. *Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction*, *Annales*, juillet-octobre 1972, 4-5, p. 1105-1127

L'agenda politique au quotidien

- BOURDIEU Pierre. *Propos sur le champ politique*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2000.
- BOURDIEU Pierre. Stratégies de reproduction et modes de domination. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, décembre 1994, n° 105.
- BOURDIEU Pierre. *Sur la télévision* (en grec). Paris : Raisons d'agir, Liber, 1996.
- BRAUD Philippe. Du pouvoir en général au pouvoir politique. *Traité de science politique (1). La science politique science sociale. L'ordre politique* /ed. par Madeleine GRAWITZ, Jean LECA. Paris : PUF, 1985, p. 335-393.
- BRAUD Philippe. *La science politique*. Paris : PUF, (8^{ème} édition) 2001.
- BRUGIDOU Mathieu. *L'élection présidentielle : discours et enjeux politiques*. Paris : L'Harmattan, 1995.
- CHAMPANGE Patrick. *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris : Les Editions de Minuit, 1990.
- CHARLOT Jean, CHARLOT Monica. L'interaction des groupes politiques. *Traité de science politique (3). L'action politique* / ed. par Madeleine GRAWITZ, Jean LECA. Paris : PUF, 1985, p.497- 536.
- CHARLOT Jean, CHARLOT Monica. Les groupes politiques dans leur environnement. *Traité de science politique (3). L'action politique* / ed. par Madeleine GRAWITZ, Jean LECA. Paris : PUF, 1985, p.429-495.
- CHARRON Jean. *La production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*. Québec : Editions de Boréal, 1994.
- CHEVEIGNE Suzanne de. *L'environnement dans les journaux télévisés : médiateurs et visions du monde*. Paris : CNRS Communication, 2001.
- DOBRY Michel. *Sociologie des crises politiques*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, nouvelle édition, 1992.
- FAVRE Pierre. *La manifestation*. Paris : Presses FNSP, 1990

Bibliographie

- GAXIE Daniel, LEHINGUE Patrick. *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*. Paris : PUF, 1984.
- GAXIE Daniel. *La démocratie représentative*. Paris : Montchrestien, 4ème édition, 2003.
- GAXIE Daniel. *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris : Seuil, 1978.
- GAXIE Daniel. Une construction médiatique du spectacle politique ? Réalités et limites de la contribution des médias au développement des perceptions négatives du politique. *La politisation* / ed. par Jacques LAGROYE. Paris: Belin. 2003
- GERSTLE Jacques. Introduction. Les effets d'information. Emergence et portée. *Les effets d'information en politique* / ed. par Jacques GERSTLE. Paris : L'Harmattan, 2001, p. 11-28.
- GERSTLE Jacques, DAVIS Dennis K., DUHAMEL Olivier. Television news and the construction of Political Reality in France and the United States. *Mediated Politics in two cultures: Presidential Campaigning in the United States and France* / ed. par Lynda Lee KAID, Jacques GERSTLE, Keith R. SANDERS. New York : Praeger, p. 119-143.
- GERSTLE Jacques, DUHAMEL Olivier, DAVIS Dennis K. La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1989 aux Etats- Unis et en France. *Pouvoirs*, PUF, 1992, n° 63, p. 53-70.
- GERSTLE Jacques. L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture. *Revue Française de science politique*, vol. 46, n° 5, 1996, p. 731-752.
- GERSTLE Jacques. *La communication politique*. Paris : Dalloz, Armand Colin, 2004.
- GERSTLE Jacques. La persuasion de l'actualité télévisée. *Politix*, n° 47, Télévision et Politique, 1997, p. 81-96.
- GERSTLE Jacques. Presse écrite et comportements politiques : Analyse empirique de l'influence. *La presse écrite : objets délaissés* / ed. par Jean-Baptiste LEGAVRE, Paris : L'Harmattan, 2004, p. 337-350.

- GINGRAS Anne-Marie. L'impact des communications sur les pratiques politiques. Lecture critique. *Hermès*, 1995, n° 17-18, p. 37-47.
- GRIGNOU Brigitte, LE PATOU Charles. Mouvement des chômeurs : mais que font les médias ?. *Les effets d'information en politique* / ed. par Jacques GERSTLE. Paris : L'Harmattan, 2001, p. 31-54.
- HALL Peter. M. Une analyse symbolique - interactionniste de la politique. *L'opinion publique : examen critique, nouvelles directions* / ed. par Jean G. PADIOLEAU. Paris : Mouton, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1981, p. 287-335.
- KATZ Richard S., MAIR Peter. Changing models of Party Organization and Party democracy : The emergence of the Cartel Party. *Party Politics*, janvier 1995, vol. I, n° 1, p. 5-28.
- LAGROYE Jacques (dir.). *La politisation*. Paris: Belin. 2003.
- MANIN Bernard. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris, Flammarion, 1996.
- MERCIER Arnaud. *Le journal télévisé. Politique de l'information et information politique*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996.
- MOLOTCH Harvey, LESTER Marilyn. L'usage stratégique des événements : la promotion et le montage des nouvelles. *L'opinion publique : examen critique, nouvelles directions* / ed. par Jean PADIOLEAU. Paris : Mouton, 1981, p. 368-390.
- NEVEU Eric. *Sociologie du journalisme*. Paris : La Découverte, 2004.
- OFFERLE Michel. *Sociologie de la vie politique française*. Paris : La Découverte, 2004.
- OFFERLE Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris : Montchrestien, 2ème édition, 1998.
- OFFERLE Michel. *Les partis politiques*. Paris : Puf, 4ème édition, 2002.
- PADIOLEAU Jean (dir). *L'opinion publique : examen critique, nouvelles directions*. Paris : Mouton, 1981.

Bibliographie

- PERALVA Angelina, MACE Eric. *Médias et violences urbaines : Débats politiques et construction journalistique*. Paris : La documentation française, 2002
- SCHUMPETER Joseph. *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Paris : Ed. Payot, 1990.
- TUCHMAN Gaye. *Making News. A study in the construction of reality*. New York: The Free Press, 1978.
- WOLTON Dominique. *La communication politique : construction d'un modèle*, *Hermès*, Le nouvel espace public, 2001, n° 4, p. 27-42.
- WOLTON Dominique. *Les médias, maillon faible de la communication politique*. *Hermès*, Le nouvel espace public, 2001, n° 4, p. 165- 180.

1.1. Bibliographie sur les partis politiques et les médias grecs

- ALEXAKIS Manolis. *L'idéologie du centre droite et la Nouvelle Démocratie : les défis et les perspectives de 'parataksis' conservatrice (Κεντροδεξιά Ιδεολογία και Νέα Δημοκρατία : Η πρόκληση και οι προοπτικές της συντηρητικής παράταξης)*. *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, n° 17, mai 2001, p. 103-139.
- ALEXANDROPOULOS Stelios. *Partis politiques et transformation sociale envers 2000 (Κόμματα και κοινωνικός μετασχηματισμός μπροστά στο 2000)*. *Grèce vers 2000 : politique et société, économie et affaires étrangères (Η Ελλάδα προς το 2000. Πολιτική και κοινωνία, οικονομία, εξωτερικές σχέσεις)* / ed. par Ilias KATSOULIS, Tasos GIANNITSIS, Panos KAZAKOS. Athènes : Papazisis-Friedrich Ebert Stiftung, 1988, p. 119-148.
- CONTOGEOORGIS Georges. *Système politique et Politique*. Athènes : Ed. Polytypo, 1985.
- DARZANOU Aggela. *Journalisme et médias : Une lecture différente des enquêtes (Δημοσιογραφία και ΜΜΕ : Μια διαφορετική ανάγνωση των ερευνών)*. *L'opinion publique en Grèce : recherches – sondages 2002 (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες – δημοσκοπήσεις)* / ed. par Christoforos VERNARDAKIS. Athènes, Livanis, 2002, p. 245-268.

- DEMERTZIS Nikos (dir.). *La culture politique grecque aujourd'hui* (Η ελληνική πολιτική κουλτούρα σήμερα). Athènes : Odysseas, 1994.
- DEMERTZIS Nikos, KAFETZIS Panagiotis (dir). *Le cynisme politique, l'aliénation politique et les médias: le cas de la Troisième République Hellénique* (Πολιτικός κυνισμός, πολιτική αλλοτρίωση και ΜΜΕ : Η περίπτωση της Τρίτης Ελληνικής Δημοκρατίας). *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (Κοινωνία και πολιτική : Όψεις της Γ΄ Ελληνικής Δημοκρατίας) / ed. par Christos LYRINTZIS, Ilias NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS. Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 174-218.
- DEMERTZIS Nikos. *Communication politique* (Πολιτική Επικοινωνία). Athènes : Papazisis, 2002.
- DEMERTZIS Nikos. *Les partis de la 'nouvelle politique' : les déterminants politiques et culturels* (Κόμματα «νέας πολιτικής». Πολιτικές και πολιτισμικές ορίζουσες). *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, janvier 1993, n° 1, p. 90-110.
- ΔΙΚΑΙΟΣ Kostas. *Les opinions et les positions des partis politiques de pouvoir pour la santé : des enjeux politiques et théoriques ou effort de réponse à la crise ?* (Οι απόψεις και θέσεις των κομμάτων εξουσίας για την υγεία : πολιτικά και θεωρητικά προτάγματα ή προσπάθεια απάντησης στην κρίση;) dans *Fondation Sakis Karagiorgas* (8 : 2001 : Athènes) *Les courants idéologiques et les tendances intellectuelles en Grèce contemporaine* (Ιδεολογικά ρεύματα και τάσεις της διανόησης στη σημερινή Ελλάδα), Athènes : Fondation Sakis Karagiorgas, 2002, p. 523-534.
- DOUDAKI Vagia. *La production des informations dans la télévision* (Η παραγωγή των ειδήσεων στην τηλεόραση) Thèse de Doctorat : Athènes : Université de Panteion : 2004.
- DRETTAKIS Manolis. *Les élections législatives 1996 et 2000* (Βουλευτικές εκλογές 1996 και 2000). Athènes : 2000.
- GEORGIADOU Vassiliki. *Labour party, SPD et PA.SO.K.. Des systèmes de direction partisane et la réformation organisationnelle* (Labour party, SPD και

Bibliographie

- ΠΑ.ΣΟ.Κ. Συστήματα κομματικής διεύθυνσης και οργανωτική ανασυγκρότηση). *Nouvelle Social-démocratie : des contenus de politique, des institutions, des structures organisationnelles* (Νέα Σοσιαδημοκρατία. Περιεχόμενα πολιτικής, θεσμοί, οργανωτικές δομές) / ed. par Ilias KATSOULIS. Athènes : Sideris, 2002, p. 325-422.
- GIVALOS Menelaos. Massivité - Rôle - force des syndicats (Μαζικότητα – ρόλος – ισχύς των συνδικάτων). *L'opinion publique en Grèce : enquêtes - sondages, 1999-2000* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες και δημοσκοπήσεις 1999-2000) / Institut VPRC. Athènes : Nea Synora-Livani, 1999, p. 173-217.
 - GRAVARIS Dionisis. La demande de la modernisation politique - Eléments d'une idéologie politique (Το αίτημα του πολιτικού εκσυγχρονισμού-Στοιχεία από τη λειτουργία μιας πολιτικής ιδεολογίας) dans Fondation Sakis Karagiorgas (8 : 2001 : Athènes) *Les courants idéologiques et les tendances intellectuelles en Grèce contemporaine* (Ιδεολογικά ρεύματα και τάσεις της διανόησης στη σημερινή Ελλάδα), Athènes : Fondation Sakis Karagiorgas, 2002, p. 87-114.
 - HALLIN Daniel C., MANCINI Paolo. *Comparing media systems. Three models of media and politics*. New York: Cambridge University Press, 2004.
 - KATSLOUDAS Dimitris. Vote et idéologie (Ψήφος και ιδεολογία). *Des élections et des partis politiques dans les années 80 : évolutions et perspectives du système politique* (Εκλογές και κόμματα στη δεκαετία του '80 : εξελίξεις και προοπτικές του πολιτικού συστήματος) / ed. par L'Association Grecque de Science Politique. Athènes : Themelio, 1990, p. 238-248.
 - KOMNINOY Maria. *Du marché au spectacle. Etude sur la constitution de la sphère publique et du cinéma en Grèce contemporaine, 1950-2000* (Από την αγορά στο θέαμα. Μελέτη για τη συγκρότηση της δημόσιας σφαίρας και του κινηματογράφου στη σύγχρονη Ελλάδα, 1950-2000). Athènes : Papazisi, 2001.
 - KOMNINOY Maria. Le rôle des médias pendant la Troisième République : 1974-1994 (Ο ρόλος των ΜΜΕ στην Γ' Δημοκρατία : 1974-1994). *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (Κοινωνία και πολιτική : Όψεις της Γ' Ελληνικής Δημοκρατίας) / ed. par Christos LYRINTZIS, Ilias

NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS. Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 219-246.

- KOTSONOPOULOS Loudovikos. Changements organisationnels et fonctionnels de deux partis les plus importants de la période après la dictature (Οργανωτικές και λειτουργικές μεταβολές των δύο σημαντικότερων πολιτικών κομμάτων της μεταπολιτευτικής περιόδου) dans Fondation Sakis Karagiorgas (9 : 2003 : Athènes) *Changement social en Grèce contemporain (1980-2001)* (Κοινωνική αλλαγή στην σύγχρονη Ελλάδα (1980-2001)). Athènes : Fondation Sakis Karagiorgas, 2004, p. 114-131.
- KYRTSOS Giorgos. *La guerre secrète des pouvoirs* (Ο μυστικός πόλεμος των εξουσιών). Athènes : Kastaniotis, 1993.
- LEANDROS Nikos, *L'économie politique des médias de masse* (Πολιτική οικονομία των ΜΜΕ). Athènes : Kastaniotis, 2000.
- LIONARAKIS Nikitas. La construction par erreur et d'erreur.(Η κατασκευή κατά λάθος και από λάθος) *La «construction» de la réalité et les médias* (Η «κατασκευή» της πραγματικότητας και τα μέσα μαζικής ενημέρωσης)/ ed. par Roi PANAGIOTOPOULOU, Pepi RIGOPOULOU, Murto RIGOU, Stelios NOTARIS. Athènes : Aleksandreia, 1998, p322-336.
- LOULIS Giannis. *Les vingt ans qui ont changé la Grèce : gagnants et perdants* (Τα είκοσι χρόνια που άλλαξαν την Ελλάδα : κερδισμένοι και χαμένοι). Athènes : Livani-Nea Sinora, 2001.
- LYRINTZIS Christos, NIKOLAKOPOULOS Ilias, SOTIROPOULOS Dimitris (dir). *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (Κοινωνία και πολιτική : Όψεις της Γ' Ελληνικής Δημοκρατίας). Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996.
- LYRINTZIS Christos., NIKOLAPOULOS Ilias, SOTIROPOULOS Dimitris. Introduction : La qualité et le fonctionnement de la troisième République Hellénique (Εισαγωγή : Η ποιότητα και η λειτουργία της Τρίτης Ελληνικής Δημοκρατίας). *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (Κοινωνία και πολιτική : Όψεις της Γ' Ελληνικής Δημοκρατίας) / ed.

Bibliographie

par Christos LYRINTZIS, Ilias NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS.
Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 19-42.

- MADIANOU Mirka. Identité Nationale et le discours télévisuel : Kosovo dans la télévision grecque (Εθνική ταυτότητα και τηλεοπτικός λόγος : Το Κόσοβο στην ελληνική τηλεόραση). *La communication politique en Grèce* (Η πολιτική επικοινωνία στην Ελλάδα) / ed. par Nikos DEMERTZIS. Athènes : Papazisis, 2002, p. 327-366.
- MAKRIDIMITRIS Antonis. *L'Etat et la société civile* (Κράτος και κοινωνία των πολιτών). Athènes : Metamesonychties.
- MAKRIDIMITRIS Antonis. *Le grand patient. La réforme et la modernisation de la fonction Publique* (Ο μεγάλος ασθενής. Η μεταρρύθμιση και ο εκσυγχρονισμός της Δημόσιας διοίκησης). Athènes : Papazisi, 1999.
- MAVRIS Giannis. Les tendances déconstruction/transformation du système partisan tel que consolidé après le changement de régime en 1974 (Οι τάσεις αποδόμησης/μετασχηματισμού του μεταπολιτευτικού κομματικού συστήματος). *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, avril 1997, n° 9, p. 179-196.
- MOSCHONAS Gerasimos. Le clivage politique droite – anti droite après le changement de régime (1974-1990) : le contenu et les aspects de la stratégie des partis du « sous ensemble anti droite » (Η διαιρετική τομή Δεξιάς – Αντιδεξιάς στη Μεταπολίτευση (1974-1990) Το περιεχόμενο της τομής και όψεις της στρατηγικής των κομμάτων του αντιδεξιού υποσυστήματος) *La culture politique grecque aujourd'hui* (Η Ελληνική πολιτική κουλτούρα σήμερα)/ ed. par Nikos DEMERTZIS. Athènes : Odysseas, 1994, p.159-216.
- PANAGIOTOPOULOU Roy. Des pratiques rationnelles dans le cadre d'un système politique irrationnel («Ορθολογικές» ατομοκεντρικές πρακτικές στα πλαίσια ενός «ανορθολογικού» πολιτικού συστήματος). *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (Κοινωνία και πολιτική : Όψεις της Γ' Ελληνικής Δημοκρατίας)/ed. par Christos LYRINTZIS, Ilias NIKOLAKOPOULOS, Dimitris SOTIROPOULOS. Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 139-160.

- PANAGIOTOPOULOU Roy. Informations sans information. Les journaux télévisés à l'époque de la communication de masse. *Mesogeios*, n° 16, numéro spécial : *Les médias en Grèce* / ed. par Ioanna VOVOU, 2002, p. 123-154.
- PAPATHANASSOPOULOS Stylianos. *En dérégulant la télévision* (Απελευθερώνοντας την τηλεόραση). Athènes : Kastaniotis 1994.
- PAPATHANASSOPOULOS Stylianos. Media Commercialization and Journalisme in Greece. *European Journal of Communication*, vol.16 (4), London : Sage publications, 2001, pp. 505-521.
- PAPPAS Takis. Le système partisan et la compétition politique en Grèce : 1981-2001 (Κομματικό σύστημα και πολιτικός ανταγωνισμός στην Ελλάδα : 1981-2001). *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, mai 2001, n° 17, p. 71-102.
- PAPPAS Tasos. *PA.SO.K. de leur futur* (Το ΠΑΣΟΚ του μέλλοντός τους). Athènes : Polis, 2004.
- PAPPAS Tassos. *La chimère de la grande Gauche* (Η χίμαιρα της Μεγάλης Αριστεράς). Athènes : Delfini, 1993.
- PASCHOS G. Bipolarisme et fonctionnement du régime politique (Δικομματισμός και λειτουργία του πολιτικού συστήματος) *Les élections de 1981* (Οι Εκλογές του 1981) / ed. par Nikiforos DIAMANTOUROS, P. M. KITROMILIDIS, Giorgos MAVROGORDATOS. Athènes : Estia, 1984, p. 192-211.
- PLEIOS Giorgos. La privatisation des médias et la configuration du discours politique télévisuel (Η ιδιωτικοποίηση των ΜΜΕ και διαμόρφωση του τηλεοπτικού πολιτικού λόγου). *La communication politique en Grèce* (Η πολιτική επικοινωνία στην Ελλάδα) / ed. par Nikos DEMERTZIS. Athènes : Papazisi, 2002, p. 235-280.
- PSARAKIS D. Takis. *Des journaux et des journalistes : La « petite histoire » des journaux d'Athènes, de Salonique et de Nicosie* (Εφημερίδες και δημοσιογράφοι. Η «μικρή ιστορία» των εφημερίδων της Αθήνας, της Θεσσαλονίκης, της Λευκωσίας). Athènes : Nea Sinora-Livanis, 1993.
- PSIMITIS Michalis, SEVASTAKIS Nikolas. La modernisation 'faible' en Grèce. Aspects de la réalité politique et institutionnelle et constitution de l'action collective (Ο «ισχνός» εκσυγχρονισμός στην Ελλάδα. Όψεις της πολιτικο-θεσμικής

Bibliographie

- πραγματικότητας και συγκρότηση της συλλογικής δράσης) dans Fondation Sakis Karagiorgas (8 : 2001 : Athènes) *Les courants idéologiques et les tendances intellectuelles en Grèce contemporaine* (Ιδεολογικά ρεύματα και τάσεις της διανόησης στη σημερινή Ελλάδα), Athènes : Fondation Sakis Karagiorgas, 2002, p. 61-86.
- PSYCHOGIOS Dimitris. *Le futur incertain de la presse athénienne* (Το αβέβαιο μέλλον του αθηναϊκού τύπου). Athènes : Diavlos, 1992.
 - PSYLLA Marianna. *La politique en tant qu'action et discours* (Η πολιτική ως λόγος και δράση). Athènes : Typothito G. Dardanos, 2003.
 - ROBOLIS Savvas, ROMANIAS Giorgos. Des politiques étatiques à la sécurité sociale (Κρατικές πολιτικές στην κοινωνική ασφάλιση) In Fondation Sakis Karagiorgas (9 : 2004) *Changement social en Grèce contemporain 1980-2001* (Κοινωνική αλλαγή στην σύγχρονη Ελλάδα 1980-2001). Athènes : Fondation Saki Karagiorga., 2004, p. 533-548.
 - SPOURDAKAKIS Michalis (dir.). *PA.SO.K. Parti-Etat-Société* (ΠΑΣΟΚ: Κόμμα, Κράτος, Κοινωνία). Athènes : Pattakis, 1998.
 - SPOURDAKAKIS Michalis. Le phénomène partisan : évolutions et conjonctures (Το κομματικό φαινόμενο : Εξέλιξη και συγκυρία). *Le futur des partis politiques* (Το μέλλον των πολιτικών κομμάτων) / ed. par Dimitris TSATSOS, Xenofon KONTIADIS. Athènes : Institut du Droit Européen Constitutionnel-Papazisis, 2003, p. 39-63.
 - TSAKIRIS Athanassios. Etat-Parti-Syndicat 1980-1981 : Entre Intégration et contestation (Κράτος-Κόμμα-Συνδικάτο: Μεταξύ ενσωμάτωσης και αμφισβήτησης) In Fondation Sakis Karagiorgas (9 : 2004 : Athènes) *Changement social en Grèce contemporain 1980-2001* (Κοινωνική αλλαγή στην σύγχρονη Ελλάδα 1980-2001). Athènes : Fondation Saki Karagiorga.,2004, p.177-240.
 - TSATSOS Dimitris, KONTIADIS Xenofon, *Le futur des partis politiques* (Το μέλλον των πολιτικών κομμάτων). Athènes : Institut du Droit Européen Constitutionnel-Papazisis, 2003.

- VENIZELOS Evangelos. Le 'parti ouvert' comme réponse à la crise du phénomène partisan (Το «ανοιχτό κόμμα» ως απάντηση στην κρίση του κομματικού φαινομένου). *Le futur des partis politiques* (Το μέλλον των πολιτικών κομμάτων) / ed. par Dimitris TSATSOS et Xenofon KONTIADIS. Athènes : Institut du Droit Européen Constitutionnel-Papazisis, 2003, p. 15-38.
- VERNARDAKIS Christoforos (dir.). *L'opinion publique en Grèce. Enquêtes - sondages 2003* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες-δημοσκοπήσεις 2003). Athènes : Livanis, 2003.
- VERNARDAKIS Christoforos (dir.). *L'opinion publique en Grèce: Elections, Partis, Groupes d'intérêts, Espace et Société 2004* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. 2004 : Εκλογές, Κόμματα, Ομάδες Συμφερόντων, Χώρος και Κοινωνία). Athènes : Savvalas, 2005.
- VERNARDAKIS Christoforos (dir.). *L'opinion publique en Grèce : enquêtes - sondages 2002* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες-δημοσκοπήσεις 2002). Athènes : Livanis, 2002.
- VERNARDAKIS Christoforos (dir.). *L'opinion publique en Grèce : enquêtes - sondages, 1991- 2000* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες – δημοσκοπήσεις 1999-2000). Athènes : Livanis, 2000.
- VERNARDAKIS Christoforos. Des reclassements politiques et des déplacements sociaux. *L'opinion publique en Grèce : Enquêtes - sondages 2002* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες-δημοσκοπήσεις) / ed. par Christoforos VERNARDAKIS. Athènes : Livanis, 2002, p. 15-34.
- VERNARDAKIS Christoforos. Le système partisan 1995-1998 : des déplacements idéologiques, des parentés politiques et espaces de la compétition partisane (Το κομματικό σύστημα 1995-1998. Ιδεολογικές μετακινήσεις, πολιτικές συγγένειες και χώροι κομματικού ανταγωνισμού). *L'opinion publique en Grèce : enquêtes - sondages, 1999-2000* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. Έρευνες και δημοσκοπήσεις 1999-2000) / Institut VPRC. Athènes : Nea Synora-Livani, 1999, p. 17-43.
- VERNARDAKIS Christoforos. Les partis politiques et l' « Espace de milieu ». Les déterminants idéologiques, politiques et culturels des partis politiques

Bibliographie

- d'aujourd'hui. (Πολιτικά κόμματα και «Μεσαιος χώρος». Οι ιδεολογικές και πολιτισμικές συντεταγμένες των σημερινών πολιτικών δυνάμεων) *L'opinion publique en Grèce 2004. Elections, partis, groupes d'intérêt espace et société* (Η κοινή γνώμη στην Ελλάδα. 2004 : Εκλογές, Κόμματα, Ομάδες Συμφερόντων, Χώρος και Κοινωνία)/ ed. par Christoforos VERNARDAKIS. Athènes : Savalas, 2005, p.57-85.
- VOULGARIS Giannis. *Le défi de l'hégémonie : Grèce, Europe, Amérique, Mondialisation* (Η πρόκληση της ηγεμονίας. Ελλάδα, Ευρώπη, Αμερική, Παγκοσμιοποίηση). Athènes : Polis, 2003.
 - VOVOU Ioanna. *La démocratie à l'ère de la télévision. Les débats politiques à la télévision hellénique*. Thèse de doctorat : Paris : Université Paris III-Sorbonne Nouvelle : :2000.
 - ZABARLOUKOU Stella. *Le mouvement syndical et l'interventionnisme étatique en Grèce après 1974 : une approche comparative*(Συνδικαλιστικό κίνημα και κρατικός παρεμβατισμός στη μεταπολιτευτική Ελλάδα: Μια συγκριτική προσέγγιση) *Société et politique: Aspects de la Troisième République Hellénique 1974-1994* (Κοινωνία και πολιτική : Όψεις της Γ' Ελληνικής Δημοκρατίας) /ed. par LYRINTZIS Christos, NIKOLAKOPOULOS Ilias, SOTIROPOULOS Dimitris.. Athènes : Association grecque de la science politique-Themelio, 1996, p. 91-118
 - ZACHAROPOULOS Thimios, PARASCHOS Manny E. *Mass Media in Greece: Power, Politics and Privatization*. Londres : Praeger, 1993.
 - ZAFEIROPOULOS Kostas, MARANTZIDIS Nikos. *Des altérations sociales à la base électorale et au discours politique du P.A.S.O.K.* (Κοινωνικές μεταβολές στην εκλογική βάση και στον πολιτικό λόγο του ΠΑ.ΣΟ.Κ.). *Nouvelle Social-démocratie : des contenus de politique, des institutions, des structures organisationnelles* (Νέα Σοσιαδημοκρατία. Περιεχόμενα πολιτικής, θεσμοί, οργανωτικές δομές) / ed. par Ilias KATSOULIS. Athènes : Sideris, 2002, p. 303-324.
 - ZAFEIROPOULOS Kostas. *Analyse et Géographie des déplacements électoraux* (Ανάλυση και γεωγραφία των εκλογικών μετατοπίσεων 1996-2000). *Elliniki Epitheorisi Politikis Epistimis*, mai 2001, n° 17, p. 7-41.

- ZERI Persa. Radio, télévision et les partis politiques. Un aspect de la pathologie du système politique grec (Ραδιοτηλεόραση και πολιτικά κόμματα. Μια έποψη της παθολογίας του ελληνικού πολιτικού συστήματος). *Epitheorisi Koinonikon Erevnon*, n° 104-105 A' - B' 2001, p. 133-154.

2. Agendas, Cadrages et Problèmes publics

- ACHEIMASTOS Miron, KOMNINOY Maria. La morphologie de l'agenda des informations: la presse et la télévision en Grèce (Η μορφολογία της ημερήσιας διάταξης των πληροφοριών. Ο τύπος και η τηλεόραση στην Ελλάδα). *La « construction » de la réalité et les médias* (Η « κατασκευή » της πραγματικότητας και τα μέσα μαζικής ενημέρωσης) / ed. par Roy PANAGIOTOPOULOU, Papi RIGOPOULOU, Myrto RIGOU, Stelios NOTARIS. Athènes : Alexandria, 1998.
- BAUMGARTNER Frank R., JONES Bryan D. (dir). *Policy Dynamics*. Chicago-Londres : The University of Chicago Press, 2002.
- BAUMGARTNER Frank R., JONES Bryan D.. *Agendas and Instability in American Politics*. Chicago: University of Chicago Press, 1993.
- BENFORD Robert, HUNT Scott. Cadrages en conflit : mouvements sociaux et problèmes sociaux. *Raisons Pratiques*, n° 12, Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques. Paris : Ed. de l'EHESS, 2001, p. 163-194.
- BERKOWITZ Dan. TV news sources and news channels : a study in agenda-building. *Journalism Quarterly*, 1987, 508-513
- BLANCHARD Philippe. La formation de l'agenda : Un modèle d'analyse à/et l'épreuve du temps. *Cahiers Politiques*, juin 2000, n°5, CREDEP, p. 97-115.
- BLUMER Henry. Social problems as a collective behaviour, *Social Problems* 1971, n° 18, p. 298-306.
- CEFAl Daniel, PASQUIER Dominique (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*. Paris : PUF 2003.
- CEFAl Daniel. La construction des problèmes publics. Définitions des situations dans des arènes publiques. *Réseaux*, 1996, n° 75, p. 45-60.

Bibliographie

- CHARRON Jean. Les médias et les sources. Les limites du modèle de l'agenda – setting. *Hermès*, 1995, n° 17-18, p. 73-92.
- COBB W. Roger, ELDER Charles D. *Participation in American politics. The dynamics of Agenda-building*. Baltimore et Londres : Johns Hopkins University Press, 1983, 2ème édition.
- COBB W. Roger, ROSS Jennie-Keith, ROSS Marc Howard. Agenda building as a comparative political process. *The American Political Science Review*, vol. 70, n° 1, 1976, p. 126-138.
- CONRAD Peter. Public eyes and private genes: historical frames, news constructions, and social problems. *Social Problems*, mai 1997 ,vol .44, n° 2, p. 139-154.
- DEARING James W., ROGERS Everett M. *Agenda Setting*. Londres : Sage Publications, 1996.
- DOWNS Anthony. Up and down with ecology : the issue- attention cycle. *Public Interest*, 1972, n° 28, p. 38-50.
- ENTMAN Robert. Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, automne1993, vol. 43, n° 4, p. 51-58.
- FAVRE Pierre. Introduction. L'émergence des problèmes dans le champ politique. *Sida et politique : les premiers affrontements (1981-1987)*/ ed. par Pierre FAVRE. Paris : L'Harmattan, 1992, p. 5-36.
- FAVRE Pierre. *Sida et politique. Les premiers affrontements (1981-1987)*. Paris : L'Harmattan, 1992.
- FAVRE Pierre. Travail gouvernemental et agenda généralisé. *Les effets d'information en politique* / ed. par Jacques GERSTLE. Paris : L'Harmattan, 2001, p. 143-174.
- GARRAUD Philippe. Politiques Nationales : Elaboration de l'agenda. *Année Sociologique*, 1990, vol. 40, p. 17-41.

- GILBEG Sheldon, EYAL Chaim, McCOMBS Maxwell, NICHOLAS David. The state of the union address and the press agenda. *Journalism Quarterly*, 1980, p. 585-588.
- GUSFIELD Joseph. *The Culture of Public Problems: Drinking – Driving and the Symbolic Order*. Chicago : University of Chicago Press, 1981.
- HILGARTNER Stephen, BOSK Charles L.. The Rise and Fall of social problems: a public arenas model. *American Journal of Sociology*, juillet 1988, vol. 94, n° 1, p. 53-78.
- IYENGAR Shanto, KINDER Donald R., Experimental demonstrations of the “not-so-minimal consequences of television news programs. *American Political Science Review*, 1982, vol. 76, 848-858.
- IYENGAR Shanto. *Is anyone responsible? How TV frames political issues*. Chicago: University of Chicago Press, 1991.
- JONES Bryan D. *Reconceiving Decision-Making in Democratic Politics. Attention, Choice, and Public Policy*. Chicago et Londres : University of Chicago Press, 1994.
- *Journal of Communication*, vol. 43, n°2, numéro special: Symposium : The evolution of Agenda-Setting research, 1993.
- *Journalism Quarterly*, vol. 69, n°4, numéro special: Two Decades of Agenda-Setting research, hiver 1992.
- KINGDON John W. *Agendas, alternatives and public policies*. Boston : Little Brown and Company, 1984.
- KITSUSE John I., SPECTOR Malcom. *Constructing Social Problems*. California : Menlo Park, Cummings, 1977.
- KITSUSE John I., SPECTOR Malcom. Toward a sociology of social problems: social conditions, value judgments, and social problems. *Social Problems*, 1973, n° 20, p. 407-418.
- McCOMBS Maxwell E., SHAW Donald L. The agenda-setting function of Mass Media. *Public Opinion Quarterly*, 1972, p. 176-187.

Bibliographie

- McCOMBS Maxwell E., SHAW Donald L. The evolution of Agenda-setting research: Twenty five years in the market place of ideas. *Journal of Communication*, vol. 43, n°2, 1993, p.58-67.
- McCOMBS Maxwell E., SHAW Donald L., WEAVER David (dir.). *Communication and Democracy. Exploring the intellectual Frontiers in Agenda-Setting Theory*, New Jersey: Lawrence Erlbaum, 1997.
- McCOMBS Maxwell E.. Explorers and Surveyors : Expanding strategies for Agenda-setting research., *Journalism Quarterly*, hiver 1992, vol. 69, n°4, p. 813-824.
- MCLEOD Douglas M., DETENBER Benjamin H. Framing Effects of Television news coverage of social protest. *Journal of Communication*, été1999, vol.49, n°3, p. 3-23.
- MULLER Pierre, SYREL Yves. *L'analyse des politiques publiques* (en grec). Athènes : Tipothito Dardano, 2002.
- MULLER Pierre. *Les politiques publiques*. Paris : PUF, 1990.
- MULLER Pierre. Politiques publiques et effets d'information. L'apport des approches cognitives. *Les effets d'information en politique* / ed. par Jacques GERSTLE. Paris : L'Harmattan, 2001.
- PADIOLEAU Jean. *L'Etat au concret*. Paris : PUF, 1982.
- PROTESS David L., LEFF Donna R., BROOKS Stephen C., GORDON Margaret T. Uncovering rape : The watchdog press and the limits of agenda setting. *Public Opinion Quarterly*, vol. 49, n°1, 1985, p.19-37.
- QUERE Louis. L'espace public comme forme et comme événement. *Prendre Place*/ ed. par Isaac JOSEPH. Paris : Editions Recherches/ Plan Urbain, 1995, p. 93-110.
- ROCHEFORT David A., COBB Roger W (dir) *The politics of problem definition: Shaping the policy agenda*. Kansas: University Presse of Kansans, 1994.
- SCHEUFELE Dietram A. Framing as a theory of media effects. *Journal of Communication*, hiver1999, vol.49, n°1, p. 103-122.

- SEMETKO Holli .A., VALKENBURG Patti M. Framing European Politics : A content analysis of Press and Television News. *Journal of Communication*, printemps 2000, 50, n° 2, p. 93-109.
- SOROKA Stuart N. Different Issues, Different Effects. Building an Issue Typology for Agenda-Setting. Congrès annuel de l' *American Political Science Association*, Atlanta, , 2-5 septembre 1999.
- TROM Danny, ZIMMERMANN Benedict. Cadres et institutions des problèmes publics : Le cas du chômage et du paysage. *Raisons Pratiques*, n° 12, *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, Ed. de l'EHESS, 2001, p. 281-315.

3. Autres sources

a. Presse quotidienne

- *AVGI*, 6-7, 14, 21, 28 janvier 2001 ; 4, 11, 18, 25 février 2001 ; 4,11,18, 23 mars 2001,1, 8, 13, 22, 29 avril 2001.
- *KATHIMERINI*, K, 4 mars 2004, n° 42.
- *LE MONDE*, 18 janvier 2001.
- *RIZOSPASTIS*, 6-7, 14, 21, 28 janvier 2001 ; 4, 11, 18, 25 février 2001 ; 4,11,18, 24-25 mars 2001, 1, 8, 14, 29 avril 2001.
- *TA NEA*, 15/01/1999 ; 19/06/1999 ; 08/09/2000; 1/12/2000; 04/05/2001, *Panorama Tileorasi* ; 26/10/2002 ; 20/05/2003 ; 9/04/2004 ; 6/03/2004.
- *TO VIMA*, 25/01/1998 ; 17/03/2002 ; 16/6/2002 *Vimagazino*; 8/09/2002 *TV guide*; 31/03/2002 *TV guide*; 19/11/2003 ; 29/2/2004 « 1974-2004 : 30 ans d'élections » ; 3/10/2004; 23/05/ 2004 *TV Guide*.

b. Presse magazine

- *MEDIAVIEW*, janvier-février 2002 n°13; mars 2002 n 14; avril 2002 n°15.
- *KOINWNIA POLITWN* , hiver 2002, n°8.

c. Mesures d'audience

- *AGB HELLAS TV YEARBOOK* 2001.
- *AGB HELLAS TV YEARBOOK* 2002.

d. Programmes électoraux

- Programme électoral du PA.SO.K. Elections 2000.
- Programme électoral de la N.D., Elections 2000.
- Programme électoral de la N.D., Elections 2004.
- Programme électoral du K.K.E., Elections 2000.

e. Ressources électroniques

- Archives électroniques des communiqués de presse du PA.SO.K. : www.pasok.gr, www.primeminister.gr, www.government.gr.
- Archives électroniques des communiqués de presse de la N.D : www.nd.gr
- Archives électroniques des communiqués de presse du K.K.E. : www.kke.gr.
- Archives électroniques des communiqués de presse du SYN : www.syn.gr.
- Archives électroniques des débats parlementaires : www.parliament.gr.

ANNEXE I

PRINCIPES DE CODIFICATION ET DE QUANTIFICATION

Les informations contenues dans les journaux télévisés des deux chaînes de télévision (une privée et une publique), des « unes » de la presse écrite, des débats parlementaires et des communiqués de presse des partis politiques constituent la base de départ de cette étude. L'exploitation des données ci-dessus impose un travail de codification et de quantification qui saura nous offrir une vision globale des thèmes traités pendant les quatre mois de la recherche.

1. L'exploitation des données : choix de l'unité d'analyse

Présentons les étapes de la codification. Tout d'abord, on admettra que les informations des journaux télévisés, des unes des journaux, des débats parlementaires et des communiqués de presse peuvent être résumées et analysées et par la suite quantifiées sous la forme d'un certain nombre de dénominations que l'on appelle les « thèmes ». Ainsi le thème est dans notre analyse l'unité d'enregistrement principale mais aussi l'unité de numération.

Nous nous sommes servis de la méthode de l'analyse thématique, car elle nous permet de procéder systématiquement au repérage, au regroupement et à la quantification des thèmes abordés dans les « textes » médiatiques et politiques. La thématization constitue l'opération de transposition d'un corpus donné en un certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé⁵⁸¹. Force est de constater que la mise à plat de la cartographie ne constitue pas une simple thématization des unités d'information mais implique des éléments qualitatifs dans notre recherche. Le choix de cette méthode est justifié par le fait qu'elle facilite la gestion du grand volume de données. De plus, elle permet de systématiser l'analyse et d'échapper à une description impressionniste des données.

Nous avons abordé le travail de repérage par la saisie de l'ensemble des thèmes du corpus sur ordinateur. Tous les journaux télévisés ont été enregistrés, retranscrits et saisis sur ordinateur ainsi que les communiqués de presse, les débats parlementaires et les unes des journaux. Les thèmes et les catégories thématiques du corpus ont été numérotés et

exploités au moyen de l'outil statistique SPSS. Le repérage a comme fonction première la détermination de l'unité de mesure qui correspond à un thème.

En ce qui concerne la télévision, nous avons déterminé en tant qu'*unité de mesure* l'*unité d'information* du journal télévisé. Celle-ci comprend la brève présentation du thème par le présentateur et le reportage (en direct ou enregistré) qui suit. Ainsi chaque fois que le reportage s'achève et que le présentateur annonce le reportage-thème suivant nous mesurons un nouveau thème. L'unité d'analyse peut être aussi la discussion du thème sous forme de débat dans le studio ou les « fenêtres », c'est à dire de courtes interviews en duplex de diverses personnes durant le journal télévisé. Pour ce qui concerne la presse, nous avons considéré comme *unité de mesure* du thème les *titres* figurant à la une, les *résumés* des reportages et les *sous-titres*. Chaque titre (accompagné éventuellement de chapeaux, de sous titres et de résumés des reportages) a été mesuré comme une unité d'information et, donc, considéré comme un thème.

Hormis la codification des thèmes, nous avons codifié également d'autres variables (pour la presse et la télévision) tels que le logo de chaque média, la date et le classement des informations. Il ne s'agit plus seulement de repérer des thèmes mais aussi de vérifier s'ils se répètent d'un média à l'autre, comment, quand et dans quel ordre ils se répètent. Pour la télévision, notons que le mode de classement des informations suit l'ordre d'apparition des unités d'information (et donc des thèmes) dans les journaux télévisés. Pour la presse écrite, notons que nous n'avons pas établi un classement des titres figurant à la « une » des journaux. Or, nous avons isolé le premier titre de la « une » : En tant que « premier titre » nous avons pris en compte celui qui se trouve en gros et à gras au milieu (le plus souvent) de la une et qui est suivi par des résumés du reportage.

Pour les communiqués de presse nous avons considéré comme *unité de mesure* les *déclarations* des leaders des partis, des ministres et des députés, les annonces des *rencontres* des leaders avec les personnages politiques de l'extérieur, les annonces des *comités* gouvernementaux, les *conseils* des ministres ou les *comités* des organes partisans des partis et les *discours* politiques. Chaque activité politique porte sur un thème spécifique. Les partis de l'opposition diffusent pour chaque activité un communiqué de presse différent chaque fois. Pour ce qui concerne le gouvernement la codification a été

⁵⁸¹ P.Paillé, A.Mucchielli. L'analyse qualitative en sciences sociales et humaines. Paris : Armand Colin, 2003, p.124.

plus complexe. Lors du briefing, le ministre de la Presse annonce, souvent, à la fois les rencontres du Premier ministre, les comités gouvernementaux, les conseils, les opinions du gouvernement sur certaines questions. Nous avons considéré comme unité de mesure chaque annonce du ministre à propos d'un événement : la rencontre du Premier ministre sur l'environnement est un thème et le comité ministériel sur les J.O. un autre. Nous avons codifié séparément les questions des journalistes lors du briefing. Chaque question de journaliste correspond à une unité de mesure et donc à un thème ; une deuxième question sur le même sujet (par exemple le comité ministériel sur les J.O.) par le même journaliste ne correspond pas à un nouveau thème. Or, la question d'un autre journaliste sur le même sujet correspond à un nouveau thème. En ce qui concerne les débats parlementaires il faut simplement noter que chaque question d'actualité des députés a été prise comme une unité de mesure correspondant à un thème.

La codification des thèmes pose une série de problèmes. Tout d'abord, l'encodage pertinent des unités de mesure ne va pas toujours en soi. Les éléments composants d'une information sont souvent en juxtaposition ou en interconnexion avec deux ou plusieurs thèmes, en rendant le choix de ceux-ci problématique. Ainsi, nous avons favorisé comme critère de classification de chaque information le thème sur lequel le média ou le politique a insisté le plus. Dans ce cas le « poids » de chaque thème dans la même unité d'analyse est mesuré par rapport aux autres éléments de l'information, tels que les légendes qui accompagnent le reportage (dans les médias) ou le contexte de la présentation.

Le repérage des thèmes constitue la première étape de notre analyse. La deuxième étape consiste dans le regroupement des thèmes dans des catégories plus génériques. Notons que le travail de catégorisation répond au souci de construire des ensembles homogènes et mutuellement exclusifs qui pourraient être appliqués à tous les acteurs en question. Pour mettre en évidence les différences entre les choix stratégiques faits par les médias et les acteurs politiques il fallait que les catégories soient les plus génériques possible. Ce choix peut parfois annuler les spécificités des thèmes ; nous avons songé donc à analyser séparément les thèmes qui présentent un intérêt particulier, en reconstituant leur parcours, de façon à montrer comment les acteurs politiques et médiatiques se saisissent de certaines questions spécifiques, ce que le décompte fréquentiel des catégories thématiques n'est pas apte à révéler.

2. Le codage des communiqués de presse et des débats parlementaires

Commençons par les corpus des communiqués de presse et des débats parlementaires où l'établissement des catégories thématiques a obéi à la catégorisation indigène.

Dans les communiqués de presse, les acteurs politiques catégorisent eux-mêmes les thèmes à propos desquels ils interviennent. Souvent les communiqués de presse sont titrés, ce qui constitue déjà une forme de catégorisation : déclarations du ministre de l'Economie à propos de la bourse (thème de la catégorie « Economie »), déclarations du Président de la ND sur la sécurité sociale (thème de la catégorie « Sécurité sociale »), rencontre du Premier ministre grec avec le Premier ministre du Japon (thème de la catégorie « Affaires Etrangères »), le comité des ministres à propos des problèmes d'agriculture (thème de la catégorie « Agriculture »). Lors du dépôt de questions au Parlement, les députés désignent les ministres responsables et/ou compétents pour le traitement de leurs questions, question d'actualité n° ... de tel député adressé au ministre de l'Environnement à propos des produits toxiques (thème de la catégorie « Environnement »). Nous avons donc classé les questions d'actualités des députés par rapport aux ministères auxquels elles s'adressent et à leur contenu.

Mais, nous avons été confrontés à des thèmes qui émergent hors de ces catégories indigènes, comme dans le cas de la crise (à dimensions internationales) des conséquences de l'utilisation de bombes d'uranium (Uranium) lors des bombardements au Kosovo (1999), du crash de l'hélicoptère de l'EKAV (le centre national des urgences en Grèce) qui a causé la mort à cinq personnes, de la mort d'un jeune enfant, Panagiotakis, atteint de leucémie (Panagiotakis), de l'évasion d'un criminel des prisons (Passaris) et des suicides en raison de la chute de l'indicateur de la Bourse (Bourse). En raison de leur caractère extérieur à l'activité politique, nous avons voulu construire un ensemble qui saurait comprendre ces questions d'actualité afin de pouvoir rendre compte de leur importance numérique et de montrer leurs effets sur l'action politique. Nous avons donc établi la catégorie « Questions d'actualité », à la fois dans les communiqués de presse et les débats parlementaires.

Un autre ensemble thématique est, dans les communiqués de presse, celui qui consiste en informations sur la participation des leaders des partis aux fêtes, aux

organisations partisans diverses mais cette thématique a été laissée de côté car elle ne traite pas de problèmes publics.

2.1. Définir les contenus des catégories thématiques des offres politiques

« **Affaires Etrangères** » : la catégorie comporte les rencontres officielles du Premier ministre, des ministres ou des leaders des partis de l'opposition avec les chefs ou les ministres des Etats étrangers, les visites du Premier ministre dans les pays étrangers (qui comportent également des accords commerciaux ou autres), les problèmes émergés lors de la crise dans les pays d'ex Yougoslavie (les conflits, les décisions du comité inter-balkanique, les rencontres des leaders des partis entre eux à propos de la crise dans le FYROM), les annonces portant sur Chypre et l'Union Européenne (comités européens, fête des vingt ans de la participation de la Grèce à l'Union Européenne).

« **Actualité** » : annonces, déclarations et questions au parlement sur un nombre de questions d'actualité, à savoir : a) le crash de l'hélicoptère de l'*Ekav* qui transportait un patient d'une île grecque vers Athènes, et a percuté un rocher. Les cinq occupants trouvèrent la mort dans l'accident b) Le deuxième événement dramatique que nous allons examiner nous allons l'appeler le « cas Panagiotakis ». Il s'agit de la mort d'un enfant de 3 ans atteint de leucémie. Un compte de collecte a été ouvert au nom de la famille à la Banque Nationale pour lui permettre de faire face aux dépenses de traitement de l'enfant et son hospitalisation. Le petit garçon est mort, c) Une évasion de prison est le troisième événement que nous allons appeler « le cas Passaris ». En mars 2001, un prisonnier, Kostas Passaris, accusé de meurtres, est transporté à l'hôpital Geniko Kratiko afin d'être soumis à des examens médicaux. A l'hôpital un complice du prisonnier informé de sa sortie de prison lui passe une arme à l'aide de laquelle K.Passaris tirent sur les deux policiers et l'employé du tribunal correctionnel qui l'accompagnent et s'évade et d) finalement la crise de la Bourse qui acquiert, dans un premier temps, le caractère d'une « crise sociale » depuis la révélation de la suicide d'un banquier « à cause de la chute de l'indice de la Bourse ».

« **Agriculture** » : annonces, déclarations et comités sur les perspectives de l'agriculture en Grèce dans le cadre de l'Union Européenne, la politique gouvernementale, les problèmes rencontrés par les producteurs, les rencontres des représentants des partis avec les syndicalistes.

L'agenda politique au quotidien

« **Aménagement** » : déclarations, discours, comités et rencontres à propos des Grands Travaux (le nouvel aéroport « Eleftherios Venizélos, métro de Salonique, places publiques, route nationale « Attiki odo »). Tous les thèmes de la catégorie portent sur les travaux publics préparés par le gouvernement du PA.SO.K. et les critiques de l'opposition partisane.

« **Communication** » : thèmes traitant les annonces des deux partis de gouvernement à propos de la distribution des licences d'antenne des stations de radio et le cadre législatif que le gouvernement a préparé.

« **Culture** » : les annonces sur les rencontres du Premier Ministre avec le ministre de la Culture Evaggelos Venizélos

« **Défense** » : thèmes sur l'armement du pays, la politique gouvernementale dans le domaine de la défense, sur le service militaire, les dépenses militaires, le changement de personnalités au leadership de l'armée.

« **Economie** » : annonces et rencontres avec pour thèmes les planifications gouvernementales sur un certain nombre de sujets (intérêts bancaires, délibérations, privatisations, barème officiel) sur lesquels les partis de l'opposition exercent une critique, les discours des acteurs politiques sur l'Union monétaire et ses perspectives, les questions sur la gestion de l'argent du troisième cadre communautaire et des sujets sur le coût de la vie.

« **Education** » : annonces sur la réforme du ministère de l'Education sur le changement de statut des Instituts Universitaires Technologiques (TEI).

« **Emploi** » : activités portant sur les conditions de travail : les manifestations des licenciés de TEVE, les réactions du gouvernement à propos des informations diffusées dans la presse sur la location des travailleurs mais aussi les discours des leaders des partis sur la politique de l'Emploi en Grèce, les rencontres des partis de l'opposition avec des syndicalistes sur les conditions de travail en Grèce, les discours politiques sur le congrès de la Confédération des Travailleurs grecs (GSEE), les déclarations du parti de la Gauche sur le revenu minimum et la nécessité d'instituer les 35 heures.

« **Environnement** » : les annonces à propos de la politique gouvernementale sur l'environnement, les problèmes constatés avec l'eau mais aussi les annonces de

Synaspismos sur les aliments génétiquement modifiés, la rencontre de Kyoto pour l'environnement, sur la politique écologique.

« **Immigration** » : annonces et discours sur le projet de loi concernant les immigrés déposé par le gouvernement.

« **Intérieur** » : les thèmes sur la loi électorale et la gestion de la fortune royale.

« **Jeux Olympiques** » : thèmes portant sur la préparation des J.O. de 2004 à Athènes : les problèmes et les retards dans la construction des infrastructures (stades, gymnases, village Olympique etc.), les sujets attachés aux J.O. comme le tourisme, la préparation de la ville d'Athènes (au niveau des hôpitaux par exemple), les rénovations des hôtels, le nouveau cadre législatif, la préparation des Jeux Olympiques de la culture, mais aussi les controverses au sein du comité ministériel, les discussions au sein de l'organisme « Athènes 2004 », des annonces sur les rencontres entre les responsables, les manifestations diverses (comme celle sur le bénévolat).

« **Ordre public** » : les annonces à propos des problèmes concernant la protection et la sécurité du citoyen et sur la délinquance.

« **Parité** » : les annonces sur le projet de loi de participation proportionnée des femmes aux listes des candidats aux élections déposé par le gouvernement.

« **Politique Sociale** » : les initiatives gouvernementales sur le « Réseau des Pauvres » (présenté dans le chapitre 1) et les autres activités gouvernementales sur ce domaine.

« **Fonction Publique** » : la catégorie rassemble les sujets afférant le projet de loi sur la fonction publique, les initiatives du Médiateur grec, le sujet des queues de retraités provoquées par les changements du système bancaire pour le paiement des retraites, les rencontres avec les syndicalistes des fonctionnaires, les déclarations sur les entreprises du secteur public.

« **Régions** » : les rencontres et les déclarations à propos des problèmes rencontrées par les collectivités locales mais aussi les problèmes des îles grecques, des villages isolés, et des discours sur le développement périphérique.

« **Santé** » : les thèmes à propos des infrastructures des hôpitaux (mises en avant par la N.D.), l'annonce du projet de loi gouvernemental, les discours politiques sur la politique

de la santé en Grèce, les risques sanitaires divers (notamment à propos de la qualité des aliments).

« **Sécurité Sociale** » : les thèmes portant sur la réforme en préparation de la sécurité sociale, les rencontres, déclarations des membres du gouvernement et les critiques des membres de l'opposition (nous avons présenté en détail cette catégorie dans le chapitre 6).

3. Le codage des « unes » et des « unités d'information » des médias

En ce qui concerne les médias nous avons suivi lorsque c'était possible les rubriques médiatiques (Economie, International, Société, Politique) mais nous avons également établi des distinctions qui n'étaient pas signalées par les acteurs médiatiques eux-mêmes.

Tout d'abord, notons que les médias ne rapportent pas seulement les questions politiques ou sociales. La première observation consiste à souligner que toutes les informations qui figurent sur l'agenda médiatique ne constituent pas des enjeux politiques au sens fort du terme ; les agendas médiatiques comportent des questions de contenu culturel, sportif, général. Comme ces reportages ne portent pas sur des problèmes publics, nous avons établi une distinction dans le corpus médiatique entre « problèmes publics » et « problèmes non publics ».

Nous avons également établi une autre distinction dans l'ensemble thématique « problèmes publics » selon l'agent porteur du problème. Nous avons distingué d'une part les problèmes portés par les acteurs politiques et les problèmes portés par les citoyens, autres agents sociaux ou les journalistes eux-mêmes. Nous avons établi la catégorie « politiques publiques » pour parler des problèmes publics posés (dans les reportages) par les autorités politiques, à savoir des informations se référant aux pratiques politiques, aux régulations politiques, aux projets de loi et aux changements institutionnels. Nous avons établi la catégorie « Citoyen » pour parler des problèmes qui dans les reportages sont posés par les citoyens et la catégorie « Société » pour montrer les questions sociales. La catégorie « Actualité exceptionnelle » se réfère aux questions d'actualité.

3.1. Définir les contenus des catégories thématiques des agendas médiatiques

« **Citoyen** » : la catégorie comprend les nouvelles se référant à la relation que le citoyen entretient avec l'Etat dans la quotidienneté : il s'agit des informations qui ne se réfèrent pas aux actions entreprises par les autorités publiques mais aux problèmes perçus par le média, les citoyens ou des groupes sociaux comme nécessitant une action publique. Les enjeux liés au secteur public et au dysfonctionnement de l'appareil étatique, les services sanitaires, la bureaucratie, les régions abandonnées et excentrées et les infrastructures sont les plus « porteurs » dans ce type de catégorie. Il s'agit, le plus souvent, de reportages concernant les conditions de vie dans les villes et les travaux publics (Aménagement), les équipements collectifs tels que les hôpitaux et les écoles (Santé-Education), les problèmes des régions excentrées (Intérieur régions- municipalités), la bureaucratie (secteur public) les protestations (protestations) individuelles ou collectives à propos de la régulation d'une situation perçue comme problématique par les citoyens. Dans la catégorie « Citoyen » nous avons distingué la catégorie « Philanthropie ». Il s'agit plutôt d'une catégorie mise en avant par le chercheur afin de montrer un exemple de conversion d'un problème vécu en privé en problème demandant à être pris en considération par une communauté. Les informations qui entrent dans cette sous-catégorie sont celles se référant à des demandes d'argent ou d'aide d'individus: il s'agit le plus souvent de familles pauvres qui ne peuvent pas faire face à une maladie et qui s'adressent au public, à travers les journaux télévisés de la télévision privée. La deuxième raison de la constitution de cette sous-catégorie est sa représentation statistique importante dans la chaîne privée.

« **Economie** » : la catégorie comporte les sous catégories suivantes : banques, bourse, Euro, entreprises, fiscalité, immobiliers, agenda (économique). La catégorie Economie se réfère, d'une part, aux enjeux d'intérêt économique, comme les activités économiques de certaines entreprises, le lancement de l'Euro et ses conséquences, la fiscalité, le barème immobilier et le coût de vie. D'autre part, la catégorie comprend aussi les dimensions politiques des enjeux économiques tels que la controverse entre le gouvernement et les banques en raison de la détermination des taux d'intérêt ainsi que l'agenda des décisions et des priorités du ministre de l'économie pour les années ou les mois à venir. La sous catégorie « agenda » porte surtout sur les décisions gouvernementales discutées et annoncées par le gouvernement lui-même.

« **Actualité exceptionnelle** » : les questions d'actualité immédiate qui jouissent d'un régime exceptionnel dans les médias et peuvent se développer et créer une controverse politique. Il s'agit de situations imprévues, accidentelles, fortuites, fortement dramatiques et cruciales qui prennent des dimensions sociales et (ou) politiques importantes. Les thèmes qui ont concentré ces caractéristiques dans notre corpus sont le crash de l'hélicoptère de l'*Ekav*, l'affaire *Panagiotakis*, les bombes à *uranium*, l'évasion du criminel *Passaris* et les suicides attribuées à la crise de la *Bourse*.

« **Internationaux** » : elle comprend les nouvelles sur les affaires politiques des divers pays, à savoir les crises (catastrophes et conflits), la défense, la diplomatie, l'économie, l'environnement, l'ordre public (immigration et terrorisme), la santé publique, les sciences et la société. La sous catégorie *crises* est constituée par des nouvelles traitant de la *crise économique et politique* en Turquie, des violents *conflits* entre Israéliens et Palestiniens, Serbes et Albanais et de la situation de *catastrophe* en Amérique Latine et en Inde en raison des séismes qui ont causé la mort de milliers de personnes. La sous catégorie *mobilisations* se réfère aux protestations dans le monde entier contre la mondialisation mais aussi les protestations des employés. Les sous catégories *environnement*, *santé publique* et *sciences* comportent des nouvelles traitant des risques environnementaux (pollution, phénomène El Nino), des risques alimentaires (vaches folles, fièvre aftrode) et des progrès de la science (décryptage du code génétique).

« **Jeu politique** » : cet ensemble d'informations repose sur la distinction faite par J.Gerstlé et ali. entre le jeu et les enjeux⁵⁸². Nous n'entendons donc pas par-là les politiques publiques sur tel ou tel enjeu, mais bien les affaires internes des partis. Cette catégorie que nous appelons « jeu politique », comprend l'ensemble d'informations sur les pratiques partisans, les débats autour des sondages, les controverses partisans, l'activité des personnages politiques dans les institutions partisans et les reportages sur les mobilisations des personnalités politiques à propos de leurs positions politiques.

« **Politiques Publiques** » : la catégorie correspond bien davantage à *policy*, qu'à *politics*. Il s'agit des activités et décisions gouvernementales sur une série de questions

⁵⁸² Cette distinction faite par J. Gerstlé apparaît dans deux articles, à savoir, J.Gerstlé, Dennis K.Davis, O.Duhamel, « Television news and the construction of Political Reality in France and the United States », in L.L.Kaid, J. Gerstlé, K. R. Sanders, *Mediated Politics in two cultures : Presidential Campaigning in the United States and France*, Praeger, N.Y., et J.Gerstlé, O. Duhamel, D.K. Davis, « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1989 aux Etats- Unis et en France », *Pouvoirs*, 1992, PUF, n°63

politiques. Dans la catégorie en question nous avons pris en considération également les réactions, les critiques ou les controverses exprimées envers ces actions gouvernementales de la part des partis politiques ou des groupes sociaux. Enfin, nous y prenons en considération les dysfonctionnements que certaines de ces actions peuvent engendrer : c'est le cas de la construction du nouvel aéroport qui après l'inauguration a présenté des problèmes de fonctionnement. Les sous catégories des « politiques publiques » suivent dans leur majorité la distinction des ministères en Grèce : ainsi nous observons les sous catégories Agriculture, Affaires Etrangères, Aménagement- Travaux publics, Cabotage, Communication, Défense, Education, Environnement, Secteur public, Intérieur (*municipalités- régions*), Ordre public –Justice, Santé, Sécurité sociale, Sports, Transports, Emploi, Politique sociale, Gouvernement. Les deux dernières catégories sont les seules à ne pas correspondre à un ministère mais leur importance quantitative impose leur distinction. Dans la catégorie « politiques publiques » nous considérons aussi, séparément, les questions portant sur « **Jeux Olympiques** » et la « **Révision de la Constitution** », qui sont soit de caractère conjoncturel (la révision commence le 17 janvier pour terminer le 24 avril) soit de caractère exceptionnel (les J.O.). La sous-catégorie « **Gouvernement** » comporte les nouvelles portant sur l'action du gouvernement dans son ensemble : il s'agit des débats autour de l'agenda gouvernemental ayant lieu dans les conseils des ministres et les autres comités gouvernementaux, les scénarios de remaniement gouvernemental, les actions du Premier ministre autour d'une série d'enjeux mais aussi les attaques de la N.D. contre le gouvernement sur un bon nombre de questions (ce type de thèmes –comme par exemple la *diaploki*- sera plutôt rapportée par le journal *ELEFTHEROS Typos*, un journal proche du parti de la N.D). La distinction de la sous catégorie « Politique sociale » s'impose en raison de la décision gouvernementale de procéder à des prestations sociales en faveur des pauvres tout en diminuant les dépenses d'armement du pays.

« **Problèmes non publics** » : nous divisons la catégorie « problèmes non publics » entre la catégorie « affaires nationales » (reportages sur la Grèce) et la catégorie « affaires internationales » (reportages sur les pays étrangers). Les deux catégories comportent les mêmes sous catégories portant sur :

a) la vie mondaine des *personnalités*, des athlètes, des acteurs, des intellectuels, des artistes, des modèles, des acteurs d'Hollywood, b) les faits divers, à savoir les faits étranges, de type « la jeune femme qui a accouché dans un taxi » (*MEGA 19/02*) « une mère

qui a 22 enfants » (*MEGA* 15/02), des événements désignant des tragédies familiales, des événements de la vie quotidienne (nous trouvons ce type d'information dans le journal télévisé de la chaîne privée), c) les questions du temps et les phénomènes climatologiques en Grèce et à l'étranger (intempéries, séismes), d. divers types d'accidents, à savoir les accidents routiers, les feux, les explosions, les collisions entre bateaux, les accidents de trains, e) les animaux, les sports (des championnats, des équipes de foot), sur des questions dans le domaine des sciences (notamment en ce qui concerne la NASA, les astéroïdes, les planètes, les évolutions sur Internet) et enfin des questions de culture, (concerts, galas, films, les oscars de Hollywood, théâtre), f) des questions sur la grécité, à savoir des reportages sur les coutumes grecques, sur des lieux grecs, des fêtes nationales ou sur les Grecs de L'étranger. Dans les « affaires internationales » on discerne une sous catégorie que l'on appelle *tradition*, la tradition du judo à Tokyo, les Pâques des catholiques, le pèlerinage en Inde, les geishas de Tokyo etc. Une autre sous catégorie est celle de la « vie politique ». Il s'agit plutôt de la politique comme « spectacle », mise en avant plutôt par la télévision et concernant la vie quotidienne et les activités mondaines des personnalités politiques. Les acteurs politiques sont visualisés lors des galas, dans les tavernes, en dansant et en chantant. Rappelons que pendant notre recherche ce type de reportage jouit d'une forte expansion dans le journal télévisé de la chaîne privée.

« **Sécurité publique** » : Nous considérons en tant qu'autonome, dans les médias, cette catégorie qui devrait faire partie de la catégorie de la « société ». Sa prédominance quantitative et sa différenciation qualitative imposent une distinction en catégorie. Dans la catégorie « sécurité publique » nous envisageons des questions d'ordre public (illégalités, désordre, corps policier, prisons, violence policière, procès, poursuites) des questions portant sur la délinquance (meurtres, violence, violence sur des enfants, disparitions) et finalement des questions de terrorisme (enquêtes de la police sur le groupe terroriste 17N).

« **Société** » : la catégorie recouvre des informations de portée « sociétale » : on y range des problèmes de santé publique (risques alimentaires, épidémies, maladies mais aussi des controverses éthiques sur des questions telles que l'euthanasie), des problèmes sociaux qui touchent l'organisation de la société tels que la drogue, les minorités ainsi que des questions (figurant également dans la catégorie « politiques publiques ») telles que l'Education, l'Immigration et l'Environnement: ici les thèmes qui entrent dans ces catégories ne sont pas « posés » (dans les reportages) par les autorités publiques. Nous

Annexe I

faisons état soit d'une demande sociale d'action politique via des discours ou des enquêtes sur des questions sociales déclarant l'existence d'une situation problématique (enquête sur les problèmes des universités, discours sur les universités etc.). Nous y avons aussi rangé des questions à connotations éthiques telles que la « Religion ». La « Religion » est examinée dans son expression purement sociale. Nous y rangeons des questions concernant l'Eglise, en tant qu'institution sociale avec des questions sur les controverses ecclésiastiques, des personnages tels que l'archevêque, mais aussi des questions sur les mobilisations des minorités religieuses.

Tableau 59 « Problèmes publics ». Les catégories médiatiques

Problèmes Publics			
Catégories	Sous catégories	Catégories	Sous catégories
Economie	Agenda Banques Bourse Coût de vie Entreprises Euro Fiscalité Immobiliers	Internationaux	Crises (Catastrophes -Conflits) Défense Diplomatie Economie Environnement Ordre public- Terrorisme Politique Protestations Santé publique Sciences Société
Actualité Exceptionnelle	Bombes d'Uranium Bourse Ekav Passaris Panagiotakis	Politiques Publiques	Affaires Etrangères Agriculture Aménagement Communication Défense Education Emploi Environnement Gouvernement Intérieur (municipalités- régions) Jeux Olympiques Marine Marchande Ordre public –Justice Politique sociale Révision de la Constitution Santé Secteur public Sécurité sociale Sports Transports
Citoyen	Aménagement Philanthropie Protestations Régions Santé Secteur Public	Société	Démographie Drogues Environnement Immigration Minorités Religion Santé publique
Sécurité Publique	Délinquance Ordre public Police Terrorisme	Jeu Politique	Partis politiques

Annexe I

Tableau 60 « Problèmes non publics ». Les catégories médiatiques

Problèmes non publics			
Catégories	Sous - catégories	Catégories	Sous- catégories
Affaires Nationales	Accidents Animaux Culture Faits divers Personnalités Sciences- recherches Sports Temps Grécité Vie politique	Affaires Internationales	Accidents Animaux Culture Faits divers Personnalités Sciences - Recherches Sports Temps Tradition

ANNEXE II

AGENDAS MEDIATIQUES

Liste des tableaux

- Le nombre de thèmes médiatiques traités
- Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision
- Fréquences d'apparition (par mois) des catégories thématiques dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision
- Fréquences d'apparition des thèmes des catégories thématiques dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision
- Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les « unes » des journaux quotidiens
- Fréquences d'apparition (par mois) des catégories thématiques dans les « unes » des journaux quotidiens
- Fréquences d'apparition des thèmes des catégories thématiques dans les « unes » des journaux quotidiens
- Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les « unes » des journaux du dimanche
- Fréquences d'apparition des catégories thématiques (par mois) dans les « unes » des journaux du dimanche
- Fréquences d'apparition des thèmes des catégories thématiques dans les « unes » des journaux du dimanche

1. Présentation du nombre de thèmes traités

Présentons tout d'abord le corpus de la recherche en numéros totaux, c'est à dire le nombre de thèmes que nous avons quantifié. Ce corpus est donc constitué des journaux télévisés et des « unes » de la presse écrite, échelonnés du 2 janvier 2001 au 30 avril 2001. Nous devons répéter que la durée des journaux télévisés est inégalement répartie : la télévision privée y consacre en moyenne une heure et vingt minutes, tandis que la chaîne publique trente à quarante minutes. Cela se traduit en une moyenne de 30 informations par journal télévisé pour la chaîne privée et en une moyenne de 15 informations par journal télévisé pour la chaîne publique. La moyenne des informations dans la « une » des journaux est au nombre de six.

Tableau 61 Le nombre des thèmes médiatiques traités

Journaux quotidiens	Nombre de journaux	Nombre de thèmes traités
<i>ELEFTHEROTYPIA</i>	113 janvier : 30/février :27 mars :30/ avril :26	706 janvier : 167/février :191 mars :200/ avril :148
<i>TA NEA</i>	97 janvier : 26/février :23 mars :26/ avril :22	501 janvier : 139/février :132 mars :130/ avril :100
<i>ELEFTHEROS Typos</i>	113 janvier : 30/février :27 mars :30/ avril :26	908 janvier : 239/février :217 mars :248/ avril :204
<i>ETHNOS</i>	113 janvier : 30/février :27 mars :30/ avril :26	726 janvier : 174/février :185 mars :198/ avril :169
Journaux de dimanche	Nombre de journaux	Nombre de thèmes traités
<i>TO VIMA</i>	17 janvier : 4/février :4 mars :4/ avril :5	128 janvier : 30/février :34 mars :29/ avril :34
<i>KATHIMERINI</i>	16 janvier : 4/février :4 mars :3/ avril :5	192 janvier : 52/février :50 mars :32/ avril :58
Chaînes de télévision	Nombre de journaux télévisés	Nombre de thèmes traités
Chaîne publique (NET)	105 janvier : 25/ février :25/ mars :29/ avril : 26	1616 janvier : 343/février :402 mars :465/ avril :406
Chaîne privée (MEGA)	110 janvier : 26/ février :27/ mars :30/ avril : 27	2883 janvier : 609/février :751 mars :762/ avril :761

2. Les priorités quantitatives

Nous allons présenter la distribution des catégories thématiques pour la télévision et pour la presse séparément (quotidiens et dimanche). Nous allons avoir recours à des statistiques simples tels que les pourcentages. Les tableaux à pourcentages se prêtent à une lecture verticale (pourcentages en colonne) indiquant la distribution des catégories dans les agendas de chaque média. Nous allons présenter trois tableaux : le premier présente les répartitions des catégories thématiques (problèmes publics et problèmes non publics) dans chaque média séparément, le deuxième présente les répartitions des catégories thématiques (problèmes publics) par mois et le troisième présente les fréquences d'apparition des thèmes dans chaque catégorie thématique. Nous parvenons ainsi à restituer les profils médiatiques différents et à observer les mouvements temporels des catégories.

Pour que les tableaux à pourcentages soient le plus lisible possible nous allons présenter séparément les résultats pour les deux chaînes de télévision, pour les quatre journaux quotidiens et pour les deux journaux du dimanche. D'une part, ce choix répond au souci de ne pas confondre les deux chaînes de télévision pour lesquelles nous avons mesuré toutes les informations diffusées et les journaux dont nous n'avons pris en considération que la « une ». D'autre part, nous avons choisi de traiter séparément les journaux quotidiens et les journaux du dimanche non seulement parce que le nombre de thèmes diffère entre les deux, mais aussi parce que le profil des journaux quotidiens diffère de celui des journaux du dimanche. De même nous avons constaté que la cohérence est plus grande entre les journaux quotidiens qu'entre les deux chaînes de télévision. De fait, les deux chaînes diffèrent significativement quant à la distribution quantitative des catégories. En réalité, il s'agit de résultats inverses à chaque fois, de sorte que la morphologie d'une chaîne apparaît comme le négatif de l'autre.

Notons également que le champ de l'actualité (*Actualité exceptionnelle*) et le champ partisan (*Jeu politique*) sont les champs vers lesquels les profils médiatiques convergent le plus. Il en va de même, cependant moins fort, pour les « politiques publiques ». En revanche les catégories thématiques « internationales », « économie » et « sécurité publique » sont moins convergentes.

2.1. La télévision

Nous allons commencer par la télévision. Le constat le plus frappant est que la part consacrée par les deux chaînes aux différentes catégories des « problèmes publics » et des « problèmes non publics » paraît très inégale. Tout d'abord, la chaîne privée présente des pourcentages plus larges en ce qui concerne la catégorie des « problèmes non publics » (51,2%) : 33,9% de l'agenda de la chaîne privée porte sur les « questions nationales » (accidents, faits divers, grécité, personnalités) et 17,3% sur les « questions internationales ». En revanche, la chaîne publique attribue 69,3% aux problèmes publics et 30,7% aux problèmes non publics : 20,4% (« questions nationales ») et 10,3% (« questions internationales »).

Une priorité se détache très nettement au sein des « problèmes publics » mais elle diffère très nettement entre les deux chaînes : la catégorie « sécurité publique » regroupe 14,7% de l'agenda de la chaîne privée (5,6% de la chaîne publique). La catégorie « politiques publiques » se distingue nettement dans l'agenda de la chaîne publique (25,3% de la chaîne publique et 8,2% de la chaîne privée) avec celle « internationaux » (21,3% dans la chaîne publique et 6,5% dans la chaîne privée).

Nous pouvons constater que les catégories « politiques publiques », « internationaux » et « sécurité publique » présentent des écarts importants (catégories divergentes). Pourtant les catégories « économie », « actualité exceptionnelle » et « jeu politique » sont mieux réparties entre les deux chaînes (catégories convergentes). On constate aussi la faible représentation des enjeux sociaux (« citoyen », « société ») dans la chaîne publique ce qui n'est pas le cas de la chaîne privée.

L'agenda politique au quotidien

Tableau 62 Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision

Catégories thématiques		En numéros (N) En pourcentages (%)	MEGA Chaîne privée	NET Chaîne publique	Total
Problèmes Publics	Economie	N	24	30	54
		% dans la chaîne	,8%	1,9%	1,2%
Internationaux		N	186	345	531
		% dans la chaîne	6,5%	21,3%	11,8%
Actualité exceptionnelle		N	112	58	170
		% dans la chaîne	3,9%	3,6%	3,8%
Jeu Politique		N	110	84	194
		% dans la chaîne	3,8%	5,2%	4,3%
Politiques Publiques		N	235	409	644
		% dans la chaîne	8,2%	25,3%	14,3%
Citoyen		N	229	35	264
		% dans la chaîne	7,9%	2,2%	5,9%
Sécurité Publique		N	425	90	515
		% dans la chaîne	14,7%	5,6%	11,4%
Société		N	87	68	155
		% dans la chaîne	3,0%	4,2%	3,4%
Problèmes non publics	Questions Nationales	N	976	330	1306
		% dans la chaîne	33,9%	20,4%	29,0%
Questions Internationales		N	499	167	666
		% dans la chaîne	17,3%	10,3%	14,8%
Total		N	2883	1616	4499
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%

Annexe II

Tableau 63 Fréquences d'apparition (par mois) des catégories thématiques dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision

Catégories Thématiques	Mois	En numéros (N) En pourcentages (%)	MEGA Chaîne privée	NET Chaîne publique	Total
Economie	Janvier	N	6	8	14
		% dans la chaîne	25,0%	26,7%	25,9%
	Février	N	5	6	11
		% dans la chaîne	20,8%	20,0%	20,4%
	Mars	N	6	9	15
		% dans la chaîne	25,0%	30,0%	27,8%
	Avril	N	7	7	14
		% dans la chaîne	29,2%	23,3%	25,9%
	Total	N	24	30	54
	% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%	
Internationales	Janvier	N	43	73	116
		% dans la chaîne	23,1%	21,2%	21,8%
	Février	N	59	78	137
		% dans la chaîne	31,7%	22,6%	25,8%
	Mars	N	49	97	146
		% dans la chaîne	26,3%	28,1%	27,5%
	Avril	N	35	97	132
		% dans la chaîne	18,8%	28,1%	24,9%
	Total	N	186	345	531
	% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%	
Actualité exceptionnelle	Janvier	N	41	39	80
		% dans la chaîne	36,6%	67,2%	47,1%
	Février	N	23	10	33
		% dans la chaîne	20,5%	17,2%	19,4%
	Mars	N	40	8	48
		% dans la chaîne	35,7%	13,8%	28,2%
	Avril	N	8	1	9
		% dans la chaîne	7,1%	1,7%	5,3%
	Total	N	112	58	170
	% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%	
Jeu Politique	Janvier	N	22	24	46
		% dans la chaîne	20,0%	28,6%	23,7%
	Février	N	22	17	39
		% dans la chaîne	20,0%	20,2%	20,1%
	Mars	N	42	33	75
		% dans la chaîne	38,2%	39,3%	38,7%
	Avril	N	24	10	34
		% dans la chaîne	21,8%	11,9%	17,5%
	Total	N	110	84	194
	% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%	
Politiques Publiques	Janvier	N	32	69	101
		% dans la chaîne	13,6%	16,9%	15,7%
	Février	N	49	94	143
		% dans la chaîne	20,9%	23,0%	22,2%
	Mars	N	82	149	231
		% dans la chaîne	34,9%	36,4%	35,9%
	Avril	N	72	97	169
		% dans la chaîne	30,6%	23,7%	26,2%
	Total	N	235	409	644
	% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%	
Questions de Citoyen	Janvier	N	59	6	65

L'agenda politique au quotidien

Catégories Thématiques	Mois	En numéros (N) En pourcentages (%)	MEGA Chaîne privée	NET Chaîne publique	Total
		% dans la chaîne	25,8%	17,1%	24,6%
	Février	N	51	6	57
		% dans la chaîne	22,3%	17,1%	21,6%
	Mars	N	62	15	77
		% dans la chaîne	27,1%	42,9%	29,2%
	Avril	N	57	8	65
		% dans la chaîne	24,9%	22,9%	24,6%
	Total	N	229	35	264
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Sécurité Publique	Janvier	N	92	27	119
		% dans la chaîne	21,6%	30,0%	23,1%
	Février	N	116	31	147
		% dans la chaîne	27,3%	34,4%	28,5%
	Mars	N	130	14	144
		% dans la chaîne	30,6%	15,6%	28,0%
	Avril	N	87	18	105
		% dans la chaîne	20,5%	20,0%	20,4%
	Total	N	425	90	515
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Questions de Société	Janvier	N	15	8	23
		% dans la chaîne	17,2%	11,8%	14,8%
	Février	N	10	15	25
		% dans la chaîne	11,5%	22,1%	16,1%
	Mars	N	31	25	56
		% dans la chaîne	35,6%	36,8%	36,1%
	Avril	N	31	20	51
		% dans la chaîne	35,6%	29,4%	32,9%
	Total	N	87	68	155
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%

Annexe II

Tableau 64 Fréquences d'apparition des thèmes des catégories thématiques dans les journaux télévisés de deux chaînes de télévision

Catégories Thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	MEGA Chaîne privée	NET Chaîne publique	Total
Economie	<i>Agenda</i>	N	3	8	11
		% dans la chaîne	12,5%	26,7%	20,4%
	<i>Banques</i>	N	2	5	7
		% dans la chaîne	8,3%	16,7%	13,0%
	<i>Bourse</i>	N	5	1	6
		% dans la chaîne	20,8%	3,3%	11,1%
	<i>Coût de vie</i>	N	1	1	2
		% dans la chaîne	4,2%	3,3%	3,7%
	<i>Entreprises</i>	N	9	3	12
		% dans la chaîne	37,5%	10,0%	22,2%
	<i>Euro</i>	N	3	4	7
		% dans la chaîne	12,5%	13,3%	13,0%
	<i>Fiscalité</i>	N		6	6
		% dans la chaîne		20,0%	11,1%
	<i>Immobiliers</i>	N	1	2	3
		% dans la chaîne	4,2%	6,7%	5,6%
	Total	N	24	30	54
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Internationales	<i>Crises</i>	N	53	121	174
		% dans la chaîne	28,5%	35,1%	32,8%
	<i>Défense</i>	N	1	4	5
		% dans la chaîne	,5%	1,2%	,9%
	<i>Diplomatie</i>	N	10	26	36
		% dans la chaîne	5,4%	7,5%	6,8%
	<i>Economie</i>	N	2	3	5
		% dans la chaîne	1,1%	,9%	,9%
	<i>Environnement</i>	N	4	16	20
		% dans la chaîne	2,2%	4,6%	3,8%
	<i>Mobilisations</i>	N	15	17	32
		% dans la chaîne	8,1%	4,9%	6,0%
	<i>Ordre public</i>	N	44	41	85
		% dans la chaîne	23,7%	11,9%	16,0%
	<i>Politique</i>	N	43	76	119
		% dans la chaîne	23,1%	22,0%	22,4%
<i>Santé publique</i>	N	5	22	27	
	% dans la chaîne	2,7%	6,4%	5,1%	
<i>Sciences</i>	N	3	11	14	
	% dans la chaîne	1,6%	3,2%	2,6%	
<i>Société</i>	N	6	8	14	
	% dans la chaîne	3,2%	2,3%	2,6%	
	Total	N	186	345	531
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Actualité exceptionnelle	<i>Bourse</i>	N	16	9	25
		% dans la chaîne	14,3%	15,5%	14,7%
	<i>Ekav</i>	N	22	10	32
		% dans la chaîne	19,6%	17,2%	18,8%
	<i>Panagiotakis</i>	N	26	5	31
	% dans la chaîne	23,2%	8,6%	18,2%	

L'agenda politique au quotidien

Catégories Thématiques	Thèmes	En numéros (N)	MEGA	NET	Total
		En pourcentages (%)	Chaîne privée	Chaîne publique	
	<i>Passaris</i>	N	27	7	34
		% dans la chaîne	24,1%	12,1%	20,0%
	<i>Uranium</i>	N	21	27	48
		% dans la chaîne	18,8%	46,6%	28,2%
	Total	N	112	58	170
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Jeu Politique	<i>Partis</i>	N	110	84	194
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
	Total	N	110	84	194
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Politiques Publiques	<i>Affaires Etrangères</i>	N	42	93	135
		% dans la chaîne	17,9%	22,7%	21,0%
	<i>Agriculture</i>	N	1	9	10
		% dans la chaîne	,4%	2,2%	1,6%
	<i>Aménagement</i>	N	64	73	137
		% dans la chaîne	27,2%	17,8%	21,3%
	<i>Marine Marchande</i>	N	5	7	12
		% dans la chaîne	2,1%	1,7%	1,9%
	<i>Communication</i>	N	5	4	9
		% dans la chaîne	2,1%	1,0%	1,4%
	<i>Révision de la Constitution</i>	N	13	15	28
		% dans la chaîne	5,5%	3,7%	4,3%
	<i>Défense</i>	N	5	11	16
		% dans la chaîne	2,1%	2,7%	2,5%
	<i>Education</i>	N	9	21	30
		% dans la chaîne	3,8%	5,1%	4,7%
	<i>Emploi</i>	N		6	6
		% dans la chaîne		1,5%	,9%
	<i>Gouvernement</i>	N	6	13	19
		% dans la chaîne	2,6%	3,2%	3,0%
	<i>Intérieur</i>	N	10	22	32
		% dans la chaîne	4,3%	5,4%	5,0%
	<i>Jeux Olympiques</i>	N	28	46	74
		% dans la chaîne	11,9%	11,2%	11,5%
	<i>Ordre public</i>	N	1	6	7
		% dans la chaîne	,4%	1,5%	1,1%
	<i>Politique sociale</i>	N	9	7	16
		% dans la chaîne	3,8%	1,7%	2,5%
	<i>Santé</i>	N	4	12	16
		% dans la chaîne	1,7%	2,9%	2,5%
	<i>Secteur public</i>	N	4	14	18
		% dans la chaîne	1,7%	3,4%	2,8%
	<i>Sécurité sociale</i>	N	19	30	49
		% dans la chaîne	8,1%	7,3%	7,6%
	<i>Sports</i>	N	6	5	11
		% dans la chaîne	2,6%	1,2%	1,7%
	<i>Terrorisme</i>	N	2	12	14
		% dans la chaîne	,9%	2,9%	2,2%
	<i>Transports</i>	N	2	3	5
		% dans la chaîne	,9%	,7%	,8%
	Total	N	235	409	644
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%

Annexe II

Catégories Thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	MEGA Chaîne privée	NET Chaîne publique	Total
Questions de Citoyen	<i>Aménagement</i>	N	34	5	39
		% dans la chaîne	14,8%	14,3%	14,8%
	<i>Municipalités</i>	N		2	2
		% dans la chaîne		5,7%	,8%
	<i>Philanthropie</i>	N	37	1	38
		% dans la chaîne	16,2%	2,9%	14,4%
	<i>Protestations</i>	N	44	11	55
		% dans la chaîne	19,2%	31,4%	20,8%
	<i>Régions</i>	N	23	1	24
		% dans la chaîne	10,0%	2,9%	9,1%
	<i>Santé</i>	N	73	8	81
		% dans la chaîne	31,9%	22,9%	30,7%
	<i>Secteur public</i>	N	18	7	25
		% dans la chaîne	7,9%	20,0%	9,5%
	Total	N	229	35	264
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Sécurité Publique	<i>Délinquance</i>	N	184	29	213
		% dans la chaîne	43,3%	32,2%	41,4%
	<i>Ordre public</i>	N	225	58	283
		% dans la chaîne	52,9%	64,4%	55,0%
	<i>Terrorisme</i>	N	16	3	19
		% dans la chaîne	3,8%	3,3%	3,7%
		Total	N	425	90
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%
Questions de Société	<i>Démographie</i>	N	7	11	18
		% dans la chaîne	8,0%	16,2%	11,6%
	<i>Drogues</i>	N	11	2	13
		% dans la chaîne	12,6%	2,9%	8,4%
	<i>Education</i>	N		5	5
		% dans la chaîne		7,4%	3,2%
	<i>Environnement</i>	N	12	12	24
		% dans la chaîne	13,8%	17,6%	15,5%
	<i>Immigration</i>	N	17	8	25
		% dans la chaîne	19,5%	11,8%	16,1%
	<i>Minorités</i>	N	7	8	15
		% dans la chaîne	8,0%	11,8%	9,7%
	<i>Religion</i>	N	24	10	34
		% dans la chaîne	27,6%	14,7%	21,9%
	<i>Santé publique</i>	N	9	12	21
		% dans la chaîne	10,3%	17,6%	13,5%
		Total	N	87	68
		% dans la chaîne	100,0%	100,0%	100,0%

2.2. Les journaux quotidiens

Passons à la presse quotidienne qui présente une homogénéité plus grande dans la répartition des catégories. L'examen du tableau des pourcentages rend visible le détachement net de la catégorie « politiques publiques » dans l'ensemble des journaux quotidiens. La catégorie regroupe les pourcentages les plus larges dans l'agenda de chaque journal séparément. Il faut noter, également, que les autres catégories présentent une répartition équilibrée entre les journaux. Ainsi, nous n'observons pas de grandes divergences entre les journaux dans le traitement d'une catégorie ou d'une autre – à l'exception de la catégorie « internationales » pour laquelle *ELEFTHEROTYPIA* présente un grand pourcentage. Par ailleurs, *ETHNOS*, *ELEFTHEROS Typos* et *TA NEA* se différencient par le grand nombre de questions nationales et plus particulièrement par la présentation à la « une » des nouvelles sportives (notamment du foot) ainsi que des nouvelles artistiques (personnalités, cinéma). L'agenda des journaux est en grosse ligne plus homogène et plus politisée que celui de la télévision.

Les journaux présentent des caractéristiques morphologiques qui nous permettent d'accéder à une typologie descriptive. Par caractéristiques morphologiques nous entendons la quantité des enjeux présentés à la « une ». Nous pouvons distinguer entre les journaux à *enjeux pluriels* et des *journaux à enjeux uniques*. Dans le premier cas, les thèmes figurés à la « une » sont plus de sept tandis que dans le deuxième cas les thèmes ne dépassent pas ce chiffre. De même, dans le deuxième cas le premier titre couvre plus d'un tiers du journal. Dans la catégorie des journaux à *enjeux pluriels* nous trouverons *ELEFTHEROTYPIA*, *ELEFTHEROS Typos* et les deux journaux de dimanche (*TO VIMA* et *KATHIMERINI*) et dans la catégorie à *enjeux uniques* *TA NEA* et *ETHNOS*.

Annexe II

Tableau 65 Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les « unes » des journaux quotidiens

Catégories thématiques		En numéros (N) En pourcentages (%)	ELEFTHEROS Typos	TA NEA	ELEFTHEROTYPIA	ETHNOS	Total
Problèmes Publics	Economie	N	112	55	47	70	284
		% dans le journal	12,3%	11,0%	6,7%	9,7%	10,0%
Internationales		N	36	40	115	61	252
		% dans le journal	4,0%	8,0%	16,3%	8,4%	8,9%
Actualité exceptionnelle		N	78	44	65	39	226
		% dans le journal	8,6%	8,8%	9,2%	5,4%	8,0%
Jeu Politique		N	95	32	64	46	237
		% dans le journal	10,5%	6,4%	9,1%	6,3%	8,3%
Politiques Publiques		N	326	148	259	246	979
		% dans le journal	35,9%	29,5%	36,7%	33,9%	34,5%
Questions de Citoyen		N	38	20	21	46	125
		% dans le journal	4,2%	4,0%	3,0%	6,3%	4,4%
Sécurité Publique		N	49	30	32	28	139
		% dans le journal	5,4%	6,0%	4,5%	3,9%	4,9%
Questions de Société		N	69	38	57	62	226
		% dans le journal	7,6%	7,6%	8,1%	8,6%	8,0%
Problèmes non publics	Questions Nationales	N	91	77	43	115	326
		% dans le journal	10,0%	15,4%	6,1%	15,9%	11,5%
Questions Internationales		N	15	17	3	12	47
		% dans le journal	1,7%	3,4%	,4%	1,7%	1,7%
Total		N	909	501	706	725	2841
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

L'agenda politique au quotidien

Tableau 66 Fréquences d'apparition (par mois) des catégories thématiques dans les « unes » des journaux quotidiens

Catégories thématiques	Mois	En numéros (N) En pourcentages (%)	Eleftheros Typos	TA NEA	Eleftherotypia	ETHNOS	Total
Economie	Janvier	N	42	13	12	19	86
		% dans le journal	37,5%	23,6%	25,5%	27,1%	30,3%
	Février	N	22	15	16	13	66
		% dans le journal	19,6%	27,3%	34,0%	18,6%	23,2%
	Mars	N	29	12	14	23	78
		% dans le journal	25,9%	21,8%	29,8%	32,9%	27,5%
	Avril	N	19	15	5	15	54
		% dans le journal	17,0%	27,3%	10,6%	21,4%	19,0%
	Total	N	112	55	47	70	284
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Internationales	Janvier	N	4	11	20	13	48
		% dans le journal	11,1%	27,5%	17,4%	21,3%	19,0%
	Février	N	10	7	25	15	57
		% dans le journal	27,8%	17,5%	21,7%	24,6%	22,6%
	Mars	N	15	16	38	20	89
		% dans le journal	41,7%	40,0%	33,0%	32,8%	35,3%
	Avril	N	7	6	32	13	58
		% dans le journal	19,4%	15,0%	27,8%	21,3%	23,0%
	Total	N	36	40	115	61	252
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Actualité exceptionnelle	Janvier	N	34	31	41	27	133
		% dans le journal	43,6%	70,5%	63,1%	69,2%	58,8%
	Février	N	26	9	17	9	61
		% dans le journal	33,3%	20,5%	26,2%	23,1%	27,0%
	Mars	N	15	4	6	3	28
		% dans le journal	19,2%	9,1%	9,2%	7,7%	12,4%
	Avril	N	3		1		4
		% dans le journal	3,8%		1,5%		1,8%
	Total	N	78	44	65	39	226
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Jeu Politique	Janvier	N	24	8	15	10	57
		% dans le journal	25,3%	25,0%	23,4%	21,7%	24,1%
	Février	N	16	5	11	7	39
		% dans le journal	16,8%	15,6%	17,2%	15,2%	16,5%
	Mars	N	35	17	26	16	94
		% dans le journal	36,8%	53,1%	40,6%	34,8%	39,7%
	Avril	N	20	2	12	13	47
		% dans le journal	21,1%	6,3%	18,8%	28,3%	19,8%
	Total	N	95	32	64	46	237
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Politiques Publiques	Janvier	N	71	33	46	52	202
		% dans le journal	21,8%	22,3%	17,8%	21,1%	20,6%
	Février	N	79	36	82	63	260
		% dans le journal	24,2%	24,3%	31,7%	25,6%	26,6%
	Mars	N	83	38	67	63	251
		% dans le journal	25,5%	25,7%	25,9%	25,6%	25,6%
	Avril	N	93	41	64	68	266
		% dans le journal	28,5%	27,7%	24,7%	27,6%	27,2%
	Total	N	326	148	259	246	979

Annexe II

Catégories thématiques	Mois	En numéros (N) En pourcentages (%)	Eleftheros Typos	TA NEA	Eleftherotypia	ETHNOS	Total
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Questions de citoyen	<i>Janvier</i>	N	7		6	7	20
		% dans le journal	18,4%		28,6%	15,2%	16,0%
	<i>Février</i>	N	12	8	2	21	43
		% dans le journal	31,6%	40,0%	9,5%	45,7%	34,4%
	<i>Mars</i>	N	8	9	7	13	37
		% dans le journal	21,1%	45,0%	33,3%	28,3%	29,6%
	<i>Avril</i>	N	11	3	6	5	25
	% dans le journal	28,9%	15,0%	28,6%	10,9%	20,0%	
	Total	N	38	20	21	46	125
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Sécurité Publique	<i>Janvier</i>	N	21	11	10	6	48
		% dans le journal	42,9%	36,7%	31,3%	21,4%	34,5%
	<i>Février</i>	N	15	11	11	11	48
		% dans le journal	30,6%	36,7%	34,4%	39,3%	34,5%
	<i>Mars</i>	N	5	4	9	7	25
		% dans le journal	10,2%	13,3%	28,1%	25,0%	18,0%
	<i>Avril</i>	N	8	4	2	4	18
	% dans le journal	16,3%	13,3%	6,3%	14,3%	12,9%	
	Total	N	49	30	32	28	139
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Questions de société	<i>Janvier</i>	N	14	8	8	15	45
		% dans le journal	20,3%	21,1%	14,0%	24,2%	19,9%
	<i>Février</i>	N	13	11	13	5	42
		% dans le journal	18,8%	28,9%	22,8%	8,1%	18,6%
	<i>Mars</i>	N	26	8	23	25	82
		% dans le journal	37,7%	21,1%	40,4%	40,3%	36,3%
	<i>Avril</i>	N	16	11	13	17	57
	% dans le journal	23,2%	28,9%	22,8%	27,4%	25,2%	
	Total	N	69	38	57	62	226
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

L'agenda politique au quotidien

Tableau 67 Fréquences d'apparition des thèmes des catégories thématiques dans les « unes » des journaux quotidiens

Catégories thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	Eleftheros Typos	TA NEA	Eleftherotypia	ETHNOS	Total	
Economie	<i>Agenda</i>	N	3	2	4	2	11	
		% dans le journal	2,7%	3,6%	8,5%	2,9%	3,9%	
	<i>Banques</i>	N	29	11	12	16	68	
		% dans le journal	25,9%	20,0%	25,5%	22,9%	23,9%	
	<i>Bourse</i>	N	7	3	2	9	21	
		% dans le journal	6,3%	5,5%	4,3%	12,9%	7,4%	
	<i>Coût de vie</i>	N	10	2	3	8	23	
		% dans le journal	8,9%	3,6%	6,4%	11,4%	8,1%	
	<i>Entreprises</i>	N	12	15	8	9	44	
		% dans le journal	10,7%	27,3%	17,0%	12,9%	15,5%	
	<i>Euro</i>	N	2	2	5	4	13	
		% dans le journal	1,8%	3,6%	10,6%	5,7%	4,6%	
	<i>Fiscalité</i>	N	28	10	7	13	58	
		% dans le journal	25,0%	18,2%	14,9%	18,6%	20,4%	
	<i>Immobiliers</i>	N	21	10	6	9	46	
		% dans le journal	18,8%	18,2%	12,8%	12,9%	16,2%	
		Total	N	112	55	47	70	284
			% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	Internationales	<i>Crises</i>	N	13	19	47	31	110
			% dans le journal	36,1%	47,5%	40,9%	50,8%	43,7%
<i>Défense</i>		N			6	2	8	
		% dans le journal			5,2%	3,3%	3,2%	
<i>Diplomatie</i>		N	1		5	5	11	
		% dans le journal	2,8%		4,3%	8,2%	4,4%	
<i>Economie</i>		N	3	6	5	3	17	
		% dans le journal	8,3%	15,0%	4,3%	4,9%	6,7%	
<i>Environnement</i>		N		1	2	1	4	
		% dans le journal		2,5%	1,7%	1,6%	1,6%	
<i>Mobilisations</i>		N			4	2	6	
		% dans le journal			3,5%	3,3%	2,4%	
<i>Ordre public</i>		N	3	4	12	3	22	
		% dans le journal	8,3%	10,0%	10,4%	4,9%	8,7%	
<i>Politique</i>		N	10	4	22	7	43	
		% dans le journal	27,8%	10,0%	19,1%	11,5%	17,1%	
<i>Santé publique</i>		N	4	4	6	2	16	
		% dans le journal	11,1%	10,0%	5,2%	3,3%	6,3%	
<i>Sciences</i>		N	2	2	6	5	15	
		% dans le journal	5,6%	5,0%	5,2%	8,2%	6,0%	
	Total	N	36	40	115	61	252	
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
Actualité Exceptionnelle	<i>Bourse</i>	N	49	21	31	18	119	
		% dans le journal	62,8%	47,7%	47,7%	46,2%	52,7%	
	<i>Ekav</i>	N	3	3	3	3	12	
		% dans le journal	3,8%	6,8%	4,6%	7,7%	5,3%	
	<i>Panagiotakis</i>	N	2	2	2		6	
		% dans le journal	2,6%	4,5%	3,1%		2,7%	
	<i>Passaris</i>	N	12	3	9	4	28	
		% dans le journal	15,4%	6,8%	13,8%	10,3%	12,4%	
	<i>Uranium</i>	N	12	15	20	14	61	
		% dans le journal	15,4%	34,1%	30,8%	35,9%	27,0%	

Annexe II

Catégories thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	Eleftheros Typos	TA NEA	Eleftherotypia	ETHNOS	Total
	Total	N	78	44	65	39	226
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Jeu Politique	<i>Partis</i>	N	95	32	64	46	237
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	Total	N	95	32	64	46	237
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Politiques Publiques	<i>Affaires Etrangères</i>	N	15		26	11	52
		% dans le journal	4,6%		10,0%	4,5%	5,3%
	<i>Agriculture</i>	N	6		1	2	9
		% dans le journal	1,8%		,4%	,8%	,9%
	<i>Aménagement</i>	N	51	26	37	26	140
		% dans le journal	15,6%	17,6%	14,3%	10,6%	14,3%
	<i>Marine Marchande</i>	N	1			2	3
		% dans le journal	,3%			,8%	,3%
	<i>Communication</i>	N	2	1	2		5
		% dans le journal	,6%	,7%	,8%		,5%
	<i>Révision de la Constitution</i>	N	11	9	15	10	45
		% dans le journal	3,4%	6,1%	5,8%	4,1%	4,5%
	<i>Défense</i>	N	20	4	10	8	42
		% dans le journal	6,1%	2,7%	3,9%	3,3%	4,3%
	<i>Education</i>	N	31	9	24	27	91
		% dans le journal	9,5%	6,1%	9,3%	11,0%	9,3%
	<i>Emploi</i>	N	40	11	9	36	96
		% dans le journal	12,3%	7,4%	3,5%	14,6%	9,8%
	<i>Environnement</i>	N				2	2
		% dans le journal				,8%	,2%
	<i>Gouvernement</i>	N	27	3	15	11	56
		% dans le journal	8,3%	2,0%	5,8%	4,5%	5,7%
	<i>Immigration</i>	N	1	1	2		4
		% dans le journal	,3%	,7%	,8%		,4%
	<i>Intérieur</i>	N	10	2	5	3	20
		% dans le journal	3,1%	1,4%	1,9%	1,2%	2,0%
	<i>Jeux Olympiques</i>	N	6	14	16	9	45
		% dans le journal	1,8%	9,5%	6,2%	3,7%	4,6%
	<i>Ordre public</i>	N	3	3	1	1	8
		% dans le journal	,9%	2,0%	,4%	,4%	,8%
	<i>Politique sociale</i>	N	2	6	6	8	22
		% dans le journal	,6%	4,1%	2,3%	3,3%	2,2%
	<i>Santé</i>	N	3	1	7	6	17
		% dans le journal	,9%	,7%	2,7%	2,4%	1,7%
	<i>Secteur public</i>	N	30	14	13	26	83
		% dans le journal	9,2%	9,5%	5,0%	10,6%	8,5%
	<i>Sécurité sociale</i>	N	44	30	36	42	152
		% dans le journal	13,5%	20,3%	13,9%	17,1%	15,5%
	<i>Sports</i>	N	8	4	5	4	21
		% dans le journal	2,5%	2,7%	1,9%	1,6%	2,1%
	<i>Terrorisme</i>	N	11	9	23	9	52
		% dans le journal	3,4%	6,1%	8,9%	3,7%	5,3%
	<i>Transports</i>	N	4	1	6	3	14
		% dans le journal	1,2%	,7%	2,3%	1,2%	1,4%
	Total	N	326	148	259	246	979

L'agenda politique au quotidien

		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Catégories thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	Eleftheros Typos	TA NEA	Eleftherotypia	ETHNOS	Total
Questions de Citoyen	<i>Aménagement</i>	N	10	2	8	3	23
		% dans le journal	26,3%	10,0%	38,1%	6,5%	18,4%
	<i>Education</i>	N				3	3
		% dans le journal				6,5%	2,4%
	<i>Emploi</i>	N		1			1
		% dans le journal		5,0%			,8%
	<i>Municipalités</i>	N	1				1
		% dans le journal	2,6%				,8%
	<i>Protestations</i>	N	9		6	1	16
		% dans le journal	23,7%		28,6%	2,2%	12,8%
	<i>Régions</i>	N	1	1		9	11
		% dans le journal	2,6%	5,0%		19,6%	8,8%
	<i>Santé</i>	N	10	11	4	26	51
		% dans le journal	26,3%	55,0%	19,0%	56,5%	40,8%
	<i>Secteur public</i>	N	7	5	3	4	19
	% dans le journal	18,4%	25,0%	14,3%	8,7%	15,2%	
Total	N	38	20	21	46	125	
	% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
Sécurité Publique	<i>Délinquance</i>	N	12	6	6	6	30
		% dans le journal	24,5%	20,0%	18,8%	21,4%	21,6%
	<i>Ordre public</i>	N	30	23	24	21	98
		% dans le journal	61,2%	76,7%	75,0%	75,0%	70,5%
	<i>Terrorisme</i>	N	7	1	2	1	11
		% dans le journal	14,3%	3,3%	6,3%	3,6%	7,9%
	Total	N	49	30	32	28	139
	% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
Questions de Société	<i>Démographie</i>	N	6	4	4	7	21
		% dans le journal	8,7%	10,5%	7,0%	11,3%	9,3%
	<i>Drogues</i>	N	1	4	5		10
		% dans le journal	1,4%	10,5%	8,8%		4,4%
	<i>Education</i>	N	3	4	7	9	23
		% dans le journal	4,3%	10,5%	12,3%	14,5%	10,2%
	<i>Emploi</i>	N	6	2	7	1	16
		% dans le journal	8,7%	5,3%	12,3%	1,6%	7,1%
	<i>Environnement</i>	N	17	9	6	19	51
		% dans le journal	24,6%	23,7%	10,5%	30,6%	22,5%
	<i>Immigration</i>	N	3		5	1	9
		% dans le journal	4,3%		8,8%	1,6%	4,0%
	<i>Minorités</i>	N		1	2	2	5
		% dans le journal		2,6%	3,5%	3,2%	2,2%
	<i>Religion</i>	N	28	3	11	13	55
		% dans le journal	40,6%	7,9%	19,3%	21,0%	24,3%
	<i>Santé publique</i>	N	5	11	10	10	36
		% dans le journal	7,2%	28,9%	17,5%	16,1%	15,9%
Total	N	69	38	57	62	226	
	% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	

2.3. Les journaux du dimanche

Force est de constater que la répartition des catégories dans l'agenda des journaux du dimanche est très inégale. Les catégories les plus convergentes sont au nombre de trois : les « politiques publiques » qui présentent les pourcentages les plus larges pour les deux journaux et les catégories « Actualité exceptionnelle » et « Sécurité publique ».

En ce qui concerne les autres catégories, les fréquences d'apparition sont inversement proportionnées. L'« Economie » est en deuxième place dans l'ordre du journal *TO VIMA* et en quatrième place dans l'agenda de *KATHIMERINI* et les « Internationaux » qui dans *KATHIMERINI* sont en deuxième place, sont en quatrième dans *TO VIMA*. Pareillement pour la troisième et la cinquième place pour les catégories « Jeu Politique » (3ème dans *TO VIMA*, 5ème dans *KATHIMERINI*) et « Société » (3ème dans *KATHIMERINI*- 5ème dans *TO VIMA*). La catégorie « citoyen » est sous représentée dans *TO VIMA* en occupant la dernière place dans les problèmes publics tandis qu'elle est mieux représentée dans *KATHIMERINI* (4,2% dans l'agenda du journal).

Tableau 68 Fréquences d'apparition des catégories thématiques dans les « unes » des journaux du dimanche

Catégories thématiques		En numéros (N) En pourcentages (%)	KATHIMERINI	TO VIMA	Total
Problèmes publics	Economie	N	18	26	44
		% dans le journal	9,4%	20,3%	13,8%
Internationales		N	27	11	38
		% dans le journal	14,1%	8,6%	11,9%
Actualité exceptionnelle		N	7	9	16
		% dans le journal	3,6%	7,0%	5,0%
Jeu Politique		N	7	18	25
		% dans le journal	3,6%	14,1%	7,8%
Politiques Publiques		N	73	54	127
		% dans le journal	38,0%	42,2%	39,7%
Questions de Citoyen		N	8	1	9
		% dans le journal	4,2%	,8%	2,8%
Sécurité Publique		N	3		3
		% dans le journal	1,6%		,9%
Questions de Société		N	20	6	26
		% dans le journal	10,4%	4,7%	8,1%
Problèmes non publics	Questions Nationales	N	22	3	25
		% dans le journal	11,5%	2,3%	7,8%
Questions Internationales		N	7		7
		% dans le journal	3,6%		2,2%
Total		N	192	128	320
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%

L'agenda politique au quotidien

Tableau 69 Fréquences d'apparition des catégories thématiques (par mois) dans les « unes » des journaux du dimanche

Catégories Thématiques	Mois	En numéros (N) En pourcentages (%)	KATHIMERINI	TO VIMA	Total
Economie	Janvier	N	4	8	12
		% dans le journal	22,2%	30,8%	27,3%
	Février	N	2	3	5
		% dans le journal	11,1%	11,5%	11,4%
	Mars	N	5	8	13
		% dans le journal	27,8%	30,8%	29,5%
	Avril	N	7	7	14
		% dans le journal	38,9%	26,9%	31,8%
	Total	N	18	26	44
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Internationales	Janvier	N	8		8
		% dans le journal	29,6%		21,1%
	Février	N	4	4	8
		% dans le journal	14,8%	36,4%	21,1%
	Mars	N	6	4	10
		% dans le journal	22,2%	36,4%	26,3%
	Avril	N	9	3	12
		% dans le journal	33,3%	27,3%	31,6%
	Total	N	27	11	38
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Actualité exceptionnelle	Janvier	N	3	4	7
		% dans le journal	42,9%	44,4%	43,8%
	Février	N	2	4	6
		% dans le journal	28,6%	44,4%	37,5%
	Mars	N	2		2
		% dans le journal	28,6%		12,5%
	Avril	N		1	1
		% dans le journal		11,1%	6,3%
	Total	N	7	9	16
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Jeu Politique	Janvier	N	4	6	10
		% dans le journal	57,1%	33,3%	40,0%
	Février	N	1	6	7
		% dans le journal	14,3%	33,3%	28,0%
	Mars	N	1	5	6
		% dans le journal	14,3%	27,8%	24,0%
	Avril	N	1	1	2
		% dans le journal	14,3%	5,6%	8,0%
	Total	N	7	18	25
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Politiques Publiques	Janvier	N	15	9	24
		% dans le journal	20,5%	16,7%	18,9%
	Février	N	28	16	44
		% dans le journal	38,4%	29,6%	34,6%
	Mars	N	9	11	20
		% dans le journal	12,3%	20,4%	15,7%
	Avril	N	21	18	39
		% dans le journal	28,8%	33,3%	30,7%
	Total	N	73	54	127
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Questions de Citoyen	Janvier	N	1	1	2

Annexe II

Catégories Thématiques	Mois	En numéros (N) En pourcentages (%)	KATHIMERINI	TO VIMA	Total
		% dans le journal	12,5%	100,0%	22,2%
	Février	N	1		1
		% dans le journal	12,5%		11,1%
	Mars	N	2		2
		% dans le journal	25,0%		22,2%
	Avril	N	4		4
		% dans le journal	50,0%		44,4%
	Total	N	8	1	9
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Sécurité Publique	Janvier	N	1		1
		% dans le journal	33,3%		33,3%
	Février	N	2		2
		% dans le journal	66,7%		66,7%
	Total	N	3		3
		% dans le journal	100,0%		100,0%
Questions de Société	Janvier	N	8	2	10
		% dans le journal	40,0%	33,3%	38,5%
	Février	N	3	1	4
		% dans le journal	15,0%	16,7%	15,4%
	Mars	N	2		2
		% dans le journal	10,0%		7,7%
	Avril	N	7	3	10
		% dans le journal	35,0%	50,0%	38,5%
	Total	N	20	6	26
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%

L'agenda politique au quotidien

Tableau 70 Fréquences d'apparition des thèmes des catégories thématiques dans les « unes » des journaux du dimanche

Catégories Thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	KATHIMERINI	TO VIMA	Total
Economie	<i>Agenda</i>	N	4	3	7
		% dans le journal	22,2%	11,5%	15,9%
	<i>Banques</i>	N	2	4	6
		% dans le journal	11,1%	15,4%	13,6%
	<i>Bourse</i>	N	1	6	7
		% dans le journal	5,6%	23,1%	15,9%
	<i>Entreprises</i>	N	6	2	8
		% dans le journal	33,3%	7,7%	18,2%
	<i>Euro</i>	N		3	3
		% dans le journal		11,5%	6,8%
	<i>Fiscalité</i>	N	2	4	6
		% dans le journal	11,1%	15,4%	13,6%
	<i>Immobiliers</i>	N	3	4	7
		% dans le journal	16,7%	15,4%	15,9%
	Total	N	18	26	44
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Internationales	Crises	N	7	5	12
		% dans le journal	25,9%	45,5%	31,6%
	<i>Diplomatie</i>	N	2	2	4
		% dans le journal	7,4%	18,2%	10,5%
	<i>Economie</i>	N	2		2
		% dans le journal	7,4%		5,3%
	<i>Environnement</i>	N	2		2
		% dans le journal	7,4%		5,3%
	<i>Ordre public</i>	N	2		2
		% dans le journal	7,4%		5,3%
	<i>Politique</i>	N	10	2	12
		% dans le journal	37,0%	18,2%	31,6%
	<i>Santé publique</i>	N	1		1
		% dans le journal	3,7%		2,6%
<i>Sciences</i>	N	1	2	3	
	% dans le journal	3,7%	18,2%	7,9%	
	Total	N	27	11	38
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Actualité Exceptionnelle	<i>Bourse</i>	N	5	6	11
		% dans le journal	71,4%	66,7%	68,8%
	<i>Passaris</i>	N		1	1
		% dans le journal		11,1%	6,3%
	<i>Uranium</i>	N	2	2	4
		% dans le journal	28,6%	22,2%	25,0%
	Total	N	7	9	16
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Jeu Politique	<i>Partis</i>	N	7	18	25
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
	Total	N	7	18	25
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Politiques Publiques	<i>Affaires Etrangères</i>	N	6		6
		% dans le journal	8,2%		4,7%
	<i>Agriculture</i>	N	1		1
	% dans le journal	1,4%		,8%	

Annexe II

Catégories Thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	KATHIMERINI	TO VIMA	Total
	<i>Aménagement</i>	N	8	3	11
		% dans le journal	11,0%	5,6%	8,7%
	<i>Communication</i>	N	1		1
		% dans le journal	1,4%		,8%
	<i>Constitution</i>	N	2		2
		% dans le journal	2,7%		1,6%
	<i>Défense</i>	N	2	2	4
		% dans le journal	2,7%	3,7%	3,1%
	<i>Education</i>	N	7	4	11
		% dans le journal	9,6%	7,4%	8,7%
	<i>Emploi</i>	N	4	3	7
		% dans le journal	5,5%	5,6%	5,5%
	<i>Gouvernement</i>	N	9	8	17
		% dans le journal	12,3%	14,8%	13,4%
	<i>Intérieur</i>	N	2	1	3
		% dans le journal	2,7%	1,9%	2,4%
	<i>Jeux Olympiques</i>	N	7	3	10
		% dans le journal	9,6%	5,6%	7,9%
	<i>Ordre public</i>	N		1	1
		% dans le journal		1,9%	,8%
	<i>Politique sociale</i>	N	1		1
		% dans le journal	1,4%		,8%
	<i>Politique sociale</i>	N		1	1
		% dans le journal		1,9%	,8%
	<i>Santé</i>	N	3	1	4
		% dans le journal	4,1%	1,9%	3,1%
	<i>Secteur public</i>	N	5	4	9
		% dans le journal	6,8%	7,4%	7,1%
	<i>Sécurité sociale</i>	N	7	15	22
		% dans le journal	9,6%	27,8%	17,3%
	<i>Sports</i>	N	2	1	3
		% dans le journal	2,7%	1,9%	2,4%
	<i>Terrorisme</i>	N	5	7	12
		% dans le journal	6,8%	13,0%	9,4%
	<i>Transports</i>	N	1		1
		% dans le journal	1,4%		,8%
	<i>Total</i>	N	73	54	127
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Questions de Citoyen	<i>Aménagement</i>	N	6		6
		% dans le journal	75,0%		66,7%
	<i>Municipalités</i>	N	1		1
		% dans le journal	12,5%		11,1%
	<i>Santé</i>	N		1	1
		% dans le journal		100,0%	11,1%
	<i>Secteur public</i>	N	1		1
		% dans le journal	12,5%		11,1%
	<i>Total</i>	N	8	1	9
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%
Sécurité Publique	<i>Délinquance</i>	N	1		1
		% dans le journal	33,3%		33,3%
	<i>Ordre public</i>	N	1		1
		% dans le journal	33,3%		33,3%
	<i>Terrorisme</i>	N	1		1

L'agenda politique au quotidien

Catégories Thématiques	Thèmes	En numéros (N) En pourcentages (%)	KATHIMERINI	TO VIMA	Total
		% dans le journal	33,3%		33,3%
	<i>Total</i>	N	3		3
		% dans le journal	100,0%		100,0%
Questions de Société	<i>Démographie</i>	N	2		2
		% dans le journal	10,0%		7,7%
	<i>Education</i>	N	3		3
		% dans le journal	15,0%		11,5%
	<i>Environnement</i>	N	4	1	5
		% dans le journal	20,0%	16,7%	19,2%
	<i>Religion</i>	N	2	3	5
		% dans le journal	10,0%	50,0%	19,2%
	<i>Santé publique</i>	N	9	2	11
		% dans le journal	45,0%	33,3%	42,3%
	<i>Total</i>	N	20	6	26
		% dans le journal	100,0%	100,0%	100,0%

ANNEXE III

ENTRETIENS

Ce travail s'appuie sur un nombre d'entretiens effectués avec des journalistes et des hommes politiques. C'est à partir de ces entretiens que nous restituons les contextes d'action des acteurs politiques et médiatiques dans les processus d'émergence et d'expansion des problèmes publics.

Le choix des personnes interviewées reposait notamment sur les positions qu'ils occupent dans le champ politique et médiatique. Comme nous ne sommes pas intéressés par les aspects spécifiques et techniques du travail du journaliste, nous avons songé à interviewer des journalistes qui avaient des positions élevées dans la hiérarchie et qui pourraient nous procurer une vision globale des modes d'organisation de leur travail. En ce qui concerne les acteurs politiques, nous étions intéressés à parler avec les politiques qui participaient aux groupes dirigeants de communication, tels que nous les avons décrit dans l'introduction. Dans l'interprétation du discours recueilli lors des entretiens nous avons respecté la précaution suivante : tenir compte de la position de l'interviewé, c'est à dire de sa position professionnelle et du profil et de la position du média ou du parti dans lequel il travaille.

Les entretiens constituent un matériel complémentaire dans cette étude. Ils ont permis de mieux éclaircir les contraintes pesant sur les choix des problèmes dans les espaces politiques et journalistiques et d'établir la connexion entre les deux espaces de sorte à restituer les formes d'influence exercées et les manières dont elles s'exercent respectivement. Les acteurs politiques ont éclairci certains aspects de l'activité concrète des partis politiques dans le quotidien à propos de l'actualité médiatique, des relations entretenues avec les journalistes, de l'organisation intrapartisane, du fonctionnement du bureau de la presse des partis. Les entretiens avec les journalistes ont permis de restituer les routines, croyances et pratiques influençant le travail journalistique à propos du choix des nouvelles. Les entretiens ont également fourni des informations importantes à propos de certains cas spécifiques (le renouvellement du P.A.S.O.K., la sécurité sociale) que nous avons présenté dans ce travail.

1. Liste des entretiens

- Entretien avec Vassilis Thomopoulos, directeur du domaine de l'information de la chaîne privée *ANTENNA*, Athènes 25/11/2004.
- Entretien non enregistré avec Serafim Fintanidis, directeur du journal *ELEFTHEROTYPIA*, Athènes, 01/07/2004.
- Entretien avec Nikos Voutsis, responsable du bureau de presse de *SYNASPISMOS*, Athènes, 20/07/2004.
- Entretien avec Makis Kopsidis, ex responsable du bureau de presse du K.K.E., Athènes, 18/11/2004.
- Entretien avec Stavros Lygeros, rédacteur politique du journal *KATHIMERINI*, Athènes, 17/11/2004.
- Entretien non enregistré avec Kalliopi Cavdella, journaliste de la chaîne publique *NET*, Athènes 30/06/2004.
- Entretien avec l'ex ministre du P.A.S.O.K., membre du groupe de la communication politique du P.A.S.O.K, Athènes 21/11/2004 (Anonymat respecté à la demande de l'interviewé).
- Entretien avec Diamantis Basandis, scientifique, collaborateur du secrétariat de la planification politique et de programme de la N.D., Athènes 24/11/2004.
- Entretien avec Dimitris Giatrakis, collaborateur du secrétariat de la planification politique et de programme de la N.D., Athènes 24/11/2004.
- Entretien non enregistré avec l'ex ministre, membre du groupe de la communication politique du P.A.S.O.K., Athènes 01/07/2004 (Anonymat respecté à la demande de l'interviewé).
- Entretien avec Théodoros Michopoulos, directeur du domaine de l'information de la chaîne privée *STAR*, Athènes 19/07/2004.

2. Texte des entretiens

Au cours des pages suivantes, nous présentons trois entretiens que nous avons effectués avec Nikos Voutsis, Stavros Lygeros et Vassilis Thomopoulos. La présentation du texte des entretiens vise à donner au lecteur, à titre d'exemple, la possibilité de comparer nos analyses avec les « données » sur lesquelles nous nous sommes appuyés. Le premier entretien avec un homme politique, présenté ci-dessous, apporte une description des modes d'organisation de la communication partisane et des contraintes pesant sur les stratégies politiques mises en oeuvre. Les autres entretiens avec les deux journalistes permettent de voir les différentes logiques articulant le champ de la presse et de la télévision.

2.1. Nikos Voutsis, entretien effectué dans les locaux de Synaspismos le 20/07/2004

Nikos Voutsis est le responsable du bureau de presse de Synaspismos. Nous avons effectué l'entretien à un moment où le parti est en phase de préparation de son congrès (qui a eu lieu en novembre 2004) où les organes partisans votent pour un nouveau président. Cette perspective n'influence pas la narration de notre interlocuteur sur les pratiques partisans pendant la présidence de Nikos Konstantopoulos, la période de notre enquête.

F.K. : Tout d'abord, je voulais vous poser une question sur l'aspect pratique, sur la façon dont vous décidez le thème sur lequel vous ferez une déclaration ou un communiqué de presse.

N.V.: La presse en Grèce connaît depuis quelques ans, 7-8-10 ans, une crise énorme. Imagines qu'il y a 15 ans, le tirage des journaux approchait les 1,5 millions, et maintenant il est proche des 600.000. La chute est spectaculaire.

FK : Vous suivez toute la Presse ou vous faites des choix ?

N. V. : Nous suivons toute la presse. Il est vrai qu'aujourd'hui le travail est plus facile grâce à la technologie. Tous les journalistes ont des e-mail et c'est facile d'envoyer [les textes]. Même pour les *sentonia* [littéralement : « draps », ici « interviews longues »], les interviews diverses, qui durent une heure, avec des questions et des réponses etc., nous avons des retranscriptions automatiques. Il y a des sociétés de retranscription automatique

qui t'envoient en 2 heures tout le volume d'une interview d'une heure, avec les questions et les réponses. Parfois, les camarades se fatiguent à retranscrire les interviews de Konstatopoulos [le président du SYNASPISMOS], et dans une moindre mesure les miennes, accordées à *SKAI* ou à d'autres stations de radio, pour les envoyer.

F.K. : Le thème que vous mettez en avant est inscrit dans l'agenda du Synaspismos, qui existe comme quelque chose de prédéfini ?

N.V. : Il résulte de la conjoncture en fonction des besoins externes, et sur le plan institutionnel il résulte de la réunion du secrétariat politique qui a lieu une fois par semaine, comme celle qui aura lieu [aujourd'hui] à 12 h 00. Tous les lundis et les mardis, a lieu une réunion du secrétariat politique. De surcroît, pendant quatre ans a fonctionné un directoire officieux [responsable] du quotidien, auquel participait Konstantopoulos, moi et Stergios Pitsiorlas qui était coordinateur du secrétariat politique. Cela c'est du passé, parce qu'en novembre on fera le congrès et tout cela, ça va changer. Mais on a mis en œuvre quelque chose de quotidien. C'est-à-dire, à part le secrétariat politique, il y a eu une coopération quotidienne du président, du responsable de la presse et du coordinateur du secrétariat politique.

F.K. : Sur les sujets du quotidien...

N.V. : Sur ce qui existe sur le plan quotidien. Ainsi, par exemple nous avons hier une interview sur l'énergie mais nous avons permis aux journalistes de poser aussi d'autres questions. Ils ont posé des questions sur le Zeppelin qui va survoler [Athènes]. Et Konstantopoulos a fait une déclaration sur le marché de la sécurité, de la terreur etc. qui est passée en [reportage] politique. Tandis que l'énergie serait passé comme reportage économique ou quelque chose comme ça.

F.K. : Est-ce que vous contactez des journalistes précis?

N.V. : En fait, il y a des reportages différents. Il y a les journalistes du reportage parlementaire qui ont leur siège au Parlement, dans un local spécialement aménagé au rez-de-chaussée. Chacun des [journalistes] parlementaires a son local et tous les comptes rendus du Parlement, toutes les questions, les réquisitions, les controverses qui se font au Parlement, les discours des leaders politiques qui sont à l'ordre du jour. Ceci est le premier aspect du travail. Nous travaillons principalement avec le reportage de la Gauche. C'est à dire que chaque journal et chaque média a un journaliste pour faire, c'est la phraséologie

des médias, moi je n'en ai pas à faire je suis ingénieur politique, la N.D. ou faire le PA.SO.K. ou faire la Gauche ; la Gauche c'est toujours le Synaspismos, le K.K.E. et les forces politiques avec qui on collabore, les mouvements ou le SYRIZA. Il existe donc le reportage de la Gauche. Il est « endetté » à tous les grands journaux, juste pour la Gauche, il y a quelques journalistes dans toutes les grandes stations radiophoniques et toutes les grandes chaînes. Ces journalistes là, nous les connaissons, ils entrent en contact avec nous chaque après-midi, avec moi ou les autres membres du comité central : les gars qu'est-ce qu'il y a aujourd'hui, qu'est-ce que nous avons ?. C'est à eux que nous envoyons tout ce que nous avons. Au-delà, il y a [dans les journaux] des reportages thématiques pour lesquels on envoie des communiqués, des déclarations, des interventions dans le cas où existerait un intérêt particulier. C'est-à-dire qu'il y a le reportage des collectivités locales, de l'économie, les reportages de l'éducation et du social. Comment les reportages sont-ils structurés ? Ils sont structurés par ministère. C'est-à-dire que s'il y a 19 ministères, il y a pour les grands journaux et chaînes 19 reportages ; il y a des salles pour la presse, les attachés de la presse y sont, le ministre les connaît. Ce sont les attachés du ministère de la Presse pour le ministère de l'intérieur, les affaires étrangères, d'accord ? Donc, parfois nous envoyons là des reportages. Il fallait par exemple envoyer le sujet pour les agents contractuels à la fois au reportage de la Gauche, puisqu'il s'agit d'un sujet de controverse politique et de conflit, et à celui concernant la fonction publique puisque Pavlopoulos [le ministre de l'Intérieur] a fait un décret portant sur la fonction publique, et également au reportage européen car le pays a suivi, sur ce sujet, la directive européenne ; donc à une multiplicité de reportages. Disons par exemple que nous enverrons le reportage pour le festival de la jeunesse à la fois aux rubriques culturelles et à la rubrique politique pour [rapporter] les discussions programmées lors du festival. Nous allons les prier de mettre qu'il s'agit de ce groupe ou de l'autre etc. La relation du parti avec les médias n'est pas personnelle : il existe la voie directe, ton propre journaliste mais la relation n'est pas unique, elle ne passe pas seulement par le journaliste mais par aussi le directeur et des reportages de côté.

F. K.: Est-ce que vous suivez la télévision ? Est-ce qu'elle vous influence ?

N.V. : Nous avons deux ou trois télévisions (dans le bureau de la presse) et nous la suivons, c'est à dire que les autres la suivent et ils m'informent si quelque chose arrive, notamment pendant les élections législatives, européennes, municipales les choses sont très

serrées, nous la suivons chaque jour [pour vérifier] s'ils ont mis les déclarations des candidats, les interviews, [respecter] le temps consacré. Pendant ces périodes nous suivons très systématiquement la télévision. Maintenant nous savons à propos de notre intervention à propos de l'énergie, s'ils l'ont mis, quelles chaînes l'ont passé, dans quelles zones. Il y a dans notre bureau de presse des relais dès 9 h jusque 24 h.30 le soir. C'est la seule chose qui fonctionne très bien ici.

F. K. : Est-ce que l'ordre du jour de la télévision vous influence ?

N.V. : En aucune façon

F. K. : Ni la chaîne publique ?

N.V. : La chaîne publique reproduit la presse écrite. Si un sujet émerge et la chaîne publique en fait le premier sujet on essaiera de faire une intervention. Nous avons sur ce point une spécificité. Nous n'avons pas un représentant de la presse au moins pour le moment. Je suis le responsable de la presse et responsable du bureau de la presse, on ne fonctionne pas comme le PA.SO.K. ou la N.D. où c'est le responsable de la presse qui dit ce qu'il faut dire à la place du Président. C'est une pratique que nous avons suivit peu de fois. Le jeu est plutôt partagé entre les membres de Synaspismos et les responsables des domaines [il s'agit de domaines politiques de SYN]. Avec Konstantopoulos en tant que président, 90% des interventions sont faites par lui-même. Je lui donnais et je lui donne les sujets et nous nous mettons d'accord sur sa déclaration etc. On n'a pas l'habitude de dire que toutes les quatre ou cinq heures le responsable de la presse fera une intervention etc. Nous n'avons pas la compétence pour des choses semblables. Et je considère que c'est une juste pratique.

F.K. : Quelle est la logique par laquelle le Synaspismos intervient sur certaines choses et non sur d'autres ? C'est-à-dire que pendant la période que j'examine il y avait l'affaire de l'uranium d'une part et de l'autre part, la chute de l'hélicoptère de l'EKAV qui passe comme une question relative aux déficiences des infrastructures sanitaires ; là l'intervention du Synaspismos est limitée. Quelle est la logique qui détermine sur quelles questions vous allez intervenir à chaque fois ?

N.V. On a eu pour la réforme sur la sécurité sociale, pendant la même période, une activité intense car il s'agit d'un sujet qui concerne toute la société, il a de l'audience, il s'agit d'une question forte etc. Ce travail est donc lié à la physionomie de Synaspismos

sans que cela signifie que la physionomie de Synaspimos est la bonne. Il est évident qu'il faut l'améliorer sinon on ne serait pas à ce niveau de vote quant à la physionomie et à la communication de cette physionomie. Par ailleurs, le K.K.E. pour sa part et cela est bien évident dans RIZPOSPASTIS et dans les communiqués de presse, consacre 90% de son travail au petit, au quotidien, au problème populaire pour émerger, faire là sa résistance, dans la quotidienneté, les problèmes populaires etc.

F.K.: Quelle est votre stratégie à propos des projets de loi comme celui de la sécurité sociale, de la santé et de l'éducation...

N.V.: Bon. On voit certains projets de loi dans le parlement et ça finit là ; on vote contre ou on dépose des propositions alternatives et c'est tout. On voit d'autres projets dans l'arène sociale également avec des manifestations quand il s'agit de la sécurité sociale, de l'éducation etc. c'est-à-dire quand il y a un point sensible pour les agents sociaux ; les autres passent de côté. Maintenant la façon dont nous prenons une position face à chaque projet de loi est très relative, nous avons, en générale, une certaine hésitation. Nous intervenons là où nous avons de l'opposition programmatique, c'est-à-dire une opposition qui obéit à notre programme. Pas de façon générale et abstraite, la négation absolue. C'est-à-dire faire du bruit sans avoir de justification ou des propositions alternatives. C'est comme ça qu'on travaille. Maintenant ce qui se passe dans le parlement sera communiqué le plus souvent de l'intérieur du Parlement et dans un deuxième lieu dans le bureau de presse, c'est-à-dire les questions actuelles de l'ordre du jour des leaders des partis ou les interventions pour les projets de loi fondamentaux et les réquisitions que nous faisons en tant que groupe parlementaire. Pour l'environnement nous avons fait une intervention de même que pour les trois projets de loi qui passent d'habitude par le reportage parlementaire. Si nous voulons quelque chose de plus nous l'envoyons d'ici, nous faisons des appels, mettez ça etc.

F.K.: Comment sont déterminés les sujets traités par les députés ?

N.V.: C'est le groupe parlementaire [qui fait le travail]. C'est-à-dire que les six députés se rassemblent une fois par semaine, chacun est responsable de l'un des quatre comités qui ont les grandes thématiques, transparence et institutions, économie et société, affaires étrangères. Ils se rassemblent, ils distribuent les sujets et il y a une coordination,

qui est bonne certaines fois et moins bonne d'autres pour les questions actuelles, les réquisitions etc.

F. K.: Au-delà de toutes ces questions, les affaires intrapartisanes également jouent fortement dans la presse. Vous pensez que...

N.V.: Aujourd'hui si tu jettes un coup d'oeil sur les journaux, il y a le courant des ex du président [*proedrikoï*] qui ont été dissociés et qui ont fait une annonce ; quelqu'un du secrétariat politique leur répond ; l'activité est intense en raison également du congrès du parti.

F.K.: Est-ce que la publicité rentre dans le parti ? Est-ce qu'elle a des conséquences dans le parti ?

N.V. : En majorité négatives, certaines fois positives. Les types de publicité sont au nombre de deux. La publicité sur des textes et des événements réels et les controverses qui sont une chose créative et positive pour la démocratie et l'information du monde ; nous ne sommes pas un magasin fermé comme Perissos [les locaux du K.K.E.] qui diffuse une décision et personne ne sait qui est en accord et qui en désaccord. Mais il existe aussi la publicité liée aux stratégies personnelles, aux mécanismes etc. Ces choses sont impensables pour la Gauche, pour quelqu'un qui l'approche de l'extérieur, mais la Gauche fait partie du problème depuis plusieurs années. Nous avons connu des dégâts depuis plusieurs années lorsque Damanaki [ex présidente du Synaspismos qui a adhéré au PA.SO.K.] disait ce qu'elle voulait etc. Moi je ne pense pas qu'il s'agit d'un problème personnel, de certaines personnes mauvaises qui ont adhérées au PA.SO.K. et que maintenant c'est fini, non, ce n'est pas comme ça. Les structures d'un parti permettent et fonctionnent comme une couche de fumier qui fonctionnent de façon à empêcher la formation de ce type de situations avec des stratégies personnelles ou de les entraver et les réduire. C'est une question de structure et de fonctionnement du parti.

F.K. : Mais il y a aussi les journalistes qui essaient d'avoir des informations...

N.V.: Ils vivent de cela et s'ils perdent un sujet ils risquent même un renvoi. Cela veut dire que si trois journaux diffusent la nouvelle qu'il y a encore un candidat pour la présidence de Synaspismos [nous sommes en période de préparation du congrès et des élections des organes partisans], Kourakis qui n'est pas sur la liste des noms principaux, et un quatrième journal n'a pas cette information, cela pose un problème avec nous. Tout

d'abord, ils vont nous appeler en nous reprochant d'avoir fait une fuite vers des journaux spécifiques en les laissant de côté, et deuxièmement le reporter responsable subira au minimum un reproche du directeur. Parce qu'il y a des choses qui ne se diffusent pas par les communiqués de presse mais au travers des communications téléphoniques.

F.K. : Est-ce qu'il existe une compétition pour la formation de l'agenda ou le gouvernement pèse principalement sur l'agenda ?

N.V. : C'est le gouvernement qui forme l'agenda, notamment.

F.K. : C'est à dire que vous essayez de passer quelque chose qui ne passe pas...

N.V. : Je te dis que parfois les obstacles sont insurmontables. Parce qu'il y a trois facteurs, trois dimensions qui co-fonctionnent, n'est-ce pas ? La logique de ce qui vend ou ne vend pas, censément, les grands intérêts économiques et les intérêts personnels politiques qui font que certains sujets ouvrent et d'autres n'ouvrent pas. Par exemple le reportage sur les dizaines d'accidents [de travail] dont une vingtaine sont mortels dans le village Olympique [pour les Jeux Olympiques 2004 à Athènes] et dans les autres infrastructures, qui n'est pas passé. Certaines annonces dans la télévision, certaines choses qu'à écrit *ELEFTHEROTYPIA* pour garder son public de la gauche et les journaux de la gauche comme *RIZOSPASTIS* et *AVGI*. Cette chose n'a pas été écrite et cela est vraiment un grand problème.

F.K.: Finalement vous pensez que les politiques sont dépendants des médias ?

N.V. : C'est une relation aux limites de la prise d'otage. Les médias ont du pouvoir et ils n'existent pas les mécanismes de contrôle et les procédures qui pourraient renverser l'exercice de ce pouvoir. On a eu des exemples où les médias ont créé des partis, des leaders ou qui ont détruit des partis et des leaders. On peut avoir des indications pour cette période ; il suffit simplement que je te rappelle l'époque de Avramopoulos [maire d'Athènes qui a créé son propre parti]. Le parti a été créé, après certains ont compris que la scène politique ne les intéressait pas et que le bipartisme demeure et qu'il ne finit pas, on ne lui a pas donné de l'argent pour continuer, Avramopoulos l'a dit franchement, je n'ai pas les moyens, et il a fermé boutique et c'est fini. Au début ils [les sondages] lui donnaient 20%. Les journalistes courraient derrière lui, dormaient le soir en dehors de sa maison, les pauvres. Je peux te donner plusieurs exemples comme celui-ci. Pendant les élections législatives où le PA.SO.K. avait le contrôle des médias, il n'y a jamais eu d'autre

gouvernement qui ait eu un tel soutien des télévisions, des journaux et des radios dans l'histoire de la Grèce, jamais à cause de l'argent de trois cadres communaux de soutien. Ils nous présentaient, et disaient Androulakis, Damanaki [il s'agit des deux membres de Synaspismos qui aux élections de 2004 ont adhéré au PA.SO.K.] ex-députés du Synaspismos, ex-président du SYN ; cela nous a causés de gros dégâts parce que les gens disaient le suivant sera Konstantopoulos, le suivant sera Dragasakis avec Lafazani. Je veux dire que cela nous a laminé pendant des jours entiers

F.K. : Et les sondages ?

N.V.: Là nous avons un triangle. Un triangle corrompu. Les médias et les sondages s'alimentent respectivement et produisent l'opinion publique, ils ne reflètent ni ne recensent les événements, ils produisent l'opinion publique et au-delà, les paquets de la publicité sont en relation directe avec l'économie et ils alimentent tous les deux. Toutes les commandes des sociétés des sondages se font au travers des sociétés publicitaires des centres économiques. Toute la vie des chaînes et des journaux dépend des sociétés publicitaires. Nous le savons parce que nous coopérons avec les plus grandes sociétés publicitaires pendant les élections législatives. Ils nous prient de faire notre publicité chez eux à coût faible. Nous leur donnons 500 millions. Tandis que les autres dépensent 20 milliards. Ils nous prient parce que les partis parlementaires ne sont que quatre. S'ils ne font pas le PA.SO.K. ou la N.D. ils veulent mettre dans leur curriculum qu'ils coopèrent avec le Synaspismos.

F.K. : Est-ce qu'il y a un degré d'autonomie chez les médias ? .

N.V. : Certes. Mais pas pour le bien, autonomie pour leurs intérêts à un certain degré.

2.2. Stavros Lygeros, rédacteur politique du journal KATHIMERINI, entretien effectué à Athènes, le 17/11/2004.

Stavros Lygeros est un journaliste de la presse écrite. Il n'a pas travaillé dans la télévision, bien qu'il ait été un journaliste politique reconnu pendant la période de l'arrivée de la télévision privée et qu'on lui ait proposé d'y travailler. Comme journaliste de la presse son point de vue est particulièrement intéressant, notamment lorsqu'on compare ses propos avec ceux du journaliste qu'on va présenter par la suite, qui est un journaliste de la télévision. S. Lygeros parle de l'influence politique de la presse et il insiste sur les interactions multiples ayant lieu entre les journalistes de la presse et leurs sources politiques en décrivant ainsi un jeu de négociation sur l'information politique dans la formation de l'agenda politique.

F.K. : Je m'intéresse à l'influence des médias sur l'agenda politique..

S.L : En réalité il s'agit d'une relation réciproque. C'est évident. Je dirais que dans cette relation bilatérale le rôle des médias est plus grand. Il est plus grand. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une ligne ferroviaire à deux directions, c'est à dire qu'un canal va et l'autre vient, voire que l'information qui s'adresse aux médias de la part des partis politiques ou que les médias créent un climat et influencent les partis politiques. Il y a des multi-chaînes. C'est à dire que les forces politiques ne sont pas des cafés ; elles jouent un jeu au travers des médias, les médias eux-mêmes ne sont pas unis et donc elles jouent un jeu pour bénéficier de leurs alliances ou faire pression sur les forces politiques adversaires.

F.K. : Le rôle de la presse et de la télévision a-t-il le même poids?

S.L : La télévision a l'avantage de s'adresser à un public plus grand et son influence en dérive. Les journaux, en revanche, ont une influence plus grande sur un public d'une force importante pour ce qui concerne son poids spécial, les *opinion makers*. Par ailleurs, il y a des alliances entre les entrepreneurs des médias. Des chaînes de télévision ont des relations avec les journaux et elles jouent [dans les journaux télévisés] leurs unes. Or, cela peut se faire à travers les partis. Il y a les intérêts des entrepreneurs qui soutiennent Papandréou [le nouveau président du P.A.S.O.K. qui a succédé à K. Simitis] ainsi que des forces internes [dans le P.A.S.O.K.] qui ne le soutiennent pas. L'agenda n'est pas donc médias-politiques. La *diaploki*, *l'enchevêtrement des intérêts*, est tel, pas de la façon dont

on l'utilise, mais au niveau seul de l'entrelacement des intérêts, cette dimension existe, mais il y a aussi une autre dimension, celle des fractions. C'est à dire que moi, je fais partie du groupe des Simitikoi [les partisans dans le PA.SO.K. de Simitis] et donc je vais jouer un jeu avec *ETHNOS*. On ne peut pas donc parler de médias-forces politiques quand on ne sait pas quelle est la trajectoire du ballon, d'où il part et où il va ; on dit journaliste, on dit politique, c'est à dire qu'on perd le point de départ dans un réseau de relations qui est à la fois politique, amical, fondé sur des intérêts mais qui est autre chose également. C'est à dire qu'un politique passe à un journaliste des informations pour favoriser des fractions à l'intérieur du parti ou pour favoriser son leader par rapport à l'autre parti. Quelqu'un qui veut imposer à Karamanlis des élections précoces soit parce qu'il pense que cela favorise la N.D. soit parce qu'il veut l'épuiser. Hypothétiquement parlant. Il peut jouer avec certains médias, certains journalistes ou donner une nouvelle à propos d'un sujet. Cela peut être exploité par certains autres qui fonctionnent comme des enceintes acoustiques. Donc il faut qu'on rende compte de la grande complexité de ces relations. Il n'est pas toujours facile de savoir où cela commence. Il est certain que les médias n'ont pas le rôle du contrôle du pouvoir. C'est à dire qu'ils ne gardent pas de distance avec le pouvoir et pas seulement avec le pouvoir gouvernemental. Ils n'ont pas comme mission d'être la voix de l'opinion publique. Il y en a certains qui ... mais ils ne connaissent pas la règle, ils font l'exception. Des journalistes perroquets, des journaux perroquets... Ce type de choses n'est pas confirmé scientifiquement mais c'est certainement ce qui se passe. Il est donc important de voir les modes complexes d'élaboration de l'agenda politique. Il n'est pas chaotique. Si on prend une période spécifique pour y voir ce qui s'y est passé. Il est certain que les politiques se servent des journalistes et que les journalistes se servent des politiques. Il ne s'agit pas toujours d'une relation clientéliste ; d'une part, les entrepreneurs offrent leur soutien politique, ils assurent leur présence dans les médias, ce qui est très important pour leur réélection, et après ils aspirent à une rémunération une fois que les politiques arrivent au pouvoir. C'est un phénomène de la dernière décennie.

F.K. : Est-ce que la télévision privée a joué un rôle important dans ce phénomène ?

S.L. : Ce phénomène existait avant la télévision privée. C'est le phénomène fameux de la *diaploki* et la télévision y a ajouté d'autres dimensions. Ce n'est pas comme auparavant où quelqu'un pouvait fonder un journal. Aujourd'hui on ne peut pas faire un

journal et s'imposer. On a besoin d'argent et seulement quelqu'un qui a d'argent peut le faire. Il s'agit de personnes qui ont des relations avec le secteur public.

F.K. : Ce réseau de relations crée une dynamique qui a des effets. Prenons l'exemple de Avramopoulos [Il s'agit du maire d'Athènes qui a fondé son propre parti politique qui a connu une bonne dynamique dans les médias et les sondages et qui finalement n'a pas pris part aux élections législatives]

S.L. : L'exemple de Avramopoulos est celui d'un homme politique ancré dans les relations publiques qui a voulu faire du jeu politique. Moi, j'écrivais à l'époque que les sondages lui donnaient un pourcentage de 18-20%, que les sondages ne sont pas fiables non parce que les sociétés disent des mensonges, mais parce que l'opinion publique fait une blague, entre guillemets. Elle répond le coeur léger et de façon vive et spontanée. Je disais que l'heure venue, le parti de Avramopoulos serait défait. Et, lui-même me considérait comme partial. Il ne suffit pas de lire les chiffres. Il faut les voir au travers d'un prisme politique. Si on n'y arrive pas, on est pris en otage par eux. Les chiffres préconisaient la volonté de l'opinion pour un troisième parti en dehors du bipartisme. Cela existe dans l'imaginaire des électeurs qui l'heure venue votent pour les deux grands [partis politiques]. Le troisième parti le stimule mais il ne le choisit pas. La dynamique a été un peu fausse.

F.K. : Est-ce que le reportage portant sur les affaires partisans est intéressant pour le monde ?

S.L. : Maintenant tu me poses la question si l'opinion publique s'intéresse à la politique ou aux coulisses de la politique. Le reportage politique ne se limite pas aux coulisses. En général, les gens s'intéressent aux coulisses de toute sorte ; ils ont l'illusion qu'ils y participent, qu'ils se trouvent là où les jeux de pouvoir sont joués. Donc, ils sont intéressés. Cependant, ils sont intéressés par la politique au sens large du terme. Ce pourcentage de citoyens est parfois plus grand et d'autres plus petit. Aujourd'hui il est probablement moins grand mais ça existe. Sinon, nous, qui nous y intéressons, nous n'existerions pas. Sur le marché il existe une demande pour les commentaires politiques, les émissions politiques, les coulisses, les analyses des articles, les reportages, tout. Le politique est le reportage majeur.

F.K. : Les médias poursuivent la dynamique sociale...

L'agenda politique au quotidien

S.L. : Et la [dynamique] politique. Il se peut que l'acte d'un politique forme l'agenda. Les médias sont un Moloch, le dieu d'Egypte ancien, ils sont un Gargantua qu'il faut nourrir. Quel que soit celui qui le nourrit. S'il n'est pas nourrit, il te mangera toi aussi. S'il y a un séisme, on laisse tout autre événement. Si Karamanlis dit d'un ministre telle ou telle autre chose... il sera celui visé, il élaborera l'agenda. Les médias recherchent de la nourriture. Si les politiques leur donnent de la nourriture et les politiques élaborent l'agenda, ils n'ont pas de problème. Les médias n'ont pas de problème à élaborer eux-mêmes l'agenda. Cela est le résultat. Les médias veulent de la nourriture, veulent de l'audience et du tirage. Parfois, on fait des jeux pour que l'un ou l'autre événement passe. C'est là que les jeux se font. En général, la règle est qu'ils sont à la recherche... Si le gouvernement présente une faiblesse politique, ils vont chercher quelque chose d'autre. Ils vont exagérer sur quelque chose. Par exemple, les Américains ont reconnu Skopje et boum la question revient à la surface. L'agenda a été fait par les Américains. L'autre jour le gouvernement a organisé un comité d'interrogation. L'autre jour un reportage a provoqué... L'agenda peut être fait de tout. L'agenda peut s'élaborer d'événements conjoncturels, d'une catastrophe naturelle ou d'un accident... c'est à dire que l'agenda se construit de multiples façons. Simplement, les médias s'appuient sur les événements et ils veulent épuiser les sujets, les avaler. C'est leur vie. Dans cette exagération ils peuvent parfois ignorer un événement important pour un autre qui n'est pas si important mais qui est plus avantageux. Il peut exister une évolution d'importance majeure dans les affaires nationales et un accident où certaines personnes ont perdu la vie ; ce dernier ayant des images, il est plus avantageux avec pour conséquence que le premier viendra en deuxième position. S'il n'y avait pas celui-ci l'autre serait en première position. Et la presse garde bien une attitude.. Mais les chaînes... Là les sujets qui ont une image, ils sont plus pertinents. Le plan Annan ou le budget ne sont pas pour les chaînes. On les met sur les affiches mais l'analyse...

F.K. : En ce qui concerne la réforme sur la sécurité sociale les médias viennent après...

S.L. : Là c'est le gouvernement qui a commencé. Il a voulu faire un acte, il y a eu une réaction qui s'est répandue, les médias ont pris position et le gouvernement a craqué. Un cas classique d'un acte gouvernemental à cause d'une réaction, d'une mobilisation immense. Les fonctionnaires se sont sentis menacés. Là le sujet n'a pas dérivé des médias. Il n'a pas été possible de le faire passer sans effets. Je te donnerais un autre exemple d'une

intervention autonome des médias. En 1987, c'était Davos : un effort de rapprochement avec la Turquie d'Ozal. Trois journalistes à l'époque ; je travaillais à *PROTI* à l'époque, Aggelos Stamos à *TA NEA* et Aggelopoulos qui est maintenant directeur de *KATHIMERINI* était à l'époque à *ELEFThEROTYPIA*. Nous, tous les trois [nous avons écrit le reportage] le lendemain de la rencontre. J'y avais consacré une page entière. A l'époque Mitsotakis [le Président de la N.D.] était pour le rapprochement, le K.K.E. également et nous les trois nous nous sommes présentés à celui qui faisait la communication gouvernementale et nous l'avions coincé. Trois personnes avaient tout renversé. On a donné de la dynamique et la politique officielle a été renversée. Il s'agit d'un cas exceptionnel. Le conseiller d'Ozal est venu et il ne pouvait pas comprendre. Nous sommes intervenus, après nous avons coordonné nos actions et nous avons changé le climat, nous avons imposé un autre agenda. Cela est rare. Des journalistes ont renversé la situation. Ce n'est pas habituel. Après la N.D. a commencé à changer de position... et finalement le climat a changé. A plusieurs reprises les médias renversent les situations. Les médias ne sont pas unitaires, à l'exception de certaines situations où ils sentent que l'opinion publique est opposée et ils ne veulent pas s'éloigner du sens commun.

F.K. : Pourquoi dites-vous qu'à l'époque le briefing était plus essentiel ?

S. L. : Parce que maintenant le briefing est plus formel. A l'époque il y avait de la controverse également. Il était plus essentiel car on mettait en position difficile le représentant gouvernemental. Et les journalistes n'avaient pas la possibilité d'exercer de la pression. Aujourd'hui le conformisme est plus grand.

F.K. : Je voulais vous poser la question de l'organisation des journaux...

S. L. : Le reportage politique, soit le domaine politique, a un ou deux journalistes qui prennent en charge le gouvernement, un qui fait l'opposition, un journaliste pour les partis de la gauche et un autre pour la diplomatie. Il y en a certains qui écrivent les articles. Moi, par exemple je ne fais pas de reportage libre. Après, c'est le domaine des internationaux qui font les sujets internationaux qui fonctionnent avec les télégrammes, les agences de presse et il y a le domaine économique ; certains journaux diffusent les sujets économiques comme mi-autonomes, par exemple, les feuilles roses du journal *KATHIMERINI* – il a les ministères de l'Industrie, du Développement, de l'Economie, de l'Agriculture- et les autres domaines et le libre qui a *l'YPEXODE* [le ministère de l'Environnement, des Travaux

Publics et de l'Aménagement]. Le reportage libre porte sur des thèmes divers : enquêtes sociales, de justice, de l'ordre public. Il s'agit des ministères du reportage libre : le ministère de l'Intérieur, du Cabotage, des sujets concernant les collectivités locales.

F.K. : Le reportage libre...

S.L. : Le reportage libre n'a pas [obligatoirement] de ministères. On veut, par exemple, faire une recherche sur la drogue ou sur les problèmes à Néa Liossia [une banlieue d'Athènes] soit parce qu'il n'y a pas d'eau à Larissa ou sur l'éducation, les conditions des étudiants... Le [reportage] libre « court » dans le cas d'un incendie, d'un séisme, des phénomènes urgents...

F.K. : Comment choisit-on la « une » à chaque fois ?

S. L. : C'est le meeting qui la choisit. Chaque journal a ses façons propres mais en général... A KATHIMERINI nous faisons un comité à 3 heures de l'après-midi auquel participent le groupe des directeurs de KATHIMERINI et les responsables des domaines, [voire] le coordinateur du politique, des ministères et du reportage livre et le coordinateur de l'économie. Ceux-ci présentent les nouvelles et ils forment le groupe des directeurs avec certains élus... certains qui ont leurs propres rubriques. Le premier sujet est ce qu'on juge [chaque fois comme le plus important]. Après on fait un comité dans l'après midi entre peu de personnes, quatre ou cinq, où l'on choisit, parmi les sujets recueillis, le premier et le deuxième sujet de la « une ». C'est à nous après de faire les textes [qui suivent les titres dans les unes].

F.K. : Quelle est la logique qui détermine [les premiers sujets]... ?

S.L. : C'est le sujet qu'on considère chaque fois comme étant le plus important. A *KATHIMERINI* avec le premier sujet, c'est également l'article qui le suit ; ça c'est moi qui l'écrit.

F.K.: Moi je travaille sur les quatre années 2000-2004 où il existe des problèmes de quotidienneté. D'où cela dérive-t-il ?

S.L.: Il s'agit d'une phrase des communicologues. Les problèmes de la quotidienneté existaient depuis longtemps... c'est un nouveau terme. Le but de la politique n'est pas de faire la vie des citoyens meilleure ? D'une façon ou d'une autre, la fonction publique doit rendre service au citoyen. Comme cela ne se faisait pas, on a considéré qu'ils

auraient des profits politiques en résolvant les problèmes qui tourmentent les citoyens. Tandis que pendant une époque on les a sous estimés. Pour des raisons d'élections on a reconsidéré les problèmes de la quotidienneté. On a considéré qu'à cause de la criminalité on ne pouvait pas circuler dans les rues et qu'on serait mieux avec moins de justificatifs [dans les services publics]. On a commencé à s'intéresser à ce type de choses au lieu de faire de la grande politique.

F.K.: Et là, c'est la télévision qui a joué un rôle ?

S.L.: Tu pointes le problème de manière juste. La télévision quand elle n'a pas de sujets, le moloch dont on parlait, elle veut se nourrir. On n'a pas des sujets... il n'y a pas de séisme, on n'a pas Skopje... ni une inondation. Qu'est-ce qu'on dit alors? Cherté. On tire du tiroir la cherté. La cherté n'est pas un sujet d'hier mais comme on n'a pas un autre sujet on fait avec celui-ci. Ils vont à IKA [La Fondation de la sécurité sociale] et ils attendent pendant trois heures le médecin. Ce sont des conserves. Le problème n'est pas nouveau mais on le fait sortir de nouveau.

F.K.: Cependant, cela a des conséquences politiques...

S.L.: Oui bien sûr parce que tu le fais sortir... ou bien les agriculteurs qui n'ont pas... Il s'agit de problèmes chroniques. On les fait sortir sans raison...

F.K.: J'ai compris qu'il s'agit également d'un reportage à coût faible. Les chaînes de télévision n'ont pas les mécanismes pour faire d'autres productions ou soutenir des sujets

S.L.: Les chaînes sont comme ça. Les journaux ont toujours des sujets...

F.K.: Est-ce que vous suivez ERT [la Radiotélévision Hellénique. Nous nous référons aux deux chaînes publiques] ?

S.L. : Les chaînes privées ont fini par être une sorte de magazine de choses étranges... Un rat... Un mélange qui a des fenêtres [on utilise ce mot pour décrire les courtes interviews en duplex de diverses personnes durant le journal télévisé], un brevet grec... il a tout ça. Pour certaines personnes [ERT] est un abri parce qu'elle est sérieuse, même si pas comme auparavant. Le jeu se joue dans les chaînes à diffusion massive. D'accord, il s'agit d'une chaîne pro-gouvernementale mais pas de façon choquante. Elle est un abri pour les

gens intelligents qui ne veulent pas les ordures. Elle a donc une influence sur un public plus éduqué et qui exerce une influence sur son entourage.

F.K.: Les petits partis de la Gauche n'ont pas de couverture journalistique... Ils ne pourraient pas en avoir comme les grands partis... mais...

S.L.: Ils ne pourraient pas.

F.K. : Il y a des reportages qui rapportent des informations sur des affaires partisans [telles qu'elles sont discutées] dans les comités des partis où le journaliste n'est pas présent. D'où prennent-ils les informations ? Des fuites ?

F.K. : Vous pensez que ce type de reportage « rentre » au parti ?

S.L. : Oui, il produit des impressions politiques, des réactions. Mais on sait que les médias doivent vivre. Il faut les nourrir d'une façon. Cela fait partie du jeu. Il y avait des cas où ils [les politiques] s'engageaient à ne rien dire [aux journalistes]. Quelques fois ils tiennent, d'autres non. Il est certain qu'ils ne peuvent pas tenir ce comportement, mais cela ne peut pas se produire immédiatement. Cela pourrait arriver après quelques jours. Pareil pour le comité des ministres et le comité gouvernemental.

F.K. : Est-ce que les cafés matinaux existent... ?

S.L. : Oui, ils font une révision de la semaine et ils décident la façon dont ils vont gérer les choses. Un petit comité matinal. Simitis en a fait au début ; Andréas Papandréou n'en faisait pas. Papandréou faisait usage du téléphone ou il y avait des personnes... Maintenant c'est le groupe de la communication ; on règle les sujets de la semaine.

F.K. : Est-ce que la communication de la N.D. a changé après Roussopoulos [le porte-parole de la N.D. qui est journaliste] ? Est-ce qu'il a joué plus l'aspect de la communication ?

S.L.: C'est une opinion subjective. Théodore a un visage qui passe bien à la télévision. Si on soutient officiellement la N.D. ou le PA.SO.K., on est le porte-parole du parti et on soutient le parti en public ; [ce travail] a ses rémunérations... On est la main longue de la propagande. La difficulté est d'être tireur libre. De juger, d'attaquer et de dire bravo. Tu seras tout seul. Ce type de journalistes sont les systémiques.

F.K.: A l'exception des journaux *KATHIMERINI* et *ELEFTHEROTYPIA*, il n'y a pas beaucoup d'autres unes sur l'international. Pourquoi ?

Annexe III

S.L.: Oui, il est rare que le premier sujet soit international. Il s'agit d'une tradition ethnocentrique qui peu à peu s'efface...

F.K. : Est-ce que la publicisation des sondages influencent les personnages ou les évolutions...

S.L. : Ils pèsent plutôt sur le parti et moins sur l'opinion publique mais il ne s'agit pas d'un critère absolu, c'est une dimension. Et il a été prouvé que les gens qui étaient en haut ont chuté. Ces chiffres n'ont pas de relation profonde avec la société. Ils sont temporaires... Par ailleurs, la popularité... peut faire que les adversaires politiques te soutiennent également. Dire que celui-ci est sympathique.

F.K. : Les communicologues...

S.L. : Ils dictent les cravates, les clichés... Le Premier Ministre accepte les suggestions. Après il y a ceux qui lui disent les réponses. Moins quoi décider politiquement, plutôt comment faire le paquetage.

F.K. : Est-ce qu'il y a des controverses avec les journalistes sur le sujet...

S.L. : Cela se produit dans le cadre de chaque média. Comment les politiques pourraient-ils influencer ? Ne nous cassez pas la tête ou jouez cela. Un parti peut donner quelque chose à un journal amical ou à un journaliste. On a des exemples semblables... La N.D. peut donner à un journal du PA.SO.K. pour ne pas se découvrir... Les caramboles sont incroyables

F.K. : Est-ce que le journalisme politique a changé avec l'arrivée de la télévision privée ?

S.L. : La télévision est plus schématique, plus simple, impressionne. Le texte écrit doit être structuré. A la télévision tu dois impressionner, tu va aux clichés.

F.K. : Je comprends que vous relativisez le fait que les médias construisent l'événement..

S.L. : Je le dirais autrement. Même quand la politique domine la formation de l'agenda, les médias pèsent sur l'image du spectacle que les autres ont mis en avant. Mais les médias font l'image et donc le paquetage et l'influence sont une affaire des médias. Là c'est la confusion. Moi, en tant que Premier Ministre je peux dire et annoncer que dès hier le barème officiel était en hausse. Maintenant la façon dont cela sera packagé et diffusé par

les médias... Parce que les médias sont la caisse de résonance qui ne diffusent pas de façon neutre ou ils ne reproduisent pas mais ils diffractent et ils diffusent également la conception du média et du journaliste. Cela est d'une importance majeure non seulement parce que Moloch se nourrit de la politique mais parce que c'est lui qui donne l'image. C'est moi qui présente les événements au monde et c'est à moi d'avoir le rôle déterminant dans la façon dont ils seront présentés. Par exemple SKAI [station radiophonique] s'est élevé contre le ESR [le conseil hellénique de radiotélévision] parce que ce dernier donnait à Bobola [entrepreneur et propriétaire du journal ETHNOS] des certificats de transparence. Comment va-t-il le présenter ? Pour cela, les politiques nous passent des déclarations, des communications, des no-paper pour influencer notre interprétation et la présentation [des événements] pour que nous restions dans le cadre qu'ils veulent faire passer. Les médias probablement ont une petite influence sur l'élaboration de l'agenda. C'est juste la façon dont ils présentent les événements qui est d'une importance bien plus grande que la question qui forme l'agenda. Là, c'est leur influence qui est analogiquement plus grande. Ils influencent les impressions politiques.

2.3. Vassilis Thomopoulos, directeur du domaine de l'information de la chaîne privée ANTENNA, entretien effectué à Athènes, le 25/11/2004.

Ce qui mérite d'être mentionné à propos de notre interlocuteur, c'est le fait qu'il n'ait jamais travaillé pour la presse. Il s'agit d'un journaliste qui a occupé des positions hautes dans la majorité de chaînes de télévision publique et privée sans jamais passer par la presse. Son parcours professionnel se reflète dans ses propos : étant focalisé sur le fonctionnement des chaînes de la télévision et sur la compétition entre celles-ci, sa conception de l'information est imprégnée des contraintes pesant sur les chaînes privées. Nous considérons cet entretien indicatif des croyances professionnelles structurant le champ de la télévision. Celle-ci est plus sociale, près du « monde » et des « citoyens » que la presse écrite, celle-ci étant notamment politique.

F.K. : Je voulais vous demander quelle est la logique de hiérarchisation des nouvelles dans le journal télévisé et quelles y sont les différences entre la chaîne privée et publique.

V.Th. : La logique est la suivante : tout d'abord, les grands sujets de l'actualité où chaque chaîne essaie de faire le plus : une information importante, un meilleur plan, pour pouvoir se maintenir dans la compétition. On peut caractériser les journaux télévisés du soir par un mot : la compétition.

F.K. : Cela est-il le cas de la télévision publique ?

V.Th. : Prenons les choses une à une. Ensuite un deuxième groupe de sujets sont les sujets d'actualité qui ne sont pas, disons, parmi les questions les plus grandes, mais elles sont des questions qui intéressent le monde et dans ce domaine les mécanismes des chaînes essaient d'avoir quelque chose d'intéressant, de voir les choses d'un point de vue différent. La compétition et la différenciation, voilà comment ils essaient de faire leur travail. Passons à une autre catégorie de questions, les sujets internationaux : les chaînes privées n'y attachent une grande attention sauf si quelque chose d'important émerge. C'est là que ERT [La Radiotélévision hellénique, voire les chaînes publiques] se différencie. ERT attache une grande importance aux sujets internationaux. Dans les chaînes de télévision privée on a fait un effort... ce qu'on a fait et qui est important dans les journaux télévisés du soir des chaînes de télévision privée c'est que chaque chaîne choisit de travailler et de planifier ses propres sujets indépendamment de l'actualité, d'avoir certains sujets propres sur lesquels elle peut s'appuyer, jouer avec ses vidéos pour gagner des téléspectateurs, car chaque chaîne s'intéresse à la partie commerciale. Celle-ci a deux parties : la première sont les chiffres de AGB [société qui mesure les audiences] et la deuxième les publicités qui y sont attachées. Donc, si tu me demandes quelle est la structure d'un journal télévisé, quels sont les sujets qu'il comporte, je te dirais qu'un journal télévisé de la télévision privée commence avec un ou deux grands sujets, il passe, par la suite, à un ou deux sujets et questions sociales de l'actualité et enfin on passe à la compétition avec ses propres sujets pour chaque chaîne. Ici, bien sûr, nous trouvons les modèles des journaux télévisés : c'est-à-dire que certaines chaînes passent moins de vidéos et font plus de discussions, d'autres exploitent leur présentateur central - disons Chatzinikolaou de *ALPHA* qui monte des débats pour exploiter l'arme de la chaîne qui est lui ou qu'il considère comme étant est lui. Là nous avons une différenciation de modèles. Après nous passons aux sujets internationaux et c'est la fin. Maintenant, si on discute la physionomie des journaux télévisés, je te dirais qu'il y a, en ce moment, deux chaînes hors de la compétition principale, STAR et ALTER. STAR est plutôt du genre life-style et sujets juvéniles et pour

cela il a son public jeune tandis que ALTER a coupé les [sujets] life-style qu'elle avait auparavant et maintenant elle est plutôt versée vers les sujets sociaux (actualité et social). ANTENNA est plutôt tournée vers les reportages et les vidéos sur les sujets sociaux. ALPHA fait plus de discussions avec son présentateur sur les questions de l'actualité politique, MEGA fait quelque chose entre les deux. Voilà les modèles. Après, ERT est une société qui n'a pas de stabilité. Ce qu'on peut dire comme caractéristique fondamentale est que la compétition pour ERT a une spécificité, c'est à dire que, à tort ou à raison, la compétition n'est pas le trait premier et principal pour ceux qui travaillent à ERT, car ERT a d'autres fonds, elle ne s'appuie pas sur la publicité. Sur ERT on joue davantage [des sujets] l'international, certaines questions culturelles, certains sujets scientifiques que les chaînes privées ne passent pas dans une large mesure. Voilà la différenciation fondamentale.

F.K.: Est-ce que le mécanisme de ERT est la raison principale du soutien des sujets internationaux ? C'est à dire une infrastructure meilleure, plus de personnel ?

V.Th.: Il est vrai que ERT a un réseau meilleur et plus large de correspondants que les chaînes privées, car ce n'est pas leur intérêt économique. Deuxièmement, ERT ouvre des réseaux plus grands à l'étranger ce que les chaînes privées ne font que dans les cas de grands sujets internationaux ; là, elles le font. Troisièmement, ERT a plus de potentiel dans le domaine international que les chaînes privées n'ont, car ce n'est pas dans leur intérêt.

F.K. : Est-ce que les chaînes privées essaient de faire des journaux télévisés au coût le plus faible possible ?

F.K.: Et comment cela est-il lié aux rémunérations élevées des présentateurs ou des cadres des chaînes privées?

V.Th.: Il est vrai que certains présentateurs, peu nombreux, et certains cadres dirigeants, peu nombreux, ont des rémunérations élevées. Cela est logique puisqu'il s'agit d'un travail difficile, un travail compétitif et très sophistiqué, bien valorisé dans les chaînes de télévision.

F.K.: Je voulais vous demander à propos du domaine organisationnel, la structure du personnel. J'ai observé qu'il y a des correspondants en province...

V.Th.: Non il n'y en a pas. En Grèce, on a la caractéristique suivante : il existe des journalistes et ceux disposant de caméras de télévision en province qui travaillent à la pièce

et qui alimentent toutes les chaînes. C'est à dire qu'ils font un thème, ils appellent Athènes et quelques-unes parmi les six grandes chaînes s'intéressent au sujet. Les chaînes privées n'ont pas un réseau complet en province. Ce n'est pas dans leur intérêt du point de vue économique. Elles disposent d'un réseau à Salonique, dans les grandes villes mais elles n'en ont pas dans toute la Grèce. Aucune chaîne n'a dans l'ensemble de la Grèce, son propre réseau. Lorsqu'une question importante émerge, ils sont obligés de faire appel à l'un d'eux pour mieux la couvrir.

F.K : Vous avez parlé des grandes questions d'actualité. Qui détermine l'importance de ces questions ?

V.Th. : Le grand sujet d'actualité est le grand sujet d'actualité. Le grand sujet peut être n'importe quel sujet ou n'importe quel type de sujet. Il n'est pas nécessaire qu'un sujet grand soit politique ou économique, il peut être international si quelque chose de sérieux émerge. Il peut être économique, politique, un incident dans le parlement ou des incidents pendant un match de foot. Tout cela peut faire un sujet.

F.K. : Est-il vrai qu'un grand pourcentage des sujets de la télévision dérive de la presse ou au moins des journaux à grande diffusion ?

V. Th. : Si un journal fait sortir un sujet, les chaînes doivent s'y intéresser, ceci n'est pas quelque chose de mauvais. Comme par ailleurs, lorsqu'une chaîne fait sortir un sujet cela doit être important pour que les journaux s'y intéressent.

F.K. : Quelles sont les sources fondamentales du reportage ?

V.Th. : Cela dépend du mécanisme du reportage de chaque chaîne, la relation de la chaîne avec le monde- nombreuses sont les accusations qui viennent des gens- les services auxquels s'adressent les citoyens et expriment leurs problèmes.

F.K.: Dans la télévision publique, cela ne se produit pas. Nous n'avons pas un tel pourcentage de nouvelles à propos des problèmes du quotidien.

V.Th. : J'ai essayé, pendant la première période où je me trouvais à ERT, de faire des recherches sur ce type de sujets afin que ERT ne snobe pas les problèmes du monde. ERT n'a pas de raison d'existence si elle fait ce que les chaînes privées font. ERT doit s'intéresser... la physionomie de son information doit être telle qu'elle pousse les chaînes privées vers une esthétique et une qualité, où la qualité se marie avec l'aspect commercial.

Parce que c'est la seule raison pour que ERT ne soit pas marginalisée. Quand elle entre dans la compétition et ne se marginalise pas elle influence la compétition de façon positive. Cela s'est produit. Ces dernières 3-4 années les chaînes privées font un travail plus qualitatif. Elles respectent davantage le citoyen, le téléspectateur que 7-8 ans plus tôt. Je ne dis pas que cela est bien un effet de ERT. C'est le parcours de la télévision hellénique les dernières quinze années. Elle est passée par des phases diverses. Je pense que maintenant elle est dans une phase de plus grande maturité.

F.K.: Est-ce que ERT influence par son agenda les chaînes privées ?

V.Th. : Aucune chaîne et aucun journaliste ne snobe et ne doit snober ERT. Si on voit dans une chaîne un sujet intéressant, on doit s'y intéresser. Sauf si pour des raisons de tactique on pense qu'il ne faut pas s'y intéresser. Non parce qu'on choisit les sources. On peut feuilleter un journal de sport et y trouver un sujet politique important. Il ne faut pas choisir des étiquettes. C'est toi qui signeras le sujet. Cela ne veut pas dire qu'on le copie. Nous choisissons un sujet et nous le modelons à notre propre esthétique. Ou on prend l'idée et on fait quelque chose de semblable.

F.K. : Est-ce que le reporter jouit d'une autonomie ?

F.K. : Pourquoi les enjeux portant sur la criminalité sont-ils si nombreux ?

V.Th. : Parce que la criminalité est parmi les sujets qui intéressent beaucoup de monde. Et dans la société hellénique elle est en hausse. Nous avons également les immigrants et certaines couches retardées et pas seulement retardées qui se comportent de façon étrange à propos de la question des immigrés et l'actualité s'alimente de cette sorte de sujets.

F.K. : Est-ce que cela alimente un phénomène de xénophobie ?

V.Th. : Oui. La télévision ne doit pas cacher quoi que ce soit. Et personne ne peut reproduire le dilemme que la télévision doit cacher quelque chose pour ne pas faire du mal dans la société. Cela ne se fait pas.

F.K. : Est-ce que les affaires intrapartisanes ont un intérêt public ?

V.Th. : Les journaux s'intéressent davantage aux affaires intra partisans. Je pense que nous sommes dans une situation où les affaires partisans jouent un rôle moins important qu'auparavant. Cela est lié à la phase de la vie politique. Maintenant le

gouvernement n'a qu'un an au pouvoir, peu à peu il commencera à produire sa propre oeuvre, ses propres controverses, les controverses avec la société et alors on aura quelque chose de plus intéressant. C'est toujours le cas : le parti au pouvoir a le plus grand intérêt.

F.K. : Pourquoi les deux partis de gouvernement ont-ils plus de visibilité que les deux partis de la gauche ?

V.Th. : Parce qu'ils ont plus d'intérêt pour le monde. Maintenant l'ESR dit qu'on doit aborder les partis avec une égalité analogique. On ne peut pas faire des journaux avec des doseurs, des balances et des chronomètres.

F.K. : Est-ce que les politiques et les journalistes luttent à propos de l'émergence de certains problèmes ?

V.Th. : Le jeu est ouvert. Gare si dans la société, la politique, le journalisme, les gens qui ont la possibilité d'influencer les situations et les choses ne sont dans un mouvement permanent et si chacun n'essaie pas d'avoir une position meilleure sur la scène. Gare. Et gare au journaliste si tous ces éléments n'influencent pas de façon déterminante son travail. Il sera détruit professionnellement. Chacun a le droit légitime de chasser pour ses intérêts. L'intérêt du journaliste est de prendre en charge tout cela, de les gérer de façon intelligente mais tout d'abord il faut conserver sa dignité professionnelle et être dynamique dans les journaux télévisés. A la télévision et spécialement dans les journaux télévisés chacun doit être dynamique. Qui essaie de garder des équilibres dans la télévision, est détruit professionnellement. Equilibrer, être neutre ; Tous les deux ont raison etc. On doit avoir une tendance dynamique face aux événements. De telles sortes de choses ne passent pas à la télévision...

F.K. : Est-ce que vous pensez que les journalistes construisent les événements ?

V.Th. : Non ils ne construisent pas les événements. Ils font émerger des questions qui bien qu'elles paraissent petites à certains, peuvent être importantes et jouer un rôle déterminant. Si on dit que la télévision détrône des personnages. Quand quelqu'un sort à la télévision, il fait apparaître qui il est et le monde le juge d'instinct. L'instinct du monde juge si cette personne est aussi capable que son mythe. Parfois on attaque la télévision quand elle joue un rôle déterminant dans un détrônement. Tous sont fous des pieds et des mains pour passer à la télévision et tous sont fous lorsqu'ils jugent que la télévision lui a

fait tort et l'accuse. Quand une personne publique a des défauts et que le monde le comprend, il attaque la télévision.

F.K. : Est-ce que les politiques dépendent de la télévision ?

V.Th. : Les politiques savent que pour avoir une popularité élevée il faut faire de bonnes apparitions. Certains sont en pleine confusion. Ils pensent que tout ira mieux s'ils se présentent plusieurs fois à la télévision. D'où la caractérisation de « persil » pour ces personnages qui se postent à l'extérieur du Parlement et attendent que les chaînes passent pour faire une déclaration. Ils font le tour des chaînes, des journaux télévisés etc.

F.K. : Et, les reporters qui attendent...

V.Th. : Les chaînes attendent. Celui qui veut faire une déclaration la fait, qui ne veut pas ne la fait pas.

F.K. :et le député qui déclare qu'il est question de la démission de quelqu'un...

V.Th. : ...là le journaliste le pourchasse. Quand il y a un personnage politique qui a une relation avec une nouvelle politique, le journaliste doit le pourchasser. Sans pitié. Gare au reporter qui ne chasse sans pitié pour avoir une nouvelle.

F.K. : Et, si celui-ci est un député qui exprime une opinion personnelle marginalisée dans le parti ?

V.Th. : Cela devient une nouvelle de première. Si quelqu'un dit qu'il faut que le ministre de la Défense démissionne, là nous avons une première. Si c'est un député du parti au pouvoir, c'est le premier sujet. La joie du journaliste.

F.K. : Est-ce que la télévision exprime la dynamique qu'il y a dans la société ?

V.Th. : La télévision fait émerger des choses qui existent. Un homme politique dit un mot sans savoir que cela peut devenir une première dans les journaux télévisés. Une fois qui le voit dans les journaux télévisés, il le comprend. Cependant, les politiques n'apprennent pas par leurs erreurs. C'est là la différence entre les journalistes et les politiques. Les journalistes ne peuvent pas être très proches des politiques ni les politiques déterminer le journalisme ou le journalisme les évolutions politiques.

F.K. : Cependant, cela se produit dans la presse...

V.Th.: Certains font des efforts pour cela. Que les relations existent, elles existent. Les politiques veulent être proches des journalistes parce que tout d'abord, ils s'informent. Ils apprennent les dessous, les nouvelles, des choses auxquelles ils sont intéressés. Et le journaliste veut être près du citoyen pour apprendre des nouvelles. C'est l'information qui les unit. Ils sont très intéressés. Ensuite, le rôle du journaliste est de contrôler le pouvoir et les personnes publiques. Le journaliste qui s'éloigne de ce [principe de] contrôle produit des effets sur son propre travail et sur l'organisme dans lequel il travaille. Quelqu'un dit certaines choses devant la caméra, fait, se fâche avec quelqu'un, offense quelqu'un et après il fait marche arrière... On ne peut pas ramasser après ce type de choses. La télévision ne gonfle pas les choses. La télévision montre ces choses et comme elle a une dynamique elle les fait passer dans le monde.

F.K. : La télévision n'avance pas des interprétations sur les événements ?

V.Th. : Elle fait des efforts. Mais la presse doit-elle aussi en faire quelque chose. La caractéristique de ce dernier temps est que les chaînes essaient, par les journaux télévisés de faire des commentaires, de dire certaines choses de plus. Mais ce n'est pas le travail des journaux télévisés de faire des commentaires. Là c'est le travail des émissions d'information, qui doivent travailler et certes, des journaux eux-mêmes. Si le jour suivant le journal ne fait pas une bonne analyse, qu'est-ce qu'elle va faire. Si on accepte que les chaînes diffusent en premier les nouvelles, les chaînes ont l'image ainsi que le contact avec le monde, les journaux doivent eux aussi faire quelque chose.

F.K. : Est-ce que vous lisez tous les journaux... ?

V.Th. : On les feuillette

F.K. : Vous feuilletez tous les journaux ou quelques-uns ? Rizospasti par exemple ?

V.Th. : Je te redirais ceci. Le journaliste qui choisit les étiquettes ne fait pas la bonne chose

F.K. : En 2001, nous avons trois grèves...

F.K. : Comment mesurez-vous l'intérêt des gens? C'est AGB [La société des audiences] qui vous aide ?

V.Th. : L'AGB nous passe des indicateurs pour l'âge, les régions ; [la société en question] fait également, en dehors des quantitatives, des enquêtes qualitatives. Mais un

bon professionnel voit la relation de la chaîne avec la société, il la voit, il la sent et il la comprend. On fait des actes, on étend la main vers la société et le citoyen et le monde voient ce type de choses et si on le fait de la bonne façon, le monde le comprend. Si on s'éloigne, le monde le comprend également. Cette relation on la comprend. Le bon professionnel la comprend. On sait quand on n'a pas donné de la pulsion où il fallait. Quand on fait une erreur, on le comprend au moment même où le sujet se joue, on voit la compétition, on sait qui a fait émerger un sujet et qui ne l'a pas fait, et on le sent.

F.K. : Est-ce qu'il y a des éléments qui font d'un fait un grand sujet, des éléments qui se répètent ?

V.Th. : Le grand sujet est le grand sujet. Si on le mesure cela veut dire qu'on n'a pas l'instinct pour le comprendre. Le journalisme n'est pas de faire une liste de dix sujets, ce que le grand sujet est et ce qu'il n'est pas. Parce que tous les avocats seraient des responsables de chaînes. Ils auraient cinq règles et tous seraient des directeurs. Le grand sujet, on le sent, on dit que c'est ça et finit.

F.K. : Comment établit-on la hiérarchie des cinq à sept grands sujets ?

V.Th. : Elle est liée à la tactique qu'on veut mettre en avant. On peut avoir un grand sujet politique et un sujet social. Si on veut avoir un profil social, on va jouer tout d'abord le sujet social. Il y a plusieurs techniques. On peut jouer le politique, en faire une vidéo petite et s'étendre là. Les techniques sont nombreuses.

F.K. : Est-ce que le profil d'une chaîne est un facteur de différenciation... ?

F.K. : Est-ce que la compétition amène à l'homogénéité ?

V.Th. : Non. Le bon professionnel doit lutter pour la différenciation. Là est tout l'enjeu. Le mauvais professionnel imite, le bon professionnel essaie de se différencier de façon majoritaire. Ce point est critique. Parce qu'autrement il ne peut pas.

F.K. : Bien que vous ayez répondu, je voulais vous demander de nouveau. Est-ce qu'il y a des marges d'autonomie ? Est-ce que la société peut faire émerger des questions ?

F.K. : L'histoire des accusations [des citoyens] quand est-ce qu'elle commence ? J'ai l'impression que ce n'était pas toujours comme ça.

V.Th. : Il a commencé à l'époque de la télévision *SKAI*. En 1994. J'ai travaillé à *MEGA*, *SKAI*, *ALPHA*, *ERT* et *ANTENNA*, je sais.

F.K. : Donc SKAI channel change les données dans l'histoire des nouvelles.

V.Th. : Ecoute !. Je te ferais des résumés. Je te donne le savoir-faire. ERT a le monopole, lit les communiqués gouvernementaux. Dans la deuxième phase nous avons les deux chaînes privées : *MEGA* et *ANTENNA*. Là la boîte à l'information s'ouvre, les opinions s'entendent. Nous sommes dans la phase où les opinions différentes commencent à s'entendre. Les téléspectateurs jouissent de la liberté d'entendre des choses qu'ils liraient dans les journaux de l'opposition, notamment des sujets politiques. Pendant la troisième phase le *SKAI* social donne du poids aux grands sujets sociaux. Là le journal télévisé de *MEGA* se fatigue et le journal télévisé de *ANTENNA* perd face au journal télévisé de *SKAI* qui s'ouvre à la société. D'accord, assez avec la politique, nous les avons entendus, ils ont tout dit, nous savons que la liberté de la parole existe. C'est bien mais on continue. Il existe également la société. La quatrième phase est le *kitrinismos* [on utilise ce mot pour décrire la phase de laïcisme médiatique] ; tous se souviennent du *kitrinismos* pour être premiers. La cinquième phase est l'équilibre en tout. Liberté aux questions politiques, à la société, attention aux grands sujets. La compétition est dure. Celle-ci est la période télévisuelle. C'est comme ça. L'histoire de la télévision..

F.K. : Quelle est la perspective ?

G.Th : Nous sommes dans la phase de la compétition dure. Dans le domaine des journaux télévisés la compétition est très dure. Ici les chaînes ont deux choses à faire ; renforcer leurs infrastructures qui ne sont pas si importantes et deuxièmement améliorer la qualité du potentiel humain. Ces deux choses au niveau des infrastructures. Ce sont des sujets qui concernent chaque boutique séparément. Pour chaque boutique je pourrais te dire sa stratégie mais cela ne me convient pas.

F.K. : Est-il vrai que la télévision est apolitique ?

F.K. :... Est-ce que cette dynamique a de la force ?

V.Th. : Il n'y a pas de choses neutres. Tout joue un rôle. Cela demande de l'attention.

ANNEXE IV

SONDAGES DE COMPETENCE POLITIQUE

Liste des tableaux

- Sondage de compétence, Kapa Research (25/03/2001)
- Sondage de compétence, Kapa Research (27/05/2001)
- Sondage de compétence, Kapa Research (01/09/2002)
- Sondage de compétence, MRB, (14/04/2002)

Tableau 71 Sondage de compétence, Kapa Research (25/03/2001)

Entre le PA.SO.K. et la N.D. quel est le plus apte à affronter les problèmes (en%):

	PA.SO.K.	N.D.	Les deux partis à égalité	Aucun	JSP/JRP
Le Chômage	20,3	24,2	21,1	30,3	4,1
L'Economie	29,8	24,9	18,2	22,4	4,7
L'avenir du pays dans l'union monétaire	30,7	24,2	19,8	19,3	6
Les problèmes de santé	22,6	24,9	19,1	28,2	5,2
Les problèmes d'éducation	21,9	25,9	20,4	27,5	4,3
L'organisation des Jeux olympiques	29,2	22,7	22,2	18,9	7
L'amélioration du secteur public	22,6	25,8	18,4	27,7	5,5
Les problèmes de l'environnement	19,9	20,8	20,6	32,8	5,9
Les problèmes de corruption	16,5	24,3	17,5	37,4	4,3
Les problèmes de délinquance	17,2	24,9	18,4	34,6	4,9

Source: TO VIMA 25/03/2001 KAPA Research

Tableau 72 Sondage de compétence, Kapa Research (27/05/2001)

Entre le PA.SO.K. et la N.D. quel est le plus apte à affronter les problèmes(en%):

	PA.SO.K	N.D.	Les deux à égalité	Aucun
Le chômage	18	23,5	10,2	45,1
L'Economie	30,5	26,7	9,2	29,3
Le futur du pays dans l'union européenne	37,8	26,8	14,2	15,1
Questions sociales	24	31	9,7	31,7
La Sécurité sociale	20	26,9	9,1	38,1
L'organisation des Jeux Olympiques	29,2	22,7	22,2	18,9
La modernisation du secteur public	27,8	26,5	12,3	27,2
L'accomplissement des Grands Travaux Publics	34,6	25,7	18,6	16,5
Les problèmes de quotidienneté	16,5	24,3	17,5	37,4
La Défense nationale	32,3	29,5	14,5	18
Les Affaires Etrangères	36	27,9	12,7	17,3
Le problèmes de délinquance	16,9	26,7	11,4	41,7

Source : TO VIMA 27/05/2001 KAPA Research

Tableau 73 Sondage de compétence, Kapa Research (01/09/2002)

Entre le PA.SO.K. et la N.D. quel est le plus apte à affronter les problèmes (en%) :

Problèmes	PA.SO.K.	N.D.	Les deux partis à égalité	Aucun de deux	JSP/JRP
Le Chômage	28,1	31,5	8,3	29	3,2
L'Economie	34	34,4	19,1	20,2	2,3
Le futur du pays dans l'Union Européenne	38,4	31,5	15,3	11,8	2,9
Le niveau de vie	32,3	34,7	9,5	20,9	2,6
Le terrorisme	38,3	27,1	13,2	17,3	4,1
La santé	28,6	33,8	9,2	25,7	2,7
L'éducation	28,8	34,8	10,4	23,3	2,7
L'organisation des Jeux Olympiques	39,4	28	17,5	11,3	3,8
La modernisation du secteur public	30,3	32,6	9,4	23,9	3,7
Les problèmes de l'environnement	26,6	28,9	11,5	28,4	4,5
La corruption	23,8	28,2	9,0	35,4	3,6
Les problèmes de la quotidienneté	28,1	32,4	10	26,6	3,0
La défense Nationale	33,2	32,6	12,7	17,7	3,9
L'immigration	25,7	31,2	12,1	26,8	4,3
Les questions des Affaires Etrangères	36,9	33,4	12	14,5	3,3
Les Grands Travaux publics	35,3	31,5	16,1	14,3	2,8
Le développement de la périphérie	31,3	33,3	9,9	21,4	4,3
La sécurité sociale	27,1	30,4	9,3	27,8	5,3
Le problème de la délinquance	27,8	32,9	11,7	24,6	2,9

Source: TO VIMA 1/09/2002 KAPA Research

Tableau 74 Sondage de compétence, MRB,(14/04/2002)

Quel est le parti le plus apte a affronter les problèmes suivants (en%) :

Problèmes	PA.SO.K.	N.D.	Aucun
Le chômage	21,9	33,7	25,5
Le développement économique	32,5	35,4	18,3
Les enjeux liés à la position du pays dans l'union monétaire	36,5	34,4	16,6
Les problèmes dans le domaine de la santé	24,9	36,6	21
La Sécurité sociale	25	36,9	20,4
L'organisation des Jeux Olympiques	35,5	35,2	16,1
Le fonctionnement compétitif du secteur public	25,7	35,5	23,7
Les problèmes dans le domaine de l'éducation	26,1	37,3	20,6
Les Relations Greco Turques	31,4	34,6	20,5
L'Inflation	32	34,1	19,3
La Protection de l'environnement	24,7	30,8	23,7
La Délinquance	22,4	28,1	35,0

Source : KATHIMERINI 14/04/2002 MRB

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 LES POURCENTAGES DU BIPARTISME EN GRECE.....	62
TABLEAU 2 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES COMMUNIQES DE PRESSE DU PA.SO.K. (EN N).....	81
TABLEAU 3 « INTERETS BANCAIRES » : L'ACTION POLITIQUE ET LA COUVERTURE MEDIATIQUE	93
TABLEAU 4 FREQUENCES D'APPARITION DE LA CATEGORIE THEMATIQUE « POLITIQUES PUBLIQUES » DANS LES MEDIAS	97
TABLEAU 5 « RESEAU DES PAUVRES » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA PREMIERE PHASE DE LA PROMOTION DE L'ENJEU PAR LE GOUVERNEMENT	112
TABLEAU 6 « RESEAU DES PAUVRES » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA DEUXIEME PHASE DE LA PROMOTION.....	115
TABLEAU 7 « RESEAU DES PAUVRES » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE.....	116
TABLEAU 8 :« RESEAU DES PAUVRES » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA TROISIEME PHASE DE LA PROMOTION.....	117
TABLEAU 9 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES COMMUNIQES DE PRESSE DE LA N.D. (EN N).....	136
TABLEAU 10 « HELLENISATIONS » : L'ACTION POLITIQUE ET LA COUVERTURE MEDIATIQUE.....	144
TABLEAU 11 <i>DIAPLOKI</i> : L'ACTION POLITIQUE ET LA COUVERTURE MEDIATIQUE.....	146
TABLEAU 12 LA DISPOSITION REVISEE SUR L'« INCOMPATIBILITE » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE	149
TABLEAU 13 LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> SUR LES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	160
TABLEAU 14 LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> SUR LES REGIONES ISOLEES	162
TABLEAU 15 LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> SUR LES FILES D'ATTENTES DES RETRAITES.....	166
TABLEAU 16 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> (EN NUMEROS ET %)	175
TABLEAU 17 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES « CITOYEN » ET « SOCIETE » DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> (EN N)	175
TABLEAU 18 LA REPARTITION DES CATEGORIES THEMATIQUES « CITOYEN » ET « SOCIETE » DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> PENDANT LES QUATRE MOIS DE LA RECHERCHE....	176
TABLEAU 19 LA REPARTITION DES CATEGORIES THEMATIQUES « CITOYEN » ET « SOCIETE » DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i> EN TERMES DE CLASSEMENT DES INFORMATIONS (EN N ET EN %)	176
TABLEAU 20: FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES COMMUNIQES DE PRESSE DU K.K.E. (EN N)	197
TABLEAU 21 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES COMMUNIQES DE PRESSE DE SYNASPISMOS	200
TABLEAU 22 « L'APPELLATION DE FYROM » L'EVOLUTION JOURNALIERE DE L'ACTION POLITIQUE ET DE LA COUVERTURE MEDIATIQUE.....	205
TABLEAU 23 LA CRISE AUX PAYS BALKANIQUES : L'ACTION POLITIQUE ET LA COUVERTURE MEDIATIQUE	208
TABLEAU 24 LES « UNES » DE <i>RIZOSPASTIS</i> SUR LES QUESTIONS DES DROITS POLITIQUES	221
TABLEAU 25 LES « UNES » DE <i>RIZOSPASTIS</i> SUR LES QUESTIONS SOCIALES.....	222
TABLEAU 26 LES « UNES » DE <i>RIZOSPASTIS</i> SUR LES QUESTIONS D'AGRICULTURE.....	223
TABLEAU 27 ENVIRONNEMENT : LA MOBILISATION DE SYNASPISMOS	227
TABLEAU 28 LOI ELECTORALE : LA MOBILISATION DE SYNASPISMOS	228
TABLEAU 29 EMPLOI : LA MOBILISATION DE SYNASPISMOS.....	230
TABLEAU 30 LES PARTIS POLITIQUES DANS LES JOURNAUX TELEVISES	232
TABLEAU 31 LES SIEGES PARLEMENTAIRES (2000-2004) ET LES QUESTIONS DEPOSEES	244
TABLEAU 32 LE DECOMPTE FREQUENTIEL DES CATEGORIES PARLEMENTAIRES PENDANT LES QUATRE MOIS ..	246
TABLEAU 33 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES DE L'OFFRE PARLEMENTAIRE PAR PARTI POLITIQUE	247
TABLEAU 34 FREQUENCES D'APPARITION DES THEMES DANS LES QUESTIONS ACTUELLES DES DEPUTES	249
TABLEAU 35 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES DE L'OFFRE PARLEMENTAIRE (PAR PARTI POLITIQUE).....	251
TABLEAU 36 LA LECTURE DES JOURNAUX SELON LE NIVEAU D'EDUCATION	269

TABLEAU 37 LE « RENOUVELLEMENT » DU PA.SO.K. : LES « UNES » DE LA PRESSE ECRITE (3 MARS – 12 MARS)	314
TABLEAU 38 LE « RENOUVELLEMENT » DU PA.SO.K. : LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION (20 FEVRIER - 11 MARS)	324
TABLEAU 39 LE « RENOUVELLEMENT » DU PA.SO.K. : LES « UNES » DE LA PRESSE ECRITE (13 MARS-19 MARS)	328
TABLEAU 40 LE « RENOUVELLEMENT » DU PA.SO.K. : LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGE DE JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION (12 MARS-17 MARS)	329
TABLEAU 41 « SECURITE SOCIALE » L'ANTICIPATION DE LA REFORME : LES « UNES D'ANTICIPATION » DE LA PRESSE ECRITE (2 JANVIER-4 AVRIL)	355
TABLEAU 42 « SECURITE SOCIALE » L'EXPANSION DU CONFLIT: LES « UNES » DE LA PRESSE (20-25 AVRIL)	365
TABLEAU 43 « SECURITE SOCIALE » LES « UNES » D' <i>ELEFTHEROS TYPOS</i> (20- 23 AVRIL)	371
TABLEAU 44 : « SECURITE SOCIALE » : LA COUVERTURE DE DEUX CHAINES DE TELEVISION (17-30 AVRIL)...	372
TABLEAU 45 « URANIUM ». LE CLASSEMENT DES INFORMATIONS DANS LES DEUX CHAINES DE TELEVISION ..	397
TABLEAU 46: « URANIUM » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE	398
TABLEAU 47: « BOURSE » LA COUVERTURE MEDIATIQUE (LES UNES DES JOURNAUX ET LES UNITES D'INFORMATION DES CHAINES DE TELEVISION) (EN N)	414
TABLEAU 48 « BOURSE » : LE CLASSEMENT DES INFORMATIONS DANS LES DEUX CHAINES DE TELEVISION ...	416
TABLEAU 49: BOURSE : LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE (<i>MEGA</i>)	418
TABLEAU 50 « EVENEMENTS DRAMATIQUES » : LA COUVERTURE MEDIATIQUE	423
TABLEAU 51 « EVENEMENTS DRAMATIQUES » : LE CLASSEMENT DANS LES DEUX CHAINES DE TELEVISION...	425
TABLEAU 52 « EVENEMENTS DRAMATIQUES » : EVOLUTION JOURNALIERE DU CLASSEMENT DES REPORTAGES DANS LES DEUX CHAINES DE LA TELEVISION	425
TABLEAU 53 LE CRASH DE L'HELICOPTERE DE L'EKAV : TITRES ET CHAPEAUX FIGURANT AUX « UNES » DES JOURNAUX	427
TABLEAU 54: LE CRASH DE L'HELICOPTERE DE L'EKAV : LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES	429
TABLEAU 55 LE « CAS PANAGIOTAKIS » : LEGENDES ET EXTRAITS DE REPORTAGES DES JOURNAUX TELEVISES DE LA CHAINE PRIVEE <i>MEGA</i>	432
TABLEAU 56: LE « CAS PANAGIOTAKIS » : TITRE ET CHAPEAUX FIGURANT AUX « UNES » DES JOURNAUX.....	432
TABLEAU 57 : L'AMPLIFICATION DU « CAS PANAGIOTAKI » DANS LA CHAINE PRIVEE	433
TABLEAU 58:L' « EVASION DE PASSARIS » : TITRES ET CHAPEAUX FIGURANT AUX « UNES » DES JOURNAUX.	434
TABLEAU 59 « PROBLEMES PUBLICS ». LES CATEGORIES MEDIATIQUES	488
TABLEAU 60 « PROBLEMES NON PUBLICS ». LES CATEGORIES MEDIATIQUES	489
TABLEAU 61 LE NOMBRE DES THEMES MEDIATIQUES TRAITES	495
TABLEAU 62 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION	498
TABLEAU 63 FREQUENCES D'APPARITION (PAR MOIS) DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION	499
TABLEAU 64 FREQUENCES D'APPARITION DES THEMES DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION	501
TABLEAU 65 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES « UNES » DES JOURNAUX QUOTIDIENS	505
TABLEAU 66 FREQUENCES D'APPARITION (PAR MOIS) DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES « UNES » DES JOURNAUX QUOTIDIENS	506
TABLEAU 67 FREQUENCES D'APPARITION DES THEMES DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES « UNES » DES JOURNAUX QUOTIDIENS	508
TABLEAU 68 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES « UNES » DES JOURNAUX DU DIMANCHE	511
TABLEAU 69 FREQUENCES D'APPARITION DES CATEGORIES THEMATIQUES (PAR MOIS) DANS LES « UNES » DES JOURNAUX DU DIMANCHE	512
TABLEAU 70 FREQUENCES D'APPARITION DES THEMES DES CATEGORIES THEMATIQUES DANS LES « UNES » DES JOURNAUX DU DIMANCHE	514
TABLEAU 71 SONDAGE DE COMPETENCE, KAPA RESEARCH (25/03/2001)	553
TABLEAU 72 SONDAGE DE COMPETENCE, KAPA RESEARCH (27/05/2001)	553
TABLEAU 73 SONDAGE DE COMPETENCE, KAPA RESEARCH (01/09/2002)	554
TABLEAU 74 SONDAGE DE COMPETENCE, MRB,(14/04/2002)	555

LISTE DES SCHEMAS

SCHEMA 1 L'OFFRE GOUVERNEMENTALE.....	124
SCHEMA 2 L'OFFRE DE L'OPPOSITION MAJORITAIRE	185
SCHEMA 3 L'OFFRE DES « PRETENDANTS » DE LA GAUCHE.....	241
SCHEMA 4 L'INFLUENCE DE LA PRESSE ECRITE SUR LA TELEVISION	321
SCHEMA 5 LA CONFRONTATION PARTISANE	331
SCHEMA 6 LA REFORME DE LA SECURITE SOCIALE.	357
SCHEMA 7 LA REFORME DE LA SECURITE SOCIALE.	374
SCHEMA 8 L'OFFRE MEDIATIQUE.....	442

LISTE DES COURBES

COURBE 1 LA MEDIATISATION DU « RENOUVELLEMENT » DU PA.SO.K PENDANT LES QUATRE MOIS.....	312
COURBE 2 : « URANIUM » : L'EVOLUTION JOURNALIERE DES « UNES » DES JOURNAUX.....	395
COURBE 3 « URANIUM » : L'EVOLUTION JOURNALIERE DES REPORTAGES DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION	396
COURBE 4 « BOURSE » : L'EVOLUTION JOURNALIERE DES « UNES » DES JOURNAUX PENDANT LES QUATRE MOIS	415
COURBE 5 « BOURSE » : L'EVOLUTION JOURNALIERE DES REPORTAGES DANS LES JOURNAUX TELEVISES DE DEUX CHAINES DE TELEVISION.....	415
COURBE 6 « EVENEMENTS DRAMATIQUES » : L'EVOLUTION JOURNALIERE DES « UNES » DES JOURNAUX	424
COURBE 7 « EVENEMENTS DRAMATIQUES » : L'EVOLUTION JOURNALIERE DES REPORTAGES D'ORDRE 1-5 DANS LES DEUX CHAINES DE TELEVISION	424

INDEX DES NOTIONS

Action conjointe, 333, 357, 372, 378, 383.

Agenda,

- agenda propre 199.
- building, 12.
- contrôle (de l'), 11, 77, 94, 123, 445-447.
- formel, 12-14, 29.
- d'actualité, 199.
- de physionomie, 225, 230.
- public (ou systémique), 12-14.
- setting, 10-14.

Armes (politiques), 24, 102, 339, 381.

- de contestation, 359.
- de publicité, 279.
- tactiques, 279.

Autonomie médiatique, 18, 33, 90, 105, 122, 278.

- de la télévision privée, 273.

Autonomisation,

- de la production journalistique (du travail - journalistique ou de l'activité médiatique), 304, 399, 400, 407, 430, 440, 445.
- de la télévision privée, 183.
- des entrepreneurs médiatiques, 46, 47, 152, 153.
- des groupes dirigeants, 41 (et suiv.).
- des institutions politiques, 16.

Bruit informationnel, 280, 304, 312 (et suiv.), 324, 399, 408.

Buts mesurables, 71.

Cadrages,

- (activités de), 25, 27, 100.
- par équivalence, 101.
- par accentuation, 110.

Cadres,

- contestataires, 377.
- coordination des, 378.
- d'imputation, 27, 398, 440.
- d'intérêt public, 259, 263-265.
- de catégorisation, 27, 440, 416.
- de configuration, 27, 139, 397, 417.
- de contextualisation, 440.
- de danger (dangerosité) 243, 259, 261-263.
- de responsabilité de cause, 259, 263
- de responsabilité de traitement, 261.
- rationnels, 390, 440.
- segmentation des, 387.

Communication, 381.

- communication sélective, 239.
- inter partisan, 214.
- politiques de, 401.

-tactiques de, 352, 353.

Compétence,

- Sondages (ou mesures de), 151, 169, 171.
- (d'un parti), 130, 151, 156, 159, 238, 448.

Confrontation des ressources et des lignes d'action, 280, 330.

Corruption, 138-141, 147, 150, 151, 183, 195.

Coups, 45, 282, 301, 34.

- d'anticipation, 35.
- de promotion, 139, 163.
- de publicisation, 24, 231.
- de riposte, 305, 330.
- directs, 24.
- échange de, 277, 280, 330.
- indirects, 24.
- institutionnels, 151.
- internes, 361.
- médiatiques, 406, 407.
- spectaculaires (bruyants), 311, 324.

Demandes,

- « floues » ou imprécises, 254.
- « véritables » ou constituées 254, 255.
- catégorielles, 243.
- diversifiées, 438.
- locales, 247.
- non constituées, 156, 438, 156.
- régionales, 244.
- sectorielles, 247.
- sociales, 15, 16, 42, 254, 255.

Division du travail (presse et télévision) 63, 176, 181.

Effets inter- médiatiques, 206.

Effets pervers, 196, 219, 220, 239.

Emergence des problèmes.

- émergence complémentaire, 30,32, 61, 241, 445.
- émergence simultanée, 29, 30, 333.
- émergence complète, 30, 31, 33, 61.
- émergence de et dans, 29.
- modes d'émergence, 29.
- temporalité de l'émergence, 390.

Ethnocentrique, 394.

Evénements dramatiques, 20, 30, 57, 135, 421 (et suiv.).

Expansions contrôlées, 32.

Expansions non contrôlées, 32, 278, 450.

Groupes,
 -d'identification, 334.
 -d'intérêt, 12.
 -de gauche, 192.
 -dirigeants, 24, 29, 38 (et suiv.).
 -écologistes, 191.
 -sectoriels (ou spécifiques), 29, 246, 253, 256, 261, 265.
 -stigmatisés, 449.
 -touchés, 167, 168.

Incertitude informationnelle, 280, 281, 304 (et suiv.), 311-313, 318, 325, 330.

Marchés, élargis, 46, 265.

Modèle d'initiative extérieure, 12.

Modèle d'initiative intérieure, 12.

Modèle de l'offre de l'opposition majoritaire, 182.

Modèle de l'offre des prétendants de la Gauche, 237.

Modèle de l'offre gouvernementale, 65, 121.

Modèle de l'offre médiatique, 391.

Modèle de l'offre parlementaire, 243, 265.

Modèle de l'offre politique, 13.

Modèle de la médiatisation, 13, 15, 19, 389.

Modèle de mobilisation, 12.

Modernisation, 68 (et suiv.), 74, 76, 101, 128, 129.

Offre,
 -catégorielle, 245.
 -compétitive, 125, 126.
 -d'actualité, 245.
 -de physionomie, 188, 194, 195, 212, 238.
 -diversifiée, 212.
 -nationale, 245, 246, 248.
 -omnibus, 134.
 -polymorphe, 134, 195.
 -régionale, 245, 246, 248.
 -segmentée, 243, 246, 265.
 -sélective, 195.
 -socialiste, 66, 76, 198.

Prédominance gouvernementale, 78, 84.

Presse écrite,
 influence politique de la, 213, 266, 269, 272, 313, 321.
 source de légitimité, 266.

Problèmes publics, 23, 26, 394, 397, 440.

Problèmes non publics, 26.

Processus,
 -d'amplification, 229, 394, 426, 420, 435, 440.
 -de rationalisation, 426, 430, 434, 442.

Recul gouvernemental(domaines de), 78, 84, 130.

Ressources,
 -coercitives, 231, 341, 356, 378, 379, 450.
 -collectives, 329.
 -conjoncture, 24, 33, 239, 402, 450.
 -culturelles, 156.
 -d'influence, 17, 24, 139, 197, 225, 226, 231, 356, 378, 440.
 -de position (positionnelles), 24, 32, 86, 101, 121, 330, 336, 348, 349, 356, 377, 378 445.
 -de sens commun, 17.
 -des contestataires, 372, 374.
 -diversifiées, 77.
 -économiques, 42.
 -efficaces, 32.
 -étatiques, 39.
 -extérieures, 199, 201, 448.
 -fluctuation de la valeur des, 31, 33, 445.
 -gages des, 17.
 -humaines, 42.
 -inégaies, 32.
 -matérielles, 42.
 -monopole des, 377, 447.
 -partisanes, 24, 196, 201, 209, 211, 218, 239, 330, 448, 447.
 -politiques, 28, 31.
 -routinières, 33, 377.
 -sociales, 39, 40, 42.
 -techniques, 42.

Sources,
 différenciées, 109.
 gouvernementales, 33, 66, 90, 94-96, 108, 119, 122, 349, 400, 407, 440, 445, 448.
 intéressées, 318.
 officielles, 256-258, 261, 272, 445, 446, 11, 95, 96, 98.
 ordinaires 272.
 valorisées, 258, 278.

Stratégies, 23 (et suiv.).
 -d'accès, 32.
 -d'expansion, 15.
 -de communication, 32, 38, 39, 57, 79.
 -de communication contrôlée, 78, 80, 85.
 -de différenciation majoritaire, 173, 177, 213.
 -de différenciation sélective, 154, 155, 213.
 -de fixation sélective, 100.

-de polarisation, 138-143, 183, 195, 196, 216,
218, 225, 239, 259.
-de politisation, 125, 138, 156 (et suiv.), 159, 163,
165, 168,181, 183, 198, 211,216, 225, 226, 230,
239, 259, 390, 394, 412, 439, 415, 435, 437.
-de rétention de l'information, 18, 349, 350, 352.
-sous communication, 86, 88, 202,349, 356.

Vision majeure, 71.

Vulnérabilité, 33, 448.

-médiatique, 65, 91, 94, 105, 118, 121, 122.

-partisane, 105, 123.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. <i>Etudier les processus d'élaboration de l'agenda.....</i>	<i>10</i>
1.1. Le contexte de la compétition politique.....	14
1.1.1. Les usages politiques des médias.....	17
1.1.2. La dynamique du quotidien.....	19
1.2. Questions de méthode.....	22
1.2.1. Les stratégies.....	23
1.2.2. Des processus d'émergence et d'expansion.....	28
2. <i>L'enquête.....</i>	<i>35</i>
2.1. Les groupes dirigeants.....	38
2.1.1. Les changements des pratiques partisans.....	39
2.1.2. L'organisation de l'action politique dans le quotidien.....	43
2.2. L'espace médiatique en pleine mutation.....	46
2.2.1. Le processus d'autonomisation des entrepreneurs médiatiques.....	46
2.2.2. La prédominance de la télévision dans le domaine de l'information.....	51
Le plan de l'étude.....	57

PREMIERE PARTIE

LES OFFRES POLITIQUES EN CONJONCTURES ROUTINISEES.....	59
INTRODUCTION.....	61
CHAPITRE 1	
LES FONDEMENTS DU POUVOIR SYMBOLIQUE DU PARTI GOUVERNANT.....	65
1. <i>Les métamorphoses de l'offre socialiste.....</i>	<i>66</i>
1.1. Le tournant politique au sein du PA.SO.K.....	67
1.1.1. Le déplacement programmatique vers la catégorie politique « modernisation ».....	69
1.1.2. Les déplacements des clivages électoraux.....	74
1.2. Maintenir sa prédominance sur le marché politique.....	76
1.2.1. La production d'une offre « modernisatrice » au quotidien.....	78
1.2.2. La communication sélective de l'offre gouvernementale au quotidien.....	80
2. <i>La gouvernance des informations politiques.....</i>	<i>85</i>
2.1. Sur- ou sous-communiquer.....	86
2.1.1. L'exploitation du monopole de l'information politique : Les Affaires Etrangères.....	87
2.1.2. L'exploitation de l'intérêt journalistique.....	91
2.2. Dépendances Routinières.....	94
2.2.1. Les contraintes du travail journalistique.....	95
3. <i>La gouvernance des définitions politiques portant sur l'activité gouvernementale.....</i>	<i>100</i>
3.2. Le « cadrage par équivalence » : la construction du nouvel aéroport.....	101
3.1. Le « cadrage par accentuation » : le cas du « Réseau des Pauvres ».....	110
3.2. Les alliances médiatiques du gouvernement.....	118
3.2.1. Les alliances dérivant de la position institutionnelle du PA.SO.K.....	118
3.2.2. Les alliés traditionnels de l'« espace progressif ».....	120
Le modèle de l'offre gouvernementale.....	121

CHAPITRE 2

LES « PRETENDANTS » ASSURENT L'INSCRIPTION DE LEUR OFFRE COMPETITIVE 125

1. Produire une offre compétitive..... 126

1.1. Sur les conditions de production de l'offre de l'opposition majoritaire..... 126

1.1.1. La dynamique intra-partisane : L'arrivée de Karamanlis et le « tournant » politique 126

1.1.2. La dynamique inter partisane : L'interdépendance programmatique 128

1.1.3. La dynamique de la représentation politique : L'« Espace de milieu »..... 132

1.2. La différenciation majoritaire de la N.D. 134

1.2.1. La communication quotidienne d'une offre polymorphe 134

2. La stratégie de la polarisation : La production des clivages éthiques..... 139

2.1. L'importance politique de la « corruption » 139

2.1.1. Désigner les contraventions gouvernementales : les « hellénisations » 141

2.1.2. Le régime corrompu : la *diaploki* 145

2.1.3. Les effets sur l'agenda politique de la catégorie « corruption »..... 150

2.2. Le marché de la presse et ses publics spécifiques 152

2.2.1. La polarisation de la presse écrite 152

2.2.2. La stratégie de la différenciation sélective 154

3. La stratégie de la politisation: La représentation politique des demandes non constituées 156

3.1. La « quotidienneté » : une catégorie de la compétition partisane..... 157

3.1.1. L'Etat en tant que problème social : Le cadre médiatique 159

Les hôpitaux publics : la dégradation 160

Les régions excentrées : l'abandon..... 162

3.1.2. L'exploitation partisane..... 163

Capter l'attention des publics partisans 164

Attribuer les responsabilités gouvernementales : L'exploitation des queues des retraités 165

S'identifier avec des groupes touchés : Les visites et les rencontres 167

3.1.3. L'effectivité de la stratégie..... 168

3.2. L'autonomisation de la télévision privée 172

3.2.1. La prédominance des questions sociales dans la télévision privée..... 173

3.2.2. La stratégie de la différenciation majoritaire : le citoyen comme public visé..... 177

3.2.3. La valorisation du citoyen : Le citoyen comme source d'information – agent privilégié de réclamation 179

Le modèle de l'offre de l'opposition majoritaire..... 182

CHAPITRE 3

L'ATTACHEMENT SELECTIF DES PARTIS DE LA GAUCHE 187

1. A la recherche de la représentation de la Gauche 188

1.1. Les deux visages de la Gauche parlementaire : les « communistes » et les « réformateurs »..... 188

1.1.1. Des objectifs différents..... 189

1.1.2. Des enracinements différents 193

1.2. Les stratégies de positionnement sélectif sur le marché politique : produire une offre de « physionomie » 194

1.2.1. K.K.E. : Revendiquer le monopole de la représentation de la Gauche. 195

1.2.2. SYN : Survivre au marché politique 197

2. Se positionner dans la controverse partisane : Enjeux communément privilégiées avec des objectifs différents 201

2.1. L'exploitation de la conjoncture..... 201

2.1.1. Synaspismos : La promotion des propositions en politique étrangère 202

2.1.2. L'exploitation de la crise 206

2.2. Les usages politiques de la presse écrite 211

Table des matières

2.2.1. La presse écrite comme ressource d'organisation du travail partisan.....	212
2.2.2. Les alliances médiatiques des partis de la gauche.....	214
2.2.3. La presse partisane.....	215
3. <i>Les questions propres aux deux partis de la Gauche</i>	218
3.1. Des modes de mobilisation introvertis et extravertis.....	218
3.1.1. K.K.E. : La mobilisation du capital partisan. Des questions sélectives pour des publics spécifiques.....	218
Droits politiques : Terrorisme et Immigration.....	220
Questions sociales : Le Système Sanitaire Nationale (ESY) sous réforme.....	222
Agriculture.....	223
3.1.2. Synaspismos : A la recherche des ressources d'influence.....	225
Environnement.....	226
Loi électorale.....	228
Emploi.....	229
3.2. Logiques de télévision.....	231
3.2.1. Logique majoritaire et logique proportionnelle.....	231
3.2.2. L'actualité et la production de l'importance des nouvelles.....	233
3.2.3. ... et l'incompatibilité avec les partis de la gauche.....	236
Le modèle de l'offre des « prétendants » de la Gauche.....	237

CHAPITRE 4

L'OFFRE DES DEPUTES : UNE OFFRE SEGMENTEE.....	243
1. <i>Changement des promoteurs – différenciation de l'offre : La production d'une offre parlementaire</i>	243
1.1. Typologie de l'offre : des groupes dirigeants aux députés.....	245
1.2. Une offre régionale : L'agenda des « qui ».....	246
1.3. Une offre segmentaire : L'agenda des « quoi ».....	248
2. <i>Processus de mise sur agenda gouvernemental : la légitimité des problèmes publics</i>	253
2.1. Les fondements de la reconnaissance publique des problèmes.....	254
2.1.1. Les demandes sociales ou l'affirmation du nombre.....	254
2.1.2. La Publicité.....	256
2.2. Coups de promotion : La mobilisation des configurations.....	259
2.2.1. La responsabilité gouvernementale.....	259
2.2.2. La dangerosité du problème.....	261
2.2.3. L'intérêt public.....	263
Le modèle de l'offre parlementaire.....	265
3. <i>La Presse comme ressource politique valorisée : Les fondements de l'influence politique de la presse</i>	266
3.1. L'influence sociale de la presse.....	266
3.1.1. La presse écrite politique dans l'espace médiatique.....	266
3.1.2. Les publics de la presse : des publics valorisés.....	268
3.2. L'influence médiatique de la presse.....	269
3.2.1. Un agenda non contesté : la crédibilité de la presse.....	270
3.2.2. L'influence de la presse sur l'ordre du jour de la télévision.....	272

DEUXIEME PARTIE

LES CONJONCTURES NON ROUTINIÈRES,

MOTEURS DE LA DYNAMIQUE POLITIQUE..... 275

INTRODUCTION 277

CHAPITRE 5

LA CONFRONTATION PARTISANE : IMPOSER UN ENJEU POUR ETABLIR UN GROUPE DIRIGEANT 279

- 1. *Le « renouvellement » comme stratégie « modernisatrice »* 281
 - 1.1. Etablir un nouveau groupe dirigeant au sein du parti 282
 - 1.1.1. Le « camp des modernisateurs » et le choix de la confrontation 283
 - 1.1.2. Le contexte de l'actualité 288
 - 1.2. Les coups des modernisateurs : L'emprise de la publicité 293
 - 1.2.1. La production de la rupture entre les « anciens » et les « nouveaux » 294
 - 1.2.2. La consolidation publique du cadre : Les déclarations du Premier Ministre 301
- 2. *La production de l'incertitude informationnelle et ses effets* 304
 - 2.1. La publicité comme ressource partagée 305
 - 2.1.1. Les ripostes portées par le « camp affecté » 305
 - 2.1.2. Participant à la production de l'actualité : La saillance médiatique 311
 - 2.2. Le bruit informationnel : L'instauration de la dynamique propre 312
 - 2.2.1. Les rédacteurs politiques : La production de la rupture 313
 - Les reportages des fuites orientées et des rumeurs 316
 - Les reportages de généalogie et de scénarios 318
 - 2.2.2. Reportages originels et réactions secondaires : les rôles distincts de la grande presse et de la télévision 321
 - 2.3. Le recul : Retour à la tactique de « tous ensemble » et à l'équilibre politique 325
 - L'expansion d'une confrontation partisane 329

CHAPITRE 6

LA CRISE DE POLITIQUE PUBLIQUE : LA REFORME DE LA SECURITE SOCIALE 333

- 1. *L'anticipation de la réforme* 335
 - 1.1. Les premiers à se mobiliser 336
 - 1.1.1. La mobilisation gouvernementale précoce : une stratégie à long terme 336
 - 1.1.2. Les « prêts » à l'action : les partis de la gauche 339
 - 1.1.3. L'anticipation des syndicalistes 343
 - 1.2. Les gérants de l'information sur la réforme 348
 - 1.2.1. La manipulation gouvernementale : une stratégie à court terme 349
 - 1.2.2. La « visibilité d'attente » : la presse écrite 353
- 2. *De l'émergence à l'expansion du conflit* 358
 - 2.1. Le passage au conflit : l'harmonisation des lignes d'action 359
 - 2.1.1. Les syndicalistes lancent le conflit 359
 - 2.1.2. Les coups « internes » 362
 - 2.2. La contribution au conflit : le partage et la saillance de la ligne d'action syndicale 363
 - 2.2.1. La presse écrite : l'orchestration de la crise 364
 - 2.2.2. Les partis politiques : objectifs différents sur une ligne d'action commune 366
 - 2.2.3. La télévision : L'apport de la saillance 371
- 3. *Du recul gouvernemental à l'échec de la mise sur agenda* 374
 - 3.1. L'harmonisation effectuées des lignes d'action et des cadres contestataires : Des effets à court terme et à long terme sur l'action gouvernementale 375
 - 3.1.1. Le recul gouvernemental : l'efficacité de la confrontation face à face 375
 - 3.1.2. Le processus de perte par le gouvernement du monopole des ressources ou l'effondrement de l'efficacité des ressources routinières de gouvernement 378

Table des matières

3.1.3. La production de l'incertitude politique : la contestation profonde de la politique gouvernementale	380
3.2. La réforme sur le système sanitaire: l'échec de l'harmonisation	385
CHAPITRE 7	
LES CRISES A IMPULSION MEDIATIQUE	389
1. <i>La « crise » de l' « Uranium »</i>	391
1.1. La production de l'offre médiatique.....	394
1.1.1. Les composants de la médiatisation	395
1.1.2. La conversion de l'événement en problème public.....	397
1.2. La politisation partisane : l'information médiatique comme ressource de reconnaissance publique.....	401
1.2.1. L'interpellation gouvernementale	401
1.2.2. Les contraintes et les ressources gouvernementales : les effets sur l'agenda.....	407
2. <i>La « crise » de la « Bourse »</i>	412
2.1. La Bourse : une crise sociale.....	413
2.1.1. La saillance médiatique	414
2.1.2. La catégorisation de l'enjeu	416
2.2. Le processus de politisation	419
3. <i>Les événements dramatiques</i>	421
3.1. La production médiatique	423
3.1.1. La médiatisation des événements dramatiques : Le rôle de la télévision privée... ..	423
3.1.2. La conversion des faits en problèmes publics	426
Le crash de l'hélicoptère de l'EKAV	426
Le « cas Panagiotakis »	431
L'évasion de Passaris	433
3.2. Les effets sur l'action politique	435
3.2.1. La politisation conjoncturelle du parti de l'opposition majoritaire	435
3.2.2. La réaction gouvernementale	438
L'expansion des « crises médiatiques »	440
CONCLUSION	443
1. <i>Les deux moments de l'agenda : de la permanence au changement</i>	444
2. <i>La reproduction du bipartisme au quotidien au travers du dispositif de l'agenda politique</i>	447
BIBLIOGRAPHIE.....	453
1. BIBLIOGRAPHIE GENERALE SUR L'ESPACE POLITIQUE ET LES MEDIAS	453
1.1. Bibliographie sur les partis politiques et les médias grecs	457
2. AGENDAS, CADRAGES ET PROBLEMES PUBLICS.....	466
3. AUTRES SOURCES	470
a. <i>Presse quotidienne</i>	470
b. <i>Presse magazine</i>	471
c. <i>Mesures d'audience</i>	471
d. <i>Programmes électoraux</i>	471
e. <i>Ressources électroniques</i>	471

ANNEXE I	473
PRINCIPES DE CODIFICATION ET DE QUANTIFICATION.....	473
1. L'EXPLOITATION DES DONNEES : CHOIX DE L'UNITE D'ANALYSE.....	475
2. LE CODAGE DES COMMUNIQUEES DE PRESSE ET DES DEBATS PARLEMENTAIRES.....	478
2.1. <i>Définir les contenus des catégories thématiques des offres politiques.....</i>	<i>479</i>
3. LE CODAGE DES « UNES » ET DES « UNITES D'INFORMATION » DES MEDIAS	482
3.1. <i>Définir les contenus des catégories thématiques des agendas médiatiques.....</i>	<i>483</i>
ANNEXE II.....	491
AGENDAS MEDIATIQUES.....	491
1. PRESENTATION DU NOMBRE DE THEMES TRAITES.....	495
2. LES PRIORITES QUANTITATIVES	496
2.1. <i>La télévision</i>	<i>497</i>
2.2. <i>Les journaux quotidiens</i>	<i>504</i>
2.3. <i>Les journaux du dimanche.....</i>	<i>511</i>
ANNEXE III	517
ENTRETIENS	517
1. LISTE DES ENTRETIENS.....	520
2. TEXTE DES ENTRETIENS	521
2.1. <i>Nikos Voutsis, entretien effectué dans les locaux de Synaspismos le 20/07/2004.....</i>	<i>521</i>
2.2. <i>Stavros Lygeros, rédacteur politique du journal KATHIMERINI, entretien effectué à Athènes, le 17/11/2004.</i>	<i>529</i>
2.3. <i>Vassilis Thomopoulos, directeur du domaine de l'information de la chaîne privée ANTENNA, entretien effectué à Athènes, le 25/11/2004.</i>	<i>538</i>
ANNEXE IV.....	549
SONDAGES DE COMPETENCE POLITIQUE	549
LISTE DES TABLEAUX	556
LISTE DES SCHEMAS.....	558
LISTE DES COURBES	559
INDEX DES NOTIONS.....	561
TABLE DES MATIERES	565